Quatre-vingt-dixième année. — N° 126. Le Numéro: 50 francs. Samedi 31 Mai 1958.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Textes d'intérêt général	Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
						Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063.13, Paris	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer.	1.800	3.500	6.500	4.000	900	2.200	1.600	1.000	800	1.000	3.000	3.000	750
Etranger.	2.700	5.300	10.000	5.500	1.200	4.000	2.400	1.400	1.200	1.300	4.000	4.000	1.100

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu in extenso des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports : / Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêté du 23 mai 1958 modifiant l'arrêté du 11 janvier 1957 relatif à l'examen professionnel pour l'accès aux fonctions de greffier titulaire de charge (p. 5182).

Arrêté fixant la composition du jury de concours pour le recrutement de commis greffiers en Algérie (rectificatif) (p. 5184).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Arrêté portant mise en disponibilité (agents diplomatiques et consulaires) (p. 5184).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 29 mai 1958 tendant à convoquer le conseil général de la Seine en session ordinaire (p. 5184).

Arrêté du 8 mai 1958 portant approbation de la participation des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges à la Société d'équipement du bassin lorrain (p. 5184).

Arrêté du 12 mai 1958 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de sténodactylographes de préfecture (p. 5184).

Arrêté portant désignation du commissaire du Gouvernement auprès de la Société d'équipement du bassin lorrain (p. 5185).

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décrets portant délégations de signature (p. 5185).

Arrêté du 23 mai 1958 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 5186).

Arrêté modifiant l'arrêté du 4 décembre 1953 portant nomination de membres de la commission consultative des marchés près le ministère de la défense nationale et des forces armées (administration centrale) (p. 5186).

Arrêté et *décision* portant nominations (armée de terre [réserve] et régisseurs d'avances) (p. 5186).

Tableau de départ outre-mer en date du 1er juin 1958 (p. 5186).

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

Décret n° 58-511 du 27 mai 1958 portant ouverture et annulation de crédits (p. 5193).

Décrets du 27 mai 1958 portant nominations, admission à la retraite et conférant l'honorariat (Cour des comptes) (p. 5193).

Décret n° 58-512 du 29 mai 1958 portant autorisation de dépenses en excédent des autorisations de programme et des crédits de payement ouverts (p. 5194).

Décrets du 29 mai 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 5195).

Décrets et *arrêtés* portant délégations de signature (p. 5196).

Arrêté portant transfert de crédit (rectificatif) (p. 5198).

Arrêtés portant réintégration et détachements (administration centrale des finances et institut national de la statistique et des études économiques) (p. 5198).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté du 9 mai 1958 relatif au recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive et au concours d'entrée dans les écoles normales supérieures d'éducation physique en 1958 (p. 5198).

Arrêté du 9 mai 1958 relatif au concours de recrutement de maîtres d'éducation physique et sportive en 1958 (p. 5198).

Arrêté portant habilitation d'établissements secondaires privés à recevoir des boursiers nationaux (p. 5199).

Arrêté portant retrait de l'habilitation accordée précédemment aux établissements secondaires privés (p. 5200).

Arrêté fixant la composition des jurys du concours d'agrégation de médecine et de pharmacie de 1958 (rectificatif) (p. 5200).

Arrêtés portant détachements:

Bibliothèques (p. 5200).

Enseignement supérieur (p 5200).

Enseignement du premier degré (p. 5200).

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Arrêté du 9 mai 1958 relatif à la fixation des indemnités de logement des ingénieurs des exploitations minières et assimilées (p. 5200).

Arrêté du 9 mai 1958 relatif à la fixation des indemnités de logement des personnels ouvriers et employés des exploitations minières et assimilées (p. 5201).

Arrêté du 12 mai 1958 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique (p. 5201).

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil d'administration de la Régie autonome des pétroles (p. 5201).

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil de l'ordre du Mérite commercial (p. 5201).

Arrêté portant nomination, titularisation et détachement (mines) (rectificatif) (p. 5201).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 22 mai 1958 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès du comité interprofessionnel de la volaille de Bresse (p. 5201).

Arrêté portant délégation d'attributions au délégué général de la Semaine de l'agriculture (p. 5201).

Arrêté portant détachement (génie rural) (p. 5201).

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 58-513 du 29 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 58-502 du 27 mai 1958 modifiant pour les territoires d'outre-mer, pour la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun la loi n° 48-1171 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République (p. 5201).

Arrêté du 27 mai 1958 portant constitution d'un groupe d'études chargé de définir les objectifs, les méthodes et les moyens de coopération économique et technique dans les territoires d'outre-mer (p. 5201).

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Arrêté portant détachement (inspection du travail et de la main-d'œuvre) (p. 5204).

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Arrêté du 10 mai 1958 portant agrément de maisons familiales de vacances (p. 5205).

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Décret du 27 mai 1958 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 5201).

MINISTERE DE L'INFORMATION

Arrêté portant détachement (radiodiffusion-télévision française) (p. 5206).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Convocation de commission (p. 5206).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions (p. 5206).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Ministère des affaires étrangères.

Avis de l'office français de protection des réfugiés et apatrides relatif aux demandes d'indemnisation au titre des victimes des persécutions nazies (p. 5206).

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

Avis relatif à l'indice des prix de détail (avril 1958) (p. 5206).

Communication relative aux cours moyens de la cotation officielle hebdomadaire de la viande de porc, en gros, aux Halles centrales de Paris (p. 5206).

Résultats du budget (décembre 1957) (p. 5207).

Situation du Trésor (décembre 1957) (p. 5213).

Ministère de l'agriculture.

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination des pays appartenant à l'Union européenne des paiements (p. 5235).

Avis relatif à l'extension de la convention collective des exploitations agricoles de la zone céréalière de l'Aude (p. 5235).

Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 2 à la convention collective des exploitations agricoles de la zone viticole de l'Aude (p. 5235).

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance du poste de directeur du centre hospitalier d'Aurillac (Cantal) (p. 5235).

Avis de vacance de postes de directeur économe des hôpitaux-hospices de Thiéblemont (Marne) et du Cateau (Nord) (p. 5235).

Annonces (p. 5236).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Modification de l'arrêté du 14 janvier 1957 relatif à l'examen professionnel pour l'accès aux fonctions de greffier titulaire de charge.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 57-43 du 14 janvier 1957 portant règlement d'administration publique sur les conditions d'aptitude aux fonctions de greffier titulaire de charge, et notamment son article 15;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1957 relatif à l'examen professionnel pour l'accès aux fonctions de greffier titulaire de charge,

Arrête:

Art. 1er. — Les articles 1er, 2, 4 et 6 de l'arrêté susvisé du 14 janvier 1957 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 1er. — Les compositions écrites et les interrogations orales de l'examen professionnel pour l'accès aux fonctions de greffier de justice de paix ou de tribunal de simple police portent sur le programme suivant:

1° Code civil

« Principes généraux en matière de droit des personnes: jouissance et privation des droits civils, domicile, absence, mariage, divorce, paternité et filiation, adoption et légitimation adoptive, puissance paternelle, minorité, tutelle et émancipation, majorité, interdiction et conseil judiciaire.

« Principes généraux en matière de droit successoral: ouverture des successions, qualités requises pour succéder, divers ordres de successions, successions irrégulières, acceptation et répudiation des successions.

« Notions générales sur le contrat de mariage et les régimes matrimoniaux: communauté légale, communauté réduite aux acquêts, séparation de biens, régime dotal.

« Notions sommaires sur les privilèges et hypothèques, hypothèques légales.

« Notions générales sur l'acquisition et la perte de la nationalité française.

2° Procédure civile

« Notions générales sur la procédure en justice de paix.
« Apposition et levée de scellés.
« Saisie-arrêt.
« Assistance judiciaire.

3° Code et instruction criminelle

« Notions générales sur les contraventions de police.
« Prescription de l'action publique. Prescription des peines. Récidive et circonstances atténuantes en matière de contraventions de police.
« L'action civile devant le tribunal de simple police.
« Procédure devant le tribunal de simple police.
« Exécution des jugements de simple police.
« Les voies de recours contre les jugements du tribunal de simple police.

4° Pratique des greffes

A. — *Organisation du greffe. — Répertoires et registres à tenir. Documents périodiques à établir.*

« Actes authentiques et actes sous seings privés. — Force probante respective de ces actes.
« Distinction des actes soumis à publicité et des autres actes. Communication des actes soumis à publicité.
« Règles applicables en matière de tarif et de comptabilité. — Législation sociale applicable aux employés du greffe.

B. — *Rôle du greffier dans la marche d'une instance civile.*

« Elaboration, rédaction, contenu, prononcé et levée des jugements.
« Règles spéciales en matière de loyers, en matière prud'homale, en matière de contributions des époux aux charges du mariage, en matière de dégâts causés aux récoltes par le gibier.
« Rôle du greffier comme secrétaire du tribunal paritaire cantonal des baux ruraux.
« Rôle du greffier en matière de cession et de saisie-arrêt des rémunérations.
« Rôle du greffier dans la procédure d'injonction de payer.
« Contentieux électoral.
« Rôle du greffier comme secrétaire de commission (aide sociale, dommages de guerre).

C. — *Rôle du greffier dans la procédure devant le tribunal de simple police.*

« Les extraits de jugement et bulletins d'ivresse.
« Les formalités incombant au greffier en matière d'amendes de composition.
« Rôle du greffier en cas de recours contre un jugement du tribunal de simple police (opposition, appel, pourvoi en cassation).

D. — *Elaboration des procès-verbaux des délibérations des conseils de famille et des conseils des tutelles.*

« Rôle du greffier en cas d'inscription d'hypothèque légale au profit d'un mineur.
« Elaboration des procès-verbaux en matière de scellés.
« Rôle du greffier en matière de nationalité. — Déclaration et certificats de nationalité
« Actes de notoriété.
« Certificats de propriété.
« Enquêtes d'accidents du travail.
« Ventes mobilières.
« Warrants agricoles.

« *Art.* 2. — Les compositions écrites et les interrogations orales de l'examen professionnel pour l'accès aux fonctions de greffier de tribunal de commerce portent sur le programme suivant:

1° Code civil

« Notions générales sur le droit des personnes: jouissance et privation des droits civils; domicile; minorité; tutelle et émancipation; majorité, interdiction et conseil judiciaire.
« Notions générales sur le contrat de mariage et les différents régimes matrimoniaux
« Notions générales sur les sûretés (privilèges et hypothèques).

2° Code de commerce

« Actes de commerce.
« Fonds de commerce.
« Effets de commerce.
« Organisation et compétence des tribunaux de commerce. Election de leurs membres. Procédure suivie devant ces tribunaux.
« Notions générales sur les commerçants (définition, capacité de faire le commerce: mineurs, femmes mariées, personnes visées par la loi du 30 août 1947).
« Notions générales sur les livres de commerce et sur les sociétés commerciales (différents types, règles de constitution et de dissolution).
« Notions générales sur la faillite et le règlement judiciaire.
« Sûretés conservées par les greffiers des tribunaux de commerce, notamment: privilèges du vendeur et nantissement des fonds de commerce, privilège du Trésor et de la sécurité sociale, nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement.
« Procédure de recouvrement simplifié des créances commerciales.

3° Pratique des greffes

A. — *Organisation du greffe. — Recrutement et discipline des greffiers. — Répertoires à tenir. — Documents périodiques à établir.*

« Législation sociale applicable aux employés du greffe. Règles applicables en matière de tarif et de comptabilité.
« Actes inscrits sur registres. Actes reçus en minute ou passés en brevet.
« Distinction des actes authentiques et des actes sous seings privés. Force probante respective de ces actes.
« Distinction des actes soumis à publicité et des autres actes. Communication des actes soumis à publicité.
« Registre du commerce et registre des métiers. *Bulletin officiel du registre du commerce.*
« Marques de fabrique et de commerce.
« Dessins et modèles.
« Dépôt des actes de société. Publicité des protêts et des certificats de non-payement de chèques postaux.

B. — *Rôle du greffier dans la marche d'une instance et dans les incidents.*

« Rôle du greffier en matière d'enquête et d'expertise.
« Rôle du greffier dans la procédure de la faillite ou du règlement judiciaire.
« Diverses sortes de jugements. Elaboration, rédaction, contenu, prononcé, levée et enregistrement des jugements. Formalités relatives aux voies de recours. Assistance judiciaire.

« *Art.* 4. — Les compositions écrites et les interrogations orales de l'examen professionnel pour l'accès aux fonctions de greffier en chef de cour d'appel portent sur le programme suivant:

1° Code civil

« Même programme que pour les candidats aux fonctions de greffier en chef de tribunal de première instance.

2° Code de commerce

« Organisation et compétence des tribunaux de commerce. Election de leurs membres. Procédure suivie devant ces tribunaux.
« Notions générales sur les commerçants (définition, capacité de faire le commerce: mineurs, femmes mariées, personnes visées par la loi du 30 août 1947).
« Notions générales sur les livres de commerce et sur les sociétés commerciales (différents types, règles de constitution et de dissolution).
« Notions générales sur la faillite et le règlement judiciaire.
« Procédure de recouvrement simplifié des créances commerciales.

3° Code de procédure civile

« Organisation et compétence des différentes juridictions de l'ordre judiciaire.
« Procédure devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel.

4° Code d'instruction criminelle

« Procédure devant la chambre des mises en accusation, devant la cour d'assises et devant la cour jugeant en appel de jugement correctionnel.

5° Pratique des greffes

A. — *Organisation des greffes. — Recrutement et discipline des greffiers. — Répertoire à tenir. — Documents périodiques à établir. — Législation sociale applicable aux employés des greffes. — Règles applicables en matière de tarif et de comptabilité.*

« Actes authentiques et actes sous seings privés.
« Actes inscrits sur registres.
« Distinction des actes soumis à publicité et des autres actes. Communication des actes soumis à publicité. Communication des procédures pénales.

B. — *Rôle du greffier dans la marche d'une instance civile ou pénale.*

« Rôle du greffier en matière d'enquête ou d'expertise et dans les incidents.
« Rôle du greffier dans une procédure correctionnelle, criminelle ou soumise à la chambre des mises en accusation. Pièces à conviction. Exécution des arrêts en matière pénale.
« Diverses sortes de décisions. Elaboration, rédaction, contenu, prononcé, levée et enregistrement des arrêts. Formalités relatives aux voies de recours.
« Exécutoire des dépens.
« Assistance judiciaire. »

« *Art.* 6. — Les candidats aux fonctions de greffier en chef d'un tribunal de première instance à compétence commerciale doivent subir l'examen professionnel de greffier en chef de tribunal de première instance et celui de greffier de tribunal de commerce.

« Toutefois, s'ils subissent les deux examens au cours de la même session, l'examen de greffier de tribunal de commerce comporte seulement:

« 1° Une composition écrite portant sur un ou plusieurs sujets de pratique des greffes;

« 2° Deux interrogations orales d'ordre pratique;

« 3° Une interrogation orale portant sur le programme visé à l'article 2, 2°, du présent arrêté. »

Art. 2. — Le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation:

Le directeur du cabinet,
ADOLPHE TOUFFAIT.

Jury du concours pour le recrutement de commis greffiers en Algérie.

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 mai 1958: page 4814, 2e colonne, 60e ligne, au lieu de: « MM. Ferrandi, juge de paix du canton d'Alger; Bab-Azoun Kerras », lire: « MM. Ferrandi, juge de paix du canton d'Alger-Bab-Azoun; Kerras ».

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Agents diplomatiques et consulaires.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. Catroux (Diomède-Anne-Claude), secrétaire des affaires étrangères (7e échelon) en mission à l'administration centrale, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement à compter du 15 mai 1958, pour une période de cinq ans.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 29 mai 1958 tendant à convoquer le conseil général de la Seine en session ordinaire.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

Vu les lois des 22 juin 1883, 10 août 1871 et 12 mai 1932;

Vu les décrets des 21 avril et 13 juin 1939;

Vu l'ordonnance n° 45-677 du 13 avril 1945 portant réforme du régime administratif de la ville de Paris et du département de la Seine,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil général du département de la Seine est convoqué en session ordinaire le vendredi 20 juin 1958.

Cette session sera close le mercredi 2 juillet 1958.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'intérieur,
JULES MOCH.

Approbation de la participation des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges à la Société d'équipement du bassin lorrain.

Par arrêté du 8 mai 1958, ont été approuvées les délibérations du conseil général de la Moselle en date du 5 juillet 1956, du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 14 mai 1956, du conseil général des Vosges en date du 25 avril 1956 et du conseil général de la Meuse en date du 14 mai 1956, concernant la participation de ces départements à la Société d'équipement du bassin lorrain, par la souscription respective de 8 millions, 6 millions, 4 millions et 2 millions de francs du capital de cette société, actuellement fixé à 10 millions de francs et susceptible d'être porté à 50 millions de francs par l'émission de 4.000 actions nouvelles

Ouverture d'un concours pour le recrutement de sténodactylographes de préfecture.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret du 6 juin 1951, modifié par le décret du 7 octobre 1954, portant règlement d'administration publique relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau, de sténodactylographes et de commis des services extérieurs des administrations de l'Etat;

Vu le décret n° 47-1297 du 10 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés, modifiée par les règlements d'administration publique n° 49-618 du 28 avril 1949, n° 50-1477 du 28 novembre 1950 et n° 51-1527 du 31 décembre 1951;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1954 du secrétariat d'Etat à la présidence du conseil, modifié par l'arrêté du 10 octobre 1956, et relatif à la nature et aux modalités de correction des épreuves des examens professionnels d'employés de bureau dactylographes et des concours pour l'emploi de sténodactylographe;

Vu l'arrêté interministériel en date du 12 mai 1958 autorisant le recrutement de quatre cents sténodactylographes de préfecture;

Sur la proposition du directeur du personnel et des affaires politiques,

Arrête:

Art. 1er. — Le concours prévu par l'article 2 de l'arrêté interministériel du 12 mai 1958 susvisé pour le recrutement de quatre cents sténodactylographes de préfecture sera ouvert à la date du 26 juin 1958.

Art. 2. — Le concours est ouvert:

1° Aux candidats âgés de plus de dix-sept ans et de moins de trente ans au 1er janvier 1958, cette limite d'âge supérieure pouvant être reculée dans les conditions prévues par l'article 2 du décret du 6 janvier 1951 modifié (premier concours);

2° Aux fonctionnaires et agents de l'Etat:

Agés de moins de quarante ans au 1er janvier 1958;
Rémunérés sur le budget de l'Etat à la date du concours;
Qui ont accompli un an de services civils effectifs (deuxième concours).

Art. 3. — Les demandes d'admission, établies sur papier libre, devront être adressées avant le 31 mai 1958, dernier délai, à la préfecture du département dans lequel les candidats désirent être affectés en cas de succès.

Ces demandes doivent être accompagnées des pièces suivantes:

Premier concours.

1° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

2° Un certificat médical attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec les fonctions de sténodactylographe de préfecture;

3° Pour les candidats du sexe masculin, un état signalétique et des services militaires ou, à défaut, une pièce attestant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée;

4° En cas de naturalisation, un certificat de nationalité attestant la possession de la nationalité française depuis cinq ans au moins;

5° S'il y a lieu, pour les candidats ayant occupé ou occupant un emploi administratif, les attestations successives des chefs de service mentionnant la durée exacte des services valables ou validables pour la retraite qu'ils ont effectués. Cette pièce devra également faire ressortir la durée des services militaires accomplis pendant cette période;

6° Eventuellement, un bulletin de naissance des enfants, pour les candidats sollicitant le recul de la limite d'âge au titre du décret du 29 juillet 1939;

7° S'il y a lieu, une pièce établissant la qualité d'orphelin de guerre (certificat délivré par le délégué interdépartemental du ministère des anciens combattants et victimes de guerre) ou, à défaut, une copie certifiée conforme de l'acte de décès du père ou de la mère portant la mention « Mort pour la France »;

8° Une enveloppe affranchie portant l'adresse à laquelle le candidat désire recevoir sa convocation.

Deuxième concours.

Seules les pièces nos 3, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus devront être fournies.

Art. 4. — La liste des candidats autorisés à concourir est arrêtée par le ministre de l'intérieur.

Art. 5. — Les candidats seront convoqués individuellement par les préfets au chef-lieu du département dans lequel ils auront déposé leur dossier en vue d'y subir les épreuves écrites. Toutefois, le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration.

Dans chaque centre, le préfet nomme une commission d'examen chargée de procéder à la correction des épreuves et de dresser la liste des candidats prévue par l'article 7 ci-dessous.

Cette commission, présidée par le secrétaire général de la préfecture ou son représentant, est composée d'un fonctionnaire du cadre national des préfectures ayant au moins le grade d'attaché et d'un professeur de l'enseignement technique désigné par l'inspecteur principal de l'enseignement technique.

Le secrétaire général désigne, en outre, deux fonctionnaires chargés des installations matérielles, du contrôle et de la discipline dans les salles d'examen. Il signe lui-même les procès-verbaux établis à l'issue de chaque épreuve.

Les sujets sont choisis par une commission nationale présidée par le directeur du personnel ou son représentant et comprenant deux hauts fonctionnaires désignés parmi les membres du corps préfectoral ou les administrateurs civils du ministère de l'intérieur. Les sujets sont envoyés par l'administration au président de chaque commission d'examen sous enveloppes cachetées qui ne sont ouvertes qu'en présence des candidats et au début de chaque épreuve.

Art. 6. — Les épreuves se dérouleront dans les conditions prévues par l'arrêté du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil en date du 7 octobre 1954 modifié.

Elles auront lieu uniquement dans les départements où les postes mis au concours seront répartis par un arrêté ultérieur.

En tout état de cause, compte tenu de la situation de leurs effectifs, aucun recrutement ne sera effectué dans les départements suivants: Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Charente, Corrèze, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Indre-et-Loire, Landes, Loire, Lozère, Meuse, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Sarthe, Tarn, territoire de Belfort, Var, Vaucluse, Vosges, Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion.

Art. 7. — La correction des épreuves sera assurée conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 7 octobre 1954 susvisé.

Des majorations de points sont accordées aux orphelins de guerre mineurs dans les conditions fixées par l'article 43 du décret du 10 juillet 1947 modifié.

Les candidats sont classés par ordre de mérite d'après le total des points qu'ils ont obtenus.

Le président de chaque commission d'examen transmet la liste ainsi dressée au ministre de l'intérieur, avec un compte rendu sur l'ensemble des opérations. La commission nationale prévue à l'alinéa 7 de l'article 5 précédent arrête la liste des candidats admis au concours.

Art. 8. — Le ministre de l'intérieur procède, dans la limite des places offertes, à la nomination des candidats dans le département où ils ont subi les épreuves du concours.

Art. 9. — Les candidats reçus au concours sont nommés sténodactylographes, conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 16 juin 1951, modifié par le décret du 7 octobre 1954.

Art. 10. — Le directeur du personnel et des affaires politiques du ministère de l'intérieur et les préfets des départements intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mai 1958.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Le directeur du personnel et des affaires politiques,
JEAN TOMASI.

Désignation du commissaire du Gouvernement auprès de la Société d'équipement du bassin lorrain.

Par arrêté en date du 9 mai 1958, M. Laporte (Jean), inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire pour la 6e région militaire, a été chargé d'exercer les fonctions de commissaire du Gouvernement auprès de la Société d'équipement du bassin lorrain.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Délégations de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu le décret n° 56-661 du 30 juin 1956 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la défense nationale et des forces armées;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — M. l'intendant général de 1re classe Léger, chef du service de l'action sociale des forces armées, a délégation permanente de la signature du ministre de la défense nationale et des forces armées, dans le cadre des directives données par le ministre, pour les affaires ressortissant à son service et relatives:

1° A l'administration des personnels civils qui relèvent en propre du service de l'action sociale des forces armées;

2° A l'organisation et au fonctionnement du service, et notamment en ce qui concerne:

L'approbation des marchés concernant les fournitures techniques nécessaires au fonctionnement du service et qui ne ressortiraient pas aux attributions réglementaires d'une direction spécialisée, dans les conditions prévues par l'arrêté du 28 novembre 1957 portant délégation de pouvoirs en matière de marchés;

La résiliation de ces marchés et les décisions auxquelles peut donner lieu leur exécution, notamment concessions des sursis de livraison, exonérations totales ou partielles des pénalités, sous réserve du visa de la direction du contrôle compétente;

Les décisions relatives aux imputations à la charge de l'Etat ou à la charge des contribuables sans limitation;

3° Aux questions relatives au fonctionnement de la caisse nationale militaire de sécurité sociale, à l'exclusion de celles qui concernent le contrôle médical.

Toutefois, le ministre de la défense nationale et des forces armées se réserve:

Toutes les mesures individuelles devant faire l'objet d'un arrêté ou d'un décret;

La signature des ordres de mission pour les territoires situés en dehors de la France métropolitaine;

Les correspondances échangées avec les autres départements ministériels et se rapportant à des questions de principe;

Les décisions à prendre en cas d'observations maintenues de la direction du contrôle ou du contrôleur des dépenses engagées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. l'intendant général de 1re classe Léger, la délégation qui lui est attribuée pourra être exercée par M. Rampant, adjoint au chef du service de l'action sociale des forces armées.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu l'article 22 de la loi du 31 décembre 1950 ouvrant dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale dénommé « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire » et un compte de règlement avec les gouvernements étrangers dénommé « Contribution américaine au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire »;

Vu le décret n° 50-389 du 1er avril 1950 relatif à la réorganisation de la défense nationale, modifié par décret du 5 juin 1950 et par décret n° 52-430 du 19 avril 1952;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 58-492 du 18 mai 1958 portant délégation des pouvoirs du président du conseil au ministre de la défense nationale et des forces armées,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Geoffroy Chodron de Courcel, secrétaire général permanent de la défense nationale, et à M. le général Andrier, secrétaire général adjoint, à l'effet de signer, au nom du ministre de la défense nationale et des forces armées, dans le cadre des attributions de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées:

1° Tous actes et décisions en matière administrative et financière, à l'exclusion des décrets;

2° Les ordonnances de payement et de délégation, les ordonnances de virement, les titres de recettes et tous autres documents comptables relatifs au compte d'affectation spéciale dénommé « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire » et au compte de règlement avec les gouvernements étrangers dénommé « Contribution des nations signataires du pacte Atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire ».

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Chodron de Courcel, secrétaire général permanent de la défense nationale, et de M. le général Andrier, secrétaire général adjoint, la délégation prévue à l'article 1er ci-dessus sera exercée par M. Michel Delbard, chef de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Louis-Robert de Beauchamp, chef adjoint de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu le décret n° 56-661 du 30 juin 1956 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la défense nationale et des forces armées;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le contrôleur général Labe, chargé de la direction des services financiers et des programmes, M. le contrôleur de 1re classe de l'administration de la marine Doffing, chef de la division financière de cette direction, reçoit délégation pour signer, au nom du ministre de la défense nationale et des forces armées, et à l'exclusion des décrets, tous arrêtés, actes ou décisions entrant dans les attributions de cette direction et relatifs à l'exécution du budget des dépenses militaires (défense nationale) ainsi que des budgets annexes qui lui sont rattachés.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

PIERRE DE CHEVIGNÉ.

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 23 mai 1958, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, un crédit de payement de 2.841.273.000 F applicable au chapitre 55-81: « Infrastructure interalliée. — Travaux » de la section commune du budget de la défense nationale et des forces armées pour 1958.

Commission consultative des marchés près le ministère de la défense nationale et des forces armées (administration centrale).

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu l'arrêté du 21 avril 1953, modifié par arrêté du 4 décembre 1953, instituant une commission consultative centrale des marchés auprès du ministère de la défense nationale et des forces armées (administration centrale), et notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 4 décembre 1953 portant nomination des membres de la commission, modifié notamment par arrêté du 30 janvier 1958,

Arrête:

Art 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 4 décembre 1953 est modifié comme suit: au paragraphe *e* (1°), au lieu de: « M. le commissaire principal de la marine Bonnet de La Tour », mettre: « M. l'adjoint d'administration principal Lebreton »

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mai 1958.

Pour le ministre de la défense nationale et des forces armées et par délégation:

Le directeur du cabinet,

RAOUL-EUGÈNE ANGAMMARRE.

Armée de terre (réserve).

Par décision du 10 mai 1958, sont nommés, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans les cadres des officiers de réserve, à compter du jour de leur radiation des cadres de l'armée active, et affectés pour administration aux directions régionales du service du matériel désignées ci-après les officiers dont les noms suivent:

TROUPES METROPOLITAINES

Service des matériels.

Subdivision Artillerie.

Cadre des adjoints administratifs.

1re RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

M. le lieutenant Veran (Xavier).

2e RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

M. le capitaine Bodelot (André-Fernand-Joseph).

9e RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

MM. les lieutenants:

Combettes (Auguste-Fernand-Pierre).

Laffont (Abel-Louis).

Cadre des adjoints techniques.

1re RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

MM. les capitaines:

Brisson (Henri-Octave-Alexis).

Millet (Victor-Ernest).

3e RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

M. le capitaine Schmitt (Marie-René).

6e RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

M. le lieutenant Calot (René-Albert).

8 RÉGION MILITAIRE

(Direction du matériel.)

M. le commandant Martin-Michiellot (Georges-Henri-Ferdinand).

M. le capitaine Imberdis (Louis).

Régisseurs d'avances.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) en date du 12 mai 1958, M. Laferrière (Maximilien), officier d'administration principal, régisseur d'avances du laboratoire central de l'artillerie navale à Paris, est nommé régisseur de recettes de cet établissement.

Tableau de départ outre-mer du 1er juin 1958.

Dès parution du présent tableau, les chefs de corps et de service devront obligatoirement faire visiter tous les militaires y figurant et régulariser la situation des sous-officiers et hommes de troupe dans les conditions prévues à l'article 20 de l'I. M. n° 18154 TC/BT. L du 28 juin 1951 (*B. O.*, E. M. volume 323-I). Il est rappelé qu'ils doivent se lier par contrat pour trois ans et trois mois au moins à compter du mois prochain et qu'ils sont désignés en fonction du temps de service qu'il leur reste à accomplir. Ceux des intéressés qui refuseraient de se rengager ou qui, après un premier examen de leur dossier seraient estimés non susceptibles d'être autorisés à souscrire un nouveau contrat de rengagement, devront être immédiatement signalés par message et en tout état de cause au plus tard le 15 du mois de l'inscription au tableau de départ.

Ils adresseront d'urgence, à la direction des troupes d'outre-mer et pour le 10 juin 1958, dernier délai, les certificats d'aptitude réglementaires « modèle C », recto et verso. Il en sera de même pour les certificats de visite et de contre-visite des militaires dont l'inaptitude a été constatée.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient parvenir au département avant la date précitée, il y aura lieu de faire connaître, par télégramme, le résultat des visites.

Toute erreur qui aurait pu être relevée fera l'objet d'un compte-rendu à transmettre dans les moindres délais.

OFFICIERS

Infanterie de marine.

Chefs de bataillon.

MM.

Orsini (Jean), 7 janvier 1912, 10e R. M. — 14 mars 1954.

Germain (François), 4 février 1920, 1re R. M. — 24 mai 1954.

Germain (François), 4 février 1920, 1re R. M. — 24 mai 1954 (spécialiste affaires islamiques africaines).

Maurice (Albert), 24 février 1913, Maroc. — 23 juillet 1954.

Dumas (Henri), 21 mai 1915, 1re R. M. — 1er octobre 1954.

Vielcazal (Firmin), 19 juillet 1915, 10e R. M. — 7 octobre 1954.

Mabille (Paul), 14 août 1912, 10e R. M. — 11 octobre 1954.

Sicard (Jean), 24 août 1911, 10e R. M. — 20 octobre 1954.

Abraham (Georges), 2 avril 1918, 9e R. M. — 31 mars 1955 (tour spécial, affaires africaines).

Capitaines.

MM.
Lefvanc (François), 21 avril 1923, 1re R. M. — 28 août 1953, D. E. M.
Godfroy (Gérard), 31 juillet 1921, 1re R. M. — 17 février 1954, D. E. M.
Bonnier (Jean), 24 avril 1918, 1re R. M. — 7 juin 1954.
Quenet (Pierre), 11 décembre 1918, 1re R. M. — 6 juillet 1954.
Rodrigues (Edouard), 7 septembre 1919, 10e R. M. — 21 novembre 1954 (spécialiste action psychologique).
Favet (Georges), 16 novembre 1924, 10e R. M. — 7 décembre 1954.
Gillier (Eugène), 26 février 1924, 10e R. M. — 7 décembre 1954.
Camon (Robert), 13 mars 1910, 1re R. M. — 10 décembre 1954.
Boucaud (André), 23 août 1918, 10e R. M. — 14 décembre 1954
Armand (Jacques), 26 septembre 1921, 10e R. M. — 19 décembre 1954.
Royer (Jacques), 9 août 1919, 10e R. M. — 20 décembre 1954.
Riffet (Alain), 12 novembre 1925, 10e R. M. — 23 décembre 1954.
Muraccioli (Joseph), 6 septembre 1920, 10e R. M. — 29 décembre 1954 (spécialiste blindés, motorisés).
Saulreau (Jacques), 20 octobre 1920, 10e R. M. — 30 décembre 1954.
Guyot (Georges), 8 septembre 1920, Tunisie. — 31 décembre 1954.
Dubalen (Pierre), 15 octobre 1923, 9e R. M. — 10 janvier 1955 (tour spécial affaires malgaches).
Harrocks (Armand), 21 juin 1913, 9e R. M. — 23 avril 1955 (spécialiste transmissions).
Boutlin (Jacques), 30 septembre 1923, 10e R. M. — 30 avril 1955 (hors tour, spécialiste action psychologique).
Benard (Louis), 18 juin 1912, 8e R. M. — 28 janvier 1956 (titre S. M. B. mécanique générale).
Lemonies de Sagazan (Hubert), 5 août 1918, 9e R. M. — 1er juin 1955 (tour spécial affaires africaines).
Derville (Jean), 8 mars 1925, 1re R. M. — 20 juin 1955 (hors tour, spécialiste affaires islamiques africaines).
Parisot (Jean), 26 décembre 1922, 9e R. M. — 9 juillet 1955 (tour spécial affaires africaines).
André (Michel), 13 août 1925, 1re R. M. — 14 juin 1956 (hors tour, spécialiste affaires islamiques africaines).

Lieutenants.

MM.
Boutleville (Albert), 3 mai 1926, 10e R. M. — N'a jamais servi (spécialiste transmissions).
Mazzon (Guy), 18 septembre 1926, 4e R. M. — 13 août 1955 (spécialiste transmissions).
Chapuis (Bernard), 2 juillet 1931, 1re R. M. — 10 septembre 1955 (spécialiste transmissions).
Allaire (Paul), 13 mars 1926, 10e R. M. — 17 septembre 1955.
Lecarour (Frédéric), 8 octobre 1928, 3e R. M. — 2 février 1956.
Roux (Albert), 30 mai 1920, 9e R. M. — 3 février 1956.
Schaeffer (Georges), 14 mai 1929, 10e R. M. — 3 février 1956.
Le Joly (Alain), 25 juin 1932, 10e R. M. — 3 février 1956.
Monroc (Martin), 29 juillet 1927, 10e R. M. — 4 février 1956.
Le Guennec (Claude), 9 septembre 1929, 10e R. M. — 4 février 1956.
Coquerelle (Apollon), 19 mai 1924, 10e R. M. — 15 février 1956.
Cäpot (Gérard), 4 janvier 1924, 10e R. M. — 26 février 1956.
Chevet (Jacques), 31 octobre 1924, 10e R. M. — 2 mars 1956.
Eychenie (Georges), 24 avril 1924, 3e R. M. — 2 mars 1956.
Baron (Louis), 12 mars 1924, 4e R. M. — 4 mars 1956.
Taudou (Laurent), 12 août 1918, 10e R. M. — 7 mars 1956.
Mandron (Guy), 19 novembre 1925, 10e R. M. — 7 mars 1956.
Glastre (Alfred), 12 juillet 1924, 10e R. M. — 9 mars 1956.
Fredet (Bernard), 11 juillet 1927, 5e R. M. — 24 mars 1956.
Mille (André), 4 décembre 1919, 10e R. M. — 25 mars 1956.
Mouloud (François), 14 novembre 1919, 9e R. M. — 25 mars 1956.
Barrere (Jean), 24 mai 1928, 1re R. M. — 25 mars 1956.
François dit Audisio (Maurice), 16 novembre 1923, 1re R. M. — 30 avril 1956 (spécialiste blindés motorisés).
De Sury d'Aspremont (Pierre), 28 mai 1932, 10e R. M. — 30 avril 1956 (spécialiste blindés motorisés).
Remy (Daniel), 31 mars 1927, 10e R. M. — 1er mai 1956 (spécialiste blindés motorisés).

Artillerie de marine.

Chefs d'escadron.

MM
Marchal (Jean), 14 juillet 1909, 10e R. M. — 2 novembre 1954.
Roussiere (Fernand), 21 décembre 1910, 9e R. M. — 15 juillet 1955 (titre S. M. B.).

Capitaines.

MM.
Argenton (Pierre), 21 mai 1914, 10e R. M. — 8 septembre 1954.
L'Hostis (François), 4 avril 1924, 10e R. M. — 18 novembre 1954.
Fischer (Ferdinand), 9 février 1918, 10e R. M. — 21 novembre 1954.
Passot (Charles), 17 novembre 1917, 10e R. M. — 24 novembre 1954.
Lebreton (Maxime), 25 août 1913, 5e R. M. — 2 décembre 1954.
Germain (Claude), 18 avril 1925, 1re R. M. — 5 avril 1956 (hors tour spécialiste affaires islamiques africaines).

Lieutenants.

MM.
Souchet (Jean), 11 décembre 1929, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Fievre (Paul), 6 mars 1931, 1re R. M. — N'a jamais servi.
Raynal (Pierre), 3 mars 1931, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Chamagne (Jean), 5 octobre 1928, 10e R. M. — N'a jamais servi.
David (Emile), 17 novembre 1918, 1re R. M. — 19 février 1955.
Cantos (Joachim), 23 juillet 1918, 10e R. M. — 25 février 1955.
Olivier (Ernest), 6 mars 1923, 5e R. M. — 25 février 1955.
Dufourmantelle (Michel), 26 avril 1925, 5e R. M. — 25 février 1955.

Service des matériels et bâtiments des troupes d'outre-mer.

a) AUTOS-CHARS

Capitaine.

M. Noël (René), 20 mai 1914, 1re R. M. — 18 mars 1956.

Lieutenant.

M. Trollat (Charles), 13 mars 1918, 1re R. M. — 7 avril 1956.

b) ADMINISTRATIF

Lieutenant.

M. Schneider (Marcel), 12 avril 1909, 9e R. M. — 16 mai 1956.

c) CONTRÔLEUR D'ARMES

M. Mencarelli (Albert), 8 décembre 1916, 5e R. M. — 24 février 1948.

Intendance des troupes d'outre-mer.

a) FONCTIONNAIRES

Intendant militaire de 2e classe.

M. Therond (Gaston), 18 novembre 1909, 1re R. M. — 23 avril 1955.

Intendant militaire de 3e classe.

M. Boulliat (Henri), 24 février 1915, 10e R. M. — 14 avril 1955, B. E. M. S.

b) OFFICIER D'ADMINISTRATION

Commandant.

M. Portier (Edmond), 15 avril 1910, 1re R. M. — 26 juillet 1955

Adjoints administratifs des corps de troupes d'outre-mer.

Lieutenants.

MM.
Cabanau (André), 31 mars 1913, 10e R. M. — 27 octobre 1955
Darricau (André), 1er juillet 1913, 10e R. M. — 4 avril 1956.

Service de santé des troupes d'outre-mer.

a) MÉDECINS

Médecin lieutenant-colonel.

MM.
M. Thenos (Valéry), 25 avril 1910, 1re R. M. — 9 juillet 1955.

Médecins commandants.

Negre (Roland), 4 novembre 1918, 9e R. M. — 24 février 1955.
Peuchot (Georges), 6 février 1923, 9e R. M. — 24 décembre 1956.
Gomer (Maurice), 5 janvier 1920, 9e R. M. — 20 mars 1957.
Le Quinio (Yves), 24 octobre 1919, 3e R. M. — 22 mars 1957.
De Jaureguiberry (Pierre), 27 octobre 1920, 9e R. M. — 21 mai 1957.
De Saint-Pastou de Bonrepaux (Michel), 7 mars 1916, 5e R. M. — 8 juin 1957.
Coudreau (Henri), 31 janvier 1918, 1re R. M. — 4 août 1957.

Médecins capitaines.

MM.
Perthus (Pierre), 9 juillet 1924, 1re R. M. — 3 février 1956, D. E. M.
Bourdin (Louis), 2 octobre 1920, 1re R. M. — 27 février 1957.
Minda (Francis), 6 décembre 1927, 10e R. M. — 2 mars 1957.
Lafaurie (Maurice), 22 janvier 1924, 1re R. M. — 1er avril 1957.
Chotard (Bernard), 14 janvier 1296, 10e R. M. — 2 mai 1957.
Lafaye (André), 12 juillet 1928, 10e R. M. — 20 mai 1957.
Laburthe (Jacques), 26 octobre 1924, 10e R. M. — 3 juillet 1957.
Gomart (Dominique), 14 juillet 1928, 10e R. M. — 26 juin 1957.
Hutter (Michel), 6 septembre 1926, 10e R. M. — 7 juillet 1957.

Médecins lieutenants.

Bergeron (Michel), 17 juillet 1930, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Bruneau (Henri), 19 juin 1930, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Cluzel (Charles), 12 novembre 1928, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Gassier (Pierre), 6 décembre 1930, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Gubian (Charles), 29 janvier 1928, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Lambert-Decremeur (Guy), 19 août 1931, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Mazza (Georges), 21 février 1930, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Pieraggi (Jacques), 1er octobre 1929, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Sabiani (Michel), 23 octobre 1929, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Stublier (Robert), 11 mai 1931, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Zigliara (Baptiste), 3 mars 1928, 10e R. M. — N'a jamais servi.

b) PHARMACIENS

Pharmacien capitaine.

M. Le Hir (Adrien), 10 avril 1930, 9e R. M. — 19 juin 1957.

Pharmaciens lieutenants.

MM.
Coz (Jean), 13 janvier 1932, 1re R. M. — N'a jamais servi.
Quelennec (Guy), 8 avril 1931, 1re R. M. — N'a jamais servi.
Gagnerot (Gaston), 2 juin 1925, 9e R. M. — 6 septembre 1957.

c) OFFICIER D'ADMINISTRATION

Capitaine.

M. Giacomotto (Henri), 4 mai 1912, 9e R. M. — 22 juillet 1957.

SOUS-OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE

I. — *RELIQUAT DES TABLEAUX PRECEDENTS*

A. — Infanterie de marine.

Adjudants.

Dufour (Maurice), 7 février 1922, 10e R. M., B. E. infanterie. — 4 octobre 1954.
Robic (Julien), 22 octobre 1924, 10e R. M., B. C. S.-B. E. comptabilité. — 13 octobre 1954.

Sergents-chefs.

Vergier (Georges), 1er avril 1929, 10e R. M., B. E. infanterie. — 21 août 1954.
Drouette (Louis), 8 août 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 19 septembre 1954.
Caron (Angelo), 7 juillet 1927, 10e R. M., B. E. infanterie. — 26 septembre 1954.
Tainoff (Serge), 19 octobre 1932, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 27 septembre 1954.
Gay (Hector), 22 avril 1932, 10e R. M., B. S. infanterie. — 3 octobre 1954.
Watrin (René), 16 avril 1924, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 4 octobre 1954.
Bert (Marcel), 27 novembre 1922, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 11 octobre 1954.
Galand (Yves), 13 avril 1933, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 13 octobre 1954.
Lakermance (Michel), 25 septembre 1923, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 13 octobre 1954.
Martinetti (François), 18 mars 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 13 octobre 1954.
Molières (Marcel), 29 novembre 1927, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 13 octobre 1954.

Sergents.

Desombre (Henri), 28 avril 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Baillette (Daniel), 26 mars 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — N'a jamais servi.
Salvadou (Roger), 10 octobre 1929, 5e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Truffert (Michel), 13 juillet 1933, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Raghouber (Gauthier), 9 avril 1928, 10e R. M. 291-293 transmissions. — 6 septembre 1954.
Alin (Antony), 6 août 1926, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 15 septembre 1954.
Robert (Abel), 29 avril 1928, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 24 septembre 1954.
Favroul (Auguste), 18 octobre 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 26 septembre 1954.
Mulatier (Roland), 21 octobre 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 26 septembre 1954.
Putzolu (Agostino), 3 mai 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 26 septembre 1954.
Thomas (Jacques), 9 mars 1933, Maroc, C. A. T. 2 transmissions, C. I. A. — 26 septembre 1954.
Priez (Hubert), 1er novembre 1919, 10e R. M., 251 transmissions, C. I. A. — 27 septembre 1954.
Pringe (Jacques), 23 juin 1923, 10e R. M., 251 transmissions. — 13 octobre 1954.
Rossotti (Alfred), 31 juillet 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 13 octobre 1954.
Beguin (Jean), 21 décembre 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 15 octobre 1954.
Lagnier (Daniel), 1er septembre 1932, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 16 octobre 1954.

B. — Spécialistes musiciens.

Soldat de 2e classe.

N'Doye (Raymond), 13 mars 1937, 9e R. M., trompette. — N'a jamais servi.

C. — Spécialistes blindés.

INFANTERIE DE MARINE

Sergent-chef.

Weber (Marian), 27 mars 1925, 1er R. M., B. C. S.-B. E. spécialité blindée. — 2 mai 1953.

D. — Corps des télégraphistes des troupes d'outre-mer.

Sergent.

Erembert (Gilbert), 18 mars 1927, 10e R. M., C. A. T. 2-351 transmissions. — 23 septembre 1955.

E. — Artillerie de marine.

Maréchaux des logis chefs.

Dilvy (Claude), 9 septembre 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 10 juillet 1954.
Deroose (Robert), 15 août 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 23 juillet 1954.
Jorez (Marcel), 29 janvier 1933, 10e R. M., B. S. artillerie. — 26 juillet 1954.
Morjon (Evariste), 26 octobre 1928, 10e R. M., B. C. S. artillerie. — 21 août 1954.

Maréchaux des logis.

Payet (Louis), 19 février 1932, 10e R. M., C. A. T. artillerie, C. I. A. — 19 juillet 1954.
Szymczak (Jean), 24 avril 1926, 10e R. M., C. A. T. 2 autos-chars, C. I. A. — 21 juillet 1954.
Domergue (Joseph), 6 juillet 1934, 1er R. M., B. C. S.-B. E. détection électromagnétique. — 16 août 1954.
Dindin (René), 5 décembre 1932, F. F. A., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 30 août 1954.

F. — Service des matériels et bâtiments des troupes d'outre-mer.

AUTOS-CHARS

Maréchal des logis chef.

Schmit (Serge), 25 décembre 1930, 8e R. M., B. S. autos-chars. — 15 avril 1955.

ARMEMENT

Maréchal des logis chef.

Figuères (Claude), 21 novembre 1929, 9e R. M., B. S. armurier. — 24 janvier 1955.

CONSTRUCTIONS

Adjudant-chef.

Mariani (Julien), 21 octobre 1912, 10e R. M., B. C. S., B. E. surveillant travaux. — 12 novembre 1955.

G. — Chancellerie des troupes d'outre-mer.

Sergent-major.

Chipeaux (Désiré), 17 octobre 1925, 1re R. M., B. C. S., B. E. chancellerie. — 1er octobre 1955.

H. — Commis et ouvriers militaires de l'intendance des troupes d'outre-mer.

Sergent-chef.

Ojard (Henri), 24 mars 1923, 9e R. M., B. C. S., B. E. bureaux. — 5 décembre 1955.

Sergent.

Commissaire (Yvon), 30 janvier 1921, 9e R. M., C. A. T. 2 bureaux. — 9 février 1956.

I. — Infirmiers militaires des troupes d'outre-mer.

Adjudant.

Berthaud (Armand), 25 novembre 1919, 5e R. M., B. C. S., B. E. infirmier. — 15 avril 1957.

Sergent-chef.

Schuffenecker (Georges), 26 juin 1927, 9e R. M., B. C. S., B. E. infirmier. — 16 août 1956.

Sergent.

Pichet (René), 13 mars 1930, 9e R. M., B. C. S., B. E. préparateur en pharmacie. — 19 septembre 1955.

II — *TABLEAU DE DEPART OUTRE-MER DU 1er JUIN 1958*

A. — Infanterie de marine.

Adjudants-chefs.

Pautrel (Louis), 29 août 1920, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 18 octobre 1954.
Jouanne (Maurice), 28 octobre 1920, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954
Neuville (André), 26 octobre 1923, 10e R. M. B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Scampini (Paul), 23 mars 1922, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Radice (Bruno), 29 septembre 1919, Maroc, B. C. S. infanterie. — 23 octobre 1954.
Guyomvarch (Armand), 27 novembre 1922, F. F. A., B. C. S. infanterie. — 27 octobre 1954.
Gris (René), 27 décembre 1919, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité, B. C. S. infanterie. — 28 octobre 1954.

Adjudants.

Santa Maria (Paul), 9 août 1927, 10e R. M., B. C. S., B. E. engins blindés. — 18 octobre 1954.
Schutz (Nicolas), 20 août 1924, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Senssac (Robert), 26 août 1924, 10e R. M., B. S. infanterie. — 20 octobre 1954
Avagot (Roger), 17 novembre 1922, 3e R. M., B. S. infanterie. — 23 octobre 1954.
Romieu (René), 1er avril 1925, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 23 octobre 1954.
Darras (Pierre), 10 mai 1917, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 25 octobre 1954.
Garel (Henri), 28 septembre 1926, 10e R. M., B. C. S., B. E. comptabilité. — 27 octobre 1954.

Sergent-major.

Jannin (Roger), 23 septembre 1929, 9e R. M., B. E. comptabilité. — 27 octobre 1954.

Sergents-chefs.

Laurent (Goulven), 1er mai 1922, 3e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 3 juillet 1951.
Narquin (André), 20 janvier 1927, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 12 février 1953.
Meunier (Guy), 6 mai 1928, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 23 juillet 1954.
Nitzu (Jean-Jacques), 16 août 1925, 9e R. M., 211/transmissions. — 26 septembre 1954.
Lohmann (Georges), 15 janvier 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 28 septembre 1954.
Vatonne (André), 22 août 1932, 10e R. M., B. E. infanterie. — 6 octobre 1954.
Le Roy (Marcel), 19 novembre 1923, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 16 octobre 1954
Brunner (Jean), 3 janvier 1922, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Correa (Paul), 8 juillet 1925, 10e R. M., B. C. S., B. E. comptabilité. — 18 octobre 1954.
Gamin (René), 27 mai 1932, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Giraut (Marcel), 19 novembre 1926, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Michaud (Pierre), 17 avril 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Gaillot (Albert), 22 avril 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 19 octobre 1954.
Belrose (Bense), 3 mars 1920, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 20 octobre 1954
Cucarella (Joseph), 8 janvier 1920, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 20 octobre 1954.
Descombes (Georges), 29 avril 1922, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 20 octobre 1954.
Lechien (Albert), 5 février 1931, 1re R. M., C. A. T. 2 comptabilité, C. I. A. — 20 octobre 1954.
Legendre (Emile), 22 août 1926, 10e R. M., B. E. infanterie. — 20 octobre 1954.
Molle (Elie), 23 juillet 1933, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Nadol (Théodore), 6 août 1926, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Veillard (Jean), 8 février 1925, 10e R. M., B. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Leprieur (Albert), 9 février 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 22 octobre 1954.
Sanz (Gérard), 17 juin 1924, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 22 octobre 1954.
Ghazi (Saono), 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 23 octobre 1954.
Gomelet (Jean), 7 décembre 1924, 3e R. M., B. C. S. infanterie. — 23 octobre 1954.
Sautour (Albert), 10 mars 1926, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 23 octobre 1954.
Rajaonarivelo (Martin), 6 août 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 24 octobre 1954.
Tumahai (Tanotu), 29 mai 1926, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 25 octobre 1954.
Bambini (Joseph), 1 février 1921, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 27 octobre 1954.
Dieudonné (Olivier), 16 juillet 1927, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 27 octobre 1954.
Fontaine (Lubin), 14 mars 1923, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. C. I. A. — 27 octobre 1954.
Boisdaufray (Louis), 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 30 octobre 1954.

Sergents.

Franchi (Paul), 27 septembre 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Wade Amadou, 29 août 1932, 1re R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Yodwiga (Jean), 18 avril 1925, Maroc, C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Moulu (Gilbert), 1 septembre 1936, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — N'a jamais servi.
Schaub (Lucien), 31 octobre 1925, 2e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 12 décembre 1947.
Antona (Pierre), 25 juillet 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 19 juillet 1953.
Joly (André), 9 octobre 1921, 10e R. M., C. A. T. 2 dépanneur auto. — 23 janvier 1954.
Raynal (Jean), 9 juillet 1929, 5e R. M., B. C. S., B. E. moniteur E. P. M. — 24 avril 1954.
Richaume (Georges), 19 mai 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 30 avril 1954.
Koeberlé (Georges), 2 décembre 1931, F. F. A., C. A. T. 2 infanterie — 9 juin 1954.
Thilly (Michel), 23 juillet 1927, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 27 juin 1954.
Dubois (Marcel), 30 mars 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 23 juillet 1954.

Letchaureguy (Jean), 20 juillet 1924, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 1er septembre 1954.
Rousset (Daniel), 7 décembre 1933, 10e R. M., 251/transmissions. — 26 septembre 1954.
Labadie (Louis), 4 octobre 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 27 septembre 1954.
Lichelin (Pierre), 18 septembre 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 13 octobre 1954.
Demeusy (Paul), 19 août 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Dubois (Robert), 14 mai 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, — 18 octobre 1954.
Hussein Abdallah, 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Lasnier (Michel), 26 septembre 1932, 10e R M., C. A. T. 2 comptabilité. — 18 octobre 1954.
Puel (Joseph), 6 août 1931, 1re R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Silfille (Georges), 8 janvier 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Thomas (Camille), 3 avril 1928, 10e R. M., 221/transmissions, C. I. A. — 18 octobre 1954.
Boulon (Pierre), 11 octobre 1925, 5e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 19 octobre 1954.
Jeanjot (Yvon), 15 juillet 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 mécanicien autos-chars. — 19 octobre 1954.
Brysse (André), 7 mai 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 20 octobre 1954.
Denizot (Gilbert), 19 avril 1930, 1e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Legall (Pierre), 11 décembre 1930, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1954.
Picard (Yves), 30 septembre 1924, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 20 octobre 1954.
Rossard (Pierre), 30 septembre 1927, 3e R. M., C. A. T. 2 secrétariat E. M. des T. O. M., C. I. A. — 20 octobre 1954.
Tardy (Pierre), 2 avril 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 20 octobre 1954.
Viguié (René), 29 septembre 1922, 10e R. M., 161-261 transmissions, C. I. A. — 20 octobre 1954.
Destix (Maurice), 14 octobre 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 23 octobre 1954.
Samb Magatte, 22 janvier 1930, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 23 octobre 1954.
Andrianony (Lucien), 8 janvier 1932, 10e R. M., 111-201 transmissions, C. A. T. 2 comptabilité. — 24 octobre 1954.
Besquarovajny (Alexandre), 1er juillet 1932, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 24 octobre 1954.
Bontemps (Jean), 20 janvier 1933, 1re R. M., 202/transmissions, C. I. A. — 24 octobre 1954.
Gassama (Aly), 6 mars 1926, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 24 octobre 1954.
Guidi (Elie), 23 septembre 1924, 1re R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 24 octobre 1954.
Vallar (Jacques), 20 août 1931, 10e R. M., C. A. T. 2/transmissions. — 24 octobre 1954.
Schaeffer (Robert), 25 février 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A — 24 octobre 1954.
Fages (Paul), 25 janvier 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 25 octobre 1954.
Liegeon (Maurice), 27 août 1928, 10e R. M., 201/transmissions. — 25 octobre 1954.
Petit (Robert), 27 février 1931, 10e R. M., 251/transmissions, C. I. A. — 25 octobre 1954.
Robin (Germain), 17 octobre 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 dépanneur autos-chars. — 25 octobre 1954.
Gressard (Claude), 14 janvier 1927, 4e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 26 octobre 1954.
Tschirhart (Paul), 19 décembre 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 26 octobre 1954.
Beauvallon (Marie), 24 novembre 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 27 octobre 1954.
Belliot (Pierre), 7 novembre 1926, Maroc, B. C. S., B. E. auto engins blindés. — 27 octobre 1954.
Georges (Louis), 24 novembre 1931, 10e R. M., C. A. T. 2/transmissions. — 27 octobre 1954.
Casanova (Jean-Baptiste), 21 novembre 1928, 10e R. M., 251/transmissions. — 28 octobre 1954.
Levy (Albert), 5 novembre 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — — 28 octobre 1954.
Sarma Djanaguirame, 18 octobre 1922, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 28 octobre 1954.
Vincent (Hubert), 23 février 1931, 5e R. M., C. A. T. 2 autos-chars. C. I. A. — 28 octobre 1954.
Mirzica (Lucien), 1er novembre 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 29 octobre 1954.
Seguin (Lucien), 27 septembre 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 30 octobre 1954.

CANDIDATS MÉHARISTES

Adjudant.

Marchand (Edmond), 23 août 1928, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 30 mars 1958 (méhariste volontaire deuxième séjour).

Sergents-chefs.

Joly (Lucien), 22 janvier 1930, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 3 février 1958 (méhariste volontaire deuxième séjour).
Cuny (Jean-Maurice), 6 juillet 1926, 9e R. M., B. S. infanterie. — — 13 mars 1958 (méhariste volontaire deuxième séjour).

Sergent.

George (André), 10 février 1924, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 13 février 1958 (méhariste volontaire deuxième séjour).

B. — **Spécialistes musiciens.**

Sergents-chefs.

Rousseaux (Gaston), 31 juillet 1926. — 10e R. M., brevet sous-chef de fanfare (trombone). — 23 juin 1956
Bernard (André), 1er août 1926, 10e R. M., brevet sous-chef de fanfare (clarinette). — 24 juin 1956.
Laval (Joseph), 26 février 1922, 1re R. M., brevet sous-chef de fanfare (saxophone). — 27 juillet 1956.

Soldats de 1re classe.

Bouvart (Roger), 25 novembre 1936, 10e R. M., C. A. T. 1 musicien (clarinette). — N'a jamais servi.
Coquille de Moncourt (Joseph), 15 septembre 1931, 10e R. M., (alto mi b). — N'a jamais servi.
Muller (Yvan), 19 août 1938, 1re R. M., C. A. T. 1 musicien (clarinette). — N'a jamais servi.
Guimeze (Laurent), 2 février 1930, 10e R. M., C. A. T. 1 clairon (alto mi b). — 22 mai 1956.

C. — **Tambours.**

Caporal-chef.

Haffmann (Rémy), 1er octobre 1932, 1re R. M., C. A. T. 2 tambour. — N'a jamais servi (au titre vacance musicien).

D. — **Spécialistes blindés.**

INFANTERIE DE MARINE

Adjudants.

Simonot (Raymond), 12 juillet 1924, 10e R. M., B. C. S., B. E. spécialité blindée. — 28 novembre 1955.
Leluhern (Rémy), 12 août 1925, 10e R. M., B, S. spécialité blindée. — 10 janvier 1956.

Sergents-chefs.

Massiot (Paul), 18 mai 1934, 10e R. M., B. E. spécialité blindée. — 10 novembre 195.
Rivoalen (Julien-Marie), 26 septembre 1925, 1re R. M., B. C. S., B. E. spécialité blindée. — 8 novembre 1955.
Hubert (Georges), 13 septembre 1923, 10e R. M., B. C. S., B. E. spécialité blindée. — 13 novembre 1955.
Renard (Félix), 7 septembre 1926, 10e R. M., B. C. S. infanterie, C. A. T. 2 spécialité blindée. — 13 novembre 1955.
Sirio (Flave-Dominique), 13 septembre 1926, 10e R. M., B. C. S., B. E. spécialité blindée. — 13 novembre 1955.
Minche (Emile), 8 mai 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 14 novembre 195.
Damadaa (Pierre), 4 juillet 1924, 10e R. M., B. C. S., B. E. spécialité blindée. — 25 novembre 1955.
Liot (André), 10 septembre 1929, 1re R. M., B. C. S., B. E. matériel autos engins blindés. — 25 novembre 1955.
Brouta (Louis), 23 mars 1921, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 22 décembre 1955.
Gend (Paul), 23 août 1927, 10e R. M., B. S. spécialité blindée. — 10 janvier 1956.

Sergents.

Le Morvan (Maurice), 3 novembre 1937, 9e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — N'a jamais servi.
Bennejean (André), 29 septembre 1924, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée. — 13 novembre 1955.

Kitzinger (André), 27 mai 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 13 novembre 1955.
Lafon (Robert), 18 mars 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 matériel autos-chars. — 13 novembre 1955.
Lanthaume (Gilbert), 18 mai 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 13 novembre 1955.
Milczarek (Théophile), 4 septembre 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 13 novembre 1955.
Davach de Theze (Bernard), 1er septembre 1933, 9e R. M. (écoles), C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 1er décembre 1955.
Rouyer (Sylvain), 6 août 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 1er décembre 1955.
Delabie (Serge), 9 août 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 22 décembre 1955.
Hojnacki (Stéphan), 5 octobre 1926, 9e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée. — 28 décembre 1955.
Bourgarit (Robert), 1er novembre 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 spécialité blindée, C. I. A. — 10 janvier 1956.

E. — Corps des télégraphistes des troupes d'outre-mer.

Adjudant-chef.

Lero (Jean), 24 février 1924, Maroc, B. S./E. R. — 27 octobre 1955.

Adjudants.

Monnier (André), 13 octobre 1921, 10e R. M., B. S./T. F. L. — 8 septembre 1955.
Mortier (Pierre), 3 mai 1928, 1re R. M., B. S./E. R. — 30 octobre 1955.
Gamma (Henri), 7 septembre 1926, 4e R. M. (écoles), B. C. S., B. E./T. F. T. — 15 avril 1956.
Sorel (Pierre), 1er août 1926, 1re R. M., B. S./T. R. — 6 juin 1956.

Sergents-chefs.

Chiroleu (Yves), 14 avril 1929, 10e R. M., B. C. S., B. E./E. R. — 13 octobre 1954.
Mangin (René), 21 juillet 1929, 1re R. M., B. C. S., B. E./T. F./T. M. — 2 juillet 1955.
Gangneux (Edouard), 12 juillet 1924, 1re R. M., B. S./C. T. — 27 juillet 1955.
Dreyfus (Georges), 15 juillet 1929, 1re R. M., B. C. S., B. E. chiffre. — 31 juillet 1955.
Everaert (Max), 9 mai 1928, 5e R. M., B. C. S., B. E./ E. R. — — 26 août 1955.
Frilley (Charles), 2 juin 1929, 10e R. M., B. C. S., B. E./E. R. — 10 septembre 1955.
Peronnet (Roger), 4 juillet 1927, 10e R. M., B. S./E. R. — 10 septembre 1955.
Raremby (Samuel), 6 avril 1924, 10e R. M., C. A. T. 2-351, transmissions, C. I. A. — 10 septembre 1955.
Florentin (Michel), 9 février 1930, 4e R. M. écoles, B. S./E. R. — 11 septembre 1955.
Escande (Marcel), 21 janvier 1931, 10e R. M., B. C. S., B E./C. T. — 1er octobre 1955.
Ba Birame, 10 juin 1921, 10e R. M., B. E./E. R. — 9 octobre 1955.
Lange (Daniel-Louis), 21 mai 1928, 10e R. M., B. C. S., B. E./E. R. — 27 octobre 1955.
Rognet (Jean), 24 novembre 1926, F. F. A., C. A. T. 2 201 transmissions. — 3 novembre 1955.
Croguennec (Guy), 5 février 1926, 10e R. M., B. C. S., B. E chiffre. — 24 novembre 1955.
Zephirin (Adam), 19 mars 1928, 9e R. M., B. S./T. R. — 18 avril 1956.
Remond (Robert), 3 janvier 1928, 9e R. M., B. C. S., B. E./T. R. — 10 mai 1956.

Sergents.

Rakotomanga (Claude), 5 juin 1932, 5e R. M., B. C. S., B. E./T. R. — 22 décembre 1954.
Challon (Pierre), 26 mars 1929, 5e R. M., C. A. T. 2 351 transmissions. — 13 janvier 1955.
Taveneau (Joseph), 22 janvier 1928, 1re R. M., C. A. T. 2 212-221 transmissions, C. I. A. — 15 juillet 1955.
Deval (René), 4 septembre 1929, 9e R. M., B. C. S., B. E./Elect. — 4 octobre 1955.
Defaux (Léon), 19 juillet 1930, 1re R. M., B. C. S., B. E./E. R. — 21 octobre 1955.
Apere (Jean), 31 octobre 1934, 1re R. M., B. C. S., B. E./T. R.-V. H. — 26 décembre 1955.
Mondesir (Raphaël), 12 septembre 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 153-251 transmissions, C. I. A. — 8 février 1956.
Delort (Vivien), 15 septembre 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 211-221 transmissions. — 26 mars 1956.
Sow (Abdourahmane), 10 février 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 211-223 transmissions. — 7 avril 1956
Bonbony (Guy), 1er janvier 1925, 4e R. M. (écoles), B. C. S., B. E./ T. R — 16 mai 1956.

F — Artillerie de marine.

Maréchal des logis-major.

Rosnoblet (Jacques), 26 juin 1926, 10e R. M., B. C. S., B. E. comptabilité. — 13 septembre 1954 (hors tour comptable).

Maréchaux des logis chefs.

Garnero (Charles), 28 septembre 1919, F. F. A., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 24 avril 1954.
Tiburce (Etienne), 2 septembre 1921, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 8 juin 1954.
Remy (René), 2 juillet 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité. C. I. A. — 2 septembre 1954.

Maréchaux des logis.

Wattier (Albert), 16 août 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 28 décembre 1953.
Chiari (Joseph), 1er juin 1930, F. F. A., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 19 juillet 1954.
Mariaud (Henri), 20 février 1928, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie. — 10 septembre 1954 (spécialiste transmissions).
Moravie (Léonard), 3 janvier 1920, 1re R. M., C. A. T. 2 autos-chars, C. I. A. — 11 septembre 1954.
Chaubo (Odette-Romule), 25 mars 1926, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité. — 29 septembre 1954 (hors tour comptable).
Deschepper (Raymond), 23 janvier 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité. — 3 octobre 1954 (hors tour comptable).
Diallo (Assane), 10 mai 1927, 6e R. M., C. A. T. 2 comptabilité. — 9 octobre 1954 (hors tour comptable).
Bonnion (Robert), 11 août 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité, C. I. A. — 22 octobre 1954 (hors tour comptable).

G. — Service des matériels et bâtiments des troupes d'outre-mer.

COMPTABLES

Adjudant.

Paraiso (Gaffar), 17 octobre 1918, 1re R. M., B. S. comptable. — 31 janvier 1955.

Maréchal des logis-major.

Mie (Guy), 6 juin 1922, 10e R. M., B. C. S., B. E. comptable. — 28 septembre 1956.

Maréchal des logis chef.

Laroudie (Marcel), 13 janvier 1921, 1re R. M., B. C. S., B. E. comptable. — 27 février 1956.

Maréchaux des logis.

Vidal (Bernard), 20 mai 1932, 1re R. M., C. A. T. 2 comptable, C. I. A. — 13 février 1955
Poinsot (René), 1er mai 1928, 10e R. M., B. C. S., B. E. comptable. — 19 décembre 1955.
Cambronne (Marie-Antoine), 30 janvier 1926, 9e R. M., C. A. T. 2 comptable. — 27 décembre 1955.
Piquemal (Robert), 19 juin 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 comptable. — 4 février 1956.

AUTOS-CHARS

Adjudants.

André (Robert), 29 mai 1915, 1re R. M., B. C. S., B. E. autos-chars. — 6 avril 1955.
Baillard (Robert), 29 juillet 1922, 1re R. M., B. C. S., B. E. autos-chars. — 17 avril 1955.

Maréchal des logis-major.

Leclerc (Robert), 7 avril 1922, 10e R. M., B. C. S., B. E. autos-chars. — 15 avril 1955.

Maréchal des logis chef.

Francisco (Gabriel), 14 février 1927, 3e R. M., B. C. S., B. E. engins mécaniques, C. A. T. 2 autos-chars. — 3 mars 1955.

Maréchaux des logis.

Albinana (Michel), 10 janvier 1939, 8e R. M., B. C. S., B. E. autos-chars. — N'a jamais servi
Praud (Georges), 29 janvier 1932, 4e R. M., B. C. S., B. E. autos-chars. — 19 mars 1955.
Rateau (Rémy), 26 juin 1928, 9e R. M., B. C. S., B. E. autos-chars. — 15 avril 1955.
Chrétien (Gilbert), 2 février 1928, 5e R. M., C. A. T. 2 autos-chars. 21 juillet 1955.
Harstrich (Guy), 27 août 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 autos-chars, C. I. A. — 21 août 1955.
Schwartz (Jean), 23 janvier 1930, 1re R. M., B. S. autos-chars. — 2 septembre 1955.

ARMEMENT

Adjudant-chef.

Devorest (René), 16 mai 1912, F. F. A., B. S. armement petit calibre. — 8 mars 1955.

Adjudants.

Tafani (Jean), 20 octobre 1919, 10e R. M., B. S. armement petit calibre. — 9 février 1955.
Roger (Denis), 9 juillet 1925, 10e R. M., B. S. armement petit calibre. — 26 avril 1955.

Maréchal des logis-major.

Bouvet (Pierre), 26 mai 1924, 10e R. M., B. S. armement petit calibre. — 9 mars 1935.

Maréchaux des logis chefs.

Rastoix (Michel), 5 novembre 1929, 6e R. M., B. S. optique. — 23 janvier 1954.
Bondi (Gérald), 21 mars 1930, 9e R. M., B. S. artificier. — 11 janvier 1955.
Moser (Lucien), 22 septembre 1919, 1re R. M., B. S. artificier. — 11 février 1955.
Peloffy (Gilbert), 26 avril 1926, 5e R. M., B. C. S., B. E. armement petit calibre. — 20 mai 1955.

ATELIERS GÉNÉRAUX

Adjudant.

Pineau (Barthélémy), 23 août 1922, 10e R. M., B. C. S., B. E. chef atelier bois. — 4 juillet 1954.

Maréchal des logis-major.

Daviet (Théodule), 6 décembre 1923, 9e R. M., B. S. sellier-bourrelier. — 16 septembre 1955.

Maréchal des logis chef.

Ollivier (Armand), 13 mai 1925, 5e R. M., C. A. T. 2 menuisier, C. I. A. — 23 mars 1954.

Maréchaux des logis.

Brazille (Roger), 26 avril 1927, 9e R. M., C. A. T. 2 sellier-bourrelier, C. I. A. — 31 juillet 1953.
Mironneau (André), 21 octobre 1924, F. F. A., B. S. charron. — 30 juin 1954.
Huebourg (Robert), 22 octobre 1932, 9e R. M., B. C. S., B. E. mécanique générale. — 3 février 1955.

CONSTRUCTIONS

Adjudants.

Lemmel (Robert), 25 juin 1916, 1re R. M., B. C. S., B. E. surveillant de travaux. — 14 mai 1956.
Ronnay (Raymond), 2 octobre 1925, 10e R. M., B. C. S., B. E. frigoriste. — 5 juin 1957.

Maréchaux des logis-majors.

Danois (Gilbert), 4 février 1926, 10e R. M., B. C. S., B. E. surveillant de travaux. — 20 mars 1956.
Rejaunier (Joannès), 8 octobre 1925, 1re R. M., B. C. S., B. E. surveillant de travaux. — 10 mai 1956.

Maréchaux des logis chefs.

Rajoeliarivony (Henri), 19 octobre 1925, 8e R. M., C. A. T. 2 électricien, C. I. A. — 20 janvier 1956.
Ressault (Moïse), 4 mars 1928, 1re R. M., B. C. C., B. E. frigoriste. — 6 juin 1956.

Maréchaux des logis.

Elaouet (Jean), 18 avril 1928, 1e R. M., C. A. T. 2 peintre, 9 octobre 1954.
Weiller (Henri), 30 août 1926, 9e R. M., C. A. T. 2 maçon, C. I. A. — 12 janvier 1955.
Duc (Fernand), 7 mars 1926, 2e R. M., C. A. T. 2 électricien, 11 juillet 1957

H. — **Agents des corps de troupe d'outre-mer.**

Adjudants-chefs.

Papini (Jean-Baptiste), 29 juillet 1912, 10e R. M., B. S. comptabilité. 26 juin 1955.
Charbon (André), 28 mars 1921, 5e R. M., B. E. comptabilité, 8 juillet 1955.

Adjudants.

Belpaume (Albert), 1er novembre 1927, 10e R. M. B. S. comptabilité. — 23 juin 1955.
Virtos (Bernard), 25 août 1924, 10e R. M., B. S. comptabilité. — 8 juillet 1955.

I. — **Chancellerie des troupes d'outre-mer.**

Adjudant-chef.

Vinez (Henri), 29 mai 1918, 1re R. M., B. S. chancellerie. — 5 février 1956.

Adjudants.

André (Bernard), 26 janvier 1926, 1re R. M., B. S. chancellerie. — 21 décembre 1955.
Pauley (Wilson), 24 août 1926, 9e R. M., B. S. chancellerie. — 12 janvier 1956.

Sergent-major.

Codevelle (Jacques), 6 novembre 1924, 1re R. M., C. A. T. 2 chancellerie. — 13 novembre 1955.

Sergent-chef.

Dugardin (René), 30 mars 1926, 10e R. M., B. C. S., B. E. chancellerie. — 27 octobre 1955.

J. — **Commis et ouvriers militaires de l'intendance des troupes d'outre-mer.**

Adjudants.

Bonus (Marcel), 2 février 1917, F. F. A., B. E. moniteur cuisinier, 9 janvier 1955.
Bois (Jean), 7 janvier 1922, 1re R. M., B. S. bureaux, 20 octobre 1955.
Fallot (Maurice), 20 janvier 1923, 4e R. M., B. S. bureaux. — 14 février 1956.
Schublin (Jules), 9 décembre 1919, 9e R. M., B. C. S., B. E. exploitation. — 10 mai 1956.

Sergents-chefs.

Razanadrakoto (Paul), 4 février 1921, 10e R. M., B. C. S., B. E. bureaux. — 30 janvier 1955.
Rey (Gabriel), 21 novembre 1919, 10e R. M., C. A. T. 2 exploitation. — 19 avril 1956.
Vignaux (Jean), 7 décembre 1923, 9e R. M., C. A. T. 2 exploitation. — 19 avril 1956.
Allio (Roger), 5 février 1928, 5e R. M., B. E. exploitation. — 5 mai 1956.
Tran Manh Sung (Joseph), 3 mars 1922, 9e R. M., B. C. S., B. E. bureaux. — 15 août 1956.

Sergents.

Pinelli (Jean), 2 janvier 1933, 9e R. M., C. A. T. 2 bureaux, C. I. A. — N'a jamais servi.
Robin (Clément), 27 octobre 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 bureaux, C. I. A. — 9 janvier 1955.
Pouliquen (Jean), 16 mars 1930, 10e R. M., B. C. S., B. E. moniteur frigoriste, 8 décembre 1955.
Créence (Guy), 13 novembre 1925, 10e R. M., B. C. S., B. E. bureaux, 29 février 1956.

K. — Infirmiers militaires des troupes d'outre-mer.

Adjudants-chefs.

Combaluzier (Camille), 1er octobre 1927, 9e R. M., B. S. aide bactériologue, 22 mars 1956.
Meunier (Claudius), 8 septembre 1912, 9e R. M., B. E. secrétaire comptable. — 3 juin 1956.
Cayrey (Léon), 27 juillet 1919, 1re R. M., B. S. secrétaire comptable, — 2 mai 1957.

Adjudants.

Delamour (Pierre), 12 juin 1918, 9e R. M., B. S. maître infirmier. — 26 novembre 1955.
Machetti (Paul), 3 décembre 1914, 9e R. M., B. E. secrétaire comptable, 9 février 1956.
Revers (Maurice), 14 février 1925, 9e R. M., B. S. secrétaire comptable. 18 avril 1956.
Léoni (Jean), 27 mai 1916, 9e R. M., B. E. secrétaire comptable. — 11 août 1956.
Rourakoff Konnikoff (Valentin), 19 janvier 1917, 9e R. M., B. S. préparateur pharmacie, B. S. maître infirmier. — 26 février 1957.
Cervelin (Antoine), 27 avril 1923, 9e R. M., B. T. 2 secrétaire comptable. — 9 mai 1957.
Dionisi (Louis), 16 juin 1923, 9e R. M., B. T. 2 secrétaire comptable. 24 juin 1957.

Sergents-majors.

Toscane (Samuel), 2 avril 1924, 9e R. M., B. S. mécanisien dentiste. 6 septembre 1956.
Joachim (Andonissamy), 18 juin 1921, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier, 20 avril 1957.
Pernot (Maurice), 18 octobre 1926, 9e R. M., B. T. 2 maître infirmier. — 9 mai 1957.

Sergent-chef.

Arbaud (Gaston), 17 mai 1923, 5e R. M., B. E. infirmier. — 25 mars 1957.

Sergents.

Cœur (Francis), 2 mai 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — N'a jamais servi.
Morin (Jules), 27 mars 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — N'a jamais servi.
Baque (Claude), mai 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier — 2 mai 1955.
Pallière (Jacques), 27 décembre 1933, 1re R. M., B. C. S., B. T. 1 secrétaire comptable, lyophilisateur. — 30 janvier 1956.
Moreau (Jean), 17 décembre 1929, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 7 mai 1956
Dufour (Serge), 28 mai 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — 19 mai 1956.
Cannoux (Antoine), 3 mai 1931, 4e R. M., (écoles) C. A. T. 2 infirmier. — 23 mai 1956.
Nuissier (Georges), 3 octobre 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 26 juillet 1956.
Vallée (René), 22 mars 1922, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. 26 juillet 1956.
Jean (Emmanuel), 6 août 1927, 5e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A., aptitude préparateur en pharmacie. — 2 octobre 1957.

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

Décret n° 58-511 du 27 mai 1958 portant ouverture et annulation de crédits.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'article 20 du décret n° 56-601 du 19 juin 1956 déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat;

Vu la loi de finances (1re partie) pour 1958 (n° 57-1344 du 30 décembre 1957) ;

Vu les décrets n° 57-1385 et n° 57-1379 du 31 décembre 1957 portant répartition des crédits applicables aux services votés pour 1958 (Intérieur et Finances, affaires économiques et plan. — I: Charges communes) ;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, pour 1958, un crédit s'élevant à la somme de 135.285.000 F, conformément à la répartition, par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances, des affaires économiques et du plan pour 1958, est définitivement annulée une somme de 135.285.000 F applicable au chapitre 37-95 : « Dépenses accidentelles » du budget des finances, des affaires économiques et du plan (I: Charges communes).

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des finances des affaires économiques et du plan,
EDGAR FAURE.

Etat des crédits ouverts sur 1958.

NUMEROS des chapitres.	LIBELLE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits ouverts.
		Milliers de francs.
	Intérieur.	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	
34-41	Sûreté nationale. — Remboursement de frais.	11.475
34-42	Sûreté nationale. — Matériel.....	5.000
	5e partie. — Travaux d'entretien.	
35-91	Travaux immobiliers.....	74.810
	TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	1re partie. — Interventions politiques et administratives.	
41-53	Subventions en faveur des populations algériennes résidant dans la métropole.....	44.000
	Total	135.285

Décret du 27 mai 1958 portant admission à la retraite et conférant l'honorariat à un président de chambre à la Cour des comptes.

Par décret en date du 27 mai 1958, M. Clapier (Marcel), président de chambre à la Cour des comptes, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 14 mai 1958.

M. Clapier est nommé président de chambre honoraire à la Cour des comptes.

Décret du 27 mai 1958 portant nomination d'un président de chambre à la Cour des comptes.

Par décret en date du 27 mai 1958, M. Hervé-Gruyer (Marie-Joseph-Adolphe-Alfred-Gilbert), conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre à la Cour des comptes, en remplacement de M. Clapier, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Décret du 27 mai 1958 portant nomination d'un conseiller maître à la Cour des comptes.

Par décret en date du 27 mai 1958, M. Dufau-Peres (Louis), chef du service de l'inspection générale de l'économie nationale, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes, en remplacement de M. Hervé-Gruyer, nommé président de chambre (3e tour).

Décret du 27 mai 1958 portant nomination de conseillers référendaires à la Cour des comptes.

Par décret en date du 27 mai 1958:

M. Claret de Fleurieu (Bernard-Georges-Henri), conseiller référendaire de 2e classe à la Cour des comptes, en disponibilité, est nommé conseiller référendaire de 1re classe à la Cour des comptes, en remplacement de M. Dupin, décédé (1er tour).

M. Claret de Fleurieu, en cette qualité, a été maintenu en disponibilité.

M. Petit (Daniel), conseiller référendaire de 2e classe à la Cour des comptes, en disponibilité, est nommé conseiller référendaire de 1re classe à la Cour des comptes, en remplacement de M. Claret de Fleurieu (2e tour).

M. Petit, en cette qualité, a été maintenu en disponibilité.

M. Ergmann (Pierre-Charles-Raoul), conseiller référendaire de 2e classe à la Cour des comptes, est nommé conseiller référendaire de 1re classe à la Cour des comptes, en remplacement de M. Petit, maintenu en disponibilité (3e tour).

M. Metzdorf (Rodolphe-Auguste-Justin), administrateur civil de 1re classe à l'administration centrale des finances, est nommé conseiller référendaire de 2e classe à la Cour des comptes, en remplacement de M. Ergmann, nommé conseiller référendaire de 1re classe (4e tour).

Décret n° 58-512 du 29 mai 1958 portant autorisation de dépenses en excédent des autorisations de programme et des crédits de paycment ouverts.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'article 43 de la loi du 30 avril 1921;

Vu l'article 4 du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu l'article 5 du décret du 29 novembre 1934 relatif à l'application du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu la loi de finances (première partie) pour 1958 (n° 57-1344 du 30 décembre 1957);

Vu les décrets du 31 décembre 1957 portant répartition des crédits applicables aux services votés pour 1958,

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisée à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts, l'imputation au budget général (services civils), pour 1958, de dépenses ordinaires s'élevant à la somme de 768.500.000 F, répartie par ministère, par service et par chapitre, conformément à l'état A annexé au présent décret.

Art. 2. — Est autorisée à titre d'avances, en excédent des autorisations de programme ouvertes, l'imputation aux budgets annexes des services civils, pour 1958, d'autorisations de programme s'élevant à la somme de 405 millions de francs, répartis par service et par chapitre, conformément à l'état B annexé au présent décret.

Art. 3. — Est autorisée à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts, l'imputation au budget de la défense nationale et des forces armées, pour 1958, de dépenses s'élevant à la somme de 6 milliards de francs, applicables au chapitre 34-52: « Entretien des véhicules, de l'armement et des munitions » de la section Guerre.

Art. 4. — Est autorisée à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts, l'imputation au budget de la défense nationale et des forces armées, pour 1958, de dépenses en capital s'élevant à la somme de 15.584 millions de francs, répartie par service et par chapitre, conformément à l'état C annexé au présent décret.

Art. 5. — Les dépenses ainsi autorisées seront engagées, ordonnancées et acquittées comme en matière de dépenses budgétaires.

Art. 6. — Le présent décret sera soumis à ratification des Assemblées dans le délai fixé par les articles 4 du décret du 25 juin 1934 et 5 du décret du 29 novembre 1934.

Art. 7. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances,
des affaires économiques et du plan,
EDGAR FAURE.

ETAT A

Tableau, par ministère, par service et par chapitre, des dépenses autorisées en excédent des crédits ouverts sur le budget de 1958 Dépenses ordinaires des services civils).

NUMEROS des chapitres.	SERVICES	MONTANT des crédits accordés à titre d'avances.
		Milliers de francs.
	Intérieur.	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	
34-92	Achat, entretien et fonctionnement du matériel automobile	285.000
34-94	Dépenses de transmissions	72.500
	Total pour la 4e partie	357.500
	6e partie. — Subventions de fonctionnement.	
36-51	Participation de l'Etat aux dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris	111.000
	Total pour le titre III	468.500
	TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	1re partie. — Interventions politiques et administratives.	
41-53	Subventions en faveur des populations algériennes résidant dans la métropole	250.000
	Total pour l'intérieur	718.500
	Travaux publics, transports et tourisme.	
	I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	6e partie. — Subventions de fonctionnement.	
36-21	Routes. — Remboursement de frais à l'Union nationale des associations de tourisme	50.000
	Total pour l'état A	768.500

ETAT B

Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme autorisées en excédent des autorisations de programme ouvertes sur le budget de 1958 (Budgets annexes des services civils).

NUMEROS des chapitres.	SERVICES	MONTANT des autorisations de programme accordées à titre d'avances.
		Milliers de francs.
	Imprimerie nationale.	
	2e SECTION. — INVESTISSEMENTS	
2	Acquisitions d'immobilisation	355.000
	Légion d'honneur.	
	B. — DÉPENSES EN CAPITAL	
	Investissements exécutés par l'Etat. Equipement culturel et social.	
56-00	Maisons d'éducation de la Légion d'honneur. — Travaux	50.000
	Total pour l'état B	405.000

ETAT C

Tableau, par service et par chapitre, des dépenses autorisées en excédent des crédits ouverts sur le budget de 1958 (Dépenses en capital des services militaires).

NUMEROS des chapitres.	SERVICES	MONTANT des crédits accordés à titre d'avances.
		Milliers de francs.
	Défense nationale et forces armées.	
	SECTION AIR	
	TITRE V. — EQUIPEMENT	
	1re partie. — Etudes, recherches et prototypes.	
51-71	Constructions aéronautiques. — Etudes et prototypes	1.644.000
	3e partie. — Fabrications.	
53-72	Matériel aérien. — Fabrications.....	9.440.000
	Total pour la section Air.....	11.084.000
	SECTION GUERRE	
	3e partie. — Fabrications.	
53-91	Fabrications de matériel divers.....	4.500.000
	Total pour l'état C.....	15.584.000

Décrets du 29 mai 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 29 mai 1958, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 30 avril 1958 portant que les promotions et nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

MM.

Girard de Saint-Gerand (Marie-Gabriel-Jules-Robert), conseiller référendaire honoraire à la Cour des comptes. Chevalier du 11 juillet 1931.

Martin (Roger-Ernest-Léopold), conseiller maître à la Cour des comptes. Chevalier du 12 janvier 1935.

Granval (Pierre-André-Edouard), inspecteur des finances. Chevalier du 5 septembre 1949.

De Clermont-Tonnerre (Marie-Amédée-Thierry-Jean-Robert), ancien inspecteur des finances, associé gérant du groupe financier Lambert, président directeur général de la Compagnie générale pétrolière. Chevalier du 6 février 1950.

Ferrand (Marcel), administrateur civil de classe exceptionnelle, chef de service à l'administration centrale des finances détaché auprès du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme en qualité de directeur du service du budget de la Société nationale des chemins de fer français. Chevalier du 6 février 1950.

Montet (Henri-Louis), administrateur civil de classe exceptionnelle, sous-directeur à l'administration centrale des finances en service détaché en qualité de commissaire du Gouvernement auprès de la Banque de l'Union parisienne. Chevalier du 13 août 1947.

Puquesne (Roger-Jean-Marie), administrateur civil de classe exceptionnelle à l'administration centrale des finances, détaché en qualité de secrétaire général de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Chevalier du 27 août 1948.

De Montremy (Philippe-Marie), inspecteur des finances. Chevalier du 6 février 1950.

Revillard (Irénée-Joseph), trésorier-payeur général du Haut-Rhin. Chevalier du 6 juin 1947.

Rousseau (Louis-André-Auguste), directeur des domaines à Paris. Chevalier du 10 mars 1948.

Cassin (Marcel-Albert-Joseph), directeur des contributions indirectes à Mont-de-Marsan. Chevalier du 23 décembre 1943 (rang du 11 septembre 1942).

Beldame (Pierre-Albert), administrateur chef de division à la direction générale des douanes et droits indirects. Chevalier du 6 février 1950.

Fischer (Maurice-Elie), chef du service des laboratoires du ministère des finances. Chevalier du 6 février 1950.

Demenge (Robert), directeur général de l'union des mines. Chevalier du 20 juillet 1932.

Lalanne (Emile-Jean-Antoine), commissaire contrôleur général des assurances honoraire. Chevalier du 1er avril 1930.

Molin (Léon-Frédéric), vice-président délégué général de la fédération française des sociétés d'assurances. Chevalier du 20 août 1948.

Montourcy (Louis-François), président honoraire et membre du comité directeur du syndicat national des courtiers d'assurances. Chevalier du 5 novembre 1931.

Cazelles (Julien-François), contrôleur d'Etat. Chevalier du 5 novembre 1948.

Jacquemard (Henri-Paul), administrateur civil de classe exceptionnelle à la direction générale des impôts (contributions directes). Chevalier du 5 septembre 1949.

Aubert (Edmond-Fernand), fondé de pouvoir d'agent de change. Chevalier du 26 novembre 1937.

Au grade de chevalier.

MM.

Benac (Jean), conseiller référendaire de 2e classe à la Cour des comptes; 22 ans 3 mois de services civils et militaires et de résistance, dont 5 ans de mobilisation, au total 28 annuités.

Frety (Henri-Jean-Marie), greffier de chambre à la Cour des comptes; 41 ans 3 mois de services civils et militaires, dont 4 ans 4 mois de mobilisation, au total 46 annuités.

Mace (Roger-Aristide), inspecteur des finances; 19 ans 3 mois de services civils et militaires, dont 2 mois de mobilisation, au total 20 annuités.

Bertrand (Lucien-Louis-Léon), administrateur civil de 1re classe à l'administration centrale des finances; 19 ans 2 mois de services civils et militaires, dont 2 ans 1 mois de mobilisation et 3 ans de majoration pour services civils hors d'Europe, au total 25 annuités.

Legrand (Albert-Lucien-Antoine), administrateur civil de 1re classe à l'administration centrale des finances; 23 ans 2 mois de services civils et militaires, dont 2 ans 1 mois de mobilisation, au total 26 annuités.

De Lestrade (Marie-Joseph-René), administrateur civil de 1re classe à l'administration centrale des finances, détaché en qualité de commissaire du Gouvernement auprès de banques d'affaires; 20 ans 6 mois de services civils.

Lesneau (Gaston-Joseph), inspecteur principal de l'enregistrement en service détaché, adjoint à l'attaché financier pour le Proche et le Moyen-Orient; 33 ans 1 mois de services civils et militaires, dont 1 an 5 mois de mobilisation et 8 ans 8 mois de majoration pour services civils hors d'Europe, au total 43 annuités.

Marchal (Henry-Camille), administrateur civil de 1re classe à l'administration centrale des finances; 21 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 1 an 6 mois de mobilisation, au total 23 annuités.

Mme Ternet (Yvette-Renée), secrétaire d'administration hors classe à l'administration centrale des finances; 38 ans 9 mois de services civils.

Boulanger (Guy-Charles-Henri), commissaire contrôleur principal des assurances; 21 ans 1 mois de services civils et militaires, dont 6 ans 9 mois de mobilisation, au total 28 annuités.

Raynier (Jean-Auguste-François), administrateur civil de classe exceptionnelle à l'administration centrale des finances, ex-sous-directeur à la direction des finances du Maroc; 24 ans 2 mois de pratique professionnelle, de services civils et militaires, dont 5 ans 11 mois de mobilisation et 3 ans 8 mois de majoration pour services civils hors d'Europe, au total 33 annuités.

Alarcon (Jean-Baptiste), directeur des contributions diverses à Oran; 36 ans de services civils et militaires, dont 8 ans 5 mois de majoration pour services civils hors d'Europe, au total 44 annuités.

Appfel (Georges-Alfred), trésorier-payeur général de la Martinique; 38 ans 2 mois de services civils et militaires.

Bourgeois (Arthur-André), chef de service du Trésor de la trésorerie générale du Nord; 44 ans 2 mois de services civils et militaires, dont 5 ans de mobilisation, au total 49 annuités.

Risson (Jacques-Louis), receveur particulier des finances à Cambrai; 33 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 34 annuités.

Tatin (Alexandre-Narcisse), percepteur de Bourgoin (Isère); 41 ans 11 mois de services civils et militaires, dont 4 ans 6 mois de mobilisation, au total 46 annuités.

Largois (Alfred-Lucien), chef de service du Trésor, chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre); 33 ans 5 mois de services civils et militaires, dont 1 an 3 jours de mobilisation, au total 35 annuités.

Vigne (Pierre-Roger-Justin), administrateur civil de 2e classe à la direction générale des impôts (contributions directes et cadastre); 26 ans 10 mois de services civils et militaires, dont 3 ans 8 mois de mobilisation, au total 30 annuités.

Barbier (Marcel), directeur des contributions directes et du cadastre à Alençon; 39 ans 2 mois de services civils et militaires.

Charbonnel (Jean-Georges-Auguste), inspecteur en chef du cadastre, directeur technique du cadastre à Bordeaux; 32 ans 8 mois de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 33 annuités.

Cabanes (Jean-Guillaume), directeur des contributions directes et du cadastre à Limoges; 38 ans 7 mois de services civils et militaires, dont 1 an 7 mois de mobilisation, au total 40 annuités.

Boue (Pierre-Marie), inspecteur en chef du cadastre, directeur technique du cadastre à Marseille; 42 ans de services civils et militaires, dont 5 ans 9 mois de mobilisation, au total 48 annuités.

Banvillet (Jean-Baptiste-Marie-Louis), directeur de l'enregistrement à Niort; 24 ans 4 mois de services civils et militaires, dont 5 ans 9 mois de mobilisation, au total 30 annuités.

Deschamps (Eugène-Jean-Benjamin-Léon), administrateur civil de 1re classe à la direction générale des impôts (enregistrement); 24 ans 4 mois de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 25 annuités.

Morin (Eugène-Charles-Auguste), inspecteur receveur de l'enregistrement à Etampes; 34 ans 8 mois de services civils et de résistance, au total 36 annuités.

Laporte (Jean-Gilbert), administrateur civil de 1re classe à la direction générale des impôts (enregistrement); 26 ans 4 mois de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 27 annuités.

Lapierre (Pierre), directeur de l'enregistrement à Mâcon; 40 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 2 ans 6 mois de mobilisation, au total 43 annuités.

Garrigue (Jean-Hubert-Louis), administrateur civil de 1re classe à la direction générale des impôts (contributions indirectes); 22 ans 3 mois de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 23 annuités.

Audubert (Marie-Guillaume-Gaston), directeur des contributions indirectes à Tulle; 42 ans 4 mois de services civils et militaires, dont 4 ans 4 mois de mobilisation, au total 47 annuités.

Oulie (Baptiste), directeur des contributions indirectes à Moulins; 41 ans 8 mois de services civils et militaires, dont 3 ans 10 mois de mobilisation, au total 45 annuités.

Blanluet (Fernand), inspecteur principal des contributions indirectes à Paris; 34 ans 2 mois de services civils.

Cordier (Pierre-Léon-Eugène-Cornil), expert fiscal d'Etat des contributions indirectes à Dunkerque; 37 ans 2 mois de services civils et militaires.

Jacquemart (Alfred-Ernest), directeur des douanes à Sarrebruck; 35 ans de services civils et militaires, dont 5 ans 9 mois de mobilisation, au total 41 annuités.

Guillouet (Jules-Claude), directeur des douanes à Dunkerque; 35 ans de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 36 annuités.

Giraud (Irénée-Joseph-Marie), inspecteur central de 1re classe des douanes à Paris; 43 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 4 ans 7 mois de mobilisation, au total 48 annuités.

Larzul (Paul-Jacques-Marie), administrateur civil de 1re classe à la direction générale des douanes et droits indirects; 21 ans 10 mois de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 22 annuités.

Munier (Célestin-Joseph-Jean), directeur de la culture et des magasins de tabac à Strasbourg; 34 ans 9 mois de services civils et militaires, dont 1 an 7 mois de mobilisation et 1 an 2 mois de majoration pour services civils hors d'Europe, au total 37 annuités.

Cadiou (François-Jean-Claude-Marie), sous-directeur à la direction générale du service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes; 31 ans 5 mois de services civils et militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 32 annuités.

Rodary (Christian-Antoine-Armand), administrateur civil de classe exceptionnelle à l'administration centrale des finances; 23 ans 9 mois de services civils et militaires, dont 2 ans 4 mois de mobilisation, au total 26 annuités.

Albert (Emile), administrateur civil de classe exceptionnelle à la caisse des dépôts et consignations; 31 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 2 ans 3 mois de mobilisation et de résistance, au total 34 annuités.

Mlle Burat de Gurgy (Marcelle-Henriette), agent supérieur hors classe à l'administration centrale des affaires économiques en service détaché à l'office des changes; 40 ans 3 mois de services civils.

François (Christian-Marie-Jean-Baptiste), inspecteur général de la Banque de France; 39 ans de services civils et militaires.

Thenard (André-Charles-Alexis), sous-directeur au Comptoir national d'escompte de Paris; 43 ans 6 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 2 ans 3 mois de mobilisation, au total 46 annuités.

Labadens (Guillaume-Firmin-Eugène), directeur général de la Société alsacienne de banque; 29 ans 7 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 10 mois de mobilisation, au total 30 annuités.

Gerspacher (Louis-Joseph), directeur de l'agence de Sélestat de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie; 45 ans 6 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 4 ans 10 mois de mobilisation, au total 50 annuités.

Bessat (Daniel-Yves-Célestin), directeur adjoint du groupe des compagnies d'assurances Le Monde; 34 ans 7 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 11 mois de mobilisation, au total 35 annuités.

Coquet (Pierre-Joseph), directeur général adjoint de la compagnie d'assurances La France; 40 ans 8 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 3 ans 5 mois de mobilisation, au total 44 annuités.

Lejay (Jean), directeur adjoint de la Banque de l'Indochine; 35 ans de pratique professionnelle et de services militaires, dont 10 mois de mobilisation, au total 36 annuités.

Lecanuet (Jean-Adrien-François), maître des requêtes au conseil d'Etat; 18 ans 1 mois de services civils et militaires, dont 1 an 2 mois de mobilisation, au total 20 annuités.

Barin des Roziers (Jacques-Albert-Marie), directeur de la Banque de l'Union parisienne; 28 ans 2 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 1 an 9 mois de mobilisation, au total 30 annuités.

Coissac (Abel-Jean-Baptiste), ingénieur en chef des manufactures de l'Etat, directeur de la manufacture de Trélazé; 22 ans 3 mois de services civils et militaires, dont 5 ans 10 mois de mobilisation, au total 28 annuités.

Dunois (Jules-Georges), administrateur de la Banque régionale d'escompte et de dépôts; 40 ans 9 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 2 ans 7 mois de mobilisation, au total 43 annuités.

Janneaud (Jean-François-Xavier-Charles), directeur de la banque Normandin, à Bordeaux; 33 ans 10 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 34 annuités.

Magal (Gilbert-Louis), président du conseil d'administration de la Garantie mutuelle des fonctionnaires; 31 ans 2 mois de services civils et militaires.

Par décret en date du 29 mai 1958, rendu sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, et vu les déclarations du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date des 30 avril et 7 mai 1958 portant que les promotions et nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Au grade d'officier.

MM.

Barbas (Raymond-Marie-Gustave), directeur général de société, président de la Fédération nationale de la couture. Chevalier de la Légion d'honneur du 26 février 1949.

Biltgen (Etienne), président directeur général de société, vice-président de la chambre syndicale des grains et farines. Chevalier de la Légion d'honneur du 6 juin 1939.

Lespinasse (Albert-Jean-Louis), président directeur général de sociétés. Chevalier de la Légion d'honneur du 20 février 1950.

Loubet (Yves-Jean-Georges), administrateur civil au service des enquêtes économiques. Chevalier de la Légion d'honneur du 30 septembre 1949.

Mamy (Marcel-Paul-Eugène), administrateur directeur général de sociétés. Chevalier de la Légion d'honneur du 5 janvier 1950.

Piel (Jean-Baptiste), inspecteur général de l'économie nationale. Chevalier de la Légion d'honneur du 1er août 1949.

Au grade de chevalier.

MM.

Audelin (René-Eugène), entrepreneur, vice-président, délégué de la Fédération nationale de l'équipement électrique; 42 ans de pratique professionnelle et de services militaires, dont 5 ans de mobilisation, au total: 47 annuités.

Boniface (Jean), contrôleur d'Etat; 21 ans 8 mois de services civils, au total: 21 annuités 8 mois.

Fambon (Roger), industriel, conseiller du commerce extérieur; 35 ans de pratique professionnelle et de services militaires, dont 1 an de mobilisation, au total: 36 annuités.

Feuerbach (Pierre), président directeur général de société, conseiller du commerce extérieur; 34 ans 6 mois de pratique professionnelle et de services militaires, dont 1 an de mobilisation, au total: 35 annuités 6 mois.

Laurent (Pierre-Camille-Louis-Alain), administrateur civil, conseiller commercial, 19 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 2 ans de mobilisation, au total: 21 annuités 6 mois.

Lespagnol (Yves-Auguste), directeur départemental du service des enquêtes économiques à Paris; 36 ans de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total: 37 annuités.

Sarrus (André-René-Paul), directeur général adjoint de société; 36 ans de pratique professionnelle, au total: 36 annuités.

Thomas (Paul-Eugène), industriel, président du syndicat des petites et moyennes entreprises; 40 ans de pratique professionnelle et de services militaires, dont 5 ans de mobilisation, au total: 45 annuités.

Délégations de signature.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature,

Arrête :

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Franck, directeur général des prix et des enquêtes économiques, à l'effet

de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions.

Art. 2. — En cas d'empêchement ou d'absence de M. Franck, M. Le Portz, chef de service des enquêtes économiques, et M. Tocaven, administrateur, chef de division au service des enquêtes économiques, sont autorisés à signer, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, les engagements et pièces justificatives de dépenses concernant les chapitres du budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (I: Charges communes, et III: Affaires économiques) gérés par le service des enquêtes économiques.

En cas d'empêchement ou d'absence de MM. Le Portz et Tocaven, la signature des mêmes pièces est déléguée à MM. Lafront, Bernad et Carrie, administrateurs civils au service des enquêtes économiques, agissant en ce qui concerne les affaires de son ressort.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 14 mai 1958.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

EDGAR FAURE.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu les ordonnances nos 45-1483 et 45-1484 du 30 juin 1945;

Vu la loi n° 55-1538 du 28 novembre 1955;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination de membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'empêchement de M. Franck, directeur général des prix et des enquêtes économiques, M. Le Portz, chef de service des enquêtes économiques, est habilité à signer, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, tous actes et décisions tendant à prescrire aux fonctionnaires du service des enquêtes économiques les enquêtes prévues à l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, modifié par le décret n° 54-316 du 15 mars 1954, ainsi que tous actes nécessités par l'application des dispositions du même texte.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Franck, directeur général des prix et des enquêtes économiques, M. Le Portz, chef de service des enquêtes économiques, et M. Le Clair, administrateur chargé de la division du contentieux des enquêtes économiques, sont habilités à signer, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, tous actes et décisions prévus par l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et les textes qui l'ont complétée ou modifiée, et notamment la loi n° 55-1538 du 28 novembre 1955 en son article 5, ainsi que tous actes nécessités par l'application des dispositions des mêmes textes et par la représentation du ministère des finances, des affaires économiques et du plan dans toutes les instances contentieuses ayant pour origine la mise en œuvre de l'ordonnance précitée. Dans le même cas, M. Moria, administrateur civil adjoint à l'administrateur chargé de la division du contentieux, MM. Bigou, Géraud, Guibal et Maillart, administrateurs civils, sont également habilités à signer les décisions portant approbation des propositions de transaction des directeurs départementaux.

Art. 3. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 14 mai 1958.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances,
des affaires économiques et du plan,
EDGAR FAURE.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Clappier, directeur des relations économiques extérieures, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Clappier, directeur des relations économiques extérieures, M. Roussellier, chef de service de l'expansion économique à l'étranger, est habilité à signer, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, toutes ordonnances de payement et de virement, toutes lettres d'avis d'ordonnances, toutes pièces justificatives de dépenses ainsi que tous ordres de recettes concernant les « garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation » le « remboursement des charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles », l'assistance technique d'ordre économique, les missions temporaires à l'étranger et le service de l'expansion économique à l'étranger, ainsi que toutes décisions d'allocations d'avances sur frais de voyage ou de transport de mobilier intéressant ce service.

En cas d'empêchement de M. Roussellier, chef de service de l'expansion économique à l'étranger, délégation est donnée à M. Vattaire, inspecteur de l'industrie et du commerce, en fonction à la direction des relations économiques extérieures du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, à l'effet de signer toutes pièces justificatives de dépenses concernant la régie d'avances créée par arrêté du 21 février 1958 auprès de la direction des relations économiques extérieures du secrétariat d'Etat aux affaires économiques pour le règlement des bourses de coopération technique.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 14 mai 1958.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

EDGAR FAURE.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Ardant, commissaire général à la productivité, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ardant, M. Duhamel, chef de service adjoint au commissaire général, et M. Bizot, chef de service, sont habilités à signer au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, toutes ordonnances de payement, toutes pièces justificatives de dépenses et tous ordres de recettes relatifs à la gestion des chapitres suivants du budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (III. — Affaires économiques): 44-15 « Subvention à l'association française pour l'accroissement de la productivité »; 44-16 « Subvention tendant à favoriser le développement de la productivité »; 68-00, 68-02, 60-11 relatifs aux subventions, prêts et avances pour le développement économique et social des départements d'outre-mer; 44-11 « Subvention à l'institut international des classes moyennes ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 14 mai 1958.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

EDGAR FAURE.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires, et notamment son article 7,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Pierre du Pont, directeur de la coordination économique et des entreprises nationales, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions, à l'exception des décrets et des mesures individuelles.

M. du Pont est notamment autorisé à signer:

Toutes ordonnances de payement et de virement et toutes pièces justificatives de dépenses relatives à la gestion des chapitres suivants du budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (III: Affaires économiques):

Chap. 47-01. — Subvention à l'organisation d'aide économique et sociale;

Chap. 83-01. — Dépenses diverses ou accidentelles;

Chap. 83-02. — Restitution de droits indûment perçus;

Chap. 84-01. — Versements aux producteurs de matières textiles;

Chap. 84-02. — Versements au fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer.

Toutes ordonnances de payement, de virement et de délégation, toutes lettres d'avis d'ordonnances, toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de recettes et tous documents comptables relatifs à la gestion du compte spécial du Trésor: « Fonds de soutien et de régularisation du marché des oléagineux fluides alimentaires ».

Art. 2. — En cas d'empêchement ou d'absence de M. du Pont, délégation est donnée à M. Codaccioni (Michel), directeur adjoint, pour toutes ordonnances de payement et de virement et toutes pièces justificatives de dépenses relatives à la gestion des chapitres: 83-01: « Dépenses diverses ou accidentelles »; 83-02: « Restitution de droits indûment perçus »; 84-01: « Versements aux producteurs de matières textiles », et 84-02: « Versements au fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer » du budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (III; Affaires économiques).

Art. 3. — En cas d'empêchement ou d'absence de M. Pierre du Pont, directeur de la coordination économique et des entreprises nationales, et de M. Codaccioni (Michel), directeur adjoint, délégation est donnée à M. Reveneau (Roland), administrateur civil de 1re classe, pour signer toutes ordonnances de payement et de virement et toutes pièces justificatives de dépenses relatives à la gestion des chapitres suivants du budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (III: Affaires économiques):

Chap. 83-01. — Dépenses diverses ou accidentelles;

Chap. 83-02. — Restitution de droits indûment perçus;

Chap. 84-01. — Versements aux producteurs de matières textiles;

Chap. 84-02. — Versements au fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer.

Art. 4. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 14 mai 1958 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

EDGAR FAURE.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination de membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Brignole, chef de service de l'administration générale des affaires économiques, à l'effet de signer, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan et dans la limite de ses attributions, tous actes individuels ou réglementaires, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — M. Brignole, chef de service de l'administration générale, est autorisé à signer, au nom du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, les ordonnances de délégation de payement et de virement, toutes lettres d'avis d'ordonnances, toutes pièces justificatives de dépenses et tous ordres de recettes concernant le budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (III: Affaires économiques).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Brignole, la signature de ces pièces est déléguée à MM. Hubert et Lafont, sous-directeurs à l'administration centrale des affaires économiques. En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Brignole, Hubert et Lafont, la signature des mêmes pièces est déléguée à M. Prat, administrateur civil de 1re classe à l'administration centrale des affaires économiques.

Art. 3. — Délégation est donnée à M. Fichard, administrateur civil de 1re classe, à l'effet de signer toutes pièces justificatives de dépenses de matériel afférentes à l'exécution du budget du ministère des finances, des affaires économiques et du plan (III: Affaires économiques).

Art. 4. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 14 mai 1958.

Fait à Paris, le 23 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances,
des affaires économiques et du plan,
EDGAR FAURE.

Transfert de crédit.

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 mai 1958 : page 4992, article 2, intitulé de la troisième colonne du tableau, au lieu de: « Crédit annulé », lire: « Crédit ouvert ».

Administration centrale des finances.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. Dumet (Georges), chef de groupe de 10e échelon à l'administration centrale des finances, est placé en service détaché, pour une période maximum de cinq ans, auprès des services extérieurs du Trésor en vue d'exercer des fonctions dans le département du Morbihan. Le présent arrêté a son effet à compter du 16 février 1958.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. André Caffot, administrateur de 1re classe à l'institut national de la statistique et des études économiques, en service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, est réintégré dans les cadres de l'institut national de la statistique et des études économiques à compter du 16 mars 1958.

M. Caffot est placé en service détaché auprès du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, en qualité d'administrateur de 1re classe, pour une durée de cinq ans, à compter du 16 mars 1958.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive et concours d'entrée dans les écoles normales supérieures d'éducation physique en 1958.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951 (art. 29);

Vu le décret du 17 mars 1945 et les textes qui l'ont modifié relatifs au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive;

Vu le décret n° 56-1167 du 17 novembre 1956 aménageant les conditions d'accès aux emplois publics de l'Etat en ce qui concerne les candidats empêchés, par suite de maintien ou de rappel sous les drapeaux, d'engagement ou de rengagement,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est autorisée, en 1958, l'ouverture du concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive (certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive, 2e partie)

Le nombre de postes mis au concours est fixé comme suit:

Candidats: cent cinquante, dont quinze pour l'Algérie; candidates: quatre-vingt-dix, dont cinq pour l'Algérie.

Art. 2. — Est autorisée, en 1958, l'ouverture d'un concours d'admission à l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive.

Le nombre maximum d'élèves à admettre est fixé à cent cinquante-cinq. Il est réparti en principe comme suit:

Candidats: quatre-vingts; candidates: soixante-quinze.

Art. 3. — Les candidats qui, par suite de leur maintien ou de leur rappel sous les drapeaux, bénéficient des dispositions du décret du 17 novembre 1956 et des textes pris pour son application pourront faire l'objet d'un classement spécial.

Art. 4. — Le directeur général de la jeunesse et des sports et le directeur de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1958.

Le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
LOUIS CROS.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Concours de recrutement des maîtres d'éducation physique et sportive en 1958.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951 (art. 29);

Vu le décret du 17 mars 1945 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 56-1167 du 17 novembre 1956 aménageant les conditions d'accès aux emplois publics de l'Etat en ce qui concerne les candidats empêchés, par suite de maintien ou de rappel sous les drapeaux, d'engagement ou de rengagement,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est autorisée, en 1958, l'ouverture du concours de recrutement des maîtres d'éducation physique et sportive (diplôme de maître d'éducation physique et sportive, 2e partie).

Le nombre de postes mis au concours est fixé comme suit:

Candidats: soixante-dix, dont quinze pour l'Algérie; candidates: quarante-deux, dont cinq pour l'Algérie.

Art. 2. — Les candidats qui, par suite de leur maintien ou de leur rappel sous les drapeaux, bénéficient des dispositions du décret du 17 novembre 1956 et des textes pris pour son application pourront faire l'objet d'un classement spécial.

Art. 3. — Le directeur général de la jeunesse et des sports et le directeur de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1958.

Le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
LOUIS CROS.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique,
et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Habilitation d'établissements secondaires privés à recevoir des boursiers nationaux.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 51-1115 du 21 septembre 1951 portant ouverture des crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale);

Vu l'article 5 du décret n° 51-1225 du 25 octobre 1951, modifié par le décret n° 52-782 du 2 septembre 1953, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 51-1115 du 21 septembre 1951;

Vu l'article 17 du décret n° 51-1226 du 26 octobre 1951, modifié par le décret n° 53-783 du 2 septembre 1953, relatif aux bourses nationales de l'enseignement du second degré dans les classes secondaires;

Vu l'article 10 du décret n° 53-868 du 17 septembre 1953 relatif aux bourses nationales de l'enseignement du second degré dans les classes préparatoires aux grandes écoles;

Vu les avis des conseils académiques;

Vu les propositions des recteurs;

Après avis du conseil supérieur de l'éducation nationale,

Arrête:

Art. 1er. — Sont habilités à recevoir des boursiers nationaux dans leurs classes secondaires les établissements d'enseignement secondaire privés figurant au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Les habilitations accordées en vertu de l'article 1er ci-dessus prennent effet au 1er octobre 1958; elles sont soumises aux dispositions du troisième alinéa de l'article 17 susvisé du décret n° 51-1226 du 26 octobre 1951, modifié par le décret n° 53-783 du 2 septembre 1953.

Art. 3. — Les demandes d'habilitation des établissements qui n'étaient pas habilités au 1er octobre 1957 dont le nom ne figure pas sur le tableau annexé au présent arrêté sont rejetées.

Art. 4. — Le directeur général de l'enseignement du second degré et les recteurs sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1958.

JACQUES BORDENEUVE.

TABLEAU

Etablissements habilités à recevoir, dans leurs classes secondaires, des boursiers nationaux de l'enseignement du second degré, à dater du 1er octobre 1958.

ACADÉMIE D'AIX-EN-PROVENCE

Bouches-du-Rhône.

Pensionnat Saint-Charles, place de la Bastille, à Arles.
Pensionnat de l'Immaculée-Conception, à Carpentras.

ACADÉMIE D'ALGER

Institution Sainte-Elisabeth, 65, boulevard du Télemly, à Alger.

ACADÉMIE DE BESANÇON

Jura.

Séminaire des missions Notre-Dame-de-la-Salette, Voiteur.

ACADÉMIE DE BORDEAUX

Basses-Pyrénées.

Institution Saint-François, à Mauléon.
Institution Saint-Joseph, à Nay.

ACADÉMIE DE CAEN

Orne.

Institution Notre-Dame, 1, place Duperron, à Flers.
Institution Marie-Immaculée, 16, rue Ch.-Forget, à Sées.

Seine-Maritime.

Institution Saint-Romain, 41, route de Neufchâtel, à Rouen.

Sarthe.

Ecole secondaire privée de garçons Sainte-Croix, 25, rue de Saint-Exupéry, le Mans.
Ecole secondaire privée de filles Sainte-Anne, 70, avenue L.-Bollée, le Mans.

ACADÉMIE DE CLERMONT-FERRAND

Cantal.

Cours secondaire Sainte-Geneviève, à Aurillac.

ACADÉMIE DE DIJON

Côte-d'Or.

Institution Notre-Dame-des-Anges, 2, rue des Gênois, à Dijon.
Petit séminaire Saint-Bernard, à Flavigny-sur-Ozerain.

ACADÉMIE DE GRENOBLE

Drôme.

Institution de jeunes filles Saint-Victor, à Valence.

ACADÉMIE DE LILLE

Pas-de-Calais.

Collège Saint-Bertin, à Saint-Omer.

ACADÉMIE DE LYON

Saône-et-Loire.

Pensionnat Notre-Dame, à Mâcon.

Loire.

Institution Victor-de-Laprade, à Montbrison.
Pensionnat Saint-Louis, à Saint-Etienne.

ACADÉMIE DE PARIS

Seine.

Ecole Yabné, 60, rue Claude-Bernard, Paris (5e).
Institut Sainte-Isabelle, 62, rue des Plantes, Paris (14e).
Ecole normale catholique, 5, rue Blomet, Paris (15e).
Institution secondaire du Château d'Asnières, 89, rue du Château, Asnières.

ACADÉMIE DE POITIERS

Haute-Vienne.

Pensionnat et cours Fénelon, 31, boulevard Gambetta, Limoges.

Indre-et-Loire.

Pensionnat de Marmoutier, Sainte-Radegonde.

ACADÉMIE DE RENNES

Côtes-du-Nord.

Ecole secondaire de filles La Providence, à Saint-Brieuc.

Morbihan.

Cours secondaire, Ploërmel.

Finistère.

Institution Notre-Dame-de-Kerbertrand, Quimperlé.
Ecole Sainte-Anne, Brest.
Ecole de la Croix-Rouge, Brest-Lambezellec.

ACADÉMIE DE STRASBOURG

Moselle.

Pensionnat de la Miséricorde, 34, rue de la Chèvre, Metz.

Haut-Rhin.

Œuvre Don Bosco, Landser.

ACADÉMIE DE TOULOUSE

Haute-Garonne.

Ecole secondaire privée Montalembert, 16, rue des Trente Six-Ponts, Toulouse.
Pension Lafont-Notre-Dame, 42 *bis*, rue des Trente-Six-Ponts, Toulouse.

Tarn-et-Garonne.

Petit séminaire de Lacordaire, Montauban.

Retrait de l'habilitation accordée précédemment aux établissements secondaires privés.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 51-115 du 21 septembre 1951 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale);

Vu l'article 5 du décret n° 51-1225 du 25 octobre 1951, modifié par le décret n° 53-782 du 2 septembre 1953, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 51-115 du 21 septembre 1951;

Vu l'article 17 du décret n° 51-1226 du 26 octobre 1951, modifié par le décret n° 53-783 du 2 septembre 1953, relatif aux bourses nationales de l'enseignement du second degré dans les classes secondaires;

Vu les avis des conseils académiques;

Vu les propositions des recteurs;

Après avis du conseil supérieur de l'éducation nationale;

Considérant que les établissements secondaires privés ci-dessous désignés ne remplissent plus la condition de qualification des maîtres exigée à l'article 5 du décret n° 51-1225 du 25 octobre 1951 susvisé,

Arrête:

Art. 1er. — Est retirée, à compter du 1er octobre 1958, l'habilitation à recevoir des boursiers nationaux, précédemment accordée aux établissements ci-dessous désignés:

ACADÉMIE D'AIX-EN-PROVENCE

Bouches-du-Rhône.

Pensionnat de la Nativité, Aix-en-Provence.
Cours Bastide, 50, rue de Lodi, Marseille.
Pensionnat Jeanne-d'Arc, 210, avenue du Prado, Marseille.
Cours Notre-Dame-de-France, 231, rue Breteuil, Marseille.
Pensionnat Sévigné, Saint-Jérôme, Marseille.

ACADÉMIE DE CAEN

Seine-Maritime.

Institution Saint-Joseph, 43, rue Félix-Faure, le Havre.
Institution Sévigné, Granville.

ACADÉMIE DE DIJON

Yonne.

Ecole privée secondaire Sainte-Marie-de-la-Pierre-qui-Vire, Saint-Léger-Vauban.

ACADÉMIE DE LILLE

Pas-de-Calais.

Institution Sainte-Ide, 75, rue Emile-Zola, Lens.

ACADÉMIE DE PARIS

Seine.

Ecole Bossuet, 6, rue Guynemer, Paris (6e), retrait pour les classes intérieures.
Cours Martignac, 91, rue de l'Université, Paris (7e).
Ecole Charles-Péguy, 54, avenue de la République, Paris (11e).
Institut Saint-Pierre-Fourrier, 13, rue de Prague, Paris (12e).
Institution Sainte-Marie de Monceau, 17, rue de Tocqueville, Paris (17e).

Oise.

Institution Notre-Dame, rue de Buzanval, Beauvais.

Seine-et-Oise.

Cours Notre-Dame, 9, boulevard Sadi-Carnot, Enghien-les-Bains.

ACADÉMIE DE POITIERS

Haute-Vienne.

Institution Jeanne-d'Arc, 3, rue des Sœurs-de-la-Rivière, Limoges.

ACADÉMIE DE STRASBOURG

Moselle.

Institut de la Providence, Thionville.

ACADÉMIE DE TOULOUSE

Tarn.

Notre-Dame de l'Immaculée Conception, 11, avenue E.-de-Villeneuve, Castres.
Institution Sainte-Croix, place de la Malle, Lavaur.

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement du second degré, les recteurs des académies d'Aix-en-Provence, Caen, Dijon, Lille, Paris, Poitiers, Strasbourg et Toulouse sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1958.

JACQUES BORDENEUVE.

Composition des jurys du concours d'agrégation de médecine et de pharmacie de 1958.

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 mai 1958: Jurys du concours d'agrégation de médecine et de pharmacie (section des sciences fondamentales et section des sciences cliniques), page 4890, 1re colonne, Chirurgie générale, Suppléants, au lieu de: « Roux (Montpellier) », lire: « Roux (Paris) ».

Bibliothèques.

Par arrêté du 13 mai 1958, Mme Leipp, née Reverseau (Marguerite), archiviste paléographe, bibliothécaire de 1er échelon (indice net 250), est détachée, pour une durée de six mois à compter du 1er janvier 1957, pour exercer les fonctions de bibliothécaire à la bibliothèque de l'université de la Sarre à Sarrebruck.

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. Ayache (Germain), professeur agrégé de lettres au lycée Condorcet, à Paris, est placé en position de détachement auprès du directeur du centre national de la recherche scientifique, pour une période de deux ans à compter du 1er octobre 1956, en vue d'exercer des fonctions de chercheur.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. Moniot (Pierre), instituteur de 3e classe du département de Meurthe-et-Moselle, est mis, pour trois ans à compter du 1er février 1958, à la disposition du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports pour exercer les fonctions de rédacteur dans les services académiques de Nancy.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Fixation des indemnités de logement des ingénieurs des exploitations minières et assimilées.

Le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment son article 23;

Vu l'arrêté du 23 août 1956 fixant l'indemnité mensuelle de logement des ingénieurs des exploitations minières et assimilées,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le 1er alinéa de l'article 1er de l'arrêté du 23 août 1956 susvisé est complété par la phrase suivante:

« Elle sera ensuite majorée de 350 F par semestre, à compter du 1er janvier 1957, jusqu'à ce qu'elle atteigne le montant de 9.800 F. »

Art. 2. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 mai 1958.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS DELHOMME.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
IVAN CABANNE.

Fixation des indemnités de logement des personnels ouvriers et employés des exploitations minières et assimilées.

Le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment son article 23;

Vu les arrêtés des 9 avril et 10 août 1956 fixant le montant des indemnités de logement des personnels ouvriers et employés des exploitations minières et assimilées,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 9 avril 1956 susvisé est modifié par substitution du taux de 3.050 F à celui de 2.630 F.

Art. 2. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 mai 1958.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS DELHOMME.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
IVAN CABANNE.

Transport et distribution d'énergie électrique.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;

Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;

Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;

Vu le rapport en date du 19 mars 1958 de l'ingénieur en chef de la 6e circonscription électrique;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du tronçon la Boisse—Jassans de la ligne 225 kV la Boisse—Villefranche (Joux) et du raccordement de ce tronçon à la ligne Serrières—Mions (Ain).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mai 1958.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce
et par délégation:
Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Conseil d'administration de la régie autonome des pétroles.

Par arrêté du 29 mai 1958, M. Pierre Couture, ingénieur en chef des mines, est nommé membre du conseil d'administration de la régie autonome des pétroles, à compter du 1er avril 1958, en remplacement de M. Jules Durand, ingénieur général des mines, chargé d'une mission d'inspection générale dans la division minéralogique du Sud-Ouest.

Conseil de l'ordre du Mérite commercial.

Par arrêté du 29 mai 1958, M. Jean Marcou, président de l'assemblée des présidents des chambres de commerce de l'Union française, est nommé membre du conseil de l'ordre du Mérite commercial, en remplacement de M. Pierre Dumont.

Mines.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 mai 1958: page 4801, 1re colonne, 5e ligne, au lieu de: « Par le même arrêté, M. Kowalik (René) a été nommé. . », lire: « Par le même arrêté, M. Kowalik (René) a été détaché... ».

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès du comité interprofessionnel de la volaille de Bresse.

Par arrêté du 22 mai 1958, le directeur général de l'agriculture ou son représentant est chargé d'exercer les fonctions de commissaire du Gouvernement auprès du comité interprofessionnel de la volaille de Bresse.

Délégation d'attributions au délégué général de la Semaine de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu l'arrêté du 10 mai 1958 nommant le délégué général de la Semaine de l'agriculture;

Vu le décret du 14 mai 1958 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — M. Quittet (Edmond), inspecteur général de l'agriculture, délégué général à la Semaine de l'agriculture, est habilité, par délégation permanente du ministre de l'agriculture, à signer, dans la limite de ses attributions, les décisions et les pièces comptables concernant l'approbation des adjudications, des soumissions, des marchés de gré à gré, des devis portant approbation de travaux, et en général toutes pièces portant engagement de dépenses au titre de la Semaine de l'agriculture.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Quittet, délégation permanente est donnée, aux mêmes fins, à M. Guillaume (Maurice), sous-directeur des affaires financières au ministère de l'agriculture.

Art. 3. — Le délégué général de la Semaine de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1958.

ROLAND BOSCARY-MONSSERVIN.

Génie rural.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. Chandellier (Pierre), ingénieur adjoint des travaux ruraux, est placé en service détaché auprès du gouvernement général de l'Algérie pour cinq ans, à compter du 1er novembre 1957.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 58-513 du 29 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 58-502 du 27 mai 1958 modifiant pour les territoires d'outre-mer, pour la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun, la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, notamment son article 61 aux termes duquel « un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des titres IV, V et VI de la présente loi »;

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, notamment son article 12;

Vu le décret n° 57-501 du 16 avril 1957 portant statut du Cameroun;

Vu le décret n° 58-187 du 22 février 1958 modifiant le décret du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi n° 58-502 du 27 mai 1958 modifiant pour les territoires d'outre-mer, pour la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun, la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République;

Vu le décret n° 48-1478 du 24 septembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Le titre V du décret susvisé du 24 septembre 1948 est remplacé par les dispositions ci-après :

TITRE V

Election des conseillers de la République représentant les territoires d'outre-mer, la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun.

SECTION I. — CONSEILLERS ÉLUS PAR LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Chapitre Ier. — *Dispositions générales.*

« *Art.* 53. — Dans chaque territoire d'outre-mer, les membres du Conseil de la République sont élus par un collège électoral formé :

« 1° Par le ou les députés du territoire ;

« 2° Par les membres de l'assemblée territoriale ou, à Madagascar, des assemblées provinciales ou, à Saint-Pierre et Miquelon, du conseil général.

« *Art.* 54. — Pour procéder aux élections, un arrêté du chef du territoire représentant du gouvernement de la République, publié vingt-jours au moins avant la date du scrutin, convoque le collège électoral et fixe le lieu où il se réunit.

« *Art.* 55. — Quand il y a deux sièges à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin de liste majoritaire à deux tours.

« Quand il n'y a qu'un siège à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

« Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour, l'élection a lieu à la majorité relative.

« Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

« *Art.* 56. — Quand il y a plus de deux sièges à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

« Chaque électeur dispose d'un suffrage de liste à donner à l'une des listes en présence.

« Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste complète sans radiation ni adjonction de noms et sans modifier l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin ne remplissant pas ces conditions.

« Les sièges sont répartis entre les diverses listes en présence, suivant la règle du plus fort reste.

« A cet effet, le bureau détermine le quotient électoral en divisant le nombre des suffrages exprimés par le nombre de sièges à pourvoir. Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués successivement aux listes qui comportent les plus forts restes.

« Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient, ce nombre de voix tient lieu de reste.

« Au cas où il n'y a plus qu'un seul siège à attribuer, si deux listes ont le même reste, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

« Si les deux listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être proclamés élus.

« Les candidats appartenant aux listes auxquelles les sièges ont été attribués par application des dispositions précédentes sont proclamés élus dans l'ordre de présentation.

Chapitre II. — *Déclaration de candidature.*

« *Art.* 57. — Pour être candidat au Conseil de la République il faut être âgé d'au moins trente-cinq ans et avoir l'exercice des droits politiques.

« Les inéligibilités et incompatibilités sont celles prévues pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale.

« *Art.* 58. — Quand l'élection a lieu au scrutin majoritaire, les candidats peuvent se présenter soit isolément, soit sur une liste.

« Toute candidature fait l'objet, au plus tard le septième jour précédant le scrutin, d'une déclaration déposée par les candidats, revêtue de leur signature et enregistrée par le chef du territoire. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite.

« La déclaration peut être déposée par les candidats au ministère de la France d'outre-mer au plus tard le huitième jour précédant le scrutin, à douze heures.

« La déclaration doit mentionner :

« 1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile des candidats ;

« 2° La circonscription électorale dans laquelle la candidature est présentée.

« Toute liste doit comporter un nombre de candidats au plus égal à celui des sièges à pourvoir.

« Il est donné au déposant un reçu provisoire de la déclaration ; le récépissé définitif est délivré par le chef du territoire dans les trois jours du dépôt si la déclaration est conforme aux prescriptions du présent décret et à celles des lois en vigueur.

« En cas de décès d'un candidat pendant la période de sept jours précédant le scrutin, les candidats figurant sur la même liste ont le droit de le remplacer par un nouveau candidat.

« Toute candidature, présentée entre le premier et le second tour de scrutin, doit faire l'objet d'une déclaration reçue par le chef du territoire et établie dans les mêmes formes. Dans ce cas, il n'est pas délivré de récépissé définitif.

« *Art.* 59. — Quand l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, les déclarations de candidatures sont faites sous la forme de liste.

« Toute liste fait l'objet, au plus tard le septième jour précédant le scrutin, d'une déclaration collective déposée par les candidats, revêtue de leur signature et enregistrée par le chef du territoire. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite.

« La déclaration peut être déposée par les candidats au ministère de la France d'outre-mer au plus tard le huitième jour précédant le scrutin, à douze heures.

« La déclaration doit mentionner :

« 1° Le titre de la liste présentée ;

« 2° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile et l'ordre de présentation des candidats ;

« 3° La circonscription électorale dans laquelle la liste est présentée.

« Toute liste doit, à peine de nullité, comporter un nombre de noms de candidats égal à celui des sièges à pourvoir.

« Il est donné aux déposants un reçu provisoire de la déclaration ; le récépissé définitif est délivré par le chef du territoire dans les trois jours du dépôt si la déclaration est conforme aux prescriptions du présent décret et à celles des lois en vigueur.

« Aucun retrait de candidature n'est admis après la date limite de dépôt des candidatures.

« En cas de décès d'un candidat après le dépôt de la liste, les candidats figurant sur la liste ont le droit de le remplacer, jusqu'à l'ouverture du scrutin, par un nouveau candidat au rang qui leur convient.

« *Art.* 60. — Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription électorale ou sur plus d'une liste ou devant plus d'un collège électoral.

« Nul ne peut être candidat dans un territoire d'outre-mer s'il est candidat en France métropolitaine ou dans les départements de l'Algérie, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, ou dans un autre pays de l'Union française.

« *Art.* 61. — Aucune déclaration de candidature présentée en violation des dispositions du présent titre ou par un candidat inéligible parce qu'il a été frappé d'une amende ou déclaré solidaire pour le payement d'une amende, par application des articles 3 et 7 (2°) de l'ordonnance du 18 octobre 1944 relative à la confiscation des profits illicites, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945, ne sera enregistrée.

« Le refus d'enregistrement fait l'objet d'un affichage dans tous les locaux affectés au vote.

« Les bulletins de vote établis au nom d'un candidat ou d'une liste dont la déclaration de candidature n'a pas été enregistrée sont considérés comme des bulletins blancs et n'entrent pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés.

« En cas de contestation au sujet de l'enregistrement d'une candidature, le candidat intéressé peut se pourvoir devant le conseil du contentieux administratif, qui statue en dernier ressort dans les trois jours.

« Si la déclaration de candidature d'une personne inéligible ou d'une liste sur laquelle figure une personne inéligible, d'après le premier alinéa du présent article, a été cependant enregistrée, soit par suite d'une erreur matérielle, soit par ce que l'inéligibilité n'était pas connue ou n'avait pas été confirmée à la date de l'enregistrement, le candidat en cause ne peut pas être proclamé élu.

Chapitre III. — *Opérations électorales.*

« *Art.* 62. — Pour l'élection des membres du Conseil de la République, le collège électoral se réunit au chef-lieu du territoire, au lieu fixé par l'arrêté prévu à l'article 54 ci-dessus.

« Le bureau de vote est composé du membre le plus âgé du collège électoral, président, et des deux membres les plus jeunes du collège électoral présents à l'ouverture du scrutin.

« Les candidats ne peuvent être appelés à faire partie du bureau qu'à défaut d'autres membres du collège électoral.

« *Art.* 63. — Le président du bureau de vote a la police des opérations électorales. Il exerce ses pouvoirs conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment aux dispositions de l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852.

« Le bureau statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours des opérations électorales.

« *Art.* 64. — Le vote a lieu au scrutin secret.

« Les électeurs composant le collège électoral ont seuls accès à la salle du vote.

« Toutefois, chaque candidat a le droit d'assister aux opérations électorales ou d'être représenté en permanence par un délégué habilité à contrôler les opérations électorales dans les conditions prévues à l'article 16 de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951.

« *Art.* 65. — Le scrutin ne dure qu'un seul jour. Dans le cas de scrutin à deux tours, le premier tour a lieu le matin, le second l'après-midi.

« Les heures d'ouverture et de clôture du ou des scrutins sont fixées par arrêté du chef du territoire. Toutefois, dans les territoires autres que Madagascar, si le président du bureau constate que tous les électeurs inscrits sur la liste de son bureau ont pris part au vote, il peut déclarer le scrutin clos avant l'heure fixée.

« *Art.* 66. — Le dépouillement suit immédiatement la clôture du scrutin.

« Les résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du bureau.

« Chaque opération de recensement est constatée par un procès-verbal qui est transmis au chef du territoire avec les pièces y annexées.

« *Art.* 67. — Quand l'élection a lieu au scrutin majoritaire, les bulletins sont valables bien qu'ils portent plus ou moins de noms qu'il n'y a de membres du Conseil de la République à élire. Les derniers noms inscrits au-delà de ce nombre ne sont pas comptés.

« *Art.* 68. — Les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante du candidat ou de la liste choisie, ceux qui portent un signe de reconnaissance ou l'une des modifications prévues à l'alinéa 3 de l'article 56 ci-dessus, les bulletins émis au nom d'un candidat ou d'une liste de candidats dont la déclaration n'a pas été régulièrement enregistrée et ceux émis au nom d'un candidat inéligible tombant sous le coup des dispositions du premier alinéa de l'article 61 ci-dessus sont nuls et n'entrent pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés; ils sont annexés au procès-verbal.

Chapitre IV. — *Vote par procuration.*

« *Art.* 69. — Les membres du collège électoral absents le jour de l'élection du territoire ou, à Madagascar, de la province formant la circonscription de vote peuvent, sur leur demande et à titre exceptionnel, exercer leur droit de vote par procuration.

« *Art.* 70. — La demande, revêtue de la signature de l'intéressé, est adressée au chef du territoire. Elle doit préciser que l'intéressé sera, le jour de l'élection, absent du territoire, ou, à Madagascar, de la province formant la circonscription de vote.

« Elle est immédiatement enregistrée par le chef du territoire.

« *Art.* 71. — La procuration, jointe à la demande prévue à l'article précédent, est rédigée sur papier non timbré et revêtue de la signature de l'intéressé. Elle ne peut être établie qu'au profit d'un député ou d'un membre de l'assemblée territoriale devant prendre part au scrutin dans le même collège électoral que le mandant.

« Il ne peut être établi plus de deux procurations au nom d'un même mandataire.

« Le chef du territoire avise immédiatement le ou les mandants dont la procuration n'est pas valable.

« La procuration est irrévocable. Cependant, dans le cas où le mandant se présente personnellement pour participer au scrutin, la procuration est révoquée de plein droit, à moins qu'elle n'ait déjà été utilisée.

« *Art.* 72. — Le chef du territoire transmet les demandes valables au président de l'assemblée territoriale qui, à l'ouverture du scrutin, les remet au président du bureau de vote prévu à l'article 62 du présent décret.

« Le mandataire n'est admis à voter que s'il présente la procuration.

Chapitre V. — *Participation des députés au scrutin.*

« *Art.* 73. — Les députés élus au titre de plusieurs territoires doivent faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ils désirent exercer leur droit de vote. La déclaration d'option doit être revêtue de la signature de l'intéressé. Elle est adressée au chef du territoire qui la transmet immédiatement au président de l'assemblée territoriale.

« *Art.* 74. — Les députés qui ne se sont pas conformés aux dispositions du présent chapitre ne peuvent être admis au scrutin.

« *Art.* 75. — Les députés qui sont également membres des assemblées territoriales exercent leur droit de vote à chacun de ces titres.

Chapitre VI. — *Dispositions diverses.*

« *Art.* 76. — Les candidats font imprimer ou établissent à leurs frais les bulletins de vote et circulaires électorales, qui sont remis, par les soins de l'administration, aux électeurs inscrits, à raison de quatre bulletins de vote et de deux circulaires électorales au maximum par électeur.

« Le versement d'un cautionnement n'est pas exigé des candidats. Les dépenses de propagande électorale sont à leur charge.

« Un arrêté du haut commissaire de la République pour les territoires groupés, du haut commissaire de la République, du commissaire de la République, du gouverneur ou de l'administrateur pour les territoires non groupés détermine, en tant que de besoin, les autres modalités de la propagande électorale.

« *Art.* 77. — Les électeurs peuvent utiliser l'un des bulletins de vote imprimés ou établis par les soins des candidats ou écrire eux-mêmes leur bulletin.

« *Art.* 78. — Sur tous les points qui ne sont pas réglés par la loi ou par le présent décret, les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur dans les territoires d'outre-mer pour l'élection des députés à l'assemblée nationale sont applicables aux élections visées par le présent décret.

« Les sommes nécessaires au remboursement des dépenses résultant des élections au Conseil de la République dans les territoires d'outre-mer sont imputées sur les crédits ouverts à cet effet au ministère de la France d'outre-mer.

« *Art.* 79. — La date des élections est fixée par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer.

« *Art.* 80. — Il est pourvu aux vacances conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi et à celles du présent décret.

Chapitre VII. — *Dispositions spéciales à Madagascar.*

« *Art.* 81. — Les dispositions du présent titre sont applicables à Madagascar, sous réserve des dispositions suivantes.

« *Art.* 82. — Pour procéder aux élections, un arrêté du haut commissaire de la République publié vingt jours au moins avant la date du scrutin convoque le collège électoral.

« Le collège électoral comporte un nombre de sections de vote égal à celui des assemblées provinciales. Les membres de chaque assemblée provinciale sont inscrits à la section de vote correspondant à l'assemblée provinciale à laquelle ils appartiennent.

« *Art.* 83. — Les déclarations de candidature prévues aux articles 58 et 59 peuvent être enregistrées par les chefs de province. Le récépissé définitif est délivré par le haut commissaire de la République.

« Les demandes pour exercer le droit de vote par procuration prévues aux articles 69 et suivants ci-dessus sont adressées au chef de province intéressé, qui les enregistre et, s'il y a lieu, les transmet au président de l'assemblée provinciale intéressée.

« *Art.* 84. — Les procès-verbaux visés à l'article 66 du présent décret sont transmis à une commission de recensement général des votes composée de cinq membres.

« Cette commission est présidée par le président de la cour d'appel ou, à son défaut, par un conseiller à cette cour, désigné dans l'ordre du tableau. Les autres membres en sont nommés par un arrêt du haut commissaire de la République, qui fixe également le siège de la commission.

« L'opération de recensement général est, pour chaque tour de scrutin, constatée par un procès-verbal.

« Le résultat du recensement général est proclamé par le président de la commission, qui adresse immédiatement au haut commissaire de la République tous les procès-verbaux et pièces annexes.

« *Art.* 85. — Au cas d'une nouvelle élection au scrutin majoritaire à deux tours, quand un second tour de scrutin est nécessaire, un arrêté du haut commissaire de la République convoque les collèges électoraux pour le dimanche suivant le premier tour.

« Toute candidature présentée entre le premier et le second tour de scrutin doit faire l'objet d'une déclaration reçue par le chef du territoire ou par le chef d'une province et établie dans les formes prévues aux articles 58 et 83 au plus tard le mercredi précédant le scrutin.

« *Art.* 86. — Les députés de Madagascar qui n'appartiennent pas à l'une des assemblées provinciales exercent leur droit de vote dans la section de vote de leur choix.

« La déclaration d'option, revêtue de la signature de l'intéressé, est adressée au chef de province, qui la transmet immédiatement au président de l'assemblée provinciale.

SECTION II. — CONSEILLERS ÉLUS PAR LA RÉPUBLIQUE DU TOGO ET L'ETAT SOUS TUTELLE DU CAMEROUN

« *Art.* 87. — Pour procéder à l'élection des membres du Conseil de la République représentant la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun, un arrêté du haut commissaire de la République française publié vingt jours au moins avant la date du scrutin convoque le collège électoral et fixe le lieu du scrutin.

« Le collège électoral est composé des députés à l'Assemblée nationale de la République française et respectivement des membres de la chambre des députés du Togo ou des membres de l'assemblée législative du Cameroun.

« *Art.* 88. — Les articles 55 à 80 du présent décret sont applicables à l'élection des membres du Conseil de la République représentant la République du Togo et l'Etat sous tutelle du Cameroun.

« Les demandes pour exercer le droit de vote par procuration sont adressées au haut commissaire de la République française, enregistrées et, s'il y a lieu, transmises par ses soins au président du bureau de vote prévu à l'article 62 du présent décret.

« Les modalités de la propagande électorale, autres que celles prévues à l'article 76 ci-dessus, sont déterminées par un arrêté du haut commissaire de la République française ».

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances, des affaires économiques et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 mai 1958.

PIERRE PFLIMLIN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
ANDRÉ COLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ROBERT LECOURT.

Le ministre de l'intérieur,
JULES MOCH.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,
EDGAR FAURE.

Constitution d'un groupe d'études chargé de définir les objectifs, les méthodes et les moyens de coopération économique et technique dans les territoires d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, et les textes pris pour son application,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est constitué au ministère de la France d'outre-mer un groupe d'études chargé de définir les objectifs, les méthodes et les moyens de la coopération économique et technique dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Ce groupe de travail sera habilité à prendre tous contacts avec les organismes publics, semi-publics ou privés, ayant pour objet la mise en œuvre de l'assistance technique aux pays sous-développés.

Il proposera au ministre de la France d'outre-mer et au ministre des finances et des affaires économiques, dans un délai de trois mois, les mesures législatives et réglementaires nécessaires à la réalisation des buts fixés à l'article 1er.

Art. 3. — Le groupe de travail est présidé par le directeur du cabinet du ministre de la France d'outre-mer ou son représentant.

Il comprend en outre:

Trois membres désignés par le ministre des finances, des affaires économiques et du plan.

Un membre désigné par le ministre chargé de la fonction publique.

Un membre désigné par le ministre de la France d'outre-mer sur proposition du directeur des affaires politiques.

Deux membres désignés par le ministre de la France d'outre-mer sur proposition du directeur des affaires économiques et du plan.

Un membre désigné par le ministre de la France d'outre-mer sur proposition du directeur du personnel.

Un membre désigné par le ministre de la France d'outre-mer sur proposition du directeur général de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

Un membre désigné par le commissaire général au plan.

Un membre désigné par le commissaire général à la productivité.

Deux membres désignés par le ministre de la France d'outre-mer proposés respectivement par l'inspecteur général des travaux publics et le directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer.

Art. 4. — Le groupe de travail pourra appeler à participer à ses travaux tout expert qu'il jugera utile.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mai 1958.

Le ministre de la France d'outre-mer,
ANDRÉ COLIN.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,
Pour le ministre et par délégation:
Le conseiller technique,
JACQUES DUHAMEL.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Inspection du travail et de la main-d'œuvre.

Par arrêté du 13 mai 1958, M. Carn (Paul), directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre de 1e échelon (indice brut 785), est placé, en cette qualité, en position de détachement, pour la période du 14 mars 1958 au 13 janvier 1961, auprès de l'office national d'immigration en qualité de chef de mission.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Décret du 27 mai 1958 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 27 mai 1958, rendu sur la proposition du ministre des anciens combattants et victimes de guerre, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 12 mai 1958 portant que la nomination comprise dans le présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé:

Au grade de chevalier.

M. Flament (Michel), déporté politique; 28 ans 6 mois de services civils et militaires.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Agrément de maisons familiales de vacances (huitième liste).

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'arrêté interministériel du 26 février 1954 relatif à l'agrément des maisons familiales de vacances, modifié par les arrêtés des 4 février 1955 et 4 avril 1958, et notamment les articles 3 et 6;

Vu l'arrêté du 10 mars 1954, modifié par l'arrêté du 8 avril 1958, fixant les conditions d'application de l'arrêté interministériel du 26 février 1954;

Vu l'avis de la commission nationale des maisons familiales de vacances;

Sur la proposition du directeur général de la population et de l'entraide,

Arrête:

Art. 1er. — Sont agréées à titre définitif les maisons familiales de vacances ci-après désignées:

(N° 39) Maison familiale de vacances de Saint-Laurent-de-Cuves (Manche), gérée par l'association Maison familiale de vacances, à Cherbourg (Manche).

(N° 72) Maison familiale de vacances de Moirax (Lot-et-Garonne), gérée par l'association Chez Nous, à Agen (Lot-et-Garonne).

(N° 90) Maison populaire de vacances Paix et Joie, à Candé-sur-Beuvron (Loir-et-Cher), gérée par l'Association familiale ouvrière de Vitry-sur-Seine (Seine).

(N° 167) Maison familiale de vacances La Retraite, à la Clayette (Saône-et-Loire), gérée par la Fédération des groupements de familles nombreuses de Saône-et-Loire, à Mâcon (Saône-et-Loire).

(N° 184) Maison familiale de vacances du Manoir de Kervignac, à Douarnenez (Finistère), gérée par l'association Familles en vacances (F. A. V. A. C.), à Paris.

(N° 197) Maison familiale de vacances de Coubron (Seine-et-Oise), gérée par la Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, à Drancy (Seine).

(N° 235) Maison familiale de vacances de Saint-Paul de Pont-Rousseau, à Notre-Dame-de-Monts (Vendée), gérée par l'association dite Maison familiale de vacances Saint-Paul, à Pont-Rousseau (Loire-Atlantique).

(N° 252) Maison familiale de vacances du Manoir de la Vicomté, à Dinard (Ille-et-Vilaine), gérée par la Caisse d'allocations familiales d'Ille-et-Vilaine, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

(N° 288) Maison familiale de vacances Le Petit Château du Lac, à Nouvion-en-Thiérache (Aisne), gérée par l'Association de bienfaisance protestante régionale, à Roubaix (Nord).

(N° 296) Maison familiale de vacances Les Hermeaux, à Saint-Laurent-d'Olt (Aveyron), gérée par l'association Maison départementale des organismes familiaux, dite Maison de la famille, à Rodez (Aveyron).

Art. 2. — Sont agréées provisoirement, pour une durée d'une année à compter de la date du présent arrêté, les maisons familiales de vacances ci-après désignées:

(N° 31) Maison familiale de vacances d'Orchamps-Vennes (Doubs), gérée par l'Association de la maison familiale d'apprentissage rural d'Orchamps-Vennes (Doubs).

(N° 61) Maison familiale de vacances du Chalet Dickens, à Condette (Pas-de-Calais), gérée par l'association dite Maison familiale de la région côtière, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

(N° 91) Maison familiale de vacances de Saint-Firmin-des-Prés (Loir-et-Cher), gérée par l'Association des maisons familiales de Saint-Firmin-des-Prés (Loir-et-Cher).

(N° 95) Maison familiale de vacances de Brou, à Noyant-de-Touraine (Indre-et-Loire), gérée par l'association dite Groupement central pour l'action sociale, à Bannemarie (Seine-et-Marne).

(N° 130) Maison familiale de vacances Les Roses, à Hermanville-sur-Mer (Calvados), gérée par l'Association normande d'action et d'information sociales, à Alençon (Orne).

(N° 147) Maison familiale de vacances du Chalet Renaître, aux Contamines-Montjoie (Haute-Savoie), gérée par l'association familiale Renaître, à Wattrelos (Nord).

(N° 163) Maison familiale de vacances du Château de Leva, à Montagny (Loire), gérée par l'Association familiale villeurbannaise, à Villeurbanne (Rhône).

(N° 170) Maison familiale de vacances de Lus-la-Croix-Haute (Drôme), gérée par l'Association familiale ouvrière de Grenoble (Isère).

(N° 171) Maison familiale de vacances Plume au vent, au Cap-Ferret (Gironde), gérée par l'association Plume au vent, à Bordeaux (Gironde).

(N° 172) Maison familiale de vacances Ave Maria, à Pontonx-sur-Adour (Landes), gérée par l'Association des maisons familiales de Pontonx-sur-Adour (Landes).

(N° 183) Maison familiale de vacances Les Cèdres, à Chaingy (Loiret), gérée par l'association dite Vacances familiales ouvrières de la région parisienne, à Paris.

(N° 185) Maison familiale de vacances du Diben, à Plougasnou (Finistère), gérée par l'Association familiale du Diben, à Evreux (Eure).

(N° 202) Maison familiale de vacances de Merlines (Corrèze), gérée par la Fédération départementale de la famille rurale de la Sarthe, au Mans (Sarthe).

(N° 224) Maison familiale de vacances Chemin de Froid-Lieu, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), gérée par l'Association des maisons familiales du Chablais, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

(N° 225) Maison familiale de vacances La Mélusine, à Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie), gérée par l'association familiale Les Nids alpins, à Paris.

(N° 227) Maison familiale de vacances La Montagne, la Mollard, à Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie), gérée par l'association Tourisme et travail, à Paris.

(N° 228) Maison familiale de vacances Foyer Saint-Germain, à la Frasse (Haute-Savoie), gérée par l'association Foyer Saint-Germain, à Auxerre (Yonne).

(N° 230) Maison familiale de vacances de Cayeux-sur-Mer (Somme), gérée par l'association Familles en vacances (F.A.V.A.C.), à Paris.

(N° 231) Maison familiale de vacances Les Dorias, à Novalaise (Savoie), gérée par l'association Le Moulin Vert, à Paris.

(N° 237) Maison familiale de vacances dite Maison Rudelle, à Nabas (Basses-Pyrénées), gérée par l'Association toulousaine ouvrière de Nabas, à Toulouse (Haute-Garonne).

(N° 240) Maison familiale de vacances populaires du château de Bellevile, à Gometz-le-Châtel (Seine-et-Oise), gérée par l'Association de maisons familiales de vacances populaires de la région parisienne, à Paris.

(N° 242) Maison familiale de vacances La Farandole, villa Sainte-Marie, à La Garde (Var), gérée par l'association dite Maison de vacances de familles, association de foyers urbains, à La Garde (Var).

(N° 256) Maison familiale de vacances de la villa Françoise, à Saint-Jean-le-Thomas (Manche), gérée par l'Association familiale de Maffliers (Seine-et-Oise).

(N° 257) Maison familiale de vacances de La Crête, à Saint-Nicolas-près-Granville (Manche), gérée par l'association dite Groupement catholique du lycée Camille-Sée, à Paris.

(N° 260) Maison familiale de vacances du Domaine aux Loups, à Houppeville (Seine-Maritime), gérée par l'association Le Domaine aux Loups, le Houlme (Seine-Maritime).

(N° 280) Maison familiale de vacances des villas Le Bocage et La Brugère, à La Bourboule (Puy-de-Dôme), gérée par l'association Familles en vacances (F. A. V. A. C.), à Paris.

(N° 285) Maison familiale de vacances de Chenavel, à Jujurieux (Ain), gérée par l'Association féminine pour l'action sociale, à Lyon (Rhône).

(N° 286) Maison familiale de vacances Air-Soleil-Loisirs, à Chanay (Ain), gérée par l'association Air-Soleil-Loisirs, à Lyon (Rhône).

(N° 297) Maison familiale du Château de Hell, à Obernai (Bas-Rhin), gérée par l'association dite Centre de loisirs de l'Est, a Metz (Moselle).

(N° 298) Maison familiale de vacances du château de la Motte, à Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), gérée par l'association Les Enseignants chrétiens, à Paris.

(N° 304) Maison familiale de vacances du Château de Paillot, à Pont-de-Vaux (Ain), gérée par l'Association populaire familiale du Gros Caillou, à Lyon (Rhône).

(N° 306) Maison familiale de vacances de Bagé-le-Châtel (Ain), gérée par l'Association des maisons familiales d'apprentissage rural de Bagé-le-Châtel (Ain).

(N° 308) Maison communautaire de vacances Champs Fleuris, à Monnetier-Mornex (Haute-Savoie), gérée par l'association dite Maison communautaire de vacances Champs Fleuris, à Annecy (Haute-Savoie).

(N° 313) Maison familiale de vacances de Magne, à La Garde-Adémar (Drôme), gérée par l'association La Famille du cheminot, à Paris.

(N° 318) Maison familiale de vacances Les Routils, à Saint-Nicolas-près-Granville (Manche), gérée par l'Association de la maison familiale de Saint-Nicolas-près-Granville (Manche).

(N° 321) Maison familiale de vacances Le Couvent, à Sainte-Maure (Indre-et-Loire), gérée par l'association La Manséenne, à Sainte-Maure (Indre-et-Loire).

(N° 333) Maison familiale de vacances l'Oiseau Bleu, à Nice (Alpes-Maritimes), gérée par l'association dite Les Maisons familiales de l'union féminine civique et sociale, à Nice (Alpes-Maritimes).

(N° 334) Maison familiale de vacances des Essendoles, à Saint-Pierre-de-Chartreuse (Isère), gérée par l'Association familiale des Essendoles, à Lyon (Rhône).

Art. 3. — Le directeur général de la population et de l'entr'aide est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1958.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur général de la population et de l'entr'aide,
EMMANUEL RAIN.

MINISTERE DE L'INFORMATION

Radiodiffusion-télévision française.

Par arrêté du 13 mai 1958, Mlle Hélène Dutour, secrétaire vérificateur, affectée au service régional des redevances à Strasbourg, est, à compter du 1er mars 1958, placée en position de service détaché dans le corps des spécialistes artistiques des bibliothèque, discothèque, phonothèque, photothèque, cinémathèque de la radiodiffusion-télévision française, pour remplir les fonctions de bibliothécaire, catégorie 2 (2e échelon), pour une période de cinq ans.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Convocation de commission.

La commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer se réunira le mardi 3 juin 1958, à dix heures trente (local n° C-16), palais de l'Union française:

I. — Nomination de rapporteur pour la proposition (n° 217, session 1957-1958) de Mme Malroux relative aux directives pour l'enseignement dans le 3e plan quadriennal des territoires d'outre-mer.

II. — Suite de l'examen du projet de rapport de Mme Malroux sur la proposition (n° 42, session 1957-1958) relative à la politique de la jeunesse d'outre-mer.

III. — Questions diverses.

INFORMATIONS

RELATIVES

AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions.

Mardi 3 juin 1958.

Dix heures quinze et quinze heures.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Ordre du jour.

Problème des prestations familiales (II: Structure et financement): Fin de l'examen et adoption du rapport et du projet d'avis présentés par M. Vinot.

Seize heures.

COMMISSION SPÉCIALE DES STATUTS PROFESSIONNELS

Ordre du jour.

Suite de l'examen pour avis à la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale des propositions de loi nos 452, 454, 1928, 2420, 2867, 3205, 4137, 4853 et 5328 et désignation de rapporteurs.

Seize heures.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Ordre du jour.

Rapport sur la politique du logement (résolution du Conseil économique du 6 mai 1958): Suite de la discussion.

Mercredi 4 juin 1958.

Quinze heures.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

Ordre du jour.

Problème de l'expansion économique dans les perspectives du Marché commun et des échanges extérieurs: Adoption définitive du projet d'avis présenté par M. André Philip.

Seize heures trente.

COMMISSION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Ordre du jour.

Etude relative aux halles centrales de Paris et à la commercialisation des produits alimentaires périssables:

Audition d'un représentant de la confédération des producteurs de fruits et légumes;

Audition d'un fonctionnaire du ministère de l'agriculture.

Jeudi 5 juin 1958.

Huit heures trente.

COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ordre du jour.

Politique française d'importation pétrolière: Examen du rapport et du projet d'avis présentés par M. Ferlet.

Neuf heures trente.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Troisième plan de modernisation et d'équipement: Suite de l'examen de la partie agricole.

Dix heures quinze.

COMMISSION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Conjoncture économique au premier semestre 1958: Exposé préliminaire de M. Dumontier, rapporteur.

Quinze heures quinze.

COMMISSION DES FINANCES, DU CRÉDIT ET DE LA FISCALITÉ

Ordre du jour.

Etude de la politique du crédit. — Auditions:

De M. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France;

De M. Brunet, président directeur général du Crédit national.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des affaires étrangères.

Avis de l'office français de protection des réfugiés et apatrides relatif aux demandes d'indemnisation au titre de victimes des persécutions nazies.

Le délai fixé par les autorités de la République fédérale allemande pour dépôt des demandes d'indemnisation au titre de victimes des persécutions nazies ayant expiré le 31 mars 1958, un délai de deux mois avait été imparti aux intéressés, soit jusqu'au 31 mai, pour constitution à l'office français de protection des réfugiés et apatrides des dossiers aux fins d'obtention du certificat attestant qu'ils répondaient, lors des persécutions nazies, à la définition du réfugié ou possédaient la qualité d'apatride, certificat conditionnant le droit à indemnisation de la République fédérale.

Ce délai est prorogé jusqu'au 31 juillet 1958.

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

Avis relatif à l'indice des prix (avril 1958).

L'indice des prix de détail destiné à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti et institué par le décret n° 57-1021 du 17 septembre 1957 s'établit à 112,35 en avril 1958, sur une base 100 en juillet 1957.

Communication relative aux cours moyens de la cotation officielle hebdomadaire de la viande de porc, en gros, aux Halles centrales de Paris.

Longe avec travers:

Vendredi 23 mai 1958	535 F le kg.
Vendredi 30 mai 1958	545 F le kg.
Moyenne arithmétique des cours moyens (L)	550 F le kg.
Jambon cru; vendredi 30 mai 1958	505 F le kg.

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

RESULTATS DU BUDGET DE 1957

(En millions de francs.)

Recettes	4.985.148
Dépenses	5.634.436
Excédent de dépenses	649.288

Etat de développement par ministère et titre de ministère des dépenses du budget de 1957.

DESIGNATION DES MINISTERES	TITRE Ier — Dette publique.	TITRE II — Pouvoirs publics.	TITRE III — Moyens de service.	TITRE IV — Interventions publiques.	MONTANT des dépenses.
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES CIVILS ET MILITAIRES					
I. — *Services civils.*					
Affaires économiques:					
I. — Affaires économiques	»	»	6.693	66.120	72.813
II. — Commissariat général au plan	»	»	140	»	140
Affaires étrangères	»	»	11.565	14.145	25.710
Affaires marocaines et tunisiennes	»	»	11.665	4.825	16.490
Agriculture	44	»	18.275	62.070	80.389
Anciens combattants et victimes de la guerre	»	»	7.123	73.882	81.005
Education nationale, jeunesse et sports	»	»	321.823	26.931	348.754
Etats associés	»	»	8.104	2.138	10.242
Finances:					
Services financiers	422	»	109.950	167	110.539
Charges communes	364.667	10.516	372.505	414.308	1.161.996
France d'outre-mer (dépenses civiles)	»	»	18.200	20.444	38.644
Industrie et commerce	»	»	5.174	49.554	54.728
Intérieur	»	»	106.674	21.459	128.133
Justice	»	»	22.766	138	22.904
Présidence du conseil:					
Services généraux de la présidence du conseil	»	»	13.336	92	13.428
Direction des Journaux officiels	»	»	973	»	973
Service de la défense nationale. — Secrétariat général permanent	»	»	190	»	190
Services de documentation extérieure et de contre-espionnage	»	»	1.326	»	1.326
Groupement des contrôles radioélectriques	»	»	1.119	»	1.119
Service juridique et technique de l'information	»	»	54	3.986	4.040
Reconstruction et logement	»	»	12.097	1.604	13.701
Santé publique et population	»	»	3.382	89.890	93.272
Travail et sécurité sociale	»	»	7.142	44.652	51.794
Travaux publics et transports:					
Travaux publics, transports et tourisme	»	»	73.579	172.599	246.178
Aviation civile et commerciale	»	»	16.399	6.285	22.684
Marine marchande	»	»	1.853	23.660	25.513
Totaux des services civils	365.133	10.516	1.152.107	1.098.949	2.626.705
II. — *Services militaires.*					
Défense nationale:					
Section commune	»	»	113.698	»	113.698
Air	»	»	151.584	155	151.739
Guerre	»	»	463.770	»	463.770
Marine	»	»	122.703	252	122.955
France d'outre-mer	»	»	51.944	8.516	60.460
Totaux des services militaires	»	»	903.699	8.923	912.622
Totaux des dépenses de fonctionnement	365.133	10.516	2.055.806	1.107.872	3.539.327

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	TITRE V — Investissements exécutés par l'État	TITRE VI A — Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. Subventions et participations.	MONTANT des dépenses
A, B. — DÉPENSES EN CAPITAL			
A. — *Investissements civils.*			
Affaires économiques	41	6.136	6.177
Affaires étrangères	338	249	587
Affaires marocaines et tunisiennes	323	17	340
Agriculture	4.675	19.319	23.994
Anciens combattants et victimes de la guerre	»	»	»
Education nationale	35.674	68.664	104.338
Etats associés	106	4.715	4.821
Finances :			
Services financiers	11.293	»	11.293
Charges communes	653.728	708	654.436
France d'outre-mer	120	54.124	54.244
Industrie et commerce	12.756	7.116	19.872
Intérieur	20.544	6.552	27.096
Justice	165	»	165
Présidence du conseil :			
Services généraux de la présidence du conseil	9	40.126	40.135
Direction des Journaux officiels	359	»	359
Services de documentation extérieure et de contre-espionnage	6	»	6
Groupement des contrôles radioélectriques	126	»	126
Reconstruction et logement	1.760	1.896	3.656
Santé publique et population	280	6.027	6.307
Travail et sécurité sociale	40	195	235
Travaux publics et transports :			
Travaux publics, transports et tourisme	18.963	219	19.182
Aviation civile et commerciale	12 721	534	13.255
Marine marchande	456	19.879	20.335
Totaux des investissements civils	774.483	236.776	1.011.259

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES	TITRE V — Investissements exécutés par l'État.	TITRE VI A — Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. Subventions et participations.	MONTANT des dépenses
B — *Investissements militaires.*			
Défense nationale :			
Dépenses communes	32.401	»	32.401
Section Air	260.522	5	260.527
Section Guerre	176.336	— 27	176.309
Section Marine	77.492	4	77.496
France d'outre-mer	8.388	9	8.397
Totaux des investissements militaires	555.139	— 9	555.130
Totaux des dépenses en capital.	1.329.622	236.767	1.566.389
C. — PRÊTS ET AVANCES ET RÉPARATION DE DOMMAGES DE GUERRE			
Dépenses en capital effectuées avec le concours de l'Etat (prêts et avances) :			
Finances (charges communes)			24.877
France d'outre-mer			6.949
Affaires économiques			304
Agriculture			13.995
Intérieur			32.850
Finances. — Versements à la caisse autonome de la reconstruction			237.704
Travaux publics et transports :			
Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche (marine marchande)			2.994
Remise en état des navires affrétés			»
Autres dépenses de reconstitution :			
Finances. — Mobilisation des titres de la caisse autonome de la reconstruction			60.025
Travaux publics et transports (dépenses de reconstitution de la Société nationale des chemins de fer français)			6.989
Total			386.687
D. — DÉPENSES EFFECTUÉES SUR RESSOURCES AFFECTÉES (titre VIII).			
Agriculture			69.188
Affaires économiques			5.743
Education nationale, jeunesse et sports			29
Industrie et commerce			27.678
Intérieur			9.394
Travaux publics, transports et tourisme			30.020
Total			142.033

RECAPITULATION DES DEPENSES

DÉSIGNATION	MONTANT de l'imputation définitive des dépenses.	PAYEMENTS des années antérieures.	PAYEMENTS faits en 1957.	PAYEMENTS faits en 1958.	TOTAUX
Dépenses de fonctionnement.					
Services civils	2.626.705	5.934	2.448.881	171.890	2.626.705
Services militaires	912.622	77.228	762.523	72.871	912.622
Dépenses en capital exécutées par l'Etat.					
Investissements civils	1.011.259	»	991.909	19.350	1.011.259
Investissements militaires	555.130	»	529.628	25.502	555.130
Prêts et avances. — Réparations de dommages de guerre. — Investissements	386.687	»	386.362	325	386.687
Dépenses effectuées sur ressources affectées	142.033	»	129.778	12.255	142.033
Totaux	5.634.436	83.162	5.249.081	302.193	5.634.436
Paiements par anticipation effectués sur le budget de 1958 (avances aux unités administratives et arrérages sur pensions)			85.149		
Total général			5.334.230		

Etat de développement des recettes du budget de 1957.

DESIGNATION	MONTANT des recettes
A. — RESSOURCES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES	
§ 1er — Impôts et monopoles.	
1° Produits des contributions directes.	
Contributions directes perçues par voie d'émission de rôles.	598.374
Impôt sur les sociétés	362.028
Versement forfaitaire sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères; taxe proportionnelle sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères perçus par voie de retenue à la source	321.228
Versement forfaitaire sur certaines recettes non commerciales et taxe proportionnelle sur les bénéfices non commerciaux perçus par voie de retenue à la source	7.789
Taxe proportionnelle sur les revenus des valeurs mobilières.	66.014
Taxe exceptionnelle sur les réserves des sociétés	27.668
Total des produits des contributions directes...	1.353.101
2° Produits de l'enregistrement.	
Mutations à titre onéreux. — Meubles — Créances, rentes, prix d'offices	2.729
Mutations à titre onéreux. — Meubles — Fonds de commerce	12.343
Mutations à titre onéreux. — Meubles — Meubles corporels	5.066
Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers.	33.200
Mutations à titre gratuit. — Entre vifs (donations)	2.015
Mutations à titre gratuit. — Par décès	34.714
Mutations à titre gratuit. — Taxe spéciale sur les biens transmis	6.287
Mutations — Taxe à la première mutation	1.558
Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	25.957
Actes judiciaires et extra-judiciaires	3.364
Hypothèques	5.375
Taxe spéciale sur les conventions d'assurances	31.337
Pénalités (droits et demi-droits en sus; amendes)	1.317
Recettes diverses	862
Total des produits de l'enregistrement	166.164
3° Produits du timbre.	
Timbre unique	20.925
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	3.856
Contrats de capitalisation et d'épargne	586
Contrats de transports	2.739
Permis de conduire et récépissés de mise en circulation des automobiles	11.917
Taxes différentielle et spéciale sur les véhicules à moteur	32.553
Permis de chasse	1.260
Rachat du droit de timbre des valeurs mobilières	57
Pénalités (amendes de contravention)	18
Recettes diverses	1.337
Total des produits du timbre	75.248
4° Produits de l'impôt sur les opérations de bourse.	
Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et pénalités	15.786
Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de commerce	5
Total des produits de l'impôt sur les opérations de bourse	15.791
5° Produits de l'impôt de solidarité nationale.	
Impôt de solidarité nationale	583
Total des produits de l'impôt de solidarité nationale	583
6° Produits des douanes.	
Droits d'importation	478.972
Droits de navigation	3.233
Taxe spéciale temporaire de compensation	22.232
Autres droits et recettes accessoires	13.880
Amendes et confiscations	650
Total des produits des douanes	518.967

DESIGNATION	MONTANT des recettes.
7° Produits des contributions indirectes.	
Droits sur les boissons. — Vins, cidres, poirés et hydromels	5.138
Droits sur les boissons. — Droits sur les alcools; droit de consommation	48.149
Droits sur les boissons. — Surtaxe sur les apéritifs	9.223
Taxe sur les vélocipèdes	954
Taxe à la mouture et taxe additionnelle à la taxe à la mouture	138
Droits divers et recettes à différents titres. — Garantie des matières d'or et d'argent	1.669
Droits divers et recettes à différents titres. — Amendes, confiscations et droits sur acquits non rentrés	420
Droits divers et recettes à différents titres. — Autres droits de recettes à différents titres	12.164
Total des produits des contributions indirectes.	78.845
8° Produits des taxes sur les transports de marchandises.	
Taxes sur les transports routiers	16.370
Taxes sur les transports fluviaux	627
Total des produits des taxes sur les marchandises	16.997
9° Produits des taxes sur le chiffre d'affaires.	
Taxe sur la valeur ajoutée et taxe sur les prestations de service	1.375.651
Total des produits des taxes sur le chiffre d'affaires	1.375.651
10° Produits des taxes uniques.	
Taxe unique sur les vins	16.893
Taxe unique sur les cidres, poirés et hydromels	737
Taxe de circulation sur les viandes	43.228
Taxe unique forfaitaire sur les cafés et les thés	21.947
Total des produits des taxes uniques	82.855
11° Produits du monopole des poudres à feu.	
Récupération de frais pour les poudres à feu vendues par l'administration des contributions indirectes	377
Impôt sur les poudres de chasse	536
Impôt sur les poudres de mines	516
Total des produits du monopole des poudres à feu	1.429
§ 2. — Exploitations industrielles et commerciales.	
Reversement par la caisse autonome d'amortissement du produit net de l'exploitation du service des allumettes	4.816
Versement au budget général de l'excédent net des ressources affectées à la caisse autonome d'amortissement sur les charges de cet établissement	53.944
Bénéfice résultant de la frappe des monnaies et excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des médailles	22.000
Produit brut de l'exploitation des manufactures nationales des Gobelins et de Sèvres	12
Produits bruts de l'exploitation en régie des Journaux officiels	1.051
Produit brut du service des eaux de Versailles et Marly.	277
Produits à provenir de l'exploitation du service des essences	1.365
Produits à provenir de l'exploitation du service des constructions aéronautiques	5
Produits à provenir de l'exploitation du service des constructions et armes navales	2.097
Bénéfices nets d'entreprises nationalisées	7.089
Total des produits des exploitations industrielles et commerciales	92.566

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.	
Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines	9.390
Produits de la liquidation de biens ayant appartenu à des Etats ou des ressortissants ennemis et attribués à l'Etat français	428
Produits de la liquidation des biens italiens en Tunisie	89
Produits et revenus de titres ou valeurs appartenant à l'Etat du chef de ses participations financières	1.401
Produits des forêts encaissés par les trésoriers-payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec prédécomptage sur la possibilité; bois de chauffage fourni au service forestier	9.328
Produits des forêts encaissés par les receveurs des domaines. — Chasse, menus produits, etc	3 791
Total des produits et revenus du domaine de l'Etat	24.427
§ 4. — Produits divers.	
Affaires étrangères.	
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1.455
Agriculture.	
Droits de visite et d'inspection du bétail et des viandes	207
Contribution des départements, communes et établissements publics aux frais de garderie et d'administration des forêts soumises au régime forestier	780
Recettes à provenir de l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux	1.406
Frais d'adjudication des produits en bois encaissés tant par les trésoriers-payeurs généraux que par les receveurs des domaines	279
Prélèvement sur le produit de la taxe forestière instituée par la loi du 6 février 1953	1
Recettes provenant de la liquidation du compte spécial « Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre » (ordonnance n° 45-873 du 24 avril 1945)	11
Défense nationale.	
Recettes des transports aériens par moyens militaires	72
Education nationale.	
Redevances collégiales	104
Droit de vérification des alcoomètres, densimètres et thermomètres médicaux	87
Etats associés.	
Recettes diverses recouvrées en Indochine	29
Finances et affaires économiques.	
I. — FINANCES	
Participation des communes pour les dépenses de réfection du cadastre et recettes diverses du service du cadastre	138
Versements des collectivités locales, des organismes publics et des particuliers pour frais de confection des rôles et exécution de travaux accessoires par le service des contributions directes	3.585
Recettes diverses des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre	643
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques en vertu du décret du 27 mai 1946	1.702
Recouvrements de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance	934
Recettes diverses des receveurs des douanes	1.221
Recettes diverses des receveurs des contributions indirectes	384
Redevances versées par les receveurs buralistes	915
Remboursement par la Sarre des dépenses à sa charge imputées au budget français et de la part lui incombant sur les dépenses communes	1.400
Produits de la loterie nationale	18.131
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	4.089
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	18.523
Redevances versées par les entreprises dont les emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat (loi du 23 mars 1941)	224
Remboursement par la Société nationale des chemins de fer français de la part lui incombant dans la charge des emprunts contractés par le Trésor en application du décret du 28 août 1937	1.597
Produits ordinaires des recettes des finances	24
A reporter	57.941

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes
Report	57.941
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	7.999
Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères	37
Remboursement par divers gouvernements étrangers, par l'Algérie et les colonies des frais de confection et d'expédition de papiers timbrés et de timbres mobiles	11
Prélèvement progressif sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907	2.894
Prélèvement sur le pari mutuel	597
Recettes diverses des services extérieurs du Trésor	62
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances	397
Récupération et mobilisation des créances de l'Etat	5.035
Revision des marchés de guerre	1
Contribution de diverses administrations au fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat	2.005
Remboursement par la caisse autonome de dépenses faites pour son compte	41
Annuités et intérêts reversés par la caisse des dépôts et consignations pour les avances faites par son intermédiaire pour le financement des travaux entrepris pour lutter contre le chômage	97
Part de la caisse d'amortissement dans le service des rentes 3 1/2 p. 100 1942 et 3 p. 100 1945 émises pour la conversion des rentes 4 1/2 p. 100 1932 (tranche B)	279
Bénéfices versés par divers établissements publics à caractère financier	2.500
Contribution aux frais de contrôle et de surveillance de l'Etat en matière d'assurance (application de l'ordonnance du 29 septembre 1945), aux frais de fonctionnement du conseil national des assurances et de l'école nationale des assurances	240
Remboursement par la caisse nationale de sécurité sociale d'une partie des charges d'indemnisation des sociétés d'assurances contre les accidents du travail	173
Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à loyer modéré pour l'amortissement des prêts consentis à ces organismes, pour le compte de l'Etat, par la caisse des dépôts et consignations en application des lois des 5 décembre 1922, 13 juillet 1928, 3 septembre 1947, 24 septembre 1948 et 24 mai 1951, d'une part, et du décret du 15 mai 1934 (Fonds commun du travail), d'autre part	4.724
Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à loyer modéré pour l'amortissement des prêts consentis en application de la loi du 27 juillet 1934	7
Annuités et intérêts à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat pour faciliter l'établissement et l'exploitation de réseaux ruraux d'électricité (loi du 2 août 1923)	92
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application des lois des 7 octobre 1946 et 23 décembre 1946	309
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de la loi du 16 avril 1935	8
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 24 mai 1938 relatif à l'amélioration du logement rural	13
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 17 juin 1938 relatif aux travaux d'équipement rural	69
Remboursements effectués par les départements pour les prêts à eux consentis en application des articles 142 et 143 de la loi de finances du 30 décembre 1928	24
Annuités versées par la caisse des dépôts et consignations pour les prêts faits par son intermédiaire en vue du financement des travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945)	32
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de la loi du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs	498
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à la disposition de cet établissement en vue de l'attribution de prêts destinés à permettre aux agriculteurs et artisans ruraux anciens prisonniers et anciens déportés d'accéder à l'exploitation agricole ou à l'exploitation artisanale rurale	210
Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de l'article 23 de la loi de finances du 21 mars 1948	15
A reporter	86.310

DESIGNATION	MONTANT des recettes
Report	86.310
Annuités à verser par la chambre syndicale des banques populaires pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de l'ordonnance du 5 octobre 1945 relative à des prêts aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens déportés	64
Remboursements par le Crédit national de fonds d'emprunt réservés à des avances à moyen terme (art. 2 et 11 de la convention du 7 juillet 1919)	25
Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle	75
Annuités diverses	5
Participation des services financièrement autonomes aux dépenses de fonctionnement des cités administratives	61
Primes perçues en contrepartie des garanties afférentes à des opérations de commerce extérieur	40
Recettes à provenir des opérations de liquidation des anciens comptes spéciaux du ravitaillement	9
Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial : « Transports maritimes. — Exploitation de navires »	501
Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Opérations commerciales du service des importations et exportations »	490
Versements effectués au titre du rachat des parts contributives de pensions	148
II. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
Contribution des offices et établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte, entreprises de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat	110
Produits des pénalités infligées à la diligence des services du contrôle des prix pour infractions à la législation des prix et du ravitaillement	374
Redevance de compensation des prix des beurres importés.	1.000
France d'outre-mer.	
Retenues pour frais de traitement dans les hôpitaux, effectuées sur la solde du personnel militaire et assimilé et sur le traitement du personnel civil rémunéré sur le budget de l'Etat	3
Remboursement par les territoires d'outre-mer et les Etats associés des dépenses administratives de la caisse des retraites de la France d'outre-mer	47
Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses du service administratif de la France d'outre-mer	148
Industrie et commerce.	
Droit de vérification des instruments de mesures	337
Redevances pour contrôles spéciaux et travaux métrologiques spéciaux	102
Remboursement des subventions accordées à des exploitations minières en application du décret-loi du 6 mai 1939 modifié par la loi provisoirement applicable du 15 novembre 1940 et de la loi provisoirement applicable du 31 décembre 1941	6
Redevances pour frais de contrôle des distributions d'énergie électrique et des concessions de forces hydrauliques.	114
Redevances pour frais de contrôle de la production, du transport et de la distribution du gaz	3
Remboursement d'annuités et avances par la société « Electricité de France » et par diverses sociétés de production d'énergie hydro-électrique	2
Redevances annuelles et remboursement d'avances consenties par l'Etat en vertu de contrats d'équipement et d'entretien d'usines	52
Taxes d'épreuves d'appareils à pression de vapeur ou de gaz.	26
Intérieur.	
Contingents des départements et des communes dans les dépenses faites pour leur police	996
Contribution des départements aux dépenses résultant de la prise en charge des auxiliaires départementaux	1.372
Justice.	
Recettes des établissements pénitentiaires	557
Recettes des établissements d'éducation surveillée	83
Reconstruction et logement	
Produit de la revision des marchés opérée en application de l'article 105 de la loi du 7 octobre 1946	7
Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Fabrications et travaux du service des constructions provisoires »	1
A reporter	92.768

DESIGNATION	MONTANT des recettes.
Report	92.768
Santé publique et population.	
Produits du droit fixe de visa des spécialités pharmaceutiques	68
Produits des taxes sur les analyses, examens et contrôles effectués par le laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population et de l'académie de médecine	5
Travail et sécurité sociale.	
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs et remboursement par les exploitants de mines des primes d'assurances en cas d'accidents, des indemnités d'incapacité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques supportés par le Trésor, en exécution de la loi du 13 décembre 1942	442
Remboursement par la caisse nationale de sécurité sociale des frais d'administration de la direction générale et des services régionaux des assurances sociales	1.642
Redevance pour l'emploi obligatoire des mutilés	48
Travaux publics, transports et tourisme.	
Redevances et remboursements divers dus par les chemins de fer en France	245
Redevances et remboursements divers dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires	9
Part revenant à l'Etat dans le produit net d'exploitation du chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière belge.	9
Redevances d'usage perçues sur les aérodromes de l'Etat et remboursements divers par les usagers	426
Marine marchande.	
Droit de visite de sécurité de la navigation maritime	49
Produits de l'exploitation des navires de la flotte en gérance acquis avant le 1er septembre 1944 et loyer des navires affectés à l'exploitation des services contractuels	115
Caisse nationale d'épargne.	
Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe de la caisse nationale d'épargne	12.712
Postes, télégraphes et téléphones.	
Contribution de l'administration des postes, télégraphes et téléphones aux retraites de son personnel soumis au régime général des pensions civiles	9.972
Remboursement par l'administration des postes, télégraphes et téléphones des charges d'amortissement de ses bons et obligations amortissables	6.354
Divers services.	
Retenues pour pensions civiles et militaires	41.068
Bénéfices des comptes de commerce	303
Remboursement par certains comptes spéciaux des dépenses de personnel applicables à leur fonctionnement	377
Recettes à provenir de l'apurement des comptes spéciaux clos en application de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes	327
Remboursement de frais de scolarité, de pensions et de trousseaux par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat	69
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	27
Droits d'inscription pour les examens, de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement	46
Produit de la vente des publications du Gouvernement	17
Retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat	267
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédit	3.526
Recettes accidentelles à différents titres	17.041
Recettes diverses	2.583
Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939	24
A reporter	120.539

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes
Report.....	190.539
Prélèvement sur les ressources affectées, destiné à couvrir les dépenses de fonctionnement imputables sur le titre III: « Moyens de services », du budget général.....	329
Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945...	3.110
Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité.....	314
Total des produits divers.....	194.622
§ 5. — Ressources exceptionnelles.	
1° *Recettes en contre-partie de dépenses de reconstruction et d'équipement.*	
Produit du prélèvement exceptionnel institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948.....	24
Intérêts et amortissement des prêts consentis en exécution de l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et de l'article 9 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953.....	735.037
Recettes en contre-partie des dépenses de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane.	3.482
Recettes en contre-partie des dépenses de reconstruction...	2.749
2° *Coopération internationale.*	
Contre-valeur de l'aide militaire accordée à la France par les Etats-Unis d'Amérique.....	4.715
Total des ressources exceptionnelles.....	746.007
§ 6. — Fonds de concours et recettes assimilées.	
1° *Fonds de concours ordinaires et spéciaux.*	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.....	75.892
Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques.....	3
Ressources affectées à la restauration et à la conservation du domaine national de Versailles.....	105
Recettes affectées à la caisse autonome de la reconstruction	4.912
2° *Coopération internationale.*	
Fonds de concours.....	20.116
Total des fonds de concours et recettes assimilées.	101.028
B — RESSOURCES AFFECTEES A DIVERSES DEPENSES	
§ 1er. — Ressources affectées à l'assainissement du marché de la viande.	
Produit du prélèvement de 5.5 p. 100 effectué sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes.....	4.611
Recettes diverses et accidentelles.....	2.298
§ 2. — Ressources affectées à l'assainissement de la viticulture.	
Produit du prélèvement effectué sur les recouvrements opérés au titre de la taxe unique sur les vins.....	12.653
Produit des redevances sur les rendements.....	65
Produit de la redevance relative à la carte de contrôle des producteurs et négociants en bois et plants de vigne....	11
Produit des amendes et pénalités prévues au code du vin..	16
Contribution du budget de l'Algérie.....	500
§ 3. — Ressources affectées à l'assainissement du marché du lait et des produits laitiers.	
Produit du prélèvement de 6 p. 100 sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes..	5.116
Recettes diverses et accidentelles	1
§ 4. — Ressources affectées à la prophylaxie des maladies des animaux.	
Produit du prélèvement de 5 p. 100 sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes..	5.093
Recettes diverses et accidentelles.....	633
§ 5. — Ressources affectées à la baisse du prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture.	
Prélèvement sur les recouvrements opérés pour le compte de l'Etat au titre de la taxe sur la valeur ajoutée.....	28.000

DÉSIGNATION	MONTANT des recettes
§ 6. — Ressources affectées au régime de l'assurance vieillesse agricole.	
Produits du prélèvement sur les recouvrements opérés au titre de la taxe sur la valeur ajoutée.....	19.101
§ 7. — Ressources affectées au fonds national de progrès agricole.	
Produit de la taxe sur les céréales.....	230
Produit du prélèvement effectué sur la taxe sur les vins, cidres, poirés et hydromels.....	101
Versement du reliquat des exercices antérieurs	710
Recettes diverses et accidentelles.....	5
§ 8. — Ressources affectées à l'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris.	
Produit de la taxe prévue par l'article 1621 *bis* du code général des impôts.....	33
§ 9. — Ressources affectées aux opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.	
Produit de la taxe instituée par la loi validée du 15 septembre 1943.....	6.100
Remboursement de prêts (capital et intérêts).....	3
§ 10. — Ressources affectées au soutien des hydrocarbures ou assimilés.	
Produit des redevances.....	17.529
Participation des budgets locaux.....	123
Remboursement des prêts.....	131
Recettes accidentelles ou diverses.....	2.218
§ 11. — Ressources affectées aux investissements routiers.	
Tranche départementale. Prélèvement de 2,5 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers..	3.950
Tranche vicinale. Prélèvement de 3 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers.....	5.703
Tranche rurale. Prélèvement de 1 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers.....	1.537
Tranche nationale. Prélèvement de 14 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers.....	21.203
Total des ressources affectées à diverses dépenses.	110.867
RECAPITULATION	
A. — RESSOURCES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES	
§ 1er. — Impôts et monopoles:	
1° Produits des contributions directes et taxes assimilées	1.359.101
2° Produits de l'enregistrement.....	166.464
3° Produits du timbre.....	75.248
4° Produits de l'impôt sur les opérations de bourse...	15.794
5° Produits de l'impôt de solidarité nationale.....	583
6° Produits des douanes.....	518.967
7° Produits des contributions indirectes.....	78.845
8° Produits des taxes sur les transports de marchandises	16.997
9° Produits de la taxe sur le chiffre d'affaires.....	1.375.654
10° Produits des taxes uniques.....	82.855
11° Produits du monopole des poudres à feu.....	1.429
Total du paragraphe 1er.....	3.685.631
§ 2. — Exploitations industrielles.....	92.566
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.....	24.427
§ 4. — Produits divers.....	194.622
§ 5. — Ressources exceptionnelles.....	746.007
§ 6. — Fonds de concours.....	101.028
Total des paragraphes 1 à 6.....	4.844.281
B. — RESSOURCES AFFECTÉES A DIVERSES DÉPENSES	
§ 7. — Ressources affectées.....	140.867
Total des recettes du budget.....	4.985.148

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

SITUATION DU TRESOR

Opérations effectuées entre le 1er Janvier et le 31 Décembre 1957.

La situation résumée des opérations du Trésor (pages 5215 à 5220) présente les recettes et les dépenses effectuées par les comptables et centralisées mensuellement dans l'ordre de la nomenclature générale des comptes. Le tableau sommaire qui la précède (pages 5213 et 5214) groupe les mêmes résultats, mais suivant un plan différent qui tend à faire apparaître les charges et les ressources effectives du Trésor.

Les annotations placées en bas des pages 5213 et 5214 permettent de passer d'un document à l'autre en indiquant par chaque rubrique du tableau des lignes correspondantes de la situation.

En ce qui concerne les opérations effectuées à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

TABLEAU SOMMAIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (En milliards.)

	OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS du mois de décembre 1957.	
	Charges	Ressources	Charges	Ressources
I. — EXECUTION DES LOIS DE FINANCES				
A. — Opérations budgétaires.				
BUDGET DE 1956 (opérations complémentaires).				
Dépenses (1)	269	»	»	»
Recettes (2)	»	125	»	»
BUDGET DE 1957				
Dépenses:				
Fonctionnement des services civils (titres I à IV) (3)	2.113	»	322	»
Dépenses militaires (titres III, IV et V) (4)	1.303	»	110	»
Dépenses en capital:				
— Investissements civils exécutés par l'Etat; subventions et participations (titres V et VI A) (5)	312	»	61	»
— Prêts et avances (titre VI B) (6)	79	»	14	»
— Réparation de dommages de guerre (titre VII) (7)	226	»	17	»
Recettes:				
Recettes fiscales (8)	»	3.615	»	407
Autres recettes budgétaires (9)	»	330	»	90
Aide américaine (10)	»	5	»	»
Fonds de concours (ordinaires et internationaux) (11)	»	101	»	23
Opérations sur ressources affectées (titre VIII) (12)	130	111	20	29
BUDGET DE 1958				
Dépenses	85	»	80	»
Totaux: opérations budgétaires	4.877	4.347	624	549
B. — Fonds de développement économique et social.				
Dépenses du fonds. { Prêts aux habitations à loyer modéré	111	»	19	»
Dépenses du fonds. { Autres dépenses	304	»	90	»
Recettes du fonds	»	83	»	20
Totaux	418	82	109	20
C. — Autres comptes spéciaux du Trésor, avances du Trésor, prêts et consolidations d'avances en prêts	(a) 145	»	40	»
Totaux généraux	5.170	4.429	773	569
Solde de l'exécution des lois de finances	1.041	»	204	»

(1) Lignes 8, 9 et 10. — (2) Lignes 6 et 7. — (3) Lignes 31 et 33. — (4) Lignes 35 à 38. — (5) Lignes 32 et 34. — (6) Ligne 39. — (7) Lignes 40 à 44, ligne 68; ligne 173 *bis*, recettes de la ligne 371. — (8) Lignes 11 à 19. — (9) Lignes 24 à 26. — (10) Ligne 27. — (11) Lignes 28 et 29. — (12) Dépenses: lignes nos 45 et 46; recettes: ligne no 30. — (13) Ligne no 71. — (14) Recettes de la ligne no 71, solde des lignes 63 et 131. — (15) Lignes 50 à 62, 64 à 67, 69 et 70, 72 à 110, lignes 120 à 130, 132 à 134.

(a) Dans ce chiffre est compris le montant de la réévaluation des avoirs en francs du fonds monétaire international s'élevant à 36.500 millions ainsi que la réévaluation des avoirs francs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement s'élevant à 4.500 millions.

(*Supplément.* — **Fin.**)

	OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS du mois de décembre 1957.	
	Charges	Ressources	Charges	Ressources
II. — **EMPRUNTS ET MOYENS DE TRÉSORERIE**				
A. — **Opérations des correspondants du Trésor.**				
Opérations des services de l'Etat dotés d'un budget annexe (1)	»	113	6	»
Opérations des établissements publics et semi-publics (2)	»	445	81	»
Opérations des collectivités administratives (3)	»	37	»	102
Opérations des autres correspondants (4)	12	»	»	32
Totaux : correspondants du Trésor	12	295	87	134
B. — **Emprunts.**				
Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme. — Emissions dans le public (5)	»	84	»	»
Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme. — Autres emprunts (6)	»	35	»	35
Bons du Trésor (8)	»	81	»	4
a) (Voir développement ci-dessous.)				
Avances de la Banque de France (10)	»	452	»	99
Diverses opérations relatives aux emprunts (11). — *a*) Echéances d'emprunts	198	»	37	»
Diverses opérations relatives aux emprunts (11). — *b*) Ressources affectées aux amortissements par la caisse d'amortissement, le budget et divers comptes spéciaux du Trésor	»	189	»	41
Diverses opérations relatives aux emprunts (11). — *c*) Divers	»	81	»	3
Totaux : emprunts	198	922	37	182
C. — **Relations avec les instituts d'émission d'outre-mer** (12)	»	61	»	34
D. — **Variation des encaisses, chevauchements et fonds en route** (13)	27	»	22	»
Totaux généraux (§ II)	237	1.278	146	350
Solde des moyens de trésorerie et des emprunts	»	1.041	»	204

(1) Lignes 151 à 163. — (2) Lignes 171 à 190 (sauf 173 *bis*, 176 *bis* et 180). — (3) Lignes 191 à 197. — (4) Lignes 201 à 225 (sauf 219, 220, 221 et 222). — (5) Recettes de la ligne n° 377 (pour la somme de 82.539 millions représentant le produit de l'émission. — (6) — Recettes des lignes 330, 361, 362, 365. — (8). — Lignes 380, 380[1], 380[2] (voir détail « Tableaux annexes », situation des comptes courants de bons du Trésor) et lignes 381 à 384, 508, 510, 534 et 535. — (10) Lignes 396 à 410. — (11) *a*) Dépenses des lignes 300 à 310, solde de la ligne n° 315, dépenses des lignes 320 à 379, dépenses des lignes 415 à 424 et 440 à 454; *b*) lignes 615, 620, 625; *c*) recettes des lignes 300, 326, 345, 370 et 375, ligne 378 (pour la somme de 8.354 millions, montant de la prime de remboursement indexée) et de la ligne 379, solde des lignes 426 à 429, 500, 515 à 533, 540 à 591, 600, 630 à 640. — (12) Voir tableau annexe I. — (13) Les deux dernières lignes du cadre II, ligne 1 à 2 *quinquies*, partie de la ligne 3 *bis*, lignes 4 et 5 du cadre III.

a) Développement des bons du Trésor (suivant la nouvelle présentation de 1958) (en milliards) :

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS du mois de décembre 1957.	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
Bons en comptes courants. — Secteur bancaire et divers	»	44	25	»
Bons en comptes courants. — Correspondants du Trésor	109	»	»	15
Bons en comptes courants. — Instituts d'émission d'outre-mer	»	39	»	12
Bons sur formules	»	107	»	2
Totaux	109	190	25	29
Excédent des ressources	»	81	»	4

SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS DU TRESOR

I. — SITUATION D'ENSEMBLE

	Millions de francs
Au 1er janvier 1957, les encaisses (1) du Trésor s'élevaient à	123.565
Pendant les douze mois de l'année, les recettes ont atteint	50.137.272
Soit un total de	50.260.837
Les dépenses ont atteint	50.111.742
Par suite, au 31 décembre 1957, les encaisses du Trésor s'élevaient à	149.095

(1) Le détail des « encaisses » est indiqué au § III.

II. — RESUME GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES

		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
Budget.	Budget 1956 (opérations complémentaires)	268.620	124.934	»	»
	Budget 1957	5.251.345	4.871.912	535.267	549.171
	Budget 1958	85.149	»	80.487	»
Comptes spéciaux	Opérations des comptes spéciaux du Trésor	1.294.257	1.166.586	274.498	234.340
	Avances du Trésor, prêts et consolidations d'avances en prêts	704.247	321.097	144.771	55.958
Correspondants du Trésor.	Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe	3.343.937	3.457.311	318.315	312.528
	Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics	20.793.510	20.948.912	2.117.739	2.077.213
	Opérations des collectivités administratives	10.089.743	10.126.701	1.119.252	1.520.746
	Opérations des autres correspondants	3.203.704	3.241.615	287.160	346.598
Opérations affectant la dette de l'Etat.	A. — Mouvements de la dette non échue	3.321.623	3.872.781	707.584	821.778
	B. — Opérations sur emprunts échus	1.694.393	1.853.622	216.144	227.374
	C. — Opérations constatées en atténuation des ressources ou des charges de la dette de l'Etat	57.450	191.891	17.138	40.705
Fonds en route (Banque de France)		»	»	(—) 20.305	»
Chevauchements comptables, apurement des comptes d'attente		724	»	724	(—) 1.587
Total		50.111.742	50.137.272	6.148.744	6.184.824

III. — DECOMPOSITION DES ENCAISSES

NUMÉRO d'ordre.		AU 1er janvier 1957	AU 30 novembre 1957.	AU 31 décembre 1957.
		Millions de francs.		
1	Numéraire conservé par les comptables	23.110	30.395	22.764
2	Compte courant du Trésor à la Banque de France	(—) 4.457	76	(1) 7.349
2 *bis*	Fonds placés au Crédit national et réservés pour les emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine	169	168	59
2 *ter*	Fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine	3.224	3.224	3.225
2 *quinquies*	Fonds déposés à la Banque de France. Exécution de la convention franco-belge du 25 juin 1952	1.000	»	»
3	Compte courant du Trésor à la Banque de l'Algérie et de Tunisie	20	3.721	90
3 *bis*	Compte courant du Trésor dans les instituts d'émission des territoires d'outre-mer	3.038	2.111	2.861
3 *ter*	Compte courant du Trésor aux instituts d'émission (Cambodge, Laos, Viet-Nam)	88	98	202
4	Devises et francs à l'étranger	30.011	21.009	28.392
5	Traites et valeurs mobilisables	67.332	52.213	84.063
	Total	123.565	113.015	149.095

(1) Ce solde débiteur correspond à l'excédent des versements sur les prélèvements effectués par les comptables du Trésor au cours les derniers jours du mois de décembre et centralisés par la Banque de France au début du mois de janvier 1958.

IV. — OPERATIONS BUDGETAIRES

NUMÉRO d'ordre		OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPERATIONS EFFECTUEES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — OPERATIONS COMPLEMENTAIRES DU BUDGET DE 1956				
6	Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Recettes pour lesquelles des crédits à l'enlèvement ont été accordés par l'administration des douanes en gestion 1956	»	25.079	»	»
7	Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Autres recettes	»	99.855	»	»
8	Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Dépenses. Civiles	(6) 165.205	»	»	»
9	Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Dépenses. Militaires	(7) 86.398	»	»	»
10	Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Dépenses. Effectuées sur ressources affectées	17.017	»	»	»
	Total des opérations relatives à la gestion précédente	268.620	124.934	»	»
	B — BUDGET DE 1957				
	Recettes fiscales.				
11	Contributions directes	»	1.353.101	»	176.347
12	Enregistrement	»	(1) 254.535	»	46.228
13	Impôt de solidarité nationale	»	583	»	52
14	Douanes	»	(2) 482.882	»	70.213
15	Contributions indirectes	»	78.845	»	9.711
16	Taxes sur les transports de marchandises	»	16.997	»	565
17	Taxes sur la valeur ajoutée et sur les prestations de service	»	1.375.651	»	176.988
18	Taxes uniques	»	82.855	»	11.774
19	Recettes imputées à des comptes d'attente	»	»	»	(9) —84.523
	Total des recettes fiscales	»	3.645.449	»	407.355
	Autres recettes budgétaires.				
24	Monopoles, exploitations industrielles et revenus du domaine de l'Etat	»	(3) 73.422	»	26.152
25	Produits divers	»	(4) 185.239	»	59.379
26	Ressources exceptionnelles en contrepartie des dépenses de reconstruction et d'équipement	»	(5) 71.192	»	4.572
26 *bis*	Ressources exceptionnelles (opération exceptionnelle)	»	(8) 650.000	»	»
27	Ressources exceptionnelles, coopération internationale	»	4.715	»	»
28	Fonds de concours, ordinaires et spéciaux	»	80.911	»	20.474
29	Fonds de concours, coopération internationale	»	20.117	»	2.081
30	Ressources affectées à diverses dépenses (titre VIII)	»	140.867	»	29.161
	Total des recettes du budget 1957	»	4.871.912	»	549.171

(1) (2) (3) (4) (5)

NUMÉROS des lignes.	RECETTES TOTALES imputées au budget de 1957.	RECETTES RECOUVRÉES en 1957.	RECETTES RECOUVRÉES en 1958.	NATURE DES SOMMES RECOUVRÉES en 1958.
12	257.203	254.535	2.668	
14	518.967	482.882	36.085	Montant des crédits du droit à l'enlèvement accordés par l'administration des douanes.
24	118.422	73.422	45.000	
25	194.623	185.240	9.383	Versements de la caisse autonome d'amortissement.
26	91.292	71.192	20.100	
	Total		113.236	

(6) Y compris une somme de 2.173 millions de dépenses diverses du budget de l'année 1956, régularisées en gestion 1957.
(7) Déduction faite d'une somme de 5.997 millions provenant d'imputation aux comptes définitifs des dépenses du budget de 1957.
(8) Cette somme représente la contrepartie du versement de la dotation en capital à des entreprises nationales (voir ligne n° 32 *bis*).
(9) Réduction provenant d'imputation aux comptes définitifs de recettes.

IV. — OPERATIONS BUDGETAIRES (*Suite et fin.*)

NUMERO d'ordre		OPERATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses	Recettes.
		Millions de francs.			
	BUDGET DE 1957 (*Suite.*)				
	Dépenses.				
	a) *Services de l'Etat.*				
31	Fonctionnement des services civils (titres I à IV)	(1) 2.448.881	»	387.783	»
32	Investissements civils exécutés par l'Etat, subventions et participations (titres V et VI *a*)	(2) 341.909	»	60.677	»
32 *bis*	Investissements financiers exécutés par l'Etat (opération exceptionnelle) (8).	(2) 650.000	»	»	»
33	Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente. / Dépenses de fonctionnement	(—) 5.571	»	(7) (—) 65.150	»
34	Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente. / Dépenses d'investissements	2	»	(7) (—) 101	»
	Total des dépenses civiles	3.435.221	»	383.209	»
35	Fonctionnement des services militaires (titres III et IV)	(3) 762.523	»	30.288	»
36	Investissements militaires exécutés par l'Etat (titre V)	(4) 529.628	»	75.711	»
37	Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente. / Dépenses de fonctionnement	10.648	»	(7) (—) 1.298	»
38	Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente. / Dépenses d'investissements	225	»	(7) (—) 4.269	»
	Total des dépenses militaires	1.303.024	»	109.432	»
	b) *Réparations des dommages de guerre et investissements.*				
	Dépenses en capital :				
39	Effectuées avec le concours de l'Etat. Prêts et avances (titre VI *b*)	78.650	»	13.851	»
40	Versements à la caisse autonome de la reconstruction (titre VII)	237.704	»	27.282	»
41	Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane (titre VII)	2.904	»	426	»
42	Reconstitution du réseau de la Société nationale des chemins de fer français (titre VII)	6.989	»	1.320	»
43	Mobilisation des titres à 3, 6, 9 ans émis par la C. A. R. E. C. (titre VII)	60.025	»	2	»
44	Dépenses imputées à des comptes d'attente	»	»	»	»
	Total	(5) 386.362	»	42.881	»
45	Dépenses effectuées sur ressources affectées (titre VIII)	(6) 129.778	»	19.745	»
46	Dépenses imputées à des comptes d'attente	»	»	»	»
	Total des dépenses effectuées sur ressources affectées	129.778	»	19.745	»
	Total des dépenses du budget de 1957	5.254.385	»	555.267	»
	C. — **BUDGET DE 1958**				
48	Payements par anticipation :				
	Faits aux unités administratives (air, guerre, marine)	79.343	»	74.681	»
	Effectués au titre de règlement d'arrérages de pensions	5.806	»	5.806	»
	Total des dépenses du budget de 1958	85.149	»	80.487	»
	RECAPITULATION				
	Totaux des opérations relatives à la gestion précédente (1956)	268.620	124.934	»	»
	Totaux des opérations du budget de 1957	5.254.385	4.871.912	555.267	549.171
	Totaux des opérations du budget de 1958	85.149	»	80.487	»
	Total général des opérations budgétaires exécutées dans l'année 1957	5.608.154	4.996.846	635.754	549.171
	Dont, en devises et francs, à l'étranger	61.262	4.128	8.969	1.257

(1) (2) (3) (4) (5) (6) :

NATURE DES DÉPENSES	NUMEROS des lignes.	IMPUTATION définitive des dépenses.	PAYEMENTS effectués en gestions antérieures.	PAYEMENTS effectués du 1er janvier au 31 décembre 1957.	PAYEMENTS effectués en janvier 1958.
Fonctionnement des services civils	31	2.636.705	5.934	2.448.881	171.890
Investissements civils	32 et 32 *bis*	1.011.259	»	991.909	19.350
Fonctionnement des services militaires	35	912.622	77.228	762.523	72.871
Investissements militaires	36	555.130	»	529.628	25.502
Réparation des dommages de guerre et investissements	39 à 44	386.687	»	386.362	325
Dépenses sur ressources affectées	45	142.033	»	129.778	12.255

(7) Réduction provenant d'imputation aux comptes définitifs de dépenses.
(8) Cette somme représente le versement de la dotation en capital à des entreprises nationales en vertu de l'arrêté ministériel en date du 3 avril 1957.

V. — OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

NUMERO d'ordre.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — COMPTES DE COMMERCE				
50	Subsistances militaires	39.082	34.773	4.614	1.794
52	Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat	9.054	9.838	»	7.415
53	Réception et vente de marchandises de l'aide américaine	12.280	14.235	3	966
54	Fabrication d'armement et de certains matériels aéronautiques	156.672	132.464	12.877	18.666
55	Fonds de garantie mutuelle et d'orientation de la production agricole	9.026	4.228	143	1.507
56	Fonds national d'aménagement du territoire	6.257	1.390	1.272	251
57	Opérations de compensation sur denrées et produits divers	14.487	13.263	505	3.699
60	Opérations diverses	14.120	14.286	3.430	2.020
	Total du paragraphe A	260.978	224.477	22.844	36.015
	B. — COMPTES FINANCIERS D'AFFECTATION SPECIALE				
61	Loterie nationale (exercice précédent et courant)	55.745	55.435	12.957	4.915
62	Fonds national pour le développement des adductions d'eau	»	3.752	»	561
63	Ressources affectées au fonds de développement économique et social	82.310	82.504	67.613	20.680
64	Fonds forestier national	3.994	5.337	707	647
66	Réception des équipements et matériels du plan d'assistance militaire	45.371	45.371	390	390
67	Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	67.284	65 872	8.703	7.045
68	Opérations de reconstruction effectuées pour le compte de la caisse autonome de la reconstruction	28.681	28 681	6.268	6.268
69	Allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré	30.315	29.119	1.313	3.662
70	Dépenses diverses en contrepartie de l'aide américaine	980	207	»	70
71	Fonds de développement économique et social	448.350	402.824	109.724	130.849
72	Fonds commun de la recherche scientifique et technique d'outre-mer	2.132	2.195	164	102
73	Compte des certificats pétroliers	12.374	19.500	12.374	1.294
74	Payement en capital des primes à la construction	3.124	3.124	3.124	752
80	Opérations diverses	(1)(—)1.564	949	(1)(—)2.002	57
	Total du paragraphe B	779.096	744.870	221.335	177.292
	C. — COMPTES D'OPERATIONS AVEC DES PAYS ETRANGERS OU EFFECTUEES DANS LES PAYS ETRANGERS				
81	Aide consentie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	11.794	11.684	110	»
82	Emploi des fonds de l'aide américaine par le Gouvernement des Etats-Unis	2.643	2.642	»	»
83	Contribution des nations signataires du pacte Atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	66.540	66.172	8.340	6.582
84	Fonds déposés au Trésor par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers	1.692	36	»	»
85	Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers	72.938	75.369	6.866	5.724
86	Comptes d'exécution de divers accords financiers avec des gouvernements étrangers	2.677	1.960	380	70
89	Application de la convention économique franco-sarroise du 20 mai 1953	»	»	»	»
95	Opérations diverses	332	»	65	»
	Total du paragraphe C	158.616	157.863	15.761	12.376
	A reporter	1.198.690	1.127.210	259.940	225.683

(1) Réduction provenant d'une somme de 2.131 millions représentant le montant d'ordonnancements effectués en 1957 dont le payement est intervenu en 1958.

NUMÉRO d'ordre.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	Report.....	1.198.690	1.127.210	239.910	225.683
	D. — OPERATIONS MONETAIRES				
100	Pertes et bénéfices de change.....	(1) 90.194	28.553	13.605	5.552
101	Emission de billets du Trésor libellés en francs Djibouti.....	3.007	2.651	381	242
102	Compte d'opérations monétaires et de règlement avec l'institut d'émission du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam.....	»	1.015	»	»
105	Opérations diverses.....	1.616	2.547	524	73
	Total du paragraphe D.....	94.817	34.766	14.510	5.867
	E. — COMPTES EN LIQUIDATION				
106	Réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne.....	34	3.181	»	2.644
107	Liquidation des organismes professionnels.....	»	519	»	»
108	Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers.....	587	897	34	52
109	Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre.....	129	103	14	94
110	Opérations diverses.....	»	»	»	»
	Total du paragraphe E.....	750	4.610	48	2.790
	Total général de A à E.....	1.294.257	1.166.586	274.498	234.340
	Dont en devises et francs à l'étranger.....	92.547	84.015	13.011	9.146
	F. — AVANCES DU TRESOR PRETS ET CONSOLIDATIONS D'AVANCES EN PRETS				
	a) *Avances du Trésor.*				
120	Aux budgets annexes.....	8.883	7.696	»	»
121	Aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat.....	»	17	»	17
122	A des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte...	»	»	»	»
123	A la Société nationale des chemins de fer français.....	250	(1) 1.551	»	»
124	Aux départements, communes, établissements et divers organismes sur le produit des impositions leur revenant.....	301.743	285.567	44.558	46.731
125	Aux collectivités métropolitaines.....	17.884	(2) 1.966	12.116	89
126	Aux territoires et services d'outre-mer.....	13.624	(3) 15.893	1.124	1.465
127	A des entreprises industrielles ou commerciales.....	»	8	»	»
128	A divers organismes, services privés ou particuliers.....	1.612	1.167	231	56
129	A des gouvernements ou services étrangers ou à des organismes internationaux.	»	»	»	»
130	A divers organismes de caractère social.....	11.000	7	4.000	7
	Total des avances.....	354.996	313.875	62.029	51.356
	b) *Prêts.*				
131	Investissements économiques.....	320.755	»	63.252	»
132	Investissements financiers.....	6.590	»	»	»
	Total des prêts.....	327.345	»	63.252	»
133	c) *Consolidation de prêts spéciaux à la construction*.....	19.499	3.084	19.499	3.084
134	d) *Avances du Trésor consolidées*.....	2.416	4.138	»	1.518
	Total du paragraphe F.....	704.247	321.097	144.771	55.958
	Dont en devises et francs à l'étranger.....	»	»	»	»

(1) Avances consolidées
(2) Dont 488 millions d'avances consolidées } (cf. au montant des dépenses de la ligne n° 124).
(3) Dont 374 millions d'avances consolidées }
(4) Dans ce chiffre est compris le montant de la réévaluation des avoirs en francs du fonds monétaire international s'élevant à 36.590 millions ainsi que celui de la réévaluation des avoirs francs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement s'élevant à 4.500 millions.

VI. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR

NUMERO d'ordre.		OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPERATIONS EFFECTUEES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — OPERATIONS DES SERVICES D'ETAT DOTES D'UN BUDGET ANNEXE (1)				
151	Postes, télégraphes et téléphones (cf. page 5221)	3.052.589	3.176.765	271.972	270.652
152	Caisse nationale d'épargne	40.890	43.026	16.492	17.032
153	Service des poudres et des essences	83.820	91.256	4.252	7.657
155	Radiodiffusion-télévision française	22.545	22.377	4.477	5.264
156	Prestations familiales agricoles	115.539	111.210	7.657	10.611
158	Monnaies et médailles	21.141	5.322	10.111	1.053
159	Imprimerie nationale	3.466	3.458	328	209
162	Légion d'honneur	928	940	52	17
163	Ordre de la Libération	19	17	4	»
	Total	3.343.937	3.457.311	318.345	312.528
	Dont, en devises et francs à l'étranger	5.466	982	834	962
	B. — OPERATIONS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET DES ETABLISSEMENTS SEMI-PUBLICS (2)				
171	Caisse des dépôts et consignations	17.220.680	17.368.613	1.792.758	1.741.869
172	Caisse autonome d'amortissement	217.825	236.112	57.932	33.561
173	Crédit national	435.552	438.316	35.771	32.270
173 bis	Crédit national (caisse autonome de la reconstruction)	238.511	237.738	20.283	27.282
174	Office des changes	1.065	43	2	5
175	Société nationale des chemins de fer français	588.678	581.108	69.922	70.908
176	Caisse centrale de la France d'outre-mer	122.339	136.033	13.911	33.840
176 bis	Caisse centrale de la France d'outre-mer (comptes d'opérations)	65.501	66.637	8.062	8.717
177	Service des alcools	29.103	32.108	4.721	2.986
178	Caisse nationale de crédit agricole	407.150	413.991	35.080	43.990
179	Fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones	9.990	9.553	839	512
180	Instituts d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun (comptes d'opérations)	133.873	143.963	11.886	11.605
181	Caisse des invalides de la marine	16.136	16.485	201	131
182	Office national interprofessionnel des céréales	61.256	69.922	8.013	9.328
183	Dotation des plans de développement économique et social des territoires d'outre-mer	7.273	8.373	1.350	2.146
190	Divers établissements nationaux	1.208.572	1.189.917	87.002	55.060
	Total	20.793.510	20.948.912	2.147.739	2.077.213
	Dont, en devises et francs à l'étranger	5.830	52	3.358	48

(1) Les résultats inscrits dans les colonnes dépenses et recettes des « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe » décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des budgets annexes et non pas les opérations des budgets annexes eux-mêmes.

(2) Les comptables des établissements publics et des établissements semi-publics ont été considérés comme des comptables indépendants. Par suite, les chiffres inscrits dans les colonnes dépenses et recettes décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des offices et non pas les opérations budgétaires des offices eux-mêmes.

NUMÉRO d'ordre		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	C. — OPERATIONS DES COLLECTIVITES ADMINISTRATIVES				
191	Départements	436.021	441.701	46.567	51.916
192	Communes et établissements locaux	1.695.399	1.721.916	168.192	178.518
193	Etablissements régionaux	29.572	28.157	4.342	4.362
194	Territoires d'Afrique du Nord	5.790.450	5.778.151	933.832	998.202
195	Territoires d'outre-mer	1.986.942	1.998.438	240.579	252.788
196	Liquidation des opérations des Etats associés	2.565	2.671	279	391
197	Gouvernement de la Sarre	148.791	155.667	25.461	31.449
	Total	10.689.743	10.126.701	1.419.252	1.520.716
	Dont en devises et francs à l'étranger	3.501	17	412	11
	D. — OPERATIONS DES AUTRES CORRESPONDANTS				
201	Dépôts au Trésor: fonds particuliers des comptables	759.948	761.648	64.711	63.834
202	Autres dépôts au Trésor	1.440.701	1.439.162	147.711	158.568
203	Consignations au Trésor	263.999	261.029	29.652	31.541
204	Opérations diverses pour compte de particuliers	36.612	36.126	4.300	4.380
207	Reliquats appartenant à des particuliers	270.900	270.257	26.112	40.823
217	Crédit foncier	275.901	268.897	3.652	5.905
219	Comptes d'opérations de la banque d'Etat du Maroc	80.907	143.527	3.783	31.307
220	Comptes d'opérations de la banque de Madagascar	46.352	39.152	3.605	5.064
221	Comptes d'opérations de la banque d'Indochine	2.651	2.885	242	382
222	Compte courant des banques nationales du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam	19.661	13.418	2.774	1.023
225	Opérations diverses	6.072	4.884	575	871
	Total	3.203.704	3.241.615	287.100	346.598
	Dont en devises et francs à l'étranger	109.454	96.155	12.758	8.002

VII. — OPERATIONS AFFECTANT LA DETTE DE L'ETAT

Les opérations affectant la dette de l'Etat comprennent deux grandes subdivisions: d'une part, les mouvements de la dette non échue; d'autre part, les opérations des emprunts échus. Les détails de ces opérations figurent dans la situation de la dette publique sous les numéros de rubriques qui sont regroupés dans la marge du tableau ci-dessous (§§ A et B.)

NUMÉROS des rubriques de la situation de la dette publique.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
		Échéances ou remboursements — Dépenses.	Émissions ou avances. — Recettes.	Échéances ou remboursements — Dépenses.	Émissions ou avances. — Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — MOUVEMENTS DE LA DETTE NON ECHUE				
	***a)* Dette intérieure.**				
300 et 301	1. Dette perpétuelle	11	7	»	»
305 à 379	2. Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives	172.589	270.545	33.016	52.304
380 à 384	3. Bons du Trésor	1.350.412	1.354.583	177.517	178.625
396 à 410	5. Engagements envers les instituts d'émission	1.504.096	1.955.696	492.449	590.849
	Total	3.027.108	3.580.801	702.982	821.778
	***b)* Dette extérieure.**				
415 à 429	1. Dette amortissable à long terme, à moyen et court terme à échéances massives	261.189	251.980	(—)(1) 35	»
440 à 454	3. Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux	33.326	»	4.637	»
	Total	294.515	251.980	4.602	»
	Totaux du paragraphe A	3.321.623	3.832.781	707.584	821.778
	Dont, en devises et francs à l'étranger	23.454	»	371	»
	B. — OPERATIONS SUR EMPRUNTS ECHUS				
	***a)* Dette intérieure.**				
500 à 533	1. Emprunts et bons échus	1.191.864	1.181.956	179 613	186.893
534 et 535	2. Bons à intérêt progressif remboursables à vue	275.017	358.202	27.459	31.470
	Total	1.466.881	1.540.158	207.072	218.363
	***b)* Dette extérieure.**				
540 à 585	1. Emprunts et bons échus	226.502	272.374	9.072	9.011
590 et 591	2. Bons remboursables à vue	1.010	41.090	»	»
	Total	227.512	313.464	9.072	9.011
	Totaux du paragraphe B	1.694.393	1.853.622	216.144	227.374
	Dont, en devises et francs à l'étranger	17.873	»	5.039	»
	C. — OPERATIONS CONSTATEES EN ATTENUATION DES RESSOURCES OU DES CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
600	§ 1. — Engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers	(2) 45.915	2.776	14.555	»
	§ 2. — Ressources affectées aux amortissements par la caisse autonome d'amortissement, le budget et les comptes spéciaux du Trésor:				
615	Amortissements de la caisse autonome d'amortissement	»	128.606	»	40.600
620	Amortissements du budget	»	60.199	»	3
625	Amortissements des comptes spéciaux du Trésor	»	»	»	»
	§ 3. — Charges ou profits:				
630	Différences de change (1re section)	9.251	10	2.238	»
635	Lots ou primes de remboursement (2e section)	8.932	38	3	38
640	Autres charges ou profits (3e section)	352	172	352	64
	Total	57.450	191.801	17.138	40.705

(1) Réduction provenant du report des échéances des 10 juin et 10 décembre 1957 au 10 juin 1958.
(2) Contrepartie de la dette figurant à la ligne 330 pour 1.500 millions (amélioration des cités d'urgence); à la ligne 345 pour 21.860 millions; à la ligne 350 pour 22.370 millions; et aux lignes 380 et 515 pour 185 millions.

VIII. — TABLEAUX ANNEXES

I. — RELATIONS DU TRESOR AVEC LES INSTITUTS D'EMISSION D'OUTRE-MER (1)

	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPERATIONS EFFECTUEES pendant le mois de décembre 1957.	
	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
	Millions de francs.			
A. — Banque de l'Algérie et de la Tunisie	180.969	180.899	24.331	27.962
B. — Banque d'Etat du Maroc	80.907	113.527	3.783	31.307
C. — Banque de l'Afrique occidentale française	(2) 61.020	(2) 61.210	(2)(—)19.338	(2)(—)19.816
D. — Banque de l'Indochine	2.651	2.885	242	382
E. — Banque de Madagascar	46.352	39.452	3.605	5.064
F. — Banques nationales du Cambodge, du Laos et du Vietnam	25.675	19.258	3.850	1.905
G. — Caisse centrale de la France d'outre-mer	65.504	66.637	8.062	8.717
H. — Institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo	119.722	124.920	7.696	12.071
I. — Institut d'émission de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun	58.557	63.449	7.302	5.646
Totaux	641.357	702.237	39.533	73.238

(1) Les chiffres indiqués au présent tableau proviennent des lignes nos 3, 3 *bis*, 3 *ter*, 176 *bis*, 180, 219, 220, 221 et 222.
(2) Réductions provenant de rectifications d'écritures.

II. — OPERATIONS FAITES EN DEVISES ET EN FRANCS A L'ETRANGER

A. — Situation d'ensemble.

	Millions de francs.
Au 1er janvier 1957, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à	30.011
Pendant les douze mois de l'année, les recettes ont atteint	185.349
Il y a lieu d'ajouter, pour approvisionnement des encaisses des agents payeurs à l'étranger par l'intermédiaire de la Banque de France, la somme de	132.910
Soit un total de	348.270
Les dépenses ont atteint	319.878
Par suite, au 31 décembre 1957, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à	28.392

B. — Résumé général des recettes et des dépenses faites en devises et francs à l'étranger.

	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPERATIONS EFFECTUEES pendant le mois de décembre 1957.	
	Dépenses	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
	Millions de francs.			
Recettes et dépenses du budget général (IV)	61.262	4.128	8.969	1.257
Comptes spéciaux du Trésor (V § A à F)	92.517	84.015	13.011	9.146
Avances du Trésor, prêts et consolidations d'avances en prêts (V § G)	»	»	»	»
Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe (VI § A)	5.466	982	834	962
Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics (VI § B)	5.830	52	3.358	48
Opérations des collectivités administratives (VI § C)	3.501	17	412	14
Opérations des autres correspondants (VI § D)	109.454	96.455	12.758	8.002
Opérations affectant la dette de l'Etat (VII) A. — Mouvements de la dette non échue	23.454	»	371	»
Opérations affectant la dette de l'Etat (VII) B. — Opérations sur emprunts échus	17.873	»	5.039	»
Fonds en route, chevauchements comptables et apurements des comptes d'attente	491	»	(—) 1.294	»
Total	319.878	185.349	43.458	19.429

III. — DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DES COMPTABLES DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1957

A. — Situation d'ensemble.

	Millions de francs.
Pendant les douze mois de l'année, les recettes des comptables des postes ont atteint	40.355.119
Leurs dépenses ont atteint	40.236.122
Soit un excédent de recettes de	118.997
représenté : à concurrence de par une diminution des encaisses des comptables des postes.	— 5.119
à concurrence de par les mouvements des comptes courants et des comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor, suivant détail au § C ci-après.	124.116

B. — Résumé des recettes et des dépenses.

	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1957.	
	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
	Millions de francs.			
Opérations concernant le budget général :				
Budget de 1957	152.833	41.129	13.543	16.977
Règlements avec le Trésor	32.285	153.504	10.365	29.388
Opérations concernant les emprunts du Trésor :				
Emissions et versements au Trésor	263.177	263.177	25.527	22.048
Payements et remboursements par le Trésor	177.027	175.867	25.550	9.634
Opérations du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (y compris les opérations de la 2e section) :				
Budget de 1957	299.834	301.666	54.579	71.723
Opérations avec le Trésor	44.340	54.145	33.698	7.906
Opérations concernant la caisse nationale d'épargne :				
Recettes et dépenses effectives (1)	262.268	297.242	24.200	22.973
Règlements avec la caisse nationale d'épargne	294.117	255.063	24.551	17.822
Opérations concernant la caisse des dépôts et consignations	25.573	28.435	3.719	496
Opérations concernant les autres établissements d'Etat	4.697	4.716	1.371	1.331
Opérations concernant les collectivités administratives	124.180	123.173	19.854	20.502
Transferts de fonds p/c de particuliers :				
Mandats français	11.273.093	11.272.765	1.136.083	1.137.663
Mandats internationaux	40.514	45.600	12.296	5.789
Mandats d'outre-mer et divers correspondants hors métropole	460.735	466.375	95.194	88.589
Autres opérations p/c de particuliers	162.691	162.397	20.830	15.782
Opérations concernant les offices étrangers	546.119	544.835	45.810	84.587
Comptes courants postaux (2)	26.062.275	26.165.036	1.847.770	1.850.251
Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente	10.364	»	10.364	(—) 10.924
Totaux généraux	40.236.122	40.355.119	3.405.304	3.392.537
C. — Mouvements des comptes courants et comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor.				
Compte courant au Trésor de l'agent comptable des postes, télégraphes et téléphones.	147.942	»	5.682	»
Comptes courants postaux des comptables du Trésor	»	15.241	10.816	»
Autres comptes de règlement	»	8.585	»	20.818
Totaux	147.942	23.826	16.498	20.818
Soit un excédent de dépenses de	124.116	»	»	4.320

Correspondant à l'excédent de recettes des opérations mentionnées page 5220 cadre VI, § A : « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe », sous la rubrique : « Postes, télégraphes et téléphones ».

(1) Dont 255.458 millions de « retraits » et 293.891 millions de « dépôts ».

(2) A l'exclusion des comptes ouverts au nom des comptables des postes et des comptables du Trésor.

Evolution et Situation de la Dette publique de l'Etat, Situation des Comptes des Correspondants du Trésor, Evolution et Situation de la Dette propre de la Caisse autonome d'amortissement et des Budgets annexes.

La présentation inspirée dans une certaine mesure des règles du plan comptable général est répartie en deux grandes subdivisions retraçant: d'une part, l'évolution de la dette non exigible; d'autre part, le montant de la dette devenue exigible, les échéances à régler et les payements effectués.

En ce qui concerne les opérations effectuées dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

TABLEAU RECAPITULATIF (En millions de francs.)

CATEGORIES DE DETTES	SITUATION DE LA DETTE AU			ÉVOLUTION DE LA DETTE entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957.
	31 décembre 1954.	31 décembre 1955.	31 décembre 1956 (2).	Diminution.	Augmentation.	
DETTES DE L'ETAT						
A. — Dette non exigible.						
a) *Dette intérieure.*						
I. — Dette perpétuelle	98.078	98.062	98.049	11	7	98.045
II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives	1.473.170	1.647.587	2.166.492	172.589	270.515	2.264.418
III. — Bons du Trésor et traites de dépenses publiques (1).	1.669.315	1.794.984	1.917.509	1.350.412	1.354.583	1.921.680
IV. — Engagements envers les instituts d'émission	814.929	704.029	633.029	1.504.096	1.955.696	1.084.629
Totaux de la dette intérieure	4.055.492	4.244.662	4.815.079	3.027.108	3.580.801	5.368.772
b) Dette extérieure.						
I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives	361.652	307.406	295.713	261.189	251.980	286.504
II. — Echéances indéterminées	»	»	»	»	»	»
III. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers internationaux	554.114	527.066	498.964	33.326	»	465.638
Total de la dette extérieure	915.766	834.472	794.677	294.515	251.980	752.142
Total de la dette de l'Etat non exigible	4.971.258	5.079.134	5.609.756	3.321.623	3.832.781	6.120.914
B. — Dette exigible.						
a) *Dette intérieure.*						
I. — Emprunts et bons échus	17.409	24.384	39.786	1.191.864	1.181.956	29.878
II. — Bons à intérêt progressif remboursables à vue	375.719	458.225	561.725	275.017	358.202	644.910
Total de la dette intérieure	393.128	482.609	601.511	1.466.881	1.540.158	674.788
b) Dette extérieure.						
I. — Emprunts et bons échus	120	9.967	719	226.502	272.374	46.591
II. — Bons remboursables à vue	203.810	182.830	158.370	1.010	41.090	198.450
Total de la dette extérieure	203.930	192.797	159.089	227.512	313.464	245.041
Total de la dette exigible	597.058	675.406	760.600	1.694.393	1.853.622	919.829
Total de la dette de l'Etat	**5.568.316**	**5.754.540**	**6.370.356**	**5.016.016**	**5.686.403**	**7.040.743**
Dont { **Dette intérieure**	**4.448.620**	**4.727.271**	**5.416.590**	**4.493.989**	**5.120.959**	**6.043.560**
Dont { **Dette extérieure**	**1.119.696**	**1.027.269**	**953.766**	**522.027**	**565.444**	**997.183**
DETTE PROPRE DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT						
Dette intérieure	32.051	31.002	29.265	1.368	»	27.897
Total de la dette propre de la caisse autonome d'amortissement	32.051	31.002	29.265	1.368	»	27.897
DETTE PROPRE DES BUDGETS ANNEXES						
A. — Dette propre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones:						
Dette intérieure	48.046	70.857	87.528	6.408	24.335	105.455
Total de la dette propre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones	48.046	70.857	87.528	6.408	24.335	105.455
B. — Dette propre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française	»	11.224	11.224	»	2.966	14.190
Total de la dette propre des budgets annexes	48.046	82.081	98.752	6.408	27.301	119.645

(1) Des traites de dépenses publiques figuraient en solde aux 31 décembre 1954 et 1955. Par contre au 31 décembre 1956, la dette s'élevant à 1.917.509 millions est exclusivement représentée par des bons du Trésor.

(2) Rectifications faites à la suite de diverses centralisations complémentaires et de redressements comptables.

EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ETAT EN 1957

A. — Dette de l'Etat non exigible.

A. — DETTE INTERIEURE

I. — Dette perpétuelle. (En millions de francs.)

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957.
			Diminution.	Augmentation.	
300	Rentes 3 p. 100	23.121	10	7	23.118
301	Rentes 5 p. 100 1949	74.928	1	»	74.927
	Totaux	98.049	11	7	98.045

II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.

(En millions de francs.)

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957.
			Diminution.	Augmentation.	
	Emprunts amortissables à long terme (1re section).				
305	1° Rentes sur l'Etat amortissables:				
	5 p. 100 1920, 60 ans, remboursables à 150 F	10.981	384	»	10.597
	3 p. 100 1942, 60 ans et 2 mois	2.195	26	»	2.169
	3,50 p. 100 1942-1952, 60 ans	6.334	100	»	6.234
	3 p. 100 1945-1954, 60 ans et 3 mois	20.323	346	»	19.977
	3,50 p. 100 1952, 60 ans	384.153	4.157	»	379.996
	4,50 p. 100 1952, 60 ans	8.619	49	»	8.570
310	2° Obligations du Trésor amortissables:				
	4,50 p. 100 1933-1948, 60 ans, remboursables à 150 F	6.107	96	»	6.011
	4 p. 100 1934-1951, 50 ans, remboursables à 140 F	5.100	112	»	4.988
	4,50 p. 100 1935, 30 ans	450	42	»	408
	3,50 p. 100 1943-1953, 30 ans	3.730	184	»	3.546
	3,50 p. 100 1944, 30 ans	1.982	105	»	1.877
315	3° Obligations du Crédit national émises pour le compte de l'Etat:				
	4 p. 100 1941, 50 ans	10.428	174	»	10.254
	3,50 p. 100 février 1942, 50 ans et 3 mois	4.737	4.737	»	»
	3,50 p. 100 octobre 1942, 50 ans et 3 mois	5.769	5.769	»	»
	3,50 p. 100 1943, 50 ans et 3 mois	5.868	5.868	»	»
	3 p. 100 juillet 1945, 50 ans	19.267	293	»	18.974
	3 p. 100 juillet 1946, 50 ans	29.872	433	»	29.439
	6 p. 100 1950, 30 ans	24.536	522	»	24.014
	3,50 p. 100 1957 (1)	»	»	16.135	16.135
320	4° Bons de la caisse nationale de crédit agricole:				
	4,50 p. 100 1935, 25 ans	240	141	»	99
321	5° Emprunts de l'ancien gouvernement général de l'Indochine:				
	3 p. 100 1909	38	1	»	37
	3,50 p. 100 1913-1952	40	1	»	39
	4 p. 100 1931	310	13	»	297
	4,50 p. 100 1932	379	9	»	370
	5,50 p. 100 1933	180	5	»	175
	5 p. 100 1935	105	2	»	103
	5,50 p. 100 1937	2	1	»	1
326	6° Emissions diverses:				
	Emprunt libératoire du prélèvement 3 p. 100 1948	23.795	12.761	1	11.035
	Totaux de la 1re section	575.540	36.331	16.136	555.345

(1) Par arrêté du 3 janvier 1957, le Crédit national a été autorisé à procéder, à la date du 1er mai 1957, au regroupement des emprunts à lots 3,50 p. 100 émis en février et octobre 1942 et en décembre 1943. L'emprunt de substitution dénommé « 3,50 p. 100 à lots » ne s'élèvera, aux termes de l'arrêté du 18 avril 1957, qu'à un montant nominal de 14.650 millions de francs pour une valeur de remboursement de 16.135.050.000 F.

NUMERO d'ordre.	DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957. Diminution	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957. Augmentation	SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
	Emprunts remboursables par annuités à long terme (2e section).				
330	1° Engagements envers la caisse des dépôts et consignations pour prêts d'intérêt économique, agricole ou social				
	Loi du 7 juillet 1934 et décret du 11 septembre 1934 (plan Marquet)	1.356	191	»	1.165
	Habitations à loyer modéré	289.425	6.928	27.567	310.064
	Crédit immobilier	66.952	1.718	4.933	70.167
	Fonds commun du travail (habitations à loyer modéré et crédit immobilier)	104	16	»	88
	Habitations à loyer modéré améliorées	124	37	»	87
	Loyers moyens	67	26	»	41
	Adduction d'eau potable et réparation de chemins vicinaux	48	27	»	21
	Electrification des campagnes	491	34	»	457
	Sinistrés du Sud-Ouest	22	16	»	6
	Crédit agricole (moyen terme)	3	3	»	»
	Crédit agricole (long terme)	89	14	»	75
	Equipement rural	775	33	»	742
	Assainissement du marché de la viande	4	»	»	4
	Prêts aux collectivités (loi du 11 octobre 1940)	1.215	79	»	1.136
	Prêts pour l'amélioration du logement rural décret-loi du 24 mai 1938 et loi du 15 mai 1941)	202	10	»	192
	Prêts pour travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945)	286	25	»	261
	Amélioration des cités d'urgence (art. 82 de la loi du 4 août 1956)	»	21	(1) 1.500	1.479
335	2° Engagements divers au profit de la caisse des dépôts et consignations				
	Remboursement des obligations de l'emprunt extérieur 7 1/2 p. 100 1921	191	10	»	181
	Amortissement des obligations de l'emprunt extérieur 4 p. 100 1939	787	38	»	749
	Semestrialités remises en contrepartie du prêt de 4 milliards de francs (décret du 4 mai 1943)	500	330	»	170
	Semestrialités remises en contrepartie des prêts de 10 et 12 milliards de francs (décrets des 20 mars et 5 septembre 1945)	15.948	644	»	15.304
	Obligations du Trésor remises en vertu de la décision du 23 mai 1949	118.618	614	»	118.004
	Obligations du Trésor 5,30 p. 100 décembre 1949	3.037	168	»	2.869
	Obligations du Trésor 5,30 p. 100 1951	366	32	»	334
340	3° Engagements envers le Crédit foncier de France:				
	Subventions aux communes directement atteintes par les événements de guerre (loi du 4 octobre 1919)	39	7	»	32
345	1° Engagements envers la Société nationale des chemins de fer français et envers des compagnies ou réseaux de chemins de fer				
	Annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871-1872	1	»	»	1
	Annuités dues à la compagnie des chemins de fer P. L. M. (loi du 18 février 1898)	2	»	»	2
	Annuités dues à la compagnie des chemins de fer du P. O. pour les lignes échangées entre elle et l'Etat	15	»	»	15
	Annuités dues aux compagnies de chemin de fer (subventions et avances)	38	12	»	26
	Annuités servies aux réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général	298	5	2	295
	Avances en argent et en travaux antérieures au 31 décembre 1937 (convention de 1883 et conventions subséquentes)	4.117	177	93	4.033
	Insuffisance d'exploitation des exercices 1914 à 1937	20.544	893	255	19.906
	Annuités à la S. N. C. F. pour emprunts affectés en couverture de dommages de guerre (loi n° 54-916 du 16 septembre 1954)	»	1.946	(1) 21.862	19.916
350	3° Engagements envers les collectivités locales:				
	Annuités attribuées en payement de subventions pour les travaux d'outillage national (loi du 11 juillet 1933)	62	9	»	53
	Annuités attribuées en payement d'avances pour l'achèvement du programme des constructions d'habitations à loyer modéré (loi du 27 juillet 1934 et décret du 30 septembre 1934)	72	7	»	65
	Annuités attribuées en payement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement rural	21.119	1.997	(1) 5.287	24.409
	Annuités attribuées en payement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux et contre la mer (loi du 1er octobre 1948)	226	7	(1) 138	357
	Annuités attribuées en payement de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (art. 8 de la loi n° 55-137 du 2 février 1955)	3.439	117	(1) 16.952	20.274
	A reporter (2e section)	550.582	16.191	78.589	612.980

(1) Cette dette est compensée par une créance d'égal montant comptabilisée à la ligne n° 600.

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957. Diminution.	Augmentation	SITUATION de la dette au 31 décembre 1957.
	Report (2e section).....	550.582	16.191	78.589	612.980
355	6° Engagements envers les anciens actionnaires d'entreprises nationalisées:				
	Obligations de la Banque de France remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945).....	2.685	269	»	2.416
	Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des banques nationalisées (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945).....	9.589	240	»	9.349
	Obligations de la Banque d'Algérie remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 46-1070 du 17 mai 1946).....	500	50	»	450
	Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des sociétés d'assurances nationalisées (loi n° 46-835 du 25 avril 1946).....	5.203	131	»	5.072
360	7° Emprunts des groupements de sinistrés et associations syndicales de reconstruction:				
361	Emprunts obligataires (art. 45 et suivants de la loi du 30 mars 1947).....	101.138	2.660	3	98.481
362	Emprunts auprès de la caisse des dépôts et consignations et de divers organismes	9.528	188	610	9.950
363	Emprunts auprès de banques sous forme de crédits.....	1.700	»	»	1.700
365	8° Engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers:				
	Titres d'annuités trentenaires délivrés en payement d'indemnités pour dommages de guerre (loi du 31 juillet 1920).....	575	118	»	457
	Annuités servies à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger a Fez (convention du 18 mars 1913 approuvée par la loi du 11 août 1914).....	1.364	53	»	1.311
	Amortissement des emprunts de la Compagnie de navigation Sud-Atlantique (convention du 31 janvier 1928 et loi du 6 avril 1928).....	»	»	»	»
	Attributaires d'indemnités de dommages de guerre (indemnités d'éviction, loi du 26 août 1948).....	1.231	60	239	1.410
	Emprunts des compagnies de navigation en vue de la construction de navires devenus la propriété de l'Etat (loi du 28 février 1948).....	1.280	80	»	1.200
	Titres d'annuités trentenaires remis à des sociétés d'assurances (art. 35 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953).....	5.027	173	»	4.854
366	Engagements au profit de l'institut d'émission de l'A. O. F. et du Togo (convention du 26 septembre 1955).....	18.043	2.776	»	15.267
367	Emprunt de l'ancien gouvernement général de l'Indochine:				
	Emprunt 6 p. 100 1929 auprès de la caisse de retraites de la France d'outre-mer	»	»	»	»
	Total de la 2e section.....	708.445	22.989	79.441	764.897
	Emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives (3e section).				
370	1° Obligations de la caisse autonome de la défense nationale 5 p. 100 1938-1948, 1950-1968	3.045	216	36	2.865
371	2° Emprunts de la caisse autonome de reconstruction:				
	Titres à 3, 6 ou 9 ans.....	283.842	67.707	82.022	298.157
372	3° Bons de la caisse nationale de crédit agricole à 20 ans (sans intérêt), émis en 1947-1950, remboursables à 200 p. 100.....	92	1	»	91
	4° Emprunts du Trésor:				
373	Obligations à 2, 4, 6 ou 8 ans 1952.....	36.050	»	»	36.050
374	Certificats d'investissements 5 p. 100 1953-1954 amortissables.....	119.709	17.100	»	102.609
375	Bons d'épargne.....	24.859	1.934	717	23.642
376	Bons d'équipement industriel et agricole.....	(1) 86.239	5.190	»	81.049
377	Emprunt national 5 p. 100 1956, 15 ans.....	320.535	19.232	»	301.303
378	Bons 5 p. 100 1957 à prime indexée.....	»	»	(2) 91.893	91.893
379	5° Titres amortissables en 5 ans remis aux distillateurs.....	8.136	1.889	270	6.517
	Total de la 3e section.....	882.507	113.269	174.938	944.176
	RECAPITULATION				
	Emprunts amortissables à long terme (1re section).....	575.510	36.331	16.136	555.345
	Emprunts remboursables par annuités à long terme (2e section).....	708.445	22.989	79.441	764.897
	Emprunts à moyen terme ou à court terme à échéances massives (3e section)..	882.507	113.269	174.938	944.176
	Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme à échéances massives.....	2.166.492	172.589	270.515	2.264.418

(1) Y compris la somme de 4.107 millions représentant le montant de la prime de remboursement prévu par l'article 4 du décret n° 56-476 du 14 mars 1956.

(2) Y compris la somme de 8.354 millions représentant la prime de remboursement indexée prévue par le décret n° 57-272 du 5 mars 1957, comptabilisée en contre-partie à la ligne n° 635.

III. — Bons du Trésor.

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
			Diminution	Augmentation	
	Bons du Trésor à échéances journalières (1re section).				
	1° Comptes courants de bons du Trésor:				
380	Catégorie A. — 75 à 1 5 jours	17.501	56.533	50.751	11.719
380-1	Catégorie B. — 355 à 365 jours	158.311	(1) 161.453	(c) 200.528	197.386
380-2	Catégorie C. — 715 à 725 jours	1.389.196	(1) 615.586	(d) 556.708	1.330.318
381	2° Bons du Trésor à 1 an	70.444	(1) 73.624	(a) 79.035	75.485
381 *bis*	3° Bons du Trésor à 2 ans	205.784	(1) 103.443	(b) 105.890	208.231
384	4° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (2)	76.573	339.703	361.671	98.541
	Total des bons du Trésor (*)	1.917.509	1.350.412	1.354.583	1.921.680

(1) Dont 16.368 millions d'opérations d'ordre, transfert aux catégories B et C de bons à 1 an ou 2 ans transformés en comptes courants et inversement, soit respectivement:
a) 110 millions des comptes courants catégorie B transformés en bons à 1 an.
b) 149 millions des comptes courants catégorie C transformés en bons à 2 ans.
c) 6.460 millions de bons à 1 an transformés en comptes courants catégorie B.
d) 9.649 millions de bons à 2 ans transformés en comptes courants catégorie C.

(2) Bons souscrits depuis moins de 3 mois. Les bons souscrits depuis plus de 3 mois sont remboursables à vue et figurent parmi la dette exigible.

(*) Le tableau des échéances est donné en annexe.

IV. — Engagements envers les instituts d'émission.

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
			Diminution	Augmentation	
	1° Avances de la Banque de France:				
396	Avance permanente	50.000	»	»	50.000
397	Avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944	426.000	»	»	426.000
398	Avances provisoires (conventions des 29 septembre 1938, 29 février 1940, 9 juin 1940, 8 juin 1944, 21 juin 1947, 25 septembre 1947 et 22 janvier 1953)	153.100	500.900	522.800	175.000
399	Bons du Trésor spéciaux (convention du 29 mai 1957)	»	80.000	80.000	»
400	Bons du Trésor spéciaux (convention du 26 juin 1957)	»	50.000	50.000	»
401	Avances spéciales (convention du 26 juin 1957)	»	223.100	523.100	300.000
402	Avances à échéance déterminée (convention du 6 novembre 1957)	»	634.700	764.400	129.700
	2° Avances de la Banque d'Algérie et de Tunisie:				
405	Avance permanente	80	»	»	80
	3° Engagements divers:				
410	Bons du Trésor à 3 mois renouvelables remis à la Banque de France en représentation de l'or beige	3.849	15.396	15.396	3.849
	Totaux	633.029	1.504.096	1.955.696	1.084.629

B. — DETTE EXTERIEURE

Cours des chancelleries au 1er janvier 1955: 1 dollar U. S. A. = 350 francs; 1 livre = 980 francs; 1 franc suisse = 81 francs; 1 franc belge = 7 francs; 1 couronne suédoise = 67.70 francs; 1 florin = 92,10 francs; 1 dollar canadien = 360 francs.

V. — Situation en francs. (En millions de francs.)

NUMERO d'ordre.	DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957. Diminution.	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957. Augmentation.	SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
	I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.				
	Emprunts amortissables à long terme (1re section).				
415	Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse	8.194	1.184	»	7.010
	Emprunts remboursables par annuités à moyen et à long terme (2e section).				
420	1° Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946, prêt-bail et autres créances militaires)	201.935	6.638	»	195.297
422	3° Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés, port autonome du Havre (emprunts auprès de la Compagnie du canal de Suez, décrets des 28 février 1950 et 10 octobre 1953)	105	(1) »	»	105
423	4° Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 3,25 p. 100 1947	82.842	1.267	»	81.575
424	5° Engagements envers les Etats-Unis (accord du 29 juin 1953)	2.637	120	»	2.517
	Total des emprunts à moyen et à long terme	287.519	8.025	»	279.494
	Emprunts à moyen terme ou à court terme, à échéances massives (3e section).				
	Bons du Trésor souscrits par divers correspondants étrangers:				
426	Bons du Trésor souscrits par le Fonds monétaire international	»	45.890	45.890	»
427	Bons du Trésor souscrits par divers	»	165.000	165.000	»
	Bons du Trésor remis à divers correspondants étrangers:				
428	Bons du Trésor remis au Fonds monétaire international (2)	»	36.590	36.590	»
429	Bons du Trésor remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (2)	»	4.500	4.500	»
	Total des emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives.	»	251.980	251.980	»
	RECAPITULATION				
	Emprunts amortissables à long terme (1re section)	8.194	1.184	»	7.010
	Emprunts remboursables par annuités à moyen et à long terme (2e section)	287.519	8.025	»	279.494
	Emprunts à moyen terme ou à court terme à échéances massives (3e section).	»	251.980	251.980	»
	Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme à échéances massives	295.713	261.189	251.980	286.504
	II. — Emprunts à moyen terme ou à court terme, échéances indéterminées (6e section)				
	III. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux.				
	Crédits de gouvernements étrangers et de banques étrangères (7e section).				
440	1° Crédits du Gouvernement britannique: Accords financiers des 15 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946	41.828	8.282	»	33.546
443	2° Crédits du Gouvernement des Etats-Unis: Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de biens meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948)	903	138	»	765
446	3° Crédits du Gouvernement du Canada: Accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947	63.882	3.042	»	60.840
448	4° Crédits du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande: Loi du 10 septembre 1947	4.900	4.900	»	»
	Avances d'organismes bancaires étrangers ou internationaux (8e section).				
	Avances de l'Export-Import Bank:				
450	Convention du 4 décembre 1945	126.663	6.417	»	120.246
451	Convention du 13 juillet 1946	182.570	9.805	»	172.765
452	Contrat du 28 octobre 1948	59.500	700	»	58.800
453	Contrat du 18 décembre 1950	3.598	42	»	3.556
454	Contrat du 18 avril 1952	15.120	»	»	15.120
	Total des crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux	498.964	33.326	»	465.638
	Total de la dette extérieure	794.677	294.515	251.980	752.142

(1) Réduction provenant du report des échéances des 10 juin et 10 décembre 1957 au 10 juin 1958.
(2) Bons représentant le montant de la réévaluation des avoirs en francs de ces organismes.

V *bis*. — Situation en devises.

1° Situation de la dette en dollars U. S. A. et canadiens.

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
		Diminution	Augmentation	
Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946; prêt-bail et autres créances militaires)	576.956.031	18.965.178	»	557.990.853
Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés:				
Port autonome du Havre (emprunts auprès de la Compagnie du canal de Suez, décrets des 28 février 1950 et 10 octobre 1953)	300.000	»	»	300.000
Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 3,25 p. 100 1947	236.691.000	3.621.000	»	233.070.000
Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948)	2.493.536	395.339	»	2.098.197
Crédit du Gouvernement du Canada (accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947)	177.450.000	8.450.000	»	169.000.000
Avances de l'Export-Import Bank:				
Convention du 4 décembre 1945	361.896.500	18.334.000	»	343.562.500
Convention du 13 juillet 1946	521.625.000	28.015.000	»	493.610.000
Contrat du 28 octobre 1948	170.000.000	2.000.000	»	168.000.000
Contrat du 18 décembre 1950	10.279.152	120.848	»	10.158.304
Contrat du 18 avril 1952	43.200.000	»	»	43.200.000
Total	2.100.891.219	79.901.365	»	2.020.989.854

2° Situation de la dette en livres.

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
		Diminution	Augmentation	
Crédits du Gouvernement britannique (accords financiers des 25 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946)	42.682.010	8.451.464	»	34.230.546
Crédits du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande (loi du 10 septembre 1947)	5.000.000	5.000.000	»	»
Total	47.682.010	13.451.464	»	34.230.546

3° Situation de la dette en francs suisses et de la dette remboursable, à l'option des porteurs, en florins, francs suisses ou dollars (dette évaluée en francs suisses).

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
		Diminution	Augmentation	
Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse	101.163.920	14.617.590	»	86.546.330
Total	101.163.920	14.617.590	»	86.546.330

B. — Dette de l'Etat exigible.

VI. (En millions de francs.)

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957. Diminution.	Augmentation.	SITUATION de la dette au 31 décembre 1957.
	A. — DETTE INTÉRIEURE EXIGIBLE				
	I. — Emprunts et bons échus.				
	Echéances en capital à la charge du Trésor (1re section).				
500	1° Rentes sur l'Etat, obligations et valeurs diverses du Trésor	78	1	»	77
508	3° Bons du Trésor à court terme (75 à 725 jours, 1 an et 2 ans)	16.961	1.000.870	994.742	10.833
510	4° Bons de la reconstruction à 3 ans	77	36	»	41
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement (3e section).				
515	Rentes sur l'Etat, obligations et valeurs diverses du Trésor	14.329	58.548	62.232	18.013
	Echéances en capital à la charge du Trésor et intérêts à la charge du budget général (4e section)				
518	Bons d'épargne	»	1.934	1.934	»
520	Emissions diverses	512	57	»	455
	Echéances en capital et intérêts à la charge du budget général (5e section).				
525	Emprunt de la caisse autonome de la reconstruction. — Titres 3, 6 et 9 ans	»	67.854	67.854	»
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement et intérêts à la charge du budget général (6e section).				
530	Emprunts remboursables par annuités à long et moyen terme	7.829	62.245	54.758	342
	Echéances en capital à la charge de divers organismes, services ou particuliers et intérêts à la charge du budget général.				
532	Titres d'annuités trentenaires remis à des sociétés d'assurances (article 35 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953)	»	319	319	»
533	Titres d'annuités en payement de subventions pour le développement d'adduction d'eau dans les communes rurales (art. 8 de la loi n° 55-137 du 2 février 1955)	»	»	117	117
	Total des emprunts et bons échus	39.786	1.191.864	1.181.956	29.878
	II. — Bons à intérêt progressif remboursables à vue.				
534	1° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (1)	561.231	274.717	358.202	644.716
535	2° Bons de la défense nationale à intérêt progressif	494	300	»	194
	Total des bons à intérêt progressif remboursables à vue	561.725	275.017	358.202	644.910
	Total de la dette intérieure exigible	601.511	1.466.881	1.540.158	674.788
	B. — DETTE EXTÉRIEURE EXIGIBLE				
	I. — Emprunts et bons échus.				
	Echéances en capital à la charge du Trésor (1re section).				
540	1° Bons du Trésor souscrits par le Fonds monétaire international	»	»	45.890	45.890
541	2° Bons du Trésor souscrits par divers	»	165.000	165.000	»
552	3° Emissions diverses	10	4	3	9
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement (3e section).				
555	1° Emprunt à p. 100 1939 — 30 ans — aux Pays-Bas et en Suisse	32	1.190	1.179	21
557	3° Emprunts à des banques étrangères	»	»	»	»
560	4° Bons du Trésor souscrits par divers correspondants étrangers	»	»	»	»
565	5° Emissions diverses	42	2.478	2.472	36
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement et intérêts à la charge du budget général (6e section).				
570	1° Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946: prêt-bail et autres créances militaires)	616	10.676	10.676	616
571	2° Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés	»	»	(2) »	»
572	3° Emprunts du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement: 3,50 p. 100 1947	»	1.267	1.267	»
573	4° Crédits du Gouvernement britannique	»	8.492	8.492	»
576	5° Crédits du Gouvernement des Etats-Unis	19	258	258	19
579	6° Crédits du Gouvernement du Canada	»	4.958	4.958	»
580	7° Crédits du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande	»	4.911	4.911	»
585	8° Avances de l'Export-Import Bank	»	27.268	27.268	»
	Total des emprunts et bons échus	719	226.502	272.374	46.591
	II. — Bons remboursables à vue.				
590	3° Bons du Trésor à vue sans intérêts remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	22.570	1.000	4.500	26.070
591	4° Bons du Trésor remis au Fonds monétaire international	135.800	10	36.590	172.380
	Total des bons remboursables à vue	158.370	1.010	41.090	198.450
	Total de la dette extérieure exigible	159.089	227.512	313.464	245.041
	Total de la dette de l'Etat exigible	760.600	1.694.393	1.853.622	919.829

(1) Bons souscrits depuis plus de trois mois.
(2) Réduction provenant du report des échéances des 10 juin et 10 décembre 1957, au 10 juin 1958.

EVOLUTION ET SITUATION DES COMPTES DE DEPOTS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR

(En millions de francs.)

DESIGNATION DES CORRESPONDANTS	SOLDES au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SOLDES au 31 décembre 1957 (1).
		Dépenses.	Recettes.	
Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe	754.313	3.343.937	3.457.311	867.687
Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics	534.210	20.793.510	20.948.912	689.612
Opérations des collectivités administratives	658.046	10.089.743	10.126.701	695.004
Opérations des autres correspondants	486.684	3.203.704	3.241.615	224.595
Totaux	2.433.253	37.430.894	37.774.539	2.476.898

(1) Chiffres provisoires.

EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT EN 1957

(En millions de francs.)

DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957.
		Diminution.	Augmentation.	
DETTE INTERIEURE				
Obligations 4 1/2 p. 100 1929-1949, 40 ans	3.702	203	»	3.499
Obligations 4 p. 100 1941, 50 ans et 3 mois	24.148	205	»	23.943
Obligations 3 1/2 p. 100 1913, 15 ans	1.415	960	»	455
Total	29.265	1.368	»	27.897

EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DES BUDGETS ANNEXES EN 1957

(En millions de francs.)

A. — Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
		Diminution.	Augmentation.	
DETTE INTERIEURE				
Obligations 4 1/2 p. 100 1929-1948	832	246	»	586
Obligations 4 p. 100 1941-1952	3.667	256	»	3.411
Obligations 3 1/2 p. 100 1943	2.038	96	»	1.942
Bons 5 1/2 p. 100 1950, 10 ans	2.392	602	»	1.790
Bons 6 p. 100 1953, amortissables en 15 ans	11.536	845	»	10.691
Bons 6 p. 100 1954, amortissables en 15 ans	20.697	1.413	»	19.284
Bons 6 p. 100 1955, amortissables en 15 ans	24.641	1.574	»	23.067
Bons 5,50 p. 100 1956, amortissables en 15 ans	21.725	1.376	»	20.349
Bons 6 p. 100 1957, amortissables en 15 ans	»	»	24.335	24.335
Total	87.528	6.408	24.335	105.455

B. — Budget annexe de la radiodiffusion-télévision française.

DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1957.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957.		SITUATION de la dette au 31 décembre 1957
		Diminution.	Augmentation.	
Obligations 4 1/2 p. 100 1954, 20 ans	7.612	»	»	7.612
Obligations 4 1/2 p. 100 1955, 25 ans	3.612	»	»	3.612
Obligations 4 1/2 p. 100 1956, 25 ans	»	»	1.680	1.680
Obligations 4 1/2 p. 100 1957, 25 ans	»	»	1.286	1.286
Total	11.224	»	2.966	14.190

ANNEXES

TABLEAU DES ECHEANCES DES BONS DU TRESOR

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION générale au 31 décembre 1957	ECHEANCES exigibles au 31 décembre 1957	ÉCHÉANCES NON EXIGIBLES AU 31 DÉCEMBRE 1957				
			1957.	1958.	1959.	1960.	Total des échéances non exigibles.
Bons du Trésor à 1 an			»	75.485	»	»	75.485
Bons du Trésor à 2 ans			»	104.509	103.722	»	208.231
Comptes courants de bons du Trésor. Catégorie A	1.833.972	10.833	»	11.719	»	»	11.719
Catégorie B			»	197.386	»	»	197.386
Catégorie C			»	790.423	539.895	»	1.330.318
Bons de la reconstruction à 3 ans	41	41	»	»	»	»	»
Bons de la défense nationale à intérêt progressif	194	194	»	»	»	»	»
Emissions diverses	455	455	»	»	»	»	»
Bons du Trésor à intérêt progressif 3 mois à 3 ans	743.257	(1) 644.716	»	98.541	»	»	98.541
Totaux	2.577.919	656.239	»	1.278.063	643.617	»	1.921.680
				1.921.680			

(1) Montant des bons émis depuis plus de trois mois et dès lors exigibles.

SITUATION DES COMPTES COURANTS DE BONS DU TRESOR AU 31 DECEMBRE 1957

(En milliards de francs.)

	SITUATION au 1er janvier 1957.	SITUATION au 30 novembre 1957.	SITUATION au 31 décembre 1957.
A. — Comptes courants tenus par la Banque de France et le service des émissions.			
1° Secteur bancaire et divers.			
Banque de France	276	291	265
Banques françaises	638	680	681
Banque de réescompte de la Sarre	3	3	3
Etablissements financiers et divers	20	14	17
Agents de change	17	29	24
Assurances	10	8	12
Total	964	1.025	1.002
2° Correspondants du Trésor.			
Crédit foncier de France	3	3	3
Caisse centrale de la France d'outre-mer	»	»	»
Caisse des dépôts, Caisse autonome et F. S. R.	365	247	256
Caisse nationale des marchés de l'Etat	21	20	26
Crédit national	1	1	1
Société nationale des chemins de fer français	27	22	22
Total	417	293	308
3° Instituts d'émission d'outre-mer.			
Banque de l'Algérie et de la Tunisie	135	163	175
Banque de Madagascar	7	7	7
Instituts d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun	6	5	5
Total	148	175	187
B. — Comptes courants tenus par la Banque de l'Algérie	36	44	42
Total général	1.565	1.537	1.539

Ministère de l'agriculture.

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination des pays appartenant à l'Union européenne des paiements.

Clôture d'un contingent.

En application des dispositions de l'article 4 de l'avis aux exportateurs publié par le *Journal officiel* du 18 octobre 1957, les exportateurs sont informés de ce que le contingent de 2.800 mètres cubes de frêne, ouvert à destination des pays appartenant à l'Union européenne des paiements, par l'avis aux exportateurs du 6 mai 1958, est épuisé et clos.

Avis relatif à l'extension de la convention collective des exploitations agricoles de la zone céréalière de l'Aude.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre Ier du code du travail.)

Le ministre de l'agriculture envisage de prendre, en application de l'article 31 *j* du livre Ier du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations agricoles de la zone céréalière de l'Aude la convention collective conclue le 7 mai 1958 à Castelnaudary entre:

D'une part, le syndicat des exploitants agricoles du Lauragais, section des employeurs de main-d'œuvre;

D'autre part, le syndicat départemental des ouvriers agricoles (C. F. T. C.) et la section fédérale des ouvriers agricoles (C. G. T.) de l'Aude.

Cette convention a pour objet de régler les rapports entre employeurs et salariés des exploitations agricoles de la zone céréalière de l'Aude qui lui sont assujettis en vertu de son article 1er.

Le texte en a été déposé le 12 mai 1958 au greffe de la justice de paix de Castelnaudary.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère de l'agriculture, direction des affaires professionnelles et sociales, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e) (inutile d'affranchir).

Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 2 à la convention collective des exploitations agricoles de la zone viticole de l'Aude.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre Ier du code du travail.)

Le ministre de l'agriculture envisage de prendre, en application de l'article 31 *j* du livre Ier du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations agricoles de la zone viticole de l'Aude l'avenant n° 2 à la convention collective du 24 juillet 1957 conclu le 1er avril 1958 entre:

D'une part, le syndicat des exploitants agricoles de l'Aude (section des employeurs de main-d'œuvre);

Et, d'autre part, la section fédérale Force ouvrière des travailleurs agricoles de l'Aude, l'union départementale de l'Aude (C. F. T. C.), l'union des syndicats agricoles autonomes et la section fédérale des ouvriers agricoles (C. G. T.).

Cet avenant a pour objet de modifier l'article 25 de la convention susvisée concernant les exploitations agricoles de la zone viticole de l'Aude.

Le texte en a été déposé le 10 mai 1958 au greffe de la justice de paix de Carcassonne.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère de l'agriculture, direction des affaires professionnelles et sociales, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e) (inutile d'affranchir).

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance du poste de directeur du centre hospitalier d'Aurillac (Cantal).

Est déclaré vacant le poste de directeur du centre hospitalier d'Aurillac (Cantal), établissement de 3e catégorie.

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, au directeur départemental de la population et de l'aide sociale du Cantal, 8, place de l'Hôtel-de-Ville, à Aurillac.

Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Thiéblemont (Marne).

Est déclaré vacant le poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Thiéblemont (Marne).

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur économe et de sous-directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, au directeur départemental de la population et de l'aide sociale de la Marne, 13, rue Carnot, à Châlons-sur-Marne.

Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice du Cateau (Nord).

Est déclaré vacant le poste de directeur économe de l'hôpital-hospice du Cateau (Nord).

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur économe et de sous-directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, à l'inspecteur divisionnaire, directeur départemental de la population et de l'aide sociale du Nord, 91, rue d'Esquermes, à Lille.

Les abonnements au *Journal officiel* partent du 1er de chaque mois. Envoyer le montant net en un mandat-poste, chèque ou chèque postal (compte courant n° 9063-13 Paris).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN-PAUL MARTIN

COTE DES CHANGES (1)

Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité.	Cours limites pratiqués par la Banque de France.		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 30 mai 1958.	
350 ..	États-Unis	1 $ U.S.A.	350 .. (2)	....	....	350 ..	....
393 ..	Canada	1 $ Can.	....	....	....	392 85	....
163 90	Côte Fse Somalis.	100 F Djib.	164 0727	....	....	163 90	....
2700 ..	Mexique	100 pes.	2800 ..	....	....	....	....
8396 ..	Allemagne occid.	100 D Mk	8333 33	8271 ..	8396 ..	8395 50	8394 50
1336 25	Autriche	100 sch.	1346 15	1336 05	1336 25	1336 ..	1335 30
704 70	Belgique	100 F b.	700 ..	698 75	705 25	704 90	704 80
5079 50	Danemark	100 c. d.	5067 22	5029 25	5105 25	5082 ..	....
982 70	Gde-Bretagne...	1 liv. et.	980 ..	972 65	987 35	982 99	982 75
56 295	Italie	100 lire	56 008	55 59	56 45	56 33	....
4944 50	Norvège	100 c. n.	4900 ..	4863 50	4937 ..	4913 ..	....
9272 50	Pays-Bas	100 fl.	9210 52	9144 60	9279 80	9275 50	9272 50
6792 ..	Suède	100 c. s.	6765 625	6715 ..	6816 50	6793 ..	....
8033 ..	Suisse	100 F s.	8003 98	7944 ..	8064 ..	8034 ..	8031 ..
1226 50	Portugal	100 esc.	1217 39	1208 25	1226 50	1226 50	....
4897 50	Tchécoslovaquie.	100 kcs.	4861 11	4824 50	4897 50	4897 50	....
117 40	Yougoslavie	100 din.	116 666	115 70	117 60	117 40	....

Zone C. F. A.....	100 F C. F. A.....	200	
Zone C. F. P	100 F C. F. P.....	500	

(1) Sous réserve du versement ou du prélèvement institué par le décret n° 57-910 du 10 août 1957 relatif aux règlements entre la zone franc et l'étranger.

(2) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

EMPRUNT 4,50 0/0 1929

Liste récapitulative des numéros d'obligations sorties au tirage du 17 avril 1958 : 1re portion (328 numéros) ; 2e portion (535 numéros), remboursables à partir du 15 juin 1958, et des titres restant à rembourser sur les tirages précédents.

Obligations de 1.000 *F.*

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
44	6/51	1.058	6/58	2.628	6/58
46	6/51	1.076	12/54	2.650	6/52
47	6/49	1.082	6/51	2.666	6/58
70	6/51	1.090	6/56	2.675	6/49
95	12/51	1.092	6/55	2.689	12/52
96	6/51	1.100	6/58	2.690	12/57
111	12/49	1.101	6/58	2.727	6/58
141	6/58	1.111	6/55	2.768	6/52
206	6/58	1.127	12/51	2.798	6/58
240	6/54	1.159	6/58	2.807	12/54
245	12/48	1.165	6/57	2.809	12/50
260	6/57	1.172	6/58	2.836	6/58
283	12/52	1.200	6/58	2.841	6/48
293	12/55	1.205	6/53	2.846	6/55
298	6/53	1.203	12/57	2.848	6/46
300	6/52	1.217	12/51	2.896	12/47
321	6/58	1.220	12/57	2.898	12/53
364	6/56	1.243	6/58	2.899	12/43
385	12/50	1.251	12/56	2.901	6/56
386	12/52	1.284	12/50	2.904	12/57
415	6/58	1.298	12/55	2.905	6/51
439	6/53	1.321	6/49	2.906	12/50
455	6/58	1.337	6/55	2.907	6/51
491	6/57	1.351	6/58	2.909	6/52
540	12/52	1.357	6/57	2.917	6/45
550	12/56	1.378	6/55	2.918	12/49
552	6/58	1.414	6/56	2.941	6/58
558	6/51	1.421	6/53	2.944	12/56
611	6/54	1.422	6/53	2.949	6/57
617	6/58	1.463	6/54	2.977	12/51
626	6/55	1.527	6/58	3.094	6/58
631	12/55	1.537	6/58	3.159	12/56
661	12/57	1.564	6/58	3.201	12/57
672	12/49	1.665	6/58	3.204	12/50
678	6/52	1.717	6/57	3.242	6/57
680	12/55	1.765	12/43	3.454	6/58
696	6/58	1.767	6/55	3.465	12/51
785	12/56	1.792	6/58	3.501	12/52
786	12/51	2.031	12/57	3.511	6/52
806	12/57	2.106	6/58	3.520	6/51
807	12/53	2.119	6/58	3.521	6/58
835	6/52	2.251	6/58	3.524	12/56
870	12/55	2.285	6/58	3.525	12/53
898	6/51	2.340	12/50	3.534	12/51
908	12/56	2.344	12/56	3.541	12/57
946	6/48	2.375	6/58	3.598	12/55
969	12/57	2.386	6/57	3.668	6/58
972	6/54	2.441	12/57	3.705	12/57
983	6/49	2.464	12/54	3.735	6/58
987	6/49	2.558	6/58	3.780	6/48
992	6/52	2.596	6/57	3.805	12/48
1.014	6/58	2.609	12/48	3.810	6/48
1.026	12/57	2.611	12/57	3.822	6/58

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
3.826	12/56	4.896	6/57	6.699	6/58
3.828	6/54	4.925	12/57	6.725	6/57
3.838	6/55	4.938	6/56	6.748	12/56
3.854	12/55	4.974	12/54	6.752	12/54
3.918	12/54	5.082	6/53	6.756	6/53
3.922	12/51	5.101	6/58	6.771	12/50
3.927	6/54	5.104	6/55	6.781	12/48
3.931	6/57	5.138	12/57	6.786	6/56
3.948	6/55	5.176	6/49	6.807	6/57
3.990	12/51	5.197	6/56	6.812	12/50
3.992	6/55	5.201	6/56	6.819	6/52
4.011	12/52	5.214	12/50	6.830	6/57
4.016	6/58	5.259	6/49	6.836	6/54
4.018	12/51	5.260	6/58	6.876	12/48
4.030	6/57	5.292	12/57	6.889	12/56
4.031	12/55	5.304	12/49	6.890	12/57
4.049	6/58	5.310	6/58	7.011	12/53
4.077	12/57	5.348	12/50	7.037	12/55
4.094	12/56	5.372	12/51	7.046	6/58
4.096	6/49	5.386	6/58	7.049	12/57
4.111	6/58	5.399	6/58	7.096	6/55
4.113	12/52	5.409	12/53	7.160	6/55
4.116	6/52	5.414	12/57	7.174	6/58
4.127	6/57	5.455	6/53	7.182	6/58
4.129	6/58	5.516	6/49	7.202	12/55
4.135	12/57	5.531	12/57	7.205	6/57
4.151	12/56	5.539	12/55	7.258	6/52
4.152	6/56	5.558	12/55	7.265	12/57
4.179	6/57	5.573	12/57	7.266	6/58
4.221	6/56	5.578	6/58	7.293	12/50
4.225	6/58	5.645	6/58	7.295	12/56
4.236	12/52	5.664	6/51	7.300	12/57
4.242	6/55	5.691	6/54	7.328	6/53
4.258	12/56	5.694	12/52	7.339	6/55
4.261	12/56	5.709	12/57	7.389	6/58
4.289	6/58	5.762	6/58	7.422	12/56
4.290	6/58	5.785	12/55	7.427	12/53
4.300	6/58	5.849	12/53	7.429	12/52
4.307	6/49	5.856	6/55	7.430	12/50
4.346	6/55	5.882	6/51	7.435	6/58
4.381	6/58	5.885	12/52	7.436	6/44
4.408	12/46	5.892	6/58	7.503	6/55
4.409	6/55	5.897	12/50	7.512	12/49
4.426	12/56	5.901	12/57	7.517	6/58
4.428	12/57	5.907	6/58	7.534	12/56
4.467	6/54	5.959	6/57	7.568	6/58
4.469	12/51	5.993	12/56	7.661	6/57
4.488	6/58	6.008	12/56	7.666	6/58
4.496	12/53	6.062	6/53	7.677	12/54
4.507	12/57	6.086	6/58	7.683	12/57
4.516	12/47	6.095	12/55	7.705	12/55
4.527	6/49	6.110	12/55	7.739	6/48
4.550	6/53	6.141	12/57	7.751	12/48
4.574	6/58	6.153	6/58	7.754	6/58
4.579	6/58	6.154	6/55	7.814	6/55
4.590	12/55	6.155	6/56	7.830	12/57
4.592	6/53	6.242	6/58	7.846	6/56
4.594	6/58	6.292	12/50	7.933	12/57
4.607	12/50	6.294	6/55	7.984	6/52
4.609	6/58	6.339	12/56	7.996	6/54
4.617	12/57	6.362	6/56	8.175	6/48
4.639	12/53	6.382	6/51	8.216	6/58
4.662	6/49	6.391	6/53	8.232	6/58
4.685	12/53	6.414	12/50	8.252	6/54
4.817	6/56	6.428	12/50	8.329	12/57
4.846	12/56	6.431	12/53	8.335	6/58
4.853	6/55	6.468	6/55	8.349	12/52
4.854	12/55	6.522	6/58	8.369	12/42
4.862	12/56	6.571	12/55	8.370	12/54
4.872	6/58	6.576	12/55	8.401	12/57
4.882	6/52	6.610	12/50	8.428	6/58
4.883	12/54	6.613	12/56	8.431	12/55
		6.617	12/51		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
8.432	6/54
8.441	6/57
8.449	12/56
8.473	6/58
8.505	12/56
8.524	6/58
8.560	12/53
8.561	6/56
8.563	6/55
8.614	6/53
8.621	12/57
8.622	6/56
8.632	12/55
8.670	12/49
8.673	6/58
8.699	12/55
8.714	12/57
8.787	12/53
8.790	12/56
8.805	6/58
8.810	6/58
8.852	6/58
8.863	12/57
8.877	12/57
8.938	6/52
9.017	6/58
9.092	12/57
9.136	12/55
9.137	6/58
9.145	6/53
9.172	6/52
9.182	6/54
9.190	6/53
9.192	6/57
9.193	6/50
9.197	6/51
9.199	12/54
9.226	12/55
9.305	12/56
9.378	12/57
9.382	12/49
9.384	12/57
9.405	12/56
9.406	6/50
9.407	6/56
9.413	12/55
9.417	6/57
9.466	12/57
9.475	12/56
9.515	6/58
9.522	6/54
9.525	12/57
9.534	12/51
9.542	6/57
9.586	6/52
9.597	12/56
9.607	6/58
9.627	6/57
9.628	12/51
9.629	6/56
9.630	12/52
9.632	6/47
9.633	12/48
9.641	6/58
9.669	12/51
9.729	6/57
9.751	12/49
9.855	6/58
9.861	6/58
9.865	6/57
9.924	12/49
9.925	12/49
9.927	12/57
9.941	12/53
9.945	6/58
9.950	12/57
9.959	6/57
10.007	6/57
10.008	6/48
10.027	6/57
10.036	6/53
10.045	6/58
10.088	6/48
10.089	12/53
10.104	12/55
10.105	6/56
10.123	6/55
10.181	12/52
10.193	6/58
10.202	12/52
10.206	12/54
10.247	6/58
10.296	6/49
10.303	6/55
10.306	6/48
10.311	12/54
10.347	6/54
10.361	6/56
10.362	6/57
10.411	12/56
10.437	12/57
10.471	12/51
10.486	12/55
10.517	6/54
10.529	6/56
10.552	12/52
10.553	12/55
10.565	12/57
10.586	6/58
10.596	6/48
10.598	6/57
10.607	6/58
10.646	6/58
10.678	12/55
10.683	12/55
10.700	6/56
10.759	6/52
10.767	6/56
10.769	6/58
10.802	6/52
10.831	12/52
10.847	12/49
10.849	6/52
10.871	6/58
10.891	6/58
10.909	12/57
10.912	12/53
10.931	6/58
10.993	6/58
11.031	12/57
11.035	12/57
11.099	6/58
11.169	6/58
11.214	6/49
11.215	12/53
11.242	6/48
11.243	12/54
11.249	6/58
11.262	12/55
11.277	12/55
11.279	12/55
11.285	6/51
11.372	12/56
11.392	12/56
11.393	6/50
11.396	12/56
11.429	12/53
11.430	6/55
11.568	6/57
11.570	12/56
11.600	6/47
11.604	6/49
11.639	12/55
11.670	12/56
11.675	6/50
11.682	6/58
11.692	6/58
11.737	6/50
11.742	6/54
11.750	12/51
11.752	12/55
11.758	6/55
11.792	12/57
11.806	12/51
11.859	6/58
11.864	6/51
11.887	12/47
11.894	6/58
11.896	12/50
11.905	6/58
11.970	12/55
11.992	6/53
11.993	12/52
11.996	6/58
12.000	12/55
12.030	12/54
12.049	6/58
12.051	6/57
12.052	12/55
12.139	6/58
12.142	12/56
12.156	6/57
12.169	6/58
12.171	6/56
12.180	6/57
12.188	12/56
12.231	6/58
12.234	6/58
12.260	6/58
12.371	12/56
12.402	6/58
12.412	12/51
12.413	12/56
12.439	12/49
12.431	6/53
12.472	6/53
12.491	6/58
12.505	12/55
12.508	6/58
12.515	6/58
12.533	6/57
12.554	6/57
12.598	6/58
12.618	6/58
12.707	6/56
12.784	6/49
12.793	6/57
12.803	6/58
12.812	12/56
12.891	6/58
12.893	6/54
12.976	12/47
12.983	6/49
12.998	6/58
13.003	6/58
13.030	12/55
13.097	6/57
13.128	12/55
13.137	12/57
13.154	6/58
13.190	6/54
13.195	12/52
13.196	6/55
13.197	12/56
13.201	6/48
13.303	12/54
13.325	12/57
13.376	6/54
13.428	12/53
13.438	12/53
13.440	12/51
13.466	6/53
13.468	12/52
13.482	6/57
13.486	12/57
13.497	6/58
13.521	6/53
13.546	6/58
13.594	6/54
13.599	6/50
13.609	12/56
13.628	6/57
13.629	6/58
13.657	6/58
13.693	12/55
13.722	6/58
13.757	6/58
13.762	12/55
13.791	6/55
13.797	6/58
13.822	12/46
13.829	6/57
13.840	12/57
13.843	12/57
13.852	12/53
13.858	12/51
13.866	12/53
13.880	6/56
13.885	12/53
13.893	6/58
13.902	6/58
13.916	6/56
13.925	12/57
13.934	6/58
13.941	6/56
13.942	6/54
13.945	12/54
13.963	12/52
13.967	6/58
13.976	12/57
13.985	6/58
14.019	12/55
14.020	12/51
14.022	12/50
14.052	6/58
14.062	6/48
14.093	6/51
14.138	12/57
14.148	6/58
14.150	12/53
14.154	12/57
14.172	12/52
14.249	12/53
14.261	12/51
14.267	6/52
14.280	6/48
14.318	6/58
14.319	6/53
14.346	6/55
14.351	12/56
14.356	6/56
14.391	6/58
14.408	6/58
14.415	12/53
14.421	6/52
14.424	6/57
14.425	12/51
14.430	6/57
14.432	12/51
14.439	12/57
14.440	6/54
14.484	6/56
14.485	6/52
14.526	12/57
14.585	6/55
14.587	12/56
14.616	6/54
14.617	6/52
14.624	6/58
14.694	6/58
14.734	6/58
14.750	12/54
14.752	6/56
14.806	6/50
14.807	6/58
14.818	6/58
14.829	12/56
14.833	12/51
14.853	6/54
14.874	6/55
14.876	6/58
14.888	6/55
14.894	12/57
14.947	6/57
14.954	12/57
14.976	12/56
14.990	6/58
15.028	12/55
15.083	12/54
15.158	6/58
15.168	12/41
15.176	12/53
15.218	6/58
15.250	6/58
15.266	6/56
15.300	6/56
15.301	6/52
15.314	12/47
15.325	12/57
15.329	6/58
15.344	12/56
15.385	12/52
15.388	12/57
15.447	6/58
15.466	12/57
15.507	6/48
15.521	12/55
15.532	12/50
15.573	6/58
15.579	12/57
15.622	6/58
15.636	6/55
15.653	6/58
15.662	6/51
15.688	12/54
15.746	6/58
15.763	6/58
15.776	6.58
15.812	12/56
15.880	6/54
15.934	6/56
15.978	6/58
15.992	6/58
15.997	6/58
16.025	12/57
16.033	12/55
16.035	6/48
16.048	6/58
16.077	6/51
16.092	12/54
16.102	6/57
16.146	6/56
16.147	6/58
16.195	6/56
16.226	12/57
16.236	12/57
16.238	6/57
16.245	6/58
16.267	12/56
16.342	6/57
16.346	6/54
16.349	6/55
16.407	6/58
16.410	12/56
16.412	12/55
16.416	12/55
16.425	12/54
16.427	6/53
16.534	6/57
16.537	12/52
16.545	6/49
16.552	6/58
16.553	12/56
16.601	12/54
16.602	12/48
16.666	12/55
16.684	6/58
16.724	12/49
16.728	12/57
16.774	12/53
16.795	6/50
16.796	12/55
16.798	12/57
16.829	12/56
16.830	12/49
16.841	6/54
16.923	6/57
16.965	6/58
16.976	12/54
16.980	12/57
16.994	6/58
16.995	12/57
17.005	6/55
17.013	6/52
17.062	12/55
17.071	6/54
17.089	12/53
17.219	12/50
17.226	12/57
17.229	6/58
17.232	12/51
17.240	12/56
17.252	12/57
17.261	12/57
17.270	6/55
17.271	12/53
17.296	12/55
17.299	6/58
17.311	6/58
17.418	6/56
17.426	12/57
17.429	6/58
17.435	6/55
17.446	12/57
17.447	6/57
17.453	6/58
17.464	12/57
17.467	6/57
17.474	6/56
17.475	6/57
17.485	6/56
17.486	12/53
17.489	12/54
17.527	12/53
17.591	6/58
17.595	12/57
17.603	6/58
17.604	6/57
17.609	6/55
17.626	6/57
17.646	12/56
17.725	12/53
17.734	6/52
17.747	6/53
17.749	12/55
17.755	6/56
17.758	12/54
17.759	12/54
17.835	6/58
17.927	6/53
17.935	6/53
18.052	6/54
18.058	6/54
18.060	6/57
18.066	6/56
18.069	6/55
18.071	12/57
18.073	6/53
18.180	6/58
18.169	12/57
18.184	6/58
18.196	12/50
18.200	12/52
18.257	12/57
18.264	12/57
18.387	12/48
18.448	12/55
18.466	6/57
18.483	12/48
18.490	12/57
18.507	6/58
18.509	12/53
18.522	6/52
18.523	12/57
18.524	12/55
18.531	6/58
18.542	12/57
18.568	6/48
18.610	6/58
18.615	6/57
18.626	12/57
18.632	12/57
18.652	6/53
18.711	12/55
18.723	12/54
18.735	12/56
18.780	6/58
18.784	6/57
18.785	6/57
18.855	6/57
18.922	6/58
18.942	12/50
19.000	6/57
19.002	6/50
19.013	12/53
19.027	6/55
19.028	12/57
19.030	6/56
19.031	12/50
19.057	12/56
19.167	6/58
19.175	6/54
19.176	12/48
19 204	12/53
19.212	6/54
19.213	12/56
19.217	6/58
19.218	12/49
19.220	6/49
19.224	6/50
19.234	12/53
19.260	12/57
19.272	12/56
19.302	6/50
19.409	6/56
19.424	12/57
19.442	12/49
19.447	6/54
19.582	6/46
19.598	12/57
19.614	6/58
19.641	12/57
19.645	12/45
19.648	12/57
19.654	12/48
19.707	12/57
19.731	6/57
19.734	12/54
19.766	6/56
19.772	12/57
19.790	6/55
19.791	6/55
19.797	12/56
19.798	6/56
19.862	6/56
19.901	6/58
19.904	12/56
20.006	6/52
20.028	6/58
20.033	12/57
20.050	6/58
20.100	6/50
20.118	6/58
20.119	6/52
20.129	12/51
20.134	6/50
20.145	6/50
20.162	6/58
20.163	6/57
20.204	12/55
20.207	6/58
20.220	6/57
20.224	6/48

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
20.255	6/53	22.210	6/58	23.859	6/55	25.421	12/53	27.146	6/54	29.092	6/56
20.277	6/58	22.260	6/58	23.884	6/56	25.444	12/50	27.172	12/57	29.095	6/54
20.342	12/51	22.295	6/57	23.903	6/51	25.454	6/55	27.202	6/55	29.096	12/53
20.348	12/51	22.339	6/55	23.905	6/54	25.467	12/57	27.203	6/49	29.099	12/56
20.379	6/56	22.353	6/55	23.906	6/50	25.527	6/55	27.205	12/53	29.102	12/56
20.386	12/56	22.376	12/55	23.909	6/57	25.576	6/57	27.289	6/49	29.244	6/57
20.395	12/52	22.404	12/51	23.910	12/54	25.660	12/49	27.369	6/58	29.257	6/57
20.441	6/58	22.421	6/58	23.921	12/57	25.685	6/54	27.382	6/51	29.259	12/51
20.451	12/52	22.423	6/58	23.940	6/55	25.696	6/58	27.432	12/49	29.262	6/53
20.453	12/51	22.446	6/58	23.951	12/53	25.715	12/56	27.446	12/56	29.263	6/53
20.479	6/58	22.565	6/58	23.953	12/56	25.719	6/53	27.447	6/56	29.275	6/54
20.505	6/58	22.582	12/53	23.975	6/57	25.722	12/57	27.471	12/57	29.288	12/49
20.541	12/48	22.646	12/57	23.990	6/57	25.745	12/56	27.476	6/54	29.372	6/58
20.542	6/50	22.688	6/58	24.020	6/58	25.763	6/49	27.478	6/47	29.384	12/56
20.544	6/53	22.694	6/50	24.028	12/50	25.764	12/51	27.480	12/57	29.387	12/52
20.660	6/58	22.697	12/52	24.034	6/58	25.775	12/55	27.518	6/54	29.395	6/56
20.691	6/56	22.700	12/54	24.058	12/52	25.777	12/54	27.525	12/49	29.401	6/58
20.693	6/55	22.716	6/55	24.136	6/58	25.822	12/57	27.535	6/58	29.415	6/52
20.703	6/56	22.728	6/58	24.161	12/54	25.827	6/52	27.541	6/57	29.434	6/56
20.742	6/57	22.730	6/49	24.186	6/49	25.840	12/50	27.569	6/56	29.448	12/57
20.875	12/57	22.735	12/57	24.187	12/51	25.858	6/57	27.589	12/57	29.450	6/53
20.892	12/53	22.783	12/55	24.245	12/54	25.860	6/50	27.600	6/46	29.471	6/58
20.893	12/57	22.794	6/55	24.256	6/49	25.861	12/48	27.649	6/58	29.472	6/57
20.900	12/57	22.800	6/58	24.285	6/57	25.873	12/55	27.659	12/54	29.473	6/54
20.939	12/54	22.810	12/56	24.291	6/58	25.912	6/55	27.663	12/53	29.477	6/54
20.941	12/57	22.847	12/53	24.295	6/52	25.940	12/52	27.732	12/57	29.481	12/51
20.979	12/55	22.849	6/56	24.304	6/51	25.941	12/53	27.781	6/57	29.503	6/56
20.989	12/52	22.867	6/58	24.309	12/52	25.996	12/56	27.790	6/58	29.513	12/57
21.009	6/57	22.910	12/47	24.386	6/55	25.998	6/55	27.809	6/58	29.525	6/54
21.031	12/52	22.921	6/58	24.423	12/54	26.014	6/53	27.812	6/56	29.535	6/58
21.054	12/53	23.008	6/58	24.424	6/58	26.016	12/55	27.827	6/56	29.564	6/58
21.146	12/54	23.029	6/58	24.426	6/48	26.049	12/57	27.840	12/51	29.582	6/58
21.153	6/52	23.037	6/58	24.436	6/48	26.055	12/54	27.843	6/53	29.608	6/49
21.154	12/52	23.076	12/53	24.444	6/54	26.060	6/56	27.844	12/50	29.624	12/57
21.168	12/57	23.081	12/49	24.470	12/52	26.066	12/56	27.918	12/57	29.633	6/57
21.179	6/50	23.083	6/52	24.538	6/56	26.108	6/58	27.925	6/50	29.634	12/47
21.201	6/57	23.156	12/57	24.576	12/57	26.110	12/56	27.931	12/57	29.656	12/51
21.213	6/58	23.169	6/51	24.603	12/56	26.144	12/53	27.944	12/55	29.658	6/55
21.262	6/58	23.172	12/56	24.614	6/56	26.153	6/49	27.945	6/49	29.694	12/43
21.292	12/57	23.184	6/57	24.635	6/49	26.189	6/55	27.946	6/56	29.702	12/54
21.301	6/52	23.197	6/58	24.666	12/55	26.224	6/53	27.949	12/53	29.705	12/55
21.319	6/58	23.202	12/45	24.693	12/57	26.259	6/58	27.950	12/56	29.711	12/55
21.322	6/58	23.208	12/48	24.698	12/49	26.290	6/51	27.977	6/58	29.722	6/57
21.334	12/57	23.240	12/57	24.701	12/53	26.301	12/49	28.001	6/57	29.724	12/57
21.348	12/55	23.254	12/51	24.702	12/50	26.302	12/51	28.006	6/52	29.727	12/54
21.349	6/51	23.256	12/49	24.722	6/53	26.303	6/54	28.044	6/58	29.730	6/54
21.352	6/57	23.258	12/53	24.733	6/52	26.307	12/57	28.060	12/48	29.746	12/48
21.440	6/57	23.260	12/57	24.761	6/57	26.353	6/51	28.061	6/51	29.759	12/48
21.476	12/57	23.270	6/57	24.771	6/58	26.358	12/56	28.064	12/48	29.782	12/54
21.477	12/55	23.315	12/52	24.804	12/56	26.394	6/48	28.067	6/58	29.783	12/56
21.496	6/58	23.326	12/50	24.822	6/57	26.504	6/58	28.078	12/54	29.785	6/56
21.514	12/55	23.330	12/55	24.824	12/56	26.506	6/58	28.083	6/55	29.789	6/50
21.520	6/58	23.363	6/54	24.844	12/50	26.509	12/49	28.087	6/54	29.792	6/52
21.593	6/58	23.364	6/54	24.851	12/46	26.512	6/50	28.088	6/50	29.795	6/50
21.595	6/57	23.365	6/57	24.876	12/52	26.548	6/51	28.144	12/50	29.797	6/58
21.602	6/50	23.382	6/53	24.880	12/55	26.551	6/53	28.147	12/52	29.806	12/56
21.616	12/57	23.387	6/55	24.881	6/51	26.552	12/56	28.158	6/50	29.820	6/58
21.619	12/57	23.388	6/58	24.883	12/50	26.582	6/56	28.192	12/48	29.833	6/54
21.638	12/52	23.404	12/57	24.890	6/55	26.583	6/55	28.219	6/58	29.856	6/56
21.661	12/54	23.406	12/55	24.892	6/51	26.585	12/56	28.393	12/56	29.908	6/56
21.662	6/51	23.423	6/57	24.948	6/57	26.592	12/55	28.394	12/53	29.938	12/57
21.664	6/57	23.430	6/57	24.951	12/57	26.608	6/55	28.404	6/58	29.956	12/49
21.668	6/52	23.432	12/53	24.975	12/51	26.612	6/58	28.419	6/58	29.968	12/52
21.674	12/50	23.481	12/56	24.992	12/49	26.667	6/58	28.425	6/58	30.019	6/58
21.678	12/50	23.498	12/57	25.001	12/54	26.695	6/51	28.426	6/55	30.090	6/58
21.684	6/55	23.538	6/57	25.006	12/54	26.701	6/56	28.439	6/50	30.108	6/55
21.713	6/54	23.552	12/55	25.007	12/57	26.710	12/48	28.448	12/54	30.111	6/55
21.722	6/58	23.553	12/55	25.011	6/54	26.711	6/54	28.479	12/54	30.134	6/58
21.723	12/57	23.570	6/58	25.023	6/56	26.717	6/58	28.488	6/57	30.214	6/58
21.728	12/55	23.572	12/57	25.027	12/51	26.770	6/55	28.496	6/58	30.233	6/55
21.731	6/57	23.578	6/58	25.028	6/56	26.771	6/58	28.574	6/58	30.253	6/44
21.748	12/49	23.585	12/55	25.112	12/54	26.772	12/55	28.640	12/53	30.254	6/54
21.773	12/54	23.587	12/54	25.118	6/55	26.773	6/56	28.662	12/55	30.316	6/56
21.781	12/55	23.592	12/52	25.143	12/56	26.785	6/57	28.694	6/58	30.330	6/58
21.784	12/48	23.595	12/52	25.145	6/54	26.797	12/55	28.695	12/57	30.349	12/48
21.807	6/58	23.600	12/47	25.155	6/58	26.805	12/48	28.697	6/57	30.365	6/52
21.815	12/56	23.603	6/58	25.157	12/56	26.808	6/57	28.709	12/53	30.387	6/58
21.833	6/49	23.640	6/54	25.184	6/58	26.809	12/57	28.751	6/52	30.412	12/56
21.835	6/55	23.661	6/58	25.218	6/57	26.844	6/58	28.769	12/54	30.417	12/56
21.849	12/57	23.670	12/54	25.242	6/57	26.861	6/52	28.774	12/52	30.455	6/53
21.882	6/58	23.697	12/54	25.245	6/49	26.884	6/51	28.778	6/58	30.460	6/58
21.895	12/51	23.708	12/46	25.259	12/57	26.899	6/57	28.801	12/56	30.470	6/50
21.900	12/56	23.709	6/53	25.264	6/56	26.918	6/58	28.825	6/49	30.472	12/51
21.902	6/54	23.741	6/58	25.272	12/56	26.942	12/56	28.826	6/52	30.495	12/57
21.905	6/56	23.762	6/58	25.279	6/54	26.961	6/53	28.828	6/57	30.496	6/51
21.929	6/50	23.768	12/50	25.294	6/54	26.966	6/57	28.848	6/58	30.539	6/58
21.944	12/57	23.770	6/56	25.297	6/54	26.982	12/57	28.850	12/53	30.548	6/54
21.969	6/49	23.771	6/58	25.319	6/58	26.999	6/58	28.898	6/58	30.550	12/56
21.972	6/58	23.775	6/51	25.327	12/53	27.013	6/53	28.900	12/56	30.556	6/55
22.015	6/58	23.782	12/53	25.359	6/52	27.055	6/55	28.991	6/53	30.560	12/52
22.044	6/58	23.784	6/50	25.370	12/57	27.068	6/57	29.032	6/57	30.579	12/55
22.136	12/54	23.800	6/54	25.390	6/58	27.090	12/55	29.044	12/55	30.599	6/58
22.208	12/56	23.825	12/57	25.412	12/57	27.092	6/46	29.087	6/52	30.602	6/58
		23.826	6/55	25.413	6/57					30.661	12/51
				25.417	12/57						

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
30.670	6/55	32.731	12/49	35.145	12/54	37.396	6/54	39.320	12/57	41.247	12/54
30.695	6/57	32.744	12/48	35.159	12/57	37.401	6/54	39.388	6/51	41.254	6/51
30.697	6/55	32.756	6/58	35.200	12/57	37.428	12/57	39.403	12/57	41.261	12/50
30.735	12/53	32.765	6/54	35.204	6/56	37.480	6/57	39.473	6/50	41.262	6/57
30.739	12/50	32.842	12/57	35.225	6/53	37.542	12/53	39.494	12/46	41.267	12/53
30.746	6/57	32.844	6/56	35.250	12/48	37.549	12/57	39.528	6/58	41.276	6/54
30.781	12/57	32.855	12/52	35.251	6/58	37.583	12/55	39.567	6/54	41.292	6/58
30.787	6/56	32.859	6/54	35.254	12/56	37.585	12/57	39.574	12/52	41.294	12/49
30.868	6/48	32.900	12/48	35.264	12/56	37.590	12/53	39.607	6/58	41.300	12/51
30.869	6/58	32.918	6/52	35.381	12/54	37.665	12/52	39.615	6/58	41.330	6/58
30.920	12/56	32.941	6/56	35.386	12/57	37.687	6/55	39.642	6/58	41.388	12/52
30.964	12/57	32.952	6/49	35.424	6/58	37.699	12/56	39.694	12/55	41.405	6/49
30.969	6/55	32.960	6/51	35.497	6/58	37.716	6/58	39.709	6/58	41.423	6/57
30.973	12/51	33.013	6/54	35.523	6/51	37.718	6/58	39.714	12/52	41.482	6/57
30.975	12/57	33.054	6/49	35.615	6/58	37.734	12/57	39.746	6/56	41.491	6/58
31.027	12/57	33.057	12/55	35.629	6/58	37.775	6/58	39.765	12/57	41.574	6/57
31.078	12/51	33.093	12/56	35.662	6/56	37.783	6/58	39.786	12/52	41.577	6/56
31.083	6/58	33.094	6/57	35.692	6/48	37.846	6/50	39.805	12/55	41.622	12/54
31.114	6/58	33.098	6/58	35.698	12/52	37.889	12/52	39.837	6/54	41.646	12/51
31.250	6/53	33.147	6/54	35.699	12/51	37.904	6/58	39.859	6/56	41.652	6/58
31.261	6/56	33.148	6/54	35.704	6/54	37.913	12/57	39.874	6/56	41.677	6/55
31.279	12/46	33.168	6/52	35.706	6/54	37.918	6/57	39.879	12/53	41.729	12/53
31.295	12/57	33.170	6/56	35.707	6/57	37.931	6/50	39.881	12/53	41.739	6/53
31.298	6/57	33.211	12/50	35.754	6/58	37.933	6/51	39.883	6/58	41.740	6/56
31.306	6/58	33.223	6/57	35.787	12/56	37.947	6/58	39.894	12/52	41.742	12/56
31.358	6/55	33.258	12/54	35.815	12/52	37.950	6/52	39.897	6/54	41.746	6/58
31.360	6/49	33.266	6/57	35.831	6/58	37.958	6/56	39.903	12/50	41.771	12/50
31.411	6/56	33.291	6/58	35.857	12/53	37.962	12/56	39.910	6/58	41.780	6/58
31.414	12/54	33.309	6/56	35.859	6/58	37.970	12/50	39.934	6/58	41.790	6/56
31.418	6/58	33.312	6/58	35.880	6/56	37.976	12/56	39.946	6/56	41.831	12/57
31.422	6/52	33.319	6/46	35.888	12/56	37.989	6/49	39.961	12/56	41.861	6/57
31.438	6/55	33.330	6/58	35.997	6/57	38.062	6/58	39.979	12/57	41.921	6/57
31.464	12/56	33.364	6/58	36.073	6/55	38.085	6/57	39.985	12/52	41.923	12/55
31.465	12/55	33.371	6/58	36.074	6/52	38.125	6/58	40.007	12/52	41.932	6/56
31.468	12/57	33.379	6/56	36.097	12/54	38.129	6/57	40.010	6/55	41.955	12/49
31.477	6/55	33.401	12/57	36.098	6/43	38.162	6/51	40.016	6/48	42.004	12/50
31.478	12/57	33.404	6/48	36.130	12/52	38.172	12/56	40.018	6/58	42.069	12/55
31.481	6/56	33.431	12/47	36.174	6/53	38.175	6/55	40.036	6/56	42.202	6/54
31.490	6/57	33.436	6/51	36.191	12/47	38.207	12/57	40.070	6/52	42.239	12/52
31.491	6/57	33.462	12/54	36.211	12/57	38.232	12/48	40.085	6/49	42.253	6/58
31.509	6/57	33.463	6/49	36.218	12/56	38.241	12/48	40.090	12/56	42.278	6/58
31.555	12/54	33.553	6/50	36.238	12/50	38.251	6/54	40.115	12/57	42.283	6/58
31.563	12/54	33.562	6/56	36.252	12/53	38.253	12/57	40.117	6/58	42.295	12/53
31.635	12/56	33.592	12/57	36.259	12/52	38.256	6/55	40.153	12/54	42.301	6/57
31.664	12/53	33.598	12/57	36.261	12/57	38.258	12/55	40.202	6/49	42.349	6/58
31.687	12/54	33.638	6/57	36.281	12/55	38.286	6/58	40.204	12/57	42.395	12/57
31.691	12/57	33.698	6/58	36.307	6/57	38.329	6/50	40.213	12/54	42.422	6/58
31.697	12/53	33.748	6/51	36.325	12/52	38.332	12/51	40.215	6/58	42.434	12/54
31.713	6/57	33.767	12/48	36.333	12/48	38.365	6/57	40.276	6/56	42.439	12/52
31.773	6/50	33.778	12/54	36.338	12/57	38.371	6/54	40.284	6/56	42.469	6/58
31.799	6/54	33.813	12/54	36.343	6/54	38.382	6/57	40.296	12/56	42.479	12/57
31.866	6/55	33.815	6/56	36.385	6/55	38.385	12/51	40.300	12/55	42.485	6/58
31.870	12/55	33.872	6/58	36.388	12/56	38.386	12/51	40.404	12/56	42.494	6/55
31.877	12/52	33.876	6/57	36.392	6/56	38.392	12/57	40.416	12/56	42.532	6/49
31.972	6/58	33.877	6/57	36.421	6/58	38.396	12/57	40.473	6/58	42.572	6/58
31.973	6/54	33.896	6/58	36.531	6/57	38.431	6/58	40.495	6/56	42.575	12/57
31.994	6/51	33.903	6/58	36.533	6/58	38.432	6/58	40.533	6/56	42.577	12/57
32.067	6/57	33.920	6/58	36.566	12/56	38.433	12/53	40.537	6/58	42.586	6/49
32.075	6/48	33.978	6/58	36.569	12/57	38.446	6/58	40.667	6/53	42.587	12/46
32.080	6/54	34.031	6/58	36.643	6/55	38.466	6/50	40.669	12/50	42.588	6/49
32.094	6/54	34.055	12/57	36.662	12/54	38.469	12/55	40.670	6/49	42.625	6/58
32.095	6/56	34.254	6/58	36.692	12/53	38.587	12/54	40.674	12/56	42.636	6/58
32.096	12/55	34.322	12/54	36.701	6/57	38.610	12/55	40.676	12/57	42.645	12/53
32.100	6/58	34.382	12/55	36.709	12/57	38.617	6/58	40.684	6/56	42.661	6/50
32.103	6/57	34.384	6/49	36.766	6/58	38.621	6/58	40.685	6/56	42.684	6/58
32.110	12/49	34.389	6/51	36.775	12/52	38.640	6/58	40.725	12/56	42.691	12/53
32.111	6/56	34.392	6/51	36.782	6/51	38.642	6/54	40.733	6/58	42.692	6/57
32.113	12/56	34.394	12/56	36.791	12/49	38.662	6/56	40.737	6/58	42.714	12/56
32.145	6/52	34.403	12/56	36.849	12/54	38.667	6/54	40.754	6/58	42.715	6/58
32.158	12/54	34.521	6/58	36.908	12/57	38.670	6/56	40.795	6/56	42.726	6/57
32.162	6/52	34.596	12/57	36.918	6/58	38.705	12/57	40.806	12/57	42.755	6/58
32.163	6/48	34.601	6/58	36.935	6/54	38.737	12/53	40.817	12/54	42.769	6/48
32.169	12/51	34.639	6/58	36.940	6/57	38.738	6/53	40.842	6/55	42.784	6/58
32.188	6/58	34.662	12/57	36.944	12/53	38.743	6/53	40.843	6/49	42.905	6/58
32.190	6/58	34.707	6/58	36.963	12/53	38.744	6/53	40.880	6/57	42.973	6/58
32.225	12/57	34.720	12/57	36.964	6/56	38.776	12/54	40.890	6/57	42.975	12/57
32.243	6/58	34.721	12/48	36.983	6/58	38.785	12/52	40.892	12/57	43.047	6/58
32.248	6/58	34.741	6/55	36.984	6/56	38.790	12/55	40.895	12/57	43.053	12/57
32.268	6/49	34.747	6/54	37.014	6/57	38.891	12/56	40.956	6/58	43.061	6/58
32.274	6/53	34.832	12/48	37.017	6/53	38.897	6/54	41.022	6/58	43.102	12/57
32.276	6/53	34.833	6/54	37.035	6/57	38.962	6/48	41.040	6/58	43.127	6/58
32.346	12/57	34.843	6/58	37.056	12/49	38.990	6/58	41.051	6/51	43.173	12/57
32.352	6/54	34.848	6/58	37.073	12/56	39.002	6/55	41.072	6/58	43.180	12/57
32.355	12/57	34.854	12/49	37.116	12/52	39.041	12/57	41.110	6/58	43.236	6/58
32.397	6/51	34.856	6/49	37.206	12/55	39.054	6/49	41.162	12/53	43.275	12/57
32.437	6/58	34.910	6/58	37.244	12/56	39.063	12/53	41.168	6/56	43.361	6/58
32.463	12/57	35.060	6/57	37.253	12/49	39.095	6/57	41.170	12/56	43.402	12/57
32.518	12/55	35.082	6/55	37.279	6/58	39.191	12/54	41.188	6/56	43.408	6/57
32.519	12/56	35.091	12/51	37.302	12/51	39.200	6/58	41.202	6/58	43.461	12/54
32.522	6/58	35.095	12/51	37.331	12/56	39.232	6/58	41.210	6/58	43.470	6/58
32.592	12/48	35.106	12/53	37.354	12/53	39.259	6/58	41.214	12/57	43.513	12/54
32.594	12/52	35.140	6/58	37.363	6/56	39.278	6/58	41.228	6/54	43.529	6/51
32.596	12/50	35.144	6/56	37.368	12/57	39.300	6/50	41.234	12/53	43.530	6/58
32.660	12/57					39.306	12/52	41.235	6/49	43.532	12/57
32.717	6/52										

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
43.535	6/56	45.122	6/52	46.776	12/54	49.158	12/51	51.249	6/54	53.468	12/52
43.556	12/51	45.125	12/55	46.821	12/57	49.171	6/56	51.311	12/56	53.525	12/56
43.552	6/57	45.128	6/50	46.835	6/56	49.173	12/49	51.370	6/53	53.534	12/54
43.558	12/57	45.133	6/51	46.837	12/51	49.175	6/52	51.372	12/53	53.539	12/46
43.571	6/49	45.171	6/54	46.838	12/52	49.192	12/52	51.415	6/49	53.558	6/47
43.642	6/57	45.175	6/49	46.848	6/51	49.237	12/48	51.419	6/53	53.564	6/58
43.643	12/57	45.216	6/58	46.855	6/57	49.264	12/57	51.433	12/50	53.569	6/57
43.650	6/58	45.237	6/58	46.850	12/54	49.271	6/58	51.434	6/53	53.579	6/55
43.683	6/54	45.293	6/58	46.899	12/57	49.272	6/50	51.440	6/53	53.583	12/55
43.686	12/51	45.310	6/58	46.926	6/51	49.274	6/51	51.444	12/55	53.584	12/55
43.721	12/57	45.335	6/58	46.941	12/57	49.321	6/58	51.448	12/48	53.629	6/58
43.763	12/50	45.337	12/57	46.959	6/58	49.348	6/53	51.470	6/58	53.641	6/58
43.766	6/51	45.346	6/53	46.930	12/55	49.371	6/57	51.475	12/50	53.675	6/51
43.797	12/54	45.360	6/58	46.971	12/49	49.377	12/55	51.521	6/52	53.717	12/51
43.799	12/57	45.384	6/58	46.972	6/58	49.428	6/58	51.539	12/57	53.732	12/52
43.802	12/56	45.395	12/54	46.973	6/53	49.433	6/49	51.612	12/57	53.735	6/49
43.805	12/52	45.398	12/56	46.993	6/53	49.448	12/47	51.775	12/57	53.815	6/54
43.811	6/55	45.407	12/53	46.994	12/55	49.475	12/50	51.792	6/58	53.829	12/55
43.813	12/54	45.428	6/58	47.015	12/48	49.480	6/58	51.886	6/58	53.840	12/57
43.821	12/54	45.462	12/49	47.022	12/46	49.481	6/52	51.917	6/54	53.845	12/56
43.829	12/49	45.471	12/45	47.024	12/47	49.482	6/52	51.921	12/48	53.859	12/57
43.834	12/52	45.488	12/53	47.030	12/55	49.483	6/56	52.003	6/58	53.953	12/54
43.847	6/54	45.489	6/56	47.050	6/50	49.485	6/55	52.033	12/56	53.956	6/54
43.866	6/57	45.491	12/57	47.054	12/53	49.510	6/54	52.193	6/58	53.983	6/58
43.881	6/52	45.558	6/58	47.142	12/54	49.512	12/55	52.219	6/56	54.043	6/57
43.882	6/48	45.605	12/50	47.153	12/57	49.530	6/58	52.224	6/55	54.047	6/53
43.894	12/57	45.609	6/49	47.175	6/58	49.533	12/57	52.225	6/55	54.079	6/58
43.913	6/58	45.610	12/57	47.191	12/55	49.588	6/58	52.227	6/57	54.134	6/58
43.996	6/54	45.649	6/50	47.307	6/54	49.611	6/58	52.228	12/57	54.135	6/57
43.998	6/56	45.690	6/57	47.319	6/58	49.692	12/53	52.247	6/58	54.153	6/53
44.004	12/56	45.738	12/57	47.340	6/57	49.693	6/52	52.266	6/58	54.163	6/58
44.011	6/58	45.739	6/53	47.352	12/49	49.711	6/53	52.270	12/57	54.187	6/58
44.012	6/54	45.741	12/54	47.360	12/48	49.712	12/47	52.310	12/48	54.306	12/54
44.072	12/57	45.763	6/53	47.362	12/57	49.719	12/41	52.313	6/55	54.326	6/57
44.074	6/53	45.831	6/51	47.397	6/58	49.720	12/39	52.320	12/54	54.328	6/57
44.105	12/54	45.835	12/57	47.403	6/58	49.724	6/40	52.322	12/55	54.397	6/43
44.157	12/51	45.837	6/56	47.421	12/52	49.727	12/38	52.332	12/50	54.398	6/52
44.223	6/50	45.843	6/52	47.428	6/58	49.736	12/50	52.335	6/58	54.399	12/48
44.263	6/58	45.844	6/49	47.477	6/58	49.737	6/46	52.337	6/57	54.406	12/56
44.264	6/47	45.852	12/48	47.485	12/55	49.743	12/45	52.339	6/54	54.407	12/54
44.292	6/54	45.918	6/58	47.545	6/56	49.746	6/45	52.342	6/53	54.413	6/57
44.322	12/53	45.939	12/57	47.553	12/50	49.748	12/42	52.350	12/57	54.556	6/58
44.324	6/56	45.981	6/52	47.557	12/57	49.776	12/47	52.360	6/57	54.602	6/57
44.378	12/51	45.987	12/56	47.564	6/54	49.788	6/51	52.361	12/52	54.714	6/58
44.431	12/51	45.993	6/58	47.569	6/54	49.789	6/58	52.418	6/57	54.813	6/58
44.441	12/56	46.014	6/58	47.606	12/54	49.812	6/57	52.434	6/57	54.831	6/58
44.443	6/56	46.036	12/57	47.654	6/57	49.833	6/58	52.439	6/56	54.862	6/58
44.453	6/49	46.049	12/55	47.670	12/55	49.844	6/58	52.530	6/58	55.185	6/58
44.482	12/57	46.052	12/56	47.671	12/57	49.857	6/56	52.564	12/55	55.267	12/54
44.521	12/56	46.075	12/53	47.672	6/56	49.870	6/50	52.566	6/52	55.303	6/58
44.522	12/50	46.090	6/58	47.674	6/54	49.871	12/49	52.579	12/56	55.365	6/58
44.539	12/48	46.102	12/56	47.711	12/55	49.882	6/58	52.590	6/58	55.390	6/58
44.541	12/49	46.108	6/55	47.712	12/54	49.909	6/57	52.614	6/58	55.446	6/58
44.542	6/55	46.109	12/48	47.713	12/54	49.920	6/58	52.686	6/56	55.524	12/57
44.553	6/55	46.110	12/48	47.810	6/52	49.945	6/57	52.692	6/52	55.535	12/57
44.562	6/49	46.142	12/52	47.822	6/58	49.946	12/51	52.703	6/58	55.539	12/56
44.605	12/57	46.146	12/54	47.847	6/58	49.957	12/57	52.710	6/58	55.547	6/55
44.669	6/57	46.175	6/54	47.859	6/58	50.039	12/57	52.758	12/56	55.550	12/56
44.679	6/54	46.179	12/49	47.868	6/58	50.041	6/49	52.783	6/51	55.568	12/57
44.684	12/50	46.197	12/57	47.873	6/58	50.052	6/55	52.785	6/57	55.594	6/58
44.695	12/51	46.285	12/57	47.977	6/50	50.053	6/57	52.855	12/56	55.605	6/58
44.696	6/53	46.289	12/57	47.979	6/57	50.069	12/51	52.890	6/57	55.612	6/51
44.708	6/48	46.298	6/50	47.980	12/55	50.140	12/54	52.912	6/57	55.615	12/53
44.743	6/58	46.301	6/48	47.985	6/51	50.171	6/58	52.958	6/58	55.620	6/58
44.744	6/57	46.309	6/58	47.987	12/45	50.202	12/50	52.971	6/58	55.662	6/58
44.746	6/51	46.311	12/57	47.989	6/55	50.205	12/54	52.974	12/52	55.663	6/52
44.752	12/52	46.330	12/57	48.032	6/58	50.208	12/57	52.988	6/58	55.684	6/55
44.800	12/48	46.336	12/54	48.059	6/58	50.396	12/55	52.989	6/55	55.687	12/56
44.811	6/52	46.340	12/57	48.184	6/58	50.401	6/54	52.990	12/54	55.780	6/58
44.812	6/53	46.372	6/56	48.352	6/58	50.455	6/58	52.992	12/55	55.782	6/50
44.858	6/58	46.394	12/57	48.526	6/44	50.476	6/58	52.995	6/55	55.800	12/55
44.880	6/53	46.423	12/49	48.593	12/55	50.503	6/57	52.996	12/50	55.822	12/53
44.886	12/50	46.432	6/50	48.626	6/58	50.555	6/58	52.998	12/51	55.823	6/53
44.888	6/53	46.434	6/58	48.645	6/53	50.582	12/55	53.006	6/52	55.869	12/51
44.889	12/51	46.474	6/57	48.713	6/58	50.606	6/58	53.062	6/58	55.896	6/58
44.897	12/55	46.483	12/48	48.717	6/48	50.685	6/58	53.078	6/53	55.930	6/58
44.908	6/58	46.523	12/56	48.721	6/55	50.790	6/56	53.125	6/57	55.979	6/58
44.913	6/55	46.539	12/57	48.740	6/51	50.797	6/56	53.129	12/56	56.043	6/58
44.915	12/53	46.573	12/51	48.748	6/54	50.820	6/55	53.134	12/55	56.124	6/57
44.919	12/48	46.623	12/50	48.760	12/57	50.867	6/58	53.152	12/57	56.131	6/50
44.920	12/56	46.648	6/56	48.812	6/58	50.869	12/55	53.169	12/56	56.140	12/51
44.969	6/50	46.649	6/52	48.847	6/57	50.875	6/47	53.171	6/56	56.166	12/48
44.983	12/57	46.651	12/54	48.851	12/51	50.913	6/58	53.201	6/56	56.167	6/56
44.990	12/53	46.652	12/52	48.854	12/57	50.948	12/57	53.217	6/58	56.215	6/51
44.999	6/58	46.661	6/50	48.855	12/53	50.949	12/56	53.218	6/54	56.217	6/52
45.033	12/56	46.691	6/54	48.869	12/54	50.951	12/52	53.252	6/56	56.297	6/57
45.043	6/52	46.707	12/55	48.965	12/52	50.952	12/56	53.335	6/56	56.301	6/58
45.059	6/58	46.709	6/49	48.971	12/54	51.002	12/57	53.379	6/58	56.319	12/55
45.061	6/51	46.723	6/58	48.976	6/50	51.017	6/58	53.388	6/56	56.348	6/58
45.068	6/58	46.731	12/55	49.025	6/53	51.019	12/53	53.391	12/53	56.383	6/57
45.107	12/55	46.742	6/58	49.038	12/54	51.039	12/56	53.394	6/56	56.384	6/49
45.109	6/49	46.743	12/51	49.041	12/56	51.089	6/58	53.399	12/53	56.385	12/49
45.110	12/55	46.772	6/49	49.138	6/58	51.166	6/48	53.404	6/54	56.426	12/54
								53.407	12/54	56.517	6/58

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
56.528	6/46	58.706	6/58	60.892	6/50	62.241	12/56	63.877	12/51	65.884	12/48
56.579	12/56	58.708	6/47	60.896	12/57	62.248	12/55	63.878	12/51	65.887	6/58
56.585	6/58	58.714	6/58	60.898	6/55	62.299	6/58	63.882	6/56	65.894	12/51
56.587	12/54	58.739	6/58	60.903	12/56	62.300	12/53	63.890	12/48	65.895	12/50
56.778	12/55	58.790	12/56	60.925	12/56	62.314	6/58	63.903	6/49	65.999	6/58
56.784	12/53	58.830	6/58	60.937	6/53	62.340	12/57	63.987	6/53	66.088	6/47
56.788	12/57	58.844	6/58	60.962	12/56	62.342	6/58	63.989	12/57	66.126	6/58
56.844	6/58	58.861	6/58	61.009	6/57	62.370	6/54	63.991	6/55	66.144	12/55
56.853	12/57	58.886	6/57	61.011	6/54	62.438	6/55	63.992	6/57	66.145	6/56
56.856	12/57	58.991	6/58	61.029	12/51	62.450	12/48	63.999	12/56	66.154	6/52
56.900	12/56	58.999	12/57	61.046	6/58	62.453	6/57	64.020	6/52	66.158	12/57
56.920	12/56	59.005	12/53	61.048	2/41	62.454	12/51	64.023	6/58	66.211	6/58
56.937	6/56	59.017	6/56	61.054	12/55	62.455	12/57	64.061	12/49	66.234	12/49
56.958	12/56	59.044	6/58	61.065	12/53	62.467	12/55	64.064	6/52	66.238	12/55
56.964	6/58	59.068	6/58	61.085	6/56	62.488	6/58	64.070	6/58	66.255	6/56
56.971	6/54	59.115	6/47	61.130	12/56	62.490	6/50	64.080	6/58	66.256	6/57
57.004	6/52	59.174	12/52	61.136	12/52	62.512	6/58	64.087	6/58	66.269	6/56
57.016	6/58	59.194	6/58	61.140	6/55	62.521	12/55	64.146	6/58	66.274	12/55
57.027	12/57	59.301	6/58	61.188	12/57	62.567	12/49	64.167	12/47	66.284	6/58
57.030	6/51	59.324	6/56	61.211	6/49	62.578	12/53	64.169	6/50	66.292	12/56
57.055	6/53	59.333	6/57	61.229	12/53	62.580	12/53	64.193	6/58	66.296	12/51
57.057	6/54	59.341	6/53	61.232	12/57	62.584	12/57	64.199	12/55	66.300	6/50
57.068	6/58	59.350	6/51	61.234	6/54	62.595	6/56	64.201	6/58	66.301	6/52
57.106	6/58	59.362	6/58	61.236	6/58	62.599	12/53	64.238	6/56	66.307	12/54
57.115	6/57	59.377	6/57	61.237	12/56	62.619	6/58	64.239	12/57	66.324	12/51
57.119	12/55	59.421	6/58	61.241	6/56	62.629	6/46	64.255	12/57	66.327	6/51
57.132	6/56	59.459	6/49	61.245	6/58	62.649	6/58	64.277	6/57	66.332	6/55
57.143	6/51	59.541	6/48	61.246	6/51	62.655	12/56	64.309	12/55	66.333	12/57
57.148	6/48	59.547	6/57	61.248	12/49	62.657	6/55	64.328	6/58	66.335	12/48
57.159	6/58	59.553	12/57	61.251	6/54	62.669	6/49	64.349	12/57	66.337	12/50
57.160	6/58	59.554	12/55	61.253	12/55	62.673	6/58	64.387	6/58	66.364	6/57
57.234	6/58	59.555	6/52	61.317	6/50	62.679	12/57	64.406	6/58	66.375	12/54
57.254	6/58	59.562	6/51	61.319	12/57	62.690	6/58	64.409	6/56	66.387	12/49
57.264	12/53	59.571	12/57	61.351	12/54	62.711	6/58	64.464	6/58	66.389	6/58
57.276	12/55	59.593	6/58	61.366	12/50	62.810	12/49	64.515	12/56	66.395	6/58
57.287	6/58	59.600	6/58	61.395	12/57	62.814	6/51	64.518	12/50	66.410	12/57
57.298	12/57	59.609	12/57	61.411	6/58	62.815	6/58	64.519	12/52	66.465	6/54
57.316	6/55	59.643	6/57	61.425	6/53	62.821	6/50	64.532	12/56	66.492	12/48
57.317	6/55	59.670	6/57	61.428	12/54	62.827	12/53	64.600	6/55	66.526	12/53
57.350	6/52	59.699	12/54	61.429	12/54	62.829	6/49	64.601	12/57	66.587	6/58
57.352	6/51	59.745	6/51	61.431	12/49	62.834	6/51	64.602	12/54	66.592	6/57
57.373	6/56	59.764	12/57	61.435	12/49	62.845	12/53	64.611	12/55	66.635	6/58
57.380	12/52	59.767	6/55	61.438	6/57	62.855	12/55	64.629	12/53	66.662	12/55
57.384	6/50	59.768	6/50	61.443	6/49	62.896	6/58	64.636	12/52	66.666	6/52
57.385	6/55	59.862	12/57	61.449	12/57	62.910	6/57	64.697	6/50	66.667	12/51
57.387	12/57	59.864	6/58	61.455	6/56	62.912	12/56	64.787	6/58	66.682	6/56
57.418	12/56	59.882	6/55	61.462	12/57	62.948	12/51	64.799	6/58	66.684	6/58
57.427	12/50	59.884	6/56	61.481	6/57	62.950	6/55	64.802	6/52	66.713	6/56
57.479	12/57	59.980	6/54	61.486	12/57	62.951	6/57	64.803	6/50	66.739	6/57
57.515	12/49	60.040	12/55	61.524	12/51	62.952	6/52	64.849	12/53	66.743	12/56
57.518	12/49	60.088	12/57	61.546	6/58	62.964	12/53	64.850	12/52	66.787	12/52
57.521	6/47	60.092	6/57	61.547	12/50	62.965	6/57	64.884	12/55	66.803	6/54
57.527	12/52	60.098	6/57	61.556	12/56	63.000	6/57	64.885	12/57	66.804	6/48
57.529	6/57	60.127	12/56	61.592	12/54	63.049	6/56	64.903	6/58	66.835	6/58
57.552	12/53	60.131	6/58	61.627	12/55	63.079	6/57	64.905	6/50	66.847	6/58
57.556	6/57	60.137	12/56	61.628	6/57	63.129	6/58	64.906	12/53	66.885	6/58
57.725	12/56	60.191	6/58	61.670	12/55	63.172	6/55	64.960	12/50	66.886	6/55
57.753	6/56	60.216	12/56	61.695	6/53	63.263	6/50	64.964	6/51	66.933	6/55
57.783	6/52	60.217	6/52	61.697	12/50	63.278	6/58	64.971	6/57	66.948	6/58
57.790	12/56	60.235	6/54	61.701	6/54	63.357	12/55	64.974	12/53	66.961	6/55
57.875	6/58	60.252	12/56	61.706	12/56	63.367	12/55	65.131	6/58	67.008	6/53
57.899	6/58	60.276	6/45	61.715	12/50	63.383	6/56	65.163	12/54	67.015	12/55
57.937	12/55	60.307	12/53	61.729	6/58	63.384	6/55	65.245	12/56	67.016	6/50
57.964	12/49	60.308	6/54	61.735	6/56	63.392	12/53	65.246	6/52	67.021	6/57
57.971	6/56	60.310	6/58	61.807	12/52	63.393	12/53	65.248	12/51	67.047	12/56
57.986	12/50	60.335	12/48	61.813	6/58	63.423	12/50	65.255	6/58	67.058	12/56
58.003	6/58	60.356	12/53	61.857	12/56	63.447	12/57	65.258	6/58	67.062	6/57
58.013	12/54	60.383	6/57	61.876	6/58	63.449	6/56	65.263	6/49	67.136	6/57
58.016	6/56	60.421	6/50	61.881	12/56	63.499	12/51	65.269	12/57	67.154	12/49
58.023	6/58	60.434	6/48	61.883	6/51	63.519	12/51	65.325	12/57	67.155	12/57
58.128	6/58	60.456	12/55	61.886	6/58	63.531	6/58	65.326	6/56	67.157	6/49
58.165	6/58	60.519	12/54	61.890	6/57	63.560	12/57	65.332	12/54	67.171	12/56
58.231	6/53	60.521	12/52	61.893	6/54	63.567	12/57	65.358	12/54	67.184	6/50
58.246	6/55	60.534	6/50	61.895	12/53	63.580	12/55	65.374	6/57	67.197	6/53
58.258	6/55	60.537	12/55	61.897	12/53	63.584	6/51	65.414	12/55	67.199	6/58
58.259	6/55	60.543	12/50	61.939	6/57	63.627	6/58	65.479	12/49	67.202	12/54
58.282	12/48	60.557	12/57	61.953	12/57	63.656	12/55	65.542	12/53	67.205	6/55
58.299	12/57	60.639	12/56	61.954	6/53	63.706	6/58	65.576	6/57	67.210	12/54
58.331	6/54	60.640	6/58	61.994	6/58	63.727	12/54	65.578	12/57	67.226	6/56
58.349	6/58	60.647	6/57	62.007	12/54	63.729	6/58	65.592	6/54	67.241	12/57
58.365	12/52	60.655	12/57	62.008	12/56	63.730	6/53	65.612	12/55	67.243	12/57
58.367	6/50	60.661	6/57	62.032	6/48	63.736	6/58	65.644	12/49	67.294	6/50
58.378	6/57	60.664	6/52	62.035	12/56	63.773	12/55	65.649	6/53	67.297	6/50
58.405	12/53	60.699	12/57	62.039	6/56	63.778	6/54	65.652	12/51	67.323	6/58
58.406	6/49	60.743	6/58	62.071	12/54	63.782	6/56	65.674	6/58	67.371	6/58
58.417	12/53	60.747	12/56	62.095	6/50	63.793	6/58	65.683	12/57	67.375	12/57
58.419	12/50	60.802	6/54	62.110	6/58	63.808	6/56	65.701	6/58	67.377	6/58
58.442	6/54	60.803	12/54	62.121	12/56	63.812	6/55	65.709	12/55	67.406	6/54
58.452	6/56	60.842	12/52	62.158	12/54	63.814	12/55	65.712	6/58	67.410	6/58
58.515	6/58	60.851	12/57	62.182	12/57	63.815	6/56	65.764	12/49	67.413	12/55
58.517	6/57	60.886	6/58	62.186	6/54	63.837	12/56	65.766	12/49	67.417	6/58
58.541	6/53	60.887	12/54	62.188	6/50	63.872	6/58	65.824	12/53	67.420	12/57
58.586	6/58	60.890	12/57	62.232	6/57	63.873	6/56	65.862	6/58		
58.691	6/58					63.875	6/56	65.867	6/58		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
67.429	12/57	69.098	6/58	70.754	6/55	73.028	12/57	75.181	12/51	77.550	6/52
67.455	6/55	69.110	12/57	70.757	6/55	73.091	6/58	75.206	6/56	77.555	6/58
67.495	12/57	69.122	12/56	70.770	6/55	73.118	6/57	75.214	6/51	77.580	6/52
67.533	6/56	69.127	6/55	70.773	6/50	73.157	12/56	75.235	12/53	77.581	12/50
67.566	6/58	69.129	6/58	70.775	6/51	73.167	6/50	75.359	6/58	77.586	6/56
67.617	6/58	69.137	6/57	70.785	6/54	73.168	12/55	75.372	6/53	77.595	6/49
67.620	12/57	69.138	12/56	70.786	12/57	73.216	6/56	75.379	6/56	77.602	12/51
67.635	12/51	69.143	12/55	70.787	12/56	73.232	6/55	75.409	6/52	77.616	6/55
67.660	12/53	69.174	6/58	70.793	12/55	73.254	12/47	75.410	12/56	77.626	12/55
67.665	6/57	69.223	6/58	70.797	6/49	73.258	6/56	75.555	6/58	77.637	6/56
67.670	12/51	69.241	12/57	70.836	6/58	73.285	6/58	75.558	6/58	77.645	12/56
67.674	6/54	69.269	12/52	70.852	12/56	73.290	12/51	75.587	12/54	77.646	6/52
67.729	6/58	69.336	6/52	70.861	6/52	73.291	6/57	75.589	12/54	77.664	12/56
67.743	6/55	69.346	12/48	70.869	6/58	73.297	12/54	75.590	12/56	77.666	12/56
67.754	6/58	69.349	12/47	70.879	6/50	73.310	6/58	75.643	12/55	77.713	6/58
67.872	6/55	69.368	6/55	70.880	12/52	73.314	6/54	75.744	12/57	77.717	6/58
67.880	12/56	69.415	12/55	70.896	12/56	73.324	6/58	75.808	12/56	77.724	6/58
67.881	6/52	69.440	6/58	70.900	6/56	73.347	12/57	75.836	6/54	77.726	6/56
67.832	12/54	69.441	12/54	70.931	6/50	73.348	12/57	75.839	6/58	77.728	12/55
67.837	6/49	69.450	12/49	71.065	6/58	73.358	12/48	75.846	6/55	77.731	12/55
67.900	6/56	69.458	12/51	71.074	6/58	73.359	6/54	75.904	12/56	77.765	6/57
67.912	6/58	69.468	12/50	71.096	6/58	73.385	12/57	75.905	12/53	77.786	6/54
67.925	6/58	69.491	12/55	71.117	12/57	73.392	12/57	75.906	6/58	77.808	6/58
67.952	12/57	69.573	12/50	71.148	6/58	73.417	12/57	75.929	6/55	77.816	12/55
67.974	6/58	69.577	12/56	71.220	6/58	73.424	12/53	75.984	6/55	77.840	6/56
67.978	6/57	69.579	12/49	71.239	6/56	73.453	6/53	76.001	6/57	77.842	6/58
68.011	12/57	69.587	6/48	71.275	12/57	73.460	6/50	76.022	6/53	77.847	6/50
68.012	6/57	69.597	12/48	71.302	12/55	73.475	6/58	76.032	12/53	77.854	6/58
68.013	6/56	69.600	6/55	71.303	12/57	73.506	12/54	76.066	6/55	77.858	12/49
68.076	6/49	69.610	12/57	71.304	12/56	73.549	6/58	76.067	12/57	77.915	12/54
66.088	12/53	69.646	6/57	71.374	6/51	73.569	6/56	76.069	12/56	77.921	6/52
68.104	6/58	69.660	12/53	71.428	12/53	73.583	12/48	76.082	6/56	77.940	12/55
68.106	6/58	69.661	6/52	71.434	6/58	73.586	6/56	76.102	6/58	77.983	12/54
68.112	6/49	69.665	6/57	71.454	6/51	73.589	6/49	76.115	6/58	78.066	6/58
68.125	6/58	69.667	12/53	71.455	6/58	73.592	6/50	76.133	12/51	78.100	12/56
68.140	12/55	69.704	12/55	71.463	6/57	73.596	12/52	76.136	12/53	78.144	12/57
68.141	6/51	69.712	6/58	71.493	6/57	73.598	6/50	76.142	6/48	78.158	12/57
68.144	6/57	69.717	12/56	71.494	12/57	73.615	12/51	76.176	6/55	78.166	6/58
68.147	12/54	69.718	6/52	71.567	6/58	73.653	6/58	76.257	6/57	78.176	6/57
68.170	6/58	69.747	6/55	71.596	12/53	73.674	6/54	76.261	12/56	78.196	12/50
68.171	6/48	69.752	6/58	71.599	6/52	73.719	6/58	76.265	6/55	78.214	6/58
68.172	6/58	69.796	12/47	71.613	12/57	73.721	12/57	76.307	6/58	78.272	6/55
68.189	6/58	69.831	12/57	71.637	12/56	73.726	12/57	76.322	6/58	78.284	6/55
68.205	12/57	69.836	6/55	71.739	6/58	73.756	6/58	76.326	6/50	78.303	6/58
68.239	12/56	69.849	12/51	71.765	12/54	73.852	6/56	76.336	12/56	78.323	6/57
68.257	6/58	69.852	6/49	71.801	6/58	73.926	6/58	76.355	6/53	78.422	6/56
68.263	6/56	69.857	6/53	71.806	6/58	73.959	6/56	76.409	12/57	78.453	12/52
68.291	12/52	69.911	6/54	71.854	12/57	73.967	6/58	76.513	12/55	78.495	12/53
68.297	6/54	69.913	6/56	71.880	6/58	73.982	12/55	76.529	6/58	78.557	6/56
68.307	12/52	69.988	12/52	71.957	12/55	73.985	12/52	76.540	12/57	78.572	12/57
68.320	12/57	70.023	12/55	71.966	6/55	74.016	6/49	76.544	6/58	78.591	6/55
68.338	6/58	70.035	6/58	71.980	6/58	74.181	6/58	76.551	6/54	78.604	6/53
68.349	6/58	70.045	6/58	72.005	12/55	74.220	12/55	76.553	6/56	78.606	12/55
68.379	6/54	70.125	6/50	72.039	12/57	74.221	6/58	76.607	6/53	78.610	6/52
68.391	12/54	70.140	12/56	72.101	12/48	74.227	6/58	76.644	6/58	78.613	12/54
68.400	12/49	70.178	6/58	72.131	6/51	74.240	6/58	76.707	12/51	78.615	6/52
68.401	12/49	70.186	6/53	72.132	6/53	74.251	6/55	76.724	12/55	78.618	12/54
68.453	12/53	70.202	6/57	72.133	12/51	74.293	12/53	76.727	6/57	78.620	6/51
68.470	6/57	70.224	12/57	72.241	6/58	74.295	12/57	76.755	12/57	78.646	12/56
68.477	12/57	70.235	6/56	72.266	12/57	74.296	12/55	76.778	12/56	78.679	12/53
68.482	6/57	70.304	6/53	72.285	12/57	74.311	6/49	76.809	6/55	78.682	12/56
68.485	6/55	70.305	6/57	72.301	6/58	74.345	12/55	76.828	6/58	78.699	12/55
68.529	6/56	70.347	12/53	72.359	12/53	74.372	6/58	76.833	6/58	78.704	12/55
68.560	6/58	70.372	6/58	72.371	6/52	74.373	6/51	76.855	6/57	78.845	12/50
68.569	12/57	70.382	6/54	72.422	6/52	74.470	6/58	76.859	6/56	78.863	6/52
68.609	6/58	70.448	6/58	72.433	6/58	74.553	6/56	76.885	6/58	78.865	12/53
68.612	12/53	70.451	6/54	72.469	6/56	74.555	6/53	76.889	12/57	78.880	12/56
68.619	6/50	70.453	6/49	72.497	12/54	74.569	12/57	76.898	12/53	78.896	12/49
68.651	6/51	70.457	12/54	72.512	6/57	74.601	12/47	76.931	6/58	78.919	12/57
68.684	6/58	70.459	6/56	72.520	12/57	74.641	12/57	77.021	6/58	78.920	12/53
68.734	6/57	70.464	12/56	72.532	6/56	74.647	6/55	77.036	6/58	78.952	6/57
68.741	6/58	70.474	6/56	72.533	12/54	74.687	12/49	77.045	6/55	78.962	6/58
68.750	6/54	70.503	6/54	72.560	12/49	74.692	6/51	77.049	6/58	78.975	12/57
68.784	6/56	70.505	12/50	72.597	6/55	74.695	6/55	77.051	6/53	79.025	6/58
68.785	6/55	70.520	12/49	72.606	12/49	74.710	12/51	77.075	12/53	79.040	12/49
68.787	6/57	70.521	6/53	72.638	12/50	74.711	6/50	77.102	12/56	79.050	6/48
68.813	12/51	70.531	12/54	72.613	6/50	74.713	6/49	77.268	6/58	79.051	6/48
68.815	6/54	70.576	6/58	72.617	12/56	74.734	6/52	77.271	12/57	79.117	12/57
68.838	6/58	70.617	12/57	72.624	6/53	74.747	12/55	77.310	12/52	79.126	6/58
68.842	6/58	70.619	6/52	72.626	12/56	74.763	12/55	77.318	6/57	79.187	12/57
68.338	12/50	70.634	6/58	72.656	12/53	74.811	6/56	77.332	12/53	79.199	12/54
68.920	12/52	70.638	6/58	72.668	12/57	74.815	6/56	77.347	12/57	79.213	6/57
68.923	6/58	70.654	6/57	72.682	6/57	74.934	6/56	77.364	12/53	79.277	6/56
68.927	12/56	70.657	12/55	72.683	12/51	74.936	6/57	77.382	12/56	79.290	12/48
68.928	6/55	70.669	6/58	72.695	6/58	74.967	12/57	77.385	12/54	79.315	6/53
69.027	12/56	70.674	6/58	72.712	6/58	75.037	12/57	77.396	6/54	79.335	6/58
69.058	6/57	70.694	12/57	72.837	6/48	75.041	6/54	77.399	12/49	79.365	6/52
69.059	6/54	70.696	12/55	72.854	12/55	75.047	12/54	77.430	12/57	79.380	12/55
69.068	6/58	70.698	6/56	72.859	12/55	75.099	12/51	77.509	6/48	79.420	6/54
69.075	12/57	70.701	6/57	72.873	6/56	75.101	12/56	77.513	12/52	79.422	6/54
69.077	12/56	70.703	12/57	72.951	12/55	75.109	12/54	77.534	12/56	79.463	6/58
69.094	6/57	70.718	6/49	72.959	6/58	75.141	12/57	77.539	6/56	79.500	6/58
69.096	12/57	70.719	6/58	72.983	6/58	75.150	12/55	77.540	6/56	79.563	6/50
		70.735	6/51	72.991	6/53	75.169	12/54				
				72.993	6/58						

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
79.564	12/51	80.685	12/55	82.196	12/50	83.662	6/58	85.478	6/58	87.403	12/54
79.567	12/57	80.714	12/52	82.244	12/57	83.716	12/52	85.530	12/56	87.405	6/58
79.569	12/50	80.717	12/51	82.258	12/57	83.766	12/57	85.561	6/58	87.412	12/56
79.570	12/52	80.727	6/58	82.269	12/56	83.811	6/50	85.564	12/50	87.467	6/57
79.607	12/55	80.750	12/54	82.274	6/58	83.866	6/52	85.565	6/57	87.468	6/58
79.644	6/58	80.764	12/49	82.276	6/58	83.879	12/52	85.566	6/56	87.470	12/51
79.674	12/54	80.834	6/50	82.283	12/53	83.883	12/49	85.567	6/51	87.473	6/52
79.675	12/57	80.849	12/57	82.290	6/55	83.891	6/53	85.604	6/52	87.512	12/50
79.678	6/53	80.851	12/56	82.309	6/42	83.897	12/57	85.651	6/56	87.513	12/55
79.680	12/57	80.873	12/55	82.317	12/52	83.904	6/58	85.652	12/56	87.530	6/58
79.712	6/56	80.929	12/47	82.359	6/54	83.913	6/58	85.661	6/58	87.542	12/57
79.713	6/52	80.978	12/54	82.380	12/56	83.918	6/58	85.673	12/52	87.567	6/52
79.736	6/55	80.979	12/57	82.381	6/46	83.958	12/57	85.675	12/51	87.580	6/58
79.742	6/57	81.041	6/49	82.388	12/53	83.975	12/57	85.706	6/58	87.625	12/48
79.753	6/57	81.072	6/48	82.392	6/57	83.977	6/58	85.750	6/56	87.660	12/57
79.759	6/56	81.073	12/52	82.400	12/50	83.978	12/56	85.771	12/56	87.680	6/50
79.760	6/58	81.075	6/52	82.431	6/56	84.142	6/51	85.792	6/58	87.697	12/49
79.769	6/56	81.090	6/58	82.463	6/58	84.174	12/55	85.810	6/57	87.703	12/57
79.777	12/57	81.161	6/58	82.483	6/52	84.182	12/57	85.826	6/51	87.706	6/53
79.780	6/56	81.169	6/54	82.515	6/57	84.217	6/58	85.845	12/51	87.713	12/52
79.824	12/57	81.212	12/54	82.560	6/54	84.380	6/55	85.846	6/48	87.714	6/56
79.833	12/53	81.231	6/58	82.584	6/55	84.383	6/58	85.867	12/50	87.743	6/50
79.881	6/49	81.318	6/56	82.585	12/49	84.398	12/53	85.868	6/55	87.766	6/58
79.902	12/46	81.345	6/52	82.613	12/56	84.420	6/58	85.907	12/56	87.771	12/51
79.908	12/52	81.347	12/52	82.614	6/51	84.427	6/57	85.937	12/54	87.774	12/52
79.938	6/58	81.363	6/57	82.620	6/54	84.431	6/58	85.949	6/54	87.795	12/54
79.973	6/56	81.366	12/53	82.621	6/55	84.436	6/53	85.969	12/49	87.806	6/53
79.985	6/58	81.377	6/58	82.624	12/47	84.453	6/58	86.007	6/54	87.818	12/54
79.992	6/54	81.406	12/56	82.625	6/53	84.485	12/57	86.009	12/51	87.820	12/48
79.994	6/55	81.432	6/55	82.627	12/50	84.490	6/49	86.061	12/55	87.879	6/54
80.018	6/56	81.453	6/52	82.628	6/56	84.544	6/58	86.178	6/52	87.918	6/58
80.038	6/56	81.496	6/57	82.707	12/54	84.568	6/58	86.211	12/50	87.942	6/56
80.071	12/55	81.513	12/55	82.711	12/47	84.616	12/53	86.212	6/55	87.945	6/50
80.072	6/52	81.517	12/52	82.790	6/57	84.675	12/55	86.242	12/54	87.948	6/54
80.073	12/53	81.579	6/55	82.791	12/57	84.720	6/58	86.390	12/56	87.952	12/54
80.104	12/54	81.639	12/56	82.796	6/54	84.810	6/58	86.428	6/58	87.981	12/57
80.131	6/50	81.652	12/57	82.828	6/58	84.842	12/56	86.457	6/58	87.995	12/56
80.155	6/58	81.675	6/57	82.846	12/45	84.844	6/56	86.487	12/56	88.001	6/56
80.185	12/56	81.717	12/56	82.847	12/57	84.854	12/48	86.493	6/56	88.039	12/55
80.186	12/57	81.721	12/55	82.850	6/56	84.859	12/52	86.512	6/58	88.049	12/56
80.190	12/54	81.739	12/57	82.869	6/58	84.884	6/58	86.534	12/50	88.053	6/52
80.191	6/51	81.742	6/57	82.955	12/54	84.887	6/54	86.613	6/58	88.079	6/58
80.194	12/49	81.814	12/56	82.973	6/58	84.889	12/51	86.642	12/57	88.090	6/55
80.241	6/56	81.816	6/58	83.004	6/58	84.890	12/48	86.664	6/55	88.090	6/56
80.246	12/54	81.835	12/57	83.005	12/48	84.925	6/54	86.674	12/54	88.107	6/50
80.268	6/58	81.839	12/56	83.011	6/52	84.954	12/53	86.720	6/56	88.119	6/55
80.275	6/57	81.840	12/49	83.023	6/53	84.970	6/58	86.751	12/52	88.123	6/55
80.278	6/57	81.841	6/56	83.025	12/55	84.984	6/58	86.785	6/58	88.125	6/57
80.314	12/56	81.879	6/58	83.086	6/58	84.992	12/51	86.795	12/55	88.168	6/58
80.341	12/56	81.882	12/51	83.079	12/57	84.994	12/55	86.805	12/57	88.177	6/58
80.342	12/56	81.897	6/58	83.112	6/50	85.036	6/57	86.870	12/57	88.188	6/56
80.368	12/55	81.943	6/58	83.142	12/56	85.044	6/58	86.917	12/50	88.271	12/54
80.439	6/49	81.945	12/52	83.153	6/58	85.085	6/50	86.919	6/57	88.342	12/56
80.482	6/55	81.950	12/50	83.194	6/49	85.136	12/53	86.927	12/57	88.367	6/58
80.485	12/51	81.951	6/51	83.199	6/58	85.147	6/58	86.995	6/56	88.369	12/52
80.535	6/58	81.979	6/57	83.206	6/58	85.191	6/57	86.998	6/58	88.518	12/57
80.572	6/54	81.988	6/53	83.209	6/56	85.230	12/55	87.000	12/48	88.548	6/58
80.573	6/50	81.989	12/45	83.213	12/56	85.296	6/55	87.121	6/58	88.643	6/48
80.579	12/43	82.004	12/57	83.281	12/56	85.322	12/54	87.139	12/50	88.679	6/58
80.586	6/57	82.007	12/57	83.295	6/58	85.380	6/57	87.143	12/56	88.724	6/58
80.593	12/54	82.009	12/57	83.440	6/58	85.425	6/48	87.147	6/58	88.754	12/55
80.601	12/53	82.010	6/58	83.568	12/55	85.436	12/57	87.172	12/56	88.762	12/57
80.615	6/52	82.013	12/57	83.569	12/48	85.441	12/56	87.241	12/56	88.769	12/56
80.631	12/57	82.018	6/53	83.571	6/52	85.455	12/44	87.294	12/57	88.786	12/55
80.639	12/49	82.042	12/49	83.597	6/58	85.457	12/57	87.390	12/57	88.788	6/57
80.664	6/57	82.068	6/56	83.607	6/58	85.459	12/51	87.392	6/52	88.789	12/57
80.667	6/49	82.139	12/57	83.624	6/58						
80.680	6/56	82.175	12/57								

SOCIETE SABLAISE DES EAUX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.950.000 F

SIÈGE SOCIAL :

23, RUE ERNEST-DELVAUT, LES SABLES-D'OLONNE (VENDÉE)

R. C. : les Sables-d'Olonne n° 498.

Obligations de 2.000 F 4 1/2 0/0 juillet 1942.

Seizième amortissement.

Utilisant la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ces obligations, la Société sablaise des eaux a procédé au rachat en Bourse des 110 obligations 4 1/2 0/0 juillet 1942 formant la totalité des obligations à amortir au 1er juillet 1958.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Toutes les obligations sorties aux tirages antérieurs sont actuellement remboursées.

HUILERIES MAUREL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 2, ALLÉES D'ORLÉANS, A BORDEAUX

R. C. : Bordeaux n° 383 B.

Obligations 4 1/4 0/0 1944.

Onzième amortissement du 1er juillet 1958.

MM. les porteurs d'obligations 4 1/4 0/0 1944 sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse la quantité de titres nécessaires au onzième amortissement.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1958.

(Le tableau d'amortissement a été publié au Journal officiel *du 22 octobre 1944.)*

D. A. V. U. M.

Compagnie de dépôts et agences de vente d'usines métallurgiques.
(Anciens établissements Salmon, fondés en 1818.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.350.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL :

22, BOULEVARD GALLIENI, VILLENEUVE-LA-GARENNE (SEINE)

R. C. : Seine n° 54-B 2975.

Obligations 4 0/0 1942.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société anonyme D. A. V. U. M., Compagnie de dépôts et agences de vente d'usines métallurgiques, a procédé au rachat des 1.604.000 F capital nominal d'obligations dont l'amortissement est prévu pour le 15 juin 1958.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort au titre de cet amortissement.

Les amortissements précédents ont également été effectués par voie de rachats en Bourse.

COMPTOIR METALLURGIQUE DU CENTRE

(J. Pingusson et Cie)

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS AU CAPITAL DE 84 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 41 ET 43, RUE BLATIN, CLERMONT-FERRAND

R. C. : Clermont-Ferrand n° 54-B 56.

Obligations 4 3/4 0/0 1947 de 5.000 F.

LISTE NUMERIQUE

1° Des 43 obligations amorties au dixième tirage effectué le 29 juin 1957 et remboursables le 1er avril 1958 ;

2° Des séries comprenant les obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement
9 à 49	57	273 à 306	53
111 à 147	55	390 à 399	58
148 et 149	56	401 à 433	58

Groupement pour la Reconstitution du Patrimoine National

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL ET PERSONNEL VARIABLES
AU CAPITAL DE FONDATION DE 200.000 F

SIÈGE SOCIAL : 35, AVENUE DU MAINE, A PARIS

R. C. : Seine n° 375881 B.

Emprunt 4 3/4 % août 1957.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES DES REMBOURSEMENTS	NOMBRE de titres à amortir.
1	1er août 1958	6.774
2	— 1959	7.095
3	— 1960	7.432
4	— 1961	7.785
5	— 1962	8.155
6	— 1963	8.542
7	— 1964	8.948
8	— 1965	9.373
9	— 1966	9.819
10	— 1967	10.285
11	— 1968	10.773
12	— 1969	11.285
13	— 1970	11.821
14	— 1971	12.383
15	— 1972	12.971
16	— 1973	13.587
17	— 1974	14.232
18	— 1975	14.908
Total		186.168

Grandes Brasseries et Malteries Alsaciennes d'Angoulême

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 31.822.500 F

SIÈGE SOCIAL : 121, RUE DE BORDEAUX, ANGOULEME

R. C. : Angoulême n° 54-B 29.

Obligations 5 0/0 1931 rachetées en Bourse, amortissables le 20 août 1958, coupon n° 55 attaché.

5.169 à 5.172 — 5.447 à 5.453 — 6.032 — 6.308 — 6.315 6.558 — 6.559 — 6.668 — 6.751 à 6.758

Titres restant à rembourser sur tirages précédents.

Néant.

BILANS

BANQUE DE L'ALGERIE ET DE LA TUNISIE

Situation au 31 mars 1958.

ACTIF

Comptes financiers :			
Numéraire en caisse :			
Or, lingots et monnaies	2.247.399.465		
Divers	2.152.340.793		
		4.399.740.258	
Disponibilités en France.....		2.351.119.965	
Disponibilités à l'étranger.....		146.708.240	
Correspondants bancaires en France		9.831.056.686	
Correspondants d'Algérie et de Tunisie		1.036.404.404	
Portefeuille		224.253.493.904	
Titres de placement.....		4.688.918.462	
Titres appartenant à la caisse des retraites		4.880.348.217	
			251.587.790.136
Comptes de tiers :			
Comptes courants garantis par nantissement de titres.....		1.925.822.301	
Avances à trente jours sur bons du Trésor et effets publics....		6.022.075.000	
			7.947.897.301
Valeurs immobilisées :			
Immobilisations (moins amortissements)		4.491.071.966	
Avances à l'Etat.....		»	
Avances à l'Algérie.....		1.200.000.000	
Avances à la Tunisie.....		500.000.000	
Avances à la B. I. A. N.....		5.000.000	
Titres de participation.....		27.216.735	
			6.223.288.701
Comptes de liaison et divers.....			23.315.116.919
Total de l'actif.....			289.074.093.057

PASSIF

Capitaux permanents :			
Capital		25.000.000	
Réserves statutaires.....		608.333.333	
Réserves facultatives.....		3.534.804.791	
Réserve spéciale de réévaluation.		3.615.737.445	
Caisse des retraites des fonctionnaires et agents de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie...		5.658.685.035	
			13.442.560.604
Engagements à vue :			
Comptes financiers :			
Billets au porteur en circulation :			
Algériens	181.409.936.500		
Tunisiens	26.203.131.000		
		207.613.067.500	
Comptes de tiers :			
Trésor public...	1.392.790.845		
Trésor algérien.	50.147.157		
Trésor tunisien.	6.467.234.663		
Comptes courants sur place	12.683.536.232		
Autres engagements à vue.	10.094.998.205		
		30.688.707.102	
			238.301.774.602
Comptes de liaison et divers.....			37.329.757.851
Total du passif.....			289.074.093.057

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie,
JEAN WATTEAU.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

RAPPORT

SUR

L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1956)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Paul BACON, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

Monsieur le Président,

Le rapport relatif à l'application de la législation de sécurité sociale que j'ai l'honneur de vous présenter, comporte, dans une première partie, un commentaire sur l'évolution récente de la législation de sécurité sociale et de la jurisprudence, dans une seconde partie, le bilan financier de l'année 1956 et, dans une troisième partie, les résultats rectifiés et détaillés de l'année 1955. Il comprend, en outre, une quatrième et une cinquième parties se rapportant respectivement à la gestion de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et à l'application de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés.

Il diffère des précédents en ce qui concerne la présentation des résultats financiers des deux derniers exercices. D'une part, le bilan de l'année 1956 est complété par des tableaux annexes donnant les principaux résultats par caisse de sécurité sociale ou d'allocations familiales établis le plus souvent à partir des statistiques mensuelles ou trimestrielles. D'autre part, les résultats rectifiés et détaillés de l'année 1955 sont fournis sur le plan national. Le lecteur pourra ainsi retrouver plus facilement les éléments des statistiques récapitulatives annuelles.

⁂

Les recettes et les dépenses totales du régime général des professions non agricoles telles qu'elles ressortent de ce rapport s'établissent ainsi pour les années 1955 et 1956 (en millions de francs) :

	ASSURANCES SOCIALES		ACCIDENTS DU TRAVAIL		PRESTATIONS FAMILIALES				RÉSULTATS d'ensemble pour les trois législations.	
					Salariés.		Employeurs et travailleurs indépendants.			
	1955	1956	1955	1956	1955	1956	1955	1956	1955	1956
Recettes	475.120	548.359	80.182	94.841	470.627	540.275	31.656	33.454	1.057.585	1.216.929
Dépenses	531.307	594.361	84.575	96.396	445.934	491.492	30.679	32.699	1.092.495	1.214.948
Excédents	»	»	»	»	24.693	48.783	977	755	»	1.981
Déficits	56.187	46.002	4.393	1.555	»	»	»	»	34.910	»

Pour l'ensemble des trois législations, les opérations de l'année 1956 se traduisent par un excédent de 2 milliards alors que l'exercice précédent avait accusé un déficit de 35 milliards. L'amélioration ainsi constatée de la situation financière est due à la réduction du déficit des assurances sociales et à l'augmentation de l'excédent des prestations familiales, l'accroissement des recettes ayant été légèrement supérieur à celui des dépenses, par suite, notamment, de l'augmentation de la masse des salaires soumis à cotisation.

En ce qui concerne les assurances sociales, l'importance relative du déficit a été ramenée de 11,8 p. 100 des recettes en 1955 à 8,4 p. 100. Exprimées en pourcentage des salaires soumis à cotisation, les charges des assurances sociales se sont établies comme suit au cours des deux dernières années :

	1955 (résultats rectifiés).	1956 (résultats provisoires).
	(En millions de francs.)	
Recettes (1).		
Cotisations du régime général	443.826	507.028
Cotisations des régimes divers	8.176	11.034
Total	452.002	518.062
Cotisations supplémentaires du régime local du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (2)	»	1.657
Produit des recours contre les tiers	1.076	1.417
Total	453.078	521.136
Salaires soumis à cotisation (3)	2.910.000	3.353.000

	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.
Dépenses (1).				
Maladie, longue maladie	245.393	8,43	288.813	8,61
Maternité	17.391	0,60	19.062	0,57
Invalidité	19.986	0,69	21.746	0,65
Décès	3.675	0,13	4.011	0,12
Vieillesse	177.942 (4)	6,11	183.855	5,48
Contribution au fonds spécial	4.697	0,16	3.321	0,10
Action sanitaire et sociale et contrôle médical	8.155	0,28	9.426	0,28
Gestion administrative	25.085	0,86	28.763	0,86
Dépenses diverses	1.463	0,05	2.433	0,07
Total	503.787	17,31	561.430	16,74
Prestations supplémentaires du régime local du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (2)	»		1.257	
Total	503.787		562.687	

(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

(2) Les prestations supplémentaires du régime local des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle n'étant isolées dans les statistiques nationales qu'à partir du 1er janvier 1956, les opérations effectuées en 1955 au titre du régime local sont comprises dans les résultats du régime général.

(3) Salaires correspondant aux cotisations du régime général proprement dit et des régimes divers y rattachés.

(4) Y compris les remboursements à l'assurance vieillesse agricole.

Coût des assurances maladie et maternité.

	1955		1956	
	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.
Assurances maladie, longue maladie.				
Frais médicaux	30.910	1.06	31.379	0,93
Frais chirurgicaux	14.153	0,49	17.912	0,53
Soins dentaires	12.990	0,45	14.482	0,43
Frais pharmaceutiques	53.759	1,85	65.026	1,94
Frais d'hospitalisation	79.904	2,74	92.114	2,75
Cures thermales	1.779	0,06	2.222	0,07
Divers	534	0,02	1.336	0,04
Total des prestations en nature	194.029	6,67	224.471	6,69
Prestations en espèces	51.364	1,76	64.342	1,92
Total	245.393	8,43	288.813	8,61
Assurance maternité				
Frais médicaux	3.963	0,14	4.073	0,12
Frais pharmaceutiques	739	0,03	791	0,02
Frais d'hospitalisation	6.204	0,21	6.830	0,20
Primes d'allaitement et bons de lait	1.776	0,06	1.875	0,06
Indemnités journalières	4.512	0,15	5.240	0,16
Divers	197	0,01	253	0,01
Total	17.391	0,60	19.062	0,57

Répartition par catégories de bénéficiaires des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie.

BÉNÉFICIAIRES	1955		1956	
	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.
Assurés	99.577	3,42	115.523	3,45
Conjoints	26.056	0,90	29.639	0,88
Enfants	43.027	1,48	49.985	1,49
Autres membres de la famille	97	»	185	»
Invalides et leurs ayants droit	15.381	0,53	15.034	0,45
Pensionnés et leurs ayants droit	9.891	0,34	14.105	0,42
Total	194.029	6,67	224.471	6,69

En 1956, le coût de l'assurance maladie a continué à croître, le poste accusant la plus forte augmentation étant celui des prestations en espèces. Il faut voir là une conséquence du décret du 20 mai 1955, lequel a provoqué par ailleurs une légère réduction du coût des pensions d'invalidité.

Les prestations en nature sont relativement stables dans leur ensemble, mais leur examen dans le détail fait apparaître une nouvelle poussée des frais pharmaceutiques.

L'amélioration de la situation d'ensemble des assurances sociales est due au fait que la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés intervenue en application de la loi du 27 mars 1956 a été supportée par le fonds national de solidarité et non par le régime général. Le coût des prestations de vieillesse servies par les caisses du régime général s'est établi à 6,01 p. 100 des salaires soumis à cotisation, y compris 0,53 p. 100 pour les majorations et allocations du fonds national de solidarité. La charge nette du régime général au titre de l'assurance vieillesse s'est trouvée ainsi ramenée de 6,11 p. 100 en 1955 à 5,48 p. 100 en 1956.

La réduction du déficit des accidents du travail (1 milliard et demi contre 4,4 milliards en 1955) est imputable au relèvement du taux moyen des cotisations et à l'augmentation du produit des recours contre les tiers. Ce produit, qui n'avait pas été incorporé jusqu'à présent dans la statistique des recettes, a atteint en 1956: 3.300 millions. Dans ces conditions, un redressement des statistiques s'imposait et les résultats des années 1951 à 1955 ont été corrigés en conséquence.

En ce qui concerne les prestations familiales, l'augmentation du volume des prestations sous l'effet de la poussée démographique et de la réduction des abattements de zone a été inférieure à l'accroissement des encaissements par suite de la fixité du salaire de base. Les charges de surcompensation ont été supérieures à celles de l'exercice précédent, mais sur les 25.320 millions imputés au régime général, 17.400 millions ont été versés directement par le Trésor au budget annexe des prestations familiales agricoles pour le compte de la caisse nationale de sécurité sociale.

***

Les résultats financiers publiés dans le présent rapport ne concernent que les régimes placés sous la tutelle directe du ministère du travail et de la sécurité sociale. La centralisation des statistiques relatives à l'ensemble des régimes de sécurité sociale a été effectuée à plusieurs reprises par mes services en vue notamment de répondre aux enquêtes du Bureau international du travail sur le coût de la sécurité sociale. Une série a pu être ainsi déterminée pour les années 1949 à 1954. En la complétant à partir des renseignements recueillis et des prévisions établies par le ministère des finances pour l'établissement du budget social de la nation, on peut dégager l'évolution des dépenses de sécurité sociale sur une période de neuf années.

Exprimées en milliards de francs, les charges des trois législations et de l'ensemble de la sécurité sociale auraient varié comme suit de 1949 à 1957:

Charges totales de sécurité sociale. — Ensemble des régimes.

(En milliards de francs.)

ANNÉES	ASSURANCES sociales (1).	ACCIDENTS du travail.	PRESTATIONS familiales (2).	TOTAL sécurité sociale.
1949	434,8	52,5	349,2	836,5
1950	573,2	60,5	391,8	1.025,5
1951	744,6	68,8	516,1	1.329,5
1952	906,4	79,5	622,3	1.608,2
1953	970,5	92,7	651,3	1.714,5
1954	1.055,4	99,9	701,6	1.856,9
1955 (3)	1.128,8	122,2	766,4	2.017,4
1956 (3)	1.394,2	141,8	835,6	2.371,6
1957 (4)	1.557,3	162,1	892,3	2.611,7

(1) A l'exclusion des régimes complémentaires de retraites.

(2) Compte tenu des avantages familiaux complémentaires des agents de l'Etat et des entreprises publiques.

(3) Résultats provisoires.

(4) Evaluations.

Par rapport à la production intérieure brute, on obtient les pourcentages ci-après:

ANNÉES	ASSURANCES sociales.	ACCIDENTS du travail.	PRESTATIONS familiales.	TOTAL sécurité sociale
1949	5,77	0,70	4,64	11,11
1950	6,66	0,70	4,56	11,92
1951	7,03	0,65	4,87	12,55
1952	7,16	0,63	4,92	12,71
1953	7,49	0,71	5,03	13,23
1954	7,67	0,73	5,10	13,50
1955	7,55	0,81	5,11	13,47
1956	8,49	0,87	5,09	14,45
1957	8,57	0,89	4,91	14,37

La fraction du revenu national affectée à la sécurité sociale est passée de 11,1 p. 100 en 1949 à 14,4 p. 100 en 1956-1957.

Sur la base 100 en 1949 on peut établir les indices suivants du coût de la sécurité sociale par rapport à la production intérieure brute:

ANNÉES	ASSURANCES sociales.	ACCIDENTS du travail.	PRESTATIONS familiales.	TOTAL sécurité sociale.
1950	115	100	98	107
1951	122	93	105	113
1952	124	90	106	114
1953	130	101	108	119
1954	133	104	110	121
1955	131	117	110	121
1956	147	124	119	136
1957	148	127	106	129

On constate que le coût de la sécurité sociale par rapport au revenu national a accusé en 1956-1957 un accroissement de 30 p. 100 par rapport à 1949. L'indice des assurances sociales est en progression chaque année alors que celui des prestations familiales, qui s'était stabilisé après avoir augmenté de dix points de 1949 à 1954, semble devoir diminuer légèrement en 1957.

En ce qui concerne les salariés, le rapprochement des prestations de sécurité sociale de la masse des salaires et traitements donne les résultats ci-après:

ANNÉES	PRESTATIONS de sécurité sociale versées aux salariés.	MASSE des salaires nets (1).	POURCENTAGE des prestations par rapport aux salaires.
	(En milliards de francs.)		
1949	781,9	2.691	29,06
1950	965,6	2.969	32,52
1951	1.251,4	3.765	33,24
1952	1.508,9	4.466	33,79
1953	1.599,4	4.638	34,48
1954	1.720,6	5.061	34,00
1955	1.870,5	5.617	33,30
1956	(2) 2.165,4	6.125	35,35
1957	(2) 2.380,0	6.757	35,22

(1) Déduction faite de la cotisation ouvrière de sécurité sociale et de la retenue de 6 p. 100 sur les traitements des fonctionnaires (en vue de la retraite). — Annuaire statistique I. N. S. E. E. et rapport économique annexé au projet de loi de finances pour 1958.

(2) Y compris une fraction des dépenses du fonds national de solidarité.

Si l'on examine plus particulièrement les résultats relatifs aux assurances sociales, on relève les chiffres ci-après, en pourcentage de la production intérieure brute:

ANNÉES	SOINS médicaux (salariés).	PRESTATIONS en espèces.		GESTION administrative.	DIVERS (1).	TOTAL
		Salariés.	Non-salariés.			
1949	1,34	3,78	0,33	0,24	0,06	5,77
1950	1,49	4,54	0,31	0,26	0,06	6,66
1951	1,60	4,78	0,30	0,28	0,07	7,03
1952	1,70	4,81	0,30	0,27	0,08	7,16
1953	1,85	4,92	0,34	0,28	0,11	7,49
1954	1,93	4,95	0,41	0,27	0,11	7,67
1955	1,96	4,79	0,39	0,28	0,11	7,53
1956	2,04	(2) 5,37	(2) 0,64	0,31	0,13	8,49
1957	2,08	(2) 5,42	(2) 0,66	0,30	0,11	8,57

(1) Essentiellement, dépenses d'action sanitaire et sociale et de contrôle médical.

(2) Compte tenu des allocations du fonds national de solidarité.

L'indice du coût s'établit comme suit:

ANNÉES	SOINS médicaux (salariés).	PRESTATIONS en espèces.		GESTION administrative.	TOTAL assurances sociales.
		Salariés.	Non-salariés.		
1950.....	111	120	94	108	115
1951.....	199	126	91	117	122
1952.....	127	127	91	113	124
1953.....	138	150	103	117	130
1954.....	144	131	124	113	133
1955.....	146	127	118	117	131
1956.....	152	142	194	129	147
1957.....	155	143	200	125	148

Les prestations en espèces versées aux non-salariés qui ne concernent que les pensions et allocations de vieillesse accusent la progression la plus forte. La charge des prestations en nature des assurances maladie, maternité s'accroît régulièrement pour atteindre l'indice 155 en 1957. Le coût des prestations en espèces versées aux salariés au titre des assurances maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès a augmenté dans une proportion moins grande que les prestations en nature jusqu'en 1955, mais les allocations du fonds national de solidarité font progresser très sensiblement l'indice en 1956 et 1957.

Les pensions et allocations de vieillesse constituent la plus grande partie des prestations en espèces versées aux salariés. En les isolant, on obtient les résultats ci-après:

Pensions et allocations de vieillesse versées aux salariés.

ANNÉES	EN MILLIARDS de francs.	EN POURCENTAGE de la production intérieure brute.	INDICE DU COUT
1949	239,1	3,17	100
1950	342,6	3,98	125
1951	437,1	4,13	130
1952	524,5	4,15	131
1953	545,7	4,21	133
1954	580,7	4,22	133
1955	615,2	4,10	129
1956	(1) 757,9	4,62	146
1957	(1) 840,8	4,63	146

(1) Y compris une fraction des dépenses du fonds national de solidarité.

En ce qui concerne les prestations familiales, l'évolution de 1949 à 1957 serait la suivante:

1° *En pourcentage de la production intérieure brute.*

ANNÉES	PRESTATIONS		GESTION administrative.	DIVERS (1).	TOTAL
	Salariés.	Non-salariés.			
1949.....	4,07	0,34	0,13	0,10	4,64
1950.....	3,97	0,34	0,12	0,13	4,56
1951.....	4,21	0,38	0,14	0,14	4,87
1952.....	4,22	0,43	0,15	0,14	4,92
1953.....	4,27	0,47	0,14	0,15	5,03
1954.....	4,32	0,49	0,12	0,17	5,10
1955.....	4,35	0,50	0,13	0,13	5,11
1956.....	4,30	0,53	0,12	0,14	5,09
1957.....	4,11	0,54	0,12	0,14	4,91

(1) Essentiellement, dépenses d'action sociale.

2° *Indice du coût* (base 100 en 1949).

ANNÉES	PRESTATIONS		GESTION administrative.	TOTAL
	Salariés.	Non-salariés.		
1950.....	98	100	92	98
1951.....	103	112	108	105
1952.....	104	126	100	106
1953.....	105	138	108	108
1954.....	106	144	92	110
1955.....	107	147	100	110
1956.....	106	156	92	110
1957.....	101	159	92	106

Le coût des prestations familiales versées aux salariés demeure relativement stable. En d'autres termes, le volume des prestations a varié dans la même proportion que le revenu national. Par contre, la valeur relative des prestations distribuées aux non-salariés (employeurs et travailleurs indépendants des professions non agricoles et exploitants agricoles) n'a cessé de s'accroître, devant atteindre en 1957, avec l'extension de l'allocation de la mère au foyer aux non-salariés des professions non agricoles, l'indice 159 par rapport à 1949.

La statistique des recettes de l'ensemble des régimes de sécurité sociale montre la triple origine des fonds:

a) Cotisations des assurés;
b) Contributions des employeurs;
c) Contributions et subventions de l'Etat ou des collectivités publiques.

Le tableau suivant donne, pour les années 1949 à 1954, la ventilation des recettes en milliards de francs et la répartition de 1.000 F de recettes. Sous la rubrique « Etat » on a groupé les contributions de l'Etat-employeur et des collectivités locales, les impôts et taxes affectés à la sécurité sociale, les subventions de l'Etat et d'autres pouvoirs publics.

Recettes des régimes de sécurité sociale (1).

ANNÉES	EN MILLIARDS DE FRANCS				
	Assurés.	Employeurs (2).	Etat (3).	Divers.	Total.
1949	143,8	489,8	208,7	1,9	844,2
1950	175,5	545,5	274,0	3,7	998,7
1951	220,1	710,8	373,7	5,7	1.310,3
1952	285,1	902,3	447,7	7,9	1.643,0
1953	315,5	942,6	445,4	11,7	1.715,2
1954	344,6	1.001,7	480,6	12,8	1.839,7

ANNÉES	RÉPARTITION DE 1.000 F DE RECETTES			
	Assurés.	Employeurs.	Etat.	Divers.
1949	171	580	247	2
1950	176	546	274	4
1951	168	542	285	5
1952	174	549	272	5
1953	184	550	260	6
1954	187	544	262	7

(1) Ensemble des régimes (salariés et non-salariés), à l'exclusion des virements entre régimes.
(2) A l'exclusion de l'Etat-employeur.
(3) Contribution de l'Etat-employeur et des collectivités locales, impôts et taxes, subventions de l'Etat et d'autres pouvoirs publics.

En 1954, les recettes de la sécurité sociale se répartissaient comme suit: assurés, 19 p. 100; employeurs, 54 p. 100; Etat, 26 p. 100; divers, 1 p. 100.

Il convient de remarquer que l'importance relative de la part de l'Etat doit augmenter en 1956 et 1957 avec l'institution du fonds national de solidarité financé par des impôts et des taxes.

Bien entendu, l'examen du financement de chacun des régimes de sécurité sociale donnerait des résultats très différents, certains d'entre eux, tel le régime général des professions non agricoles, ne faisant pas appel aux fonds publics, alors que d'autres sont alimentés pour partie ou en presque totalité par le budget de l'Etat ou des collectivités locales.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mon respectueux dévouement.

PAUL BACON.

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DE LA LEGISLATION DE SECURITE SOCIALE ET DE LA JURISPRUDENCE

A. — LEGISLATION

L'évolution de la législation de sécurité sociale au cours des dernières années est marquée par une profonde réforme de principe de l'assurance maladie, réalisée par le décret n° 55-568 du 20 mai 1955; par une innovation importante en matière d'aide aux personnes âgées, qui a fait l'objet de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956; par la création d'une allocation dite « de la mère au foyer » (loi n° 56-1252 du 11 décembre 1956) et un relèvement du montant des allocations familiales (loi n° 57-1344 du 30 décembre 1957); enfin par une modification de la définition de l' « accident du trajet » pour l'application de la législation sur les accidents du travail (loi n° 57-619 du 23 juillet 1957).

Assurance maladie.

Le décret n° 55-568 du 20 mai 1955 pris en application de la loi n° 55-349 du 2 avril 1955 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale a modifié l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles.

Il a eu essentiellement pour effet de supprimer toute limitation à la durée du service des prestations en nature (remboursement des frais de médecine générale et spéciale, de soins et prothèse dentaire, de pharmacie et d'appareils, d'analyses et d'examens de laboratoire, d'hospitalisation et de traitement dans les établissements de cures, d'interventions chirurgicales, de transport) et de porter de six mois à trois ans le délai pendant lequel peuvent être versées les indemnités journalières en cas d'incapacité physique médicalement constatée de reprendre le travail.

La suppression d'un délai limite dans tous les cas où l'état de maladie subsiste a entraîné l'abandon de la notion de première constatation médicale et de la discrimination entre les affections susceptibles ou non de laisser escompter la reprise ultérieure d'une activité professionnelle; l'assurance dite « de longue maladie » instituée par l'ordonnance du 19 octobre 1945 a ainsi disparu.

Les malades atteints d'une affection de longue durée ou nécessitant des soins particulièrement onéreux peuvent, comme le pouvaient les bénéficiaires de l'assurance de longue maladie, obtenir l'exonération de la participation de 20 p. 100 aux tarifs, dite « ticket modérateur » habituellement laissée à la charge des assurés.

Ces importantes améliorations sont assorties de mesures tendant les unes à en réserver le bénéfice aux personnes exerçant régulièrement et assidûment une activité salariée, les autres à utiliser, d'une manière plus efficace, l'activité des médecins-conseils dégagée de nombreuses tâches de contrôle par la réforme réalisée.

Parmi les premières figurent des dispositions augmentant le nombre d'heures de travail salarié exigé pour le maintien des prestations en espèces au-delà du sixième mois d'arrêt de travail, et prévoyant la suppression du droit aux différentes prestations au bout d'un mois, si l'assuré vient à cesser de remplir les conditions requises pour être assujetti obligatoirement aux assurances sociales.

Les secondes ont pour objet de faciliter le contrôle médical des durées d'hospitalisation dans les établissements publics et privés et de fixer les modalités d'une liaison entre médecin-traitant et médecin-conseil dans certains cas de maladie prolongée.

Les titulaires de pensions ou rentes de vieillesse n'exerçant pas d'activité salariée — pour lesquels la limitation à six mois de la durée du service des prestations avait tout d'abord été maintenue — ont été admis au bénéfice des nouvelles dispositions, sous réserve de certaines modalités particulières de contrôle, en cas d'hospitalisation notamment, par la loi n° 56-341 du 27 mars 1956.

Les modalités d'application du décret n° 55-568 ont fait l'objet du décret n° 55-840 du 27 juin 1955 modifiant le décret du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

D'autre part, deux décrets, respectivement du 22 juin 1956 et du 19 décembre 1956, ont prévu l'application, et, le cas échéant, l'adaptation du décret du 20 mai 1955 aux étudiants et aux assurés des départements d'outre-mer.

Aide aux personnes âgées.

Dans le cadre d'une politique générale de protection des personnes âgées, la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 a institué un fonds national de solidarité, alimenté par un certain nombre d'impôts nouveaux, et créé une allocation supplémentaire au profit des personnes âgées de 65 ans au moins, ou, en cas d'inaptitude au travail, de 60 ans au moins, titulaires d'un avantage de vieillesse résultant de dispositions légales ou réglementaires ou bénéficiaires de l'aide sociale.

Pour pouvoir prétendre à cette allocation, les intéressés doivent résider sur le territoire métropolitain ou dans un département d'outre-mer et le total de leurs ressources personnelles et de l'allocation ne doit pas dépasser 204.000 F par an pour une personne seule et 258.000 F pour un ménage. Lorsque le total dépasse ces chiffres, le montant de l'allocation (ou des allocations) est réduit à due concurrence.

Les ressources personnelles prises en considération comprennent les ressources professionnelles et autres, telles que le revenu des biens mobiliers et immobiliers (à l'exclusion, en ce qui concerne ces derniers, de l'habitation principale). N'entrent pas en compte les prestations familiales, l'indemnité de soins servie aux tuberculeux au titre du code des pensions militaires d'invalidité, la retraite du combattant, les majorations allouées aux grands invalides ayant besoin de l'aide d'une tierce personne, les pensions attachées à certaines distinctions honorifiques.

Le taux de l'allocation supplémentaire est fixé à 31.200 F par an. Elle se substitue, le cas échéant, à due concurrence, à la majoration résultant de l'application de la loi n° 56-331, du 27 mars 1956 qui, à compter du 1er janvier 1956, a porté le montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à 68.640 F et 72.380 F (selon que les bénéficiaires résident dans des villes de moins ou de plus de 5.000 habitants).

La loi du 30 juin 1956 fixe par ailleurs les règles de l'organisation administrative et financière du fonds de solidarité et institue un comité national de la vieillesse en France dont la composition et les modalités de fonctionnement ont été précisées par un décret du 6 décembre 1956.

La loi n° 57-874 du 2 août 1957 a étendu le bénéfice de l'allocation supplémentaire, sous les mêmes conditions de résidence et de ressources, aux personnes âgées de moins de soixante ans, titulaires d'un avantage viager servi au titre de l'assurance invalidité ou de la vieillesse par un régime de sécurité sociale résultant de dispositions législatives ou réglementaires et qui sont atteintes d'une invalidité générale réduisant au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain.

Prestations familiales.

La loi n° 56-1252 du 11 décembre 1956 a créé une allocation dite « de la mère au foyer » au profit des chefs de famille non salariés qui tirent leur principal revenu d'une activité indépendante non agricole leur procurant des moyens normaux d'existence, à condition que leur conjoint ne bénéficie pas d'un revenu professionnel distinct et se consacre principalement aux tâches du foyer et à l'éducation des enfants. Cette allocation n'est servie qu'aux foyers comprenant au moins trois enfants à charge.

Lorsqu'un chef de famille exerce à la fois une activité non salariée et une activité salariée, il est prévu qu'il bénéficie de l'allocation de salaire unique si son principal revenu provient de son activité salariée et de l'allocation de la mère au foyer dans le cas contraire.

Par ailleurs, la loi n° 57-893 du 7 août 1957 a prévu que la majoration d'allocations familiales servie pour chaque enfant à charge à partir de l'âge de dix ans, à l'exception du plus âgé, en application de l'article 531 du code de la sécurité sociale (ancien — § 5 de l'article 11 de la loi du 22 août 1946 ajouté par le décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954) sera versée pour chaque enfant à charge de plus de dix ans, y compris le plus âgé, aux personnes ayant au moins trois enfants à charge.

La loi de finances pour 1957 n° 56-1327 du 29 décembre 1956 a créé le fonds national de surcompensation des prestations familiales destiné à subventionner les régimes ayant une charge supérieure à la moyenne; le décret n° 57-1102 du 4 octobre 1957 a fixé la composition du comité qui participe à l'administration du fonds et le mécanisme de la surcompensation.

Enfin, la loi de finances pour 1958 n° 57-1344 du 30 décembre 1957 a réalisé un relèvement des prestations familiales en majorant leur base mensuelle de calcul.

Dans le département de la Seine, cette base de calcul a été portée de 18.000 à 19.000 francs; l'allocation de salaire unique pour laquelle une base particulière de calcul avait été fixée à 12.000 francs est désormais calculée sur la base mensuelle de 18.000 francs.

C'est à ces chiffres que sont appliqués, dans les autres départements, les abattements prévus pour les différentes zones territoriales, en matière de détermination des salaires.

Les prestations familiales servies dans les départements d'outre-mer sont augmentées dans les mêmes proportions.

La loi de finances a également augmenté le taux de la majoration d'allocations familiales allouée aux travailleurs salariés en compensation des avantages fiscaux dont ils bénéficiaient en matière d'impôt cédulaire du fait de leurs charges de famille

Cette majoration a été portée de 934 à 981 francs pour le deuxième enfant à charge, et de 1.437 à 1.509 francs pour chaque enfant à charge à partir du troisième.

Accidents du travail.

La loi n° 57-819 du 23 juillet 1957 a élargi la notion d'accidents du trajet susceptibles d'être considérés comme des accidents du travail.

Sont désormais assimilés à la résidence principale une résidence secondaire, dès lors qu'elle présente un certain caractère de stabilité, ou tout autre lieu où le travailleur se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial ou encore le restaurant, la cantine ou tout lieu où le travailleur prend habituellement ses repas.

D'autre part, l'arrêt ou le détour ayant pour objet la satisfaction d'un intérêt personnel ne fait perdre à l'intéressé le bénéfice de la protection légale que s'il est « étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ».

Le décret n° 57-1176 du 17 octobre 1957 a apporté certaines améliorations à la situation des travailleurs atteints de silicose et d'asbestose professionnelles en fixant des modalités d'application spéciales pour ces affections des dispositions législatives relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles; le décret n° 57-1177 de la même date a par ailleurs fixé les conditions d'agrément de médecins particulièrement qualifiés en matière de pneumoconioses.

Relèvement du salaire limite.

Le décret n° 57-1322 du 23 décembre 1957 a porté de 528.000 à 600.000 francs le salaire annuel maximum entrant en compte pour le calcul des cotisations

Cette mesure, tout en permettant de dégager des ressources nouvelles pour faire face au volume sans cesse accru des prestations, garantit en même temps aux salariés dont la rémunération vient à dépasser l'ancienne base de calcul en raison de la hausse des salaires, une indemnisation plus exactement proportionnée à leur perte de salaire, en cas d'arrêt de travail

Les différentes prestations en espèces sont, en effet, fonction du salaire de base, dans la limite du salaire retenu pour le calcul des cotisations.

Dispositions diverses.

Un certain nombre de décrets autres que le décret n° 55-568 et également pris en application de la loi n° 55-349 du 2 avril 1955 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux, sont intervenus dans des matières intéressant la sécurité sociale.

Il s'agit des décrets n°s 55-663, 55-676, 55-677, 55-684, 55-801 du 20 mai 1955.

Le décret n° 55-663, relatif à l'exercice du privilège de la sécurité sociale, a prévu, en exécution du décret du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, la transformation de ce privilège en hypothèque légale en tant qu'il porte sur des immeubles et a ramené de dix à deux années, sans possibilité de renouvellement, la durée pendant laquelle le privilège est conservé par l'inscription au registre tenu à cet effet au greffe du tribunal de commerce.

Le décret n° 55-676, relatif à certaines dispositions intéressant la sécurité sociale, a instauré un certain nombre de mesures tendant à la simplification de la comptabilité des caisses, des modalités de versement des cotisations et de payement de certaines rentes.

Le décret n° 55-677, portant réforme et simplification de la législation sur les prestations familiales, y a apporté quelques modifications, dans un souci d'harmonisation avec la législation sur les assurances sociales et a prévu certaines améliorations au profit des allocataires.

Le décret n 55-684, tendant à améliorer la législation relative à l'allocation de logement, a modifié le financement de l'allocation et permis le service de celle-ci aux bénéficiaires d'allocations prénatales comme aux personnes qui perçoivent les allocations familiales ou l'allocation de salaire unique.

Enfin, le décret n° 55-801 a prévu la procédure de codification des textes législatifs concernant notamment la sécurité sociale et un décret n° 56-1279 du 10 décembre 1956 a réalisé cette codification.

B. — JURISPRUDENCE

Champ d'application.

Confirmant la jurisprudence antérieure qui tend à retenir comme critère de l'assujettissement obligatoire aux assurances sociales l'existence d'un contrat, quelle qu'en soit la forme, plaçant le travailleur dans un état de subordination vis-à-vis de son employeur, la cour de cassation a jugé (1) que n'est pas assujetti le prêtre employé comme professeur dans une association populaire, qui est désigné par décision unilatérale de l'évêque sans consultation des intéressés et dont les fonctions ne doivent prendre fin que dans les mêmes conditions.

Elle a également écarté (2) des artistes produisant « sans aucun contrôle et sous leur unique responsabilité » un numéro exécuté avec leur propre matériel et qui bénéficient d'une « entière liberté d'action dans leur travail ».

Cotisations.

L'assiette des cotisations des salariés.

Un certain nombre de décisions sont venues préciser le mode de détermination des sommes à retenir, parmi celles que perçoivent les salariés à des titres divers, pour le calcul des cotisations.

Il en ressort notamment que doivent être à cet effet incorporées au salaire proprement dit:

Les primes de bilan et de vacances (3) dès l'instant où le personnel a pu les considérer comme un complément de salaire « en conformité d'un usage constant de l'entreprise et d'un accord tacite des parties liées au contrat »;

Les sommes représentant une participation aux bénéfices (4).

(1) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (28 juin 1956). — Direction régionale de la sécurité sociale d'Orléans contre caisse primaire du Loiret et abbé Portheaux.

(2) Cour de cassation, chambre civile, 2e section. — Direction régionale de la sécurité sociale de Paris contre Société Cirque Médrano.

(3) Chambre civile, 2e section (11 juillet 1956). — Quatre espèces: Lloyds contre caisse d'allocations familiales de Lille; Crédit commercial contre caisse primaire de Limoges; Banque populaire du Centre contre caisse primaire de Limoges; Crédit lyonnais contre caisse primaire de la Haute-Vienne.

(4) Chambre civile, 2e section (18 octobre 1956). — Société Dupres contre caisse d'allocations familiales de Douai.

Par contre, la cour a spécifié (1) que ne doit pas entrer en compte l'indemnité de transports allouée sous forme de remboursement forfaitaire, qui ne constitue pas la contrepartie d'un travail et n'a pas le caractère d'un salaire.

En ce qui concerne les frais professionnels susceptibles d'être déduits du salaire à retenir pour le calcul des cotisations, la cour de cassation a souligné (2) qu'à l'abattement forfaitaire que certaines catégories d'employeurs sont autorisés à pratiquer et qui représente des frais professionnels communs à tous leurs préposés, peut s'ajouter pour certains d'entre eux le remboursement de frais exceptionnels réellement exposés.

Les cotisations des non-salariés.

(Allocations familiales.)

Les modalités selon lesquelles les employeurs ou travailleurs indépendants sont astreints au versement des cotisations d'allocations familiales sont, en application de l'article 3, paragraphe 2 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, déterminées par le règlement général d'administration publique pris pour l'application de ladite ordonnance.

Le Conseil d'Etat a été amené à préciser (3) que le Gouvernement avait pu ainsi légalement fixer ces modalités par un décret du 21 avril 1948 modifiant le décret du 8 juin 1946 pris pour l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1945, nonobstant l'article 13 de la Constitution du 27 octobre 1946 qui, s'il a stipulé que l'Assemblée nationale vote seule la loi et ne peut déléguer ce droit, n'a ni abrogé, ni rendu caduques les dispositions de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

En ce qui concerne l'assiette des cotisations, elle est constituée, aux termes du décret du 8 juin 1946, modifié par le décret du 21 avril 1948, par le revenu net déclaré à l'administration des contributions directes pour l'établissement de l'impôt cédulaire frappant le revenu professionnel; la cour de cassation (4) a spécifié qu'il y avait lieu, en conséquence, de tenir compte des règles retenues pour l'établissement des impôts cédulaires et de calculer les cotisations sur le revenu déclaré et non sur le revenu net duquel aurait été déduit le montant de l'impôt cédulaire.

Sanction. — Défaut de payement: mise en faillite.

La cour de cassation a précisé (5) que les cotisations ne peuvent être considérées comme un impôt prélevé par l'Etat et que, « dues à l'occasion du travail accompli par le personnel de l'entreprise, l'obligation qui incombe à l'employeur d'en acquitter le montant se rattache à l'activité commerciale de ce dernier et a elle-même un caractère commercial »; les caisses sont donc en droit de provoquer la déclaration de faillite de leur débiteur.

Imputation de payements.

En matière de payement partiel de cotisations arriérées, la cour, estimant que les dispositions de l'article 1256 du code civil ne sont pas incompatibles avec la législation de sécurité sociale, a jugé (6) qu'en l'absence d'accord entre les parties, les payements s'imputent sur les créances de cotisations en commençant par les plus anciennes, comme étant les plus onéreuses en raison du privilège dont elles sont assorties.

Majorations de retard.

Tirant toutes les conséquences de la définition qu'elle a précédemment donnée de la « force majeure » susceptible de justifier de la part des conseils d'administration la réduction des majorations de retard, la cour a estimé (7) que ne sont pas constitutifs de la force majeure une grève ou un incendie ayant entravé la marche de l'établissement.

Par contre, elle a admis que pouvait être retenue comme élément de la bonne foi propre à motiver la même mesure, la « bonne volonté évidente » dont avait fait preuve le débiteur en s'acquittant, malgré les difficultés financières auxquelles il avait dû faire face, du principal de ses obligations (8).

(1) Chambre civile, 2e section (18 octobre 1956). — Caisse primaire de Maubeuge contre Duthoit.
(2) Chambre civile, 2e section (20 juillet 1957). — Transports rapides Lempereur et Duparc contre caisse primaire de Belfort.
(3) Section du contentieux (23 mars 1956). — Arrêt Piquet.
(4) Chambre civile, 2e section (26 juin 1957). — Ferrari contre caisse d'allocations familiales de Paris.
(5) Chambre civile, section commerciale (27 mai 1957). — Caisse d'allocations familiales et caisse primaire du Loiret contre Cadenat.
(6) Chambre civile, 2e section (7 mai 1957). — Caisse d'allocations familiales de Villefranche contre Doutrelingue.
(7) Chambre civile, 2e section (26 mai 1956).
(8) Chambre civile, 2e section (14 juin 1956).

Assurance maladie.

Etablissement des feuilles de soins.

L'article 14 du décret du 29 décembre 1945, modifié, dispose que chaque maladie ou accident donne lieu, pour permettre la liquidation des droits de l'assuré, à l'établissement de feuilles de soins et d'incapacité de travail, et qu'à défaut de production de ces documents, la caisse peut refuser d'effectuer le versement des prestations.

Le Conseil d'Etat a estimé (1) qu'en l'absence de toute disposition exigeant que la feuille de maladie soit présentée au moment de l'accomplissement de l'acte médical, un médecin ne saurait, sans méconnaître les obligations qui lui incombent, en vertu du code de déontologie médicale (article 22 du décret du 27 juin 1947), refuser de remplir et de signer une feuille de soins du seul fait que celle-ci lui serait présentée ou adressée ultérieurement, à moins d'une circonstance particulière de nature à justifier cette attitude, telle que l'impossibilité où le praticien se serait trouvé de porter sur cette feuille les mentions prescrites du fait du retard apporté à sa présentation.

Il a jugé, d'autre part, que la circonstance qu'un médecin avait averti sa clientèle, par affiches placées dans son salon d'attente, qu'il refusait de signer les feuilles de sécurité sociale, ne pouvait avoir pour effet de le dispenser de l'obligation de signer ces feuilles, obligation qui résulte « des prescriptions d'ordre public de la réglementation en vigueur » (2).

Hospitalisation dans les établissements psychiatriques.

En application de l'article 283 du code de la sécurité sociale, l'assurance maladie comporte notamment, la couverture des frais d'hospitalisation. Dans ces conditions, la cour de cassation a été amenée à juger que lorsqu'un assuré social est atteint de troubles mentaux et est hospitalisé, puis maintenu comme incurable dans un établissement psychiatrique, la caisse primaire de sécurité sociale dont il dépend doit participer aux frais de séjour de l'intéressé, car il ne saurait être question d'assimiler son état à celui d'un malade stabilisé (3).

Tarifs de responsabilité applicables aux établissements de soins. — Procédure. — Caractère de la commission nationale d'agrément.

L'article 275 du code de la sécurité sociale prévoit que les tarifs de responsabilité applicables aux établissements de soins privés fixés par voie de convention ou d'autorité par la caisse régionale de sécurité sociale compétente doivent, avant leur entrée en vigueur, être homologués par la commission régionale d'agrément. Il peut être fait appel des décisions de la commission régionale devant la commission nationale d'agrément.

Cette commission ne saurait être considérée comme une juridiction. Aussi, n'est-elle pas forcée de motiver ses décisions (Conseil d'Etat, arrêt « La Maison des blessés du poumon, 3 mai 1957). De ce fait, et bien que la composition de ladite commission soit strictement prévue, il n'est pas nécessaire que tous les membres soient présents à la séance pour que les décisions qu'elle est amenée à prendre soient valables: en effet, étant donné, d'une part, que la commission n'est pas une juridiction et que, d'autre part, aucune disposition légale ou réglementaire n'a fixé de quorum, les décisions prises par la commission doivent être considérées comme valables, dès l'instant que plus de la moitié des membres la composant sont présents (4).

Enfin, si l'article 13 du décret précité du 20 août 1946 prévoit que la commission nationale doit statuer dans le délai de trois mois suivant la date à laquelle elle a été saisie, le fait de statuer au-delà du délai imparti n'entache pas de nullité la décision rendue, puisque le délai prévu par l'article précité du décret du 20 août 1946 n'est assorti d'aucune sanction (5).

(1) Conseil d'Etat, 1re et 2e sous-sections réunies de la section du contentieux (30 octobre 1957).
(2) Conseil d'Etat, 1re et 2e sous-sections réunies de la section du contentieux (16 novembre 1957).
(3) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (22 novembre 1956).
(4) Arrêt du 2 novembre 1957. — Aérium de Biarritz.
(5) Même arrêt.

Tarifs applicables dans les établissements de soins privés.

L'article 262 du code de la sécurité sociale prévoit que les tarifs d'honoraires applicables aux malades assurés sociaux hospitalisés dans les établissements de soins privés ou en clinique ouverte, sont fixés par voie de convention entre la caisse régionale de sécurité sociale et le syndicat départemental des médecins. Si aucune convention n'a été conclue, les praticiens sont libres de fixer le taux de leurs honoraires, étant donné que les dispositions de l'article 262 précité ne se réfèrent nullement à celles des articles 259 et 260 dudit code. Dès lors, en l'absence de convention, la commission nationale des tarifs ne peut fixer d'autorité les tarifs d'honoraires applicables (1).

Il y a lieu d'observer que la position de la cour de cassation diverge de celle du Conseil d'Etat. En effet, la haute assemblée administrative a estimé, dans deux avis en date des 17 mai 1949 et 2 décembre 1952 que les dispositions des articles 259 et 262 n'ont pas écarté pour autant la procédure prévue d'une manière générale par l'article 259 et que ces dispositions, loin de s'opposer, se complètent. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat était d'avis que, dès l'instant qu'aucune convention n'était conclue entre la caisse régionale de sécurité sociale compétente et un syndicat départemental de praticiens pour la fixation des tarifs d'honoraires applicables en clinique privée, il appartenait à la commission nationale des tarifs de fixer d'autorité lesdits tarifs.

Accidents du travail.

Notion d'accident du travail.

Selon la jurisprudence déjà fermement établie sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 modifiée « l'accident du travail est caractérisé par l'action violente et soudaine d'une cause extérieure provoquant, au cours du travail, une lésion de l'organisme humain ».

La cour de cassation a confirmé cette façon de voir en décidant (2) que « la loi du 30 octobre 1946 ne s'applique pas aux cas d'affections pathologiques qui, bien que contractées dans l'exercice de la profession, n'ont pas pour cause l'action soudaine et violente d'un événement extérieur, mais sont le résultat d'une série d'événements à évolution lente, auxquels on ne saurait assigner une origine et une date certaines ».

Déclaration d'accident.

La cour de cassation s'est prononcée par un important arrêt (3) sur la portée de l'obligation, inscrite dans la loi, qui impose à l'employeur ou à l'un de ses préposés de déclarer à la caisse primaire dans les 48 heures tout accident dont il a eu connaissance. Elle a jugé que la loi ne faisant « aucune discrimination entre les différentes sortes de blessures » l'employeur ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité d'effectuer ou non la déclaration qui lui incombe; l'obligation inscrite dans la loi a donc une portée générale et absolue.

Maladies professionnelles.
Organismes de prise en charge.

La cour de cassation a été amenée à trancher une question qui avait donné lieu à des décisions contradictoires de la part des commissions du contentieux de la sécurité sociale, celle de la détermination de la caisse de prise en charge, dans le cas de changement de régimes entre la période d'exposition au risque et la date de première constatation médicale de l'affection.

La cour avait tout d'abord souligné, dans deux arrêts du 15 novembre 1956 (4) que le juge chargé de se prononcer sur la détermination de l'organisme de prise en charge, devait, en premier lieu, préciser la date de la première constatation médicale de la maladie professionnelle au sens de l'article 70 de la loi du 30 octobre 1946.

Dans un arrêt du 22 février 1957 (1), elle a indiqué sans ambiguïté que c'est « la caisse de sécurité sociale à laquelle est affiliée la victime d'une maladie professionnelle lors de la première constatation médicale qui a la charge des indemnités et rentes auxquelles elle peut prétendre ».

Cette formule a été reprise depuis lors dans plusieurs arrêts.

La cour a, d'autre part (2), estimé que, pour décider que la prise en charge d'un cas de silicose incombait au régime minier, la commission d'appel avait à bon droit situé la première constatation médicale non à la date du certificat médical annexé à la déclaration, mais à la date d'une radio pratiquée antérieurement par les services des Houillères et qui décelait la silicose « avec certitude ».

Fixation de la date de guérison ou de consolidation.

L'article 482 du code de la sécurité sociale prévoit que la date de guérison ou de consolidation est fixée par la caisse « d'après l'avis du médecin traitant ou, en cas de désaccord, d'après l'avis émis par l'expert ».

La cour de cassation a dû récemment encore (3) affirmer que les litiges nés à cette occasion échappent aux juridictions du contentieux général de la sécurité sociale et sont du domaine exclusif de l'expertise.

Par ailleurs, elle a indiqué qu'à compter de la date de consolidation fixée par l'expert, la caisse n'a pas à prendre en charge les frais médicaux et d'hospitalisation qui viendraient à être exposés par la victime (4), ni à payer des indemnités journalières qui, si elles ont été indûment payées, doivent être remboursées à la caisse (5).

Faute intentionnelle.

La notion de faute intentionnelle, qui n'est pas définie par la loi, se caractérise, selon un arrêt de la cour d'appel de Paris (6) concernant la faute de l'employeur par le fait que, non seulement l'auteur de cette faute a commis sciemment l'acte qui a entraîné le dommage, mais encore qu'il a « voulu » le dommage.

Une commission régionale d'appel de la sécurité sociale définit de façon analogue la faute intentionnelle de la victime (7).

Enfin, la cour de cassation (8) a affirmé à son tour que « la faute intentionnelle est simplement celle qui a été commise avec la volonté de causer un dommage et que la cour (d'appel de Lyon) après avoir constaté le caractère volontaire des blessures que s'étaient respectivement causées les deux ouvriers et les avoir l'un et l'autre condamnés pour le délit de blessures volontaires, ne pouvait sans se contredire déclarer que la faute des deux prévenus n'avait pas le caractère d'une faute intentionnelle au sens de la législation sur les accidents du travail, les énonciations mêmes de l'arrêt établissant une telle faute ».

En ce qui concerne les recours de droit commun exercés à l'occasion de la faute intentionnelle, la jurisprudence de la cour de cassation (9) est formellement établie; les caisses n'ont d'action en remboursement que contre l'auteur de la faute intentionnelle génératrice de l'accident; elles n'en ont pas contre l'employeur.

Par contre, l'action de la victime pour un complément d'indemnité peut s'exercer, conformément au droit commun, contre le préposé et contre l'employeur civilement responsa-

(1) Cour de cassation, chambre civile (3 avril 1957). — Arrêt Bernardini.
(2) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (arrêt du 28 avril 1956).
(3) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (15 novembre 1956). — Caisse primaire de sécurité sociale de la Haute-Saône contre Burdin-Bossert.
(4) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (15 novembre 1956). — Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais contre Crzelczak et autres (première espèce); Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais contre Zawatzk et autres (deuxième espèce).

(1) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (22 février 1957). — Union régionale des sociétés de secours minières du Nord contre Corbehem.
(2) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (5 octobre 1957). — Union régionale des sociétés de secours minières du Nord contre Vannienwenbouk.
(3) Cour de cassation, chambre civile (20 mars 1956). — Caisse régionale de sécurité sociale de Nantes contre Jacques.
(4) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (11 juillet 1956). — Caisse primaire de sécurité sociale de Marseille contre Veyrunes.
(5) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (18 décembre 1956). — Dame Lacharme contre caisse primaire de sécurité sociale de Villefranche-sur-Saône.
(6) Cour d'appel de Paris, 17e chambre correctionnelle (12 juillet 1956).
(7) Commission régionale d'appel de Paris (7 juin 1955). — Jaffelin contre caisse centrale de sécurité sociale de la région parisienne.
(8) Cour de cassation, chambre criminelle (28 mai 1957). — Caisse centrale lyonnaise de sécurité sociale contre Garcia et autres.
(9) Cour de cassation criminelle (23 juin 1955). — Société Béton armé contre Caisse de sécurité sociale.

lle (1). En particulier, la responsabilité de l'employeur est engagée lorsque l'acte de violence, quel qu'en soit le motif, est commis sur le lieu du travail et avec un instrument de travail (2).

Prescription du droit aux prestations et aux indemnités.

Les droits de la victime ou de ses ayants droit aux prestations et indemnités prévues par le livre IV du code de la sécurité sociale se prescrivent par deux ans à dater du jour de l'accident, de la clôture de l'enquête légale, de la cessation du payement des indemnités journalières ou du jour du décès de la victime, selon les différentes hypothèses envisagées à l'article 465 du code de la sécurité sociale (art. 78 de la loi du 30 octobre 1946 codifiée).

Trois arrêts récents de la cour de cassation ont sanctionné la carence de la victime ou de ses ayants droit.

Dans une première espèce, la cour a observé que le délai de prescription commence, à défaut d'enquête, à courir du jour de la cessation du payement des indemnités journalières et que la caisse de sécurité sociale était fondée à ne pas déclancher l'enquête dès lors que la victime n'avait déposé aucun certificat médical indiquant la probabilité d'une incapacité permanente (3).

Dans une deuxième espèce, la déclaration d'accident avait été souscrite par la veuve d'un assuré plus de deux ans après l'accident mortel allégué sans que l'ayant droit justifie s'être trouvé dans l'impossibilité d'agir dans le délai légal (4).

Enfin un troisième arrêt a opposé la prescription à un assuré qui avait fait constater la maladie professionnelle dont il était atteint (silicose) mais qui n'avait présenté une demande de rente que plus de deux ans après la cessation de son travail, elle-même postérieure à la clôture de l'enquête légale ouverte après la déclaration de maladie professionnelle (combinaison des dispositions des articles 465 et 499 du code de la sécurité sociale) (5).

Commission prévue à l'article 132 du code de la sécurité sociale. Procédure.

Le Conseil d'Etat a affirmé que la commission constituée auprès du conseil supérieur de la sécurité sociale en vue du règlement des litiges relatifs à la classification des risques en vue de la détermination du taux de la cotisation due au titre des accidents du travail est une juridiction administrative et doit observer toutes les règles générales de procédure dont l'application n'est pas écartée par une disposition législative formelle ou n'est pas inconciliable avec son organisation et que les parties doivent toujours être à même de prendre connaissance du dossier avant le jugement de l'affaire (6). Il a précisé qu' « en l'absence de prescriptions législatives ou réglementaires, la commission n'est pas tenue... en dehors d'une demande formelle... d'aviser les requérants des diverses productions effectuées par les services de la sécurité sociale en réponse à leur recours et de les inviter à en prendre communication ».

Prestations familiales.

Droit aux prestations. — Obligation scolaire. Poursuite d'études.

Aux termes de l'article 527 du code de la sécurité sociale, les allocations familiales sont dues « tant que dure l'obligation scolaire et un an au delà »; le règlement d'administration publique du 20 décembre 1946 (art. 20) a précisé que le droit auxdites allocations cesse en cas d'inexécution de l'obligation scolaire.

Le tribunal administratif de Paris (1) a spécifié à cet égard qu'aucune condamnation par le juge répressif, en application de la loi du 23 mars 1882 relative à l'obligation scolaire, n'est nécessaire pour que soient sanctionnés les manquements à la réglementation administrative en cause.

En ce qui concerne le maintien des allocations familiales jusqu'à l'âge de 20 ans en cas de poursuite d'études, la cour de cassation a stipulé (2) que les cours par correspondance ne constituent une poursuite d'études que si l'élève y a consacré un temps suffisant pour être considéré comme une scolarité normale et variant entre 25 et 40 heures par semaine.

Activité professionnelle.

Aux termes de l'article 1er du décret du 10 décembre 1946, a droit aux allocations familiales le travailleur qui consacre à son activité professionnelle le temps moyen qu'elle requiert et en retire des moyens normaux d'existence, lesquels ne sont définis par aucun texte.

La cour a estimé (3) que n'avait pas tiré de son activité des moyens normaux d'existence la salariée qui, pendant une période assez prolongée, a perçu un salaire nettement inférieur à celui servant de base au calcul des prestations familiales dans la commune de sa résidence.

Par contre, elle a confirmé (4) la décision d'une commission régionale d'appel qui, ayant constaté le bénéfice élevé par rapport à son chiffre d'affaires et le mode de vie peu dispendieux d'un vannier ambulant, déclarait que son activité lui laisse des moyens normaux d'existence et lui ouvre droit aux allocations familiales.

Contentieux.

Procédure.

La chambre civile de la cour de cassation (5) a jugé qu'une commission régionale était valablement saisie dès l'instant où la demande a été inscrite au secrétariat dans le délai prescrit, la personne à qui peut être adressée cette demande n'étant désignée par la loi qu'à titre indicatif.

La chambre sociale ayant cependant émis une opinion contraire, l'assemblée plénière civile (6), amenée à se prononcer, a confirmé la position de la chambre civile.

Par contre, l'appel est irrecevable si, formé au siège d'une commission incompétente, il n'a pas été transmis dans les délais au secrétariat de la commission compétente (7).

Décès d'une partie.

L'article 344 du code de procédure civile prévoyant que « dans les affaires qui ne sont pas en l'état, toutes procédures faites postérieurement à la notification de la mort de l'une des parties sont nulles » la cour a conclu à la validité de la procédure si le décès n'a pas été notifié (8).

Pourvoi en cassation.

Aux termes de l'article 36 de la loi du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation de la procédure devant la cour de cassation, dans les instances où la loi dispense les parties du ministère d'un avocat — au nombre desquelles figurent les matières de sécurité sociale — le pourvoi est formé par une déclaration faite au greffe de la juridiction qui a rendu la décision attaquée, soit par le demandeur en personne, soit par un avoué ou un mandataire, ces derniers munis d'un pouvoir spécial.

Ont été jugés irrecevables les pourvois formés par un employé d'une caisse muni d'un pouvoir général et antérieur à la décision attaquée (9), ou d'un pouvoir spécial mais délivré par le directeur de la Caisse (10).

L'assemblée plénière civile a enfin spécifié (11) que seul est qualifié pour former pourvoi au nom de la caisse ou donner pouvoir à cet effet « le président du conseil d'administration ».

(1) En ce sens:
Chambre de cassation criminelle (14 avril 1956). — Caisse primaire de sécurité sociale du Massif-Central et Caisse primaire de sécurité sociale du Puy-de-Dôme contre Ameilbonne.
Cour de cassation, chambre civile, section sociale (19 juillet 1956). — Caisse régionale de sécurité sociale du Nord-Est et autres contre Entreprise D...
Cassation (15 novembre 1956). — Lefrançois contre Caisse primaire centrale de sécurité sociale de la région parisienne.
(2) Cour de cassation, chambre criminelle (8 avril 1957). — Société des Tréfileries de Chauny contre Duroyon.
(3) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (19 mars 1956). — Caisse régionale de sécurité sociale du Massif-Central contre dame Galeski.
(4) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (11 janvier 1957). — Veuve Roumegons contre Caisse primaire de sécurité sociale de la région parisienne.
(5) Cour de cassation, chambre civile, section sociale (25 mai 1957). — Alarçon contre Union régionale des sociétés de secours minières du Centre.
(6) Conseil d'Etat, contentieux, 3e et 4e sous-sections réunies (6 mars 1957). — Compagnie Paul Piketty.

(1) Caisse d'allocations familiales de Lyon contre Secrétariat d'Etat au travail (9 avril 1957).
(2) Chambre civile, 2e section (1er juin 1956). — Bontemps contre Caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle.
(3) Chambre civile, 2e section (14 décembre 1956). — Gonthier contre Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône.
(4) Chambre civile, 2e section (21 février 1957). — Caisse d'allocations familiales de la Haute-Marne contre Hurel.
(5) Arrêt (14 avril 1956). — Caisse d'allocations familiales de la Sarthe contre Evenisse.
(6) Arrêt (27 mars 1957). — Veuve Julien contre Caisse régionale de sécurité sociale de Clermont-Ferrand.
(7) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (26 janvier 1956). — U.R.S.S.A.F. contre Pitel.
(8) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (13 février 1957). — Caisse régionale vieillesse de Limoges contre Bedin.
(9) Cour de cassation, chambre civile (7 janvier 1955).
(10) Cour de cassation, chambre civile (31 mai 1956).
(11) Cour de cassation, chambre civile (27 mars 1957. — Caisse régionale vieillesse de Lille contre veuve Leclercq.

Décisions susceptibles d'opposition.

Les jugements ou arrêts tirent de leurs éléments propres et intrinsèques leur qualité de décisions contradictoires ou par défaut et la qualification erronée donnée par le juge n'empêche pas l'intéressé de pouvoir y faire opposition. Lorsqu'il résulte ainsi de la décision attaquée que, sur l'appel interjeté de la décision rendue par la commission de première instance, l'appelant n'a pas comparu devant la commission régionale qui, cependant, au motif que cette partie lui avait fait parvenir des conclusions écrites, a cru pouvoir juger la cause contradictoirement et la débouter de son appel, l'appelant contre la décision ainsi rendue par défaut, quoique faussement qualifiée de contradictoire, est encore recevable à former opposition, aucune forclusion ne pouvant lui être opposée en l'absence de la mention prescrite par l'article 234 du code de la sécurité sociale.

Cette partie étant encore recevable à former opposition, la voie de cassation ne lui est pas ouverte et son pourvoi doit être déclaré irrecevable (1).

Compétence.

La cour de cassation a, dans le cas d'une fraude ayant abouti à la perception de prestations familiales indues (2) jugé que « saisie de l'action civile en réparation du préjudice résultant de l'infraction pénale reconnue par elle », la cour d'appel doit statuer sur cette action, les règles de compétence et de procédure fixées par la loi du 24 octobre 1946 (livre II, code de la sécurité sociale) n'étant pas applicables aux poursuites pénales engagées en vertu des législations de sécurité sociale.

Par contre, l'action en dommages-intérêts exercée accessoirement et à l'occasion d'un litige portant sur une difficulté de sécurité sociale et soumise à une commission du contentieux de la sécurité sociale ne relève pas, par sa nature, de la seule compétence des juridictions de droit commun (3) et cette commission peut en connaître.

Il en est ainsi de la demande reconventionnelle de l'allocataire contre lequel la caisse exerce une action en répétition de l'indû.

Par ailleurs, le même arrêt reconnait le droit à réparation de l'intéressé, la preuve étant faite que le payement indû résultait d'une erreur de la Caisse et a causé un préjudice à l'intéressé.

Allocation vieillesse des non-salariés.

Assujettissement.

L'inscription au registre du commerce du propriétaire d'un fonds de commerce n'est pas une condition suffisante pour entrainer son assujettissement au régime d'allocation vieillesse de l'industrie et du commerce — a décidé la cour — si, le fonds ayant été mis en gérance libre, l'intéressé n'exerce pas en fait d'activité professionnelle industrielle ou commerciale (4).

Droit à l'allocation.

L'attribution de l'allocation est subordonnée en ce qui concerne les assujettis appartenant à un certain nombre de professions libérales à la « cessation de l'activité professionnelle ».

La cour de cassation a jugé (5) que cette expression ne s'appliquait qu'à la cessation de « l'activité par laquelle un travailleur indépendant acquiert des droits au versement de l'allocation » et non à une activité différente, telle qu'une activité salariée.

(1) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (14 février 1957. — Veuve Bergoin contre Caisse d'allocation vieillesse.

(2) Cour de cassation, chambre civile (6 février 1957). — Caisse d'allocations familiales du Loiret contre dame Guerin.

(3) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (5 juin 1957). — Caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles du Gard contre Michel.

(4) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (16 janvier 1957). — Dame Cavet contre Caisse interprofessionnelle de commerce et de l'industrie de la Somme.

(5) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (1er juin 1956). — Maupas contre Caisse autonome de retraites des médecins français.

Payement des cotisations. — Retard.

Les dispositions qui traitent des majorations de retard, en cas de non-payement des cotisations d'assurances sociales, n'ont pas été déclarées applicables au régime de l'allocation vieillesse et les pénalités dont sont passibles les assujettis qui ne remplissent pas leurs obligations sont prévues et fixées par les statuts de chaque caisse autonome. La cour de cassation souligne (1) que les pénalités ne sont pas dues sur simple constatation d'un retard dans le règlement et que les juridictions saisies aux fins de condamnation à cette pénalité ne peuvent y faire droit qu'en cas de mauvaise foi.

Affiliation des non-salariés aux différentes organisations.

Activité à prendre en considération.

Sont seules applicables, a décidé le Conseil d'Etat, en vue de l'affiliation des personnes exerçant ou ayant exercé plusieurs activités professionnelles non salariées dépendant d'organisations autonomes distinctes, les règles qui résultent de l'article 1er de la loi du 17 juillet 1952 complétant l'article 3 de la loi du 17 janvier 1948, le décret du 11 janvier 1950 devant être regardé comme ayant été abrogé par la disposition législative (2).

D'ailleurs, il résulte des dispositions de la loi et des travaux préparatoires que l'activité à prendre en considération est la dernière qui ait satisfait à la condition de durée exigée pour l'ouverture du droit à l'allocation (3).

D'autre part, en l'absence de toute disposition expresse donnant un caractère interprétatif ou rétroactif à l'article 10 de la loi du 10 juillet 1952, les prescriptions de l'article 10 sont inapplicables aux litiges nés antérieurement à l'entrée en vigueur de ladite loi (4).

Détermination de la qualité d'artisan.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 26 juillet 1925 complété par la loi du 27 mars 1934, il y a lieu d'entendre par « maître artisan » les travailleurs autonomes exerçant personnellement et à leur compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un métier manuel, travaillant chez eux ou au dehors, employant ou non la force motrice, se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail... « accomplissant leur travail seuls ou avec le concours... de compagnons ou d'apprentis... ».

Le Conseil d'Etat a jugé (5) qu'il résulte de ces dispositions que la qualité d'artisan, si elle est compatible avec l'emploi de la force motrice, ne saurait être reconnue à une personne dont le travail manuel ne constitue pas l'activité principale.

Il en est de même en ce qui concerne une personne qui s'est assuré, pour l'exploitation de son entreprise, le concours d'ouvriers ne possédant par la qualification professionnelle nécessaire pour être regardés comme des compagnons au sens des dispositions en cause (6).

Tutelle administrative.

Aux termes de l'article 25 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale (art. 171 du code de la sécurité sociale) les décisions des conseils d'administration des caisses d'allocations familiales et des caisses primaires et régionales de sécurité sociale sont communiquées immédiatement au directeur régional qui peut, dans les huit jours de cette communication, demander que celles desdites décisions qui lui paraissent contraires à la loi ou de nature à compromettre l'équilibre financier de la caisse aient leur exécution suspendue jusqu'à décision ministérielle.

Caractère d'ordre public.

Dans le cadre de cette tutelle, les nominations des membres du personnel de direction des caisses, faites par le conseil d'administration, sont, aux termes du décret du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, soumises à l'agrément du ministre.

(1) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (11 mai 1956). — Blumenfeld contre direction régionale de la sécurité sociale de Marseille.

(2) Pourvoi n° 27-703. — Affaire Bevalot (arrêt du 12 avril 1957).

(3) Pourvois nos 27-852, 30-293 (arrêt du 9 octobre 1957).

(4) Pourvois nos 23-410, 23-732 (arrêt du 22 mars 1957).

(5) Conseil d'Etat:
Pourvoi n° 23-629. — Affaire Guillet (arrêt du 27 avril 1956).
Pourvoi n° 24-009. — Affaire Mounier (arrêt du 22 mars 1957)
Pourvoi n° 25-580. — Affaire Rabiet (arrêt du 27 avril 1956).

(6) Conseil d'Etat: pourvoi n° 32-882. — Affaire dame Bourguignon (arrêt du 22 mars 1957).

Un arrêt important de la cour de cassation a précisé la portée des décisions prises par le ministre dans l'exercice de son pouvoir de tutelle et leur incidence sur les rapports entre les caisses et les tiers (1).

Il en résulte que les décisions prises en la matière par les conseils d'administration ne sont susceptibles de recevoir leur plein effet que si le ministre ne s'y est pas opposé dans les délais fixés à l'article 171 du code de la sécurité sociale.

Si, au mépris des dispositions légales, un conseil d'administration n'a pas suspendu l'exécution de sa décision jusqu'à l'expiration de ces délais, le contrat qu'il a conclu est nul.

La cour a souligné tout particulièrement que l'article 171 du code de la sécurité sociale constitue « une disposition d'ordre public générale, qui comme telle, s'impose à tous ». Il en résulte que les tiers ne sauraient se prévaloir des obligations mises à la charge de la caisse par les contrats conclus par le conseil d'administration tant que ceux-ci ne sont pas devenus exécutoires, seule l'approbation ou l'absence d'opposition de l'autorité de tutelle dans le délai légal leur conférant leur entier effet.

Par ailleurs, les modalités d'exercice de la tutelle, la détermination de son étendue, les recours auxquels elle peut donner lieu, ont fait l'objet d'un certain nombre d'arrêts de tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat.

Etendue de la tutelle.

Les dispositions de l'article 25 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 (art. 171 du code de la sécurité sociale) n'attribuent ni au directeur régional de la sécurité sociale, ni au ministre un pouvoir hiérarchique sur le personnel recruté par les caisses en vertu de contrats de droit privé.

Le Conseil d'Etat a spécifié (2) que, dès lors, le directeur régional qui se substitue au conseil d'administration pour prononcer la suspension d'un agent méconnaît les limites des pouvoirs de tutelle dont il dispose à l'égard des caisses et commet une faute lourde de nature à engager la responsabilité de l'Etat qui peut être condamné à verser à la caisse primaire une indemnité en réparation du préjudice que lui a causé sa condamnation par les tribunaux judiciaires à payer certaines sommes à un employé en raison de la mesure prise à son encontre.

En ce qui concerne les administrateurs des caisses de sécurité sociale, l'article 26 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 (article 186 du code de la sécurité sociale) prévoit qu'en cas notamment d' « irrégularités graves » ou de « mauvaise gestion » imputable à un ou plusieurs membres du conseil d'administration, ceux-ci peuvent être révoqués après avis dudit conseil par arrêté du ministre.

Se rattachent à la gestion et ont une influence directe sur l'équilibre financier de la caisse les mesures relatives à la discipline et à la présence du personnel. L'administrateur qui, intervenant dans le fonctionnement des services qui relève des seules attributions du directeur, a incité des agents à enfreindre les décisions de celui-ci pour assister à des réunions coopératives a commis — a jugé le tribunal administratif de Marseille (3) — un acte de nature à nuire à la bonne gestion de la caisse; n'est pas entaché d'abus de pouvoir l'arrêté qui l'a révoqué de ses fonctions de membre du conseil d'administration.

Recours contre les décisions ministérielles d'annulation. Compétence.

L'article 2 du décret du 30 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif prévoit que les tribunaux administratifs sont compétents *ratione materiae* pour statuer sur les pourvois formés par les conseils d'administration des organismes de sécurité sociale contre les décisions d'annulation prises par le ministre.

Le Conseil d'Etat l'a rappelé (1) en soulignant que, les tribunaux administratifs étant en premier ressort juges de droit commun du contentieux administratif, ne sont pas recevables les requêtes contre les décisions d'annulation portées en premier ressort devant lui, dès lors qu'elles n'entrent dans aucun des cas où, par exception, le Conseil d'Etat demeure compétent en premier et dernier ressort.

Le même arrêt confirme, par application de l'article 4 du décret du 28 novembre 1953 l'incompétence, pour statuer sur une demande tendant à l'annulation d'une décision ministérielle, d'un tribunal administratif autre que celui dans le ressort duquel a légalement son siège l'autorité qui a pris la décision attaquée.

Recours du directeur régional dans l'intérêt de la loi.

Le directeur régional qui avait saisi, dans l'intérêt de la loi, la commission de première instance aux fins d'annulation d'une décision de la caisse s'est vu déclaré irrecevable en son recours, au motif qu'ayant demandé préalablement, en vertu des dispositions de l'article 171 du code de la sécurité sociale, la suspension de la sentence incriminée jusqu'à décision ministérielle et celle-ci n'étant pas intervenue dans les délais prescrits, la sentence était devenue définitive fermant ainsi toute voie de recours. Mais la cour considérant que le défaut de réponse ministérielle dans les délais prescrits ne rend nullement définitive une décision d'un organisme de sécurité sociale et que refusant de statuer sur le recours régulièrement formé par le directeur régional devant la commission de première instance, la décision confirmative attaquée doit être cassée (2).

Elections des membres des conseils d'administration.

La cour de cassation, relevant le caractère impératif des dispositions de la loi du 30 octobre 1946 modifiée, qui a fixé les modalités de l'élection des membres du conseil d'administration des organismes de sécurité sociale, a jugé (3) qu'encourent la nullité les suffrages exprimés en faveur d'une liste qui, en raison de l'inéligibilité de certains de ses membres, ne comporterait pas un nombre de candidats égal à une fois et demie le nombre d'administrateurs à élire, comme l'exige ladite loi. Cette nullité — a-t-elle ajouté — n'est pas étendue à l'ensemble des opérations électorales, les votes valablement sollicités par des listes régulières gardant leur effet.

Reclassement du personnel des caisses.

Le reclassement du personnel des anciens organismes des assurances sociales dans les institutions nouvelles de la sécurité sociale a fait l'objet d'un arrêt du tribunal des conflits (4) intervenu à la suite de déclarations successives d'incompétence du conseil d'Etat et d'une cour d'appel. Il ressort de cet arrêt que, si les rapports entre les institutions de sécurité sociale et leurs employés sont des rapports de droit commun, la commission de reclassement créée par l'ordonnance du 2 novembre 1945 et « instituée uniquement dans l'intérêt général » prend ses décisions « au nom et pour le compte de l'Etat »; celles-ci ont ainsi le caractère d'actes administratifs dont la validité ne peut être appréciée que par l'autorité administrative.

(1) Cour de cassation, chambre civile (10 mai 1957). — Caisse générale de sécurité sociale de la Réunion contre Mayer.

(2) Conseil d'Etat, 1re et 11e sous-sections réunies, section du contentieux (10 juillet 1957), pourvoi n° 36-302. — Affaire directeur régional de la sécurité sociale de Bordeaux.

(3) Tribunal administratif de Marseille (16 décembre 1955).

(1) Conseil d'Etat; 2e et 10e sous-sections réunies de la section du contentieux (13 mars 1957). — Meheut et Le Bellec contre caisse d'allocations familiales du Sud-Finistère.

(2) Cassation, chambre civile, 2e section (20 décembre 1956). — Direction régionale d'Orléans et caisse régionale vieillesse.

(3) Cour de cassation, chambre civile, 2e section (24 octobre 1957). — Affaire Deteix.

(4) Tribunal des conflits (10 décembre 1956). — Affaire Audoum.

DEUXIEME PARTIE

BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 1956

(Régime général des professions non agricoles.)

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations: assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent.

Par ailleurs, les dépenses d'action sanitaire et sociale sont très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations. Par suite, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il convient d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en cinq chapitres intitulés:

I. — Assurances sociales;
II. — Accidents du travail;
III. — Prestations familiales;
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical;
V. — Patrimoine des organismes.

I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres: c'est le cas, notamment, du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents des chemins de fer secondaires, des clercs de notaire, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat, sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et les diverses prestations en espèces.

Le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie et maternité a été étendu également:

1° Aux étudiants, par la loi du 23 septembre 1948, à compter du 1er janvier 1949;

2° Aux militaires de carrière, en activité ou retraités, par la loi du 12 avril 1949, à compter du 1er juin 1949;

3° Aux grands invalides de guerre, veuves de guerre, veuves des grands invalides de guerre et orphelins de guerre, par la loi du 29 juillet 1950, à compter du 1er novembre 1950.

Le service des prestations du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par les caisses du régime général, mais ces prestations donnent lieu à une comptabilité distincte. Le recouvrement des cotisations et le service des prestations du régime des militaires ont été confiés à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière.

Au début de l'année 1956, les agents de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police qui relevaient d'un régime spécial ont été rattachés au régime général pour les prestations en nature des assurances maladie-maternité.

Le nombre des assurés cotisant aux caisses du régime général pour le service des prestations ci-dessus indiquées peut être évalué comme suit pour l'année 1956:

Régime général proprement dit	8.600.000
Régimes divers y rattachés (agents d'Electricité et de Gaz de France, agents des collectivités locales, autres assurés partiels, assurés volontaires)	450.000
Total	9.050.000
Régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat	860.000
Régime des étudiants	100.000
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	230.000
Total général	10.240.000

Il est précisé que ces nombres ne comprennent pas les assurés retraités, cotisant ou non, bénéficiaires des prestations de l'assurance maladie.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des prestations non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

A. — RECETTES

Le montant des cotisations encaissées au cours de l'année 1956 au titre des assurances sociales est indiqué ci-après (en millions de francs). Les chiffres donnés tiennent compte des cotisations identifiées postérieurement à l'encaissement, des annulations et des remboursements.

ANNÉE 1956	RÉGIME général.	RÉGIMES divers.	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.
Janvier	45.052	869	562	10,2
Février	40.921	700	2.957	13,4
Mars	36.134	746	1.718	18,9
1er trimestre	122.107	2.315	5.237	42,5
Avril	44.512	968	241	4,3
Mai	40.208	740	4.675	0,5
Juin	39.430	995	487	3,7
2e trimestre	124.150	2.703	5.403	8,5
Juillet	46.804	1.071	368	0,8
Août	42.297	772	1.743	»
Septembre	39.123	1.148	649	»
3e trimestre	128.224	2.991	5.760	0,8
Octobre	47.853	1.258	161	4,7
Novembre	45.436	855	531	11,8
Décembre	40.915	912	6.074	22,2
4e trimestre	134.204	3.025	6.769	38,7
Année 1956	508.685	11.034	23.169	90,5

Les cotisations du régime général représentent 16 p. 100 des salaires assujettis ; 10 p. 100 étant à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge de l'assuré. Ce dernier taux est abaissé à 2 p. 100 pour les travailleurs salariés âgés de plus de soixante-cinq ans.

Pour les salariés des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la cotisation est égale à 17 p. 100, dont 7 p. 100 à la charge de l'assuré et 10 p. 100 à la charge de l'employeur. La cotisation supplémentaire de 1 p. 100, qui est comprise dans le total des encaissements du régime général, a représenté en 1957 : 1.657 millions.

Les cotisations versées pour les fonctionnaires en activité sont égales, depuis le 1er décembre 1951, à 5 p. 100 des traitements assujettis, ce taux étant ramené à 2,50 p. 100 pour les retraités. Elles sont supportées pour moitié par les assujettis et pour moitié par l'Etat employeur.

En application du décret du 26 janvier 1951, la cotisation de sécurité sociale à la charge des fonctionnaires retraités est précomptée, depuis le 1er janvier 1951, sur les arrérages des pensions servies aux intéressés, et le produit de cette cotisation et de la cotisation à la charge de l'Etat est ordonnancé en fin de trimestre par le ministre des finances et des affaires économiques, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier 1952, la cotisation des fonctionnaires en activité est également versée directement à la caisse nationale, en application du décret du 16 juin 1952. Un décret du 30 décembre 1952 a étendu ces dispositions aux cotisations des ouvriers de l'Etat à compter du 1er janvier 1953. Les sommes relevées daans la statistique des encaissements concernent les cotisations versées à la caisse nationale pour les fonctionnaires en activité (20.547 million) et les retraités (2.622 millions).

Les encaissements des régimes divers concernent les versements effectués au titre des agents d'Electricité et de Gaz de France (5,25 p. 100 des émoluments assujettis depuis le 1er novembre 1955), des agents des collectivités locales ne relevant pas d'un régime spécial en matière d'assurance maladie, des autres assurés partiels et des assurés volontaires. Ils comprennent également des versements rétroactifs de cotisations d'assurance vieillesse pour les agents des cadres.

Ils se répartissent comme suit :

Cotisations des agents d'Electricité de France et de Gaz de France	2.723	millions.
Cotisations des agents des collectivités locales affiliés au régime mixte (art. 5 du décret du 2 mars 1951)	3.268	—
Cotisations des autres assurés partiels	1.635	—
Cotisations des assurés volontaires	2.775	—
Versements rétroactifs d'assurance vieillesse et réserves mathématiques	633	—
Total	11.034	millions.

Le plafond annuel des salaires soumis à cotisation est demeuré à 528.000 F du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1957.

La cotisation annuelle des étudiants a été portée de 1.000 à 1.500 F pour l'année scolaire 1956-1957 (arrêté du 13 septembre 1956). Par ailleurs, le ministère de l'éducation nationale a versé à la caisse nationale, en 1956, une somme de 803.582.000 F, représentant la totalité de la contribution de l'Etat au régime des étudiants pour l'exercice.

Le financement du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par une cotisation due par les bénéficiaires et prélevée sur leur pension et par une contribution de l'Etat. La caisse nationale a reçu à ce titre 3.160 millions en 1956.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé en 1956 à 1.084 millions pour les cotisations d'assurances sociales non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires et pour moitié au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

Les encaissements de 1956 (cotisations et majorations de retard) au titre du régime général et des régimes divers y rattachés ont été répartis comme suit, entre les différents organismes, en application des arrêtés de ventilation.

ORGANISMES	COTISATIONS du régime général et des régimes divers.	MAJORATIONS de retard.	TOTAL
Caisses primaires.			
Gestion des risques.....	206.930	»	206.930
Action sanitaire et sociale...	1.109	542	1.651
Contrôle médical.....	1.913	»	1.913
Caisses régionales.			
Gestion des risques.....	17.974	»	17.974
Action sanitaire et sociale....	3.476	»	3.476
Contrôle médical.....	2.928	»	2.928
Caisse nationale.			
Gestion des risques.....	285.389	»	285.389
Action sanitaire et sociale....	»	542	542
Totaux	519.719	1.084	520.803

Par ailleurs, il convient de tenir compte dans les recettes des assurances sociales du produit des recours contre les tiers effectués en application de l'article 397 du code de la sécurité sociale. Ce produit, négligeable il y a quelques années eu égard au total des recettes, a atteint en 1955 1.076 millions et en 1956 1.417 millions (caisses primaires: 1.335 millions; caisses régionales: 82 millions).

B. — DEPENSES

Parmi les dépenses d'assurances sociales effectuées en 1956, il y a lieu de distinguer:

1° Les prestations légales;

2° L'action sanitaire et sociale et le contrôle médical;

3° La gestion administrative;

4° Les dépenses diverses.

1° Prestations légales

a) *Maladie.*

Les dépenses de l'assurance maladie représentent à la fois le coût des indemnités journalières versées aux travailleurs pendant la durée où ils sont privés de leur salaire par suite de leur incapacité de travail et le montant du remboursement des frais médicaux et chirurgicaux, des soins dentaires, des frais pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation entraînés par la maladie, soit de l'assuré lui-même, soit des membres de sa famille.

Le décret n° 55-568 du 20 mai 1955 a apporté de profondes modifications à l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne le régime de l'assurance maladie. Le règlement d'administration publique du 27 juin 1955 a fixé au 1er juillet 1955 l'entrée en vigueur des dispositions dudit décret.

L'une des caractéristiques essentielles du régime institué par le décret du 20 mai 1955 est la fusion des assurances maladie et longue maladie instituées par l'ordonnance du 19 octobre 1945 en une assurance maladie unique permettant l'attribution des prestations en nature sans limitation de durée.

Pour les prestations en espèces, un délai d'attribution a été maintenu: les indemnités journalières ne peuvent être accordées que jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant le premier jour de l'interruption du travail. Elles peuvent être toutefois maintenues en totalité ou en partie pendant un an au-delà du délai de trois ans en cas de reprise du travail, si le travail effectué est reconnu comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'assuré ou lorsque celui-ci doit faire l'objet d'une rééducation ou d'une réadaptation professionnelle.

Le maximum des indemnités journalières est demeuré à 733 F du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1957 (977 F pour l'indemnité majorée). Un arrêté du 26 juillet 1956 a majoré de 5 p. 100, à compter du 1er avril 1956, les gains journaliers antérieurs au 1er juillet 1955 ayant servi de base au calcul d'indemnités journalières.

La loi n° 56-341 du 27 mars 1956 a étendu aux titulaires d'une pension ou rente de vieillesse le bénéfice de la suppression de toute limitation de durée pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie, la prise en charge des frais, en cas d'hospitalisation, étant toutefois subordonnée à un contrôle.

Du fait de la réforme de l'assurance maladie, des modifications ont dû être apportées au relevé des dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale. L'ancienne ventilation des prestations entre les assurances maladie et longue maladie a fait place à une discrimination suivant le taux de remboursement. Depuis le 1er janvier 1956, les statistiques de l'assurance maladie font apparaître, d'une part, les dépenses comportant une participation des assurés, et, d'autre part, les remboursements à 100 p. 100 des tarifs de responsabilité. Tous les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de cure ne comportant pas de participation des assurés sont relevés sur le même document comptable, quel que soit le motif de suppression de la participation aux frais.

Les caisses primaires de sécurité sociale ont versé au total, en 1956, 317.772 millions au titre de l'assurance maladie. La ventilation des dépenses, par catégorie de prestations et par mois, est relevée, pour les différents régimes, dans les tableaux A1 à A5 et A7, A8, A9. Les tableaux A10 et A11 constituent une récapitulation. La ventilation retenue pour les régimes « étudiants » et « grands invalides de guerre » étant plus sommaire que celle du régime général, la récapitulation d'ensemble ne peut être effectuée qu'avec un nombre restreint de rubriques.

Le nombre d'indemnités journalières servies en 1956, le nombre de journées d'hospitalisation, de consultations et de visites indemnisées au titre du régime général sont relevés dans le tableau A6. La statistique des consultations et des visites est établie par les caisses primaires depuis le 1er janvier 1956. Elle résulte soit d'un décompte des actes, soit d'une estimation à partir des dépenses et des tarifs de remboursement.

A 1. — **PRESTATIONS SERVIES PAR LES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE AU TITRE DU REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE					ASSURANCE MATERNITÉ			ASSURANCE	TOTAL
	Prestations en nature avec ticket modérateur.	Prestations en nature sans ticket modérateur.	Prestations du décret du 12 juin 1946 (1).	Indemnités journalières.	Total.	Prestations en nature.	Indemnités journalières.	Total.	décès.	général.
Année 1955.....		194.029		51.364	245.393	12.879	4.512	17.391	3.675	266.459
Moyenne mensuelle.....		16.169		4.280	20.449	1.073	376	1.449	306	22.204
Année 1956.										
Janvier	11.150	3.897	143	4.739	19.929	876	360	1.236	292	21.457
Février	11.158	5.201	90	5.466	21.915	971	383	1.354	318	23.587
Mars	13.072	6.908	101	6.601	26.682	1.093	427	1.520	350	28.552
1er trimestre.....	35.380	16.006	334	16.806	68.526	2.940	1.170	4.110	960	73.596
Avril	10.924	5.256	92	5.535	21.807	961	425	1.386	330	23.523
Mai	12.082	6.928	89	5.364	24.463	1.188	456	1.644	331	26.438
Juin	13.407	7.588	120	5.249	26.364	1.311	477	1.788	348	28.500
2e trimestre.....	36.413	19.772	301	16.148	72.634	3.460	1.358	4.818	1.009	78.461
Juillet	12.520	6.428	107	4.913	23.968	1.152	445	1.597	320	25.885
Août	10.706	7.180	96	4.860	22.842	1.155	464	1.619	326	24.787
Septembre	10.716	7.148	107	4.881	22.852	1.218	455	1.673	326	24.851
3e trimestre.....	33.942	20.756	310	14.654	69.662	3.525	1.364	4.889	972	75.523
Octobre	13.183	7.564	107	5.855	26.709	1.372	494	1.866	381	28.956
Novembre	12.673	8.413	103	5.463	26.652	1.308	440	1.748	348	28.748
Décembre	11.700	8.669	102	5.414	25.887	1.217	414	1.631	341	27.859
4e trimestre.....	37.556	24.646	312	16.732	79.248	3.897	1.348	5.245	1.070	85.563
Année 1956.....	143.291	81.180	1.257	64.342	290.070	13.822	5.240	19.062	4.011	313.143
Moyenne mensuelle.....	11.941	6.765	105	5.362	24.173	1.152	437	1.589	334	26.096

(1) Prestations supplémentaires du régime local des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

A 2. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE AVEC TICKET MODERATEUR. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	RÉÉDUCATION professionnelle.	CURES thermales	DIVERS	TOTAL prestations en nature avec ticket modérateur.
Janvier	2.133	853	1.029	4.180	268	2.603	4	8	72	11.150
Février	2.191	844	1.052	4.464	256	2.323	4	5	19	11.158
Mars	2.509	971	1.200	5.030	276	3.048	5	15	18	13.072
1er trimestre	6.833	2.668	3.281	13.674	800	7.974	13	28	109	35.380
Avril	2.133	942	1.137	4.465	284	1.857	3	11	92	10.924
Mai	2.141	972	1.186	4.289	287	3.097	9	65	36	12.082
Juin	2.306	1.070	1.395	4.594	324	3.327	5	341	45	13.407
2e trimestre	6.580	2.984	3.718	13.348	895	8.281	17	417	173	36.413
Juillet	2.018	989	1.375	4.093	297	3.290	11	382	65	12.520
Août	1.758	807	1.073	3.463	240	2.847	8	466	44	10.706
Septembre	1.779	872	860	3.493	275	2.931	4	418	84	10.716
3e trimestre	5.555	2.668	3.308	11.049	812	9.068	23	1.266	193	33.942
Octobre	2.252	1.098	1.175	4.459	375	3.610	5	151	58	13.183
Novembre	2.088	801	1.154	4.400	338	3.533	5	82	92	12.673
Décembre	2.468	913	1.203	4.538	306	2.467	7	15	83	11.700
4e trimestre	6.500	2.992	3.532	13.397	1.019	9.610	17	248	233	37.556
Année 1956	25.476	11.312	13.839	51.468	3.526	34.933	70	1.959	708	143.291
Moyenne mensuelle	2.123	943	1.153	4.289	294	2.911	6	163	59	11.941

A 3. — **PRESTATIONS EN NATURE DE L'ASSURANCE MALADIE SANS TICKET MODERATEUR. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	RÉÉDUCATION professionnelle.	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature avec ticket modérateur.
Janvier	340	303	32	578	30	2.585	20	2	7	3.897
Février	431	446	40	656	37	3.578	28	3	— 18	5.201
Mars	521	544	49	788	43	4.906	26	6	25	6.908
1er trimestre	1.292	1.293	121	2.022	110	11.069	74	11	14	16.006
Avril	415	528	51	763	44	3.397	21	4	3	5.256
Mai	508	569	55	801	47	4.803	42	13	»	6.928
Juin	569	624	67	836	53	5.350	36	43	10	7.588
2e trimestre	1.522	1.721	173	2.400	144	13.640	99	60	13	19.772
Juillet	465	601	71	801	52	4.343	32	39	24	6.428
Août	469	538	48	737	43	5.258	36	40	11	7.180
Septembre	467	517	39	754	43	5.193	34	53	48	7.148
3e trimestre	1.401	1.656	158	2.292	138	14.794	102	132	83	20.756
Octobre	560	635	62	936	60	5.234	26	32	19	7.564
Novembre	566	632	62	904	57	6.100	42	21	29	8.413
Décembre	562	663	67	911	58	6.344	37	7	20	8.669
4e trimestre	1.688	1.930	191	2.751	175	17.678	105	60	68	24.646
Année 1956	5.903	6.600	643	9.465	567	57.181	380	263	178	81.180
Moyenne mensuelle	492	550	54	789	47	4.765	31	22	15	6.765

A 4. — **VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX. — REGIME GENRAL**

(En millions de francs.)

ANNEE 1956	AVEC TICKET MODERATEUR							SANS TICKET MODERATEUR						
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Frais dans les hôpitaux publics.	Total.	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Honoraires dans les hôpitaux publics.	Total.
Janvier	653	664	265	214	111	226	2.133	80	56	46	46	29	81	340
Février	696	724	265	224	125	157	2.191	95	64	63	52	28	129	431
Mars	801	804	299	249	137	219	2.509	112	77	67	59	30	176	521
1er trimestre	2.150	2.192	829	687	373	602	6.833	287	197	176	159	87	386	1.292
Avril	758	648	245	241	119	122	2.133	112	70	59	59	28	117	445
Mai	744	581	248	246	106	216	2.141	114	67	62	63	28	174	508
Juin	808	593	292	281	113	219	2.306	122	70	66	67	30	214	569
2e trimestre	2.310	1.822	785	768	338	557	6.580	348	207	187	189	86	505	1.522
Juillet	737	493	239	249	104	196	2.018	116	61	59	63	26	140	465
Août	622	430	224	199	105	178	1.758	106	60	53	57	26	167	469
Septembre	646	438	203	206	110	176	1.779	104	60	53	52	26	172	467
3e trimestre	2.005	1.361	666	654	319	550	5.555	326	181	165	172	78	479	1.401
Octobre	901	509	257	237	114	234	2.252	142	71	68	70	31	178	560
Novembre	756	522	261	238	98	213	2.088	125	72	66	69	28	206	566
Décembre	819	580	251	241	97	180	2.168	120	72	64	69	29	208	562
4e trimestre	2.476	1.611	769	716	309	627	6.508	387	215	198	208	88	592	1.688
Année 1956	8.941	6.986	3.049	2.825	1.339	2.336	25.476	1.348	800	726	728	339	1.962	5.903
Moyenne mensuelle	745	528	254	235	112	195	2.123	112	67	61	61	28	163	492

A 5. — **REPARTITION, PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES, DES PRESTATIONS EN NATURE DE L'ASSURANCE MALADIE. REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

ANNEE 1956	AVEC TICKET MODÉRATEUR							SANS TICKET MODÉRATEUR						
	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille (1).	Invalides et leurs ayants droit.	Pensionnés et leurs ayants droit.	Total.	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille (1).	Invalides et leurs ayants droit.	Pensionnés et leurs ayants droit.	Total.
Janvier	5.620	1.765	2.656	9	405	695	11.150	2.031	275	819	2	626	144	3.897
Février	5.791	1.744	2.754	6	187	676	11.158	2.701	389	978	10	904	210	5.201
Mars	7.025	2.036	3.044	8	182	777	13.072	3.324	485	1.460	10	1.245	384	6.908
1er trimestre	18.436	5.545	8.454	23	774	2.148	35.380	8.056	1.149	3.257	22	2.775	747	16.006
Avril	5.753	1.842	2.485	6	79	759	10.924	2.668	401	969	10	931	277	5.256
Mai	6.327	1.982	2.840	12	118	803	12.082	3.432	499	1.300	7	1.324	366	6.928
Juin	6.968	2.268	3.159	8	118	886	13.407	3.833	598	1.461	9	1.252	435	7.588
2e trimestre	19.048	6.092	8.484	26	315	2.448	36.413	9.933	1.498	3.730	26	3.507	1.078	19.772
Juillet	6.680	2.071	2.898	7	85	779	12.520	3.219	520	1.062	8	1.236	383	6.428
Août	5.639	1.775	2.459	6	55	772	10.706	3.582	582	1.463	8	1.154	391	7.180
Septembre	5.443	1.805	2.605	11	75	777	10.716	3.644	563	1.486	5	1.067	383	7.148
3e trimestre	17.762	5.651	7.962	24	215	2.328	33.942	10.445	1.665	4.011	21	3.457	1.157	20.756
Octobre	6.898	2.139	3.105	9	60	972	13.183	3.976	582	1.401	6	1.185	414	7.564
Novembre	6.497	2.012	3.119	8	69	968	12.673	4.312	653	1.700	5	1.246	497	8.413
Décembre	5.911	1.979	2.871	10	76	853	11.700	4.249	674	1.891	5	1.355	495	8.669
4e trimestre	19.306	6.130	9.095	27	205	2.793	37.556	12.537	1.909	4.992	16	3.786	1.406	24.646
Année 1956	74.552	23.418	33.995	100	1.509	9.717	143.291	40.974	6.221	15.990	85	13.525	4.388	81.180
Moyenne mensuelle	6.213	1.951	2.833	8	126	810	11.941	3.414	518	1.333	7	1.127	366	6.765

(1) Bénéficiaires de l'article 285 (3°) du code de la sécurité sociale.

A 6. — **DENOMBREMENTS DIVERS. — ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(Nombres en milliers.)

ANNÉE 1956	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE DE JOURNÉES d'hospitalisation.			NOMBRE DE CONSULTATIONS			NOMBRE DE VISITES		
		Avec ticket modérateur.	Sans ticket modérateur.	Total.	Avec ticket modérateur.	Sans ticket modérateur.	Total.	Avec ticket modérateur.	Sans ticket modérateur.	Total.
Janvier	10.753	1.658	1.659	3.317	2.069	219	2.288	1.803	128	1.931
Février	12.158	1.529	2.311	3.840	2.224	249	2.473	1.984	136	2.120
Mars	14.396	1.815	2.918	4.733	2.551	285	2.836	2.186	167	2.353
1er trimestre	37.307	5.002	6.888	11.890	6.844	753	7.597	5.973	431	6.404
Avril	12.275	1.196	2.120	3.316	2.394	272	2.666	1.784	157	1.941
Mai	11.881	1.775	3.003	4.778	2.448	289	2.737	1.612	148	1.760
Juin	11.718	2.062	3 234	5.296	2.553	317	2.870	1.642	150	1.792
2e trimestre	35.875	5.033	8.357	13.390	7.395	878	8.273	5.038	455	5.493
Juillet	10.828	1.970	2.419	4.389	2.317	293	2.610	1.355	140	1.495
Août	10.674	1.760	3.315	5.075	2.011	279	2.290	1.186	137	1.323
Septembre	10.678	1.991	3.277	5.268	2.044	273	2.317	1.229	138	1.367
3e trimestre	32.180	5.721	9.001	14.732	6.372	845	7.217	3.770	415	4.185
Octobre	12.200	2.252	3.174	5.426	2.761	368	3.129	1.409	155	1.564
Novembre	11.488	2.274	3.591	5.865	2.387	314	2.701	1.440	155	1.595
Décembre	11.387	1.833	3.939	5.772	2.540	306	2.846	1.610	160	1.770
4e trimestre	35.075	6.359	10.704	17.063	7.688	988	8.676	4.459	470	4.929
Année 1956	140.437	22.115	34.960	57.075	28.299	3.464	31.763	19.240	1.771	21.011
Moyenne mensuelle	11.703	1.843	2.913	4.756	2.358	289	2.647	1.603	148	1.751

A 7. — PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE. — REGIME DES FONCTIONNAIRES

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	DIVERS	TOTAL	TOTAL des prestations en nature. Avec ticket modérateur.	TOTAL des prestations en nature. Sans ticket modérateur.	TOTAL
Janvier	278	167	152	674	372	1	1.644	1.382	262	1.644
Février	308	188	158	772	417	1	1.844	1.472	372	1.844
Mars	337	201	164	837	525	2	2.066	1.617	449	2.066
1er trimestre	923	556	474	2.283	1.314	4	5.554	4.471	1.083	5.554
Avril	312	210	172	773	415	2	1.884	1.480	404	1.884
Mai	304	211	171	763	541	2	1.989	1.513	476	1.989
Juin	327	243	202	830	618	2	2.222	1.716	506	2.222
2e trimestre	940	664	545	2.366	1.574	6	6.095	4.709	1.386	6.095
Juillet	285	215	200	703	614	3	2.020	1.556	464	2.020
Août	241	185	167	586	728	2	1.909	1.413	496	1.909
Septembre	240	176	123	597	692	5	1.833	1.346	487	1.833
3e trimestre	766	576	490	1.886	2.034	10	5.762	4.315	1.447	5.762
Octobre	308	230	166	775	649	3	2.131	1.605	526	2.131
Novembre	288	216	171	773	683	2	2.133	1.552	581	2.133
Décembre	296	215	171	799	600	3	2.084	1.488	596	2.084
4e trimestre	892	661	508	2.347	1.932	8	6.348	4.645	1.703	6.348
Année 1956	3.521	2.457	2.017	8.882	6.854	28	23.759	18.140	5.619	23.759
Moyenne mensuelle	293	205	168	740	571	2	1.980	1.512	468	1.980

A 8. — PRESTATIONS DU REGIME DES ETUDIANTS

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	CURES thermales et divers.	TOTAL	PRESTATIONS en nature. Avec ticket modérateur.	PRESTATIONS en nature. Sans ticket modérateur.	ASSURANCE maternité.	TOTAL général.
Janvier	7,0	7,1	6,7	15,3	20,6	0,2	56,9	40,5	16,4	2,5	59,4
Février	8,1	7,7	8,0	16,8	35,8	0,3	76,7	45,9	30,8	3,1	79,8
Mars	7,9	8,1	8,0	17,7	28,7	0,3	70,7	46,8	23,9	3,5	74,2
1er trimestre	23,0	22,9	22,7	49,8	85,1	0,8	204,3	133,2	71,1	9,1	213,4
Avril	8,1	7,9	8,7	16,8	27,5	0,3	69,3	45,4	23,9	3,8	73,1
Mai	7,4	6,5	7,5	15,8	40,6	0,4	78,2	42,8	35,4	3,4	81,6
Juin	8,7	7,9	10,4	19,5	37,5	0,6	84,6	50,5	34,1	3,9	88,5
2e trimestre	24,2	22,3	26,6	52,1	105,6	1,3	232,1	138,7	93,4	11,1	243,2
Juillet	6,6	7,7	9,4	15,5	45,5	2,4	87,1	47,5	39,6	4,0	91,1
Août	4,0	4,5	7,0	9,4	54,6	4,4	83,9	32,7	51,2	2,6	86,5
Septembre	6,6	6,1	6,0	13,7	29,0	3,6	65,0	38,5	26,5	3,1	68,1
3e trimestre	17,2	18,3	22,4	38,6	129,1	10,4	236,0	118,7	117,3	9,7	245,7
Octobre	9,5	8,2	9,5	19,5	48,0	1,4	95,8	50,8	45,0	4,3	100,1
Novembre	7,7	9,1	8,6	18,6	60,4	0,5	104,9	47,3	57,6	4,7	109,6
Décembre	7,3	9,0	7,6	15,4	23,5	0,6	63,4	38,5	24,9	4,8	68,2
4e trimestre	24,5	26,3	25,7	53,5	131,9	2,3	264,1	136,6	127,5	13,8	277,9
Année 1956...	88,9	89,8	97,4	194,0	451,7	14,7	936,5	527,2	409,3	43,7	980,2
Moyenne mensuelle..	7,4	7,5	8,1	16,2	37,6	1,2	78,0	43,9	34,1	3,6	81,6

A 9. — PRESTATIONS DU REGIME DES GRANDS INVALIDES DE GUERRE

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	CURES thermales et divers.	TOTAL	PRESTATIONS en nature. Avec ticket modérateur.	PRESTATIONS en nature. Sans ticket modérateur.	ASSURANCE maternité.	TOTAL général.
Janvier	34,6	17,6	13,1	81,0	41,1	1,4	188,8	135,7	53,1	1,8	190,6
Février	36,1	15,7	11,4	81,3	48,6	1,7	194,8	129,2	65,6	2,0	196,8
Mars	43,4	19,7	14,7	101,8	66,1	2,8	248,5	165,4	83,1	2,4	250,9
1er trimestre	114,1	53,0	39,2	264,1	155,8	5,9	632,1	430,3	201,8	6,2	638,3
Avril	42,7	20,4	16,0	102,4	44,8	3,0	229,3	153,0	76,3	2,2	231,5
Mai	43,1	22,3	16,1	101,2	76,3	3,4	262,4	166,0	96,4	2,9	265,3
Juin	45,0	23,3	18,7	110,6	86,2	7,8	291,6	181,1	110,5	2,7	294,3
2e trimestre	130,8	66,0	50,8	314,2	207,3	14,2	783,3	500,1	283,2	7,8	791,1
Juillet	38,3	21,1	17,3	93,3	60,6	8,5	239,1	152,1	87,0	2,0	241,1
Août	36,8	18,4	14,4	88,9	82,0	8,5	249,0	148,6	100,4	2,3	251,3
Septembre	35,6	18,6	11,5	85,7	80,8	11,3	243,5	146,8	96,7	2,1	245,6
3e trimestre	110,7	58,1	43,2	267,9	223,4	28,3	731,6	447,5	284,1	6,4	738,0
Octobre	42,0	22,3	16,4	107,2	80,3	6,5	274,7	171,1	103,6	2,7	277,4
Novembre	40,6	21,9	15,6	104,0	105,5	4,9	292,5	165,0	127,5	2,0	294,5
Décembre	40,8	21,4	15,0	103,1	106,7	4,6	291,6	160,1	131,5	2,5	294,1
4e trimestre	123,4	65,6	47,0	314,3	292,5	16,0	858,8	496,2	362,6	7,2	866,0
Année 1956...	479,0	242,7	180,2	1.160,5	879,0	64,4	3.005,8	1.874,1	1.131,7	27,6	3.033,4
Moyenne mensuelle..	39,9	20,2	15,0	96,7	73,3	5,4	250,5	156,2	94,3	2,3	252,8

A 10. — RECAPITULATION DES PRESTATIONS SERVIES AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE REGIME GENERAL ET REGIME DES FONCTIONNAIRES

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION	RÉGIME GÉNÉRAL						RÉGIME DES FONCTIONNAIRES					
	Prestations avec ticket modérateur.		Prestations sans ticket modérateur.		Total.		Prestations avec ticket modérateur.		Prestations sans ticket modérateur.		Total.	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Prestations en nature.												
Consultations	8.941	6,2	1.348	1,7	10.289	4,9	1.140	6,3	79	1,4	1.219	5,1
Visites	6.986	4,9	800	1	7.786	3,5	990	5,5	53	0,9	1.043	4,3
Pratique médicale courante	3.049	2,1	726	0,9	3.775	1,6	220	1,2	54	1	274	1,1
Soins d'auxiliaires	2.825	2	728	0,9	3.553	1,5	406	2,2	51	0,9	457	2
Frais de déplacement	1.339	0,9	339	0,4	1.678	0,7	240	1,4	43	0,8	283	1,2
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les hôpitaux publics	2.336	1,6	1.962	2,4	4.298	1,9	146	0,8	99	1,8	245	1
Frais chirurgicaux	11.312	7,9	6.600	8,1	17.912	8	1.706	9,4	751	13,4	2.457	10,4
Soins et prothèse dentaire	13.839	9,7	643	0,8	14.482	6,5	1.930	10,7	87	1,6	2.017	8,5
Pharmacie	51.468	35,9	9.465	11,6	60.933	27	7.598	41,9	657	11,7	8.255	34,8
Lunettes et orthopédie	3.526	2,5	567	0,7	4.093	1,8	571	3,1	56	1	627	2,7
Frais d'hospitalisation	34.933	24,4	57.181	70,5	92.114	41	2.577	14,3	3.649	64,9	6.226	26,3
Rééducation professionnelle	70	»	380	0,5	450	0,2	2	»	3	»	5	»
Frais de cure thermale	1.959	1,4	263	0,3	2.222	1	598	3,2	30	0,5	628	2,6
Divers	708	0,5	178	0,2	886	0,4	16	»	7	0,1	23	»
Total des prestations en nature	143.291	100	81.180	100	224.471	100	18.140	100	5.619	100	23.759	100
Prestations du décret du 12 juin 1946 (3)					1.257							
Indemnités journalières					64.342							
Total général des prestations					290.070						23.759	
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.												
Assurés	74.552	52	40.971	50,5	115.523	51,5	8.281	45,7	2.693	48	10.974	46,2
Conjoints	23.448	16,4	6.221	7,7	29.639	13,2	2.952	16,3	666	11,9	3.618	15,2
Enfants	33.995	23,8	15.990	19,7	49.985	22,3	4.135	22,8	1.194	21,2	5.329	22,5
Autres membres de la famille (4)	100	»	85	»	185	»	16	»	7	»	23	»
Invalides et leurs ayants droit	1.509	1	13.525	16,7	15.034	6,7	99	0,5	328	5,9	427	1,8
Pensionnés et leurs ayants droit	9.717	6,8	4.388	5,4	14.105	6,3	2.657	14,7	731	13	3.388	14,3
Total	143.291	100	81.180	100	224.471	100	18.140	100	5.619	100	23.759	100

(1) En millions de francs. — (2) Répartition de 100 F de prestations en nature. — (3) Prestations supplémentaires du régime local des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — (4) Bénéficiaires de l'article 285 (3°) du code de la sécurité sociale.

A 11. — **RECAPITULATION GENERALE DES PRESTATIONS SERVIES AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE. ENSEMBLE DES REGIMES**

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION	RÉGIME GÉNÉRAL			RÉGIME DES FONCTIONNAIRES			RÉGIME DES ÉTUDIANTS		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
Frais médicaux	25.476	5.903	31.379	3.142	379	3.521	77	12	89
Frais chirurgicaux	11.312	6.600	17.912	1.706	751	2.457	60	30	90
Soins et prothèse dentaires	13.839	643	14.482	1.930	87	2.017	97	»	97
Frais pharmaceutiques	54.994	10.032	65.026	8.169	713	8.882	174	20	194
Frais d'hospitalisation	34.933	57.181	92.114	2.577	3.649	6.226	106	345	451
Cures thermales	1.959	263	2.222	598	30	628	11	1	12
Divers	778	558	1.336	18	10	28	2	1	3
Total	143.291	81.180	224.471	18.140	5.619	23.759	527	409	936
Prestations du décret du 12 juin 1946	»	»	1.257	»	»	»	»	»	»
Indemnités journalières	»	»	64.342	»	»	»	»	»	»
Total général des prestations	»	»	290.070	»	»	23.759	»	»	936
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.									
Assurés	74.552	40.971	115.523	8.281	2.693	10.974	501	404	905
Conjoints	23.418	6.221	29.639	2.952	666	3.618	14	2	16
Enfants	33.995	15.990	49.985	4.135	1.194	5.329	12	3	15
Autres membres de la famille	100	85	185	16	7	23	»	»	»
Invalides et leurs ayants droit	1.509	13.525	15.034	99	328	427	»	»	»
Pensionnés et leurs ayants droit	9.717	4.388	14.105	2.657	731	3.388	»	»	»
Total	143.291	81.180	224.471	18.140	5.619	23.759	527	409	936

DÉSIGNATION	RÉGIME DES GRANDS INVALIDES DE GUERRE			TOTAL			
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	Pourcentage.
Frais médicaux	366	113	479	29.061	6.407	35.468	14,06
Frais chirurgicaux	123	120	243	13.201	7.501	20.702	8,21
Soins et prothèse dentaires	135	45	180	16.001	775	16.776	6,65
Frais pharmaceutiques	883	278	1.161	64.220	11.043	75.263	29,85
Frais d'hospitalisation	322	557	879	37.938	61.732	99.670	39,52
Cures thermales	24	7	31	2.592	301	2.893	1,15
Divers	22	11	33	820	580	1.400	0,56
Total	1.875	1.131	3.006	163.833	88.339	252.172	100
Prestations du décret du 12 juin 1946	»	»	»	»	»	1.257	»
Indemnités journalières	»	»	»	»	»	64.342	»
Total général des prestations	»	»	3.006	»	»	317.771	»
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.							
Assurés	1.407	967	2.374	84.741	45.035	129.776	51,46
Conjoints	271	75	346	26.655	6.964	33.619	13,33
Enfants	197	89	286	38.339	17.276	55.615	22,06
Autres membres de la famille	»	»	»	116	92	208	0,08
Invalides et leurs ayants droit	»	»	»	1.608	13.853	15.461	6,13
Pensionnés et leurs ayants droit	»	»	»	12.374	5.119	17.493	6,94
Total	1.875	1.131	3.006	163.833	88.339	252.272	100

(1) Avec ticket modérateur.
(2) Sans ticket modérateur.
(3) Total.

b) *Maternité.*

Les dépenses de l'assurance maternité comportent:

1° La couverture des frais de soins de toute nature se rapportant à la période de grossesse, à l'accouchement et à ses suites;

2° Le montant d'une indemnité journalière versée à la femme assurée sociale pendant la période des couches (en principe quatorze semaines) et correspondant à la moitié ou aux deux tiers du salaire perçu par l'intéressé. Le maximum de cette indemnité varie dans les mêmes conditions que celui de l'assurance maladie;

3° Des primes d'allaitement et des bons de lait.

Un arrêté du 29 mai 1956, applicable à compter du 1er juin 1956, a modifié les taux et les modalités d'attribution des primes d'allaitement et des bons de lait. Le montant maximum des primes payables à une même bénéficiaire a été porté de 6.820 F à 8.525 F et le montant maximum des bons de lait ramené de 2.600 F à 2.000 F.

En 1956, 460.374 naissances ont donné lieu au versement des prestations de l'assurance maternité (régime général: 426.776; régime des fonctionnaires: 31.358; régime des étudiants: 1.262; régime des grands invalides de guerre: 978). Les prestations ont représenté au total 20.132 millions.

DÉSIGNATION	RÉGIME GÉNÉRAL		RÉGIME des fonctionnaires.		RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides de guerre.	TOTAL	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(1)	(1)	(2)
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	2.608	18,9	103	10,3	9	9	4.404	29,6
Frais médicaux d'accouchement	1.465	10,6	210	21,1	3	2	862	5,8
Frais pharmaceutiques et appareils	791	5,8	66	6,6	27	12	7.342	49,4
Frais d'hospitalisation	6.830	49,4	473	47,4	3	3	1.302	8,6
Primes d'allaitement	1.214	8,8	82	8,2	1	2	713	4,8
Bons de lait	661	4,7	49	4,9	1	»	269	1,8
Divers	253	1,8	15	1,5				
Total des prestations en nature	13.822	100	998	100	44	28	14.892	100
Indemnités journalières	5.240		»		»	»	5.240	
Total général	19.062		998		44	28	20.132	
Prestations en nature servies:								
Aux assurées	5.608	40,5	456	45,6	23	4	6.091	41
Aux conjointes et autres ayants droit	8.214	59,5	542	54,4	21	24	8.801	59
Total	13.822	100	998	100	44	28	14.892	100

(1) En millions de francs.
(2) Répartition de 100 F de prestations en nature.

B 1. — **PRESTATIONS EN NATURE DE L'ASSURANCE MATERNITE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS MÉDICAUX		PHARMACIE	HOSPITALISATION	PRIMES d'allaitement.	BONS de lait.	DIVERS	TOTAL	ASSURÉES	CONJOINTES	TOTAL
	d'accouchement.	Autres.	et appareils.								
Janvier	189	102	57	380	79	52	17	876	366	510	876
Février	195	123	61	443	78	52	19	971	398	573	971
Mars	214	119	69	525	90	57	19	1.093	462	631	1.093
1er trimestre	598	344	187	1.348	247	161	55	2.940	1.226	1.714	2.940
Avril	204	114	64	423	82	55	19	961	380	581	961
Mai	224	124	64	611	86	58	21	1.188	487	701	1.188
Juin	243	130	68	691	93	63	23	1.311	531	780	1.311
2e trimestre	671	368	196	1.725	261	176	63	3.460	1.398	2.062	3.460
Juillet	224	119	63	581	91	54	20	1.152	475	677	1.152
Août	226	116	60	567	106	53	27	1.155	453	702	1.155
Septembre	227	109	64	620	123	57	18	1.218	479	739	1.218
3e trimestre	677	344	187	1.768	320	164	65	3.525	1.407	2.118	3.525
Octobre	230	149	82	680	144	63	24	1.372	565	807	1.372
Novembre	210	136	71	692	125	51	23	1.308	532	776	1.308
Décembre	222	124	69	616	118	46	22	1.217	480	737	1.217
4e trimestre	662	409	222	1.988	387	160	69	3.897	1.577	2.320	3.897
Année 1956...	2.608	1.465	792	6.829	1.215	661	252	13.822	5.608	8.214	13.822
Moyenne mensuelle..	218	122	66	569	101	55	21	1.152	467	685	1.152

B 2. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MATERNITE. — REGIME DES FONCTIONNAIRES. TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES AUX FONCTIONNAIRES**

(En millions de francs.)

ANNÉE 1956	FRAIS médicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	PRIMES d'allaitement et bons de lait.	TOTAL	TOTAL GÉNÉRAL (maladie et maternité).
Janvier	22	5	25	10	62	1.706
Février	24	5	31	11	71	1.915
Mars	26	5	28	11	80	2.146
1er trimestre	72	15	94	32	213	5.767
Avril	25	5	34	11	75	1.959
Mai	28	6	40	11	85	2.074
Juin	29	6	45	13	93	2.315
2e trimestre	82	17	119	35	253	6.348
Juillet	26	5	43	11	85	2.105
Août	25	5	41	11	82	1.991
Septembre	26	5	41	14	86	1.919
3e trimestre	77	15	125	36	253	6.015
Octobre	30	7	48	16	101	2.232
Novembre	27	6	47	14	94	2.227
Décembre	25	6	40	13	84	2.168
4e trimestre	82	19	135	43	279	6.627
Année 1956	313	66	473	146	998	24.757
Moyenne mensuelle	26	6	39	12	83	2.063

Le nombre d'indemnités journalières servies au titre de l'assurance maternité, les naissances ayant donné lieu à indemnisation, les déclarations de grossesse enregistrées par les caisses primaires et les naissances survenues dans un établissement de soins sont indiqués ci-après en ce qui concerne le régime général (fonctionnaires, étudiants et grands invalides, veuves et orphelins de guerre exclus) :

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE DE NAISSANCES			NOMBRE DE DÉCLARATIONS DE GROSSESSE			NOMBRE de naissances dans les établissements de soins.
		Assurées.	Conjointes.	Total.	Assurées.	Conjointes.	Total.	
Année 1955	11.897.800	155.147	280.884	436.031	164.158	302.037	466.195	»
Moyenne mensuelle	991.483	12.929	23.407	36.336	13.680	25.170	38.850	»
Année 1956.								
Janvier	917.103	10.118	18.952	29.070	14.471	26.026	40.497	18.289
Février	927.094	11.453	19.811	31.264	13.241	23.999	37.240	20.871
Mars	1.026.279	12.646	22.310	34.956	14.581	27.373	41.954	22.887
1er trimestre	2.870.476	34.217	61.073	95.290	42.293	77.398	119.691	62.047
Avril	1.001.998	10.880	20.156	31.036	12.705	24.077	36.782	19.884
Mai	1.073.102	13.994	23.556	37.550	12.733	23.570	36.303	24.923
Juin	1.103.314	14.251	25.752	40.003	14.015	25.793	39.808	27.198
2e trimestre	3.178.414	39.125	69.464	108.589	39.453	73.440	112.893	72.005
Juillet	1.024.324	12.755	22.059	34.814	13.996	24.670	38.666	23.210
Août	1.075.992	12.679	23.536	36.215	13.969	24.958	38.927	24.169
Septembre	1.040.383	13.831	24.305	38.136	14.681	26.509	41.190	26.484
3e trimestre	3.140.699	39.265	69.900	109.165	42.646	76.137	118.783	73.863
Octobre	1.136.274	14.320	24.568	38.888	16.781	28.573	45.354	26.897
Novembre	996.674	13.807	23.977	37.784	15.024	26.637	41.661	26.761
Décembre	933.995	13.565	23.495	37.060	12.930	23.402	36.332	26.400
4e trimestre	3.066.943	41.692	72.040	113.732	44.735	78.612	123.347	80.058
Année 1956	12.256.532	154.299	272.477	426.776	169.127	305.587	474.714	287.973
Moyenne mensuelle	1.021.378	12.858	22.707	35.565	14.094	25.466	39.560	23.998

c) *Invalidité.*

Les dépenses de l'assurance invalidité comprennent la charge des pensions d'invalidité servies aux assurés dont la capacité de travail est réduite des deux tiers par rapport à la normale.

En application de l'arrêté du 30 avril 1956, les pensions ont été revalorisées de 8,5 p. 100 à compter du 1er avril 1956. L'arrêté du 18 avril 1957 les majore à nouveau de 12 p. 100 à partir du 1er avril 1957. Le taux annuel minimum a été porté de 65.800 F à 72.400 F au 1er janvier 1956.

En 1956, les caisses régionales de sécurité sociale ont versé 21.755 millions de pensions d'invalidité. Par ailleurs, elles remboursent aux caisses primaires les dépenses effectuées au titre de la rééducation professionnelle des invalides (ces dépenses sont indiquées dans le tableau A 3). Le montant et le nombre de pensions servies sont indiqués ci-après par trimestre:

	MONTANT des pensions servies (en millions).	NOMBRE DE PENSIONS au dernier jour du trimestre			
		Complètes.	suspendues en partie.	suspendues totalement.	Total.
1er trimestre	5.403	194.749	9.573	54.404	258.726
2e trimestre	5.289	190.660	9.378	53.517	253.555
3e trimestre	5.551	187.258	9.216	52.574	249.048
4e trimestre	5.503	183.142	9.174	50.399	242.715
Total	21.746				

La diminution du nombre de pensions d'invalidité constatée en 1956 résulte de l'application du décret du 20 mai 1955.

d) *Décès.*

L'assurance décès couvre la charge d'un capital versé aux ayants droit de tout assuré qui décède. Ce capital est égal à trois mois de salaire, dans les limites d'un minimum égal à 2.500 F et d'un maximum fixé à 132.000 F du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1957.

La charge de l'assurance décès représente 4.011 millions en 1956. Les dépenses mensuelles sont relevées dans le tableau A I. Le nombre de versements du capital décès, qui s'est élevé au total à 47.915 pour l'année, est indiqué ci-après par mois.

Janvier	3.634	Juillet	3.668
Février	3.962	Août	3.787
Mars	4.225	Septembre	3.905
1er trimestre.....	11.821	3e trimestre.....	11.360
Avril	4.129	Octobre	4.441
Mai	4.022	Novembre	4.041
Juin	4.204	Décembre	3.897
2e trimestre.....	12.355	4e trimestre.....	12.379

e) *Vieillesse.*

La charge supportée par la caisse nationale de sécurité sociale comprend:

1° Les pensions de vieillesse versées aux assurés sociaux ou, en cas de décès, à leur conjoint survivant;

2° L'allocation attribuée à tous les vieux travailleurs salariés qui, en raison de leur âge et de la date d'entrée en application des assurances sociales, ne réunissent pas les conditions exigées pour avoir droit à la pension.

Le montant annuel de cette allocation avait été relevé à compter du 1er janvier 1954 par la loi du 20 mars 1954. Il a subi un nouveau relèvement au 1er janvier 1956 (loi du 27 mars 1956).

	TAUX ANNUELS	
	au 1er janvier 1954 (loi du 20 mars 1954)	au 1er janvier 1956 (loi du 27 mars 1956).
	Francs.	Francs.
Allocation principale:		
a) Villes de plus de 5.000 habitants.	65.800	72.380
b) Villes de moins de 5.000 habitants	62.400	68.640
Allocation complémentaire de résidence (Paris et communes assimilées de Seine et Seine-et-Oise)	3.400	3.400
Majoration pour conjoint à charge:		
a) Agé de moins de 65 ans.....	5.000	5.000
b) Agé de plus de 65 ans.....	32.900	36.190
Bonification pour enfant (10 p. 100 de l'allocation principale):		
a) Villes de plus de 5.000 habitants.	6.580	7.238
b) Villes de moins de 5.000 habitants	6.240	6.864

En raison de la date d'application des assurances sociales (1er juillet 1930), aucun assuré ne se trouve actuellement dans les conditions pour pouvoir prétendre à une pension normale attribuée, en principe, après trente ans de cotisation. Aussi, jusqu'au 1er juillet 1948, le minimum des pensions vieillesse était-il porté, à soixante-cinq ans, au taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants, augmenté de la rente acquise par les versements portés au compte de l'intéressé au 31 décembre 1940. La loi du 23 août 1948 a accordé, à compter du 1er juillet 1948, de nouveaux avantages aux pensionnés en revalorisant leur pension, compte tenu de l'année d'entrée en jouissance.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949, puis de 15 p. 100 au 1er avril 1949, 15 p. 100 au 1er janvier 1950, 16 p. 100 au 1er janvier 1951, 10 p. 100 au 1er avril 1952, 20 p. 100 au 1er avril 1953, 9 p. 100 au 1er avril 1955, 8,5 p. 100 au 1er avril 1956 et 12 p. 100 au 1er avril 1957 (arrêté du 18 avril 1957).

Par ailleurs, la loi du 3 février 1950 a étendu, à partir du 1er janvier 1950, aux titulaires de pensions et rentes n'ayant pas atteint l'âge de soixante-cinq ans le bénéfice de la revalorisation prévue par la loi du 23 août 1948.

La statistique des dépenses de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés a été établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des prestations payées. Le tableau C indique la ventilation de ces dépenses par trimestre et par catégorie de prestations.

C. — **DEPENSES EFFECTUEES AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE ET DE L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALAIRES**

(En millions de francs.)

	ANNEE 1955		ANNÉE 1956				
	Total.	Moyenne trimestrielle.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Année.
Pensions R. O. P., rentes, pensions et bonifications confondues	39	10	12	14	13	12	51
Pensions « assurances sociales » et « sécurité sociale »	24.503	6.126	7.005	7.093	7.909	8.426	30.433
Pensions revisées à soixante-cinq ans (assurés sociaux)	75.115	18.779	19.175	19.067	19.917	20.051	78.210
Allocations aux vieux travailleurs salariés	55.484	13.871	13.243	12.579	12.532	12.538	50.892
Allocations aux mères de cinq enfants	7.420	1.855	1.843	1.839	1.841	1.848	7.371
Pensions de réversion	5.246	1.311	1.437	1.432	1.530	1.617	6.016
Secours viagers	4.023	1.006	987	957	965	967	3.876
Remboursements de cotisations	4.029	1.007	1.170	1.449	1.057	1.346	5.022
Divers	1.138	284	588	412	312	369	1.681
Total	176.997	44.249	45.460	44.842	46.076	47.174	183.552

Au total, ces dépenses ont représenté 183.552 millions; mais il y a lieu de leur ajouter les opérations effectuées par la caisse nationale de sécurité sociale au titre:

a) de la liquidation des opérations afférentes à la loi du 30 avril 1930 et aux décrets-lois des 28 et 30 octobre 1935 (en 1956: recettes, 438 millions; dépenses, 741 millions; charge nette, 303 millions; en 1955: charge nette, 235 millions).

b) de la contribution du régime général à l'alimentation du fonds spécial.

La loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 a supprimé l'allocation temporaire, à compter du 1er juillet 1952, et institué une allocation spéciale pour les bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire ne pouvant être rattachés ni à une organisation autonome de non-salariés, ni à un régime de salariés. A l'origine, le montant de l'allocation spéciale était égal à celui de l'ancienne allocation temporaire (28.200 F par an). Fixé à 31.200 F du 1er janvier 1954 au 31 décembre 1955, il a été majoré de 10 p. 100 à compter du 1er janvier 1956 (loi du 27 mars 1956). Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale sont à la charge d'un fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Ce fonds spécial est alimenté par:

1° Une taxe spéciale de 10.000 F par an, à la charge des personnes ne se trouvant pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisant à aucun régime d'assurance vieillesse;

2° Une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites, pensions, rentes ou allocations de vieillesse en application de dispositions législatives ou réglementaires.

La majoration de 10 p. 100 prévue par la loi du 27 mars 1956 est prise en charge par le budget de l'Etat.

Le décret n° 56-228 du 29 février 1956 a fixé le montant de la contribution à verser au fonds spécial au titre de l'année 1956 par les organismes et collectivités. La contribution de la caisse nationale s'élevait à 4.427.764.000 F, mais le régime général n'a versé que 3.320.823.000 F au cours de l'année.

Les résultats ci-dessus concernent les dépenses supportées par le régime général. Il convient d'indiquer par ailleurs les opérations effectuées au titre du fonds national de solidarité.

La loi n° 56-639 du 30 juin 1956 a institué un fonds national de solidarité en vue de promouvoir une politique générale de protection des personnes âgées par l'amélioration des pensions, retraites, rentes et allocations de vieillesse.

Le fonds verse une allocation supplémentaire à toute personne de nationalité française âgée d'au moins soixante-cinq ans, ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail, titulaire d'un ou plusieurs avantages de vieillesse ou bénéficiaire d'une allocation d'aide sociale, lorsque le total de l'allocation et des ressources personnelles de l'intéressé n'excède pas 201.000 F par an (258.000 F pour un ménage).

Le taux de l'allocation supplémentaire est fixé à 31.200 F par an, à compter du 1er avril 1956. Toutefois, l'allocation supplémentaire se substitue, le cas échéant, à due concurrence, à la majoration d'allocation résultant de l'application de l'article 1er de la loi du 27 mars 1956. D'autre part, lorsque le total de la ou des allocations supplémentaires et des ressources personnelles de l'intéressé ou des époux dépasse les chiffres indiqués ci-dessus de 201.000 F ou 258.000 F, la ou les allocations sont réduites à due concurrence.

Le fonds de solidarité est financé par diverses taxes recouvrées par le budget de l'Etat. La gestion financière est assurée par la caisse des dépôts et consignations.

Au 31 décembre 1956, les divers régimes et organismes avaient reçu 2.808.866 demandes d'allocation supplémentaire et 1.008.008 demandes avaient effectivement fait l'objet d'un premier payement. Sur ces totaux, les demandes enregistrées par les caisses d'assurance vieillesse du régime général et les liquidations effectives représentaient respectivement 1.412.116 et 484.962.

Au cours de l'année 1956, la caisse nationale de sécurité sociale a reçu de l'Etat et du fonds national de solidarité 33.717 millions d'avances pour supporter les charges résultant de la majoration de 10 p. 100 fixée par la loi du 27 mars 1957 et de l'allocation supplémentaire instituée par la loi du 30 juin 1956. Les caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ont versé effectivement 17.723 millions aux bénéficiaires de ces deux lois. La répartition mensuelle de ces dépenses est indiquée ci-après:

Avril 1956	1.619	millions de francs.
Mai	1.637	— —
Juin	1.024	— —
Juillet	933	— —
Août	894	— —
Septembre	1.371	— —
Octobre	2.331	— —
Novembre	3.309	— —
Décembre	4.605	— —
Total	17.723	millions de francs.

2° Action sanitaire et sociale et contrôle médical

Comme il a été dit plus haut, il n'est pas possible de ventiler entre les trois législations les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical, et ces dépenses feront l'objet du chapitre IV du présent bilan.

Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer au chapitre « Assurances sociales » les prélèvements effectués en application des arrêtés de ventilation.

Depuis le 1er janvier 1949, les caisses primaires et régionales doivent tenir un compte de contrôle médical distinct de l'action sanitaire et sociale proprement dite. Elles se voient attribuer, de ce fait, des ressources spéciales.

En 1956, 0,85 p. 100 des cotisations du régime général ont été affectés à l'action sanitaire et sociale et 0,90 p. 100 au contrôle médical. Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations des régimes divers.

Les cotisations des fonctionnaires donnent lieu à un prélèvement au titre du contrôle médical. Le prélèvement de base est égal à 80 F par liquidation de dossier de prestations; il peut être l'objet de certains correctifs.

Les dispositions applicables au prélèvement de contrôle médical du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre sont les mêmes que celles prévues pour la couverture des frais de contrôle médical des fonctionnaires.

L'arrêté du 31 août 1955 a fixé le montant des ressources du régime de sécurité sociale des fonctionnaires, affecté, à partir de l'année 1955, à l'action sanitaire et sociale. Le prélèvement effectué par la caisse nationale est égal à 1 p. 100 des cotisations encaissées au titre du régime au cours de l'année précédente; 20 p. 100 de ce prélèvement sont affectés au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale et 80 p. 100 sont répartis entre les caisses primaires de sécurité sociale.

Au total, les prélèvements de l'année peuvent être ainsi retenus:

Action sanitaire et sociale:

Régime général et régimes y rattachés....	4.585	millions.
Régime des fonctionnaires.....	198	—
Total	4.783	millions.

Contrôle médical:

Régime général et régimes y rattachés....	4.841	millions.
Régime des fonctionnaires.....	457	—
Régime des étudiants.....	13	—
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.....	44	—
Total	5.355	millions.

Portés en dépenses au chapitre « assurances sociales », ces prélèvements sur cotisations sont relevés en recettes au chapitre « action sanitaire et sociale et contrôle médical ». Ils ne comprennent pas les recettes de l'action sanitaire et sociale au titre des majorations de retard.

3° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses de sécurité sociale sont autorisées à effectuer sur leurs ressources, pour couvrir leurs dépenses administratives, est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la section permanente du conseil supérieur de la sécurité sociale.

Les dépenses administratives de l'année 1956 sont indiquées ci-après:

Caisses primaires de sécurité sociale.....	26.325	millions.
Unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales	3.065	—
Caisses régionales de sécurité sociale.....	3.700	—
Caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.....	6.529	—

Ces dépenses ne comprennent pas les immobilisations de l'année (immeubles et matériel).

Pour établir le présent bilan, les dépenses des caisses primaires et des caisses régionales communes aux assurances sociales et aux accidents du travail ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 4 et 1 en ce qui concerne les caisses primaires après déduction des frais de gestion afférents aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre, et 3,5 et 6,5 en ce qui concerne les caisses régionales. Ces coefficients résultent du rapport des prélèvements effectués en 1955 sur les cotisations des deux législations.

Les dépenses des unions de recouvrement ont été réparties entre les caisses primaires et les caisses d'allocations familiales au prorata des contributions des divers organismes. Cette répartition est la suivante: caisses primaires, 1.617 millions; caisses d'allocations familiales, 1.448 millions.

On obtient alors à la charge des assurances sociales:

Caisses primaires et unions de recouvrement.	22.708	millions.
Caisses régionales.....	1.295	—
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	6.529	—

4° Dépenses diverses

Les dépenses relevées sous cette rubrique comprennent:

a) Les dépenses des services administratifs de la caisse nationale de sécurité sociale, les frais de fonctionnement de la direction générale et des directions régionales de sécurité sociale qui doivent être remboursés à l'Etat par la caisse nationale de sécurité sociale, le forfait prévu au titre de la franchise postale;

b) Les frais entraînés par l'élection des conseils d'administration des caisses, les dépenses afférentes aux contentieux;

c) Les frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude au travail ou d'invalidité, le remboursement à l'institut national de la statistique des frais occasionnés par les opérations d'immatriculation.

Les dépenses visées aux alinéas *a* et *b* ont été réparties entre les trois fonds nationaux des assurances sociales, des prestations familiales et des accidents du travail proportionnellement aux coefficients 7, 5 et 1. Par ailleurs, les charges imputées au fonds national des assurances sociales sont ventilées entre les quatre sections que comprend le fonds: régime général, fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre, proportionnellement aux dépenses supportées par les sections. Cette ventilation a été fixée pour l'année 1955 par l'arrêté du 30 août 1956 et pour l'année 1956 par l'arrêté du 2 juillet 1957.

Les dépenses communes aux trois fonds effectuées en 1956 sont relevées ci-après (en millions de francs):

Services administratifs de la caisse nationale.....	222,3
Forfait postal.....	3.834
Frais d'élection.....	540,8
Frais de contentieux.....	95,7
Total	4.692,8

La ventilation de ces dépenses entre les trois fonds donne les résultats suivants:

Assurances sociales.....	2.526,9
Prestations familiales.....	1.804,9
Accidents du travail.....	361

Au total, les dépenses diverses supportées en 1956 par le fonds national des assurances sociales peuvent être ainsi récapitulées:

Régime général:		
Participation aux dépenses communes....	2.406,1	
Frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude et d'invalidité.....	17,8	
Opérations d'immatriculation.....	8,7	
Total.....		2.432,6
Régime des fonctionnaires:		
Participation aux dépenses communes....	104,1	
Remboursement de prestations à la caisse nationale militaire.....	222,1	
Remboursement de cotisations.....	79,3	
Total.....		405,5
Régime des étudiants:		
Participation aux dépenses communes.....		4,2
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre:		
Participation aux dépenses communes.....		12,5
Total général.....		2.854,8

Aucun règlement n'a été effectué en 1956 par la caisse nationale au titre des frais de fonctionnement des services de la direction générale et des directions régionales. Au 31 décembre 1956, les sommes dues au budget de l'Etat représentaient 6.530 millions (forfait postal: 1.280 millions; dépenses administratives: 5.250 millions).

Les tableaux D 1 et D 2 constituent une récapitulation des opérations effectuées au titre des assurances sociales. Ils contiennent les résultats rectifiés de l'année 1955.

D 1. — **RECAPITULATION ASSURANCES SOCIALES**

(En millions de francs.)

	1955 (Résultats rectifiés.)	1956 (1) (Résultats provisoires.)
Recettes.		
Cotisations du régime général	443.826	508.685
Cotisations des régimes divers	8.176	11.034
Cotisations des fonctionnaires	19.758	23.169
Cotisations des étudiants	79	90
Contribution de l'Etat au régime des étudiants	780	804
Contribution de l'Etat au régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	1.425	3.160
Produit des recours contre les tiers (régime général)	1.076	1.417
Total des recettes	475.120	548.359
Dépenses.		
Maladie et longue maladie	269.127	317.772
Maternité	18.402	20.131
Invalidité	19.986	21.746
Décès	3.675	4.011
Gestion administrative:		
Caisses primaires	19.922	22.708
Caisses régionales	1.153	1.295
Assurance vieillesse et allocation aux vieux travailleurs salariés	177.742	183.855
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	200	»
Contribution au fonds spécial	4.697	3.321
Gestion administrative des caisses vieillesse	5.779	6.529
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	4.178	4.783
Contrôle médical (crédits ouverts)	4.702	5.355
Dépenses diverses	1.744	2.855
Total des dépenses	531.307	594.361

(1) Compte non tenu des opérations effectuées au titre du fonds national de solidarité.

D 2. — **REPARTITION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES ASSURANCES SOCIALES (TABLEAU D 1) ENTRE LES DIFFERENTS REGIMES.**

(En millions de francs.)

	1955 (Résultats rectifiés.)		1956 (Résultats provisoires.)
Régime général.			
Recettes (cotisations du régime général et des régimes divers, produit des recours contre les tiers)	453.078		(1) 521.136
Dépenses:			
Maladie et longue maladie	245.393		290.070
Maternité	17.391		19.062
Invalidité	19.986		21.746
Décès	3.675		4.011
Vieillesse	177.742		183.855
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	200		»
Contribution au fonds spécial	4.697		3.321
Gestion administrative	25.085		28.763
Action sanitaire et sociale	3.967		4.585
Contrôle médical	4.188		4.841
Dépenses diverses	1.463		2.433
Total	503.787		(1) 562.687
Régime des fonctionnaires.			
Recettes (cotisations)	19.758		23.169
Dépenses:			
Maladie et longue maladie	20.582		23.759
Maternité	944		998
Gestion administrative	1.527	(2)	1.527
Action sanitaire et sociale	211		198
Contrôle médical	457	(2)	457
Dépenses diverses	263		405
Total	23.984		27.344
Régime des étudiants.			
Recettes (cotisations et contribution de l'Etat)	859		894
Dépenses:			
Maladie et longue maladie	833,6		936,5
Maternité	41,5		43,7
Gestion administrative	95,2	(2)	95,2
Contrôle médical	13,3	(2)	13,3
Dépenses diverses	5,4		4,2
Total	989		1.092,9
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.			
Recettes	1.425		3.160
Dépenses:			
Maladie et longue maladie	2.318,1		3.005,8
Maternité	25,1		27,6
Gestion administrative	146,6	(2)	146,6
Contrôle médical	44,2	(2)	44,2
Dépenses diverses	13		12,5
Total	2.547		3.236,7

(1) Compte non tenu des opérations effectuées au titre du fonds national de solidarité.
(2) Evaluation des prélèvements autorisés par reconduction des résultats de 1955.

II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les organismes de sécurité sociale assument la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles depuis le 1er janvier 1947.

Le champ d'application de l'assurance des accidents du travail diffère quelque peu de celui des assurances sociales. En effet, un certain nombre de salariés appartenant soit à des administrations de l'Etat ou des collectivités locales, soit à des entreprises d'intérêt public ne relèvent pas, pour les accidents du travail, des organismes de sécurité sociale, alors qu'ils y sont rattachés au titre des assurances sociales.

A. — RECETTES

Les ressources de l'assurance des accidents du travail proviennent d'une cotisation incombant exclusivement aux employeurs et qui varie suivant les catégories professionnelles et suivant les entreprises.

Le taux moyen de la cotisation s'est élevé en 1956 à 2,94 p. 100.

Les encaissements de l'année 1956 se sont élevés à 91.337 millions. Ces encaissements concernent les cotisations versées pour la couverture de la totalité des risques, les cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire et les taxes dues à titre de participation à l'alimentation du fonds commun des accidents du travail par les entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

Toutefois, ils ne comprennent pas les versements d'un montant total de 685 millions de francs au titre desdites taxes effectués directement à la caisse nationale de sécurité sociale par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

Le montant total des taxes affectées en 1956 à la caisse nationale, qui supporte la charge des majorations de rentes servies par la caisse des dépôts et consignations, s'est élevé à 2.368 millions (versements aux caisses primaires et aux unions de recouvrement: 1.683 millions, et versements directs à la caisse nationale: 685 millions).

Les ristournes accordées aux employeurs en application de l'article 133 du code de la sécurité sociale n'ont pas été déduites des encaissements des caisses primaires lorsqu'elles ont été attribuées dans les conditions fixées par l'arrêté du 18 février 1948. Se rapportant à des exercices antérieurs à 1955, elles ont représenté 486 millions en 1956. L'arrêté du 8 juillet 1955 a fixé des règles entièrement nouvelles pour l'attribution des ristournes. Désormais, celles-ci ne sont plus remises directement et en totalité aux intéressés, elles sont allouées sous la forme d'une réduction de la cotisation répartie sur toute l'année. Elles ne peuvent plus, de ce fait, apparaître dans la statistique des encaissements.

Les cotisations encaissées en 1956 et les ristournes versées au cours de l'année sont relevées ci-dessous par mois, en millions de francs:

MOIS	COTISATIONS totales.	RISTOURNES aux employeurs (1).	COTISATIONS nettes.
Janvier	7.598	8	7.590
Février	7.218	19	7.199
Mars	6.519	7	6.512
1er trimestre 1956	21.335	34	21.301
Avril	7.673	31	7.642
Mai	7.352	10	7.342
Juin	7.222	1	7.221
2e trimestre 1956	22.247	42	22.205
Juillet	8.326	29	8.297
Août	7.524	78	7.446
Septembre	7.141	62	7.079
3e trimestre 1956	22.991	169	22.822
Octobre	9.064	126	8.938
Novembre	8.178	37	8.141
Décembre	7.522	78	7.444
4e trimestre 1956	24.764	241	24.523
Année 1956	91.337	486	90.851

(1) Ristournes attribuées dans les conditions fixées par l'arrêté du 18 février 1948 et se rapportant à des exercices antérieurs à 1955.

Au total, les encaissements des caisses primaires et unions de recouvrement (91.337 millions), augmentés des taxes versées directement à la caisse nationale (685 millions) et déduction faite des ristournes (486 millions), représentent pour 1956: 91.536 millions.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé, en 1956, à 218 millions pour les cotisations d'accidents du travail non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires et pour moitié au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

Les encaissements de 1956 (cotisations nettes et majorations de retard) ont été répartis comme suit, entre les différents organismes, en application des arrêtés de ventilation.

ORGANISMES	COTISATIONS	MAJORATIONS de retard.	TOTAL
Caisses primaires.			
Gestion des risques	35.423	»	35.423
Action sanitaire et sociale.	888	109	997
Contrôle médical	888	»	888
Caisses régionales.			
Gestion des risques	24.452	»	24.452
Action sanitaire et sociale.	910	»	910
Contrôle médical	910	»	910
Caisse nationale.			
Fonds national des accidents du travail	25.328	»	25.328
Fonds de prévention	1.827	»	1.827
Fonds d'action sanitaire et sociale	910	109	1.019
Total	91.536	218	91.754

Les recettes de l'assurance des accidents du travail comprennent, par ailleurs, le produit des recours contre les tiers effectués en application de l'article 470 du code de la sécurité sociale. Ce produit, négligeable les premières années de l'assurance, a atteint en 1956: 3.301 millions (caisses primaires: 1.316 millions, caisses régionales: 1.985 millions). Les ressources à ce titre étaient mentionnées ces dernières années dans la récapitulation générale des opérations effectuées par le régime, mais étant donné leur importance il paraît nécessaire de les faire figurer dorénavant dans les résultats de la gestion des accidents du travail.

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

a) Les caisses primaires assument la charge de l'incapacité temporaire: frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et indemnités journalières; elles supportent également les frais funéraires en cas d'accident suivi de mort, la fourniture, la réparation et le renouvellement gratuit des appareils de prothèse et d'orthopédie, les dépenses relatives à la réadaptation fonctionnelle et la rééducation professionnelle des accidentés.

Elles ont enregistré, en 1956, 2.142.786 déclarations d'accidents. Elles en ont signalé aux caisses régionales 106.310 pouvant donner lieu à incapacité permanente. La statistique mensuelle du nombre d'accidents du travail enregistrés, du nombre d'indemnités journalières versées et des journées d'hospitalisation indemnisées est relevée ci-après:

	NOMBRE D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES			NOMBRE d'accidents du travail déclarés.	ACCIDENTS du trajet (1).	ACCIDENTS au cours d'un déplacement (2).	MALADIES professionnelles déclarées.	ACCIDENTS graves (3).	JOURNÉES d'hospitalisation.
	A 50 p. 100 du salaire.	Aux deux tiers du salaire.	Total.						
Année 1955.....	»	»	25.671.306	2.051.712	168.202	21.690	7.247	100.943	1.827.871
Moyenne mensuelle.....	»	»	2.139.275	170.976	14.017	1.807	604	8.412	152.323
Année 1956.									
Janvier	1.391.343	806.443	2.197.786	170.181	17.141	1.961	663	8.485	102.571
Février	1.475.629	840.025	2.315.654	175.144	24.003	2.405	529	8.674	143.509
Mars	1.605.684	932.204	2.537.888	179.605	15.383	1.722	612	9.245	168.231
1er trimestre.....	4.472.656	2.578.672	7.051.328	524.930	56.527	6.088	1.804	26.404	414.311
Avril	1.392.688	859.459	2.252.147	167.754	12.125	1.460	630	8.751	119.654
Mai	1.424.179	852.942	2.277.121	173.542	13.568	1.661	654	8.963	157.943
Juin	1.458.364	841.625	2.299.989	193.239	14.854	1.886	674	9.052	159.854
2e trimestre.....	4.275.231	2.554.026	6.829.257	534.535	40.547	5.007	1.958	26.766	437.451
Juillet	1.467.583	796.672	2.264.255	192.671	14.995	1.835	743	8.463	141.717
Août	1.404.480	859.378	2.263.858	144.959	12.172	1.578	586	7.990	131.999
Septembre	1.325.635	816.861	2.142.496	179.244	14.020	1.604	561	8.048	139.485
3e trimestre.....	4.197.698	2.472.911	6.670.609	516.874	41.187	5.017	1.890	24.201	413.201
Octobre	1.660.008	895.503	2.535.511	206.475	17.546	2.144	863	10.145	174.334
Novembre	1.561.056	866.319	2.427.375	184.636	17.306	1.851	649	9.741	299.782
Décembre	1.497.064	893.226	2.390.290	175.336	16.777	1.601	586	9.053	203.525
4e trimestre.....	4.718.128	2.655.048	7.373.176	566.447	51.629	5.596	2.098	28.939	677.641
Année 1956.....	17.663.713	10.260.657	27.924.370	2.142.786	189.890	21.708	7.750	106.310	1.942.604
Moyenne mensuelle.....	1.471.976	855.055	2.327.031	178.566	15.824	1.809	646	8.859	161.884

(1) Compris dans le nombre total d'accidents du travail.
(2) Déplacement autre que le trajet.
(3) Accidents pouvant donner lieu à incapacité permanente signalés au cours de la période considérée par les caisses primaires aux caisses régionales.

Au total, les caisses primaires ont supporté en 1956 une charge globale de 35 322 millions, dont 22.353 millions au titre des indemnités journalières. La répartition de ces dépenses entre les catégories de prestations est donnée, par mois, dans le tableau E 1. Il convient d'indiquer que la contexture des livres de risques tenus par les caisses primaires de sécurité sociale ayant fait l'objet d'instructions nouvelles à compter du 1er janvier 1956 (circulaire n° 2 SS du 5 janvier 1956) certaines variations de dépenses constatées entre 1955 et 1956 en ce qui concerne notamment les frais médicaux et les frais chirurgicaux peuvent s'expliquer en partie par les modifications apportées dans la ventilation des prestations.

E 1. — PRESTATIONS D'INCAPACITE TEMPORAIRE

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	PETIT appareillage.	GRAND appareillage.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION.	RÉADAPTATION fonctionnelle.	RÉEDUCATION professionnelle.	CURES thermales.	FRAIS funéraires.	INDEMNITÉS journalières. A 50 p. 100 du salaire.	INDEMNITÉS journalières. Aux deux tiers du salaire.	DIVERS	TOTAL
Année 1955.....	3.709	1.109,3	2.020,6	225,9		25,9	4.030,6	196,1		(1)	57,5	18.389,7		74,9	29.839,5
Moyenne mensuelle..	309,1	92,4	168,4	18,8		2,2	335,9	16,3		»	4,8	1.532,5		6,2	2.486,6
1956															
Janvier	149,9	84,1	140,1	7,5	4,7	2,6	206,9	7	11	1,2	5,8	982,7	700,3	6,8	2.310,6
Février	303,7	161,9	156	13	5,5	3	285,5	9,6	9,9	0,6	4,6	1.021,6	740	7,7	2.722,6
Mars	250,1	161	208,6	12,7	7,9	3,5	371,5	10,4	10,2	0,7	5,8	1.110,1	838,3	8	2.998,8
1er trimestre.....	703,7	407	504,7	33,2	18,1	9,1	863,9	27	31,1	2,5	16,2	3.114,4	2.278,6	22,5	8.632,0
Avril	285,7	163,2	144,6	9,2	7,9	2,4	247,5	9,3	7,8	0,9	4,7	960,8	758,8	7,6	2.607,4
Mai	260,9	162,4	221,6	10,6	17,1	2,5	335,1	6,8	11,2	2,4	5,1	999,4	766,5	7,7	2.809,3
Juin	299,7	186,6	212,6	10,9	16,9	3,1	353,2	15,1	13,4	5,2	5,7	1.089,2	766,3	9,6	2.987,5
2e trimestre.....	843,3	512,2	578,8	30,7	41,9	8	935,8	31,2	32,4	8,5	15,5	3.049,4	2.291,6	24,9	8.404,2
Juillet	227,9	153,9	149,6	7,6	13,9	2,5	342,2	7,2	10,8	4,6	5	1.117,3	743,9	8,2	2.794,6
Août	233,8	142,9	177,3	8,6	17,5	3,2	273,6	12	13,6	5,7	5,7	1.058,9	815,7	7,5	2.775,1
Septembre	269,3	156,8	209,4	9,2	12,5	2,6	307,1	11,5	21,5	4,8	4,7	977,2	796,7	8,2	2.791,5
3e trimestre.....	731	453,6	536,3	25,4	43,9	8,3	922,9	30,7	45,9	15,1	15,4	3.152,5	2.356,3	23,9	8.361,2
Octobre	341,1	209,5	221,4	11,7	12,8	3,3	413,4	16,1	14,5	4,5	5,6	1.235,9	862,2	9,2	3.361,2
Novembre	333	259	251,7	13,3	18,2	3,5	838	11,4	14,2	4	5,6	1.165,6	838,5	7,5	3.763,5
Décembre	340,2	227,7	259,2	24,1	14,1	3,2	483,6	24,4	11	1,4	5,4	1.148,5	859,1	8	3.399,9
4e trimestre.....	1.014,3	696,2	732,3	49,1	45,1	10	1.735	41,9	39,7	9,9	16,6	3.550,0	2.559,8	24,7	10.524,6
Année 1956.....	3.292,3	2.069	2.352,1	138,4	149	35,4	4.457,6	130,8	149,1	36	63,7	12.866,3	9.486,3	96	35.322,9
Moyenne mensuelle..	274,4	172,4	196	11,5	12,4	3	371,5	10,9	12,4	3	5,3	1.072,2	790,5	8	2.943,5

(1) Les dépenses de cures thermales n'étaient pas isolées antérieurement au 1er janvier 1956.

b) Les caisses régionales versent les rentes d'incapacité permanente pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947. En 1956, elles ont payé 23.908 millions d'arrérages et 435 millions de rachats de rentes. Leur compte « accidents du travail » a supporté par ailleurs une fraction des frais de soins d'urgence, soit 175 millions et les frais d'enquêtes, d'expertises, de contentieux et de justice (274 millions).

De plus, elles sont chargées de promouvoir et coordonner, dans la région la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les dépenses effectuées à ce titre se sont élevées à 916 millions.

Les dépenses des caisses régionales sont relevées ci-après par trimestre (en millions de francs):

	GESTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL					PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL			
	Rentes.	Rachats de rentes.	Soins d'urgence.	Frais d'enquête, d'expertise et de contentieux, divers.	Total.	Soins d'urgence.	Frais de personnel.	Subventions et divers.	Total.
1er trimestre.....	5.469	108	37	66	5.680	30	124	33	187
2e trimestre.....	5.606	107	53	75	5.841	41	125	41	207
3e trimestre.....	6.114	81	32	65	6.292	63	127	32	222
4e trimestre.....	6.719	139	53	68	6.979	53	168	79	300
Total.....	23.908	435	175	274	24.792	187	544	185	916

Le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles géré par la caisse nationale de sécurité sociale doit rembourser aux caisses régionales la plus grande partie des dépenses effectuées par ces organismes, au titre de la prévention. En 1956, le fonds national a effectivement remboursé 1.925 millions aux caisses régionales au titre d'exercices antérieurs.

Le montant des arrérages de rentes payés accuse une progression très nette à chaque trimestre, mais il faut noter que les dépenses d'incapacité permanente n'atteindront leur maximum qu'après une quinzaine d'années de fonctionnement du nouveau régime.

Le nombre total d'arrérages de rentes servis par les caisses régionales, au 31 décembre de chaque année, est indiqué ci-après :

	31 DÉCEMBRE 1951.	31 DÉCEMBRE 1952.	31 DÉCEMBRE 1953.	31 DÉCEMBRE 1954.	31 DÉCEMBRE 1955.	31 DÉCEMBRE 1956.
Ensemble des départements à l'exclusion du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	230.689	296.838	358.017	426.158	495.386	573.205
Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	23.001	24.379	28.985	32.255	35.581	38.104
Total	253.690	321.217	387.002	458.413	530.967	611.309

Les renseignements concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont été isolés, la caisse régionale de Strasbourg gérant le risque accidents du travail depuis de longues années.

Une statistique établie au 31 décembre 1956 et portant sur 570.653 rentes d'assurés servies par les caisses régionales donnait la ventilation ci-après par taux d'incapacité permanente :

TAUX d'incapacité permanente.	NOMBRE de rentes.	RÉPARTITION DE 100 RENTES	
1-4	120.293	21,08	47,71
5-9	151.972	26,63	
10-14	102.165	17,90	
15-19	58.447	10,24	34,87
20-24	38.374	6,73	
25-29	24.807	4,35	
30-34	23.298	4,08	11,78
35-39	9.382	1,65	
40-44	9.692	1,70	
45-49	4.781	0,84	
50-54	6.461	1,13	
55-59	2.517	0,44	4,13
60-64	4.139	0,73	
65-69	2.645	0,46	
70-74	3.003	0,53	
75-79	1.797	0,31	
80-84	1.980	0,35	
85-89	918	0,16	1,02
90-94	870	0,15	
95-99	295	0,05	
100	(1) 2.817	0,49	0,49
Total	570.653	100	100

(1) Dont 894 rentes assorties de la majoration pour tierce personne (0,16 p. 100 du total des rentes).

c) Des majorations destinées à mettre les rentes en harmonie avec le coût de la vie sont versées par le fonds commun des accidents du travail survenus dans la métropole géré par la caisse des dépôts et consignations aux titulaires de rentes liquidées par les compagnies d'assurances pour les accidents survenus sur le territoire métropolitain avant le 1er janvier 1947.

Institué par le décret n° 55-1388 du 18 octobre 1955 le fonds commun des accidents du travail survenus dans la métropole a remplacé, à compter du 1er janvier 1956, les divers fonds énumérés à l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 (fonds de garantie, fonds de prévoyance des blessés de la guerre victimes d'accidents du travail, fonds de rééducation professionnelle, fonds de solidarité des employeurs pour la réparation des accidents du travail résultant des faits de guerre et fonds de majoration des rentes).

La couverture des charges qui incombent au fonds commun est assurée par la caisse nationale de sécurité sociale.

Le rajustement des rentes liquidées par les caisses régionales pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947 est effectué par ces organismes.

Le salaire annuel de rajustement des rentes correspondant à une incapacité de travail au moins égal à 10 p. 100 avait été fixé à 252.000 F à compter du 1er juin 1952 par la loi du 25 juillet 1952 qui avait, par ailleurs, relevé de 120.000 à 200.000 F l'allocation pour aide d'une tierce personne.

La loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 a modifié profondément les règles d'après lesquelles étaient rajustées les rentes anciennes en réalisant une péréquation générale de ces rentes. Chaque rente correspondant à une incapacité de travail au moins égale à 10 p. 100 est revisée avec effet du 1er septembre 1954 en partant du salaire qui a servi à sa liquidation initiale, ledit salaire étant affecté d'un coefficient fixé par la loi. Le salaire minimum de rajustement prévu à l'article 49 de la loi du 30 octobre 1946 est maintenu. Il est porté de 252.000 F à 276.000 F à partir du 1er septembre 1954.

Par ailleurs, la loi du 2 septembre 1954 a prévu que la péréquation effectuée, toutes les rentes, anciennes et nouvelles, devaient être majorées dans l'avenir comme le sont les pensions d'invalidité du régime général des assurances sociales.

Les rentes résultant de la péréquation générale prévue par la loi du 2 septembre 1954 ont été majorées de 7 p. 100 à compter du 1er mars 1955 puis à nouveau de 8,5 p. 100 au 1er mars 1956 (arrêté du 30 avril 1956).

Une nouvelle revalorisation de 12 p. 100 a été fixée par l'arrêté du 18 avril 1957, à partir du 1er mars 1957.

Le salaire minimum pour les incapacités permanentes égales ou supérieures à 10 p. 100 et l'allocation pour aide d'une tierce personne ont été respectivement portés à 295.320 F et 214.000 F au 1er mars 1955, 320.422 F et 232.000 F au 1er mars 1956, 358.873 F et 260.100 F au 1er mars 1957.

Les dépenses effectuées au titre de 1956 par le fonds commun des accidents du travail survenus dans la métropole se sont élevées à 22.718 millions. Au cours de l'année 1956, la caisse nationale de sécurité sociale a effectivement versé à la caisse des dépôts et consignations la somme totale de 32.437 millions représentant les dépenses du fonds de majoration de juin à décembre 1955 et du fonds commun de janvier à septembre 1956, les dépenses du quatrième trimestre 1956 du fonds commun ayant été remboursées normalement au cours du premier trimestre 1957.

Le nombre des bénéficiaires de majorations servies par la caisse des dépôts et consignations s'élevait à environ 332.000 au 31 décembre 1956.

2° Action sanitaire et sociale, contrôle médical fonds national de prévention

Des prélèvements sur les cotisations « accidents du travail » sont effectués au titre de l'action sanitaire et sociale, du contrôle médical et du fonds de prévention des accidents du travail géré par la caisse nationale de sécurité sociale.

En ce qui concerne les cotisations de l'assurance obligatoire pour la totalité des risques, les taux de prélèvement ont été les suivants en 1956:

Action sanitaire et sociale	3 p. 100
Contrôle médical	2 —
Fonds de prévention	2 —

Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations versées au titre de l'assurance partielle et de l'assurance volontaire.

Au total, les prélèvements pour l'année 1956 ont été de 2.708 millions pour l'action sanitaire et sociale, 1.798 millions pour le contrôle médical et 1.827 millions pour le fonds de prévention.

Les dépenses effectives du fonds de prévention ont été de 2.413 millions en 1956, y compris le remboursement indiqué plus haut de 1.925 millions aux caisses régionales.

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives, ventilées comme il a été dit au chapitre « assurances sociales » peuvent être ainsi retenues:

Caisses primaires et unions pour le recouvrement des cotisations	5.235 millions
Caisses régionales	2.405 millions

4° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des accidents du travail comprennent:

a) Une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations	361	millions.
b) La charge du reclassement des agents des caisses	3,9	—
c) Les frais de fonctionnement des commissions régionales d'invalidité en cas de contestation portant sur le taux d'incapacité de travail	15,3	—
d) Les allocations forfaitaires versées aux entreprises d'assurances contre les accidents du travail, en application des articles 6 et 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945	46,1	—
e) Le remboursement par la caisse nationale d'une partie des charges d'indemnisation des sociétés d'assurances pour perte de leur portefeuille « accidents du travail » (loi de finances n° 55-722 du 27 mai 1955)	173,3	—
Soit au total	599,6	millions.

Le tableau E 2 donne la récapitulation des opérations effectuées de 1951 à 1956 au titre des accidents du travail en faisant apparaître, dans les recettes, le produit des recours contre les tiers.

E 2. — **RECAPITULATION « ACCIDENTS DU TRAVAIL » DE 1951 A 1956** (1)

(En millions de francs.)

	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (résultats provisoires).
Recettes.						
Cotisations (2)	43.465	54.131	59.552	63.539	78.052	91.536
Produit des recours contre les tiers	468	810	1.046	1.603	2.128	3.301
Divers (3)	46	37	21	23	2	4
Total	43.979	54.978	60.619	65.165	80.182	94.841
Dépenses.						
Incapacité temporaire (caisses primaires)	17.498	22.806	23.769	26.025	29.839	35.322
Rentes d'incapacité permanente (caisses régionales)	4.753	6.927	10.413	13.298	19.598	24.343
Autres dépenses des caisses régionales:						
Dépenses effectuées	1.025	1.062	1.457	1.217	1.336	1.365
Remboursements du fonds de prévention	— 19	— 368	— 175	— 489	— 814	— 1.925
Fonds commun des accidents du travail survenus dans la métropole (4)	12.216	13.227	16.040	16.495	22.690	22.718
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	1.282	1.608	1.770	1.890	2.302	2.708
Contrôle médical (crédits ouverts)	853	1.068	1.177	1.256	1.529	1.798
Fonds de prévention (crédits ouverts)	436	544	596	641	1.149	1.827
Gestion administrative:						
Caisses primaires	3.186	3.495	4.094	4.106	4.538	5.235
Caisses régionales	1.467	1.496	2.011	2.118	2.142	2.405
Dépenses diverses	1.725	432	458	213	266	600
Total	44.422	52.297	61.310	66.770	84.575	96.396

(1) Résultats rectifiés pour les années 1951 à 1955, compte tenu du produit des recours contre les tiers. Non compris les opérations effectuées au titre des départements d'outre-mer.

(2) Déduction faite des ristournes versées aux employeurs.

(3) Produits des taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (fonds de majoration et de solidarité, jusqu'au 31 décembre 1955, fonds commun des accidents du travail survenus dans la métropole depuis le 1er janvier 1956).

(4) A compter du 1er janvier 1956, antérieurement: dépenses du fonds de majoration des rentes et du fonds de solidarité.

III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux.

Le service des prestations familiales aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines avait été transféré aux caisses d'allocations familiales du régime général, à compter du 1er juillet 1952, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952. Depuis le 1er avril 1954, ce sont les unions de sociétés de secours minières qui sont chargées de ce service, en application du décret n° 54-339 du 23 mars 1954, mais la compensation continue à être assurée par le régime général.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est différent de celui des assurances sociales, du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget et que, depuis le 1er juillet 1952, les travailleurs des exploitations minières et assimilées sont rattachés au régime général pour les prestations familiales, alors qu'ils conservent leur régime propre pour les assurances sociales.

Par ailleurs, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au-delà de celle des caisses de sécurité sociale, du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1956, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.886.000 familles pour 6.664.000 enfants. Les tableaux ci-après indiquent la répartition de ces familles d'après le nombre d'enfants à charge, ainsi que le nombre de versements d'allocations prénatales et de maternité effectués au cours de l'année.

Répartition des familles de salariés au 31 décembre 1956 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales (2).		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales.	
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	28.730	1,3	28.730	1,2
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	(2) 35.779	2,2	96.670	4,5	761.684	31,6
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			629.235	29,2		
Familles de 2 enfants	807.447	48,9	683.050	31,8	807.447	33,6
Familles de 3 enfants	435.686	26,4			435.686	18,1
Familles de 4 enfants	205.354	12,3			205.354	8,5
Familles de 5 enfants	93.630	5,7	713.888	33,2	93.630	3,9
Familles de 6 enfants	42.381	2,5			42.381	1,7
Familles de 7 enfants	19.046	1,2			19.046	0,8
Familles de 8 enfants et plus	13.030	0,8			13.030	0,6
Total	1.652.353	100	2.151.573	100	2.406.988	100

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, non compris les bénéficiaires du régime minier.

(2) Y compris les familles résidant en Algérie, de salariés travaillant dans la métropole et bénéficiant des allocations familiales aux taux algériens.

(3) Familles de travailleurs algériens.

Répartition des familles du régime minier au 31 décembre 1956.

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales.	
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	3.512	1,9	3.512	1,9
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	(1) 669	0,5	9.611	5,2	61.282	32,4
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			51.002	27,5		
Familles de 2 enfants	61.434	49	59.102	31,9	61.434	32,5
Familles de 3 enfants	34.306	27,4			34.306	18,1
Familles de 4 enfants	15.841	12,6			15.841	8,3
Familles de 5 enfants	7.347	5,9	62.003	33,5	7.347	3,8
Familles de 6 enfants	3.406	2,7			3.406	1,8
Familles de 7 enfants	1.424	1,1			1.424	0,7
Familles de 8 enfants et plus	979	0,8			979	0,5
Total	125.406	100	185.230	100	189.531	100

(1) Familles de travailleurs algériens.

Répartition des familles d'employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1956.

COMPOSITION DES FAMILLES	EFFECTIFS	POURCENTAGE
Familles de 2 enfants	174.822	60,3
Familles de 3 enfants	71.658	24,8
Familles de 4 enfants	26.158	9
Familles de 5 enfants	9.824	3,4
Familles de 6 enfants	3.965	1,4
Familles de 7 enfants	1.810	0,6
Familles de 8 enfants et plus	1.372	0,5
Total	289.609	100

Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1956 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS DES SALARIÉS du régime général (2).		ENFANTS DES SALARIÉS des mines.		ENFANTS DES EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.		TOTAL
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	
Familles de 1 enfant	761.684	13,9	61.282	14,4	»	»	822.976
Familles de 2 enfants	1.614.894	29,6	122.868	28,9	349.644	45,6	2.087.406
Familles de 3 enfants	1.307.058	23,9	102.918	24,1	214.974	28	1.624.950
Familles de 4 enfants	821.416	15	63.364	14,9	104.632	13,7	989.412
Familles de 5 enfants	468.150	8,6	36.735	8,6	49.120	6,4	554.005
Familles de 6 enfants	254.286	4,6	20.436	4,8	23.790	3,1	298.512
Familles de 7 enfants	133.322	2,4	9.968	2,3	12.670	1,7	155.960
Familles de 8 enfants et plus	110.740	2	8.320	2	11.637	1,5	130.687
Total	5.471.550	100	425.891	100	766.467	100	6.663.908

(1) Nombre calculé par caisse d'allocations familiales à partir de la statistique des familles. Pour les familles de huit enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

Allocations prénatales et de maternité versées au cours de l'année 1956.

Congés de naissance.

	SALARIÉS et personnes sans activité professionnelle (1).	SALARIÉS des mines.	EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.
Allocations prénatales.			
Nombre de payements après le premier examen	413.528	27.675	39.794
Nombre de payements après le deuxième examen	418.673	28.147	42.043
Nombre de payements pour solde après le troisième examen	414.734	26.871	42.602
Allocations de maternité.			
Nombre d'allocations pour la première naissance:			
Premiers versements	127.048	5.549	10.529
Deuxièmes versements	125.516	5.512	10.166
Nombre d'allocations pour les naissances suivantes:			
Premiers versements	225.976	16.701	23.354
Deuxièmes versements	216.206	16.006	22.054
Totaux:			
Premiers versements	353.024	22.250	33.883
Deuxièmes versements	341.722	21.518	32.220
Nombre de congés à l'occasion d'une naissance	258.058	28.752	

(1) Non compris les bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

SALARIES

A. — RECETTES

La cotisation due à la section « salariés » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16,75 p. 100 depuis le 1er octobre 1951. Le plafond des salaires, dans la limite duquel elle s'applique, est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé au total, en 1956, 540.275 millions au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions). Les versements effectués par les exploitations minières ont été isolés.

	COTISATIONS du régime général proprement dit.	COTISATIONS des exploitations minières.	TOTAL
Janvier	48.184	2.178	50.362
Février	40.034	1.809	41.843
Mars	35.746	1.960	37.706
1er trimestre 1956	123.964	5.947	129.911
Avril	46.680	1.941	48.621
Mai	40.021	2.014	42.035
Juin	38.548	1.701	40.249
2e trimestre 1956	125.249	5.656	130.905
Juillet	49.207	2.313	51.520
Août	41.459	1.915	43.374
Septembre	39.768	1.993	41.761
3e trimestre 1956	130.434	6.221	136.655
Octobre	50.627	1.865	52.492
Novembre	45.620	1.922	47.542
Décembre	40.866	1.904	42.770
4e trimestre 1956	137.113	5.691	142.804
Année 1956	516.760	23.515	540.275

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé, en 1956, à 1.751 millions pour les cotisations d'allocations familiales non versées dans les délais légaux (section des salariés: 1.242 millions; section des employeurs et travailleurs indépendants: 509 millions). Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sociale des caisses d'allocations familiales et, pour moitié, au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Depuis le 1er janvier 1954, les taux des allocations familiales sont fixés à 22 p. 100 du salaire mensuel de base, pour le deuxième enfant à charge et à 33 p. 100 pour le troisième et chacun des suivants. En outre, depuis le 1er janvier 1955, chacun des enfants à charge, à l'exception du plus âgé, ouvre droit, à partir de dix ans, à une majoration des allocations familiales égale à 5 p. 100 de la même base mensuelle. La loi n° 57-893 du 7 août 1957 a étendu, à compter du 1er octobre 1957, le bénéfice de cette dernière disposition aux autres enfants de plus de dix ans des familles d'au moins trois enfants.

Aux allocations familiales proprement dites s'ajoute, en ce qui concerne les travailleurs salariés et assimilés en compensation des avantages fiscaux dont ils bénéficiaient en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille, une majoration uniforme fixée, du 1er octobre 1951 au 31 décembre 1957, à 934 F pour le deuxième enfant à charge et 1.437 F pour chaque enfant à partir du troisième.

Le taux mensuel de l'allocation de salaire unique est déterminé par l'article 534 du code de la sécurité sociale. Il est égal à:

20 p. 100 pour un enfant unique de moins de cinq ans;
10 p. 100 pour un enfant unique de plus de cinq ans et de moins de dix ans;
40 p. 100 pour deux enfants;
50 p. 100 pour trois enfants ou plus à charge.

Le taux de 20 p. 100 est maintenu pour un enfant unique de plus de cinq ans lorsque l'allocataire en assume seul l'entretien et pour l'enfant d'une famille de deux ou plusieurs enfants qui demeure seul à charge.

Du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1957, les prestations familiales, à l'exception de l'allocation de salaire unique, ont été calculées, dans le département de la Seine, sur la base mensuelle de 18.000 F. L'allocation de salaire unique était calculée à partir de 12.000 F et majorée de 43,75 p. 100, ce qui correspondait en fait à un salaire de base de 17.250 F.

La loi de finances pour 1958 a porté respectivement, à compter du 1er janvier 1958, les salaires de base de 18.000 à 19.000 F et de 17.250 à 18.000 F et relevé les allocations compensatrices à 981 F et 1.509 F.

Dans les autres départements, les prestations sont déterminées en appliquant aux prestations versées dans le département de la Seine les abattements fixés pour la détermination des salaires dans les diverses zones territoriales en vigueur au 1er février 1950.

Le décret n° 55-361 du 3 avril 1955 a réduit d'un quart les taux d'abattement de zones, à compter du 1er avril 1955. L'écart maximum avec le département de la Seine s'est trouvé ainsi ramené de 20 à 15 p. 100.

La loi n° 56-263 du 17 mars 1956 a fait subir une nouvelle réduction d'un tiers au taux d'abattement, à compter du 1er avril 1956. Désormais, les abattements s'échelonnent de 0,50 à 10 p. 100.

Le tableau F 1 donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1956 aux salariés du régime général, aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. Il est précisé que les allocations compensatrices de 934 F et 1.437 F sont comprises dans les résultats concernant les allocations familiales.

F 1. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « SALARIES »**

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE 1956.	2e TRIMESTRE 1956.	3e TRIMESTRE 1956.	4e TRIMESTRE 1956.	ANNÉE 1956	
					En millions.	En pourcentage.
Salariés du régime général.						
Allocations prénatales	3.778	3.750	4.026	3.688	15.242	4,04
Allocations de maternité	2.284	2.209	2.331	2.198	9.022	2,39
Allocations familiales	47.936	49.054	49.818	51.354	198.192	52,59
Allocations de salaire unique	35.014	35.819	35.702	36.711	143.245	38
Congés de naissance	310	334	311	323	1.278	0,34
Allocations de logement	1.961	2.093	2.044	2.702	8.801	2,34
Prêts pour l'amélioration de l'habitat	138	174	98	140	550	0,15
Divers	125	136	130	162	553	0,15
Total	91.546	93.569	94.490	97.278	376.883	100
Salariés des mines.						
Allocations prénatales	260	264	247	259	1.030	3,18
Allocations de maternité	149	148	166	136	599	1,85
Allocations familiales	4.233	4.265	4.369	4.377	17.244	53,21
Allocations de salaire unique	3.184	3.245	3.258	3.290	12.977	40,05
Congés de naissance	37	39	37	37	150	0,46
Allocations de logement	81	96	114	114	405	1,25
Total	7.944	8.057	8.191	8.213	32.405	100
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.						
Allocations prénatales	244	233	245	231	953	4,01
Allocations de maternité	198	186	202	204	790	3,32
Allocations familiales	3.556	3.454	3.197	3.232	13.439	56,50
Allocations de salaire unique	2.208	2.173	2.019	2.051	8.451	35,53
Allocations de logement	34	41	35	43	153	0,64
Total	6.240	6.087	5.698	5.761	23.786	100
Total des prestations versées aux salariés et assimilés	105.730	107.713	108.379	111.252	433.074	

La charge des prestations payées à la population inactive est supportée par la section « salariés » des caisses, à l'exception des allocations de maternité qui doivent être remboursées par le ministère de la santé publique. Ces prestations doivent donc être incorporées aux prestations versées aux salariés, après déduction des remboursements effectués par le ministère de la santé publique. On a retenu provisoirement, à ce titre, le crédit budgétaire de 680 millions.

Les dépenses de la section « salariés », à l'exclusion des allocations de logement, deviennent alors les suivantes:

Allocations prénatales	17.225	millions.
Allocations de maternité....	9.731	—
Allocations familiales.....	228.875	—
Allocations de salaire unique.	164.673	—
Congé de naissance.....	1.428	—
Divers	553	—
Total	422.485	millions.

2° Allocations de logement

Pour la période antérieure au 1er juillet 1955, l'arrêté du 6 juillet 1951 avait fixé le montant des ressources rendues provisoirement disponibles par la réforme de l'allocation de salaire unique et destinées au financement des allocations de logement et des primes d'aménagement et de déménagement. Ce montant était déterminé par l'application d'un pourcentage de 0.60 p. 100 des prestations versées par les caisses aux salariés ou assimilés. Sur ces ressources, les caisses étaient habilitées, à titre exceptionnel et temporaire, à consentir des prêts pour l'amélioration de l'habitat, dans une limite fixée, pour la période du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955, à 0,20 p. 100 du montant des prestations familiales payées en 1953.

Aux termes de l'article 2 du décret n° 55-684 du 20 mai 1955, « à dater du 1er juillet 1955, le financement des allocations de logment et des primes de déménagement est assuré dans chaque régime dans les mêmes conditions que celui des autres prestations familiales ». Cette réforme a permis de supprimer le fonds commun de l'allocation de logement institué par la loi du 1er septembre 1948.

Le décret du 20 mai 1955 supprime par ailleurs les primes d'aménagement.

En application des décrets nos 55-1326 du 5 octobre 1955 et 56-852 du 27 juin 1956, les conditions d'attribution des prêts pour l'amélioration de l'habitat ont été maintenues postérieurement au 30 juin 1956.

Les dépenses effectives des caisses au titre de l'allocation logement et des primes de déménagement et les prêts pour l'amélioration de l'habitat accordés au cours de l'année sont relevés dans les tableaux F 1 et F 2. Au total, la section des salariés a versé 9.335 millions d'allocations et de primes et 574 millions de prêts et la section des employeurs et travailleurs indépendants 219 millions d'allocations et de primes et 14 millions de prêts. Les frais de gestion afférents au service de ces prestations sont inclus dans les dépenses administratives totales.

Les statistiques portant sur la période 1er juillet 1955-30 juin 1956 ont donné les résultats ci-après:

a) Allocation de logement.

Dépenses:

Régime général:		
Salariés	6.686	millions.
Employeurs et travailleurs indépendants	166	millions.
Total	6.852	millions.
Société nationale des chemins de fer français et autres régimes particuliers.....	1.469	millions.
Total	8.321	millions.

Nombre d'allocataires:

Régime général:	
Salariés	170.888
Employeurs et travailleurs indépendants.....	7.354
Total	178.242
Société nationale des chemins de fer français et autres régimes particuliers.....	42.665
Total	220.907

Par rapport à la période 1954-1955, les dépenses du régime général et des régimes particuliers sont en augmentation de 3.355 millions, et le nombre de bénéficiaires de ces mêmes régimes de 61.084.

b) Primes d'aménagement et de déménagement.

Caisses d'allocations familiales du régime général:

Primes d'aménagement:
Nombre: 461.
Montant: 15,7 millions.

Primes de déménagement:
Nombre: 18.717.
Montant: 256,3 millions.

c) Prêts pour l'amélioration de l'habitat.

Caisses d'allocations familiales du régime général:

Nombre de prêts accordés:

Propriétaires	3.697
Locataires	1.191
Total	4.888

Montant total des prêts accordés: 649 millions.
Montant moyen des prêts: 132.756 F.
Montant des crédits disponibles (0.2 p. 100 des prestations payées entre le 1er janvier 1954 et le 31 décembre 1954 aux allocataires salariés): 687 millions.

3° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au cours de l'année 1956 sur les cotisations de la section des salariés du régime général représente:

a) Au profit des caisses d'allocations familiales, 3,5 p. 100 des prestations;

b) Au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, 1 p. 100 des cotisations (arrêté du 23 décembre 1954).

En ce qui concerne l'action sanitaire et sociale des salariés des mines, le prélèvement de 3,50 p. 100 des prestations est affecté au compte d'action sanitaire et sociale des unions régionales de sociétés de secours minières et le prélèvement de 1 p. 100 des cotisations au fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (arrêté du 10 janvier 1955).

Au total, les prélèvements de l'année 1956 ont été de 15.094 millions pour les caisses d'allocations familiales et les unions minières, 5.168 millions pour la caisse nationale de sécurité sociale et 235 millions pour la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

4° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses d'allocations familiales sont autorisées à effectuer sur leurs ressources pour couvrir leurs dépenses administratives est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la commission supérieure des allocations familiales.

Les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales se sont élevées, en 1956, à 12.531 millions, auxquels il convient d'ajouter une fraction des dépenses des unions pour le recouvrement des cotisations, déterminée comme il a été dit au chapitre « Assurances sociales », soit 1.448 millions.

Pour établir le présent bilan, les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales, communes aux sections « salariés » et « travailleurs indépendants », ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 4,5 et 1 résultant du rapport des prélèvements effectués en 1955 sur les cotisations des deux sections. Par suite, on a retenu 11.437 millions au titre de la section « salariés ».

5° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des prestations familiales comprennent, d'une part, une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations (1.804,9 millions) et, d'autre part, la participation du régime général à l'alimentation du fonds spécial destiné à assurer le fonctionnement de l'union nationale et des unions départementales d'associations familiales.

La fraction des dépenses communes à la charge du fonds national des prestations familiales est répartie entre la section des salariés et la section des travailleurs indépendants proportionnellement aux coefficients 15 et 1 fixés par l'arrêté du 30 août 1956, pour l'année 1955, et par l'arrêté du 2 juillet 1957 pour l'année 1956.

Le montant de la participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales a été fixé par l'article 2 de la loi du 24 mai 1951 à 0,06 p. 100 des prestations légales servies au cours de l'année précédente.

Au total, les dépenses diverses à la charge de la section des salariés pour l'année 1956 peuvent être retenues pour 1.844,3 millions, se décomposant comme suit:

Participation aux dépenses communes aux trois fonds, 1.692,1 millions.

Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales, 152,2 millions.

6° Surcompensation interprofessionnelle

Le décret n° 53-1024 du 17 octobre 1953 a institué une surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales servies aux travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles, à compter du 1er novembre 1953. L'arrêté du 18 septembre 1954 a fixé, pour chacun des trimestres de l'année 1954, les versements à valoir sur les règlements définitifs qui seront opérés au titre de la période 1er novembre 1953-31 décembre 1954. Le régime général devait verser 1.200 millions par trimestre, soit 4.800 millions pour l'année 1954.

La loi n° 54-805 du 13 août 1954 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953 a, par son article 3, étendu, pour le deuxième semestre 1954, la surcompensation entre les régimes de salariés non agricoles aux prestations familiales légales servies aux salariés agricoles. L'arrêté du 4 novembre 1954 a fixé les règlements provisionnels à opérer en 1954 en application de la loi du 13 août 1954. Le régime général devait verser 4.075 millions pour chacun des deux derniers trimestres, soit 8.150 millions pour l'année.

L'article 7 du décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954 portant réforme et amélioration de certaines prestations familiales a maintenu, à partir du 1er janvier 1955, la surcompensation interprofessionnelle entre les régimes non agricoles et le régime agricole.

La caisse nationale a effectivement versé, en 1954, 4.800 millions au titre de la surcompensation non agricole et 5.750 millions au titre de la surcompensation agricole, soit au total 10.550 millions. Au 31 décembre 1954, il lui restait à verser 2.400 millions.

Au cours de l'année 1955, aucun règlement n'a été effectué directement par la caisse nationale de sécurité sociale mais des avances ont été versées par le Trésor au budget annexe des prestations familiales agricoles, « en atténuation de la dette du régime général à l'égard de cet organisme, au titre de la surcompensation », soit 6 milliards en application du décret du 18 juin 1955, 5 milliards en application du décret du 19 août 1955 et 5 milliards en application du décret du 30 septembre 1955, au total 16 milliards.

Les arrêtés du 29 mars 1956 ont fixé les règlements provisionnels à opérer pour l'exercice 1955. Le régime général aurait dû verser 4.400 millions au titre de la surcompensation non agricole et 16.920 millions au titre de la surcompensation agricole, soit au total 21.320 millions.

Déduction faite des avances du Trésor (16 milliards), il restait dû par la caisse nationale au 31 décembre 1955 :

3.320 millions au titre de la surcompensation agricole,
et 4.400 millions au titre de la surcompensation non agricole,

soit au total 7.720 millions.

Les arrêtés des 29 mars, 19 juin, 2 novembre et 4 décembre 1956 ont fixé les règlements provisionnels à opérer pour l'exercice 1956. Le régime général aurait dû verser 4.800 millions au titre de la surcompensation non agricole et 18.400 millions au titre de la surcompensation agricole, soit au total 23.200 millions. La caisse nationale de sécurité sociale a effectivement versé 7.920 millions au titre de la surcompensation agricole (somme due au 31 décembre 1955, 3.320 millions, et versement provisionnel pour le premier trimestre 1956, 4.600 millions).

Le Trésor a effectué directement au budget annexe des prestations familiales agricoles, pour le compte de la caisse nationale, trois versements de 4.600 millions et un versement de 3.600 millions par prélèvement sur les crédits ouverts par l'article 73 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956.

En conséquence, les charges de surcompensation du régime général ont représenté en 1956 25.320 millions. Au 31 décembre 1956, il restait dû par la caisse nationale 9.200 millions au titre de la surcompensation non agricole. Cette somme qui correspondait aux règlements provisionnels pour les années 1955 et 1956 a été versée au cours du premier trimestre 1957.

Par ailleurs, la caisse nationale est chargée de l'ensemble des opérations de surcompensation. En 1956, elle a reçu de différents régimes 34.380 millions (y compris les 17.400 millions d'avances du Trésor) et elle a rétrocédé 32.670 millions. La différence, entre ces deux sommes, soit 1.710 millions, a été versée au début de l'année 1957.

L'article 2 de la loi de finances pour 1957 (n° 56-1327 du 29 décembre 1956) a institué un fonds national de surcompensation des prestations familiales, à compter du 1er janvier 1957. Les modalités d'application de ce texte ont été déterminées par le règlement d'administration publique n° 57-1102 du 4 octobre 1957.

EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

A. — RECETTES

Les recettes des sections « travailleurs indépendants et employeurs » proviennent des cotisations des intéressés.

Ces cotisations sont assises sur le revenu professionnel. Les taux applicables du 1er juillet 1953 au 31 décembre 1956 et depuis le 1er janvier 1957 sont indiqués ci-après :

REVENU ANNUEL	COTISATION ANNUELLE	
	Du 1er juillet 1953 au 31 décembre 1956 (1).	Depuis le 1er janvier 1957 (2).
120.001 à 180.000 F.....	4.800	»
180.001 à 240.000 F.....	7.200	7.400
240.001 à 300.000 F.....	9.600	9.800
300.001 à 360.000 F.....	12.000	12.400
360.001 à 420.000 F.....	14.400	14.800
420.001 à 480.000 F.....	16.800	17.200
480.001 à 600.000 F.....	19.200	20.200
600.001 à 720.000 F.....	24.000	25.200
720.001 à 840.000 F.....	28.800	30.200
840.001 à 960.000 F.....	33.600	36.200
960.001 à 1.080.000 F.....	38.400	41.200
1.080.001 à 1.200.000 F.....	43.200	46.400
1.200.001 à 1.320.000 F.....	48.000	52.800
1.320.001 à 1.440.000 F.....	52.800	58.000
Revenu supérieur à 1.440.000 F..	58.000	»
1.440.001 à 1.560.000 F.....	»	63.400
1.561.001 à 1.680.000 F.....	»	68.600
1.680.001 à 1.800.000 F.....	»	74.000
Revenu supérieur à 1.800.000 F..	»	79.200

(1) Arrêté du 12 février 1953 modifié par l'arrêté du 30 mars 1953.
(2) Arrêté du 28 décembre 1956.

La statistique de la répartition des cotisants au 31 décembre 1956 est relevée ci-après :

Cotisants aux sections « Employeurs et travailleurs indépendants » au 31 décembre 1956.

	EMPLOYEURS	TRAVAILLEURS indépendants.	TOTAL	REPARTITION de 100 cotisants.
Cotisation basée sur le revenu professionnel.....	541.203	879.692	1.420.895	86,5
Cotisation forfaitaire minimum	45.230	158.780	204.010	12,4
Cotisation forfaitaire réduite.	»	18.267	18.267	1,1
Total	586.433	1.056.739	1.643.172	100
Exonérés	»	49.553	49.553	»
Dispensés	19.695	33.750	53.445	»
Répartition des cotisants d'après le revenu professionnel (1).				
Revenu annuel:				
120.001 à 180.000 F.....	9.246	60.535	69.781	4,9
180.001 à 240.000 F.....	14.465	86.269	100.734	7,1
240.001 à 300.000 F.....	22.954	109.743	132.697	9,4
300.001 à 360.000 F.....	22.022	105.933	127.955	9
360.001 à 420.000 F.....	25.246	66.299	91.545	6,5
420.001 à 480.000 F.....	25.642	56.856	82.498	5,8
480.001 à 600.000 F.....	58.488	87.864	146.352	10,3
600.001 à 720.000 F.....	42.554	45.895	88.449	6,3
720.001 à 840.000 F.....	37.899	33.265	71.164	5
840.001 à 960.000 F.....	34.373	25.548	59.921	4,2
960.001 à 1.080.000 F.....	25.397	15.381	40.778	2,9
1.080.001 à 1.200.000 F.....	25.666	13.683	39.343	2,8
1.200.001 à 1.320.000 F.....	16.034	7.228	23.262	1,7
1.320.001 à 1.440.000 F.....	13.823	5.650	19.473	1,4
Supérieur à 1.440.000 F.....	98.503	25.161	123.664	8,7
Taxés d'office et non répartis.	68.897	134.382	203.279	14
Total	541.203	879.692	1.420.895	100

(1) A l'exclusion des assujettis à la cotisation forfaitaire.

Au total, les caisses d'allocations familiales ont encaissé en 1956 33.454 millions au titre des employeurs et travailleurs indépendants. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions) :

Janvier	3.978	Juillet	3.863
Février	2.494	Août	2.555
Mars	1.354	Septembre	1.255
1er trimestre 1956.	7.818	3e trimestre 1956..	7.673
Avril	3.669	Octobre	4.049
Mai	2.669	Novembre	4.146
Juin	1.432	Décembre	1.998
2e trimestre 1956..	7.770	4e trimestre 1956..	10.193

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les employeurs et les travailleurs indépendants bénéficient des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales proprement dites, calculées à partir d'un salaire de base variable avec les zones de salaires.

La loi n° 53-1348 du 31 décembre 1953, qui a relevé le taux des allocations familiales, le décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954, qui a fixé à 18.000 F, dans le département de la Seine, à compter du 1er janvier 1955, la base mensuelle de calcul des allocations familiales, prénatales et de maternité, le décret n° 55-361 du 3 avril 1955 et la loi n° 56-263 du 17 mars 1956 portant réduction des taux d'abattement de zones se sont appliqués aux prestations des employeurs et travailleurs indépendants.

En application de l'article 7 de la loi de finances pour 1958, le salaire de base susvisé de 18.000 F a été porté à 19.000 F à compter du 1er janvier 1958.

La loi n° 55-1045 avait institué une allocation de la mère au foyer en faveur des exploitants agricoles et artisans ruraux et avait prévu, par son article 3, l'attribution d'une allocation de même nature aux chefs de famille non salariés des professions non agricoles. Cette extension de l'allocation de la mère au foyer aux familles d'employeurs et de travailleurs indépendants du régime général a été réalisée, avec effet du 1er octobre 1956, par la loi n° 56-1252 du 11 décembre 1956.

L'allocation est attribuée aux chefs de famille dont le conjoint, ne bénéficiant pas d'un revenu professionnel distinct, se consacre principalement aux tâches du foyer et à l'éducation des enfants. Les personnes seules peuvent prétendre à l'allocation.

L'allocation de la mère au foyer est calculée sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions que l'allocation de salaire unique.

Du 1er octobre 1956 au 31 décembre 1957 elle a donc été calculée à partir, en fait, de 17.250 F dans le département de la Seine, le salaire de base de 18.000 F devant être retenu à compter du 1er janvier 1958, en application de l'article 7 de la loi de finances pour 1958.

Les taux mensuels de l'allocation sont ainsi fixés :

Familles de 3 enfants à charge	15 p. 100.
Familles de 4 enfants à charge	25 p. 100.
Familles de 5 enfants à charge	40 p. 100.
Familles de 6 enfants et plus	50 p. 100.

Au total, les prestations légales servies par les sections « employeurs et travailleurs indépendants » se sont élevées en 1956 à 29.423 millions. Elles se décomposent comme suit :

Allocations prénatales	1.555	millions.
Allocations de maternité	896	—
Allocations familiales	26.739	—
Allocations de logements (y compris 14 millions de prêts pour l'amélioration de l'habitat)	233	—

Aucun règlement n'a pu être effectué au cours du quatrième trimestre au titre de l'allocation de la mère au foyer.

Le tableau F 2 donne la répartition des dépenses par trimestre.

F 2. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS »**

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE 1956	2e TRIMESTRE 1956	3e TRIMESTRE 1956	4e TRIMESTRE 1956	ANNÉE 1956	
					En millions.	En pourcentage.
Allocations prénatales.	401	401	367	386	1.555	5,28
Allocations de maternité	232	227	219	218	896	3,05
Allocations familiales.	6.513	6.710	6.804	6.712	26.739	90,88
Allocations de logement et prêts	56	63	51	63	233	0,79
Total	7.202	7.401	7.441	7.379	29.423	100

2° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué sur les cotisations au titre de l'action sanitaire et sociale représente 2 p. 100 des prestations, soit 588 millions au profit des caisses d'allocations familiales et 0,10 p. 100 des cotisations, soit 33 millions, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

3° Gestion administrative et dépenses diverses

Ventilées comme il a été dit au chapitre « prestations familiales des salariés », les dépenses administratives et les dépenses diverses peuvent être ainsi retenues au titre de la section des travailleurs indépendants :

Gestion administrative	2.542 millions.
Dépenses diverses	112,8 —

Le tableau F 3 récapitule les recettes et les dépenses effectuées en 1955 et 1956 au titre des prestations familiales.

F 3. — **RECAPITULATION PRESTATIONS FAMILIALES**

(En millions de francs.)

	1955 — Résultats rectifiés.	1956 — Résultats provisoires.
1° Salariés		
Recettes.		
Cotisations	470.627	540.275
Dépenses.		
Prestations légales	394.150	422.485
Allocations de logement	5.615	9.909
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	18.460	20.497
Gestion administrative	10.358	11.437
Dépenses diverses	(1) 1.351	1.844
Total	429.934	466.172
Surcompensation interprofessionnelle	16.000	25.320
Total	445.934	491.492
2° Employeurs et travailleurs indépendants		
Recettes.		
Cotisations	31.656	33.454
Dépenses.		
Prestations légales	27.569	29.190
Allocations de logement	154	233
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	583	621
Gestion administrative	2.302	2.542
Dépenses diverses	71	113
Total	30.679	32.699

(1) Y compris 196 millions de remises de gestion aux caisses algériennes.

IV. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

Les opérations effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical sont relevées dans les tableaux G 1 et G 2. Les résultats indiqués ont été obtenus à partir des comptes annuels établis par les différents organismes: compte d'exploitation, compte de pertes et profits, compte de résultats. Ils peuvent différer sur certains points de données figurant à d'autres chapitres du rapport et tirées de relevés statistiques, mais seule la méthode retenue dans le présent chapitre permet de dégager une situation exacte de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical. Lors de la totalisation des résultats des différents organismes, les doubles emplois (subventions ou avances versées par une caisse à une autre caisse, remboursements au titre des subsistants) ont été éliminés, après un premier regroupement des résultats comptables. D'autre part, pour obtenir les dépense effectives, il a paru nécessaire de déduire les provisions portées aux comptes d'exploitation.

Au total, les dépenses effectives du régime général ont représenté, en 1956, 32.121 millions au titre de l'action sanitaire et sociale et 6.843 millions au titre du contrôle médical. Ces résultats peuvent être l'objet d'ajustements ultérieurs. Ils se décomposent comme suit:

a) *Action sanitaire et sociale.*

Caisses primaires	3.281	millions.
Caisses régionales	4.816	—
Caisses d'allocations familiales	23.598	—
Caisse nationale	3.526	—
Total	35.221	millions.
Subventions ou avances de la caisse nationale aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales et subventions recues des caisses régionales par les caisses primaires.	3.100	millions.
Dépenses effectives du régime	32.121	millions.

b) *Contrôle médical.*

Caisses primaires	3.068	millions.
Caisses régionales	3.775	—
Total	6.843	millions.

Les dépenses des caisses primaires se répartissent ainsi par mois (en millions de francs).

MOIS	ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					CONTROLE médical.
	Prestations supplémentaires.	Œuvres.	Personnel et gestion générale.	Immobilisations.	Total.	
Janvier	62	37	10	11	120	215
Février	65	52	11	21	149	208
Mars	63	67	9	41	180	245
1er trimestre	190	156	30	73	449	668
Avril	93	69	16	68	246	245
Mai	64	93	12	32	201	218
Juin	73	88	18	41	220	253
2e trimestre	230	250	46	141	667	716
Juillet	62	142	14	102	320	235
Août	62	86	10	12	170	214
Septembre	64	125	11	31	231	238
3e trimestre	188	353	35	145	721	687
Octobre	72	158	14	73	317	242
Novembre	64	94	11	29	198	230
Décembre	65	190	26	164	445	423
4e trimestre	201	442	51	266	960	895
Année 1956 b)	809	1.201	162	625	2.797	2.966
Année 1956 a)					3.281	3.068

a) A partir des relevés statistiques mensuels.
b) A partir des relevés statistiques de fin d'année.

Il convient de remarquer que les résultats obtenus à partir des statistiques mensuelles sont inférieurs aux résultats fournis par les relevés récapitulatifs annuels, certaines opérations n'étant comptabilisées qu'en fin d'année.
La ventilation des dépenses des caisses régionales est relevée ci-après (en millions de francs) :

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE	PREMIER trimestre 1956.	DEUXIÈME trimestre 1956.	TROISIÈME trimestre 1956.	QUATRIÈME trimestre 1956.	TOTAL
Subventions aux œuvres	290	320	253	554	1.417
Frais de personnel	239	255	249	339	1.082
Autres dépenses	90	59	41	102	292
Total	619	634	543	995	2.791
Dépenses d'investissement	367	455	350	672	1.844
Total	986	1.089	893	1.667	(1) 4.635 (2) 4.816
Contrôle médical	768	807	806	1.248	(1) 3.629 (2) 3.775

(1) Compte non tenu des pertes sur exercices antérieurs et des pertes exceptionnelles.
(2) Compte tenu des pertes sur exercices antérieurs et des pertes exceptionnelles.

G 1. — **RECAPITULATION « ACTION SANITAIRE ET SOCIALE »**

(En millions de francs.)

RECETTES	1955	1956 — Résultats provisoires.	DÉPENSES	1955	1956 — Résultats provisoires.
Caisses primaires.					
Prélèvement sur cotisations :					
D'assurances sociales	965	1.113	Charges d'exploitation	2.720	2.368
D'accidents du travail	756	889	Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	30	28
Majorations de retard	636	644			
Prélèvements sur les excédents de la gestion administrative et prélèvements effectués en application des arrêtés des 24 juin 1955 et 21 juillet 1956	1.188	283	Dépenses d'investissement	1.338	929
Subventions d'exploitation et d'équipement reçues	656	8	Total	4.088	3.325
Participations d'autres régimes ou organismes.					
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves	195 109	174 450	Dépenses effectives de l'année (1)	3.852	3.281
Divers	403	432			
Total	4.908	3.993			
Caisses régionales.					
Prélèvement sur cotisations :			Charges d'exploitation	2.656	2.840
D'assurances sociales	3.029	3.515	Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	171	180
D'accidents du travail	737	874	Dépenses d'investissement	2.041	1.844
Prélèvements sur les excédents de la gestion administrative et prélèvements effectués en application des arrêtés des 24 juin 1955 et 24 juillet 1956	748	287	Total	4.868	4.864
Subventions d'exploitation et d'équipement reçues	342	188	Dépenses effectives de l'année (1)	4.683	4.816
Participations d'autres régimes ou organismes.	52	77			
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves	914	823			
Divers	597	295			
Total	6.419	6.059			
Caisses d'allocations familiales.					
Prélèvement sur cotisations et majorations de retard :			Charges d'exploitation	13.257	15.101
De la section des salariés	14.402	15.736	Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	106	144
De la section des E. T. I.	757	860			
Prélèvement sur la réserve légale des sections « salariés » et « E. T. I. »	426	»	Dépenses d'investissement	8.334	8.433
Prélèvements effectués en application des arrêtés des 11 juillet 1955 et 24 juillet 1956	841	400	Total	21.697	23.678
Subventions d'exploitation et d'équipement reçues	775	1.131			
Participations d'autres régimes ou organismes.	104	150	Dépenses effectives de l'année (1)	21.546	23.598
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves	3.991	4.903			
Divers	532	321			
Total	21.828	23.501			

RECETTES	1955	1956 — Résultats provisoires.	DÉPENSES	1955	1956 — Résultats provisoires.
Caisse nationale de sécurité sociale (fonds d'action sanitaire et sociale).					
Prélèvements sur cotisations	6.647	7.473	Etablissements sanitaires de la caisse nationale	160	178
Revenus du patrimoine de la caisse nationale.	513	474	Subventions ou avances à des institutions, établissements de soins ou œuvres de caractère national	204	225
Recettes diverses	8	20	Subventions ou avances aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales:		
Virement des autres fonds	42	40	Caisses régionales	1.790	1.341
Total	7.210	8.007	Caisses d'allocations familiales	671	1.751
			Propagande et documentation	36	31
			Total	2.861	3.526
Ensemble des organismes du régime général.					
Total général des recettes comptables	40.365	41.560	Total général des dépenses comptables	33.514	35.406
Total général des recettes effectives (après déduction des subventions entre organismes)	37.248	38.460	Total général des dépenses effectives (après déduction des provisions et des subventions entre organismes)	29.825	32.121

(1) Déduction faite des provisions portées au compte d'exploitation.

G 2. — **RECAPITULATION « CONTROLE MEDICAL »**

(En millions de francs.)

RECETTES	1955	1956 — Résultats provisoires.	DÉPENSES	1955	1956 — Résultats provisoires.
Caisses primaires.					
Prélèvements sur cotisations:			Charges d'exploitation	2.790	3.186
D'assurances sociales	1.654	1.914	Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	13	11
D'accidents du travail	760	886			
Prélèvements sur les fonds d'autres gestions..	259	402	Total	2.803	3.197
Participations d'autres régimes ou organismes.	117	123			
Produits sur exercices antérieurs et produits exceptionnels	302	14	Dépenses effectives de l'année (1)	2.716	3.068
Divers	31	41			
Total	3.123	3.380			
Caisses régionales.					
Prélèvements sur cotisations:			Charges d'exploitation	3.119	3.723
D'assurances sociales	2.540	2.966	Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	173	146
D'accidents du travail	779	874			
Prélèvements sur les fonds d'autres gestions.	182	259	Total	3.292	3.869
Participations d'autres régimes ou organismes.	109	91			
Produits sur exercices antérieurs et produits exceptionnels	129	89	Dépenses effectives de l'année	3.236	3.775
Divers	55	89			
Total	3.794	4.368			
Ensemble des caisses primaires et régionales.					
Total général des recettes	6.917	7.748	Total général des dépenses comptables	6.095	7.066
			Total général des dépenses effectives	5.952	6.843

(1) Déduction faite des provisions et des remboursements entre organismes au titre des subsistants.

V. — PATRIMOINE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

A ce chapitre sont examinés les éléments d'actif des organismes de sécurité sociale au 31 décembre de l'année considérée.

Depuis la mise en place du nouveau plan comptable, l'actif des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales est inventorié sous les quatre grandes subdivisions suivantes:

1. Valeurs immobilisées.
2. Stocks.
3. Créances à court terme.
4. Fonds disponibles.

Si, du point de vue comptable, il est nécessaire de déterminer d'une manière précise, pour chaque organisme, la valeur des éléments d'actif de chacune de ces subdivisions, du point de vue statistique et sur le plan national, il peut être fait abstraction des créances à court terme. Celles-ci représentent, pour une fraction importante, des créances sur d'autres organismes de sécurité sociale (exemple: avances de trésorerie de la caisse nationale aux caisses régionales de sécurité sociale et aux caisses d'allocations familiales); ces créances se trouvent contrebalancées par des dettes à court terme de même montant. Partant, sur le plan national, elles doivent être éliminées de l'actif de la sécurité sociale.

D'autres créances à court terme concernent des créances sur les tiers autres que les cotisants (exemple : prestations à récupérer); elles sont de très faible importance par rapport à la valeur des autres éléments d'actif. De plus, sur le plan national, elles se trouvent en fait compensées par des dettes à court terme à l'égard des tiers (fournisseurs, créditeurs divers).

Enfin, la comptabilité relève, parmi les créances à court terme, les cotisations échues, et qui n'ont pas été acquittées. Ces cotisations constituent, sans aucun doute, un élément d'actif, mais il s'agit d'un actif incertain, qui se trouve d'ailleurs contrebalancé par un passif de même montant.

Les éléments d'actif ayant une valeur certaine sont constitués, en définitive, d'une part, par les fonds disponibles et, d'autre part, par les valeurs immobilisées, auxquelles peuvent être rattachés les stocks qui sont de faible importance, en raison même de l'objet poursuivi par les organismes de sécurité sociale.

A. — Disponibilités des organismes de sécurité sociale

Les disponibilités de la sécurité sociale se trouvent réparties entre deux séries de comptes: les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations et les comptes financiers.

1° Comptes spéciaux d'encaissement des cotisations.

La totalité des cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail et les cotisations d'allocations familiales encaissées par une union pour le recouvrement sont versées soit à des comptes spéciaux d'encaissement ouverts auprès des banques, et éventuellement des trésoreries générales, soit directement à un compte courant postal, réservé à cet effet, ouvert au nom de l'organisme encaisseur. Le solde des comptes spéciaux d'encaissement ouverts auprès des banques et des trésoreries générales est viré périodiquement au compte courant postal d'encaissement des cotisations. Le solde de ce dernier est lui-même viré périodiquement à un compte courant postal centralisateur ouvert au nom de la caisse des dépôts et consignations au centre des chèques postaux de Paris. De là, les fonds sont virés à la caisse des dépôts et consignations, qui procède à leur répartition entre les différents organismes (caisses primaires, caisses régionales de sécurité sociale, caisse nationale et, s'il y a lieu, caisses d'allocations familiales) d'après les états établis tous les dix jours par les caisses primaires et les unions de recouvrement. Au vu de ces états, la caisse des dépôts et consignations crédite chaque organisme bénéficiaire de la fraction des cotisations qui lui revient. Les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations accusent un solde débiteur ou sont soldés. Les soldes débiteurs représentent des cotisations encaissées non encore virées à la caisse des dépôts et consignations. Le compte « Cotisations virées à la caisse des dépôts et consignations » peut toutefois présenter un solde créditeur, dans la mesure où les états de répartition adressés à la caisse des dépôts et consignations portent sur des cotisations dont le virement au compte centralisateur est encore en cours. C'est le cas lorsqu'un organisme procède à la fin d'une décade à la ventilation des cotisations versées à son compte bancaire: il adresse alors, dès les premiers jours de la décade suivante, l'ordre de répartition à la caisse des dépôts et consignations, mais les fonds peuvent mettre une dizaine de jours pour arriver à cet organisme, du fait de leur passage par le compte courant postal d'encaissement de la caisse et le compte courant postal de la caisse des dépôts et consignations. En conséquence, pour déterminer le montant des fonds liquides représentant les cotisations encaissées non encore mises à la disposition des caisses, il est nécessaire de faire la somme algébrique des soldes débiteurs et créditeurs des comptes spéciaux d'encaissement des cotisations (voir tableau H 1).

2° Comptes financiers.

Tandis que les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations accusent des fonds liquides qui ne peuvent être employés par les caisses tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un virement à leur profit par la caisse des dépôts et consignations, les comptes financiers enregistrent des fonds liquides (y compris les titres de placement qui peuvent être négociés à tout moment) que les caisses emploient pour effectuer le règlement de leurs dépenses.

B. — Les valeurs immobilisées et les stocks

Les valeurs immobilisées comprennent:

1° Les *immeubles de placement*, qui se subdivisent en immeubles de rapport et immeubles administratifs, ces derniers étant destinés au logement des différents services des caisses.

Ces immeubles sont acquis à l'aide des fonds communs des organismes de sécurité sociale. En d'autres termes, leur prix d'acquisition est réglé avec la trésorerie des caisses, qui est commune à l'ensemble des fonds de sécurité sociale (assurances sociales, accidents du travail, action sanitaire et sociale, etc). Ce prix n'est donc pas imputé à tel ou tel fonds de sécurité sociale.

2° Les immeubles d'action sanitaire et sociale.

Le prix d'acquisition des immeubles d'action sanitaire et sociale est sans doute réglé à l'aide de la trésorerie qui est commune aux différents fonds de sécurité sociale et d'allocations familiales, mais son montant est imputé sur les ressources d'action sanitaire et sociale.

3° Les agencements, aménagements, installations au titre de la gestion administrative.

Les caisses portent à ce compte les travaux d'aménagement n'apportant aucune plus-value aux immeubles dont elles sont propriétaires et les travaux effectués dans des immeubles loués.

4° Les immobilisations en cours.

Sous cette rubrique est indiqué le montant des acomptes versés sur les travaux des immeubles en cours de construction.

5° Les immobilisations détruites par faits de guerre.

Il s'agit de la valeur d'origine des immeubles (et du matériel s'il y a lieu) qui ont été détruits en tout ou en partie par faits de guerre et qui n'ont pas encore été reconstruits.

6° Le matériel.

Le matériel comprend celui des services administratifs, du contrôle médical, des œuvres d'action sanitaire et sociale, des institutions de prévention, et éventuellement celui des immeubles de rapport.

7° Les frais d'établissement.

A ce compte sont imputés les frais engagés au moment, soit de la création ou de la transformation d'organismes, soit de l'étude ou de la mise en place de moyens nouveaux d'exploitation.

8° Les prêts, titres de participation et avances consenties.

9° Les dépôts et cautionnements.

10° Les stocks.

Il s'agit, avant tout, des approvisionnements constitués pour les œuvres d'action sanitaire et sociale et des fournitures diverses destinées aux différents services des organismes de sécurité sociale.

Les immeubles et le matériel sont comptabilisés pour leur prix de revient d'achat, y compris, en ce qui concerne les immeubles, la valeur des travaux portant plus-value. Aucun élément d'actif n'a fait l'objet d'une réévaluation. Les immeubles de placement sont amortis compte tenu de leur durée d'usage probable (au taux de 1 p. 100, en principe). Compte tenu des dispositions du nouveau plan comptable, les immeubles d'action sanitaire et sociale ne donnent pas lieu à amortissement.

Les tableaux H 1, H 2, H 3, H 4 fournissent au 31 décembre 1956 :

1° Les soldes des comptes spéciaux d'encaissement ;
2° Les soldes des comptes financiers ;
3° Les soldes des comptes de valeur immobilisées et des stocks.

Dans le tableau H 2, il a été nécessaire d'indiquer globalement les disponibilités au 31 décembre 1956 de la section « prestations familiales » des unions régionales de sociétés de secours minières qui sont chargées de la gestion des prestations familiales servies aux salariés des mines, la compensation continuant toutefois à être assurée par le régime général.

H 1. — SOLDES DES COMPTES SPECIAUX D'ENCAISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1956

(En millions de francs.)

	CAISSES PRIMAIRES	UNIONS de recouvrement.	TOTAL
Cotisations virées à la caisse des dépôts et consignations	— 1.540	1.819	279
Comptes chèques postaux	1.421	543	1.964
Banques	3.821	5.905	9.726
Chèques remis pour versement de cotisations	1.382	2.758	4.140
Trésorerie générale	702	370	1.072
Total	5.786	11.395	17.181

H 2. — SOLDES DES COMPTES FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 1956

(En millions de francs.)

	CAISSE nationale de S. S.	CAISSES régionales de S. S.	CAISSES d'assurance vieillesse des salariés.	CAISSES primaires.	UNIONS de recouvrement.	CAISSES d'allocations familiales.	TOTAL
Fonds disponibles à la C. D. C.	41.194	5.679	1.217	2.140	162	654	51.046
Banques	69	1.000	1.057	3.338	206	7.758	13.428
Chèques postaux	708	3.173	1.437	4.376	88	10.849	20.631
Disponibilités courantes C. D. C. et préposé C. D. C.	»	2.685	806	4.053	45	3.119	10.708
Trésorerie générale	»	1.294	370	1.418	16	4.915	8.013
Chèques à encaisser	»	»	1	17	»	411	429
Caisse	2	6	11	334	16	677	1.046
Avances aux sections et correspondants	»	20	»	2.868	»	883	3.771
Fonds disponibles des œuvres	»	119	»	38	»	9	166
Titres de placement et bons du Trésor	3.664	1.151	3.598	281	»	211	8.905
Total	45.637	15.127	8.497	18.863	533	29.486	118.443
Disponibilités de la section « prestations familiales » des unions minières							1.615
Total général							119.758

H 3. — VALEURS IMMOBILISEES ET STOCKS AU 31 DECEMBRE 1956

(En millions de francs.)

	CAISSES régionales.	CAISSES vieillesse.	CAISSES primaires.	UNIONS de recouvrement.	CAISSES d'allocations familiales.	TOTAL
Immobilisations (immeubles).						
1. Fonds communs	1.072	1.835	5.453	219	2.330	10.909
Amortissements	(223)	(318)	(613)	(16)	(465)	(1.635)
2. Gestion administrative (*a*)	85	112	1.006	34	288	1.525
Amortissements	(82)	(83)	(810)	(16)	(248)	(1.239)
3. Action sanitaire et sociale	4.412	»	1.738	»	2.802	8.952
Amortissements	(407)	»	(216)	»	(415)	(1.038)
Total « immeubles »	5.569	1.947	8.197	253	5.420	21.386
Amortissements	(712)	(401)	(1.639)	(32)	(1.128)	(3.912)
Immobilisations (matériel).						
Total	1.601	1.353	3.412	712	3.110	10.188
Amortissements	(700)	(1.069)	(2.238)	(171)	(2.098)	(6.576)
Immobilisations en cours	1.966	1.209	1.928	6	1.201	6.310
Immobilisations détruites par faits de guerre	182	6	38	»	30	256
Frais d'établissement	82	1	22	9	32	146
Prêts et avances consentis.						
1. Fonds communs	6.208	(b) 3.370	1.341	228	1.202	3.370
		752				9.731
2. Prévention des accidents du travail	23	»	10	»	3	36
3. Action sanitaire et sociale	4.085	»	839	»	19.914	24.838
4. Allocation logement	»	»	»	»	407	407
Titres de participation action sanitaire et sociale	395	»	52	»	406	853
Dépôts et cautionnements	4	»	93	1	8	106
Total « prêts, avances, titres »	10.715	4.122	2.335	229	21.940	39.341
Stocks	140	32	238	53	38	501
Total général	20.255	8.670	16.170	1.262	31.771	78.128
Amortissements	1.412	1.470	3.877	503	3.226	10.488
Total après amortissements	18.843	7.200	12.293	759	28.545	67.640

(*a*) Exclusivement, travaux d'aménagement n'apportant aucune plus-value aux immeubles. — (*b*) Fonds commun du travail.

II 4. — IMMEUBLES ET PRETS DE LA CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE AU 31 DECEMBRE 1956

	EN MILLIONS DE FRANCS	
Immeubles	570	
Amortissements		36
Immeubles sanitaires	1.596	
Amortissements		1.596
Prêts (1)	278	
Placements « fonds commun du travail »	1.068	
Total	3.512	1.632

(1) Compte non tenu des prêts pour acquisitions et constructions d'immeubles accordés aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales (5.989 millions au 31 décembre 1956) et des prêts aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales au titre de l'action sanitaire et sociale (6.685 millions au 31 décembre 1956), lesquels constituent des opérations internes au régime.

On peut récapituler ainsi le patrimoine des organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1955 et au 31 décembre 1956:

	AU 31 DÉCEMBRE 1955	AU 31 DÉCEMBRE 1956
I. — Comptes spéciaux d'encaissement des caisses primaires et des unions de recouvrement	15.760	17.181
II. — Comptes financiers:		
1° Fonds disponibles C. D. C.	37.729	51.046
2° Comptes de disponibilités courantes	53.740	54.824
3° Avances aux sections et correspondants	3.384	3.771
4° Caisse	1.041	1.046
5° Fonds disponibles des œuvres	170	166
6° Titres de placement et bons du Trésor	8.862	8.905
Total II	104.926	119.758
III. — Valeurs immobilisées et stocks	21.274	23.552
1° Immobilisations (immeubles)	(4.839)	(5.544)
2° Immobilisations (matériel)	8.379	10.188
3° Immobilisations en cours, frais d'établissement, immobilisations détruites par faits de guerre	(1.838)	(6.576)
4° Prêts, avances et titres de participation	5.467	6.712
5° Stocks	34.265	40.687
	402	501
Total III	69.807	81.640
	(9.677)	(12.120)
Total général	190.493	218.579
	(9.677)	(12.120)

La trésorerie du régime général est constituée par les soldes des comptes spéciaux d'encaissement et des comptes financiers. Les cotisations en cours d'encaissement ou de virement dans les comptes centralisateurs ne sont pas utilisables immédiatement.

Ainsi définie, la trésorerie du régime représentait 120.686 millions au 31 décembre 1955 et 136.939 millions au 31 décembre 1956, accusant un accroissement de 16.253 millions au cours de l'année, alors que les tableaux récapitulatifs D 1, E 2, F 3 ne font apparaître pour l'ensemble des trois législations qu'un excédent de recettes de 1.981 millions.

La différence entre ces deux sommes s'explique par le fait que les résultats des trois législations ne tiennent pas compte de certaines opérations telles, en recettes, les avances du Trésor et du Fonds national de solidarité et, en dépenses, les règlements d'arriérés de la caisse nationale. L'augmentation de la trésorerie peut s'analyser comme suit, en milliards de francs:

Déficit des assurances sociales	— 46
Excédent des accidents du travail	— 1,5
Excédent des prestations familiales	49,5
Excédent de la sécurité sociale	2
Avances du Trésor (surcompensation)	17,4
Fonds national de solidarité	16
Majorations de retard	3
Revenus du patrimoine	1,4
Produits divers	5,2
Total	45
Règlement d'arriérés de la caisse nationale au fonds commun des accidents du travail	— 9,7
Immobilisations	— 6,7
Charges diverses identifiées	— 1,4
Fonds en route, divers et opérations à imputer	— 11
Augmentation de la trésorerie	16,2

Il convient de remarquer que les postes « fonds en route, divers et opérations à imputer » des années 1955 et 1956 se compensent entre eux (+ 11,3 en 1955 et — 11 en 1956).

Les avances du Trésor (17.400 millions) correspondent aux versements effectués directement par l'Etat au budget annexe des prestations familiales agricoles, pour le compte de la caisse nationale, sur les crédits ouverts par l'article 73 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956.

Le régime général ayant déjà reçu, en 1954 et 1955, 16 milliards, d'une part, et 30 milliards, d'autre part, d'avances du Trésor, la caisse nationale de sécurité sociale était débitrice du Trésor de 63.400 millions au 31 décembre 1956.

Le tableau H 5 explique dans le détail les variations des disponibilités du régime à partir des résultats de recettes et de dépenses.

H 5. — **RECAPITULATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE REGIME GENERAL DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	1955		1956	
1. Disponibilités et actif réalisable au 1er janvier	104.853	104.853	120.686	120.686
2. Recettes relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	475.120		548.359	
Accidents du travail	80.182		94.841	
Prestations familiales:				
Salariés	470.627		540.275	
Employeurs et travailleurs indépendants	31.656		33.454	
Total 2		1.057.585		1.216.929
3. Dépenses relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	— 531.307		— 594.361	
Accidents du travail	— 84.575		— 96.396	
Prestations familiales:				
Salariés	— 445.934		— 491.492	
Employeurs et travailleurs indépendants	— 30.679		— 32.699	
Total 3		— 1.092.495		— 1.214.948
4. Différence entre les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2, F 3 et les dépenses effectives:				
Action sanitaire et sociale (1)	— 4.516		— 3.747	
Contrôle médical (1)	279		310	
Fonds de prévention des accidents du travail	— 161		— 586	
Total 4		— 4.398		— 4.023
5. Recettes et dépenses comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3 n'ayant pas donné lieu ou n'ayant donné lieu qu'en partie à des opérations de trésorerie du régime général:				
Taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (accidents du travail)	— 2		— 4	
Fonds commun des accidents du travail (2)	(3) 9.449		(4) — 9.719	
Total 5		9.447		— 9.723
6. Recettes et dépenses non comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Immobilisations (immeubles et matériel) (5)	— 5.899		— 6.758	
Revenus du patrimoine	(6) 1.629		(7) 1.426	
Majorations de retard	3.050		3.053	
Surcompensation interprofessionnelle	— 800		1.710	
Accords internationaux	— 502		— 269	
Accidents du travail dans les départements d'outre-mer	37		20	
Coordination métropole-Algérie	— 260		— 746	
Allocation de logement (8)	1.882		750	
Remboursements d'avances et de prêts et recettes diverses d'action sanitaire et sociale	5.044		6.176	
Allocation spéciale (9)	609		618	
Avances sur prestations de la caisse primaire centrale de la région parisienne	— 47		— 342	
Fonds national de solidarité			(10) 15.994	
Avances du Trésor	30.000		17.400	
Total 6		34.713		39.032
7. Fonds en route, divers et opérations à imputer		11.281		— 11.014
8. Disponibilités et actif réalisable au 31 décembre (11)	120.686	120.686	136.939	136.939

(1) Les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2 et F 3 ne constituent pas la totalité des recettes de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical.

(2) A compter du 1er janvier 1956, antérieurement: dépenses du fonds de majoration des rentes et du fonds de solidarité.

(3) Différence entre les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (22.690 millions) et les versements de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations (13.541 millions).

(4) Différence entre les versements effectifs de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations (32.437 millions) et les dépenses du fonds commun des accidents du travail (20.336 millions).

(5) Charges déterminées à partir de la statistique des valeurs immobilisées et des stocks; à l'exclusion des opérations relevant de l'action sanitaire et sociale.

(6) Caisse nationale: 513 millions; caisses d'allocations familiales: 187 millions; caisses primaires: 172 millions; caisses régionales: 208 millions; caisses vieillesse: 549 millions.

(7) Caisse nationale: 474 millions; caisses d'allocations familiales: 218 millions; caisses primaires: 188 millions; caisses régionales: 124 millions; caisses vieillesse: 422 millions.

(8) Sommes reçues du fonds commun de l'allocation logement.

(9) Allocations versées par les caisses régionales d'assurance vieillesse pour le compte du fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations et remboursements dudit fonds.

(10) Différence entre les sommes reçues par la caisse nationale et les dépenses des caisses régionales d'assurance vieillesse au titre des lois des 27 mars et 30 juin 1956.

(11) Ce poste correspond à la somme des postes 1 à 7.

TROISIEME PARTIE

RESULTATS NATIONAUX DE L'ANNEE 1955

NOTA. — Les opérations financières relevées dans cette troisième partie sont indiquées en milliers de francs.

A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

(Nombre de caisses: 122.)

I. — Cotisations encaissées au cours de l'année 1955 (1).

Assurances sociales.

NATURE DES COTISATIONS	TAUX DES COTISATIONS Pourcentage.	MONTANT des cotisations encaissées et ventilées.
Assurance obligatoire du régime général	(2) 16	442.347.307
Cotisations supplémentaires perçues dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	1	1.479.043
		443.826.350
Assurés particuliers :		
Maladie, longue maladie, maternité, invalidité (soins), décès	6	1.195.148
Maladie, longue maladie, maternité, invalidité (pensions et soins), décès	7	224.617
Vieillesse, invalidité (pensions)	10	48.604
Assurés des régimes spéciaux.		
Agents des collectivités locales (régime mixte, art. 5 du décret du 2 mars 1951)	5	1.926.575
Agents d'Electricité et Gaz de France	(3) 4,5	2.192.950
Retraités des collectivités locales	2,5	159.907
Versements rétroactifs d'assurance vieillesse (art. 127 *bis*, ordonnance du 19 octobre 1945).		312.339
Versements rétroactifs d'assurance vieillesse (décrets des 20 janvier 1950 et 14 avril 1953).		216.055
Assurés volontaires		1.899.826
Total des cotisations A. S., régime général et régimes y rattachés		452.002.768
Majorations de retard « Assurances sociales »		1.131.759
Total des cotisations et majorations de retard A. S., régime général et régimes y rattachés		453.134.127
Fonctionnaires et ouvriers d'état en activité ou retraités		19.758.182
Etudiants		79.464
Total général des cotisations et majorations de retard « Assurances sociales ».		472.971.773

(1) Compte tenu des identifications, annulations, remboursements et régularisations.
(2) Cotisations ramenées au taux de 12 p. 100 pour les assurés actifs âgés de 65 ans au moins et à celui de 10 p. 100 pour certaines catégories d'apprentis.
(3) 5,25 p. 100 à partir du 1er novembre 1955.

Accidents du travail.

NATURE DES COTISATIONS	MONTANT DES COTISATIONS encaissées et ventilées.
Assurance obligatoire, totalité des risques	75.784.697
Assurance obligatoire, partie des risques (art. 4 de la loi du 30 octobre 1946)	559.241
Taxes (art 83, loi du 30 octobre 1946)	873.726
Assurance volontaire	92.335
Total	77.309.999
Ristournes accordées aux employeurs et remboursées aux caisses régionales de sécurité sociale par le jeu de la ventilation	446.847
Total des cotisations accidents du travail	77.756.846
Majorations de retard accidents du travail	211.917
Total des cotisations et majorations de retard accidents du travail	77.968.763
Total des cotisations et majorations de retard assurances sociales et accidents du travail	550.940.536

Ristournes accordées aux employeurs non comprises dans la ventilation: 31.300.

Pour mémoire, montant total des ristournes: 478.147.

II. — **Répartition par organisme des cotisations et majorations de retard ventilées au titre des versements effectués au cours de l'année 1955.**

NATURE des cotisations ventilées.	TOTAL des cotisations ventilées.	CAISSE PRIMAIRE			CAISSE RÉGIONALE			CAISSE NATIONALE DE S. S.		
		Gestion des risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Gestion des risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Gestion des risques.	Fonds d'action sanitaire et sociale.	Fonds de prévention des A. T.
Assurances sociales.										
Régime général et régimes y rattachés	452.002.368	179.468.350	956.290	1.652.384	15.652.908	3.010.904	2.536.440	248.725.092	»	»
Majorations de retard	1.131.759	»	565.880	»	»	»	»	»	565.879	»
Etudiants	79.464	79.464	»	»	»	»	»	»	»	»
Total assurances sociales.	453.213.591	179.547.814	1.522.170	1.652.384	15.652.908	3.010.904	2.536.440	248.725.092	565.879	»
Accidents du travail.										
Cotisations nettes ventilées déduction faite des ristournes	77.309.999	30.211.375	760.688	759.344	20.967.808	770.006	770.498	21.150.384	771.241	1.148.655
Ristournes portées sur états d'attribution	446.847	»	»	»	446.847	»	»	»	»	»
Majorations de retard	211.917	»	105.959	»	»	»	»	»	105.958	»
Total accidents du travail.	77.968.763	30.211.375	866.647	759.344	21.414.655	770.006	770.498	21.150.384	877.199	1.148.655
Total général assurances sociales et accidents du travail	531.182.355	209.759.189	2.388.817	2.411.728	37.067.563	3.780.910	3.306.989	269.875.476	1.443.078	1.148.655

III. — **Prestations versées au cours de l'année 1955.**

1° *Assurances maladie et longue maladie.*

	RÉGIME général.	FONCTIONNAIRES	ÉTUDIANTS	GRANDS invalides de guerre.	TOTAL
Consultations	9.161.878	1.130.841	30.372	117.112	10.440.203
Visites	7.177.122	1.002.705	11.952	145.121	8.336.900
Pratique médicale courante	4.420.654	341.610	26.319	38.544	4.827.457
Soins d'auxiliaire	3.161.031	406.112	7.801	46.265	3.621.209
Frais de déplacement	1.700.618	279.964	5.973	62.025	2.048.580
Total des frais médicaux	25.621.303	3.161.262	82.417	409.067	29.274.049
Frais chirurgicaux	14.152.524	2.071.912	78.964	202.622	16.506.022
Soins et prothèse dentaires	12.990.211	1.853.626	87.692	169.392	15.100.921
Pharmacie	50.466.535	6.963.426	167.638	838.105	58.435.604
Lunettes et orthopédie	3.292.475	503.150	397.331	70.217	4.263.173
Total des frais pharmaceutiques	53.758.910	7.466.576	564.969	908.322	62.698.777
Frais d'hospitalisation	78.671.684	5.172.348	10.146	552.770	84.409.948
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les hôpitaux publics	5.289.050	316.392	8.582	39.491	5.653.515
Cures thermales	1.778.813	507.869	1	16.866	2.303.549
Remboursements à l'A. M. G.	1.229.498	9.695	524	14.713	1.254.430
Rééducation professionnelle	273.666	12.357	»	»	286.023
Divers	260.336	10.030	286	4.850	275.502
Total des prestations en nature	194.028.995	20.582.067	833.581	2.318.093	217.762.736
Total des prestations en nature servies:					
Aux assurés	99.577.108	9.525.700	800.688	1.795.009	111.698.505
Aux conjoints	26.056.616	3.236.213	17.712	278.180	29.588.721
Aux enfants	43.027.033	4.725.818	15.181	244.904	48.012.936
Aux ascendants et collatéraux	96.684	13.955	»	»	110.639
Aux invalides et à leurs ayants droit	15.380.721	448.984	»	»	15.829.705
Aux pensionnés et à leurs ayants droit	9.890.833	2.631.397	»	»	12.522.230
Total des prestations en nature	194.028.995	20.582.067	833.581	2.318.093	217.762.736
Indemnités journalières et allocations mensuelles normales	45.635.198	»	»	»	»
Indemnités journalières et allocations mensuelles majorées	2.244.969	»	»	»	»
Indemnités journalières et allocations mensuelles réduites	3.484.211	»	»	»	»
Total des prestations en espèces (régime général)	51.364.369	»	»	»	51.364.369
Total des prestations maladie et longue-maladie	245.393.364	20.582.067	833.581	2.318.093	269.127.105
Nombre de journées d'hospitalisation indemnisées	42.624.660	3.621.776	235.710	382.386	46.864.532

2° *Assurance maternité.*

	RÉGIME général.	FONCTIONNAIRES	ÉTUDIANTS	GRANDS invalides de guerre.	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux de l'accouchement proprement dit	1.388.765	98.875	4.002	2.426	1.494.068
Frais pharmaceutiques et d'appareils	739.450	60.869	2.814	1.672	804.745
Frais d'hospitalisation	6.204.406	432.376	21.546	9.576	6.667.904
Frais médicaux d'accouchement	2.574.015	212.330	8.822	7.656	2.802.193
Primes d'allaitement aux assurées	337.517	27.655	1.310	246	366.728
Primes d'allaitement aux conjointes	760.960	49.503	1.279	2.211	813.953
Bons de lait aux assurées	239.262	19.501	667	155	259.585
Bons de lait aux conjointes	438.599	32.316	584	1.579	473.078
Primes diverses	196.510	11.120	481	225	208.336
Total des prestations en nature	12.879.484	944.455	41.505	25.146	13.890.590
Indemnités journalières	4.511.642	»	»	»	4.511.642
Total des prestations maternité	17.391.126	944.455	41.505	25.146	18.402.232
Nombre d'indemnités journalières	11.897.800	»	»	»	»
Nombre de naissances:					
Mères assurées	155.147	12.426	601	200	168.374
Mères non assurées	280.884	18.640	579	914	301.017
Total	436.031	31.066	1.180	1.114	469.391
Déclarations de grossesse:					
Mères assurées	164.158	13.002	765	275	178.200
Mères non assurées	302.037	18.756	770	1.206	322.769
Total	466.195	31.758	1.535	1.481	500.969

3° *Assurance décès (régime général).*

Nombre de décès	49.019
Total des dépenses de l'assurance décès	3.675.334

4° *Récapitulation des prestations d'assurances sociales.*

	RÉGIME général.	FONCTIONNAIRES	ÉTUDIANTS	GRANDS invalides de guerre.	TOTAL
Assurances maladie et longue maladie	245.393.364	20.582.067	833.581	2.318.093	269.127.105
Assurance maternité	17.391.126	944.455	41.505	25.146	18.402.232
Assurance décès	3.675.334	»	»	»	3.675.334
Total	266.459.824	21.526.522	875.086	2.343.239	291.204.671

5° *Réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.*

DÉSIGNATION	MONTANT
Frais médicaux	3.709.002
Frais chirurgicaux	1.109.310
Frais pharmaceutiques	2.020.618
Frais d'hospitalisation	4.030.590
Indemnités journalières	18.389.714
Frais d'appareils, orthopédie, lunettes	225.849
Prothèse et soins dentaires	25.861
Frais funéraires et frais de transport du corps	57.491
Réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle	196.099
Frais d'enquêtes	2.938
Divers	72.010
Total des prestations accidents du travail	29.839.482
Nombre d'indemnités journalières	25.671.306
Nombre d'accidents du travail déclarés dans l'année	2.051.742
Dont :	
Accidents du trajet	168.202
Accidents survenus au cours d'un déplacement autre que le trajet	21.690
Nombre de maladies professionnelles déclarées dans l'année	7.247
Nombre d'accidents pouvant donner lieu à incapacité permanente signalés dans l'année aux caisses régionales	100.943
Nombre de journées d'hospitalisation	1.827.871

IV. — **Dépenses de gestion administrative (charges d'exploitation).**

DÉSIGNATION	MONTANT
1. Frais de personnel :	
Traitements et salaires	14.518.218
Vacations et honoraires	13.328
Cotisations de S. S. (part patronale)	2.973.564
Versements aux comités d'entreprise	401.548
Autres charges sociales	411.711
Indemnités diverses et divers	179.662
2. Impôts et taxes	736.149
3. Frais pour biens meubles et immeubles	578.787
4. Transports et déplacements	263.998
5. Fournitures extérieures	172.054
6. Frais de gestion générale :	
Informations et publications, fournitures de bureau, documentation	857.408
Frais des P. T. T.	350.965
Frais de justice et de contentieux	95.880
Frais de fonctionnement des conseils et des commissions	65.915
Assurances générales et divers	53.705

DÉSIGNATION	MONTANT
7. Dotations :	
Amortissement des frais d'établissement	31.243
Amortissement du matériel	614.055
Fonds de renouvellement	87.222
Provisions	2.565
8. Services rendus aux caisses :	
Remboursements au titre des subsistants	528.808
Cotisations à la F. N. O. S. S. et divers groupements	112.036
Cotisations aux unions de recouvrement	1.210.630
Cotisations aux services communs	10.194
Remises aux sections mutualistes du régime général et des régimes rattachés	299.728
Remises aux correspondants	193.625
Divers	37.567
Total	24.803.628

V. — Immobilisations (immeubles et matériel).

DÉSIGNATION	MONTANT
Acquisitions immobilières effectuées en 1955 (1)	616.716
Agencements, aménagements, installations de l'année (2)	123.549
Matériel et mobilier acquis en 1955	524.898
Total	1.265.163

(1) A l'exclusion des opérations relevant de l'action sanitaire et sociale.
(2) Ensemble des opérations non considérées comme placement et ne relevant pas de l'action sanitaire et sociale.

VI. — Action sanitaire et sociale.

DÉSIGNATION	MONTANT
A. — RECETTES	
I. — *Compte d'exploitation (produits d'exploitation).*	
Prestations extra-légales	45.235
Prélèvement sur cotisations:	
D'assurances sociales	964.590
D'accidents du travail	755.918
Subventions d'exploitation	32.947
Majorations de retard	636.120
Participations d'autres régimes ou organismes	195.158
Dommages-intérêts et intérêts de droit et recours	2.561
Produits financiers	5.125
Produits divers	191.714
Total	2.829.368
II. — *Compte de pertes et profits.*	
Profits sur exercices antérieurs	11.278
Prélèvements sur les excédents de la gestion des opérations administratives	13.000
Prélèvements effectués en application de l'arrêté du 24 juin 1955:	
Sur les cotisations d'assurances sociales	978.677
Sur les cotisations d'accidents du travail	196.180
Autres profits exceptionnels	147.359
Subventions d'équipement reçues	623.279
Total	1.969.773
III. — *Compte de résultats.*	
Recettes à la suite des opérations de réalisation des immobilisations de l'action sanitaire et sociale:	
Reprises sur réserves correspondant aux immeubles	37
Reprises sur réserves correspondant au matériel	7.267
Reprises sur avances et titres de participation	96.800
Reprises sur réserves correspondant aux stocks	5.220
Total	109.324
Total général	4.908.465

DÉSIGNATION	MONTANT
B. — DÉPENSES	
I. — *Compte d'exploitation (charges d'exploitation).*	
Prestations extra-légales à payer de l'exercice	50.158
Prestations extra-légales	931.237
Subventions aux œuvres étrangères aux caisses	640.739
Subventions pour fonctionnement des œuvres des caisses	17.598
Subventions pour déficit des œuvres des caisses	44.819
Participations	57.530
Secours sociaux	200.698
Autres dépenses techniques	39.856
Frais de personnel	378.646
Impôts et taxes	4.244
Frais pour biens meubles et immeubles	9.899
Frais de transports et de déplacement	25.448
Fournitures extérieures	11.797
Frais de gestion générale	70.952
Dotations	236.092
Total	2.719.713
II. — *Compte de pertes et profits.*	
Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	30.406
III. — *Compte de résultats.*	
Dépenses d'investissement de l'année:	
Réserves correspondant aux immeubles	858.455
Réserves correspondant au matériel et au mobilier	78.078
Réserves correspondant aux prêts, avances et titres de participation	392.600
Réserves correspondant aux stocks	8.575
Total	1.337.708
Total général	4.087.827

C. — VENTILATION DES DÉPENSES D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE D'APRÈS L'OBJET DE LA DÉPENSE (1)

DÉSIGNATION	DÉPENSES EFFECTIVES de l'année (2).	IMMOBILISATIONS de l'année (3).	TOTAL
I. — *Prestations supplémentaires et secours.*			
a) Prestations supplémentaires	911.210	»	911.210
b) Secours	225.944	638	226.582
c) Frais de gestion	29.656	332	29.988
II. — *Service social*	129.665	1.545	131.210
III. — *Protection maternelle et infantile.*			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
Maisons maternelles et hôtels maternels	2.171	2.800	4.971
Pouponnières	4.184	3.213	7.397
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
Centres de P. M. I.	93.389	13.977	107.366
Gouttes de lait	10.704	796	11.500
Consultations mobiles de P. M. I.	114.353	»	114.353
Subventions aux services départementaux	36.939	»	36.939
Autres dépenses	22.075	»	22.075
3. Lactariums	1.758	500	2.258
4. Frais de gestion	5.267	»	5.267
IV. — *Etablissements des caisses et établissements sanitaires autres que ceux de P. M. I.*			
a) Equipement hospitalier incluant les hôpitaux généraux et les dispensaires de soins:			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
Hôpitaux	60.028	153.728	213.756
Maternités	1.060	15.176	16.236
Maisons de repos ou de convalescence	83.758	86.846	170.604
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
Dispensaires polyvalents	138.019	102.199	240.218
Cliniques dentaires	34.714	93.266	127.980
b) Lutte antituberculeuse (y compris la réadaptation et la rééducation):			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
Hôpitaux (services ou centres de phtisiologie)	100	500	600
Sanatoriums	30.000	10.083	40.083
Préventoriums	12.475	21.658	34.133
Aériums	21.000	23.114	44.114
Colonies sanitaires	96.717	2.891	99.608
Etablissements de postcure	5.126	46.218	51.344
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
Dispensaires	11.316	»	11.316
Camions de dépistage	1.583	19	1.602
Subventions aux services départementaux	4.239	»	4.239
Subventions « Œuvre Grancher »	400	»	400
Autres dépenses	9.386	19.912	29.298
c) Traumatologie, réadaptation fonctionnelle des diminués physiques (à l'exception des tuberculeux):			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
Centres de traumatologie ou services spécialisés des hôpitaux	969	6.500	7.469
Centres ou maisons de rééducation motrice	»	1.000	1.000
Centres spécialisés pour les soins aux brûlés	4.167	»	4.167
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
Dispensaires et infirmeries (sur le plan professionnel ou de l'entreprise)	100	54	154
Subventions à divers groupements (paralysés, aveugles, etc.)	2.500	200	2.700
d) Autres établissements:			
1. Comportant hospitalisation	125.168	436.993	562.161
2. Ne comportant pas hospitalisation	36.058	839	36.897
e) Frais de gestion	407	»	407

DÉSIGNATION	DÉPENSES EFFECTIVES de l'année (2).	IMMOBILISATIONS de l'année (3).	TOTAL
V. — *Divers* (y compris les frais de gestion généraux).....	166.858	292.711	459.569
VI. — *Rappel.*			
a) Des prestations supplémentaires à payer de l'exercice.....	50.158	»	50.158
b) Des dotations.....	236.092	»	236.092
Total	(4) 2.719.713	(5) 1.337.708	
Total général	4.057.421		4.057.421

RECAPITULATION	MONTANT	POURCENTAGE des dépenses.
1. Prestations supplémentaires et secours.....	1.167.780	28,78
2. Service social	131.240	3,23
3. Protection maternelle et infantile.....	312.126	7,69
4. Equipement hospitalier (hôpitaux généraux et dispensaires de soins)	768.794	18,95
5. Lutte antituberculeuse.....	316.737	7,81
6. Traumatologie, réadaptation fonctionnelle des diminués physiques (à l'exclusion des tuberculeux).....	15.490	0,38
7. Autres établissements	599.058	14,76
8. Frais de gestion généraux et divers.....	459.976	11,34
9. *a*) Prestations supplémentaires.....	50.158	1,24
b) Dotations	236.092	5,82
Totaux.....	4.057.421	100

(1) D'après le programme d'action sanitaire et sociale fixé par la circulaire n° 88 S. S. du 29 octobre 1954.
(2) Sommes portées au débit du compte d'exploitation.
(3) Sommes portées au débit du compte de résultats.
(4) Ce total est égal au total des charges d'exploitation.
(5) Ce total est égal au total des dépenses d'investissement figurant au compte de résultats. Les reprises sur réserves figurant au crédit du compte de résultats ne sont pas déduites.

VII. — Contrôle médical.

DÉSIGNATION	MONTANT
A. — *Recettes (produits d'exploitation).*	
1. Prélèvement sur les cotisations:	
D'assurances sociales.....	1.654.166
D'accidents du travail.....	759.573
2. Subventions	1.500
3. Prélèvements sur les fonds d'autres gestions:	
Fonctionnaires et ouvriers de l'Etat.....	229.445
Etudiants	6.668
Grands invalides, veuves et orphelins de guerre.	23.053
4. Participations d'autres régimes ou organismes.....	117.297
5. Dommages-intérêts et intérêts de droit et recours..	281
6. Produits divers.....	28.879
Total	2.820.862

DÉSIGNATION	MONTANT
B. — *Dépenses (charges d'exploitation).*	
1. Indemnités de déplacement et de séjour.....	135.718
2. Autres dépenses techniques.....	71.140
3. Frais de personnel.....	1.953.089
4. Impôts et taxes.....	77.469
5. Frais pour biens meubles et immeubles.....	106.431
6. Frais de transport et de déplacement.....	174.895
7. Fournitures extérieures.....	41.556
8. Frais de gestion générale.....	118.800
9. Dotations	65.226
10. Remboursements au titre des subsistants.....	22.325
11. Divers	22.112
Total	2.789.761

VIII. — **Dépenses effectuées au titre des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides de guerre.**

DÉSIGNATION	FONCTIONNAIRES	ÉTUDIANTS	GRANDS INVALIDES de guerre.
Prestations à payer au 31 décembre de l'exercice	100.161	11.945	8.715
Prestations	21.526.522	875.086	2.343.239
Remboursements de cotisations aux retraités	44.404	»	»
Prélèvements pour le contrôle médical	457.386	13.325	44.186
Divers des dépenses techniques	2.829	107	445
Frais de justice	412	24	67
Prélèvements au profit de la gestion administrative	638.222	19.200	146.548
Remises de gestion aux sections mutualistes	888.603	76.041	65
Total	23.658.539	995.728	2.543.265

IX. — **Renseignements divers.**

DÉSIGNATION	MONTANT
1. *Produits des dommages-intérêts et recours contre les tiers.*	
Assurances sociales (régime général)	1.022.527
Accidents du travail	1.022.688
Total	2.045.215
2. *Gestion des fonds communs.*	
a) Produits d'exploitation :	
Dommages-intérêts	5.823
Revenus des immeubles	120.968
Produits financiers	188.830
Produits divers	4.283
Total	319.904
b) Charges d'exploitation (total)	147.678
c) Résultat net excédentaire	172.226
3. *Nombre de règlements de prestations effectués au cours de l'année* 1955 (en milliers).	NOMBRE
Assurances sociales.	
Régime général :	
Assurances maladie et longue-maladie	47.735
Assurances maternité	4.810
Assurances décès	48
Total	52.593
Régime des fonctionnaires :	
Assurances maladie et longue-maladie	5.842
Assurances maternité	361
Total	6.203
Régime des étudiants :	
Assurances maladie et longue-maladie	156
Assurances maternité	15
Total	171

DÉSIGNATION	NOMBRE
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre :	
Assurances maladie et longue-maladie	607
Assurances maternité	12
Total	619
Accidents du travail	6.023
Prestations supplémentaires	199
Total général	65.808
4. *Personnel employé par les caisses primaires de sécurité sociale au 31 décembre* 1955.	
a) Services administratifs :	
Personnel de direction	440
Agents des cadres	2.532
Contrôleurs d'employeurs	343
Agents de maîtrise	1.568
Employés	18.494
Travailleurs manuels et personnel de service	492
Auxiliaires	896
Personnel à temps partiel (1)	1.079
Total	25.814
b) Contrôle médical et services sociaux (2) :	
Personnel technique	767
Agents administratifs	1.927
Personnel à temps partiel	133
Total	2.827
5. *Personnel des œuvres propres aux caisses au 31 décembre* 1955.	
Personnel permanent	1.228
Personnel saisonnier	311
Total	1.539

(1) Y compris les femmes de ménage payées à l'heure.

(2) Non compris le personnel de contrôle médical rémunéré par les caisses régionales.

B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

(Nombre de caisses: 16.)

I. — Gestion des assurances sociales (charges d'exploitation).

DÉSIGNATION	MONTANT
Prestations à payer de l'exercice	42.881
Pensions	19.986.292
Remboursements aux caisses primaires de frais de rééducation professionnelle	121.258
Subventions de compensation	45.426.800
Autres dépenses techniques	1.434
Frais de justice	3.404
Prélèvement pour opérations administratives	1.222.284
Total	66.804.353

II. — Gestion des accidents du travail (charges d'exploitation).

DÉSIGNATION	MONTANT
Prestations à payer de l'exercice	46.662
Rentes	19.159.642
Rachats de rentes	438.441
Frais d'autopsie remboursés aux caisses primaires	980
Fraction des frais de soins d'urgence imputée à la gestion des accidents du travail	217.406
Frais d'enquêtes et d'expertises	183.799
Subventions de compensation	1.039.471
Autres dépenses techniques	32.141
Frais de justice	47.147
Prélèvements pour opérations administratives	2.394.385
Total	23.560.074

III. — Gestion de la prévention des accidents du travail (charges d'exploitation).

DÉSIGNATION	MONTANT
Subventions de fonctionnement ou d'exploitation	9.810
Subventions aux entreprises	5.147
Participations	2.311
Récompenses, prix, concours	5.124
Autres dépenses techniques	231.482
Traitements et salaires	401.703
Cotisations de sécurité sociale et autres charges sociales	84.599
Autres frais de personnel	3.516
Impôts et taxes	20.310
Frais pour biens meubles et immeubles	4.224
Frais de transports et de déplacement	55.665
Fournitures extérieures	1.422
Frais de gestion générale	28.735
Intérêts des avances et des prêts dus à d'autres organismes	322
Dotations	7.912
Divers	1.483
Total	863.465

IV. — Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1955.

DÉSIGNATION	PENSIONS complètes.	PENSIONS suspendues. En partie.	PENSIONS suspendues. En totalité.	TOTAL
Pensions liquidées en application du décret-loi du 28 octobre 1935	42.845	2.432	20.768	66.045
Pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945:				
A 30 p. 100 du salaire de base	34.067	4.823	18.597	57.487
A 40 p. 100 du salaire de base	110.011	2.509	15.697	128.217
A plus de 40 p. 100 du salaire de base	4.388	62	19	4.469
Pensions de veufs et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945)	6.719	»	»	6.719
Total	198.030	9.826	55.081	262.937

Pensions donnant lieu à majoration pour assistance d'une tierce personne 8.071
Pensions supprimées ou éteintes dans l'année 31.886

V. — Etat par catégories des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1955.

DÉSIGNATION	NOMBRE	MONTANT
Assurés	499.385	15.796.480
Veuves	16.412	2.353.514
Orphelins	11.933	880.254
Ascendants	3.237	129.397
Total	530.967	19.159.642

Nombre des décès correspondant aux rentes en cours 19.205

VI. — Etat par catégories des rentes d'accidents du travail liquidées au cours de l'année.

DÉSIGNATION	NOMBRE	MONTANT
Assurés	84.153	2.698.656
Veuves	2.293	333.268
Orphelins	2.126	150.387
Ascendants	575	21.467
Total	89.147	3.203.778

Nombre d'accidents graves:
Déclarés dans l'année 106.665
Déclarés dans l'année et réglés au 31 décembre 1955 ..... 69.324
Nombre de décès correspondant aux rentes liquidées 2.645

VII. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des pensions d'invalidité** (1).

PAYS	NOMBRE de bénéficiaires.	MONTANT des sommes versées.
Belgique	945	99.922
Italie	386	41.206
Allemagne	76	10.459
Pologne	105	10.381
Suisse	108	8.215
Espagne	35	2.766
Portugal	17	2.434
Luxembourg	18	1.492
Yougoslavie	12	1.394
Canada	6	501
Autres pays	110	7.853
Total	1.818	186.623

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau I.

VIII. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des accidents du travail** (1).

PAYS	NOMBRE des bénéficiaires.	MONTANT des sommes versées.
Italie	1.622	115.794
Belgique	2.152	73.751
Allemagne	278	21.431
Espagne	206	14.198
Pologne	210	13.483
Portugal	59	7.532
Suisse	89	5.619
Yougoslavie	46	3.306
Canada	85	2.984
Luxembourg	37	2.162
Autres pays	348	17.875
Total	5.132	278.135

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau II.

IX. — **Action sanitaire et sociale.**

DÉSIGNATION	MONTANT
A. — RECETTES	
I. — *Compte d'exploitation (produits d'exploitation).*	
Prélèvement sur cotisations:	
D'assurances sociales	3.029.176
D'accidents du travail	736.917
Subventions d'exploitation	254.869
Participation d'autres régimes ou organismes	51.833
Dommages, intérêts et intérêts de droit et recours	111
Produits financiers	35.705
Produits divers	7.264
Total	4.115.876
II. — *Comptes de pertes et profits.*	
Profits sur exercices antérieurs	553.596
Prélèvement sur les réserves spéciales	»
Prélèvement sur les excédents de la gestion des opérations administratives	200.000
Prélèvement effectué en application de l'article du 24 juin 1955	548.267
Subvention d'équipement reçue	86.800
Total	1.388.663
III. — *Compte de résultats.*	
Recettes à la suite des opérations de réalisation des immobilisations de l'action sanitaire et sociale. Reprises sur réserves correspondant:	
Aux immeubles	186.886
Au matériel et mobilier	95.051
Aux prêts, avances et titres de placement	541.840
Aux stocks	90.505
	914.282
Total général	6.418.821

DÉSIGNATION	MONTANT
B. — DÉPENSES	
I. — *Compte d'exploitation (charges d'exploitation).*	
Prestations extra-légales	4.556
Subventions aux œuvres étrangères aux caisses	1.070.206
Subventions pour fonctionnement des œuvres des caisses	185.154
Subventions pour déficit des œuvres des caisses	17.005
Participations légales	53.250
Participation P. M. I.	20.650
Secours sociaux	5.550
Autres dépenses techniques	7.274
Traitements et salaires	767.109
Vacations et honoraires	2.049
Cotisations de sécurité sociale et autres charges sociales	182.676
Autres frais de personnel	15.024
Impôts et taxes	38.376
Frais pour biens meubles et immeubles	6.974
Frais de transport et de déplacement	61.129
Fournitures extérieures	2.015
Frais de gestion générale	16.215
Dotations	185.118
Frais financiers	15.653
Total	2.655.983
II. — *Comptes de pertes et profits.*	
Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	78.246
Subventions d'équipement accordées	92.713
	170.959
III. — *Compte de résultats.*	
Dépenses d'investissement de l'année:	
Réserves correspondant aux immeubles	791.706
Réserves correspondant au matériel et mobilier	186.244
Réserves correspondant aux prêts avancés	1.020.705
Réserves correspondant aux stocks	42.563
	2.041.218
Total général	4.868.160

C. — VENTILATION DES DÉPENSES D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE D'APRÈS L'OBJET DE LA DÉPENSE

DÉSIGNATION	DÉPENSES EFFECTIVES de l'année.	IMMOBILISATIONS de l'année.	TOTAL
I. — *Equipement hospitalier incluant les hôpitaux généraux et les dispensaires de soins.*			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
a) Hôpitaux	333.930	565.595	899.525
b) Maternité	24.131	33.178	57.309
c) Maisons de repos ou de convalescence	3.002	55.381	58.383
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
a) Dispensaires polyvalents	22.788	29.412	52.200
b) Cliniques dentaires	1.500	»	1.500
II. — *Lutte contre les maladies mentales et l'alcoolisme.*			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
a) Hôpitaux psychiatriques	38.336	8.443	46.779
b) Maisons de santé spécialisées	7.364	1.820	9.184
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
a) Dispensaires	11.431	»	11.431
III. — *Lutte anti-tuberculeuse (y compris rééducation et réadaptation).*			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
a) Hôpitaux (services ou centres de phtisiologie)	49.753	31.889	81.642
b) Sanatoriums	54.167	454.288	508.455
c) Préventoriums	39.017	53.957	92.974
d) Aériums	15.045	49.640	64.685
e) Colonies sanitaires	6.564	11.545	18.109
f) Etablissements de post-cure	75.213	34.976	110.189
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
a) Dispensaires	21.738	7.014	28.752
b) Camions de dépistage	102.357	22.014	124.371
c) Subventions aux services départementaux	106.138	»	106.138
IV. — *Traumatologie, réadaptation fonctionnelle des diminués physiques (à l'exception des tuberculeux).*			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
a) Centres de traumatologie ou services spécialisés des hôpitaux	31.974	157.354	189.328
b) Centres ou maisons de rééducation motrice	41.354	164.833	206.187
c) Centres spécialisés pour les soins aux brûlés	»	»	»
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
a) Dispensaires et infirmeries (sur le plan professionnel ou de l'entreprise)	4.812	»	4.812
b) Subventions à divers groupements (paralysés, aveugles, etc.)	5.758	»	5.758
V. — *Lutte contre le cancer.*			
a) Services spécialisés des hôpitaux	46.838	6.400	53.238
b) Centres anti-cancéreux	43.023	8.751	51.774
VI. — *Protection maternelle et infantile.*			
1. Etablissements comportant hospitalisation:			
a) Maisons maternelles et hôtels maternels	120	»	120
b) Pouponnières	5.360	27.884	33.244
2. Etablissements ne comportant pas hospitalisation:			
a) Centres de protection maternelle et infantile	16.012	5.182	21.194
b) Gouttes de lait	750	»	750
c) Consultations mobiles de P. M. I.	9.279	21.750	31.029
d) Subventions aux services départementaux	4.656	»	4.656
e) Autres dépenses	238	»	238

DÉSIGNATION	DÉPENSES EFFECTIVES de l'année.	IMMOBILISATIONS de l'année.	TOTAL
VII. — *Divers.*			
1. Lutte antivénérienne:			
a) Dispensaires	4.212	66	4.278
b) Subventions aux services départementaux	591	»	591
2. Lutte contre le rhumatisme, les affections cardiaques et les maladies de l'appareil circulatoire	23	»	23
3. Lutte contre la stérilité	»	850	850
4. Transfusions sanguines:			
a) Centres spécialisés	8.344	8.804	17.148
b) Services dans les hôpitaux	»	»	»
5. Enfance inadaptée	21.199	6.500	27.699
6. Education sanitaire	24.791	»	24.791
7. Recherche scientifique	21.911	302	22.213
8. Thermalisme	500	38.124	38.624
9. Aide sanitaire et sociale aux Nord-Africains	3.533	»	3.533
10. Aide aux vieillards	349	»	349
11. Subventions aux écoles d'infirmières et d'assistantes sociales	1.450	»	1.450
12. Divers	61.053	106.630	167.683
13. Rappel pour concordance:			
a) Frais de gestion généraux	1.107.221	79.485	1.186.706
b) Autres dépenses techniques et divers	87.765	49.151	136.916
c) Prestations extra-légales	5.276	»	5.276
d) Dotations	185.117	»	185.117
Total	2.655.983	2.041.218	
Total général	4.697.201		4.697.201

RECAPITULATION	MONTANT	POURCENTAGE des dépenses.
1. Equipement hospitalier (hôpitaux généraux et dispensaires de soins)	1.068.917	22,75
2. Lutte contre les maladies mentales et l'alcoolisme	67.394	1,43
3. Lutte anti-tuberculeuse	1.135.315	24,17
4. Traumatologie, réadaptation fonctionnelle des diminués physiques (à l'exclusion des tuberculeux)	406.085	8,65
5. Lutte contre le cancer	105.012	2,23
6. Protection maternelle et infantile	91.231	1,94
7. Enfance inadaptée	27.699	0,59
8. Education sanitaire	24.791	0,53
9. Recherche scientifique	22.213	0,47
10. Thermalisme	38.624	0,82
11. Divers	195.905	4,17
12. Frais de gestion généraux, dépenses techniques et divers	1.323.622	28,18
13. *a*) Prestations extra-légales	5.276	0,11
b) Dotations	185.117	3,94
Totaux	4.697.201	100

X. — **Gestion du contrôle médical (produits d'exploitation).**

DÉSIGNATION	MONTANT
Prélèvements sur cotisations:	
Assurances sociales	2.540.467
Accidents du travail	779.351
Subventions	7.942
Prélèvements sur les fonds d'autres organismes:	
Fonctionnaires et ouvriers d'Etat	162.559
Etudiants	5.007
Grands invalides, veuves, orphelins	14.673
Participations d'autres régimes ou organismes	108.678
Dommages-intérêts, intérêts de droit et recours	544
Produits divers	46.385
Total	3.665.606

XI. — **Gestion du contrôle médical (charges d'exploitation).**

DÉSIGNATION	MONTANT
Indemnités de déplacement et de séjour	102.742
Autres dépenses techniques	89.639
Traitements et salariés	2.203.122
Vacations et honoraires	120.040
Cotisations de sécurité sociale, versements aux comités d'entreprise et autres charges sociales	326.453
Autres frais de personnel	14.639
Impôts et taxes	113.716
Frais pour meubles et immeuble	13.423
Frais de transport et de déplacement	39.433
Fournitures extérieures	5.560
Frais de gestion générale et divers	34.707
Dotations	47.985
Remboursements au titre des subsistants	7.873
Total	3.119.332

XII. — **Etat du personnel employé par les caisses régionales de sécurité sociale au 31 décembre 1955.**

DÉSIGNATION	NOMBRE
1° *Personnel administratif et personnel des œuvres.*	
Personnel administratif:	
Personnel de direction	72
Personnel des cadres	500
Agents de maîtrise	305
Employés	2.220
Personnel de service	175
Auxiliaires	223
Total	3.495
Personnel à temps partiel	31
Personnel des œuvres propres aux caisses:	
Permanent	1.543
Saisonnier	218
Total	1.761
2° *Personnel des services techniques.*	
Contrôle médical:	
Médecins conseils	977
Chirurgiens dentistes	121
Auxiliaires médicaux	52
Agents administratifs	390
Total	1.540
Personnel à temps partiel ou à la vacation	82
Action sanitaire et sociale:	
Assistantes sociales	934
Autres agents	455
Total	1.389
Prévention des accidents du travail:	
Ingénieurs conseils	55
Contrôleurs de sécurité	250
Agents administratifs	203
Total	508
Personnel à temps partiel ou à la vacation	2
Total général (services techniques):	
Personnel permanent	3.437
Personnel à temps partiel ou a la vacation	84

XIII. — **Produit des récupérations et recours contre tiers.**

DÉSIGNATION	ASSURANCES SOCIALES	ACCIDENTS DU TRAVAIL
Arrérages encaissés sur les tiers	37.531	711.198
Dommages-intérêts	36	1.127
Recours contre tiers	15.491	392.939
Total	53.058	1.105.264

C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES

(Nombre de caisses: 16.)

I. — Dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

DÉSIGNATION	MONTANT
Pensions R. O. P., rentes, pensions et bonifications confondues	39.029
Pensions « assurances sociales » et « sécurité sociale ».	24.503.450
Pensions revisées à soixante-cinq ans (assurés sociaux).	75.114.997
Allocations aux vieux travailleurs salariés	55.484.351
Allocations aux mères de cinq enfants	7.419.734
Pensions de réversion	5.245.969
Secours viagers	4.023.149
Remboursements de cotisations	4.029.412
Divers	1.137.432
Total	176.997.523

II. — Etat des sommes précomptées sur avantages attribués au titre du régime général de la sécurité sociale et liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire ou de l'allocation spéciale, ou au titre de l'article 45 de la loi du 10 juillet 1952.

DÉSIGNATION	MONTANT
Allocation temporaire	453.569
Allocation spéciale	490.022
Majoration (art. 45 de la loi du 10 juillet 1952)	43.544
Total	987.135

III. — Etat des payements effectués à l'étranger.

PAYS	NOMBRE de bénéficiaires.	MONTANT des sommes versées
Belgique	11.993	702.917
Italie	8.952	430.675
Pologne	837	64.776
Allemagne	403	51.864
Luxembourg	327	26.339
Etats-Unis	267	18.160
Espagne	192	11.212
Suisse	121	8.116
Canada	60	4.049
Portugal	65	2.965
Tchécoslovaquie	36	2.596
Grande-Bretagne	47	2.488
Argentine	33	1.747
Autres pays	265	11.551
Total	23.598	1.339.455

IV. — Etat des pensions et allocations en cours au 31 décembre 1955.

DÉSIGNATION	NOMBRE
Pensions R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910	6.256
Pensions A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935	391.998
Pensions revisées à 65 ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse	(1) 790.737
Pensions de reversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945)	(2) 95.645
Pensions de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945)	1.580
Allocations:	
Aux vieux travailleurs salariés	751.190
Aux mères de cinq enfants	103.204
De veuves ou de veufs	49.366
De réversion	8.967
Secours viagers	58.335
Total	2.257.278

(1) Dont 61.428 pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ou du régime général (région de Strasbourg).
(2) Dont 22.676 pensions de reversion, pensions de veuves ou de veufs confondues (région de Strasbourg).

V. — Renseignements statistiques complémentaires concernant les bénéficiaires des divers avantages de vieillesse.

(Situation arrêtée au 31 décembre 1955.)

DÉSIGNATION	NOMBRE
Pensionnés bénéficiaires de la majoration pour conjoint:	
65 ans et plus	148.864
Moins de 65 ans	144.232
Pensionnés bénéficiaires de la majoration pour enfants.	285.078
Pensionnés bénéficiaires de l'allocation complémentaire de résidence	36.020
Pensionnés et allocataires bénéficiaires de la majoration pour tierce personne	4.241
Allocataires bénéficiaires de la majoration pour conjoint:	
65 ans et plus	66.588
Moins de 65 ans	23.201
Allocataires bénéficiaires de la majoration pour enfants.	352.296
Allocataires bénéficiaires de l'allocation complémentaire de résidence	90.148
Allocations totalement suspendues	15.156
Allocation partiellement suspendues	20.082

VI. — Dépenses de gestion administrative (charges d'exploitation).

DÉSIGNATION	MONTANT
1. Frais de personnel:	
Traitements et salaire	3.732.444
Vacations et honoraires	1.535
Cotisations de S. S. (part patronale)	794.239
Versements aux comités d'entreprise	104.650
Autres charges sociales	121.053
Indemnités diverses et divers	51.632
2. Impôts et taxes	189.514
3. Frais pour biens, meubles et immeubles	162.389
4. Transports et déplacements	24.069
5. Fournitures extérieures	34.163
6. Frais de gestion générale:	
Informations et publications, fournitures de bureau, documentation	189.577
Frais de P. T. T. (P 664)	298.643
Frais de justice et de contentieux	2.374
Frais de fonctionnement du conseil et des commissions	9.875
Assurances générales et divers	2.400
7. Dotations:	
Amortissement frais d'établissement	21.670
Amortissement du matériel	153.507
Fonds de renouvellement	5.552
Provisions	14.300
8. Services rendus aux caisses:	
Cotisations à la F. N. O. S. S.	10.000
Cotisations à divers groupements et divers	50.083
Total	5.973.609

VII. — Etat du personnel employé au 31 décembre 1955 par les caisses d'assurance vieillesse.

DÉSIGNATION	NOMBRE
Personnel de direction	63
Cadres et contrôle	631
Maîtrise	563
Employés	5.203
Personnel de service	110
Auxiliaires	173
Total	6.743
Personnel à temps partiel	46

D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

(111 caisses d'allocations familiales et 6 unions régionales de sociétés de secours minières.)

I. — Recettes.

1. Cotisations et majorations de retard encaissées en 1955.

	SECTIONS « SALARIÉS »			SECTIONS « employeurs et travailleurs indépendants ».
	Régime général proprement dit.	Régime minier.	Total.	
Cotisations	449.192.906	21.433.894	470.626.800	31.656.038
Majorations de retard	1.293.615	123	1.293.738	411.798
Total	450.486.521	21.434.017	471.920.538	32.067.836

2. Remboursements de prestations servies aux personnes sans activité professionnelle ou à des salariés d'autres régimes:

a) Par l'Etat (allocations de maternité):

Au titre de 1954 et des années antérieures	402.105
Au titre de 1955	225.434
Total	627.539
b) Par divers organismes	112.612
	740.151

3. Dommages-intérêts et intérêts de droit et recours:

a) Au titre de la section des salariés	13.905
b) Au titre de la section des employeurs et travailleurs indépendants	496
Total	14.401
4. Résultat net excédentaire de la gestion des fonds communs	186.857
5. Remboursements de prêts pour l'amélioration de l'habitat.	662.323
6. Intérêts des prêts pour l'amélioration de l'habitat	8.424

II. — Prestations légales.

	SALARIÉS du régime général.	PERSONNES sans activité professionnelle (1).	SALARIÉS des mines.	TOTAL de la section « salariés ».	EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.
Allocations prénatales	14.231.577	912.410	1.060.752	16.204.739	1.481.456
Allocations de maternité	8.752.679	810.971	594.913	10.158.563	898.402
Allocations familiales	182.277.246	13.254.915	16.246.466	211.778.627	25.188.648
Allocations de salaire unique	133.138.514	8.486.343	12.646.832	154.271.689	»
Congés de naissance	1.167.952	»	137.200	1.305.152	»
Frais de tutelle aux allocations familiales	80.310	»	10.506	90.816	352
Remises d'action sociale aux caisses algériennes	315.458	»	»	315.458	»
Divers	24.355	128	»	24.483	196
Total	339.988.091	23.464.767	30.696.669	394.449.527	27.569.054
Allocations de logement:					
1er semestre 1955	2.701.843	52.163	99.842	2.853.848	72.768
2e semestre 1955	2.540.077	45.750	115.580	2.701.407	59.857
Primes de déménagement:					
1er semestre 1955	94.947	739	1.102	96.788	2.357
2e semestre 1955	95.082	777	1.945	97.804	2.187
Primes d'aménagement	25.427	242	607	26.276	1.495
Prêts pour l'amélioration de l'habitat (2)	490.653	2.390	17.003	510.046	15.820
Total	5.948.029	102.061	236.079	6.286.169	154.484
Total général	345.936.120	23.566.828	30.932.748	400.435.696	27.723.538

Les prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside en Algérie ou à l'étranger sont comprises dans le total des prestations servies aux salariés. Elles sont discriminées globalement ci-après (en milliers de francs):

1° Total des prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside en Algérie: 6.546.276.

2° Total des prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside à l'étranger: *a*) en Belgique: 1.017.405; *b*) en Italie: 98.262; *c*) en Sarre: 472.652; *d*) en Allemagne occidentale: 3.993; *e*) dans le Luxembourg: 117.500.

(1) Totalité des prestations versées, que ces prestations soient remboursables ou non par l'Etat ou d'autres organismes.

(2) Montant des prêts accordés au cours de l'année, compte non tenu des remboursements.

III. — **Dépenses de gestion administrative (charges d'exploitation).**

DÉSIGNATION	MONTANT
1. Frais de personnel:	
Traitements et salaires	6.959.532
Vacations et honoraires	12.449
Cotisations de sécurité sociale (part patronale)	1.430.815
Versements aux comités d'entreprise	233.991
Autres charges sociales	177.602
Indemnités diverses et divers	92.085
2. Impôts et taxes	356.082
3. Frais pour biens meubles et immeubles	253.032
4. Transports et déplacements	134.981
5. Fournitures extérieures	76.180
6. Frais de gestion générale:	
Informations et publications, fournitures de bureau, documentation	468.083
Frais de P. T. T.	473.182
Frais de justice et de contentieux	101.717
Frais de fonctionnement des conseils et des commissions	80.067
Assurances générales et divers	87.837
7. Dotations:	
Amortissement frais d'établissement	58.327
Amortissement du matériel	317.355
Fonds de renouvellement	57.946
Provisions	19.977
8. Services rendus à la caisse:	
Cotisations à l'U. N. C. A. F. et divers groupements	143.069
Cotisations aux unions de recouvrement	1.214.957
Cotisations aux services communs	30.225
Total	12.779.491
Gestion administrative des unions de sociétés de secours minières	375.867
Remises de gestion aux caisses algériennes	196.349

IV. — **Immobilisations (immeubles et matériel).**

DÉSIGNATION	MONTANT
Acquisitions immobilières effectuées en 1955 (1)	372.340
Agencements, aménagements, installations de l'année (2)	45.084
Matériel et mobilier acquis en 1955 (1)	437.965
Total	855.389

(1) A l'exclusion des opérations relevant de l'action sanitaire et sociale.
(2) Ensemble des opérations non considérées comme placement et ne relevant pas de l'action sanitaire et sociale.

V. — Action sanitaire et sociale.

DÉSIGNATION	MONTANT
A. — RECETTES	
I. — *Compte d'exploitation (produits d'exploitation).*	
Prestations extra-légales à payer de l'exercice précédent.	20.751
Subventions d'exploitation (caisse nationale de sécurité sociale)	663.391
Prélèvements sur cotisations et majorations de retard:	
De la section des salariés	14.401.623
De la section des employeurs et travailleurs indépendants	757.198
Participations d'autres régimes et organismes	104.086
Dommages-intérêts et intérêts de droit et recours	63
Produits financiers	15.349
Produits divers	136.084
Total	16.098.545
II. — *Compte de pertes et profits.*	
Profits sur exercices antérieurs	81.026
Prélèvement sur la réserve légale des sections « salariés » et employeurs et travailleurs indépendants	426.146
Prélèvements effectués en application de l'arrêté du 11 juillet 1955:	
Sur les cotisations des sections salariés	657.661
Sur les cotisations des sections employeurs et travailleurs indépendants	182.967
Autres profits exceptionnels	279.430
Subventions d'équipement reçues	111.419
Total	1.738.649
III. — *Compte de résultats.*	
Recettes à la suite des opérations de réalisation des immobilisations de l'action sanitaire et sociale:	
Reprises sur réserves correspondant aux immeubles.	15.280
Reprises sur réserves correspondant au matériel et au mobilier	9.243
Reprises sur réserves correspondant aux prêts, avances et titres de participation	3.946.006
Reprises sur réserves correspondant aux stocks	20.358
Total	3.990.887
Total général	21.828.081

DÉSIGNATION	MONTANT
B. — DÉPENSES	
I. — *Compte d'exploitation (charges d'exploitation.)*	
Prestations extra-légales à payer de l'exercice	10.220
Prestations extra-légales payées	2.301.169
Subventions aux œuvres étrangères aux caisses	3.028.987
Subventions pour fonctionnement des œuvres des caisses	754.266
Subventions pour déficit des œuvres des caisses	106.120
Participations légales	180.432
Participations à des œuvres pour services rendus aux caisses	2.845.880
Secours sociaux	572.256
Autres dépenses techniques	815.799
Frais de personnel	2.095.130
Impôts et taxes	82.502
Frais pour biens, meubles et immeubles	60.705
Frais de transport et de déplacement	107.936
Fournitures extérieures	13.596
Frais de gestion générale	130.991
Dotations	150.781
Total	13.256.770
II. — *Compte de pertes et profits.*	
Pertes sur exercices antérieurs et pertes exceptionnelles	105.986
III. — *Compte de résultats.*	
Dépenses d'investissement de l'année:	
Réserves correspondant aux immeubles	290.913
Réserves correspondant au matériel et mobilier	126.743
Réserves correspondant aux prêts, avances et titre de participation	7.861.433
Réserves correspondant aux stocks	55.515
Total	8.334.604
Total général	21.697.360

C. — VENTILATION DES DÉPENSES D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE D'APRÈS L'OBJET DE LA DÉPENSE (1)

DÉSIGNATION	DÉPENSES EFFECTIVES de l'année (2).	IMMOBILISATIONS (3)	TOTAL
1. Aide au logement:			
a) Construction de logements neufs	958.728	5.775.366	6.734.094
b) Aménagement et amélioration des logements existants	156.492	400.168	556.660
c) Frais de gestion	8.554	7.578	16.132
2. Aide aux vacances:			
a) Colonies de vacances	2.529.738	133.706	2.663.444
b) Vacances familiales	1.578.363	40	1.578.403
c) Placements familiaux surveillés	119.246	»	119.246
d) Camps de vacances	104.224	38.232	142.456
e) Maisons familiales de vacances	87.469	31.444	118.913
f) Garderies urbaines	112.535	7.250	119.795
g) Formation du personnel	32.061	4.750	36.811
h) Frais de gestion	14.672	»	14.672
3. Aide ménagère:			
a) Travailleuses familiales	972.093	16.244	988.337
b) Enseignement ménager	656.557	51.564	708.121
c) Equipement ménager familial	4.830	1.107.691	1.112.521
d) Services collectifs ménagers	21.066	13.934	35.000
e) Formation du personnel	31.994	1.957	33.951
f) Frais de gestion	8.229	»	8.229
4. Placements en établissements pour la mère et l'enfant:			
a) Placements d'enfants	748.362	109.652	858.014
b) Enfance inadaptée	106.636	134.831	241.467
c) Maisons maternelles, hôtels maternels et établissements analogues	101.338	8.987	110.325
d) Maisons de repos pour mères de famille	19.146	4.013	23.159
e) Frais de gestion	2.620	6.241	8.861
5. Prestations supplémentaires:			
a) Assouplissement des prestations légales	1.097.151	»	1.097.151
b) Prestations expérimentales	254.132	50.471	304.603
c) Primes aux mères médaillées	52.421	»	52.421
d) Frais de gestion	3.083	»	3.083
6. Service et personnel sociaux:			
a) Service social familial	1.167.713	7.333	1.175.046
b) Services sociaux spécialisés	102.331	4.407	106.738
c) Formation des assistants sociaux	31.553	1.261	32.814
d) Frais de gestion	137.963	840	138.803
7. Secours et prêts d'honneur:			
a) Secours en espèces	428.852	841	429.693
b) Secours en nature	136.178	8.876	145.054
c) Prêts d'honneur	3.103	217.075	220.178
d) Frais de gestion	2.970	1.349	4.319
8. Education, documentation familiale et entraide familiale:			
a) Secrétariats familiaux, documentation, orientation professionnelle, etc	180.288	4.758	185.046
b) Frais de gestion	3.795	1.491	5.286
9. Centres sociaux:			
a) Frais d'équipement et de fonctionnement	182.533	55.109	237.642
b) Frais de gestion	19.397	1.351	20.748
10. Divers:			
a) Action médico-sociale	43.240	19.544	62.784
b) Algériens	50.680	5.720	56.400
c) Protection maternelle et infantile	105.605	29.349	134.954
d) Réalisations diverses	74.672	29.415	104.087
e) Frais de gestion	15.370	11.175	26.545

DÉSIGNATION	DÉPENSES EFFECTIVES de l'année (2).	IMMOBILISATIONS (3)	TOTAL
11. Frais administratifs généraux de gestion d'action sociale.....	627.786	30.581	658.367
12. Rappel :			
a) Des prestations supplémentaires à payer de l'exercice....	10.220	»	10.220
b) Des dotations.....	150.781	»	150.781
Total	13.256.770	8.334.604 (4)	21.591.374 (5)
Total général.....	21.591.374		

RECAPITULATION	MONTANT	POURCENTAGE des dépenses.
1. Aide au logement.....	7.306.886	33,84
2. Aide aux vacances.....	4.793.740	22,20
3. Aide ménagère	2.886.159	13,37
4. Placements en établissement pour la mère et l'enfant.....	1.241.826	5,75
5. Prestations supplémentaires.....	1.457.258	6,75
6. Service et personnel sociaux.....	1.453.401	6,73
7. Secours et prêts d'honneur.....	799.244	3,70
8. Education, documentation familiale et entr'aide familiale.....	190.332	0,88
9. Centres sociaux.....	258.390	1,20
10. Divers	384.770	1,78
11. Frais administratifs généraux de gestion.....	658.367	3,05
12. *a*) Prestations supplémentaires à payer de l'exercice.....	10.220	0,05
b) Dotations	150.781	0,70
Total	21.591.374	100

(1) D'après le programme d'action sanitaire et sociale fixé par la circulaire n° 86 SS du 28 octobre 1954.
(2) Sommes portées au débit du compte d'exploitation.
(3) Sommes portées au débit du compte de résultats.
(4) Ce total est égal au total des charges d'exploitation.
(5) Ce total est égal au total des dépenses d'investissements figurant au compte de résultats ; les reprises sur réserves figurant au crédit du compte de résultats ne sont pas déduites.

VI. — Effectifs.

1. — *Bénéficiaires.*

Compléments à la statistique des familles établie au 31 décembre 1955 et publiée dans le précédent rapport (1re partie, chapitre III).

	SALARIÉS du régime général.	SALARIÉS des mines.	EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.	TOTAL
a) Nombre d'enfants de plus de 15 ans ouvrant droit aux prestations familiales (1) :				
Apprentis (15 à 17 ans).....	62.001	4.093	8.972	75.066
Etudiants (15 à 20 ans).....	277.764	22.010	63.642	363.416
Infirmes et incurables (15 à 20 ans).....	11.681	1.428	1.428	14.537
Enfants visés à l'article 528 du code de la sécurité sociale.....	8.875	1.309	768	10.952
Total	360.321	28.840	74.810	463.971
b) Nombre d'enfants de plus de 10 ans bénéficiaires de la majoration de 5 p. 100 (2).....	415.800	19.680	97.163	532.643

(1) Les caisses d'Arras, d'Epinal et de Perpignan n'ont pu fournir les renseignements demandés.
(2) Article 531 du code de la sécurité sociale. Douze caisses d'allocations familiales et une union régionale de sociétés de secours minières n'ont pu fournir cette statistique.

c) Nombre de familles de travailleurs algériens allocataires au 31 décembre 1955 (3) :

Famille d'un enfant	31.452
Famille de deux enfants et plus	70.097
Total	101.549
Nombre d'enfants	247.469

	BELGES	ITALIENS	SARROIS	ALLEMANDS	LUXEMBOURGEOIS
d) Nombre de familles de travailleurs étrangers allocataires au 31 décembre 1955 (1) :					
Familles d'un enfant	2.590	497	1.306	64	528
Familles de deux enfants et plus	5.551	1.954	2.393	315	691
Total des familles	8.141	2.451	3.699	379	1.219
Nombre d'enfants	19.076	6.289	7.815	935	2.374

(1) Ces familles étaient comprises dans la statistique des familles au 31 décembre 1955. Régime général proprement dit et régime minier.

II. — *Personnel employé par les caisses d'allocations familiales au 31 décembre 1955* (1).

DÉSIGNATION	NOMBRE
a) Services administratifs :	
Personnel de direction	334
Agents des cadres	1.197
Contrôleurs d'employeurs	388
Agents de maîtrise	1.111
Employés	7.814
Travailleurs manuels et personnel de service	179
Auxiliaires	311
Personnel à temps partiel (2)	769
Total	12.103
b) Services sociaux :	
Assistantes sociales	1.138
Autre personnel technique	849
Agents administratifs	663
Personnel de service	39
Personnel à temps partiel	269
Total	2.958

(1) Non compris le personnel des unions régionales de sociétés de secours minières.
(2) Y compris les femmes de ménage payées à l'heure.

III. — *Personnel des œuvres propres aux caisses au 31 décembre 1955.*

DÉSIGNATION	NOMBRE
Personnel permanent	813
Personnel saisonnier	1.091
Total	1.904

E. — UNIONS POUR LE RECOUVREMENT DES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES

(Nombre d'unions au 31 décembre 1955: 20.)

I. — Dépenses de gestion administrative.

DÉSIGNATION	MONTANT
1. Frais de personnel:	
Traitements et salaires	1.531.909
Vacations et honoraires	4.252
Cotisations de S. S. (part patronale)	295.387
Versements aux comités d'entreprise	42.981
Autres charges sociales	37.570
Indemnités diverses et divers	27.881
2. Impôts et taxes	79.177
3. Frais pour biens meubles et immeubles	64.805
4. Transports et déplacements	35.021
5. Fournitures extérieures	13.867
6. Frais de gestion générale:	
Informations et publications, fournitures de bureau, documentation	140.902
Frais de postes, télégraphes et téléphones	6.765
Frais de justice et de contentieux	28.144
Frais de fonctionnement du conseil et des commissions	3.156
Assurances générales et divers	6.407
7. Dotations:	
Amortissements des frais d'établissement	5.104
Amortissement du matériel	97.918
Provisions	60
8. Services rendus aux caisses:	
Remboursements au titre des subsistants	126
Cotisations à la F. N. O. S. S. et divers groupements	11.572
Remises aux sections mutualistes du régime général et des régimes rattachés	380
Divers	12.286
Total	2.445.670

II. — Immobilisations.

DÉSIGNATION	MONTANT
Acquisitions immobilières effectuées en 1955	109.703
Agencements, aménagements, installations de l'année	12.247
Matériel et mobilier acquis en 1955	118.408
Total	240.358

III. — Personnel des unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (services administratifs) au 31 décembre 1955.

DÉSIGNATION	NOMBRE
Personnel de direction	38
Cadres et maîtrise	445
Contrôleurs d'employeurs	300
Employés	1.653
Personnel de service	27
Auxiliaires	274
Total	2.737
Personnel à temps partiel	59

QUATRIEME PARTIE

L'APPLICATION DE LA LEGISLATION DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES DEPARTEMENTS DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE ET DE LA REUNION

Législation et réglementation.

Le décret n° 47-2032 du 17 octobre 1947 a jeté les bases de l'organisation technique et financière de la sécurité sociale dans les départements français d'outre-mer de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion et prévu l'extension progressive à ces départements de l'ensemble de la législation de sécurité sociale en vigueur dans la métropole.

Les assurances sociales.

Ce principe a trouvé une première application dans les dispositions du décret n° 48-593 du 30 mars 1948, étendant à ces départements à compter du 1er avril 1948 le bénéfice de l'ordonnance du 2 février 1945, qui organisait sur de nouvelles bases l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 30 mars 1948 fixait des taux d'allocation plus bas que ceux appliqués à l'époque dans la métropole, soit 15.000 F par an pour les travailleurs résidant dans les villes de plus de 5.000 habitants et 12.000 F pour les autres, l'allocation pouvant être attribuée à partir de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'inaptitude au travail.

Ces taux ont été modifiés à diverses reprises. Portés à partir du 1er octobre 1951 à 59.800 F et 56.400 F par la loi du 26 septembre 1951 puis, à partir du 1er janvier 1954, à 65.800 F et 62.400 F (loi du 21 mars 1954) ils sont fixés depuis le 1er janvier 1956 à 72.380 F et 68.640 F (loi du 27 mars 1956).

Les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés sont actuellement les suivantes:

A compter du 1er janvier 1956, l'allocation est due si le total des ressources personnelles du travailleur ou du conjoint survivant et de l'allocation n'excède pas 201.000 F ou 258.000 F lorsque l'allocataire est marié.

Par ailleurs, l'âge minimum des requérants a été uniformément ramené à soixante ans (loi du 26 septembre 1951). Ceux-ci doivent justifier de cinq années de salariat après l'âge de cinquante ans ou, à défaut, de vingt-cinq années de salariat au total, leur dernière activité professionnelle devant avoir été, dans l'un ou l'autre cas, une activité salariée. En outre, les périodes de travail salarié ne sont retenues que si elles ont procuré à l'intéressé des ressources ne pouvant, depuis le 1er janvier 1950, être inférieures au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants. Enfin, les périodes de travail postérieures à l'année 1947 ne peuvent être prises en considération que si elles ont donné lieu, pour une année au moins, au versement de la double contribution des assurances sociales, sauf recours contre l'employeur défaillant.

Les conditions de nationalité et de ressources, ainsi que les droits à avantages complémentaires — majoration pour conjoint à charge et bonification pour enfants — et les droits des conjoints survivants, sont appréciés dans les mêmes conditions que dans la métropole.

En vue d'assurer le financement des allocations aux vieux travailleurs salariés, le décret n° 48-003, également en date du 30 mars 1948, prenant effet du 1er janvier 1948, avait fixé à titre provisoire à 9 p. 100 le taux de la cotisation des assurances sociales dont 5 p. 100 à la charge de l'employeur et 4 p. 100 à la charge du salarié ou assimilé. Ce texte disposait que le taux de la cotisation serait majoré progressivement, au fur et à mesure que seraient appliquées les diverses législations de sécurité sociale, pour atteindre finalement comme en France métropolitaine, 16 p. 100 des salaires assujettis.

Par la loi du 13 août 1954, la couverture, à compter du 1er janvier 1955, des risques maladie, invalidité, décès, vieillesse, ainsi que celle des charges de la maternité, se trouve étendue aux départements d'outre-mer.

Cette loi dispose, en son chapitre Ier, que dans ces départements, le régime des assurances sociales sera le même pour les salariés des professions non agricoles et des professions agricoles.

Elle prévoit, en outre, que des décrets pris sur le rapport des ministres intéressés doivent fixer, d'une part, les conditions d'application du régime de l'assurance vieillesse et d'autre part, les mesures relatives à la coordination dudit régime avec celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 17 octobre 1947 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer avait prévu, en son article 10, que les dispositions relatives aux prestations de chaque risque couvert dans ces départements ne pourraient prendre effet avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle les dispositions concernant les cotisations correspondantes auraient reçu leur application.

La couverture des risques maladie, maternité, décès, invalidité ayant été étendue à compter du 1er janvier 1955, un arrêté du 28 septembre 1954 a fixé au 1er octobre 1954 la date à partir de laquelle le taux global des cotisations des assurances sociales devait être porté de 9 p. 100 à 16 p. 100 (10 p. 100 à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge du salarié).

Il convient également de souligner qu'à la date du 4 mars 1954, était intervenu un arrêté (inséré au *Journal officiel* du 20 mars 1954) qui, dans un but d'harmonisation avec la pratique suivie en métropole, avait déterminé pour les départements d'outre-mer les modalités d'application de la législation relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 10 février 1955 a déterminé les modalités d'application de la loi du 13 août 1954. Sans qu'il soit possible de donner dans le cadre du présent exposé une analyse complète de ce texte, il y a lieu d'indiquer que celui-ci, en matière d'assurance vieillesse, fixe les règles transitoires permettant de prendre en compte les périodes d'assurance réduites pour l'ouverture du droit à pension, jusqu'à ce que les assurés sociaux des départements considérés puissent justifier d'une durée d'affiliation égale à celle admise en métropole.

Il détermine également les conditions de validation des périodes antérieures à la date d'application de la loi du 13 août 1954, ainsi que les coefficients de revision des pensions déjà liquidées.

Il règle, enfin, la situation des requérants à pension de vieillesse ou à allocation ayant cotisé ou ayant exercé une activité salariée, pour partie dans les départements d'outre-mer et pour partie dans la métropole.

Les principales mesures intervenues, dans le courant de l'année 1956, dans le fonctionnement du régime de sécurité sociale des départements d'outre-mer, sont constituées par les dispositions faisant l'objet du texte déterminant les conditions d'application et d'adaptation du décret du 20 mai 1955 aux bénéficiaires de la loi du 13 août 1954, qui avait étendu le régime des assurances sociales à ces territoires.

Il s'agit du décret n° 56-1292 du 19 décembre 1956 portant règlement d'administration publique.

La date d'application de ce texte avait été fixée par l'article 31 du décret précité du 20 mai 1955 au 1er janvier 1957.

Par suite, les dispositions en cause seront analysées dans le prochain rapport.

Il convient, d'autre part, de noter que la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution du Fonds national de solidarité est applicable aux départements d'outre-mer.

L'assurance contre les accidents du travail.

La loi du 2 août 1949 a introduit dans les départements d'outre-mer les dispositions de la législation de sécurité sociale relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail.

Ce régime est effectivement entré en vigueur le 1er janvier 1952, conformément à l'article 1er du décret n° 51-1463 du 22 décembre 1951 pris pour l'application de la loi du 2 août 1949.

Il est pratiquement identique à celui de la métropole, reposant sur les mêmes bases légales et réglementaires (loi du 30 octobre 1946 et règlement d'administration publique du 31 décembre 1946), n'en différant que par des particularités imposées par certaines données géographiques ou économiques locales.

Ces particularités sont essentiellement les suivantes:

Les tarifs médicaux et pharmaceutiques applicables sont à titre transitoire, fixés par arrêtés préfectoraux, après avis de commissions comprenant des représentants des diverses parties intéressées.

Les attributions respectivement dévolues dans la métropole, en matière d'accidents du travail, aux caisses primaires et aux caisses régionales de sécurité sociale sont confiées à une caisse départementale unique dite « caisse générale de sécurité sociale ».

Enfin la législation est commune aux accidents du travail survenus dans les professions agricoles et non agricoles.

Prestations familiales.

La législation métropolitaine n'est pas actuellement applicable aux quatre départements.

Le régime en vigueur, dont le fonctionnement s'inspirait jusqu'à présent de celui des anciennes caisses de compensation, est désormais géré par les caisses générales de sécurité sociale. Ce régime, en application du décret n° 58-113 du 7 février 1958, va être sensiblement modifié et progressivement amélioré.

A. — ASSURANCES SOCIALES

I. — Statistique des salariés immatriculés et des employeurs identifiés au 31 décembre 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Salariés	82.597	75.775	(1) 5.656	79.076	243.104
Employeurs (2)	5.824	6.428	755	9.077	22.084

(1) Au 31 décembre 1954. L'effectif au 31 décembre 1956 est en cours d'établissement.

(2) Ces chiffres comprennent les employeurs de gens de maison: Martinique, 3.599; Guadeloupe, 3.257; Guyane, 342; la Réunion, 4.480.

II. — Cotisations et majorations de retard encaissées au cours de l'année 1956 (1).

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (2)	TOTAL
Principal	1.192.702.459	1.093.770.077	182.264.076	996.366.138	3.465.102.750
Majorations de retard	4.791.346	6.779.678	648.006	2.884.312	15.103.342
Total	1.197.493.805	1.100.549.755	182.912.082	999.250.450	3.480.206.092

(1) Les sommes portées sur les présents tableaux sont exprimées en francs.

(2) Résultats convertis en francs métropolitains.

III. — **Prestations de l'assurance maladie servies au cours de l'année 1956.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Prestations en nature:					
Consultations	15.771.700	13.631.488	1.892.022	12.704.584	43.999.794
Visites	1.589.776	2.961.228	994.020	4.414.780	9.959.804
Pratique médicale courante	3.510.797	4.438.024	553.290	964.462	9.466.573
Soins d'auxiliaires	699.119	485.938	129.155	2.851.100	4.165.312
Frais de déplacement	3.233.482	2.385.996	1.792.663	4.529.750	11.941.891
Frais chirurgicaux	12.151.426	8.285.436	1.183.812	10.837.646	32.458.320
Soins et prothèse dentaires	21.978.317	22.670.188	1.658.694	13.882.454	60.189.353
Pharmacie	82.091.629	73.570.376	4.668.005	126.292.418	286.622.428
Lunettes et orthopédie	1.431.148	993.233	256.259	1.320.686	4.001.296
Frais d'hospitalisation	85.572.166	58.108.012	18.607.609	54.835.554	217.123.341
Honoraires dans les hôpitaux publics	4.124.294	1.781.857	750.035	7.471.772	14.127.958
Cures thermales	55.634	156.902	36.628	38.052	287.216
Remboursements à l'A. M. G.	2.920.209	»	4.847.758	83.075.738	90.843.705
Divers	»	5.188.605	1.274.263	73.084	6.535.952
Total des prestations en nature	235.129.667	194.657.283	38.644.213	323.291.780	791.722.943
Prestations en espèces	17.992.095	11.228.935	2.109.094	10.946.966	42.277.090
Total général	253.121.762	205.886.218	40.753.307	334.238.746	834.000.013
Répartition des prestations en nature par catégories et bénéficiaires:					
Assurés	144.432.582	114.427.357	30.257.056	138.367.862	427.484.857
Conjoints	36.496.465	35.567.973	3.566.672	67.316.914	142.948.024
Enfants	54.040.332	44.085.675	4.788.851	116.928.942	219.843.800
Ascendants et collatéraux	157.538	290.341	22.032	678.062	1.147.973
Invalides	8.750	44.752	»	»	47.502
Pensionnés	»	241.185	9.602	»	250.787
Total	235.129.667	194.657.283	38.644.213	323.291.780	791.722.943

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

IV. — **Ventilation des prestations en espèces de l'assurance maladie servies au cours de l'année 1956 (nombre et montant).**

	MARTINIQUE		GUADELOUPE		GUYANE		LA RÉUNION		TOTAL	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant (1)	Nombre.	Montant.
Indemnités journalières:										
Normales	35.315	11.710.964	24.019	8.494.662	3.367	1.224.839	24.686	8.308.258	87.387	29.438.723
Réduites	23.143	3.141.536	10.832	1.623.437	3.638	633.429	5.187	822.238	42.800	6.220.640
Majorées	7.031	3.139.595	2.967	1.410.836	456	250.826	4.974	1.816.470	15.428	6.617.727
Total	65.489	17.992.095	37.818	1.228.935	7.461	2.109.094	34.847	10.946.966	145.615	42.277.090

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

V. — **Prestations de l'assurance maternité servies au cours de l'année 1956.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Prestations en nature:					
Frais médicaux autres que ceux de l'accouchement	2.362.975	2.852.417	120.488	13.486.028	18.821.908
Frais pharmaceutiques et d'appareils	636.554	1.830.998	120.824	860.602	3.448.978
Frais d'hospitalisation	21.133.231	10.861.601	1.369.518	35.286.028	68.650.378
Frais médicaux d'accouchement	7.858.168	10.796.555	1.273.530	20.684.628	40.612.881
Primes d'allaitement aux assurées	6.457.955	2.831.620	361.445	2.364.026	12.018.016
Primes d'allaitement aux conjointes	8.637.069	5.902.598	387.270	9.086.106	24.013.043
Bons de lait aux assurées	19.378	369.260	46.800	137.020	572.458
Bons de lait aux conjointes	51.900	456.310	14.000	603.732	1.125.942
Primes diverses	981.760	727.365	177.450	569.054	2.455.629
Total des prestations en nature	48.128.990	36.631.724	3.871.295	83.077.224	171.719.233
Indemnités journalières	18.686.712	6.964.365	1.083.823	5.619.834	32.354.734
Total général des prestations	66.825.702	43.596.089	4.955.118	88.697.058	204.073.967

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

VI. — **Déclarations de grossesses reçues, naissances indemnisées et indemnités journalières servies au titre de l'assurance maternité au cours de l'année 1956.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Déclaration de grossesse:					
Mères assurées	2.170	922	114	144	3.350
Mères non assurées	1.780	1.533	101	839	4.253
Total	3.950	2.455	215	983	7.603
Naissances indemnisées:					
Mères assurées	972	432	95	82	1.581
Mères non assurées	1.027	895	93	508	2.523
Total	1.999	1327	188	590	4.104
Journées indemnisées	92.397	28.466	4.242	17.230	142.335

VII. — **Assurance décès. — Année 1956.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Nombre de décès ayant donné lieu à versement	75	33	6	80	194
Montant des prestations servies	4.831.453	2.216.671	474.030	(1) 5.085.600	12.607.754

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

VIII. — **Assurance invalidité. — Année 1956.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Nombre de pensions au dernier jour de l'année:					
Complètes	14	10	»	17	41
Suspendues:					
Partiellement	»	»	»	»	»
Totalement	1	»	»	1	2
Total	15	10	»	18	43
Montant des prestations servies	629.916	506.780	»	(1) 1.542.600	2.679.296

(1) Résultats convertis en francs métroplitains.

IX. — **Prestations et autres dépenses au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, et état des bénéficiaires au 31 décembre 1956.**

	MARTINIQUE		GUADELOUPE		GUYANE		LA REUNION		TOTAL	
	Nombre des bénéficiaires	Montant des dépenses.	Nombre des bénéficiaires	Montant des dépenses.	Nombre des bénéficiaires	Montant des dépenses.	Nombre des bénéficiaires	Montant des dépenses. (1)	Nombre des bénéficiaires	Montant des dépenses.
Pensions et rentes d'assurances sociales	77	3.505.506	107	4.791.488	»	»	9.395	749.518	26.862	9.046.512
Allocation aux vieux travailleurs salariés	9.032	660.273.294	7.227	608.510.442	1.024	77.285.824		738.277.668		2.084.347.228
Secours viagers, allocations de veufs et de veuves	184	6.554.605	117	3.475.759	15	567.372	331	11.780.700	647	22.378.436
Remboursements de cotisations	»	12.033	»	»	»	»	»	22.482.122	»	22.494.155
Taxes postales	»	2.509.148	»	2.292.215	»	299.592	»	2.598.834	»	7.699.789
Total	9.293	672.854.586	7.451	619.069.904	1.039	78.152.788	9.726	775.888.842	27.509	2.145.966.130

Fraction des dépenses ci-dessus:
Résultant de l'application de la loi du 27 mars 1956 = 165.264.035.
Résultant de l'application de la loi du 30 juin 1956 = 14.695.438.

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

B. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

I. — Cotisations et majorations de retard encaissées au cours de l'année 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Principal	180.949.608	187.857.375	43.338.097	170.554.932	582.700.012
Majorations de retard	836.863	162.979	128.636	721.076	1.849.554
Total	181.786.471	188.020.354	43.466.733	171.276.008	584.549.566

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

II. — Prestations servies au cours de l'année 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
A. — Incapacité temporaire.					
Frais médicaux	13.387.013	14.425.501	1.684.658	5.388.198	34.885.370
Frais chirurgicaux	1.288.261	2.077.870	2.963	2.613.506	5.982.600
Frais pharmaceutiques	5.795.461	12.102.352	611.012	3.677.322	22.186.147
Frais d'hospitalisation	18.897.258	9.977.084	6.132.902	10.210.542	45.217.786
Frais d'appareil, orthopédie, lunettes	260.220	337.851	11.890	58.834	668.795
Prothèse et soins dentaires	17.550	52.370	»	»	69.920
Frais funéraires et de transport de corps	121.590	132.704	42.500	16.260	313.054
Réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle	1.811.562	»	»	»	1.811.562
Frais d'enquêtes	357.311	183.220	36.000	246.310	822.841
Divers (frais de gestion exclus)	529.152	1.774.139	876.281	325.970	3.505.842
Indemnités journalières	30.599.816	34.026.385	5.686.101	15.131.822	85.444.124
Total	73.065.194	75.089.776	15.084.307	37.668.764	200.908.041
B. — Incapacité permanente.					
Rentes servies	16.399.658	12.680.382	4.097.852	21.767.264	54.945.156
Total des dépenses de prévention proprement dites	46.690	906.179	»	800.466	1.753.335
Total des frais de participation aux services de soins d'urgence	»	727.695	»	»	727.695
Frais d'expertise et de contentieux	»	56.000	»	»	56.000
Divers	761.039	»	»	»	761.039
Total	17.207.387	14.370.256	4.097.852	22.567.730	58.243.225
C. — Majorations de rentes payées par les trésoriers-payeurs généraux	28.195.413	17.871.988	1.156.685	2.129.762	49.353.848
Total général des dépenses	118.467.994	107.332.020	20.338.844	62.366.256	308.505.114

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

III. — Etat des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Assurés	443	312	66	244	1.065
Ayants droit	77	75	10	143	305
Total	520	387	76	387	1.370

IV. — Répartition des arrérages de rentes servis au cours de l'année 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Assurés	11.947.220	2.755.561	1.884.906	12.997.788	29.585.475
Ayants droit	4.123.209	1.628.382	2.212.946	8.769.476	16.734.013
Total	16.070.429	4.383.943	4.097.852	21.767.264	46.319.488

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

V. — Etat des rentes d'accidents du travail liquidées en 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Assurés	156	71	27	103	357
Ayants droit	20	15	2	35	72
Total	176	86	29	138	429

VI. — Montant annuel des rentes d'accidents du travail liquidées en 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Assurés	4.641.380	838.150	1.035.640	4.969.120	11.484.590
Ayants droit	983.100	510.220	294.840	1.581.800	3.369.960
Total	5.624.480	1.348.670	1.330.480	6.550.920	14.854.550

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

VII. — Renseignements statistiques complémentaires.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Nombre d'indemnités journalières servies en 1956, au titre des accidents du travail:					
Indemnités normales	76.309	75.607	6.389	27.600	185.905
Indemnités majorées	25.873	14.318	4.050	10.672	54.913
Total	102.182	89.925	10.439	38.272	240.818
Nombre d'accidents du travail déclarés en 1956	5.514	6.336	611	2.764	15.258
Dont accidents du trajet	195	320	4	50	569
Nombre de maladies professionnelles déclarées en 1956	»	20	3	5	28

C. — GESTION ADMINISTRATIVE

I. — Dépenses de gestion administrative et de frais de premier établissement au cours de l'année 1956.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Loyer, impôts, assurances, éclairage, chauffage, consommation d'eau, services généraux	3.647.341	1.334.372	482.105	2.071.864	7.535.682
Traitements et salaires du personnel	92.707.816	91.357.333	17.273.946	124.301.438	325.640.533
Cotisations de sécurité sociale et autres charges sociales	19.967.693	20.607.393	5.156.407	25.849.166	71.580.659
Frais de déplacement du personnel	2.777.526	3.645.142	418.350	5.812.436	12.653.454
Fonctionnement du conseil d'administration et des commissions	848.264	1.122.802	1.047.456	»	3.018.522
Impressions, documentation, abonnements	2.103.009	3.622.046	576.719	218.188	6.519.962
Fournitures et matériel de bureau	2.746.714	2.485.301	553.624	6.641.206	12.426.845
Frais de correspondance, télégraphe, téléphone, mandats, chèques postaux	3.635.996	3.093.151	458.205	7.682.400	14.869.752
Aménagements de locaux	388.869	184.007	292.330	»	865.206
Frais de contentieux et d'encaissement des cotisations	769.300	1.305.518	»	385.700	2.460.518
Frais d'études et d'expertise pour des opérations immobilières	3.529.936	»	1.795.125	»	1.734.811
Remboursements à d'autres organismes au titre des frais de gestion	196.307	127.145	144.706	15.172	483.330
Cotisations à divers groupements	1.638.519	»	»	73.498	1.712.017
Divers	1.307.771	1.805.722	703.912	168.094	3.985.502
Total	136.265.064	130.689.932	25.312.635	173.219.162	465.486.793
Frais de premier établissement effectués au cours de l'année non compris ci-dessus	8.247.505	4.838.034	641.309	101.869.888	115.596.736
Total général	144.512.569	135.527.966	25.953.944	275.089.050	581.083.529

(1) Résultats convertis en francs métropolitains. — Y compris la quote-part imputable à la gestion des allocations familiales, soit 36.725.466 F.

II. — Etat du personnel employé par les caisses générales de sécurité sociale au 31 décembre 1956 (1).

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Personnel de direction	3	1	1	3	8
Personnel des cadres	12	7	3	17	39
Agents de maîtrise	8	5	3	»	16
Employés	116	114	17	96	343
Personnel de service	5	1	1	2	9
Auxiliaire	»	»	5	3	8
Agents de contrôle	8	5	»	7	20
Total	152	133	30	128	443
Personnel à temps partiel (non compris ci-dessus)	»	4	2	3	9

(1) Y compris, le cas échéant, le personnel affecté à la gestion des allocations familiales.

CINQUIEME PARTIE

L'ALLOCATION VIEILLESSE DES NON-SALARIES

Le livre VIII du code de la sécurité sociale institue une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et prévoit une organisation autonome pour chacun des groupes de professions ci-après :

1° Professions artisanales ;
2° Professions industrielles et commerciales ;
3° Professions libérales ;
4° Professions agricoles.

En ce qui concerne les professions artisanales, libérales, industrielles et commerciales, la mise en place des organisations autonomes a fait l'objet des décrets des 19 juillet et 19 novembre 1948 et les régimes d'allocations de vieillesse ont été fixés par les textes suivants :

Professions artisanales : décret du 2 novembre 1953, modifié par le décret du 25 novembre 1955 ;
Professions libérales : décret du 30 mars 1949 ;
Professions industrielles et commerciales : décret du 21 avril 1949.

1. *Les professions artisanales* groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte l'inscription au registre des métiers ou dont la dernière activité professionnelle aurait été de nature à provoquer cette inscription si elle avait été obligatoire à l'époque où les intéressés ont exercé cette activité.

L'organisation autonome des caisses artisanales comprend :

47 caisses interprofessionnelles locales ;
8 caisses professionnelles ;
1 caisse de compensation ; la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.).

Les cotisations sont portables et versées trimestriellement d'avance dans le premier mois du trimestre auquel elles se rapportent directement par chaque assujetti au siège de la caisse.

En vertu du décret du 25 novembre 1955, il est institut huit classes d'allocations donnant droit à :

Classe A	4	points.
Classe B	6	—
Classe C	8	—
Classe D	12	—
Classe E	16	—
Classe F	24	—
Classe G	32	—
Classe H	40	—

Chaque assujetti peut dorénavant opter pour toutes les classes de cotisations supérieures à la classe D qui est la classe minimum, sauf en cas d'exonération de la moitié de la cotisation pour insuffisance de revenu.

Les allocations servies comprennent depuis cette date :

1° Une allocation dite de reconstitution de carrière consistant dans une attribution de points pour les années d'activité antérieures au 1er janvier 1949 avec maximum de 160 points ;
2° Une allocation dite proportionnelle déterminée en fonction des cotisations versées depuis le 1er janvier 1949 et, le cas échéant, des cotisations rachetées.

Les allocations attribuées antérieurement au 1er janvier 1956 ne sont pas soumises à revision.

2. *Les professions industrielles et commerciales* groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte soit l'inscription au registre du commerce, soit l'assujettissement à la contribution de la patente, en tant que commerçant.

L'organisation autonome des caisses d'allocations de vieillesse de l'industrie et du commerce comprend :

75 caisses interprofessionnelles locales ;
15 caisses professionnelles nationales ;
9 caisses professionnelles régionales ;
1 caisse de compensation : la caisse de compensation de l'organisation nationale de l'industrie et du commerce (O. R. C. A. N. I. C.).

Chaque assujetti opte pour une des classes de cotisations ci-après correspondant à un nombre déterminé de points de cotisations :

Classe I	4	points de cotisations.
Classe II	6	— —
Classe III	8	— —
Classe IV	10	— —
Classe V	12	— —
Classe VI	18	— —
Classe VII	24	— —

Les classes VI et VII ont été ajoutées depuis le 1er juillet 1951 et la classe I ne continue à subsister que pour ordre (décret du 13 juin 1951).

La cotisation annuelle est égale au produit du nombre de points correspondant à chaque classe pour la valeur du point fixée à 2.590 F par arrêté du 25 septembre 1956.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent à soixante-cinq ans, ou à partir de soixante ans en cas d'inaptitude au travail, l'allocation minimum indiquée plus haut.

En régime plein, pour les assujettis ayant cotisé, l'allocation sera égale au produit de la somme des points correspondant aux cotisations successivement versées par la valeur du point d'allocation.

L'arrêté du 28 septembre 1956 fixe à 385 F la valeur du point, à compter du 1er octobre 1956.

3. *L'organisation autonome des professions libérales* comprend :

Quinze caisses, dites sections professionnelles, dont la compétence s'étend à toute la France métropolitaine ;
Une caisse nationale.

La cotisation annuelle a été fixée, pour la première année (1949), à un taux uniforme pour l'ensemble des sections professionnelles, soit 7.000 F. Pour les années postérieures, elle varie suivant la section professionnelle.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent l'allocation minimum à soixante-cinq ans ou à partir de soixante ans en cas d'inaptitude au travail. Des régimes d'assurance vieillesse complémentaires ont été institués pour les notaires, les médecins, les pharmaciens (décret du 22 avril 1949), les vétérinaires (décret du 21 octobre 1950), les experts comptables et comptables agréés (décret du 21 mai 1953), les huissiers et huissiers-greffiers (décret du 3 novembre 1953), les chirurgiens dentistes (décret du 6 janvier 1950 modifié le 3 janvier 1955), les officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires (décret du 27 juillet 1955), les infirmiers et les pédicures (décret du 21 janvier 1956), les masseurs kinésithérapeutes (décret du 24 janvier 1956), les architectes (décret du 29 décembre 1956).

Ces régimes sont financés par des cotisations complémentaires versées par les assujettis. Ils doivent prévoir des avantages revisables chaque année, selon les ressources qui peuvent y être affectées.

4. *L'organisation de l'assurance vieillesse agricole* a été fixée par la loi du 10 juillet 1952, prenant effet du 1er juillet 1952. Ce régime, modifié par la loi du 5 janvier 1955, dont les modalités d'application ont fait l'objet du décret du 31 mai 1955, est soumis à la tutelle du ministère de l'agriculture. Il n'y a donc pas lieu, dans le cadre du présent rapport, de faire mention des statistiques et résultats financiers concernant son fonctionnement.

5. Il convient enfin de rappeler que la même loi du 10 juillet 1952 a institué au profit des personnes âgées ne relevant d'aucun régime de vieillesse, *le fonds spécial de l'allocation spéciale*, géré par la caisse des dépôts et consignations.

Les effectifs des différents régimes de vieillesse des personnes non salariées des professions non agricoles et les opérations effectuées en 1956 sont relevés dans les tableaux ci-après :

TABLEAU I. — **Effectifs au 31 décembre 1956 des régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.**

RÉGIMES	COTISANTS	ALLOCATAIRES ET PENSIONNÉS
Professions artisanales	571.102	177.363
Professions industrielles et commerciales	1.028.778	337.550
Professions libérales	132.950	40.740
Ensemble	1.727.830	555.653

TABLEAU II. — **Opérations effectuées en 1956 par les régimes d'allocation de vieillesse des personnes non salariées.**
(En millions de francs.)

	PROFESSIONS artisanales.	PROFESSIONS industrielles et commerciales.	PROFESSIONS libérales.	ENSEMBLE
Recettes.				
Cotisations	(1) 7.453	(2) 16.943	5.377	29.773
Majorations de retard	217	246	39	502
Autres ressources	164	448	261	873
Total	7.834	17.637	5.677	31.148
Subventions (lois des 27 mars et 30 juin 1956)	3.462	3.998	400	7.860
Total général	11.296	21.635	6.077	39.008
Dépenses.				
Prestations	(3) 5.786	(4) 14.926	3.570	24.282
Gestion administrative	(5) 922	(5) 1.321	(5) 253	2.496
Versements au fonds spécial de l'allocation spéciale	280	648	96	1.024
Versement forfaitaire de 3 p. 100	»	342	85	427
Total	6.988	17.237	4.004	28.229
Versements aux titres des lois des 27 mars et 30 juin 1956	1.478	1.119	157	2.754
Total général	8.466	18.356	4.161	30.983

(1) Non compris les sommes encaissées au titre du régime facultatif : rachats, 1.826 millions; cotisations volontaires, 900 millions; arrérages différés, 50 millions.
(2) Y compris 280 millions prélevés, sur la réserve de rachat échelonné, non compris 2.912 millions de cotisations affectées à ce compte.
(3) Y compris 50 millions d'arrérages différés, non compris les versements au titre du régime facultatif : 179 millions.
(4) Y compris frais de contrôle d'inaptitude et cotisations de sécurité sociale des retraités.
(5) Dépenses effectuées pour l'ensemble du régime, y compris la caisse nationale.

TABLEAU III. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.**

Etat des assujettis au 31 décembre 1956.

SECTIONS PROFESSIONNELLES	NOMBRE TOTAL des assujettis.	NOMBRE DES ASSUJETTIS compris ci-contre bénéficiaires d'exonérations totales.	NOMBRE DES ASSUJETTIS du régime complémentaire.
Notaires (1)	6.566	73	6.566
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	7.489	27	5.920
Médecins	32.233	2.483	32.233
Chirurgiens dentistes	10.934	126	10.207
Pharmaciens	15.167	12	15.167
Sages-femmes	4.842	51	»
Infirmiers, masseurs kinésithérapeutes et pédicures	10.956	218	10.821
Vétérinaires	3.160	233	2.927
Artistes (arts graphiques et plastiques)	1.915	»	»
Agents généraux d'assurances	15.421	44	»
Professeurs de musique et musiciens	2.054	1	»
Architectes	5.637	128	»
Experts comptables et comptables agréés	9.333	1.826	9.333
Ingénieurs, techniciens et experts	5.288	108	5.288
Géomètres, experts agricoles et fonciers	1.555	49	»
Total	132.950	5.379	98.462

(1) Y compris les assujettis au régime de Colmar, au nombre de 149, également affiliés au régime minimum et au régime complémentaire.

TABLEAU IV. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.**

Effectif des bénéficiaires au 31 décembre 1956.

SECTIONS PROFESSIONNELLES	1° ADMIS AU TITRE DE L'INAPTITUDE et âgés de moins de 65 ans. 2° Orphelins.					AGÉS DE PLUS DE 65 ANS			
	Droits propres.	Conjoints.	Veuves.	Orphelins.	Total.	Droits propres.	Conjoints.	Veuves.	Total.
Notaires	23	4	17	»	44	1.435	665	2.103	4.203
Notaires (régime spécial de Colmar)	»	»	8	»	8	5	»	5	10
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	10	4	15	»	29	1.125	463	1.633	3.221
Médecins	52	4	1.039	994	2.089	2.682	1.263	4.653	8.598
Chirurgiens dentistes	40	11	29	»	80	1.218	415	413	2.046
Pharmaciens	13	»	29	239	281	1.328	656	2.890	4.874
Sages-femmes	21	»	»	»	21	1.484	»	»	1.484
Infirmiers, masseurs kinésithérapeutes	41	»	»	»	41	1.504	36	48	1.588
Vétérinaires	9	4	19	117	149	381	167	542	1.090
Artistes (arts graphiques et plastiques)	»	2	1	»	3	212	55	46	313
Agents généraux d'assurances	53	16	27	»	96	2.470	1.098	1.429	4.997
Professeurs de musique et musiciens	»	»	»	»	»	501	25	17	543
Architectes	3	»	6	»	9	691	239	592	1.522
Experts compables et comptables agréés	59	»	2	39	100	883	148	638	1.669
Ingénieurs, techniciens et experts	7	»	2	»	9	766	268	229	1.263
Géomètres, experts agricoles et fonciers	1	3	3	»	7	160	69	124	353
Total	332	48	1.197	1.389	2.966	16.845	5.567	15.362	37.774

TABLEAU V. — **Allocations de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.**

Etat des recettes encaissées au cours de l'année 1956. (En francs.)

SECTIONS PROFESSIONNELLES	COTISATIONS au titre du régime minimum obligatoire.	COTISATIONS au titre du régime complémentaire.	PÉNALITÉS de retard.	INTÉRÊTS des fonds placés.	RECETTES diverses.	TOTAL
Notaires	117.342.177	683.814.094	1.337.081	32.860.133	9.250	835.362.735
Notaires (régime spécial de Colmar)	6.927.444	»	»	298.483	»	7.225.927
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	115.688.979	217.566.349	1.981.191	2.397.993	»	337.634.512
Médecins	322.456.489	1.299.287.767	15.742.375	98.918.605	»	1.736.405.236
Chirurgiens dentistes	81.852.376	623.283.208	241.291	45.986.024	»	751.362.899
Pharmaciens	182.185.496	311.178.402	6.432.823	11.795.852	659.402	512.251.675
Sages-femmes	47.555.347	»	1.386.209	1.606.276	147.470	50.695.302
Infirmiers, masseurs kinésithérapeutes et pédicures	51.312.589	91.579.682	2.277.539	6.909.608	716.385	152.795.803
Vétérinaires	40.089.871	90.264.246	595.043	881.360	7.990.000	139.820.520
Artistes (arts graphiques et plastiques)	13.077.927	»	99.346	422.931	»	13.600.204
Agents généraux d'assurances	205.157.706	»	3.209.310	1.785.078	1.115.146	211.267.240
Professeurs de musique et musiciens	19.268.700	»	118.513	745.161	»	20.132.374
Architectes	44.060.270	»	506.301	3.519.063	»	48.085.634
Experts comptables et comptables agréés	24.073.286	443.937.951	2.365.810	32.684.261	»	503.061.308
Ingénieurs, techniciens et experts	59.653.591	268.344.196	2.835.842	4.276.451	»	335.110.089
Géomètres, experts agricoles et fonciers	16.636.370	»	»	478.316	54.815	17.169.501
Total	1.347.338.318	4.029.255.895	39.128.674	245.565.595	10.692.468	5.671.980.950

TABLEAU VI. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.**

Etat des prestations servies au cours de l'année 1956. (En francs.)

SECTIONS PROFESSIONNELLES	DROITS propres.	CONJOINTES, veuves et orphelins.	AUTRES dépenses au titre des prestations.	TOTAL	COMPLÉMENTS et allocations supplémentaires servis en application des lois des 27 mars 1956 et 30 juin 1956.	TOTAL général.
Notaires	45.231.083	85.942.988	1.340.009	132.514.080	11.145.061	143.659.141
Notaires (régime spécial de Colmar)	1.756.979	2.007.934	»	3.764.913	»	3.764.913
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	35.491.845	55.657.041	707.471	91.856.357	17.547.519	109.403.876
Médecins	87.261.440	188.477.297	»	275.738.737	26.782.860	302.521.597
Chirurgiens dentistes	34.959.121	24.120.594	158.865	59.238.580	9.307.920	68.546.500
Pharmaciens	40.285.017	101.252.039	»	141.537.056	21.781.161	163.318.217
Sages-femmes	46.015.459	»	15.324	46.030.783	17.988.099	64.018.882
Infirmiers, masseurs kinésithérapeutes et pédicures	38.396.260	2.391.480	123.048	40.910.788	8.791.936	49.702.724
Vétérinaires	12.241.106	22.195.383	241.530	34.678.019	4.639.162	39.317.181
Artistes (arts graphiques et plastiques)	6.614.246	2.944.237	7.000	9.565.483	1.921.920	11.487.403
Agents généraux d'assurance	80.333.346	82.017.448	»	162.350.794	15.942.910	178.293.704
Professeurs de musique et musiciens	16.134.985	1.139.710	5.000	17.279.695	4.258.704	21.538.399
Architectes	17.606.137	21.232.179	145.664	38.983.980	6.414.572	45.398.552
Experts comptables et comptables agréés	12.326.424	14.102.400	24.270	26.453.094	3.638.730	30.091.824
Ingénieurs, techniciens, experts et conseils	23.288.670	14.476.800	1.586.091	39.351.561	4.359.448	43.711.009
Géomètres, experts agricoles et fonciers	4.024.171	6.284.848	»	10.309.019	2.203.132	12.512.151
Total	501.966.289	621.242.378	4.354.272	1.130.562.939	156.723.134	1.287.286.073

SECTIONS PROFESSIONNELLES	VENTILATION DU TOTAL DES PRESTATIONS — Régime complémentaire.				
	Droits propres.	Conjointes et veuves d'allocataires.	Orphelins.	Autres dépenses au titre des prestations.	Total.
Notaires	331.259.151	264.604.198	399.837	»	596.263.186
Notaires (régime spécial de Colmar)	»	»	»	»	»
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	8.810.576	12.395.955	156.985	»	21.363.516
Médecins	520.906.041	480.169.732	52.242.929	»	1.053.318.702
Chirurgiens dentistes	76.934.640	25.042.500	232.015	»	102.209.155
Pharmaciens	130.494.410	134.110.027	3.302.344	»	267.906.781
Sages-femmes	»	»	»	»	»
Infirmiers, masseurs kinésithérapeutes et pédicures	6.049.180	50.352	»	»	6.099.532
Vétérinaires	46.152.728	22.729.740	3.397.800	»	72.280.268
Artistes (arts graphiques et plastiques)	»	»	»	»	»
Agents généraux d'assurances	»	»	»	»	»
Professeurs de musique et musiciens	»	»	»	»	»
Architectes	»	»	»	»	»
Experts comptables et comptables agréés	(1) 156.389.263	»	»	»	156.462.072
Ingénieurs, techniciens et experts	(1) 7.197.176	»	»	72.809	7.289.413
Géomètres, experts agricoles et fonciers	»	»	»	92.237	»
Total	1.284.193.165	939.102.504	59.731.910	165.046	2.283.192.625

(1) La ventilation par catégories de bénéficiaires n'a pu être opérée par la section.

TABLEAUX STATISTIQUES ANNEXES

ANNEE 1956

NOTA. — Les opérations financières relevées dans ces tableaux sont indiquées en milliers de francs.

A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

1. — Cotisations et prestations d'assurances sociales. — Régime général.

RÉGIONS ET CAISSES	COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES encaissées.			COTISATIONS ventilées au profit de la caisse primaire (2).	PRESTATIONS VERSÉES				PRESTATIONS à la charge de la caisse primaire (3).	POURCENTAGE (4) Prestations / Cotisations.
	Régime général.	Régimes divers (1).	Total.		Maladie.	Maternité	Décès.	Total.		
Région de Paris.										
75-A. Paris	167.827.729	2.718.895	170.546.624	67.063.392	89.416.943	6.106.173	1.277.913	96.801.029	105.010.547	156,58
28-B. Chartres	1.932.591	47.175	1.979.766	790.008	1.122.524	82.011	15.529	1.220.064	1.000.886	126,69
60-C. Beauvais	2.765.366	83.947	2.849.312	1.145.035	1.733.332	122.479	22.125	1.877.936	1.726.303	150,76
60-D. Creil	2.242.861	26.533	2.269.394	891.423	1.579.367	83.212	21.730	1.684.309	1.292.003	144,93
77-H. Meiun	1.598.388	77.659	4.676.048	1.843.635	3.074.363	247.813	47.291	3.339.467	2.774.096	150,47
75-G. La Batellerie	463 396	2.484	465.880	181.231	177.328	12.408	4.841	194.577	194.578	107,36
Total	179.830.331	2.956.693	182.787.024	71.914.724	97.103.857	6.624.096	1.389.429	105.117.382	111.998.413	155,73
Région de Rouen.										
14-A. Caen	4.015.219	72.305	4.087.524	1.607.736	2.052.341	161.601	27.304	2.241.246	2.282.839	141,99
27-B. Evreux	3.101.461	41.860	3.143.321	1.236.011	1.833.790	125.122	25.843	1.984.730	1.735.070	140,38
50-C. Saint-Lô	1.979.665	57.939	2.037.604	814.800	1.209.843	101.324	16.486	1.330.653	1.378.752	169,21
61-D. Alençon	1.687 381	39.599	1.726.980	685.639	949.563	77.755	10.281	1.037.599	917.931	133,88
76-E. Dieppe	1.631.514	19.832	1.651.346	648.961	751.379	68.305	11.933	831.617	844.848	130,18
76-F. Elbeuf	712.048	8.505	720.552	282.781	459.311	31.581	7.316	498.208	461.689	163,27
76-G. Le Havre	4.686 478	54.613	4.741.091	1.861.660	2.469.665	154.615	46.294	2.670.574	2.788.278	149,77
76-H. Rouen	6.844.353	101.730	6.949.083	2.741.916	3.352.100	239.725	55.721	3.647.546	3.964.524	144,59
Total	24.658.119	399.382	25.057.501	9.879.504	13.077.992	963.028	201.153	14.242.173	14.373.931	145,49
Région de Lille.										
02-A. Laon	2.105.957	42.312	2.148.269	850.939	1.301.245	83.308	13.620	1.398.173	1.076.439	126,50
02-B. Saint-Quentin	2.670.645	46.214	2.716.859	1.074.155	1.226.567	97.499	20.963	1.345.029	1.288.329	119,94
59-C. Armentières	1.444.329	14.541	1.458.870	572.209	811.931	60.881	12.221	885.033	873.278	152,57
59-D. Cambrai	1.951.856	24.417	1.976.273	777.108	986.279	70.396	19.417	1.076.092	1.076.537	138,53
59-E. Douai	1.804.360	30.926	1.835.286	724.058	883.366	65.606	15.073	964.045	998.544	137,91
59-F. Dunkerque	2.315.762	24.914	2.340.676	918.884	945.790	91.362	24.793	1.061.945	1.048.455	114,10
59-G. Lille	9.581.136	178.989	9.760.115	3.861.769	3.982.836	317.909	70.536	4.371.281	4.846.224	125,49
59-H. Maubeuge	3.719.060	34.509	3.753.569	1.469.424	2.126.144	100.819	36 361	2.263.354	2.207.097	150,20
59-I. Roubaix	5.138.435	57.088	5.195.523	2.038.740	2.429.635	165.311	43.505	2.638.450	2.841.846	139,39
59-J. Tourcoing	3.898.905	62.805	3.961.710	1.565.991	1.597.522	107.035	31.057	1.735.614	1.927.121	123,06
59-K. Valenciennes	5.038.695	63.194	5.101.889	2.007.094	2.246.174	146.725	44.862	2.437.761	2.552.909	127,19
62-L. Arras	1.732.358	27.998	1.760.356	695.454	790.897	68.096	14.629	873.622	860.684	123,76
62-M. Boulogne	1.963 907	36.691	2.000.598	792.769	1 [illegible] 781	92.669	19.640	1.739.090	1.205.542	152,06
62-N. Calais	2.324.957	30.836	2.355.792	927.779	1.[illegible] 258	110.281	19.232	1.362.771	1.297.430	139,84
62-O. Lens	3.012.800	54.988	3.067.788	1.212.656	1.584.848	187.901	25.892	1.798.641	1.726.650	142,39
80-P. Amiens	4.255.616	63.835	4.319.451	1.700.799	2.212.659	165.612	32.107	2.410.378	2.529.990	148,75
Total	52.958.768	791.256	53.753.024	21.189.828	25.985.932	1.931.440	443.877	28.361.249	28.357.045	133,82
Région de Nancy.										
08-A. Charleville	3.755.174	43.915	3.799.090	1.491.934	2.117.551	131.034	37.047	2.285.632	2.364.757	158,50
10-B. Troyes	3.033.140	49.369	3.082.509	1.214.586	1.604.734	130.297	19.848	1.754.879	1.853.944	152,64
51-C. Reims	4.441.307	96.521	4.537.828	1.798.597	2.633.507	174.841	37.361	2.845.712	2.943.931	163,68
52-D. Chaumont	1.849.939	38.241	1.888.180	746.991	982.328	74.463	14.934	1.071.725	1.103.194	147,68
54-E. Longwy	3.123.188	18.912	3.142.100	1.224.938	1.310.759	86.476	29.096	1.426 331	1.482.5 5	121,03
54-F. Nancy	6.645 585	122.311	6.767 896	2.673.781	3.358.596	268.307	50.441	3.677.344	3.891.565	145,55
55-G. Bar-le-Duc	1.873.609	32.227	1 905.835	749.532	892.711	75.751	15.337	983.799	1 030..38	137,53
88-H. Epinal	4.637.358	67.743	4.705.101	1.852.282	2.561.713	195.317	37.903	2.794.933	2.835.007	153,05
Total	29.359.300	469.239	29.828.539	11.752.541	15.461.899	1.136.489	241.967	16.840.355	17.505.041	148,95

RÉGIONS ET CAISSES	COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES encaissées.			COTISATIONS ventilées au profit de la caisse primaire (2).	PRESTATIONS VERSÉES				PRESTATIONS à la charge de la caisse primaire (3).	POURCENTAGE Prestations (4) / Cotisations.
	Régime général.	Régimes divers (1).	Total.		Maladie.	Maternité.	Décès.	Total.		
Région de Rennes.										
22-A. Saint-Brieuc	1.780.471	68.378	1.848.849	747.104	962.085	79.114	14.121	1.055.320	1.034.976	138,53
29-B. Brest	2.070.473	80.732	2.151.205	865.170	1.431.317	93.591	19.507	1.544.415	1.487.073	171,88
29-C. Quimper	1.783.154	62.183	1.845.337	738.923	1.005.380	67.705	17.585	1.090.670	1.182.294	160,00
35-D. Rennes	3.333.322	117.005	3.450.327	1.389.485	2.050.749	148.628	28.747	2.228.124	2.205.913	158,76
53-E. Laval	1.045.718	30.387	1.076.105	432 001	602.944	41.038	9.725	653.707	620.863	143,72
72-F. Le Mans	3.269.108	83.384	3.352.492	1.333.114	1.708.087	151.199	21.736	1.881.022	1.837.847	137,86
Total	13.282.246	442.069	13.724.315	5.505.797	7.760.562	581.275	111.421	8.453.258	8.368.966	152,00
Région de Nantes.										
37-A. Tours	2.782.161	70.032	2.852.193	1.134.647	1.647.754	122.780	17.937	1.788.471	1.678.242	147,91
44-B. Nantes	5.981.205	160.826	6.142.031	2.451.328	2.846.170	208.900	53.245	3.108.315	3.415.642	139,34
44-C. Saint-Nazaire	—2.528.626	36.949	2.565.575	1.010.879	1.556.496	93.341	28.096	1.677.933	1.503.864	148,77
49-D. Angers	2.494.174	84.469	2.578.643	1.036.638	1.493.321	125.303	17.231	1.635.855	1.625.287	156,78
49-E. Cholet	1.250.646	22.950	1.273.596	502.190	668.733	56.330	7.834	732.897	739.575	147,27
56-I. Vannes	2.256 055	69.521	2.325.576	930.706	1.332.004	96.172	26.493	1.454.669	1.444.451	155,19
85-H. La Roche-sur-Yon	1.462.172	50.961	1.513.153	607.900	853.074	65.775	9.769	928.618	872.869	143,59
Total	18.755.039	495.708	19.250.747	7.674.288	10.397.552	768.601	160.605	11.326.758	11.279.930	146,98
Région d'Orléans.										
18-A. Bourges	2.219.690	50.025	2.269.715	904.554	1.129.858	86.451	17.935	1.234.244	1.278.112	141,29
36-B. Châteauroux	1.688.167	38.973	1.727.140	686.967	623.646	62.167	9.402	695.215	764.687	111,31
41-C. Blois	1.451.687	35.148	1.486.835	591.634	761.474	62.842	8.960	833.276	755.023	127,62
45-D. Orléans	3.638.513	70.290	3.708.803	1.468.225	1.592.650	137.831	23.849	1.754.330	1.839.132	125,26
58-E. Nevers	1.753.645	55.110	1.808.755	725.389	869.256	55.444	9.839	934.539	908.506	125,24
Total	10.751.702	249.546	11.001.248	4.376.769	4.976.884	404.735	69.985	5.451.604	5.545.460	126,70
Région de Dijon.										
21-A. Dijon	3.294.307	97.137	3.391 444	1.352.173	1.581.808	139.506	24.037	1.745.351	1.851.452	137,15
25-B. Besançon	2.624.671	51.961	2.676.632	1.059.557	1.296.241	104.183	15.302	1.415.726	1.279.640	120,77
25-C. Montbéliard	2.823.130	25.779	2.848.909	1.114.613	1.306.645	87.931	19.443	1.414.019	1.458.730	130,87
39-D. Lons-le-Saunier	1.935.188	35.025	1.970.213	778.008	1.073.630	79.060	15.514	1.168.204	1.053.940	135,46
70-E. Vesoul	1.521.927	33.479	1.555.406	616.645	944.896	75.855	11.460	1.032.211	1.015.754	164,72
71-F. Mâcon	4.275.957	101.752	4.377.709	1.738.587	2.202.880	164.967	33.723	2.401.570	2.317.959	133,32
89-G. Auxerre	1.572.874	55.523	1.628.397	653.844	865.147	62.234	13.088	940.469	956.744	146,33
90-H. Belfort	1.846.127	25.806	1.871.933	733.800	959.259	62.749	17.993	1.040.001	1.100.978	150,03
Total	19.894.181	426.462	20.320.643	8.047.227	10.230.506	776.485	150.560	11.157.551	11.038.197	137,16
Région de Limoges.										
16-A. Angoulême	2.161.168	43.124	2.204.292	872.779	972.641	91.174	12.987	1.076.802	1.098.190	125,82
17-B. La Rochelle	2.784.922	80.232	2.865.154	1.144.606	1.916.016	140.314	17.216	2.073.546	1.797.568	157,05
19-C. Tulle	1.200.472	54.901	1.255.373	512.414	780.194	47.216	7.793	835.203	704.268	137,44
23-D. Guéret	478.175	21.142	499.317	202.307	432.401	23.246	5.166	460.813	315.945	156,17
79-E. Niort	1.380.920	43.269	1.424.189	570.631	742.403	66.423	7.512	816.338	851.958	149,30
86-F. Poitiers	1.499.145	53.134	1.552.279	625.356	945.069	96.062	9.961	1.051.092	1.017.313	162,67
87-G. Limoges	2.558.998	79.684	2.638.682	1.059.936	1.452.536	79.725	19.044	1.551.305	1.542.230	145,50
Total	12 063.800	375.486	12.439.286	4.988.029	7.241.260	544.160	79.679	7.865.099	7.327.472	146,90
Région de Clermont-Ferrand.										
03-A. Moulins	3.217.204	87.207	3.304.410	1.317.876	2.074.625	93.888	26.316	2.194.829	1.958.699	148,63
15-B. Aurillac	542.652	26.785	569.437	231.866	431.385	25.565	4.499	461.449	448.398	193,38
43-C. Le Puy	982.285	30.462	1.012.748	402.900	588.097	41.331	7.009	636.437	545.688	135,44
48-D. Mende	236 309	17.565	253.874	104.440	220.769	10.195	1.854	232.818	174.077	166,67
63-E. Clermont-Ferrand	4.834 501	19.768	4.914.269	1.933.141	3.065.420	161.030	36.255	3.262.705	2.698.284	139,58
Total	9.812.951	241.787	10.054.738	3.990.223	6.380.296	332.009	75.933	6.788.238	5.825.146	145,98
Région de Lyon.										
01-C. Bourg	2.286.137	64.534	2.350.671	940.682	2.651.314	109.476	19.874	2.780.664	1.473.149	156,60
07-D. Annonay	635.221	14.585	649.806	255.501	292.135	26.342	5.258	323 735	349.825	136,92
07-E. Privas	1.024.817	30.895	1.055.712	416.854	644.025	42.788	6.730	693.543	657.800	157,80
26-F. Valence	2.600.903	53.105	2.654.008	1.052.494	1.305.371	102.925	19.584	1.427.880	1.467.490	139,47
38-G. Grenoble	6.829.090	135.357	6.964.447	2.757.609	3.993.122	241.040	51.075	4.285.237	3.741.333	135,67
38-H. Vienne	1.856.020	33.458	1.889.478	744.224	867.254	61.406	13.601	915.261	1.010.584	135,79
42-I. Roanne	1.768.672	35.536	1.804.208	715.126	859.835	71.213	11.499	942.547	978.901	136,89
42-J. Saint-Etienne	7.100.012	118.361	7.218.373	2.842.885	3.473.247	97.450	67.990	3.638.687	3.970.678	139,67
69-A. Lyon	17 830.138	354.802	18.184.940	7.184.549	9.214.324	600.745	152.452	9.967 521	10.839.408	150,87
69-B. Villefranche	1.623.204	17.638	1.640.842	643.138	857.675	55.663	15.397	928.735	880.381	136,89
73-K. Chambéry	2.791.292	60.747	2.852.039	1.134.882	1.584.825	133.315	24.825	1.742.965	1.504.379	132,56
74-L. Annecy	3.137.525	51.603	3.189.128	1.257.984	3.007.328	212.002	22.741	3.242.071	1.660.013	131,96
Total	49.483.031	970.621	50.453.652	19.945.928	28.750.455	1.757.365	411.026	30.918.846	28.533.951	143,06

RÉGIONS ET CAISSES	COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES encaissées.			COTISATIONS ventilées au profit de la caisse primaire (2).	PRESTATIONS VERSÉES				PRESTATIONS à la charge de la caisse primaire (3).	POURCENTAGE Prestations (4) / Cotisations.
	Régime général.	Régimes divers (1).	Total.		Maladie.	Maternité.	Décès.	Total.		
Région de Bordeaux.										
33-A. Bordeaux	8.606.656	270.025	8.876.681	3.545.441	5.144.442	327.945	71.620	5.544.007	5.395.249	152,17
24-B. Périgueux	1.605.693	51.022	1.659.715	667.908	1.091.876	70.998	11.670	1.174.544	962.021	144,03
40-C. Mont-de-Marsan	1.134.218	38.854	1.173.071	471.435	878.024	41.219	7.827	927.070	598.571	126,97
47-D. Agen	1.354.957	40.516	1.395.474	558.176	848.113	51.293	11.484	910.890	901.310	161,47
64-E. Bayonne	1.509.511	39.238	1.548.749	617.761	1.575.493	49.005	11.581	1.636.079	826.441	133,78
64-F. Pau	1.719.321	46.233	1.765.554	704.817	1.187.940	66.489	11.455	1.265.884	925.073	129,83
Total	15.930.356	488.888	16.419.244	6.565.538	10.725.888	606.949	125.637	11.458.474	9.608.665	146,35
Région de Toulouse.										
09-A. Foix	808.698	28.091	836.789	336.956	503.567	27.453	7.844	538.864	548.333	162,73
31-B. Toulouse	4.882.493	185.565	5.068.058	2.051.309	3.208.413	207.851	31.847	3.448.111	3.569.059	173,99
32-C. Auch	376.874	17.043	393.917	160.846	261.155	18.047	1.390	280.592	243.351	151,29
46-D. Cahors	470.091	19.512	489.603	198.362	302.315	23.069	2.209	327.683	317.435	160,03
65-E. Tarbes	1.513.287	38.310	1.551.597	616.160	970.846	53.506	8.580	1.032.932	919.398	149,21
81-F. Albi	2.214.992	57.560	2.272.552	901.395	1.270.429	100.761	12.925	1.384.115	1.369.957	151,98
82-G. Montauban	675.784	20.303	696.087	278.982	395.474	39.835	4.495	439.804	419.590	150,40
Total	10.942.219	366.384	11.308.603	4.544.010	6.912.199	470.522	69.380	7.452.101	7.387.123	162,57
Région de Montpellier.										
11-A. Carcassonne	1.124.797	60.246	1.185.043	486.649	730.265	42.405	7.510	780.180	824.198	169,36
12-B. Rodez	1.195.696	43.252	1.238.948	498.407	775.647	44.576	7.185	827.408	863.765	173,31
30-C. Nîmes	2.281.713	91.243	2.372.956	958.987	1.679.596	91.765	16.956	1.788.317	1.778.360	185,44
34-D. Béziers	963.048	42.978	1.006.026	410.227	795.402	43.333	6.302	845.037	833.461	203,17
34-E. Montpellier	1.848.087	66.924	1.915.011	771.488	1.589.333	83.623	16.001	1.688.957	1.549.294	196,93
66-F. Perpignan	1.263.408	59.542	1.322.951	538.489	1.351.893	52.106	7.593	1.411.592	794.875	147,61
Total	8.676.749	364.185	9.040.934	3.664.247	6.922.136	357.808	61.547	7.341.491	6.613.953	180,50
Région de Marseille.										
04-A. Digne	449.204	22.270	471.474	192.659	282.729	15.881	2.618	301.228	283.052	146,92
05-B. Gap	560.545	22.631	583.176	235.722	720.141	25.602	3.573	749.316	374.035	158,68
06-C. Nice	4.728.199	166.664	4.894.863	1.964.067	3.475.742	146.498	33.100	3.655.340	3.187.716	162,30
13-D. Marseille	13.514.482	427.071	13.941.553	5.607.242	10.744.553	501.317	112.646	11.358.516	11.778.214	210,05
20-E. Ajaccio	508.485	29.565	538.050	221.828	473.845	23.930	3.497	501.272	538.109	242,58
83-F. Toulon	2.763.852	109.454	2.873.306	1.165.201	2.344.811	96.502	19.298	2.460.611	2.033.430	174,51
84-G. Avignon	1.990.592	75.116	2.065.708	834.094	1.418.655	84.013	15.176	1.517.844	1.492.390	178,92
Total	24.515.359	852.771	25.368.130	10.220.813	19.460.476	893.743	189.908	20.544.127	19.686.946	192,48
Région de Strasbourg (5).										
Metz	3.880.927	99.766	3.980.693	1.584.419	1.898.985	122.471	31.623	2.053.079	2.155.686	136,06
Sarreguemines	2.148.305	83.076	2.231.381	893.800	1.370.883	73.610	16.100	1.460.593	1.367.953	153,04
57-C. Thionville	3.644.635	46.299	3.690.934	1.450.012	1.852.455	96.749	34.120	1.983.324	2.083.499	143,69
67-D. Haguenau	1.890.365	90.585	1.980.950	802.413	1.294.168	79.722	17.486	1.391.376	1.368.905	170,60
67-E. Sélestat	1.869.722	104.326	1.974.049	803.663	1.381.783	71.180	18.826	1.471.789	1.478.426	183,96
67-F. Strasbourg	5.353.530	329.810	5.683.340	2.348.899	3.939.955	202.903	41.684	4.184.542	4.242.408	180,61
68-G. Colmar	2.268.106	151.523	2.419.629	989.356	2.029.610	96.386	24.296	2.150.292	2.043.794	206,66
68-J. Mulhouse	5.058.837	234.758	5.293.594	2.139.731	3.658.274	170.624	44.388	3.873.286	3.939.507	184,11
Total	26.114.427	1.140.143	27.254.570	11.012.293	17.426.113	913.645	228.523	18.568.281	18.680.178	180,55
France entière	507.028.578	11.033.620	518.062.198	205.271.759	288.814.007	19.062.350	4.010.630	311.886.987	312.131.017 (6)	152,06

(1) Régimes rattachés au régime général pour une partie des risques, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Au titre de la gestion des risques.

(3) Compte tenu des prestations versées par d'autres caisses mais dont la charge incombe en définitive à la caisse considérée et déduction faite des prestations versées par la caisse et dont la charge incombe à d'autres caisses (subsistants).

(4) Prestations à la charge de la caisse.

(5) Compte non tenu des opérations effectuées au titre des prestations supplémentaires du régime local des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

(6) Le total devrait être égal, en principe, à celui de la colonne précédente, la différence constatée s'explique principalement par les décalages qui peuvent se produire entre les caisses lors de la passation des écritures se rapportant aux subsistants.

II. — **Prestations de l'assurance maladie avec ticket modérateur (régime général).**

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
Région de Paris.									
75-A. Paris	8.714.431	3.799.809	5.105.101	14.303.255	1.022.632	14.898.062	68.868	258.182	48.170.340
28-B. Chartres	95.047	29.125	47.720	197.246	13.602	92.849	242	1.040	476.961
60-C. Beauvais	182.082	60.134	68.419	349.336	19.594	99.954	346	3.484	783.049
60-D. Creil	141.262	56.156	51.924	267.619	15.341	105.936	371	945	639.551
75-G. La Bateilerie	14.885	6.919	5.426	23.871	1.933	33.725	217	7	86.983
77-H. Melun	313.253	127.139	120.208	582.018	36.704	289.796	829	13.194	1.483.141
Total	9.460.960	4.079.282	5.398.498	15.723.345	1.109.896	15.520.322	70.873	276.852	51.640.028
Région de Rouen.									
14-A. Caen	183.476	56.324	61.236	421.090	24.865	161.278	464	2.529	911.262
27-B. Evreux	147.171	52.360	93.128	337.483	27.919	118.132	330	879	777.402
50-C. Saint-Lô	107.990	43.118	55.142	258.532	12.165	126.643	269	202	603.971
61-D. Alençon	73.779	27.537	44.303	186.268	16.350	56.269	87.656	693	492.855
76-E. Dieppe	85.157	35.054	45.797	173.584	12.412	108.619	170	1.052	461.845
76-F. Elbeuf	30.901	13.115	15.628	83.547	7.642	30.571	158	360	181.922
76-G. Le Havre	244.093	83.357	126.813	558.948	38.263	160.169	840	6.947	1.219.430
76-H. Rouen	292.904	98.597	151.264	669.994	54.292	357.286	2.137	21.247	1.647.721
Total	1.165.381	409.462	593.311	2.689.446	193.908	1.118.967	92.024	33.909	6.296.408
Région de Lille.									
02-A. Laon	99.693	39.136	39.155	218.346	15.495	58.976	450	2.890	474.141
02-B. Saint-Quentin	116.219	43.066	48.930	281.792	19.575	62.671	184	23	572.460
59-C. Armentières	57.770	17.797	17.796	135.699	8.959	43.413	332	1.467	283.233
59-D. Cambrai	90.953	37.093	34.485	248.755	13.064	54.841	796	71	480.058
59-E. Douai	64.958	24.846	27.781	165.180	8.806	40.755	155	747	333.228
59-F. Dunkerque	78.140	36.486	34.409	217.623	14.047	57.401	145	»	438.251
59-G. Lille	362.935	109.243	114.270	745.577	41.800	282.879	1.841	27	1.658.542
59-H. Maubeuge	160.878	62.298	108.730	665.359	27.392	100.970	138	1.280	1.127.045
59-I. Roubaix	214.112	68.846	58.581	515.117	15.093	179.535	585	1	1.051.868
59-J. Tourcoing	140.588	37.748	45.132	323.574	21.259	95.346	440	»	664.087
59-K. Valenciennes	206.628	127.378	89.371	531.287	24.548	220.076	1.937	578	1.201.773
62-L. Arras	88.252	32.391	36.990	211.482	11.186	34.799	102	531	415.733
62-M. Boulogne	110.041	40.470	37.628	252.222	16.049	86.550	174	545	543.679
62-N. Calais	120.643	41.759	39.637	294.976	18.958	34.976	135	208	551.292
62-O. Lens	161.886	50.470	56.287	342.895	16.482	85.383	728	298	714.429
80-P. Amiens	172.753	66.844	75.843	465.903	30.011	119.787	466	68.758	1.000.365
Total	2.246.449	835.871	865.025	5.615.787	302.694	1.558.358	8.578	77.422	11.510.184
Région de Nancy.									
08-A. Charleville	168.291	61.220	102.074	392.657	21.207	144.581	255	858	891.143
10-B. Troyes	142.503	54.369	64.708	320.628	27.383	134.728	16.330	1.344	761.963
51-C. Reims	221.739	108.037	74.747	659.363	36.420	185.412	825	2.559	1.289.372
52-D. Chaumont	105.945	35.425	33.186	218.097	9.803	82.304	22.283	542	507.585
54-E. Longwy	126.608	57.940	66.022	267.245	16.281	99.099	567	5.036	638.798
54-F. Nancy	283.977	123.476	182.728	595.786	51.980	350.246	2.220	1.804	1.592.217
55-G. Bar-le-Duc	87.453	29.613	34.035	181.858	11.560	119.886	370	44	464.819
88-H. Epinal	183.574	64.949	133.431	466.693	35.692	155.037	100.514	1.325	1.141.215
Total	1.320.090	535.029	690.931	3.102.597	210.326	1.271.293	143.364	13.482	7.287.412

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
Région de Rennes.									
22-A. Saint-Brieuc	91.970	44.880	46.835	177.653	9.791	55.801	403	1	427.334
29-B. Brest	101.115	64.731	65.321	234.163	14.383	74.797	742	804	556.056
29-C. Quimper	70.476	38.592	54.868	169.395	10.362	39.749	162	454	384.058
35-D. Rennes	193.814	84.711	99.056	413.485	27.677	136.211	1.022	1.521	957.500
53-E. Laval	44.510	19.850	26.030	111.837	7.185	39.937	162	»	249.511
72-F Le Mans	167.063	77.424	100.693	389.026	26.821	111.400	636	5.596	878.659
Total	668.948	330.188	392.803	1.495.559	96.219	457.895	3.127	8.379	3.453.118
Région de Nantes.									
37-A. Tours	136.346	53.944	84.504	330.452	21.669	139.118	568	1.563	768.164
44-B. Nantes	237.345	112.918	165.443	546.796	47.239	218.211	1.955	146	1.330.053
44-C. Saint-Nazaire	141.738	67.328	79.138	343.064	21.175	165.144	1.132	3.230	841.949
49-D. Angers	128.149	43.076	91.005	338.792	21.579	139.592	80	3.879	766.152
49-E. Cholet	65.027	19.767	31.532	186.317	12.371	26.509	130	1.223	342.876
85-H. La Roche-sur-Yon	96.955	37.865	37.977	219.209	13.739	99.177	204	1.618	456.444
56-I. Vannes	118.363	46.631	65.795	256.543	13.278	50.466	489	»	601.025
Total	923.923	381.529	555.394	2.221.173	151.050	858.217	4.558	11.689	5.107.533
Région d'Orléans.									
18-A. Bourges	93.306	38.919	53.019	232.919	16.216	91.942	605	9.973	536.899
36-B. Châteauroux	57.574	23.657	33.557	152.239	10.029	50.579	320	6.925	334.880
41-C. Blois	69.994	23.069	34.974	159.618	12.694	56.348	207	— 1.721	355.183
45-D. Orléans	142.673	64.297	77.358	336.363	24.363	114.030	367	35.850	795.301
58-E. Nevers	69.637	27.222	39.862	197.683	11.683	84.549	37.070	447	467.823
Total	433.184	177.164	238.770	1.078.822	74.985	397.448	38.569	51.144	2.490.086
Région de Dijon.									
21-A. Dijon	129.318	52.082	87.666	372.728	25.056	128.484	1.116	3.005	799.455
25-B. Besançon	117.441	44.173	71.552	232.429	16.004	94.949	619	6.273	583.440
25-C. Montbéliard	126.072	58.518	68.725	278.313	14.557	72.889	299	— 19	619.354
39-D. Lons-le-Saunier	76.181	33.282	63.936	198.213	11.854	59.394	20.358	331	463.549
70-E. Vesoul	102.809	36.846	39.952	183.716	11.130	110.095	17.642	4.949	507.139
71-F. Mâcon	160.979	65.878	108.371	446.528	28.811	198.953	4.064	6.636	1.020.220
89-G. Auxerre	91.833	33.566	44.011	219.501	14.739	58.178	528	2.439	464.815
90-H. Belfort	81.672	38.007	46.334	177.972	11.217	78.956	459	1.726	436.343
Total	886.305	362.352	530.547	2.109.400	133.368	801.898	45.085	25.360	4.894.315
Région de Limoges.									
16-A. Angoulême	97.819	45.019	53.208	242.858	14.445	67.097	1.035	395	521.876
17-B. La Rochelle	164.824	61.071	65.225	469.359	26.391	148.032	1.349	— 16	936.235
19-C Tulle	73.906	27.874	45.345	141.614	9.824	45.799	562	46	344.970
23-D. Guéret	33.570	11.338	21.495	70.885	4.990	24.490	6.292	— 8	173.052
79-E. Niort	86.725	31.612	28.629	205.348	13.178	36.437	217	»	402.146
86-F. Poitiers	98.093	39.250	41.288	215.169	13.925	63.102	39.470	— 1	510.296
87-G. Limoges	128.181	44.222	84.732	303.638	23.083	65.565	1.114	7.185	657.720
Total	683.118	260.386	339.922	1.648.871	105.836	450.522	50.039	7.601	3.546.295
Région de Clermont-Ferrand.									
03-A. Moulins	133.581	55.285	86.772	367.742	24.181	157.571	240.515	502	1.036.149
15-B. Aurillac	35.937	16.470	18.803	74.473	5.517	27.388	417	4	179.009
43-C. Le Puy	37.042	19.911	28.166	98.263	8.253	37.006	352	117	229.110
48-D. Mende	18.052	4.066	9.696	35.508	2.679	19.946	361	21	90.329
63-E. Clermont-Ferrand	209.384	87.966	125.598	476.156	34.338	207.045	493.317	3	1.634.807
Total	434.996	183.698	269.035	1.052.142	74.968	448.956	704.962	647	3.169.404

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
Région de Lyon.									
69-A. Lyon	925.194	77.890	460.486	1.128.142	104.486	3.045.110	6.748	815	5.748.871
69-B. Villefranche	41.055	17.781	41.250	120.701	10.057	80.217	529	380	314.970
01-C. Bourg	100.919	44.162	81.440	229.583	14.185	122.387	19.240	9.209	621.425
07-D. Annonay	24.405	11.232	14.590	54.446	3.943	26.065	502	1.168	136.051
07-E. Privas	49.355	18.610	26.221	110.669	7.611	38.836	3.448	5.998	260.748
26-F. Valence	92.045	46.950	61.999	253.405	16.837	123.839	920	14.457	610.452
38-G. Grenoble	211.694	105.645	139.799	638.017	36.967	314.370	65.845	358	1.512.695
38-H. Vienne	53.109	32.262	44.985	134.524	8.695	113.197	634	1.205	388.611
42-I. Roanne	53.834	39.297	52.905	137.389	11.404	65.513	1.175	457	361.974
42-J. Saint-Etienne	175.830	120.913	135.532	573.921	42.250	310.770	1.946	6.136	1.367.298
73-K. Chambéry	95.789	46.603	59.384	263.029	13.710	134.031	222.339	642	835.518
74-L. Annecy	92.137	54.847	79.109	229.138	13.668	171.146	20.575	72	660.692
Total	1.918.357	616.192	1.197.700	3.872.964	283.813	4.545.481	343.601	40.897	12.819.005
Région de Bordeaux.									
33-A. Bordeaux	526.637	183.808	209.990	1.001.460	69.740	464.838	667	61.441	2.527.481
24-B. Périgueux	102.465	39.570	43.507	209.022	13.745	70.352	9.567	379	479.707
40-C. Mont-de-Marsan	67.420	23.180	35.654	111.095	9.470	46.845	74.995	2.620	371.279
47-D. Agen	95.267	50.237	37.246	191.614	12.456	74.391	1.404	267	462.882
64-E. Bayonne	88.502	38.392	47.975	168.174	12.362	82.365	2.270	236	440.276
64-F. Pau	99.015	47.765	53.962	178.801	14.919	57.796	38.523	1.144	491.925
Total	979.306	382.952	428.334	1.860.166	132.692	796.587	127.426	66.087	4.773.550
Région de Toulouse.									
09-A. Foix	51.618	21.304	28.369	93.245	9.562	27.753	14.760	76	246.687
31-B. Toulouse	305.915	165.260	132.119	649.262	40.908	336.850	116.303	— 864	1.745.753
32-C. Auch	25.731	10.969	13.783	49.464	4.083	21.551	14.326	75	139.982
46-D. Cahors	37.654	13.786	15.276	69.635	5.121	25.861	344	106	167.783
65-E. Tarbes	90.466	49.411	48.765	166.120	9.579	63.642	66.776	191	494.950
81-F. Albi	118.755	51.823	57.973	267.186	19.389	97.320	2.520	197	615.163
82-G. Montauban	38.433	15.548	15.386	85.463	6.946	43.410	319	117	205.622
Total	668.572	328.101	311.671	1.380.375	95.588	616.387	215.348	— 102	3.615.940
Région de Montpellier.									
11-A. Carcassonne	83.658	41.424	44.586	159.535	15.559	98.421	3.089	155	446.427
12-B. Rodez	79.163	28.356	44.003	174.281	12.143	40.771	1.882	1.619	382.218
30-C. Nîmes	163.648	98.875	54.966	321.374	23.928	314.699	2.266	25.709	1.005.465
34-D. Béziers	80.489	50.443	33.472	186.850	13.784	62.018	2.040	333	429.429
34-E. Montpellier	140.605	88.489	68.714	268.789	23.933	316.325	3.691	4.752	915.298
66-F. Perpignan	80.326	55.717	24.634	146.027	10.514	97.663	37.586	327	452.794
Total	627.889	363.304	270.375	1.256.856	99.861	929.897	50.554	32.895	3.631.631
Région de Marseille.									
04-A. Digne	21.870	10.896	13.419	46.180	3.912	22.349	1.646	197	120.469
05-B. Gap	27.042	17.229	12.471	59.249	4.424	27.031	227	339	148.012
06-C. Nice	232.952	187.485	160.746	633.439	43.852	644.357	2.118	63.393	1.968.342
13-D. Marseille	909.000	766.866	312.644	1.793.398	140.372	1.984.095	24.072	55.710	5.986.157
20-E. Ajaccio	49.018	52.318	17.471	104.671	5.112	133.868	183	79	362.720
83-F. Toulon	122.842	93.204	69.706	327.345	23.193	252.144	1.382	7.799	897.615
84-G. Avignon	134.393	60.303	60.517	325.784	14.530	184.038	940	830	781.335
Total	1.497.117	1.188.301	646.974	3.290.066	235.395	3.247.882	30.568	128.347	10.264.650
Région de Strasbourg.									
57-A. Metz	193.141	107.522	123.615	426.387	26.677	214.389	6.214	3.280	1.101.225
57-B. Sarreguemines	116.838	57.015	79.368	226.237	15.865	173.810	1.504	156	670.793
57-C. Thionville	181.151	96.445	105.798	415.749	24.476	138.756	1.149	1	963.525
67-D. Haguenau	137.145	58.075	97.999	233.859	16.209	163.260	1.346	»	707.893
67-E. Sélestat	134.062	58.753	95.702	246.811	20.266	156.769	1.973	194	714.530
67-F. Strasbourg	367.976	236.726	291.024	659.945	52.897	458.218	9.932	25	2 076.743
68-G. Colmar	147.331	92.217	110.018	247.937	21.124	234.399	2.982	»	856.008
68-J. Mulhouse	283.412	170.936	205.734	613.845	47.640	373.457	5.640	505	1.701.169
Total	1.561.056	877.689	1.109.258	3.070.770	225.154	1.913.058	30.740	4.161	8.791.886
France entière	25.475.651	11.311.500	13.838.548	51.468.399	3.525.753	34.933.168	1.959.416	778.770	143.291.145

III. — **Ventilation des frais médicaux de l'assurance maladie avec ticket modérateur.**

RÉGIONS ET CAISSES	CONSULTATIONS	VISITES	PRATIQUE médicale courante.	SOINS d'auxiliaires.	FRAIS de déplacement.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	TOTAL
Région de Paris.							
75-A. Paris	3.164.169	1.857.634	1.999.551	742.052	72.594	878.431	8.714.431
28-B. Chartres	30.163	33.425	4.058	9.793	10.848	6.780	95.047
60-C. Beauvais	55.562	75.691	5.788	12.371	28.405	4.265	182.082
60-D. Creil	48.831	55.525	7.753	12.090	11.368	5.695	141.262
75-G. La Batellerie	4.930	3.975	736	943	1.491	2.810	14.885
77-H. Melun	104.204	117.988	18.955	27.861	23.907	20.338	313.253
Total	3.407.859	2.144.238	2.036.821	805.110	148.613	918.319	9.460.960
Région de Rouen.							
14-A. Caen	51.862	64.769	7.293	34.759	13.612	14.181	183.476
27-B. Evreux	43.332	45.475	6.415	19.000	27.693	5.256	147.171
50-C. Saint-Lô	31.889	35.666	4.270	17.075	10.626	8.374	107.900
61-D. Alençon	22.569	23.977	2.584	12.649	10.407	1.593	73.779
76-E. Dieppe	21.432	25.741	8.016	15.148	12.259	2.561	85.157
76-F. Elbeuf	9.665	9.139	1.199	7.588	1.364	1.946	30.901
76-G. Le Havre	72.615	76.511	8.071	64.758	11.189	10.949	244.093
76-H. Rouen	89.794	89.983	12.951	53.958	20.121	26.097	292.904
Total	343.158	368.261	50.799	224.935	107.271	70.957	1.165.381
Région de Lille.							
02-A. Laon	30.628	36.386	5.198	8.406	13.123	5.952	99.693
02-B. Saint-Quentin	25.461	45.747	3.978	13.667	12.997	4.369	116.219
59-C. Armentières	20.714	23.840	1.758	5.282	2.451	3.725	57.770
59-D. Cambrai	25.632	44.346	2.508	5.978	8.237	4.252	90.953
59-E. Douai	22.522	28.256	1.780	7.386	1.351	3.663	64.958
59-F. Dunkerque	28.016	32.086	2.384	8.349	3.990	3.315	78.140
59-G. Lille	171.747	113.706	6.907	20.389	4.337	45.849	352.935
59-H. Maubeuge	51.457	72.173	4.351	19.565	11.381	1.951	160.878
59-I. Roubaix	73.734	71.767	6.403	36.860	305	25.043	214.112
59-J. Tourcoing	51.604	51.572	3.552	20.420	387	13.053	140.588
59-K. Valenciennes	69.798	84.134	5.392	28.789	8.792	9.723	206.628
62-L. Arras	25.708	82.711	3.235	10.430	8.303	3.165	88.252
62-M. Boulogne	38.859	45.897	4.240	7.641	10.195	3.209	110.041
62-N. Calais	44.794	47.268	3.075	16.775	6.509	2.222	120.643
62-O. Lens	62.328	54.654	5.972	16.209	8.639	14.084	161.886
80-P. Amiens	50.760	74.094	6.533	13.949	21.766	5.651	172.753
Total	804.762	864.637	67.266	239.795	120.763	149.226	2.246.449
Région de Nancy.							
08-A. Charleville	51.684	60.053	9.596	14.311	17.815	14.832	168.291
10-B. Troyes	40.213	34.383	7.294	20.303	24.648	15.662	142.503
51-C. Reims	80.492	70.309	12.097	38.182	12.451	8.508	221.739
52-D. Chaumont	34.064	36.878	5.405	8.968	13.492	7.138	105.945
54-E. Longwy	47.282	38.052	11.333	15.181	12.437	2.323	126.608
54-F. Nancy	105.752	85.123	15.892	42.274	12.866	22.070	283.977
55-G. Bar-le-Duc	24.143	26.373	3.863	7.891	16.077	9.106	87.453
88-H. Epinal	73.499	50.329	9.473	25.030	19.946	5.297	183.574
Total	457.129	401.500	74.953	172.140	129.432	84.936	1.320.090
Région de Rennes.							
22-A. Saint-Brieuc	31.260	28.472	7.452	9.108	11.444	4.234	91.970
29-B. Brest	37.184	31.416	8.166	14.582	4.928	4.838	101.114
29-C. Quimper	29.596	20.506	4.428	9.706	4.273	1.908	70.477
35-D. Rennes	70.713	62.029	16.011	24.426	11.382	9.252	193.813
53-E. Laval	15.521	14.668	1.683	5.722	5.570	1.347	44.511
72-F. Le Mans	54.308	56.533	11.648	22.812	13.895	7.867	167.063
Total	238.582	213.624	49.388	86.416	51.492	29.446	668.948

RÉGIONS ET CAISSES	CONSULTATIONS	VISITES	PRATIQUE médicale courante.	SOINS d'auxiliaires.	FRAIS de déplacement.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	TOTAL
Région de Nantes.							
37-A. Tours	40.618	43.430	5.830	17.182	13.139	16.117	136.346
44-B. Nantes	73.712	70.751	11.775	44.083	22.646	14.348	237.345
44-C. Saint-Nazaire	42.505	36.827	7.574	31.071	13.704	10.057	141.738
49-D. Angers	39.179	39.629	5.601	24.506	12.041	7.193	128.149
49-E. Cholet	17.348	22.634	2.361	14.368	7.003	1.313	65.027
85-H. La Roche-sur-Yon	30.062	36.736	3.380	10.235	14.574	1.968	96.955
56-I. Vannes	38.054	33.973	6.634	17.331	16.072	6.299	118.363
Total	281.508	283.980	43.155	158.776	99.179	57.325	923.923
Région d'Orléans.							
18-A. Bourges	28.651	29.894	4.127	11.165	14.677	4.792	93.306
36-B. Châteauroux	18.259	19.568	2.394	5.262	8.569	3.522	57.574
41-C. Blois	20.279	22.983	3.313	6.567	13.268	3.584	69.994
45-D. Orléans	45.185	50.946	7.860	18.023	11.715	8.644	142.673
58-E. Nevers	23.197	24.608	3.269	6.847	8.478	3.238	69.637
Total	135.871	147.999	20.963	47.864	56.707	23.780	433.184
Région de Dijon.							
21-A. Dijon	41.233	39.294	6.794	22.476	12.245	7.276	129.318
25-B. Besançon	41.047	37.110	5.012	16.544	11.561	6.167	117.441
25-C. Montbéliard	50.361	37.515	7.461	16.810	11.667	2.258	126.072
39-D. Lons-le-Saunier	24.167	22.590	3.307	13.043	8.974	4.100	76.181
70-E. Vesoul	34.873	29.378	6.049	9.178	13.755	9.576	102.809
71-F. Mâcon	54.405	43.388	8.258	20.313	17.042	17.573	160.979
89-G. Auxerre	26.058	35.806	4.954	9.101	11.788	4.126	91.833
90-H. Belfort	35.188	19.132	4.177	12.947	5.415	4.813	81.672
Total	307.332	264.213	46.012	120.412	92.447	55.889	886.305
Région de Limoges.							
16-A. Angoulême	30.590	37.616	5.334	6.384	9.894	7.971	97.819
17-B. La Rochelle	47.059	61.861	7.750	18.633	24.992	4.529	164.824
19-C. Tulle	21.508	24.456	4.450	6.095	13.420	3.977	73.906
23-D. Guéret	10.205	11.384	2.238	1.554	7.373	816	33.570
79-E. Niort	23.829	34.341	5.093	8.422	11.929	3.111	86.725
86-F. Poitiers	27.376	37.818	4.319	9.475	16.969	2.136	98.093
87-G. Limoges	49.350	38.639	7.280	10.358	14.503	8.051	128.181
Total	209.917	246.115	36.464	60.921	99.080	30.591	683.118
Région de Clermont-Ferrand.							
03-A. Moulins	39.442	36.368	5.518	26.456	17.414	8.383	133.581
15-B. Aurillac	10.636	12.435	1.349	4.052	6.408	1.057	35.937
43-C. Le Puy	14.028	8.357	1.426	5.717	5.593	1.921	37.042
48-D. Mende	5.043	5.585	468	2.427	3.500	1.029	18.052
63-E. Clermont-Ferrand	82.289	50.735	7.681	36.655	23.816	9.208	209.384
Total	151.438	113.480	16.442	75.307	56.731	21.598	434.996

RÉGIONS ET CAISSES	CONSULTATIONS	VISITES	PRATIQUE médicale courante.	SOINS d'auxiliaires.	FRAIS de déplacement.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	TOTAL
Région de Lyon.							
69-A. Lyon	167.541	104.828	191.558	90.721	16.286	354.257	925.191
69-B. Villefranche	14.237	13.432	2.167	4.577	4.535	5.107	44.055
01-C. Bourg	34.456	30.264	6.141	9.548	11.095	9.415	100.919
07-D. Annonay	9.051	6.094	949	3.251	2.203	2.857	24.405
07-E. Privas	16.315	12.965	2.009	6.311	8.597	3.128	49.355
26-F. Valence	28.486	23.847	3.859	17.219	7.543	11.091	92.045
38-G. Grenoble	75.665	49.523	9.791	40.710	13.580	22.395	211.694
38-H. Vienne	16.934	13.269	3.288	9.373	5.817	4.428	53.109
42-I. Roanne	16.334	12.530	2.131	11.949	6.734	4.156	53.834
42-J. Saint-Etienne	67.012	40.180	6.154	40.285	3.917	18.282	175.830
73-K. Chambéry	32.232	20.012	5.781	12.694	13.563	11.498	95.780
74-L. Annecy	32.885	20.807	4.982	14.438	8.127	10.898	92.137
Total	511.151	347.751	238.810	261.136	101.997	457.512	1.918.357
Région de Bordeaux.							
33-A. Bordeaux	181.168	204.295	44.065	37.703	21.173	38.233	526.637
24-B. Périgueux	34.849	40.593	3.902	6.555	12.675	3.891	102.465
40-C. Mont-de-Marsan	23.331	26.935	4.733	2.010	8.492	1.919	67.420
47-D. Agen	34.986	31.113	10.288	5.551	9.006	4.323	95.267
64-E. Bayonne	33.221	35.170	6.186	7.232	4.693	1.400	88.502
64-F. Pau	37.048	38.211	6.610	5.765	9.700	1.651	99.015
Total	344.603	376.617	76.114	64.816	65.739	51.417	979.306
Région de Toulouse.							
09-A. Foix	18.010	16.513	4.581	2.489	8.556	1.469	51.618
31-B. Toulouse	106.591	104.070	31.608	30.590	18.465	14.591	305.915
32-C. Auch	9.154	9.047	2.865	340	3.227	1.098	25.731
46-D. Cahors	12.830	13.430	2.815	1.671	5.729	1.179	37.654
65-E. Tarbes	38.085	31.720	5.604	4.919	8.293	1.845	90.466
81-F. Albi	45.823	39.304	6.897	9.902	14.152	2.677	118.755
82-G. Montauban	12.731	14.407	2.377	2.001	5.369	1.548	38.433
Total	243.224	228.491	59.747	51.912	63.791	21.407	668.572
Région de Montpellier.							
11-A. Carcassonne	24.858	32.649	7.616	6.627	6.397	5.511	83.658
12-B. Rodez	27.664	22.820	2.725	12.900	9.978	3.076	79.163
30-C. Nîmes	53.810	52.983	9.872	18.856	15.646	12.481	163.648
34-D. Béziers	28.963	31.567	7.203	6.228	2.199	4.329	80.489
34-E. Montpellier	40.544	54.896	7.720	9.956	10.751	16.738	140.605
66-F. Perpignan	28.867	31.609	8.623	2.647	3.441	2.139	80.326
Total	204.706	229.524	43.759	57.214	48.412	44.274	627.889
Région de Marseille.							
04-A. Digne	7.238	6.753	1.318	2.027	1.936	2.598	21.870
05-B. Gap	9.344	5.616	1.438	3.160	6.326	1.158	27.042
06-C. Nice	84.563	49.542	13.722	37.921	8.080	39.124	232.952
13-D. Marseille	342.300	182.266	59.625	182.987	22.274	119.548	909.000
20-E. Ajaccio	16.301	10.581	3.404	4.813	7.221	6.668	49.018
83-F. Toulon	47.771	32.303	8.978	17.353	8.738	7.699	122.842
84-G. Avignon	47.796	44.386	8.011	22.203	3.362	8.635	134.393
Total	555.313	331.447	96.496	270.494	57.937	185.430	1.497.117
Région de Strasbourg.							
57-A. Metz	93.334	50.479	12.183	17.356	8.796	10.993	193.141
57-B. Sarreguemines	52.416	27.014	6.480	4.587	10.344	15.997	116.838
57-C. Thionville	94.248	44.400	11.257	18.672	6.412	6.162	181.151
67-D. Haguenau	61.583	41.727	6.075	5.976	6.056	15.728	137.145
67-E. Sélestat	59.407	44.336	6.506	6.853	1.236	15.724	134.062
67-F. Strasbourg	182.925	99.029	20.807	41.736	839	22.640	367.976
68-G. Colmar	61.540	37.562	8.779	9.020	5.411	22.019	147.331
68-J. Mulhouse	136.009	79.298	19.439	23.956	»	24.710	283.412
Total	744.462	423.845	91.526	128.156	39.094	133.973	1.561.056
France entière	8.941.015	6.985.752	3.048.715	2.825.404	1.338.685	2.336.079	25.475.650

IV. — **Prestations de l'assurance maladie sans ticket modérateur (régime général).**

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
Région de Paris.									
75-A. Paris	1.609.345	2.259.578	252.464	2.826.291	154.491	14.377.559	9.174	116.302	21.605.204
28-B. Chartres	21.681	17.461	1.273	32.184	2.779	381.938	89	1.146	458.551
60-C. Beauvais	46.235	46.125	3.858	79.475	2.290	399.642	35	3.723	581.383
60-D. Creil	29.239	26.308	1.663	44.647	1.866	527.812	360	10.168	642.063
75-G. La Batellerie	3.932	1.935	64	3.036	96	46.718	24	4	55.809
77-H. Melun	59.080	58.097	4.751	73.281	5.171	675.964	336	40.482	917.162
Total	1.769.512	2.409.504	264.073	3.058.914	166.693	16.409.633	10.018	171.825	24.260.172
Région de Rouen.									
14-A. Caen	51.894	46.629	1.872	75.363	3.216	441.648	5	1.674	623.301
27-B. Evreux	32.437	31.839	3.486	55.326	3.874	536.978	68	618	664.626
50-C. Saint-Lô	31.992	32.208	2.499	46.699	1.796	241.441	163	1.779	358.577
61-D. Alençon	15.851	24.582	1.772	35.714	2.550	174.097	10.528	481	265.575
76-E. Dieppe	13.481	7.293	1.076	23.487	1.027	58.479	6	3	104.852
76-F. Elbeuf	12.031	10.671	1.684	24.849	1.865	87.918	20	1.079	140.177
76-G. Le Havre	61.511	56.944	3.866	102.013	5.391	427.938	145	3.621	661.429
76-H. Rouen	80.689	63.437	8.770	141.039	10.744	553.350	392	2.106	860.527
Total	299.946	273.603	25.025	504.490	31.463	2.521.849	11.327	11.361	3.679.061
Région de Lille.									
02-A. Laon	24.147	28.723	1.122	29.061	1.899	567.120	23	— 27.080	625.015
02-B. Saint-Quentin	25.987	24.872	1.261	38.435	2.500	253.233	6	»	346.294
59-C. Armentières	27.438	16.486	1.245	56.392	1.997	89.685	85	3.339	196.667
59-D. Cambrai	22.206	10.319	515	53.124	1.326	99.486	80	20	187.076
59-E. Douai	22.858	16.590	1.903	48.529	2.097	72.407	28	366	164.778
59-F. Dunkerque	19.986	27.995	1.183	43.967	1.512	155.610	27	169	250.449
59-G. Lille	116.565	69.130	3.205	223.169	6.307	544.813	247	5.651	969.087
59-H. Maubeuge	26.335	36.585	3.850	62.887	3.096	291.310	30	1.639	425.732
59-I. Roubaix	73.056	49.711	3.146	180.613	2.418	326.065	48	— 3	635.054
59-J. Tourcoing	40.891	28.138	1.687	89.809	3.392	199.732	223	294	364.166
59-K. Valenciennes	27.456	32.563	2.065	73.176	2.441	113.677	202	416	251.396
62-L. Arras	23.322	21.426	1.012	35.606	901	111.096	126	»	193.489
62-M. Boulogne	28.533	21.605	1.230	44.963	5.618	686.517	48	24.631	813.145
62-N. Calais	29.179	37.670	1.827	66.421	2.634	207.578	52	482	345.843
62-O. Lens	50.667	22.794	1.476	70.244	2.368	182.868	136	1.175	331.728
80-P. Amiens	48.805	35.158	3.186	95.111	4.005	358.754	203	33.078	578.300
Total	607.431	479.765	29.913	1.211.507	44.211	4.259.951	1.564	43.877	6.678.219
Région de Nancy.									
08-A. Charleville	58.813	37.802	4.466	76.891	3.593	384.543	1	189	566.298
10-B. Troyes	38.436	38.665	3.730	73.141	4.662	209.004	7.280	142	375.060
51-C. Reims	56.735	66.172	3.006	112.930	4.991	467.927	142	1.374	713.277
52-D. Chaumont	33.391	24.415	1.298	26.828	1.763	146.655	5.330	— 4.653	235.027
54-E. Longwy	19.578	30.698	1.225	26.151	1.704	214.565	430	2.386	296.737
54-F. Nancy	86.575	82.506	5.410	98.504	7.688	634.676	546	5.189	921.094
55-G. Bar-le-Duc	19.147	10.963	663	17.935	998	131.894	88	915	182.603
88-H. Epinal	44.674	60.279	4.264	100.083	5.754	445.376	13.043	1.483	674.956
Total	357.349	351.500	24.062	532.463	31.153	2.634.640	26.860	7.025	3.965.052
Région de Rennes.									
22-A. Saint-Brieuc	27.981	37.900	1.505	33.778	1.027	238.855	78	»	341.124
29-B. Brest	39.265	63.053	3.237	62.664	3.289	413.350	42	2.335	587.235
29-C. Quimper	27.907	43.758	3.300	57.652	2.375	172.406	79	1.221	308.698
35-D. Rennes	68.031	67.326	6.087	95.801	5.384	430.382	265	4.055	677.331
53-E. Laval	15.850	21.002	2.730	21.171	979	162.414	54	— 1	224.199
72-F. Le Mans	35.816	50.453	5.454	55.447	3.260	335.562	145	1.719	487.556
Total	214.850	283.492	22.313	326.213	16.314	1.752.969	663	9.329	2.626.143

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
Région de Nantes.									
37-A. Tours	42.710	44.623	3.362	40.937	2.261	435.910	346	1.402	571.551
44-B. Nantes	66.925	80.752	4.030	68.798	3.611	640.920	348	968	866.352
44-C. Saint-Nazaire	18.550	26.216	1.550	34.240	1.419	230.058	78	1.470	313.581
49-D. Angers	22.618	39.962	6.293	59.489	3.692	345.587	596	1.748	480.015
49-E. Cholet	16.595	20.160	1.719	38.611	1.562	95.399	3	1.443	175.492
85-H. La Roche-sur-Yon	19.352	32.128	2.149	30.211	1.932	172.690	3	61	258.586
56-I. Vannes	37.921	27.069	1.555	47.231	2.816	356.443	206	6.191	479.432
Total	224.701	270.910	20.658	319.517	17.353	2.277.007	1.580	13.283	3.145.009
Région d'Orléans.									
18-A. Bourges	24.476	24.215	2.091	39.564	2.535	212.129	77	3.996	309.083
36-B. Châteauroux	10.481	12.694	1.174	20.124	1.089	81.140	179	2.982	129.863
41-C. Blois	18.403	17.428	1.468	26.898	1.636	177.585	95	1.284	244.887
45-D. Orléans	31.389	31.304	2.730	53.703	3.677	205.623	160	90.337	418.923
58-E. Nevers	14.961	19.201	1.407	29.268	1.557	159.021	1.793	913	228.121
Total	99.800	104.842	8.870	169.557	10.494	835.498	2.304	99.512	1.330.877
Région de Dijon.									
21-A. Dijon	30.139	37.422	3.192	49.823	4.369	323.850	57	— 4.188	444.664
25-B. Besançon	22.180	41.465	1.571	25.632	1.946	370.615	42	1.167	464.618
25-C. Montbéliard	23.086	39.750	2.410	45.203	2.457	200.468	84	1	313.486
39-D. Lons-le-Saunier	19.573	24.677	2.415	27.904	2.093	290.187	11.614	569	379.032
70-E. Vesoul	18.062	11.926	691	23.539	1.229	137.855	439	906	194.647
71-F. Mâcon	40.522	39.312	4.917	58.381	3.477	520.591	794	4.477	672.471
89-G. Auxerre	21.076	22.985	1.447	34.016	1.784	156.771	44	1.275	242.398
90-H. Belfort	22.698	23.179	1.639	37.985	2.319	117.362	81	946	206.209
Total	200.336	240.716	18.312	302.483	19.674	2.117.699	13.152	5.153	2.917.525
Région de Limoges.									
16-A. Angoulême	19.663	29.774	1.895	31.926	1.749	147.017	172	1.979	234.175
17-B. La Rochelle	30.189	45.032	3.588	54.816	4.201	572.812	209	»	710.847
19-C. Tulle	21.556	15.721	2.209	21.292	2.313	239.515	158	135	302.899
23-D. Guéret	9.554	8.793	1.487	17.983	1.178	148.438	1.198	»	188.631
79-E. Niort	18.451	23.138	818	27.303	1.644	125.635	23	— 93	196.949
86-F. Poitiers	20.793	34.256	1.505	30.717	2.151	171.102	3.787	122	264.433
87-G. Limoges	39.777	44.333	7.268	79.892	5.988	256.041	149	1.953	435.401
Total	159.983	201.047	18.770	263.929	19.224	1.660.560	5.696	4.096	2.333.305
Région de Clermont-Ferrand.									
03-A. Moulins	41.031	24.900	3.699	80.605	4.780	386.423	28.844	— 3.980	566.302
15-B. Aurillac	11.196	13.598	1.214	16.619	1.259	136.713	87	38	180.674
43-C. Le Puy	11.320	10.261	1.126	21.882	1.162	182.657	57	102	228.567
48-D. Mende	5.154	2.844	324	5.775	406	86.181	61	95	100.840
63-E. Clermont-Ferrand	46.302	61.486	5.541	76.851	4.003	514.629	51.133	65	760.010
Total	115.003	113.089	11.904	201.732	11.610	1.306.603	80.132	— 3.680	1.836.393

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	HOSPITALISATION	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
Région de Lyon.									
69-A. Lyon	135.024	69.867	16.759	183.141	11.890	884.474	921	691	1.302.767
69-B. Villefranche	19.781	11.046	1.465	20.599	1.747	269.410	200	1.055	325.297
01-C. Bourg	40.979	28.586	4.536	43.802	4.798	1.469.084	4.486	35.182	1.631.453
07-D. Annonay	8.124	6.135	295	10.192	711	52.355	45	123	77.980
07-E. Privas	16.738	13.081	1.360	21.417	1.219	167.929	583	— 2	222.325
26-F. Valence	31.342	33.080	2.606	43.803	3.241	277.855	216	14.099	406.242
38-G. Grenoble	77.471	67.508	5.624	111.966	7.362	1.290.556	3.272	6.773	1.570.232
38-H. Vienne	12.003	17.849	1.839	19.957	976	204.405	188	1.542	258.759
42-I. Roanne	21.619	25.448	3.036	31.931	2.399	155.675	136	527	240.801
42-J. Saint-Etienne	62.474	63.248	6.698	144.703	9.365	648.880	484	4.161	940.013
73-K. Chambéry	32.853	22.681	2.147	37.214	2.601	251.712	35.748	398	384.754
74-L. Annecy	42.681	41.214	4.377	40.205	4.794	1.825.859	2.201	7.931	1.969.262
Total	500.819	399.137	50.742	708.930	51.103	7.498.194	48.480	72.480	9.329.885
Région de Bordeaux.									
33-A. Bordeaux	129.748	155.957	10.231	160.350	13.144	1.338.848	789	18.372	1.827.439
24-B. Périgueux	19.769	20.136	1.341	27.560	1.967	341.316	111	35.040	447.234
40-C. Mont-de-Marsan	16.909	18.781	1.532	19.006	2.699	308.744	18.442	1.393	387.478
47-D. Agen	16.826	29.185	1.221	20.476	1.348	172.995	131	2.256	244.438
64-E. Bayonne	28.349	33.868	2.487	43.410	3.303	833.139	200	5.635	950.391
64-F. Pau	20.594	31.007	2.252	28.736	2.308	455.599	2.186	3.935	546.707
Total	232.195	289.018	19.064	299.540	24.769	3.450.611	21.859	66.631	4.403.687
Région de Toulouse.									
09-A. Foix	16.498	19.854	1.262	19.123	1.180	86.067	1.739	245	145.968
31-B. Toulouse	80.355	99.322	7.806	109.501	5.980	559.278	2.838	4.174	869.254
32-C. Auch	6.786	8.573	546	9.220	570	58.363	1.479	316	85.853
46-D. Cahors	6.938	7.965	571	9.103	437	58.776	52	189	84.031
65-E. Tarbes	18.064	29.664	2.072	20.834	1.908	226.492	3.652	— 1	302.685
81-F. Albi	30.460	43.471	3.508	48.491	2.994	249.563	411	1.648	380.546
82-G. Montauban	8.082	10.512	527	13.084	859	87.874	50	329	121.317
Total	167.183	219.361	16.292	229.356	13.928	1.326.413	10.221	6.900	1.989.654
Région de Montpellier.									
11-A. Carcassonne	14.065	20.960	1.030	25.455	1.456	77.173	555	158	140.852
12-B. Rodez	29.723	24.747	3.270	35.478	2.579	138.974	338	987	230.096
30-C. Nîmes	29.893	25.716	5.619	40.620	2.330	256.884	346	139	361.547
34-D. Béziers	18.397	32.115	2.248	25.433	1.932	168.775	740	1.453	251.123
34-E. Montpellier	24.025	15.918	2.138	33.770	2.172	330.578	544	1.399	410.544
66-F. Perpignan	18.264	39.328	1.353	23.634	2.128	689.319	5.661	1.810	781.497
Total	128.367	158.814	15.658	184.390	12.597	1.661.703	8.184	5.946	2.175.659
Région de Marseille.									
04-A. Digne	6.026	6.989	1.164	5.812	598	84.892	104	139	105.724
05-B. Gap	6.320	10.965	780	7.491	465	480.898	192	78	507.189
06-C. Nice	39.414	67.337	7.768	97.709	7.317	630.607	364	5.298	855.814
13-D. Marseille	190.237	213.711	16.102	324.698	18.451	1.530.657	5.828	16.894	2.316.578
20-E. Ajaccio	705	533	13	783	23	5.690	»	2	7.749
83-F. Toulon	34.641	73.190	3.302	74.364	4.933	878.942	162	906	1.070.440
84-G. Avignon	17.787	36.811	1.986	28.688	1.607	283.373	263	1.886	372.401
Total	295.130	409.536	31.115	539.545	33.394	3.895.059	6.913	25.203	5.235.895
Région de Strasbourg.									
57-A. Metz	36.779	36.387	5.675	46.327	4.661	235.667	1.031	10.278	376.805
57-B. Sarreguemines	31.592	16.781	4.490	39.526	3.708	323.336	802	1.297	421.532
57-C. Thionville	32.181	30.216	2.944	36.632	5.023	314.906	5.230	958	428.090
67-D. Haguenau	50.860	24.363	3.936	46.070	4.300	218.418	990	»	348.937
67-E. Sélestat	61.483	29.046	7.429	62.773	6.143	268.737	269	3.046	438.926
67-F. Strasbourg	106.446	116.874	18.633	154.720	15.354	792.415	1.764	— 165	1.206.041
68-G. Colmar	81.274	41.680	9.127	65.964	8.179	624.200	2.145	489	833.058
68-J. Mulhouse	129.321	100.352	13.803	160.744	15.722	794.784	2.219	3.283	1.220.228
Total	529.936	395.699	66.037	612.756	63.090	3.572.463	14.450	19.186	5.273.617
France entière	5.902.541	6.600.033	642.808	9.465.322	567.070	57.180.852	263.403	558.127	81.180.156

V. — **Ventilation des frais médicaux de l'assurance maladie sans ticket modérateur.**

RÉGIONS ET CAISSES	CONSULTATIONS	VISITES	PRATIQUE médicale courante.	SOINS d'auxiliaires.	FRAIS de déplacement.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	TOTAL
Région de Paris.							
75-A. Paris	432.519	222.107	322.414	204.913	19.679	407.713	1.609.345
28-B. Chartres	3.017	2.447	934	2.687	827	11.769	21.681
60-C. Beauvais	10.253	9.474	6.868	4.454	6.165	9.331	46.235
60-D. Creil	6.465	5.813	2.881	2.942	2.071	9.097	29.239
75-G. La Batellerie	314	382	284	211	330	2.411	3.934
77-H. Melun	9.479	9.119	5.157	5.523	2.302	27.500	59.080
Total	462.047	249.342	338.528	220.400	31.374	467.821	1.769.512
Région de Rouen.							
14-A. Caen	8.123	6.136	4.811	8.960	2.026	21.838	51.894
27-B. Evreux	5.110	4.026	2.684	5.566	4.751	10.700	32.437
50-C. Saint-Lô	5.087	3.201	3.729	4.722	2.098	13.155	31.992
61-D. Alençon	3.676	2.368	1.350	3.906	1.362	3.189	15.851
76-E. Dieppe	2.425	1.745	2.331	4.101	1.259	1.920	13.781
76-F. Elbeuf	2.405	1.475	685	2.973	203	4.350	12.091
76-G. Le Havre	9.838	8.452	2.800	14.053	3.091	23.277	61.511
76-H. Rouen	14.355	10.139	5.339	16.812	4.816	29.248	80.689
Total	50.699	37.542	23.729	61.093	19.606	107.277	299.946
Région de Lille.							
02-A. Laon	2.885	2.467	3.117	1.513	1.836	12.329	24.147
02-B. Saint-Quentin	4.549	4.226	1.410	2.741	2.786	10.275	25.987
59-C. Armentières	8.983	5.438	1.754	3.608	1.329	6.335	27.438
59-D. Cambrai	5.105	7.227	747	1.431	2.737	4.959	22.206
59-E. Douai	8.571	5.451	803	3.200	827	4.006	22.858
59-F. Dunkerque	5.046	3.093	832	2.620	716	7.679	19.986
59-G. Lille	39.503	19.727	2.427	10.629	1.849	42.430	116.565
59-H. Maubeuge	6.966	7.253	1.403	5.240	2.406	3.067	26.335
59-I. Roubaix	19.643	15.301	5.430	9.112	132	23.435	73.056
59-J. Tourcoing	12.348	8.457	1.638	5.023	562	12.863	40.891
59-K. Valenciennes	9.795	6.739	1.214	3.505	2.522	3.681	27.456
62-L. Arras	4.358	5.175	1.449	2.574	2.291	7.475	23.322
62-M. Boulogne	7.531	4.474	1.130	2.556	3.706	9.136	28.533
62-N. Calais	8.574	6.551	1.490	3.935	1.384	7.245	29.179
62-O. Lens	12.675	6.674	3.569	6.247	2.022	19.480	50.667
80-P. Amiens	11.331	10.964	2.074	5.591	3.100	15.745	48.805
Total	167.863	119.220	30.487	69.525	30.196	190.110	607.431
Région de Nancy.							
08-A. Charleville	11.085	7.852	3.047	2.850	6.148	27.831	58.813
10-B. Troyes	7.234	4.414	2.399	6.353	4.694	13.342	38.436
51-C. Reims	13.361	7.579	4.804	8.203	973	21.815	56.735
52-D. Chaumont	8.866	3.254	2.372	2.100	1.953	14.846	33.391
54-E. Longwy	4.127	2.600	1.327	2.487	2.650	6.387	19.578
54-F. Nancy	23.791	8.613	8.391	6.271	2.060	37.449	86.575
55-G. Bar-le-Duc	2.673	1.690	530	1.123	1.854	11.277	19.147
88-H. Epinal	14.100	7.329	3.507	4.709	3.088	11.941	44.674
Total	85.237	43.331	26.377	34.096	23.420	144.888	357.349
Région de Rennes.							
22-A. Saint-Brieuc	4.728	2.987	5.139	2.109	2.631	10.387	27.981
29-B. Brest	7.724	3.844	7.218	5.871	1.438	13.170	39.265
29-C. Quimper	9.943	3.896	2.845	4.771	926	5.526	27.907
35-D. Rennes	14.193	8.344	13.456	8.363	2.849	20.826	68.031
53-E. Laval	3.010	1.799	901	1.690	5.641	2.809	15.850
72-F. Le Mans	6.183	3.907	5.921	5.270	1.262	13.273	35.816
Total	45.781	24.777	35.480	28.074	14.747	65.991	214.850

RÉGIONS ET CAISSES	CONSULTATIONS	VISITES	PRATIQUE médicale courante.	SOINS d'auxiliaires.	FRAIS de déplacement.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	TOTAL
Région de Nantes.							
37-A. Tours	4.328	2.957	1.840	2.265	1.249	30.071	42.710
44-B. Nantes	6.154	4.447	5.924	9.807	6.410	34.183	66.925
44-C. Saint-Nazaire	4.151	1.934	1.561	1.646	1.104	8.154	18.550
49-D. Angers	5.138	3.804	1.884	2.122	1.043	8.657	22.648
49-E. Cholet	2.807	2.906	2.184	3.084	3.086	2.528	16.595
85-H. La Roche-sur-Yon	3.197	2.884	1.689	2.235	5.186	4.161	19.352
56-I. Vannes	5.896	3.401	3.172	4.957	4.091	16.491	37.921
Total	31.671	22.333	18.254	26.116	22.082	104.245	224.701
Région d'Orléans.							
18-A. Bourges	4.540	2.726	1.184	2.666	3.822	9.538	24.476
36-B. Châteauroux	2.142	1.623	592	1.141	1.091	3.892	10.481
41-C. Blois	2.995	2.270	1.162	1.902	3.718	5.446	18.493
45-D. Orléans	5.870	4.890	2.957	4.248	2.376	11.048	31.389
58-E. Nevers	2.748	1.929	726	2.642	1.416	6.430	14.961
Total	18.295	13.438	6.621	11.969	12.423	37.054	99.800
Région de Dijon.							
21-A. Dijon	5.147	2.995	2.121	3.215	1.994	14.667	30.139
25-B. Besançon	3.698	2.534	1.256	2.595	813	11.284	22.180
25-C. Montbéliard	7.305	4.059	1.484	3.765	2.677	3.796	23.086
39-D. Lons-le-Saunier	3.320	1.897	829	2.884	3.718	4.916	19.573
70-E. Vesoul	5.016	2.233	974	1.240	1.306	7.293	18.062
71-F. Mâcon	6.929	3.893	2.118	3.230	2.249	22.103	40.522
89-G. Auxerre	3.248	4.411	1.418	2.004	1.827	11.168	24.076
90-H. Belfort	8.085	2.618	1.326	3.504	1.016	6.149	22.698
Total	42.748	24.640	11.526	22.437	12.921	86.064	200.336
Région de Limoges.							
16-A. Angoulême	3.543	2.815	1.948	1.731	2.087	7.539	19.663
17-B. La Rochelle	5.842	4.719	3.239	4.214	5.911	6.264	30.189
19-C. Tulle	3.365	2.695	1.790	2.865	1.223	6.618	21.556
23-D. Guéret	2.544	1.667	1.241	552	1.975	1.575	9.554
79-E. Niort	2.353	2.797	1.609	2.879	2.058	6.755	18.451
86-F. Poitiers	3.649	2.952	1.119	2.339	2.545	5.159	20.793
87-G. Limoges	12.565	6.265	4.918	3.835	4.058	8.138	39.777
Total	33.861	23.910	18.894	18.413	22.857	42.048	159.983
Région de Clermont-Ferrand.							
03-A. Moulins	7.170	5.041	1.298	8.730	6.092	12.700	41.031
15-B. Aurillac	2.010	1.957	880	1.617	1.767	2.965	11.196
43-C. Le Puy	2.772	1.097	486	1.768	1.952	3.245	11.320
48-D. Mende	818	621	72	635	849	2.159	5.154
63-E. Clermont-Ferrand	10.589	5.544	1.933	8.587	3.327	16.322	46.302
Total	23.359	14.260	4.669	21.337	13.987	37.391	115.003

RÉGIONS ET CAISSES	CONSULTATIONS	VISITES	PRATIQUE médicale courante.	SOINS d'auxiliaires.	FRAIS de déplacement.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	TOTAL
Région de Lyon.							
69-A. Lyon	22.598	9.383	36.662	19.393	3.247	43.741	135.024
69-B. Villefranche	2.184	1.420	746	1.236	1.349	12.846	19.781
01-C. Bourg	6.610	3.738	1.631	3.002	2.226	23.772	40.979
07-D. Annonay	1.340	514	342	1.101	322	4.505	8.124
07-E. Privas	3.758	1.607	605	1.961	1.703	7.104	16.738
26-F. Valence	3.990	2.357	1.624	5.566	1.911	15.894	31.342
38-G. Grenoble	11.812	5.325	3.666	9.970	3.520	42.878	77.171
38-H. Vienne	2.262	1.219	940	1.045	934	5.633	12.003
42-I. Roanne	2.990	1.632	1.007	3.729	3.832	8.459	21.649
42-J. Saint-Etienne	15.395	5.332	1.677	13.053	409	26.608	62.474
73-K. Chambéry	4.545	1.360	2.452	3.016	2.761	18.719	32.853
74-L. Annecy	6.693	2.437	2.173	3.641	994	26.443	42.681
Total	84.177	36.324	53.825	66.683	23.208	236.602	500.819
Région de Bordeaux.							
33-A. Bordeaux	19.808	18.427	26.876	9.396	2.659	52.582	129.748
24-B. Périgueux	4.547	3.736	1.383	1.563	1.062	7.478	19.769
40-C. Mont-de-Marsan	4.161	3.516	1.833	632	1.606	5.161	16.909
47-D. Agen	3.011	2.398	2.636	986	1.160	6.635	16.826
64-E. Bayonne	7.189	6.803	6.719	2.933	1.892	2.813	28.349
64-F. Pau	5.148	4.398	2.774	1.974	1.442	4.558	20.594
Total	44.164	39.278	42.221	17.484	9.821	79.227	232.195
Région de Toulouse.							
09-A. Foix	3.893	2.454	3.036	923	2.547	3.945	16.498
31-B. Toulouse	18.779	12.057	15.519	6.138	8.455	19.407	80.355
32-C. Auch	1.111	1.054	1.159	74	868	2.520	6.786
46-D. Cahors	1.460	1.356	825	481	984	1.832	6.938
65-E. Tarbes	5.333	2.547	3.307	1.164	2.642	3.101	18.064
81-F. Albi	8.330	4.996	5.166	2.363	3.040	6.595	30.460
82-G. Montauban	1.637	1.162	806	472	457	3.548	8.082
Total	40.543	25.296	29.818	11.615	18.963	40.948	167.183
Région de Montpellier.							
11-A. Carcassonne	2.879	3.043	2.502	1.127	917	3.597	14.065
12-B. Rodez	6.231	3.432	1.627	4.469	1.525	6.439	23.723
30-C. Nîmes	8.522	5.072	3.172	4.383	3.358	5.386	29.893
34-D. Béziers	5.518	3.363	1.802	1.272	371	6.071	18.397
34-E. Montpellier	4.828	5.175	1.995	2.143	1.922	7.962	24.025
66-F. Perpignan	4.508	4.045	3.012	657	770	5.272	18.264
Total	32.486	24.130	14.110	14.051	8.863	34.727	128.367
Région de Marseille.							
04-A. Digne	912	578	484	504	373	3.175	6.026
05-B. Gap	1.196	509	310	758	1.255	2.292	6.320
06-C. Nice	8.875	5.879	4.219	8.570	5.132	6.739	39.414
13-D. Marseille	42.730	15.869	39.582	36.636	3.846	51.574	190.237
20-E. Ajaccio	146	73	38	75	75	298	705
83-F. Toulon	7.404	3.466	4.845	4.012	3.564	11.350	34.641
84-G. Avignon	3.353	1.591	1.810	2.956	225	7.852	17.787
Total	64.616	27.965	51.288	53.511	14.470	83.280	295.130
Région de Strasbourg.							
57-A. Metz	11.743	4.139	1.756	2.881	1.128	15.132	36.779
57-B. Sarreguemines	7.531	4.141	966	1.472	1.717	15.465	31.592
57-C. Thionville	11.311	2.700	2.145	2.587	1.808	11.630	32.181
67-D. Haguenau	10.823	7.729	1.343	5.050	10.444	15.471	50.860
67-E. Sélestat	11.333	10.800	1.975	2.949	12.383	22.043	61.483
67-F. Strasbourg	25.735	17.983	4.295	11.259	7.394	39.780	106.446
68-G. Colmar	15.286	8.695	2.768	13.827	2.565	38.133	81.274
68-J. Mulhouse	25.883	17.488	5.669	10.943	22.895	46.443	129.321
Total	119.645	73.975	20.917	50.968	60.324	204.097	529.936
France entière	1.347.193	799.761	726.743	727.771	339.272	1.961.801	5.902.541

VI. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie (régime général) par catégories de bénéficiaires. Montant des indemnités journalières.**

RÉGIONS ET CAISSES	PRESTATIONS EN NATURE							INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	
	aux assurés.	aux conjoints.	aux enfants.	aux autres membres de la famille. (1)	aux invalides et à leurs ayants droit.	aux pensionnés et à leurs ayants droit.	Total.	Total.	Dont : indemnités journalières normales.
Région de Paris.									
75-A. Paris	38.447.872	7.726.990	14.531.951	29.832	5.011.271	4.027.628	69.775.544	19.641.399	17.348.158
28-B. Chartres	470.229	124.339	260.906	»	33.712	46.326	935.512	187.012	168.332
60-C. Beauvais	648.094	198.295	318.444	6.289	107.507	85.803	1.364.432	368.900	341.335
60-D. Creil	690.933	182.256	242.425	950	151.775	43.578	1.281.617	297.750	272.096
75-G. La Batellerie	75.490	20.057	46.160	105	947	32	142.792	34.536	28.433
77-H. Melun	1.185.951	337.948	551.957	3.502	146.452	174.493	2.400.303	674.060	602.361
Total	45.518.569	8.589.885	15.921.543	40.678	5.451.664	4.377.861	75.900.200	21.203.657	18.760.715
Région de Rouen.									
14-A. Caen	678.902	233.741	428.037	1.596	108.743	83.544	1.534.563	517.778	427.490
27-B. Evreux	749.820	165.706	276.464	1.238	153.450	95.350	1.442.028	391.762	358.691
50-C. Saint-Lô	506.121	144.784	225.211	576	55.652	30.204	962.548	247.295	215.314
61-D. Alençon	367.553	120.372	176.846	389	45.862	47.408	758.430	191.133	164.250
76-E. Dieppe	280.474	102.762	135.252	138	22.269	25.802	566.697	184.682	174.429
76-F. Elbeuf	151.608	33.068	69.358	152	40.375	27.538	322.099	137.212	122.982
76-G. Le Havre	845.513	318.885	457.787	1.111	125.944	131.619	1.880.859	588.806	518.060
76-H. Rouen	1.182.440	342.173	543.076	3.361	260.792	176.406	2.508.248	843.852	751.934
Total	4.762.431	1.461.491	2.312.031	8.561	813.087	617.871	9.975.472	3.101.520	2.733.150
Région de Lille.									
02-A. Laon	577.729	138.212	184.775	717	124.931	72.792	1.099.156	202.089	174.271
02-B. Saint-Quentin	460.998	151.930	202.965	1.167	57.610	44.084	918.754	307.813	285.577
59-C. Armentières	247.922	63.220	87.709	402	41.628	39.019	479.900	332.031	311.835
59-D. Cambrai	326.484	99.015	140.451	315	42.451	58.458	667.134	319.145	310.894
59-E. Douai	251.659	84.342	101.050	140	32.776	28.039	498.006	385.360	364.451
59-F. Dunkerque	292.559	131.830	200.017	397	30.852	33.045	688.700	257.090	226.483
59-G. Lille	1.372.206	349.347	506.137	1.267	253.067	145.605	2.627.629	1.355.207	1.249.496
59-H. Maubeuge	711.469	312.690	356.353	1.445	88.756	82.064	1.552.777	573.367	512.437
59-I. Roubaix	833.724	206.116	300.257	885	169.459	176.481	1.686.922	742.713	723.223
59-J. Tourcoing	515.063	138.885	202.456	992	71.033	99.824	1.028.253	569.269	537.820
59-K. Valenciennes	739.150	299.585	334.875	688	41.433	37.138	1.453.169	793.005	732.055
62-L. Arras	266.701	119.084	144.140	757	41.371	37.169	609.222	181.675	170.742
62-M. Boulogne	558.971	170.625	570.494	1.970	43.983	10.781	1.356.824	269.957	244.082
62-N. Calais	438.210	141.821	186.963	837	77.277	52.027	897.135	336.123	296.448
62-O. Lens	552.554	169.329	218.323	562	65.354	40.035	1.046.157	538.691	482.614
80-P. Amiens	679.839	250.914	389.354	742	121.929	135.887	1.578.665	633.994	563.625
Total	8.825.238	2.826.945	4.126.319	13.283	1.303.910	1.092.708	18.188.403	7.797.529	7.185.753
Région de Nancy.									
08-A Charleville	700.509	251.343	363.230	1.315	63.740	77.304	1.457.441	660.110	577.175
10-B. Troyes	615.100	122.418	246.420	447	52.392	100.246	1.137.023	467.711	439.902
51-C. Reims	993.794	320.692	420.416	1.073	95.026	171.648	2.002.649	630.858	580.209
52-D. Chaumont	364.916	129.457	166.855	261	28.182	52.941	742.612	239.716	208.340
54-E. Longwy	469.104	197.558	207.153	1.294	25.261	35.465	935.535	375.224	320.609
54-F. Nancy	1.259.815	393.113	599.322	1.271	94.135	165.655	2.513.311	845.285	736.885
55-G. Bar-le-Duc	299.066	110.819	174.956	1.103	24.759	36.719	647.422	245.289	220.443
88-H. Epinal	930.769	251.207	371.842	1.098	118.598	142.657	1.816.171	745.542	673.063
Total	5.633.073	1.776.607	2.550.194	7.862	502.093	782.335	11.252.164	4.209.735	3.757.526
Région de Rennes.									
22-A. Saint-Brieuc	380.721	112.570	175.951	247	56.076	42.893	768.458	193.627	157.627
29-B. Brest	553.814	183.170	272.029	774	84.043	49.461	1.143.291	288.026	237.708
29-C. Quimper	346.412	88.692	149.909	713	56.793	50.237	692.756	312.624	281.190
35-D. Rennes	767.432	224.653	397.882	874	117.795	126.195	1.634.831	415.918	362.224
53-E. Laval	228.274	60.018	101.548	153	37.419	46.298	473.710	129.234	112.615
72-F. Le Mans	634.283	213.258	367.882	763	71.284	78.745	1.366.215	341.872	291.712
Total	2.910.936	882.361	1.465.201	3.524	423.410	393.829	6.079.261	1.681.301	1.443.076

RÉGIONS ET CAISSES	PRESTATIONS EN NATURE							INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	
	aux assurés.	aux conjointe.	aux enfants.	aux autres membres de la famille. (1)	aux invalides et à leurs ayants droit.	aux pensionnés et à leurs ayants droit.	Total.	Total.	Dont : indemnités journalières normales.
Région de Nantes.									
37-A. Tours	732.827	173.950	288.353	799	73.783	70.003	1.339.715	308.039	278.719
44-B. Nantes	1.061.189	360.977	503.288	1.174	176.006	93.671	2.196.405	649.765	610.709
44-C. Saint-Nazaire	489.683	211.951	356.303	1.579	54.085	41.929	1.155.530	400.966	353.150
49-D. Angers	563.197	168.119	305.766	2.588	91.552	114.945	1.246.167	247.151	219.799
49-E. Cholet	298.407	66.582	133.175	243	39.873	39.988	518.368	150.365	136.875
85-H. La Roche-sur-Yon	291.486	102.338	220.535	59	37.392	63.150	715.000	138.074	125.851
56-I. Vannes	539.736	181.142	295.100	203	36.079	29.097	1.081.357	250.647	213.180
Total	3.916.525	1.265.059	2.102.620	6.785	508.770	452.785	8.252.542	2.145.010	1.938.283
Région d'Orléans.									
18-A. Bourges	387.884	125.645	203.280	146	56.762	72.205	845.982	283.876	257.059
36-B. Châteauroux	225.823	63.761	91.377	14	38.247	45.521	461.743	158.303	144.261
41-C. Blois	309.150	70.522	129.351	290	43.146	47.611	600.070	161.401	145.839
45-D. Orléans	579.379	168.838	297.348	547	75.341	92.801	1.214.224	378.426	344.354
58-E. Nevers	315.309	106.322	177.687	364	33.150	63.082	695.944	173.312	151.983
Total	1.817.545	535.058	899.043	1.361	246.646	321.310	3.820.963	1.155.921	1.043.493
Région de Dijon.									
21-A. Dijon	598.524	184.429	288.115	174	55.088	117.789	1.244.119	337.689	290.280
25-B. Besançon	518.800	130.084	276.443	632	59.785	62.314	1.048.058	248.183	220.785
25-C. Montbéliard	506.915	146.689	190.681	658	40.401	47.496	932.840	373.805	317.261
39-D. Lons-le-Saunier	436.610	98.112	204.323	687	45.814	57.025	842.581	231.049	200.193
70-E. Vesoul	339.941	108.907	180.491	8.723	24.780	38.944	701.786	243.110	218.872
71-F. Mâcon	1.143.394	201.436	224.389	7.049	27.068	89.255	1.692.691	510.189	443.192
89-G. Auxerre	314.347	104.699	143.930	147	50.748	93.282	707.213	157.934	142.412
90-H. Belfort	343.629	94.263	128.870	1.278	32.754	41.758	642.552	316.707	292.595
Total	4.202.160	1.068.619	1.637.402	19.348	336.438	547.873	7 811.846	2.418.666	2.155.590
Région de Limoges.									
16-A. Angoulême	370.426	112.783	171.919	252	40.744	56.927	756.054	216.590	199.130
17-B. La Rochelle	604.150	245.875	631.205	1.135	84.952	79.765	1.647.082	268.934	228.196
19-C. Tulle	232.476	80.751	256.981	99	37.480	40.082	647.869	132.325	121.217
23-D. Guéret	174.354	35.538	82.310	305	36.208	32.958	361.683	70.748	62.596
79-E. Niort	295.149	103.737	130.233	75	34.732	35.139	599.065	143 338	131.978
86-F. Poitiers	348.600	122.372	174.962	542	53.127	75.126	774.729	170.340	148.554
87-G. Limoges	566.225	142.640	173.198	148	127.615	83.256	1.093.121	359.445	335.329
Total	2.591.380	843.696	1.623.808	2.556	414.888	403.272	5.879.600	1.361.660	1.226.940
Région de Clermont-Ferrand.									
03-A. Moulins	827.365	250.193	284.851	300	115.981	123.761	1.602.451	472.174	431.625
15-B. Aurillac	138.466	40.062	198.293	»	25.940	26.922	359.683	71.702	66.205
43-C. Le Puy	184.946	42.546	155.868	180	45.205	28.932	457.677	130.420	118.411
48-D. Mende	53.957	17.901	90.551	56	9.853	18.811	191.169	29.600	24.663
63-E. Clermont-Ferrand	1.207.255	324.812	641.850	565	130.046	90.289	2.394.817	670.603	608.925
Total	2.411.989	675.514	1.301.413	1.141	327.025	288.715	5.005.797	1.374.499	1.249.830
Région de Lyon.									
69-A. Lyon	4.242.345	812.506	1.455.214	34.439	397.634	109.569	7.051.678	2.162.686	1.888.633
69-B. Villefranche	333.841	52.070	169.701	456	38.939	45.260	640.267	217.468	196.617
01-C. Bourg	1.318.087	241.683	401.150	1.175	229.656	60.527	2.252.278	398.726	310.311
07-D. Annonay	111.981	28.645	49.018	413	12.769	11.214	214.031	78.104	73.672
07-E. Privas	225.116	57.141	137.013	270	25.389	37.844	483.072	160.952	139.710
26-F. Valence	521.507	134.119	221.339	2.049	73.442	63.933	1.016.691	288.677	257.271
38-G. Grenoble	1.584.604	356.536	759.996	2.552	221.695	151.547	3.082.927	910.115	845.535
38-H. Vienne	333.945	92.948	149.850	942	39.903	29.782	647.370	219.884	204.578
42-I. Roanne	325.585	59.709	114.451	81	43.452	59.497	602.775	257.050	234.552
42-J. Saint-Etienne	1.155.021	307.464	501.968	167	180.246	162.475	2.307.341	1.465.736	1.063.684
73-K. Chambéry	664.440	204.366	307.802	1.082	27.359	12.223	1.220.272	364.553	323.408
74-L. Annecy	1.380.528	193.838	896.170	3.380	127.403	28.370	2.629.354	377.374	303.521
Total	12.197.297	2.541.325	5.163.962	50.276	1.420.883	775.117	22.148.890	6.091.565	5.821.741

RÉGIONS ET CAISSES	PRESTATIONS EN NATURE							INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	
	aux assurés	aux conjoints.	aux enfants.	aux autres membres de la famille. (1)	aux invalides et à leurs ayants droit.	aux pensionnés et à leurs ayants droit.	Total.	Total.	Dont : indemnités journalières normales.
Région de Bordeaux.									
33-A. Bordeaux	2.146.406	561.427	1.031.272	2.006	261.581	352.228	4.354.920	789.522	693.500
24-B. Périgueux	472.287	109.077	222.463	454	77.114	45.546	926.941	164.935	150.173
40-C. Mont-de-Marsan	372.233	89.611	213.859	760	54.046	28.248	758.757	119.267	112.211
47-D. Agen	366.881	106.416	154.530	595	38.049	40.849	707.320	140.793	125.362
64-E. Bayonne	646.871	123.279	412.798	528	193.457	43.724	1.390.667	184.826	153.929
64-F. Pau	470.120	117.799	326.045	1.112	68.563	54.993	1.038.632	149.308	133.162
Total	4.444.798	1.107.609	2.360.967	5.465	692.810	565.588	9.177.237	1.548.651	1.368.340
Région de Toulouse.									
09-A. Foix	108.865	60.172	86.695	394	34.488	42.041	332.655	110.912	101.121
31-B. Toulouse	1.281.312	384.568	697.615	898	137.275	113.339	2.615.007	593.406	549.001
32-C. Auch	102.751	34.388	50.094	202	23.177	15.223	225.835	35.320	30.127
46-D. Cahors	127.128	38.329	49.902	343	9.389	26.723	251.814	50.501	45.090
65-E. Tarbes	430.883	115.567	187.092	99	50.522	13.472	797.635	173.211	154.925
81-F. Albi	446.452	146.136	266.262	629	53.865	82.365	995.709	274.720	254.242
82-G. Montauban	127.224	54.228	97.187	248	25.358	22.694	326.939	68.535	61.921
Total	2.684.615	833.388	1.434.847	2.813	334.074	315.857	5.605.594	1.306.605	1.196.428
Région de Montpellier.									
11-A. Carcassonne	245.848	121.076	147.409	270	22.366	50.310	587.279	142.986	127.421
12-B. Rodez	306.993	84.945	124.836	323	38.678	59.539	612.314	163.333	151.160
30-C. Nîmes	713.486	205.594	304.411	586	79.991	63.144	1.367.012	312.584	288.417
34-D. Béziers	290.176	119.251	166.409	293	45.847	58.576	680.552	111.850	105.002
34-E. Montpellier	657.758	197.469	324.323	987	62.144	83.161	1.325.842	263.491	245.430
66-F. Perpignan	663.563	134.764	322.471	514	91.566	21.215	1.234.291	117.602	104.583
Total	2.877.824	860.099	1.390.059	2.773	340.592	335.943	5.807.290	1.111.846	1.022.013
Région de Marseille.									
04-A. Digne	104.755	38.127	50.232	72	14.385	18.622	226.193	56.536	48.535
05-B. Gap	437.351	55.068	89.448	152	56.785	16.934	655.201	64.940	54.545
06-C. Nice	1.466.811	352.917	597.835	1.204	157.659	247.729	2.824.156	651.586	556.989
13-D. Marseille	4.312.336	1.293.595	1.550.164	7.864	587.997	550.779	8.302.735	2.441.818	2.173.793
20-E. Ajaccio	205.676	56.537	83.753	502	12.665	11.336	370.469	103.376	88.871
83-F. Toulon	865.434	252.288	638.514	1.455	93.581	116.183	1.968.055	376.756	338.046
84-G. Avignon	588.861	182.915	255.023	2.339	61.647	62.551	1.153.736	264.919	228.334
Total	7.981.227	2.232.047	3.264.979	13.588	984.719	1.023.994	15.500.545	3.959.931	3.489.113
Région de Strasbourg.									
57-A. Metz	738.163	272.413	295.704	585	72.027	99.141	1.478.030	420.955	354.227
57-B. Sarreguemines	568.979	161.291	180.054	832	88.630	92.542	1.092.325	278.598	234.847
57-C. Thionville	716.518	281.669	268.742	725	47.316	76.645	1.391.615	460.840	387.688
67-D. Haguenau	454.590	166.773	207.706	137	78.097	149.527	1.056.830	237.338	197.628
67-E. Sélestat	483.166	172.944	191.936	245	94.183	210.982	1.153.456	228.327	196.535
67-F. Strasbourg	1.619.347	499.267	580.880	951	183.320	398.019	3.282.784	657.171	564.758
68-G. Colmar	869.181	182.238	262.309	334	115.627	189.386	1.689.066	340.544	287.771
68-J. Mulhouse	1.358.113	402.432	442.914	1.146	224.279	492.515	2.921.397	736.877	646.609
Total	6.748.057	2.139.027	2.430.230	4.955	933.479	1.809.755	14.065.503	3.360.610	2.870.063
France entière	115.523.661	29.638.730	49.984.603	184.969	15.031.488	14.104.841	224.471.301	64.311.706	57.262.061

(1) Bénéficiaires de l'article 285 (3°) du code de la sécurité sociale.

VII. — Prestations de l'assurance maternité (régime général).

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS MÉDICAUX		PHARMACIE	FRAIS	PRIMES d'allaitement	DIVERS	TOTAL	PRESTATIONS SERVIES		INDEMNITÉS
	d'accouchement.	autres.	et appareils.	d'hospitalisation.	et bons de lait.			aux assurées.	aux conjointes.	journalières.
Région de Paris.										
75-A. Paris	606.032	689.244	164.223	2.203.443	375.894	144.236	4.183.072	2.275.596	1.907.476	1.923.101
28-B. Chartres	8.296	4.863	4.205	30.811	8.038	238	56.451	21.356	35.095	25.560
60-C. Beauvais	21.644	13.230	4.944	39.860	12.358	»	92.036	30.380	61.656	30.443
60-D. Creil	14.630	7.695	4.879	25.993	8.390	425	62.012	21.617	40.395	24.200
75-G. La Batellerie	2.539	1.139	493	5.185	1.283	132	10.771	4.599	6.172	1.637
77-H. Melun	31.851	19.349	7.347	75.424	18.648	3.405	156.024	62.133	93.891	61.789
Total	684.992	735.520	186.091	2.380.716	424.611	148.436	4.560.366	2.415.681	2.144.685	2.063.730
Région de Rouen.										
14-A. Caen	26.628	13.467	9.142	51.005	21.607	314	122.163	32.869	89.294	39.438
27-B. Evreux	22.595	2.628	5.381	42.415	13.442	15	86.476	34.249	52.227	38.646
50-C. Saint-Lô	18.339	7.650	5.650	43.520	12.883	465	88.507	19.206	69.301	15.817
61-D. Alençon	10.338	6.457	3.814	25.944	8.735	59	55.347	22.538	32.809	22.408
76-E. Dieppe	14.438	3.489	4.775	19.279	7.890	2.431	52.302	17.423	34.879	16.003
76-F. Elbeuf	3.675	659	1.793	10.405	2.680	158	19.370	9.954	9.416	12.211
76-G. Le Havre	23.897	6.384	9.967	49.028	19.632	7.496	116.404	35.456	81.248	38.241
76-H. Rouen	34.918	9.349	10.849	72.772	22.339	15.500	165.727	68.900	96.827	73.998
Total	154.828	50.083	51.371	314.368	109.208	26.438	706.296	240.295	466.001	256.732
Région de Lille.										
02-A. Laon	13.230	4.362	5.524	31.951	9.949	24	65.040	16.695	48.345	18.268
02-B. Saint-Quentin	17.572	6.692	5.911	28.760	11.816	»	70.751	24.834	45.917	26.748
59-C. Armentières	6.207	2.069	3.120	21.399	5.883	17	38.695	16.979	21.716	22.486
59-D. Cambrai	6.137	3.278	5.886	23.758	8.752	795	48.606	20.190	28.416	21.790
59-E. Douai	11.282	5.187	5.603	13.038	9.323	16	44.449	14.844	29.605	21.457
59-F. Dunkerque	15.545	4.304	7.344	34.191	10.023	»	71.407	17.133	54.274	19.955
59-G. Lille	41.461	15.319	13.515	106.843	31.925	»	209.063	93.496	115.567	108.846
59-H. Maubeuge	16.354	6.331	12.523	23.690	14.661	17	73.576	16.998	56.578	27.273
59-I. Roubaix	24.214	6.601	7.699	57.747	15.461	»	111.722	45.614	66.108	53.589
59-J. Tourcoing	16.733	4.084	5.410	31.433	9.901	»	67.561	26.595	40.969	39.471
59-K. Valenciennes	23.810	10.276	12.812	40.525	26.695	65	114.183	26.846	87.337	32.542
62-L. Arras	14.523	4.172	4.216	16.873	8.112	457	48.353	15.052	33.301	19.743
62-M. Boulogne	16.783	7.808	5.726	30.541	10.421	234	71.513	21.341	50.172	21.456
62-N. Calais	20.574	5.894	8.325	32.320	13.813	564	81.490	27.278	54.212	28.791
62-O. Lens	30.222	10.717	16.509	46.145	23.031	939	127.563	49.339	78.224	60.338
80-P. Amiens	32.869	8.612	11.535	46.947	18.109	»	118.063	40.563	77.500	47.549
Total	307.516	105.706	131.658	586.161	227.869	3.128	1.362.038	473.737	888.301	569.402
Région de Nancy.										
08-A. Charleville	18.072	4.035	7.642	52.495	15.903	394	98.541	27.458	71.083	32.493
10-B. Troyes	11.129	5.731	3.856	57.541	9.700	749	88.706	47.993	40.713	41.591
51-C. Reims	21.496	7.442	7.022	67.777	17.676	1.196	122.609	48.640	74.009	52.235
52-D. Chaumont	13.455	2.298	2.245	29.462	8.515	»	55.975	15.977	39.998	18.488
54-E. Longwy	15.757	7.063	2.812	32.416	13.901	3.219	75.168	11.083	64.085	11.308
54-F. Nancy	33.314	14.415	6.855	103.132	31.842	2.475	192.033	73.769	118.264	76.274
55-G. Bar-le-Duc	13.806	5.657	3.025	24.017	8.962	»	55.467	18.607	36.860	20.284
88-H. Epinal	30.532	13.366	5.995	50.930	26.420	6	127.249	55.022	72.227	68.068
Total	157.561	60.007	39.452	417.770	132.919	8.039	815.748	298.509	517.239	320.741
Région de Rennes.										
22-A. Saint-Brieuc	20.130	6.169	3.371	24.093	7.633	»	61.396	16.188	45.208	17.718
29-B. Brest	26.570	6.445	6.813	27.338	11.838	15	79.019	15.052	63.967	14.572
29-C. Quimper	17.424	6.287	1.272	18.499	7.464	198	51.144	18.527	32.617	16.561
35-D. Rennes	33.691	13.432	6.742	45.437	13.569	892	113.763	37.303	76.460	34.865
53-E. Laval	9.806	3.583	1.437	12.215	4.669	»	31.710	9.850	21.860	9.328
72-F. Le Mans	36.839	8.528	8.441	47.546	16.997	»	118.351	40.421	77.930	32.848
Total	144.460	44.444	28.076	175.128	62.170	1.105	455.383	137.341	318.042	125.892

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS MÉDICAUX		PHARMACIE	FRAIS	PRIMES d'allaitement	DIVERS	TOTAL	PRESTATIONS SERVIES		INDEMNITÉS
	d'accouchement.	autres.	et appareils.	d'hospitalisation.	et bons de lait.			aux assurées.	aux conjointes.	journalières.
Région de Nantes.										
37-A. Tours	21.598	4.491	4.003	48.503	13.973	2.088	94.656	36.909	57.747	28.124
44-B. Nantes	41.812	6.848	9.225	76.432	21.804	»	156.121	52.793	103.328	52.779
44-C. Saint-Nazaire	20.347	5.513	5.162	37.415	11.562	1.278	81.277	6.426	74.851	12.061
49-D. Angers	25.499	3.508	6.121	44.432	13.319	1.070	93.649	33.359	60.290	31.651
49-E. Cholet	10.631	4.070	2.249	13.890	6.073	242	37.125	16.660	20.465	19.205
56-I. Vannes	22.192	5.773	2.593	37.477	13.010	1.841	82.886	14.505	68.381	13.286
85-H. La Roche-sur-Yon	17.212	6.432	4.031	16.500	11.065	196	55.436	12.477	42.959	10.339
Total	159.291	36.635	33.384	274.349	90.806	6.685	601.150	173.129	428.021	167.451
Région d'Orléans.										
18-A. Bourges	10.067	4.976	4.882	32.022	9.437	1.206	62.590	24.595	37.995	23.861
36-B. Châteauroux	8.238	4.075	2.654	17.629	7.447	504	40.547	18.498	22.049	21.620
41-C. Blois	7.991	4.704	3.922	19.499	6.917	413	43.446	18.186	25.260	19.396
45-D. Orléans	21.314	8.246	12.592	33.952	13.573	1.405	91.082	39.107	51.975	46.749
58-E. Nevers	10.066	3.168	2.313	18.106	7.610	341	41.604	12.832	28.772	13.840
Total	57.676	25.169	26.363	121.208	44.984	3.869	279.269	113.218	166.051	125.466
Région de Dijon.										
21-A. Dijon	11.504	8.437	6.579	60.179	15.488	386	102.573	36.989	65.584	36.933
25-B. Besançon	19.159	7.680	4.209	28.902	12.509	»	72.459	27.953	44.506	31.724
25-C. Montbéliard	15.661	4.013	5.513	30.000	10.264	»	65.451	21.603	43.848	22.480
39-D. Lons-le-Saunier	10.640	4.372	3.600	29.178	10.240	8	58.038	19.942	38.096	21.022
70-E. Vesoul	9.940	4.179	2.697	28.051	7.854	2.422	55.143	22.207	32.936	20.712
71-F. Mâcon	22.821	11.114	6.799	73.046	20.883	1.105	135.768	33.306	102.462	29.199
89-G. Auxerre	9.513	4.354	2.889	21.428	7.341	179	45.704	16.445	29.259	16.530
90-H. Belfort	10.154	2.953	3.066	20.344	6.867	16	43.400	13.576	29.824	19.349
Total	109.392	47.102	35.352	291.128	91.446	4.116	578.536	192.021	386.515	197.949
Région de Limoges.										
16-A. Angoulême	17.244	5.169	4.521	29.363	11.113	109	67.519	24.568	42.951	23.655
17-B. La Rochelle	22.114	13.044	10.226	51.466	17.415	1.265	115.530	32.141	83.389	24.784
19-C. Tulle	9.204	3.440	3.244	14.504	6.511	40	36.943	10.613	26.330	10.273
23-D. Guéret	4.381	2.109	1.289	7.619	3.073	»	18.471	5.995	12.476	4.775
79-E. Niort	15.101	3.695	3.947	21.998	9.068	»	53.809	15.138	38.671	12.614
86-F. Poitiers	12.034	10.241	5.720	36.088	10.043	1.288	75.414	24.509	50.905	20.648
87-G. Limoges	13.201	5.073	3.842	21.994	10.753	169	55.032	24.999	30.033	24.693
Total	93.279	42.771	32.789	183.032	67.976	2.871	422.718	137.963	284.755	121.442
Région de Clermont-Ferrand.										
03-A. Moulins	11.889	3.554	5.224	36.620	11.659	739	69.685	22.174	47.511	24.203
15-B. Aurillac	5.732	2.150	1.478	7.377	3.973	155	20.865	7.036	13.829	4.700
43-C. Le Puy	5.580	1.997	2.965	13.180	6.367	1.426	31.515	10.275	21.240	9.816
48-D. Mende	2.017	1.041	830	2.636	2.022	13	8.569	2.042	6.527	1.626
63-E. Clermont-Ferrand	21.150	9.333	9.784	58.243	20.070	245	118.825	40.314	78.511	42.205
Total	46.368	18.075	20.281	118.056	44.101	2.578	249.459	81.841	167.618	82.550
Région de Lyon.										
69-A. Lyon	61.654	19.386	9.944	288.677	56.155	1.886	437.702	209.966	227.736	163.043
69-B. Villefranche	4.794	2.202	1.426	22.530	6.729	280	37.961	17.181	20.780	17.702
01-C. Bourg	11.027	9.053	3.762	48.933	11.841	117	84.733	31.040	53.693	24.743
07-D. Annonay	4.679	1.208	1.121	9.902	2.952	326	20.188	7.160	13.028	6.154
07-E. Privas	7.250	3.457	2.370	13.986	5.435	652	33.150	11.741	21.409	9.638
26-F. Valence	15.152	3.201	4.532	38.058	12.273	238	73.454	28.174	45.280	29.471
38-G. Grenoble	30.261	8.385	15.233	90.752	29.326	761	174.718	60.515	114.203	66.322
38-H. Vienne	7.996	2.335	1.851	28.448	7.239	59	47.928	16.612	31.316	16.478
42-I. Roanne	8.708	2.523	2.223	26.994	6.729	2.562	49.739	24.464	25.275	21.474
73-K. Chambéry	12.824	4.095	4.623	43.355	15.034	1	79.992	17.620	62.372	17.458
74-L. Annecy	14.733	12.372	5.786	50.147	14.054	»	97.092	36.802	60.290	36.223
42-J. Saint-Étienne	20.582	7.631	8.737	87.187	29.941	124	154.202	52.419	101.783	57.800
Total	199.660	75.848	61.608	748.969	197.768	7.006	1.290.859	513.694	777.165	466.506

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS MÉDICAUX		PHARMACIE	FRAIS	PRIMES	DIVERS	TOTAL	PRESTATIONS SERVIES		INDEMNITÉS
	d'accouchement.	autres.	et appareils.	d'hospitalisation.	d'allaitement et bons de lait.			aux assurées.	aux conjointes.	journalières.
Région de Bordeaux.										
33-A. Bordeaux	50.918	12.399	17.990	122.115	40.257	1.747	245.426	97.007	148.419	82.519
24-B. Périgueux	14.142	4.551	2.898	23.927	8.416	109	54.043	19.553	34.490	16.955
40-C. Mont-de-Marsan	8.055	2.787	1.807	13.145	5.580	599	31.973	11.011	20.962	9.246
47-D. Agen	9.626	2.124	2.743	18.785	6.512	94	39.914	12.049	27.865	11.379
64-E. Bayonne	13.053	2.877	2.606	12.502	6.518	363	37.919	12.817	25.102	11.086
64-F. Pau	12.091	4.159	3.560	19.421	8.760	473	48.464	17.809	30.655	18.025
Total	107.885	28.897	31.604	209.895	76.073	3.385	457.739	170.246	287.493	149.210
Région de Toulouse.										
09-A. Foix	5.652	2.334	1.600	8.451	3.405	23	21.465	5.399	16.066	5.988
31-B. Toulouse	31.786	13.887	21.877	69.926	21.849	3.339	162.664	61.036	101.628	45.187
32-C. Auch	3.954	516	592	6.164	2.677	20	13.923	4.789	9.134	4.124
46-D. Cahors	4.824	959	462	9.563	2.736	»	18.538	6.112	12.426	4.531
65-E. Tarbes	11.754	4.380	1.966	16.147	6.936	585	41.768	12.602	29.166	11.738
81-F. Albi	13.319	7.011	8.191	41.177	10.769	1.307	81.774	24.398	57.376	18.987
82-G. Montauban	4.592	1.930	1.795	19.880	4.367	96	32.660	9.392	23.268	7.175
Total	75.881	31.017	36.483	171.308	52.733	5.370	372.792	123.728	249.064	97.730
Région de Montpellier.										
11-A. Carcassonne	5.582	2.147	2.402	17.155	6.331	600	34.217	11.578	22.639	8.188
12-B. Rodez	8.330	3.402	1.788	15.425	5.617	510	35.072	11.155	23.917	9.504
30-C. Nîmes	16.752	7.444	3.146	33.694	11.309	1.891	74.236	20.257	53.979	17.529
34-D. Béziers	7.058	3.956	2.127	19.827	4.586	106	37.660	9.188	28.472	5.673
34-E. Montpellier	11.069	8.891	2.329	36.287	8.748	1.187	68.511	21.154	47.357	15.112
66-F. Perpignan	10.006	4.374	1.762	23.141	5.232	»	44.515	11.961	32.554	7.591
Total	58.797	30.214	13.554	145.529	41.823	4.294	294.211	85.293	208.918	63.597
Région de Marseille.										
04-A. Digne	2.301	782	805	6.414	2.436	359	13.097	3.631	9.466	2.784
05-B. Gap	2.844	2.118	924	10.914	3.896	1.351	22.047	5.796	16.251	3.555
06-C. Nice	17.688	11.535	5.280	59.473	15.753	2.459	112.188	42.209	69.979	31.310
13-D. Marseille	70.891	51.997	15.804	194.483	59.719	7.848	400.742	131.522	269.220	100.575
20-E. Ajaccio	4.337	1.736	822	8.561	5.259	70	20.785	5.055	15.730	3.145
83-F. Toulon	15.386	8.105	5.622	33.382	12.935	2.503	77.933	23.035	54.898	18.569
84-G. Avignon	12.998	4.594	3.213	33.616	9.820	2.313	66.554	21.770	44.784	17.459
Total	126.445	80.867	32.470	346.843	109.818	16.903	713.346	233.018	480.328	180.397
Région de Strasbourg.										
57-A. Metz	16.098	6.657	5.581	48.128	15.304	1.113	92.881	24.276	68.605	29.590
57-B. Sarreguemines	12.714	3.724	2.866	27.256	10.241	1.286	58.087	13.439	44.648	15.523
57-C. Thionville	14.051	6.344	4.520	37.322	15.421	3.124	80.785	14.812	65.973	15.964
67-D. Haguenau	13.211	4.808	1.658	31.512	10.988	207	62.384	15.187	47.197	17.338
67-E. Sélestat	10.528	3.823	1.520	25.702	7.699	73	49.345	16.933	32.412	21.835
67-F. Strasbourg	26.374	13.527	2.342	79.931	17.585	50	139.809	59.169	80.640	63.094
68-G. Colmar	12.242	4.648	3.788	34.117	8.524	»	63.319	26.698	36.621	33.067
68-J. Mulhouse	19.172	8.862	9.115	60.987	15.912	1.490	115.568	48.004	67.564	55.056
Total	124.390	52.393	31.390	344.955	101.707	7.343	662.178	218.518	443.660	251.467
France entière	2.608.421	1.464.748	791.926	6.829.415	1.876.012	251.566	13.822.088	5.608.232	8.213.856	5.240.262

VII. — **Dénombrements divers (assurances maladie, maternité, décès) (régime général).**

RÉGIONS ET CAISSES	NOMBRE D'INDEMNITÉS journalières.			ASSURANCE MALADIE				NOMBRE de naissances indemnisées.		NOMBRE de naissances dans un établissement de soins.	NOMBRE de décès.
	Assurance maladie.		Assurance maternité.	Nombre de journées d'hospitalisation.		Nombre de consultations.	Nombre de visites.	Assurées.	Conjointes		
	Total.	Dont : indemnités normales.		avec ticket modérateur.	sans ticket modérateur.						
	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.
Région de Paris.											
75-A. Paris	38.043,2	31.365,7	3.868,3	7.699,1	7.285,4	9.169,0	4.449,4	50.154	46.166	82.301	13.976
28-B. Chartres	429,8	358,9	67,0	62,2	246,0	106,4	107,8	349	548	607	225
60-C. Beauvais	809,6	733,4	82,3	69,7	240,1	162,2	186,1	969	2.282	1.730	285
60-D. Creil	579,9	514,1	49,8	68,5	274,1	151,2	143,6	639	1.218	942	227
75-G. La Batellerie	62,8	46,5	4,1	19,3	23,4	15,6	10,7	181	222	228	62
77-H. Melun	1.336,6	1.148,4	139,1	189,0	356,0	295,0	298,1	1.426	2.503	2.252	503
Total	41.261,9	34.167,0	4.210,6	8.107,8	8.425,0	9.902,4	5.165,7	53.718	52.939	88.060	15.278
Région de Rouen.											
14-A. Caen	1.184,0	958,1	99,6	133,3	338,0	243,0	208,4	1.288	4.114	3.091	348
27-B. Evreux	867,3	767,6	99,9	80,3	299,4	183,4	160,6	1.160	2.093	1.606	311
50-C. Saint-Lô	640,9	548,6	44,7	99,0	184,8	125,9	111,6	409	1.841	1.270	245
61-D. Alençon	505,8	426,0	60,4	47,7	150,6	99,6	86,2	755	1.470	1.117	157
76-E. Dieppe	471,0	430,7	43,4	68,6	34,0	103,1	94,2	519	1.401	723	153
76-F. Elbeuf	303,4	268,4	28,2	24,3	53,5	42,9	34,3	347	397	424	78
76-G. Le Havre	1.224,7	1.040,7	90,0	116,4	257,7	280,1	258,7	1.248	3.401	2.376	511
76-H. Rouen	1.800,9	1.558,6	175,3	205,3	273,8	352,0	306,7	2.390	3.873	3.908	680
Total	6.998,0	5.998,7	641,5	774,9	1.591,8	1.430,0	1.260,7	8.116	18.290	14.815	2.483
Région de Lille.											
02-A. Laon	444,5	372,2	47,5	41,2	274,5	117,5	114,9	594	2.070	1.080	162
02-B. Saint-Quentin	689,0	628,2	66,5	45,1	162,5	164,9	156,9	1.581	1.928	813	272
59-C. Armentières	760,2	710,8	55,9	32,7	62,9	114,4	98,6	555	851	755	157
59-D. Cambrai	739,4	711,7	57,5	47,5	66,9	123,0	170,9	653	1.009	1.007	300
59-E. Douai	841,9	781,0	55,1	29,6	47,3	117,4	109,9	1.256	1.296	735	169
59-F. Dunkerque	541,8	465,3	51,0	50,2	99,4	124,6	117,5	700	2.573	1.965	282
59-G. Lille	2.905,5	2.632,3	250,6	173,4	307,0	791,3	401,7	3.059	4.648	3.576	792
59-H. Maubeuge	1.054,2	940,5	62,1	80,4	218,0	229,3	258,8	769	2.752	1.228	366
59-I. Roubaix	1.582,2	1.507,5	119,3	109,2	181,4	308,2	255,5	2.021	3.014	2.121	511
59-J. Tourcoing	1.231,5	1.141,0	90,5	68,3	112,4	237,2	186,1	857	1.655	867	375
59-K. Valenciennes	1.419,7	1.315,5	76,6	137,7	62,4	346,5	310,7	856	3.868	2.037	444
62-L. Arras	410,6	371,6	54,3	25,9	85,2	98,5	130,6	675	1.755	932	178
62-M. Boulogne	624,4	556,8	60,2	60,7	123,2	151,9	151,7	685	2.047	1.276	224
62-N. Calais	759,8	680,8	75,5	26,4	139,2	184,5	164,1	937	2.310	1.145	246
62-O. Lens	1.222,8	1.082,5	148,0	56,0	116,3	258,8	187,5	744	1.601	2.704	298
80-P. Amiens	1.517,9	1.340,5	124,7	79,3	246,6	267,1	287,7	1.663	3.701	2.377	423
Total	16.775,4	15.238,2	1.395,3	1.063,6	2.575,2	3.638,1	3.106,1	17.605	37.078	24.618	5.199
Région de Nancy.											
08-A. Charleville	1.363,4	1.170,4	84,4	115,1	259,3	224,9	201,0	941	2.961	2.140	425
10-B. Troyes	1.067,8	983,1	95,5	102,4	109,2	170,5	124,7	1.273	1.290	2.015	314
51-C. Reims	1.385,1	1.240,6	127,4	118,0	277,1	325,5	237,2	1.581	2.984	2.891	465
52-D. Chaumont	544,9	461,7	48,1	63,3	101,5	117,7	98,4	538	1.615	1.303	189
54-E. Longwy	692,5	566,7	26,2	68,5	133,2	177,0	119,5	358	2.355	2.025	281
54-F. Nancy	1.766,8	1.476,1	178,7	289,9	411,8	411,3	242,7	2.180	4.076	4.670	572
55-G. Bar-le-Duc	563,9	485,4	49,6	102,9	108,4	117,3	96,2	638	1.676	1.552	204
88-H. Epinal	1.821,1	1.619,6	171,5	120,9	319,8	378,4	195,5	1.834	2.889	2.450	497
Total	9.205,5	8.003,6	781,4	981,0	1.720,3	1.922,6	1.315,2	9.343	19.846	19.046	2.947
Région de Rennes.											
22-A. Saint-Brieuc	531,2	413,1	45,4	59,0	204,4	105,7	87,3	582	2.154	1.826	214
29-B. Brest	721,8	573,7	37,3	62,0	328,0	126,8	95,3	492	2.236	2.028	259
29-C. Quimper	939,7	839,5	53,2	36,2	149,4	113,7	65,8	708	1.347	1.734	259
35-D. Rennes	1.118,7	920,3	91,4	111,4	330,9	253,6	198,3	1.659	2.761	2.213	451
53-E. Laval	362,2	308,0	26,5	36,6	119,9	73,0	54,0	387	1.027	756	149
72-F. Le Mans	775,7	648,0	94,6	84,7	262,6	172,9	158,5	1.404	3.218	2.671	293
Total	4.449,3	3.702,6	348,4	389,9	1.395,2	845,7	659,2	5.232	12.743	11.228	1.625

RÉGIONS ET CAISSES	NOMBRE D'INDEMNITÉS journalières.			ASSURANCE MALADIE				NOMBRE de naissances indemnisées.		NOMBRE de naissances dans un établissement de soins.	NOMBRE de décès.
	Assurance maladie.		Assurance maternité.	Nombre de journées d'hospitalisation.		Nombre de consultations.	Nombre de visites.	Assurées.	Conjointes		
	Total.	Dont : indemnités normales.		avec ticket modérateur.	sans ticket modérateur.						
	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.
Région de Nantes.											
37-A. Tours	847,6	721,2	77,4	97,3	282,2	146,5	136,9	1.059	2.246	2.406	239
44-B. Nantes	1.425,8	1.290,0	121,0	165,4	415,5	255,5	208,5	1.339	2.833	1.443	621
44-C. Saint-Nazaire	733,0	637,0	23,3	122,4	137,6	138,7	105,8	306	2.771	1.454	306
49-D. Angers	651,4	556,9	86,0	122,7	244,7	141,6	133,8	1.188	2.545	970	240
49-E. Cholet	382,3	345,0	54,6	26,9	85,0	67,9	82,8	694	918	981	103
85-H. La Roche-sur-Yon	423,5	378,5	34,5	53,0	146,9	116,4	108,4	538	2.181	883	145
56-I. Vannes	661,6	551,2	36,6	89,5	277,7	127,1	94,6	425	2.085	1.585	368
Total	5.125,2	4.479,8	433,4	677,2	1.589,6	996,7	870,8	5.549	15.579	9.722	2.022
Région d'Orléans.											
18-A. Bourges	652,6	567,4	66,1	80,2	163,1	112,2	94,1	567	1.078	1.220	235
36-B. Châteauroux	405,8	357,3	60,5	46,9	57,9	89,1	72,5	812	1.140	1.125	136
41-C. Blois	447,0	386,0	52,4	51,9	121,6	94,7	85,3	636	1.072	871	128
45-D. Orléans	866,7	750,6	111,0	82,7	134,1	200,0	171,4	1.395	2.147	1.694	305
58-E. Nevers	397,5	331,6	35,6	70,4	116,8	105,0	80,9	421	1.300	1.124	124
Total	2.769,6	2.392,9	328,6	332,1	593,5	601,0	504,2	3.831	6.737	6.934	928
Région de Dijon.											
21-A. Dijon	812,1	665,9	94,7	104,5	209,4	182,9	137,1	1.260	2.392	1.931	290
25-B. Besançon	570,0	482,4	75,5	89,3	292,0	124,3	99,1	1.029	1.797	1.881	190
25-C. Montbéliard	703,6	626,6	46,7	57,0	134,9	200,7	113,3	658	1.739	1.914	202
39-D. Lons-le-Saunier	575,1	480,8	54,8	54,3	195,0	119,7	83,7	627	1.628	1.690	199
70-E. Vesoul	595,7	530,7	49,0	93,1	92,1	136,3	85,4	754	1.095	1.354	152
71-F. Mâcon	1.279,0	1.074,1	79,1	143,7	334,1	202,4	157,1	1.043	3.077	3.082	428
89-G. Auxerre	418,5	366,4	48,8	49,9	91,2	104,8	114,5	657	1.294	1.268	194
90-H. Belfort	612,2	550,4	43,5	60,8	75,1	130,9	57,7	451	966	820	181
Total	5.557,2	4.777,3	492,1	652,6	1.423,8	1.202,0	847,9	6.479	13.988	13.940	1.836
Région de Limoges.											
16-A. Angoulême	538,8	480,2	62,2	57,8	109,0	110,4	116,0	695	1.385	1.390	179
17-B. La Rochelle	704,5	577,1	69,1	137,2	411,2	185,8	195,1	1.024	2.998	1.489	239
19-C. Tulle	368,9	323,7	31,3	38,4	187,0	73,8	70,3	420	1.089	666	109
23-D. Guéret	206,4	177,1	13,8	34,8	99,4	40,1	34,3	240	471	360	92
79-E. Niort	388,5	347,5	37,3	27,4	75,8	107,1	116,8	567	1.627	1.459	128
86-F. Poitiers	431,6	370,4	63,3	49,6	111,7	99,0	106,5	670	1.572	1.637	127
87-G. Limoges	931,9	844,1	66,4	58,2	168,2	179,1	115,0	1.011	1.463	1.350	255
Total	3.570,6	3.120,1	343,4	391,4	1.162,3	795,3	754,0	4.597	10.605	8.351	1.129
Région de Clermont-Ferrand.											
03-A. Moulins	1.075,1	944,7	63,6	142,4	259,7	172,9	131,9	812	1.901	1.637	354
15-B. Aurillac	230,2	210,7	15,3	25,2	114,6	43,4	41,5	204	592	220	68
43-C. Le Puy	362,6	322,9	29,8	33,9	168,2	54,3	29,3	346	890	597	124
48-D. Mende	80,8	65,1	4,8	21,9	92,4	18,2	17,3	85	302	160	24
63-E. Clermont-Ferrand	1.421,9	1.253,0	103,0	185,0	418,4	370,8	180,7	1.479	3.043	1.702	410
Total	3.170,6	2.796,4	216,5	408,4	1.053,3	659,6	400,7	2.926	6.728	4.316	980
Région de Lyon.											
69-A. Lyon	4.680,3	3.768,3	376,9	1.908,6	548,2	740,8	351,0	4.289	6.372	9.668	1.799
69-B. Villefranche	567,7	480,7	50,2	66,4	195,7	59,7	48,1	607	739	1.066	228
01-C. Bourg	1.053,1	734,7	65,8	94,2	810,3	124,9	87,1	854	1.599	2.147	258
07-D. Annonay	196,0	181,8	16,6	20,2	33,0	36,6	19,4	236	475	534	75
07-E. Privas	416,1	376,7	29,1	33,4	138,8	69,0	44,5	347	774	833	95
26-F. Valence	691,4	585,8	71,9	94,9	173,9	116,2	80,5	657	1.447	1.799	257
38-G. Grenoble	1.958,6	1.672,5	157,1	247,9	878,5	354,6	176,9	1.964	3.908	5.135	582
38-H. Vienne	456,0	408,8	36,7	68,2	116,4	79,6	47,1	470	1.228	1.559	149
42-I. Roanne	671,3	591,4	59,2	64,1	123,2	84,0	48,1	655	687	1.181	180
42-J. Saint-Etienne	2.615,3	2.319,1	148,9	236,7	429,4	277,1	133,1	1.744	3.926	3.787	797
73-K. Chambéry	771,8	654,3	42,8	112,3	168,8	160,1	73,3	614	2.297	2.378	217
74-L. Annecy	887,1	626,9	83,9	157,0	1.065,1	133,4	79,4	1.062	1.748	2.619	250
Total	14.961,7	12.401,0	1.139,1	3.103,9	4.681,3	2.236,0	1.188,5	13.499	25.200	32.706	4.887

RÉGIONS ET CAISSES	NOMBRE D'INDEMNITÉS journalières.			ASSURANCE MALADIE				NOMBRE de naissances indemnisées.		NOMBRE de naissances dans un établissement de soins.	NOMBRE de décès.
	Assurance maladie.		Assurance maternité.	Nombre de journées d'hospitalisation.		Nombre de consultations.	Nombre de visites.	Assurées.	Conjointes		
	Total.	Dont : indemnités normales.		avec ticket modérateur.	sans ticket modérateur.						
	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Milliers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.	Nombres entiers.
Région de Bordeaux.											
33-A. Bordeaux	1.819,6	1.500,7	207,2	364,8	834,2	590,9	126,0	2.238	4.057	3.957	927
24-B. Périgueux	453,2	401,7	50,8	50,6	244,7	113,5	614,6	914	1.617	1.207	168
40-C. Mont-de-Marsan	344,5	314,4	29,5	51,3	214,9	102,7	104,3	415	877	521	124
47-D. Agen	391,3	334,5	37,3	58,5	119,5	133,9	99,3	551	1.174	1.106	162
64-E. Bayonne	493,6	385,4	30,4	83,0	557,0	155,2	128,2	446	979	914	143
64-F. Pau	380,5	320,8	48,4	54,7	316,1	146,0	128,6	624	1.139	1.029	149
Total	3.882,8	3.256,5	403,6	662,9	2.286,4	1.242,2	1.201,0	5.158	9.843	8.734	1.673
Région de Toulouse.											
09-A. Foix	278,9	247,6	16,0	26,6	62,7	72,4	56,6	173	578	423	99
31-B. Toulouse	1.459,5	1.298,1	123,0	379,0	378,1	392,3	306,2	766	1.721	1.856	372
32-C. Auch	112,1	92,0	12,4	20,5	40,0	42,6	35,1	200	395	400	27
46-D. Cahors	136,8	118,2	12,0	20,0	38,9	43,9	38,2	219	451	444	32
65-E. Tarbes	413,3	352,9	34,1	56,6	175,2	113,0	88,4	459	1.164	647	111
81-F. Albi	702,5	631,3	54,5	93,9	188,8	162,9	124,7	691	1.899	1.743	193
82-G. Montauban	193,6	166,0	19,0	27,8	45,5	46,9	54,7	183	455	401	66
Total	3.296,7	2.906,1	268,0	624,4	929,2	874,0	703,9	2.691	6.663	5.914	900
Région de Montpellier.											
11-A. Carcassonne	378,6	332,9	22,7	74,9	41,9	121,2	117,3	254	663	428	121
12-B. Rodez	495,3	440,2	31,6	36,8	104,7	118,1	80,4	468	1.017	1.044	120
30-C. Nîmes	845,9	747,4	49,4	217,5	167,2	216,0	158,4	503	1.545	657	241
34-D. Béziers	308,0	271,0	17,3	54,9	83,6	94,7	89,4	216	681	846	89
34-E. Montpellier	673,0	599,2	49,3	176,2	178,7	185,0	163,6	419	1.050	384	189
66-F. Perpignan	315,1	263,2	19,3	68,7	408,5	116,0	105,4	345	945	811	109
Total	3.015,9	2.653,9	189,6	628,1	984,6	851,0	714,5	2.205	5.901	4.170	869
Région de Marseille.											
04-A. Digne	134,5	109,0	7,8	18,1	50,2	34,9	25,2	100	310	260	35
05-B. Gap	183,2	141,3	9,8	23,3	252,5	32,9	18,6	155	503	610	47
06-C. Nice	1.233,9	1.023,5	96,0	392,2	412,4	302,8	156,5	1.118	2.090	2.978	448
13-D. Marseille	5.533,7	4.704,3	245,1	1.093,3	842,1	1.343,8	553,8	2.537	6.195	6.929	1.257
20-E. Ajaccio	254,3	217,6	10,8	85,4	2,9	60,7	32,9	109	531	111	55
83-F. Toulon	912,1	773,1	43,9	216,5	570,6	186,5	106,9	650	1.788	1.965	495
84-G. Avignon	710,2	588,9	52,1	143,5	210,6	181,9	150,4	721	1.545	1.970	199
Total	8.961,9	7.557,7	465,5	1.972,3	2.341,3	2.143,5	1.044,3	5.390	12.932	14.823	2.536
Région de Strasbourg.											
57-A. Metz	854,9	682,8	67,4	141,8	154,7	349,3	142,8	1.062	2.072	2.933	342
57-B. Sarreguemines	651,0	517,9	37,1	128,2	214,1	197,7	92,7	545	2.046	1.914	197
57-C. Thionville	854,9	678,2	33,0	194,4	202,8	289,9	120,5	464	2.794	2.260	339
67-D Haguenau	584,6	468,3	48,8	140,8	158,2	194,3	126,0	767	2.228	2.589	224
67-E. Sélestat	571,8	465,8	57,5	113,3	156,6	210,6	160,2	786	1.498	1.874	249
67-F. Strasbourg	1.494,3	1.207,2	151,7	306,6	466,6	519,6	278,6	1.965	2.615	4.159	494
68-G. Colmar	836,2	664,0	76,0	163,0	379,6	219,3	108,6	885	1.162	1.958	304
68-J. Mulhouse	1.583,6	1.319,9	128,0	246,2	474,3	442,5	244,9	1.546	2.360	3.809	474
Total	7.431,3	6.002,3	599,5	1.344,3	2.206,9	2.423,2	1.274,3	7.960	17.405	21.946	2.623
France entière	140.436,6	119.454,1	12.256,5	22.114,8	34.959,7	31.763,3	21.011,0	154.299	272.477	287.973	47.915

IX. — **Prestations versées au titre des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides de guerre ».**

RÉGIONS ET CAISSES	FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES DE GUERRE		
	Maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Maternité.	Total.
Région de Paris.									
75-A. Paris	5.106.210	241.864	5.348.074	364.180	19.638	383.818	323.028	1.272	324.300
28-B. Chartres	111.579	4.825	116.404	127	22	149	17.980	348	18.328
60-C. Beauvais	106.608	4.370	110.978	5.836	20	5.856	19.982	124	20.106
60-D. Creil	56.942	2.324	59.266	»	»	»	6.065	16	6.081
75-G. La Batellerie	»	»	»		»	»	»	»	»
77-H. Melun	212.497	8.643	221.140	953	64	1.017	33.030	175	33.205
Total	5.593.836	262.026	5.855.862	371.096	19.744	390.840	400.085	1.935	402.020
Région de Rouen.									
14-A. Caen	153.199	7.713	160.912	5.389	216	5.605	25.605	399	26.004
27-B. Evreux	122.221	6.715	128.936	110	»	110	18.657	183	18.840
50-C. Saint-Lô	256.288	12.811	269.099	1.028	34	1.062	34.144	357	34.501
61-D. Alençon	113.290	4.354	117.644	1.011	68	1.079	22.283	115	22.398
76-E. Dieppe	49.636	1.652	51.288	90	»	90	7.204	134	7.338
76-F. Elbeuf	8.422	331	8.753	»	»	»	2.292	38	2.330
76-G. Le Havre	123.963	5.777	129.740	573	26	599	18.106	149	18.255
76-H. Rouen	201.838	9.644	211.482	5.401	132	5.533	20.737	161	20.898
Total	1.028.857	48.997	1.077.854	13.602	476	14.078	149.028	1.536	150.564
Région de Lille.									
02-A. Laon	105.292	5.234	110.526	427	68	495	13.575	191	13.766
02-B. Saint-Quentin	73.817	4.092	77.909	77	14	91	6.362	154	6.516
59-C. Armentières	37.116	2.413	39.529	300	»	300	3.486	14	3.500
59-D. Cambrai	38.576	1.702	40.278	244	»	244	6.967	9	6.976
59-E. Douai	44.073	2.351	46.424	518	85	603	3.993	27	4.020
59-F. Dunkerque	54.112	3.264	57.376	»	»	»	6.899	24	6.923
59-G. Lille	243.297	14.872	258.169	22.159	1.897	24.056	18.950	177	19.127
59-H. Maubeuge	81.610	2.595	84.205	»	»	»	7.527	55	7.582
59-I. Roubaix	51.140	2.344	53.484	1.000	50	1.050	7.615	47	7.662
59-J. Tourcoing	32.962	1.812	34.774	139	»	139	3.401	46	3.447
59-K. Valenciennes	76.824	3.686	80.510	525	21	546	8.436	80	8.516
62-L. Arras	86.804	4.175	90.979	459	3	462	13.628	138	13.766
62-M. Boulogne	95.463	3.450	98.913	1.041	21	1.062	17.261	227	17.488
62-N. Calais	62.242	3.398	65.640	»	1	1	15.481	173	15.654
62-O. Lens	100.194	5.813	106.007	164	»	164	11.097	49	11.146
80-P. Amiens	142.379	6.114	148.493	1.210	6	1.216	26.500	126	26.626
Total	1.325.904	67.315	1.393.216	28.263	2.166	30.429	171.178	1.537	172.715
Région de Nancy.									
08-A. Charleville	135.408	7.394	142.802	389	1	390	16.100	152	16.252
10-B. Troyes	98.444	7.201	105.645	222	1	223	14.256	199	14.455
51-C. Reims	205.850	9.729	215.579	3.384	133	3.517	41.973	247	42.220
52-D. Chaumont	98.415	4.733	103.148	310	2	312	14.532	53	14.585
54-E. Longwy	34.963	2.502	37.465	1	»	1	4.167	23	4.190
54-F. Nancy	262.190	15.156	277.346	14.053	1.351	15.404	36.245	286	36.531
55-G. Bar-le-Duc	84.054	5.130	89.184	43	23	66	12.616	174	12.790
88-H. Epinal	170.001	7.057	177.058	943	6	949	29.694	236	29.930
Total	1.089.325	58.912	1.148.227	19.345	1.517	20.862	169.583	1.370	170.953
Région de Rennes.									
22-A. Saint-Brieuc	139.291	6.220	145.511	442	22	464	46.246	614	46.860
29-B. Brest	368.153	17.021	385.174	1.582	34	1.616	37.310	782	38.092
29-C. Quimper	106.939	4.938	111.877	1.055	»	1.055	39.383	575	39.958
35-D. Rennes	294.606	14.897	309.503	25.058	1.183	26.241	58.315	851	53.166
53-E. Laval	67.253	3.121	70.374	665	7	672	19.496	118	19.614
72-F. Le Mans	187.726	8.462	196.188	1.333	2	1.335	29.688	142	29.830
Total	1.163.968	54.659	1.218.627	30.135	1.248	31.383	230.438	3.082	233.520

RÉGIONS ET CAISSES	FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES DE GUERRE		
	Maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Maternité.	Total.
Région de Nantes.									
37-A. Tours	127.747	3.051	130.798	1.832	71	1.903	29.581	178	29.759
44-B. Nantes	240.301	13.162	253.463	7.827	228	8.055	38.857	321	39.178
44-C. Saint-Nazaire	48.595	1.116	49.711	»	»	»	7.296	35	7.331
49-D. Angers	154.728	7.009	161.737	6.746	243	6.989	30.850	519	31.369
49-E. Cholet	17.067	692	17.759	»	»	»	7.979	73	8.052
85-H. La Roche-sur-Yon	97.639	3.310	100.949	811	»	811	38.854	437	39.291
56-I. Vannes	268.536	12.154	280.690	1.128	52	1.180	56.939	1.171	58.110
Total	954.613	40.494	995.107	18.344	594	18.938	210.356	2.734	213.090
Région d'Orléans.									
18-A. Bourges	173.135	7.136	180.271	258	4	262	18.403	267	18.670
36-B. Châteauroux	89.812	3.591	93.403	64	»	64	19.662	226	19.888
41-C. Blois	95.698	4.310	100.008	557	6	563	15.566	132	15.698
45-D. Orléans	171.823	8.352	200.175	2.037	64	2.101	31.645	163	31.808
58-E. Nevers	103.160	4.024	107.184	323	»	323	17.607	160	17.767
Total	633.628	27.413	681.041	3.239	74	3.313	102.883	948	103.831
Région de Dijon.									
21-A. Dijon	248.031	13.006	261.037	6.537	395	6.932	26.021	346	26.367
25-B. Besançon	141.981	7.424	149.405	5.318	143	5.461	14.622	302	14.924
25-C. Montbéliard	35.554	1.868	37.422	»	»	»	3.384	23	3.407
39-D. Lons-le-Saunier	106.026	5.110	111.136	881	15	896	14.936	214	15.150
70-E. Vesoul	102.607	5.899	108.506	569	30	599	17.716	307	18.023
71-F. Mâcon	168.762	9.920	178.682	1.111	59	1.170	39.189	465	39.654
89-G. Auxerre	125.093	5.583	130.676	574	»	574	25.011	73	25.084
90-H. Belfort	47.672	1.836	49.508	»	»	»	5.701	26	5.727
Total	975.726	50.646	1.026.372	14.990	642	15.632	146.580	1.756	148.336
Région de Limoges.									
16-A. Angoulême	153.331	6.308	159.639	401	52	453	25.519	372	25.891
17-B. La Rochelle	238.007	10.420	248.427	1.319	51	1.370	44.029	552	44.581
19-C. Tulle	131.986	5.385	137.371	263	5	268	29.711	40	29.751
23-D. Guéret	145.557	2.882	148.439	826	»	826	30.104	151	30.255
79-E. Niort	99.349	5.194	104.543	292	29	321	31.589	237	31.826
86-F. Poitiers	207.136	10.322	217.458	8.188	578	8.766	36.503	552	37.055
87-G. Limoges	189.546	7.560	197.106	1.820	117	1.937	41.389	321	41.710
Total	1.164.912	48.071	1.212.983	13.109	832	13.941	238.844	2.225	241.069
Région de Clermont-Ferrand.									
03-A. Moulins	247.397	5.157	252.554	2.009	81	2.090	37.674	91	37.765
15-B. Aurillac	76.670	3.472	80.142	326	»	326	20.109	179	20.288
43-C. Le Puy	70.870	4.620	75.490	344	28	372	14.996	173	15.169
48-D. Mende	48.805	1.833	50.638	198	»	198	8.294	102	8.396
63-E. Clermont-Ferrand	396.356	10.490	406.846	13.255	811	14.066	56.085	185	56.270
Total	840.098	25.572	865.670	16.132	920	17.052	137.158	730	137.888
Région de Lyon.									
69-A. Lyon	474.560	25.053	499.613	30.896	1.997	32.893	25.672	149	25.821
69-B. Villefranche	14.626	458	15.084	517	»	517	6.594	52	6.646
01-C. Bourg	224.113	6.788	230.901	3.037	13	3.050	28.737	276	29.013
07-D. Annonay	20.853	1.478	22.331	102	61	163	4.326	44	4.370
07-E. Privas	60.887	2.548	63.435	206	38	244	9.357	79	9.436
26-F. Valence	136.053	5.879	141.932	1.006	17	1.023	19.578	135	19.713
38-G. Grenoble	243.783	8.067	251.850	137.002	659	137.661	30.062	147	30.209
38-H. Vienne	32.990	1.837	34.827	8	»	8	7.619	59	7.678
42-I. Roanne	92.710	3.221	95.931	18	»	18	7.132	3	7.135
42-J. Saint-Etienne	196.668	9.408	206.076	1.036	354	1.390	21.908	45	21.953
73-K. Chambéry	173.931	6.323	180.254	694	6	700	14.971	74	15.045
74-L. Annecy	327.178	7.547	334.725	12.065	124	12.189	25.473	271	25.744
Total	1.998.352	78.607	2.076.959	186.587	3.269	189.856	201.429	1.334	202.763

RÉGIONS ET CAISSES	FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES DE GUERRE		
	Maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Maternité.	Total.
Région de Bordeaux.									
33-A. Bordeaux	563.159	21.409	584.568	28.696	2.698	31.394	94.356	724	95.080
24-B. Périgueux	174.572	7.126	181.698	525	1	526	42.914	286	43.200
40-C. Mont-de-Marsan	116.394	3.270	119.664	9.462	42	9.504	28.808	195	29.003
47-D. Agen	133.587	4.026	137.613	260	»	260	25.767	143	25.910
64-E. Bayonne	115.065	2.382	117.447	1.229	29	1.258	28.664	313	28.977
64-F. Pau	167.432	4.695	172.127	1.796	3	1.799	30.039	269	30.308
Total	1.270.209	42.908	1.313.117	41.968	2.773	44.741	250.548	1.930	252.478
Région de Toulouse.									
09-A. Foix	81.476	1.839	83.315	352	34	386	16.647	248	16.895
31-B. Toulouse	550.396	19.814	570.210	39.541	2.814	42.355	43.059	352	43.411
32-C. Auch	72.910	2.619	75.529	168	18	186	14.915	39	14.954
46-D. Cahors	83.038	2.772	85.810	443	»	443	21.323	151	21.474
65-E. Tarbes	238.451	6.893	245.344	1.511	35	1.546	14.660	282	14.942
81-F. Albi	121.416	5.445	126.861	912	172	1.084	24.606	226	24.832
82-G. Montauban	72.865	3.785	76.650	221	6	227	15.405	214	15.619
Total	1.220.552	43.167	1.263.719	43.148	3.079	46.227	150.615	1.512	152.127
Région de Montpellier.									
11-A. Carcassonne	110.373	3.358	113.731	748	77	825	15.069	63	15.132
12-B. Rodez	107.437	4.240	111.677	510	»	510	23.961	107	24.068
30-C. Nîmes	173.498	6.216	179.714	1.838	27	1.865	14.575	60	14.635
34-D. Béziers	90.141	3.766	93.907	682	»	682	22.808	137	22.945
34-E. Montpellier	283.796	9.172	292.968	27.505	2.089	29.594	20.948	204	21.152
66-F. Perpignan	198.129	5.599	203.728	3.755	68	3.823	23.138	251	23.389
Total	963.374	32.351	995.725	35.038	2.261	37.299	120.499	822	121.321
Région de Marseille.									
04-A. Digne	55.422	2.300	57.722	52	»	52	6.801	75	6.876
05-B. Gap	121.142	4.124	125.266	3.402	17	3.419	9.596	181	9.777
06-C. Nice	405.523	9.090	414.613	32.258	278	32.536	61.835	396	62.231
13-D. Marseille	877.811	30.318	908.129	28.573	2.276	30.849	61.899	215	62.114
20-E. Ajaccio	161.725	4.577	166.302	448	38	486	36.970	351	37.321
83-F. Toulon	555.125	15.977	571.102	2.569	142	2.711	30.666	439	31.105
84-G. Avignon	125.253	4.819	130.072	680	11	691	17.735	234	17.969
Total	2.302.011	71.205	2.373.206	67.982	2.762	70.744	225.502	1.891	227.393
Région de Strasbourg.									
57-A. Metz	230.965	9.760	240.725	1.507	62	1.569	10.428	155	10.583
57-B. Sarreguemines	99.658	4.708	104.366	124	29	150	10.142	354	10.496
57-C. Thionville	48.916	2.998	51.914	7	»	7	3.280	51	3.331
67-D. Haguenau	90.518	3.501	94.019	»	»	»	16.890	343	17.233
67-E. Sélestat	77.892	2.730	80.622	»	»	»	11.137	302	11.439
67-F. Strasbourg	370.015	11.588	381.603	29.740	1.176	30.916	22.217	554	22.771
68-G. Colmar	134.561	4.163	138.724	287	77	364	12.536	205	12.741
68-J. Mulhouse	181.580	6.434	188.014	1.850	29	1.879	14.303	326	14.719
Total	1.234.105	45.882	1.279.987	33.512	1.373	34.885	101.023	2.290	103.313
France entière	23.759.457	998.225	24.757.683	936.490	43.730	980.220	3.005.749	27.632	3.033.381

X. — **Prestations versées au titre de l'assurance maladie du régime des fonctionnaires.**

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL	TOTAL des prestations en nature	
									Avec ticket modérateur.	Sans ticket modérateur.
Région de Paris.										
75-A. Paris	757.084	570.691	528.667	1.729.797	1.504.862	11.241	1.468	5.106.210	3.958.183	1.148.027
28-B. Chartres	17.550	9.075	8.079	43.497	33.023	237	118	111.579	78.615	32.964
60-C. Beauvais	19.968	10.858	8.775	43.504	23.139	153	211	106.608	81.307	25.301
60-D. Creil	9.433	5.129	4.018	21.641	15.951	35	402	56.942	39.663	17.279
75-G. La Batellerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
77-H. Melun	38.793	21.393	15.695	78.394	56.775	339	1.108	212.497	161.843	50.654
Total	842.828	617.146	564.664	1.916.836	1.633.750	15.005	3.307	5.593.836	4.319.611	1.274.225
Région de Rouen.										
14-A. Caen	25.957	14.948	10.312	68.885	32.474	223	400	153.199	117.437	35.762
27-B. Evreux	19.455	11.220	13.208	51.076	26.914	184	164	122.221	99.748	22.473
50-C. Saint-Lô	39.972	22.970	19.332	111.139	62.768	107	»	256.288	197.001	59.287
61-D. Alençon	13.392	8.578	9.004	41.187	16.299	24.728	102	113.290	95.241	18.079
76-E. Dieppe	10.073	4.196	5.223	23.018	7.057	63	6	49.636	47.029	2.607
76-F. Elbeuf	1.097	1.261	735	3.655	1.619	24	28	8.422	6.134	2.288
76-G. Le Havre	23.046	12.321	12.885	55.568	19.608	67	468	123.963	103.434	20.529
76-H. Rouen	32.943	17.877	21.522	91.435	35.460	529	2.072	201.838	166.980	34.858
Total	165.935	93.371	92.221	445.963	202.199	25.925	3.240	1.028.857	832.974	195.883
Région de Lille.										
02-A. Laon	16.131	8.783	6.636	41.127	33.223	124	— 732	105.292	68.834	36.458
02-B. Saint-Quentin	13.462	6.884	7.178	31.688	11.492	113	»	73.817	57.048	16.769
59-C. Armentières	6.177	3.175	2.208	18.689	6.625	67	175	37.116	29.263	7.853
59-D. Cambrai	5.989	3.713	2.715	20.866	5.161	128	— 6	38.576	33.900	4.676
59-E. Douai	7.027	4.461	4.136	23.905	4.252	243	49	44.073	38.041	6.032
59-F. Dunkerque	8.359	6.054	3.824	26.299	9.548	22	6	54.112	43.077	11.035
59-G. Lille	37.911	24.907	14.950	117.547	47.872	765	— 658	243.297	193.305	49.992
59-H. Maubeuge	11.844	6.036	7.226	45.222	11.111	79	89	81.610	69.590	12.020
59-J. Roubaix	8.551	4.833	2.940	27.811	6.868	156	— 22	51.140	43.063	8.077
59-J. Tourcoing	5.575	3.031	2.413	15.973	5.930	39	1	32.962	27.536	5.426
59-K. Valenciennes	13.597	7.183	7.011	41.630	7.209	178	16	76.824	71.320	5.504
62-L. Arras	14.908	10.621	6.996	44.815	9.330	143	— 9	86.804	70.983	15.821
62-M. Boulogne	11.938	7.000	4.862	33.398	37.749	63	453	95.463	57.914	37.549
62-N. Calais	10.922	7.305	4.394	31.505	8.006	84	26	62.242	50.984	11.258
62-O. Lens	19.284	8.544	7.509	53.952	10.818	158	59	100.194	92.041	8.153
80-P. Amiens	23.438	13.285	13.782	67.688	23.577	502	107	142.379	116.332	26.047
Total	215.116	125.785	98.680	642.118	241.771	2.871	— 446	1.325.901	1.063.231	262.670
Région de Nancy.										
08-A. Charleville	22.531	11.332	14.227	57.288	29.938	93	— 1	135.408	106.823	28.585
10-B. Troyes	17.750	10.272	8.066	44.111	17.204	1.017	24	98.444	83.437	15.007
51-C. Reims	31.342	21.707	12.829	99.297	40.444	193	38	205.850	163.829	42.021
52-D. Chaumont	17.125	10.209	6.251	39.457	19.207	6.166	»	98.415	76.675	21.740
54-E. Longwy	6.015	3.838	3.223	14.041	7.741	27	78	34.963	27.794	7.169
54-F. Nancy	41.592	28.518	24.899	101.026	65.192	737	232	262.190	205.683	56.507
55-G. Bar-le-Duc	15.128	7.787	6.603	36 780	17.574	184	— 2	84.054	75.802	8.252
88-H. Epinal	19.194	13.271	14.375	59.494	30.924	32.653	90	170.001	136.463	33.538
Total	170.677	106.934	90.473	451.488	228.224	41.070	459	1.089.325	876.506	212.819
Région de Rennes.										
22-A. Saint-Brieuc	23.600	18.611	12.547	53.213	31.092	50	178	139.294	108.380	30.911
29-B. Brest	50.366	49.327	28.277	136.924	102.591	313	355	368.153	249.628	118.525
29-C. Quimper	15.283	15.093	10.922	42.589	22.587	198	267	106.939	77.310	29.629
35-D. Rennes	51.140	34.456	25.777	118.224	63.808	761	443	294.606	215.829	78.777
53-E. Laval	10.509	6.199	5.899	28.280	16.211	155	»	67.253	47.251	20.002
72-F. Le Mans	29.208	20.484	17.453	77.564	42.053	387	577	187.726	140.223	47.503
Total	180.106	144.170	100.875	456.791	278.342	1.864	1.820	1.163.968	838.621	325.347

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL	TOTAL des prestations en nature. Avec ticket modérateur.	TOTAL des prestations en nature. Sans ticket modérateur.
Région de Nantes.										
37-A. Tours	20.846	9.128	13.270	59.030	25.208	109	156	127.747	105.283	22.464
44-B. Nantes	36.588	27.177	25.948	96.333	54.004	229	22	240.301	193.562	46.739
44-C. Saint-Nazaire	8.690	5.602	4.628	21.989	7.641	54	— 9	48.595	43.371	5.224
49-D. Angers	21.988	15.230	16.704	68.935	31.233	212	426	154.728	115.763	38.965
49-E. Cholet	2.602	1.352	1.568	8.283	3.255	»	7	17.067	13.086	3.981
56-I. Vannes	37.520	24.722	21.315	96.681	87.008	243	1.047	268.536	188.783	79.753
85-H. La Roche-sur-Yon	16.644	10.645	6.800	43.866	19.600	68	16	97.639	72.446	25.193
Total	144.878	93.856	90.233	395.117	227.949	915	1.665	954.613	732.294	222.319
Région d'Orléans.										
18-A. Bourges	25.879	16.410	15.436	75.802	38.929	211	468	173.135	130.434	42.701
36-B. Châteauroux	14.493	8.186	7.039	41.580	18.033	26	455	89.812	70.029	19.783
41-C. Blois	16.706	8.321	8.447	41.165	21.232	126	1	95.698	75.240	20.458
45-D. Orléans	26.551	17.227	14.955	70.866	30.855	213	2.156	171.823	126.342	45.481
58-E. Nevers	13.467	8.826	7.466	44.370	20.389	8.626	16	103.160	81.679	21.481
Total	97.096	58.970	53.043	273.783	138.438	9.202	3.096	633.628	483.724	149.904
Région de Dijon.										
21-A. Dijon	35.077	21.717	22.409	110.972	57.341	468	47	248.031	186.217	61.814
25-B. Besançon	23.246	14.629	12.973	49.502	41.280	140	211	141.981	98.374	43.607
25-C. Montbéliard	6.722	4.294	3.113	16.246	5.169	39	1	35.554	29.491	6.063
39-D. Lons-le-Saunier	11.330	9.347	10.194	39.478	28.870	3.750	57	106.026	74.937	31.089
70-E. Vesoul	19.097	9.163	8.198	41.385	19.473	4.858	433	102.607	87.935	14.672
71-F. Mâcon	22.905	14.025	15.815	70.806	43.364	854	903	168.762	126.672	42.090
89-G. Auxerre	21.675	11.865	10.550	56.126	24.188	210	479	125.093	97.955	27.138
90-H. Belfort	7.745	5.509	4.265	19.539	10.440	81	93	47.672	36.800	10.872
Total	150.797	90.549	87.517	404.024	230.125	10.400	2.314	975.726	738.381	237.345
Région de Limoges.										
16-A. Angoulême	25.169	16.813	12.444	68.257	29.964	633	51	153.331	117.384	35.947
17-B. La Rochelle	36.588	21.470	16.424	106.633	56.136	756	»	238.007	184.625	53.382
19-C. Tulle	23.669	13.412	15.068	52.058	27.395	318	36	131.986	101.773	30.213
23-D. Guéret	12.262	6.584	8.385	33.040	81.811	3.477	— 2	145.557	53.153	92.404
79-E. Niort	18.123	10.365	6.507	44.883	19.194	275	2	99.349	87.833	11.516
86-F. Poitiers	33.484	24.062	15.964	86.747	37.215	9.638	26	207.136	161.197	45.939
87-G. Limoges	30.452	19.904	19.189	83.921	34.637	349	1.094	189.546	141.132	48.414
Total	179.747	112.610	93.981	475.539	286.352	15.476	1.207	1.164.912	847.097	317.815
Région de Clermont-Ferrand.										
03-A. Moulins	22.001	11.926	14.156	66.716	41.708	90.749	141	247.397	214.627	32.770
15-B. Aurillac	13.779	9.083	6.647	31.391	15.501	229	40	76.670	54.951	21.719
43-C. Le Puy	9.244	6.832	6.244	27.270	21.094	151	65	70.870	50.069	20.801
48-D. Mende	8.859	2.880	4.621	19.838	12.192	351	64	48.805	36.339	12.466
63-E. Clermont-Ferrand	42.968	25.783	24.879	106.938	51.725	143.960	113	396.356	345.789	50.567
Total	96.811	56.504	56.547	252.152	142.220	235.440	423	840.098	701.775	138.323
Région de Lyon.										
69-A. Lyon	79.777	16.439	51.149	147.104	178.820	1.250	21	474.560	404.872	69.688
69-B. Villefranche	1.368	930	942	3.934	7.467	16	— 1	14.626	7.903	6.723
01-C. Bourg	19.234	12.765	13.613	48.484	120.363	9.142	512	224.113	108.369	115.744
07-D. Annonay	3.279	2.129	1.700	7.849	5.882	16	— 2	20.853	15.481	5.372
07-E. Privas	9.643	5.746	5.132	23.770	15.237	1.352	7	60.887	43.891	16.996
26-F. Valence	18.537	13.703	11.147	56.628	35.079	455	513	136.053	92.006	44.047
38-G. Grenoble	22.659	17.508	15.509	75.190	93.879	19.027	11	243.783	154.400	89.383
38-H. Vienne	4.009	2.882	3.212	11.929	10.817	107	34	32.990	25.176	7.814
42-I. Roanne	11.836	12.663	9.361	30.657	27.878	284	31	92.710	63.648	29.062
42-J. Saint-Etienne	19.993	18.106	15.544	75.443	65.302	579	1.701	196.668	141.856	54.812
73-K. Chambéry	14.762	11.029	9.297	43.818	30.102	65.918	— 995	173.931	144.487	29.444
74-L. Annecy	17.134	14.351	12.284	45.273	232.709	5.127	»	327.178	103.190	223.988
Total	222.231	128.251	148.860	570.079	823.526	103.573	1.832	1.998.352	1.305.279	693.073

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	SOINS dentaires.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL	TOTAL des prestations en nature. Avec ticket modérateur.	TOTAL des prestations en nature. Sans ticket modérateur.
Région de Bordeaux.										
33-A. Bordeaux	100.053	61.226	40.261	224.303	133.472	3.354	490	563.159	400.637	162.522
24-B. Périgueux	32.356	19.135	11.818	76.910	32.878	536	939	174.572	137.611	36.961
40-C. Mont-de-Marsan	15.619	9.561	6.984	32.067	30.738	20.327	1.098	116.394	83.089	33.305
47-D. Agen	25.026	17.350	8.757	58.469	22.384	1.264	337	133.587	107.530	26.057
64-E. Bayonne	14.887	9.522	7.954	33.331	48.647	671	53	115.065	64.078	50.987
64-F. Pau	23.948	16.162	11.529	47.368	54.677	13.373	375	167.432	109.527	57.905
Total	211.889	132.956	87.303	472.448	322.796	39.525	3.292	1.270.209	902.472	367.737
Région de Toulouse.										
09-00 Foix	14.237	8.527	7.648	29.833	14.187	7.042	2	81.476	64.115	17.361
31-B. Toulouse	84.849	65.140	35.037	205.015	110.486	49.870	— 1	550.396	433.981	116.415
32-C. Auch	12.765	7.929	5.923	27.696	12.652	5.908	37	72.910	558.039	14.871
46-D. Cahors	15.951	7.823	5.050	34.395	19.499	315	5	83.038	62.011	20.967
65-E. Tarbes	34.925	29.105	15.319	71.084	59.648	28.375	— 5	238.451	178.924	59.527
81-F. Albi	19.473	12.835	9.423	50.620	27.885	1.179	1	121.416	91.274	30.142
82-G. Montauban	12.045	7.494	4.518	31.797	16.497	481	33	72.865	57.050	15.815
Total	194.245	138.853	82.918	450.440	260.854	93.170	72	1.220.552	945.454	275.098
Région de Montpellier.										
11-A. Carcassonne	16.720	14.009	8.971	48.953	20.361	1.348	11	110 373	90.205	20.168
12-B. Rodez	19.594	11.390	9.672	48.281	17.851	518	131	107.437	82.209	25.228
30-C. Nimes	33.575	21.482	13.430	77.805	25.373	1.737	»	173.498	160.275	13.223
34-D. Béziers	15.459	13.303	6.489	39.737	14.333	804	16	90.141	83.103	7.038
34-E. Montpellier	37.628	32.303	21.237	93.532	97.016	1.626	454	283.796	223.926	59.870
66-F. Perpignan	26.593	24.880	8.896	56.226	67.727	14.000	— 193	198.129	130.046	68.083
Total	149.569	117.367	68.695	364.624	242.667	20.033	419	963.374	769.764	193.610
Région de Marseille.										
04-A. Digne	8.658	6.350	3.475	21.991	13.798	1.020	130	55.422	39.030	16.392
05-B. Gap	11.122	8.298	4.328	23.763	73.392	189	50	121.142	47.192	73.950
06-C. Nice	48.722	48.265	33.333	162.759	110.337	687	1.420	405.523	330.330	75.193
13-D. Marseille	132.048	129.794	58.271	353.932	195.984	5.047	2.735	877.811	769.802	108.009
20-E. Ajaccio	25.030	22.153	11.106	66.438	36.585	390	20	161.725	161.445	280
83-F. Toulon	58.768	71.610	37.702	199.697	186.492	1.137	349	555.125	392.580	162.545
84-G. Avignon	16.738	15.870	10.382	49.543	32.051	550	119	125.253	94.231	31.022
Total	301.086	302.340	157.970	878.123	618.639	9.020	4.823	2.302.001	1.834.610	467.391
Région de Strasbourg.										
57-A. Metz	39.132	24.934	27.803	93.301	44.418	1.118	259	230.965	199.351	31.614
57-B. Sarreguemines	14.645	8.991	10.829	34.949	30.057	172	15	99.658	81.082	18.576
57-C. Thionville	8.285	4.987	5.430	21.805	7.914	488	7	48.916	42.115	6.801
67-D. Haguenau	15.688	9.249	11.184	31.681	22.285	430	1	90.518	70.225	20.293
67-E. Sélestat	12.722	7.262	9.215	26.170	22.454	251	118	77.892	59.053	18.839
67-F. Strasbourg	60.032	45.240	45.135	124.239	94.257	1.112	»	370.015	277.404	92.611
68-G. Colmar	19.774	15.196	14.806	37.092	47.142	320	231	134.561	88.531	46.030
68-J. Mulhouse	27.636	26.116	19.049	63.222	49.891	492	174	181.580	130.586	50.994
Total	197.914	136.975	143.451	432.459	318.418	4.838	805	1.234.105	948.347	285.758
France entière	3.520.925	2.456.940	2.017.431	8.881.985	6.225.973	627.875	28.328	23.759.457	18.140.140	5.619.317

XI. — **Cotisations d'accidents du travail. — Prestations d'incapacité temporaire.**

Nombre d'accidents, d'indemnités journalières, de journées d'hospitalisation.

RÉGIONS ET CAISSES	COTISATIONS		PRESTATIONS		POURCENTAGE prestations (2) / cotisations.	NOMBRE d'accidents du travail déclarés (5).	NOMBRE d'indemnités journalières (3).			NOMBRE de journées d'hospitalisation (5).
	d'accidents du travail encaissées.	ventilées au profit de la caisse primaire.	d'incapacité temporaire versées.	d'incapacité temporaire à la charge de la caisse (1).			A 50 p. 100 (3).	Aux deux tiers (3).	Total.	
Région de Paris.										
75-A. Paris	26.028.020	9.694.050	8.986.085	9.530.312	98,31	624.480	3.815.415	1.904.125	5.719.540	422.191
28-B. Chartres	367.057	146.725	123.387	109.962	74,94	7.296	71.408	33.697	105.105	11.091
60-C. Beauvais	543.450	217.322	207.386	187.435	86,25	11.014	106.544	66.623	173.167	10.367
60-D. Creil	581.961	231.738	250.585	234.426	101,16	14.932	128.588	59.216	187.804	6.211
75-G. La Batellerie	159.199	63.034	35.688	35.688	56,62	1.534	15.072	11.790	26.862	1.835
77-H. Melun	871.635	348.397	455.685	363.107	104,22	26.537	213.134	136.808	349.942	20.848
Total	28.551.322	10.701.266	10.068.917	10.460.930	97,75	685.793	4.350.161	2.212.259	6.562.420	472.543
Région de Rouen.										
14-A. Caen	844.207	311.761	270.869	263.288	84,46	16.515	149.222	93.765	242.987	22.489
27-B. Evreux	602.495	240.719	271.486	200.212	83,17	15.203	121.648	63.014	184.662	12.019
50-C. Saint-Lô	421.423	168.435	132.469	131.516	78,08	7.336	88.976	47.388	136.364	13.019
61-D. Alençon	297.687	119.042	95.760	83.333	70,00	5.813	53.572	32.593	86.165	9.599
76-E. Dieppe	339.692	135.862	146.839	133.167	98,02	8.480	72.401	39.224	111.625	9.925
76-F. Elbeuf	97.410	38.964	64.405	42.775	109,78	2.257	26.932	24.831	51.763	3.165
76-G. Le Havre	1.129.065	447.673	421.012	409.735	91,53	28.610	233.338	129.816	363.154	17.101
76-H. Rouen	1.438.482	574.904	559.439	568.962	98,97	33.644	249.685	161.601	411.286	31.225
Total	5.170.461	2.037.359	1.907.879	1.832.988	89,97	117.828	995.774	592.232	1.588.006	115.542
Région de Lille.										
52-A. Laon	397.729	155.642	129.675	118.430	76,09	8.905	69.972	38.030	108.002	6.947
02-B. Saint-Quentin	431.473	172.508	178.407	162.226	94,04	14.682	109.927	52.683	162.610	6.343
59-C. Armentières	213.123	85.246	99.903	79.092	92,78	5.658	53.465	36.268	89.733	3.101
59-D. Cambrai	282.089	110.764	103.820	100.374	90,62	7.302	60.431	35.980	96.411	3.015
59-E. Douai	417.438	162.917	204.070	207.337	127,26	11.990	122.943	84.758	207.671	4.529
59-F. Dunkerque	627.822	247.955	299.236	280.160	112,99	16.068	129.777	76.806	206.583	6.012
59-G. Lille	1.496.225	597.217	495.175	556.861	93,24	40.208	277.319	136.780	414.099	16.856
59-H. Maubeuge	795.214	318.061	344.750	343.359	107,95	24.078	189.040	82.029	271.069	10.610
59-I. Roubaix	758.272	303.250	344.921	350.374	115,54	19.977	173.705	108.214	281.919	8.188
59-J Tourcoing	493.145	197.211	186.793	193.882	98,31	12.959	111.764	59.263	171.027	6.138
59-K. Valenciennes	1.439.078	455.593	541.868	534.658	117,35	33.097	335.476	164.424	499.597	14.650
62-L. Arras	347.732	139.075	149.222	138.400	99,30	8.974	84.228	35.420	119.648	6.894
62-M. Boulogne	454.939	181.833	210.787	201.991	111,09	10.959	97.943	63.704	161.647	11.056
62-N. Calais	416.726	166.579	171.371	168.400	101,09	10.207	92.998	53.082	146.080	3.785
62-O. Lens	711.961	284.737	300.795	273.797	96,16	16.497	171.654	87.168	258.822	14.744
80-P. Amiens	747.183	298.840	263.031	257.203	86,07	16.782	154.497	92.217	246.714	9.711
Total	9.730.149	3.877.428	4.033.827	3.966.244	102,29	258.433	2.234.809	1.206.823	3.441.632	132.579
Région de Nancy.										
08-A. Charleville	875.199	350.061	459.667	460.574	131,56	24.426	215.022	149.848	364.870	25.679
10-B. Troyes	408.474	163.163	186.042	178.420	109,47	9.986	91.262	72.282	163.544	9.017
51-C. Reims	790.787	316.230	358.942	358.600	113,41	22.921	208.648	101.546	310.194	16.869
52-D. Chaumont	431.644	172.516	135.335	165.299	95,82	11.510	97.921	42.310	140.231	10.965
54-E. Longwy	837.611	334.932	353.373	340.180	101,57	17.579	163.578	82.358	245.936	22.678
54-F. Nancy	1.232.979	485.875	451.773	467.755	96,27	33.547	248.126	144.634	392.760	20.163
55-G. Bar-le-Duc	374.044	149.538	144.975	142.613	95,37	9.864	80.748	46.734	127.482	8.808
88-H. Epinal	721.373	288.430	263.138	259.462	89,96	15.724	151.419	105.612	257.031	12.934
Total	5.671.811	2.260.745	2.403.245	2.372.603	104,95	145.557	1.256.724	745.324	2.002.048	127.343
Région de Rennes.										
22-A. Saint-Brieuc	334.297	133.006	86.832	86.328	64,91	7.053	66.372	31.040	97.412	5.071
29-B. Brest	467.768	186.805	163.967	160.552	85,95	10.000	95.062	61.848	156.910	10.957
29-C. Quimper	318.151	127.036	124.134	118.266	93,40	6.376	73.901	58.832	132.733	10.301
35-D. Rennes	608.637	243.112	215.738	201.156	82,74	11.937	113.000	76.463	189.523	21.156
53-E. Laval	186.524	74.453	52.221	52.176	70,08	3.674	36.413	18.362	54.775	4.156
72-F. Le Mans	560.619	222.074	194.301	195.097	87,85	13.360	115.840	52.412	168.252	18.322
Total	2.475.996	986.486	837.193	813.575	82,47	52.400	500.648	298.957	799.605	69.963

RÉGIONS ET CAISSES	COTISATIONS d'accidents du travail encaissées.	COTISATIONS ventilées au profit de la caisse primaire.	PRESTATIONS d'incapacité temporaire versées.	PRESTATIONS d'incapacité temporaire à la charge de la caisse (1).	POURCENTAGE prestations (2) / cotisations.	NOMBRE d'accidents du travail déclarés (3).	NOMBRE d'indemnités journalières (3). A 50 p. 100 (3).	NOMBRE d'indemnités journalières (3). Aux deux tiers (3).	NOMBRE d'indemnités journalières (3). Total.	NOMBRE de journées d'hospitalisation (3).
Région de Nantes.										
37-A. Tours	511.531	202.918	175.219	171.255	84,70	13.444	104.477	**61.318**	165.795	13.751
44-B. Nantes	1.056.850	422.723	343.457	371.985	87,99	24.451	181.866	105.632	286.898	20.220
44-C. Saint-Nazaire	582.991	233.344	268.453	255.631	109,55	12.440	129.252	91.691	**220.943**	11.262
49-D. Angers	413.591	177.261	153.779	149.027	84,07	9.436	84.490	59.574	144.064	8.935
49-E. Cholet	159.398	63.653	53.402	51.644	81,13	3.259	27.238	16.831	44.069	2.609
85-H. La Roche-sur-Yon	281.309	112.399	77.840	74.472	66,26	5.488	54.543	29.633	84.176	4.851
56-I. Vannes	505.787	202.221	169.662	143.098	70,76	8.788	102.107	57.167	159.274	9.750
Total	3.511.457	1.414.522	1.231.512	1.217.112	86,04	77.306	683.973	421.246	**1.105.219**	71.378
Région d'Orléans.										
18-A. Bourges	383.485	153.315	136.519	128.436	83,77	9.547	77.781	46.792	124.573	5.841
36-B. Châteauroux	267.155	106.850	81.453	79.556	74,46	5.581	52.353	35.665	88.018	3.583
41-C. Blois	238.387	95.269	75.683	69.926	73,40	5.558	43.169	26.695	69.864	5.508
45-D. Orléans	601.768	241.746	189.860	186.581	**77,18**	13.410	115.230	59.506	174.736	10.681
58-E. Nevers	313.688	125.428	115.012	112.255	89,50	7.621	71.921	34.240	106.161	8.612
Total	1.807.483	722.608	598.527	576.754	79,81	41.717	360.454	202.898	563.352	34.315
Région de Dijon.										
21-A. Dijon	636.498	254.731	214.107	218.048	85,60	15.140	124.358	75.672	200.030	10.895
25-B. Besançon	401.629	160.597	125.806	123.255	76,75	9.158	80.079	34.461	114.540	7.948
25-C. Montbéliard	335.401	92.437	76.252	77.140	83,45	9.252	47.561	20.360	67.921	2.261
39-D. Lons-le-Saunier	342.928	137.035	108.869	100.756	73,53	7.492	73.016	37.333	110.349	7.240
70-E. Vesoul	260.936	104.327	93.453	93.198	89,33	7.532	56.783	32.838	89.621	6.780
71-F. Mâcon	752.061	243.536	209.303	202.356	83,09	20.057	136.665	70.697	207.362	16.099
89-G. Auxerre	283.433	113.277	95.144	88.305	77,95	7.061	59.536	30.087	89.623	6.054
90-H. Belfort	237.574	73.068	69.819	68.030	93,11	8.066	38.273	20.523	58.776	3.950
Total	3.250.460	1.179.008	992.753	971.088	82,36	84.058	616.271	321.971	938.222	61.030
Région de Limoges.										
16-A. Angoulême	339.770	136.760	93.144	89.189	65,22	7.366	63.913	29.664	93.577	5.403
17-B. La Rochelle	610.708	244.086	211.316	208.202	85,31	14.745	102.393	76.117	178.510	12.020
19-C. Tulle	243.221	97.141	101.664	101.858	104,85	5.632	49.787	41.306	91.093	8.121
23-D. Guéret	91.912	36.741	38.082	32.052	87,24	1.882	20.231	17.598	37.829	4.108
79-E. Niort	256.774	102.484	83.891	83.242	81,20	5.708	56.356	29.605	85.961	5.059
86-F. Poitiers	251.403	100.506	87.609	75.482	75,10	4.931	51.355	34.310	85.665	5.810
87-G. Limoges	452.331	180.855	173.926	166.916	92,29	8.048	81.129	77.905	159.034	11.589
Total	2.246.119	898.573	789.632	756.911	84,23	48.312	425.164	306.505	731.669	52.110
Région de Clermont-Ferrand.										
03-A. Moulins	609.139	243.480	215.758	216.380	88,87	13.836	119.819	83.693	203.512	10.221
15-B. Aurillac	117.916	47.165	42.752	43.575	92,50	2.012	26.378	16.468	42.846	2.200
43-C. Le Puy	168.371	67.323	60.178	53.473	79,43	3.336	38.247	24.838	63.085	4.493
48-D. Mende	59.077	23.950	22.285	20.983	87,65	1.050	12.903	9.213	22.116	2.332
63-E Clermont-Ferrand	978.902	391.663	383.750	386.325	98,64	21.148	210.858	135.536	346.394	19.182
Total	1.933.405	773.511	724.723	720.736	93,17	41.382	408.205	269.748	677.953	38.728
Région de Lyon.										
69-A. Lyon	3.125.219	1.248.157	1.409.287	1.430.696	114,62	77.322	715.506	412.141	**1.127.647**	106.592
69-B. Villefranche	229.633	91.837	88.921	83.515	90,94	5.294	46.993	31.867	78.860	6.101
01-C. Bourg	420.323	168.073	164.242	164.320	97,77	8.623	84.315	60.971	145.286	13.382
07-D. Annonay	91.835	36.730	35.392	32.304	87,95	2.122	22.798	12.045	34.843	3.509
07-E. Privas	185.777	74.280	71.815	67.507	90,88	4.663	46.923	24.123	71.046	4.816
26-F. Valence	497.489	198.961	181.732	191.332	96,17	10.752	103.595	49.095	152.690	21.253
38-G. Grenoble	1.377.421	550.889	598.557	598.206	108,59	30.689	291.424	167.249	458.673	41.109
38-H. Vienne	308.412	123.354	110.870	115.529	93,66	6.059	62.651	34.043	96.697	6.575
42-I. Roanne	254.572	101.822	86.440	85.215	83,69	5.397	51.624	34.079	85.703	5.268
42-J. Saint-Etienne	1.632.752	653.069	679.270	681.654	104,38	42.071	386.987	208.680	595.667	25.574
73-K. Chambéry	713.509	285.334	329.250	315.849	110,69	12.953	159.222	96.891	256.113	29.290
74-L. Annecy	536.011	214.266	242.060	232.229	108,38	12.484	121.121	73.658	194.779	20.110
Total	9.372.953	3.746.772	3.997.826	3.998.356	106,71	218.429	2.093.162	1.204.842	3.298.004	283.780

RÉGIONS ET CAISSES	COTISATIONS d'accidents du travail encaissées.	COTISATIONS ventilées au profit de la caisse primaire.	PRESTATIONS d'incapacité temporaire versées.	PRESTATIONS d'incapacité temporaire à la charge de la caisse (1).	POURCENTAGE prestations (2) / cotisations.	NOMBRE d'accidents du travail déclarés (3).	NOMBRE d'indemnités journalières (3). A 50 p. 100 (3).	NOMBRE d'indemnités journalières (3). Aux deux tiers (3).	NOMBRE d'indemnités journalières (3). Total.	NOMBRE de journées d'hospitalisation (3).
Région de Bordeaux.										
33-A. Bordeaux	1.600.054	639.165	531.442	527.370	82,47	36.599	278.290	126.881	405.171	30.166
24-B. Périgueux	312.727	125.086	89.542	92.709	74,12	5.750	54.363	38.211	92.574	5.759
40-C. Mont-de-Marsan	223.320	89.299	78.526	67.156	75,20	3.814	43.909	29.040	72.949	5.377
47-D. Agen	285.334	114.095	110.708	106.473	93,32	5.847	53.586	45.387	98.973	5.995
64-E. Bayonne	305.790	122.264	106.340	105.170	86,02	5.086	52.555	46.414	98.969	3.764
64-F. Pau	283.964	113.517	90.178	84.929	74,82	5.942	52.511	30.106	82.617	5.482
Total	3.011.189	1.203.726	1.006.436	983.807	81,73	63.038	535.214	316.039	851.253	56.153
Région de Toulouse.										
09-A. Foix	167.582	66.996	78.590	75.864	113,24	2.852	34.657	36.631	71.288	6.963
31-B. Toulouse	894.412	357.256	291.500	304.135	85,13	18.152	176.527	118.850	295.377	14.500
32-C. Auch	68.349	27.333	28.592	24.534	89,76	1.248	16.751	11.396	28.167	1.795
46-D. Cahors	87.259	34.900	24.585	26.361	75,53	2.001	13.904	9.348	23.249	2.018
65-E. Tarbes	336.372	134.213	162.598	150.456	115,16	7.523	64.625	47.885	112.510	8.196
81-F. Albi	364.178	145.345	131.196	124.001	85,31	6.767	72.907	46.505	119.412	8.697
82-G. Montauban	118.102	47.076	48.923	35.392	75,18	2.360	28.323	21.336	49.659	4.470
Total	2.036.245	813.119	765.984	740.743	91,10	40.903	407.691	291.951	699.662	46.639
Région de Montpellier.										
11-A. Carcassonne	211.364	84.484	78.098	73.253	86,71	4.096	43.078	36.019	79.097	2.994
12-B. Rodez	229.824	91.895	82.413	77.637	84,48	3.865	51.849	32.642	84.491	5.820
30-C. Nîmes	509.574	203.496	224.674	228.819	112,44	12.442	114.232	85.116	199.348	11.725
34-D. Béziers	206.241	82.463	90.225	89.046	107,98	4.785	56.368	29.616	85.984	6.393
34-E. Montpellier	339.903	135.879	194.440	189.367	139,36	7.234	71.993	75.616	147.609	9.867
66-F. Perpignan	233.930	93.480	76.683	68.503	73,28	3.493	34.859	31.326	69.185	4.498
Total	1.730.836	691.697	746.533	726.625	105,05	35.915	372.379	293.335	665.714	41.297
Région de Marseille.										
04-A. Digne	110.534	44.185	42.265	40.089	90,73	1.676	19.622	15.558	35.180	1.213
05-B. Gap	148.550	59.394	56.497	54.430	91,64	2.882	36.804	18.211	55.015	4.791
06-C. Nice	846.852	338.036	354.011	342.835	101,42	17.312	168.542	112.970	281.482	36.897
13-D. Marseille	3.336.970	1.334.019	2.217.396	2.222.217	166,58	84.245	914.931	667.952	1.582.883	112.325
20-E. Ajaccio	115.525	46.736	59.309	59.272	126,82	1.902	26.241	25.040	51.281	2.643
83-F. Toulon	585.652	233.506	322.835	314.975	134,89	14.436	148.257	116.236	264.493	27.388
84-G. Avignon	374.602	149.768	191.746	162.587	108,76	8.640	98.741	75.878	174.619	11.475
Total	5.518.685	2.205.644	3.244.059	3.196.703	144,93	131.093	1.413.108	1.031.845	2.444.953	199.732
Région de Strasbourg.										
57-A. Metz	812.680	324.413	357.516	356.009	109,74	17.040	178.223	73.265	251.488	16.924
57-B. Sarreguemines	423.540	168.266	191.939	181.056	103,38	9.495	111.586	67.163	178.749	19.053
57-C. Thionville	934.617	373.595	354.061	349.161	93,45	14.312	163.904	87.627	251.528	30.167
67-D. Haguenau	344.613	136.380	119.172	114.331	83,83	7.216	77.113	35.538	112.651	10.252
67-E. Sélestat	323.069	127.608	117.421	117.421	92,02	6.721	69.781	42.386	112.167	7.693
67-F. Strasbourg	842.160	322.966	342.146	345.893	107,10	22.076	177.432	89.309	266.741	20.080
68-G. Colmar	335.169	132.606	126.011	125.992	94,26	7.115	59.703	41.596	101.099	12.962
68-J. Mulhouse	816.796	324.770	364.674	363.460	111,91	16.647	172.237	107.998	280.235	23.241
Total	4.802.044	1.910.604	1.972.940	1.956.323	102,39	100.622	1.009.976	544.682	1.554.658	139.472
France entière	90.850.615	35.423.068	35.321.996	35.291.498 (4)	99,63	2.112.786	17.663.713	10.260.657	27.924.370	1.942.604

(1) Compte tenu des prestations versées par d'autres caisses mais dont la charge incombe en définitive à la caisse considérée et déduction faite des prestations versées par la caisse et dont la charge incombe à d'autres caisses (subsistants).

(2) Prestations à la charge de la caisse.

(3) Du salaire.

(4) Ce total devrait être égal, en principe, à celui de la colonne précédente, la différence constatée s'explique principalement par les décalages qui peuvent se produire entre les caisses lors de la passation des écritures se rapportant aux subsistants.

(5) Nombres entiers.

XII. — **Ventilation des prestations d'incapacité temporaire.**

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	APPAREILLAGE	HOSPITALISATION	RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle.	INDEMNITÉS journalières. A 50 p. 100 du salaire.	INDEMNITÉS journalières. Aux deux tiers du salaire.	DIVERS	TOTAL « incapacité temporaire ».
Région de Paris.										
75-A. Paris	873.993	511.111	495.140	74.713	1.300.210	67.225	3.560.568	2.078.283	24.842	8.986.085
28-B. Chartres	14.047	1.894	7.709	1.557	23.544	375	46.803	26.691	767	123.387
60-C. Beauvais	23.786	11.638	16.486	2.231	22.091	953	69.850	59.288	1.063	207.386
60-D. Creil	32.990	8.544	18.857	2.071	23.163	1.703	100.288	69.549	3.520	260.685
75-G. Melun	2.416	1.839	2.032	443	5.429	19	11.983	10.785	742	35.688
77-H. La Batellerie	34.312	20.496	26.342	4.278	60.055	3.861	162.665	136.395	7.282	455.686
Total	981.544	555.522	566.566	85.293	1.434.492	74.136	3.952.157	2.380.991	38.216	10.068.917
Région de Rouen.										
14-A. Caen	21.684	10.606	21.187	4.058	44.252	911	89.523	76.034	2.614	270.869
27-B. Evreux	17.933	12.396	15.964	3.027	27.018	254	83.806	54.454	2.234	217.086
50-C. Saint-Lô	10.548	7.718	10.869	676	20.805	703	47.274	33.136	740	132.469
61-D. Alençon	7.733	5.935	7.398	805	16.614	738	29.132	22.679	4.726	95.760
76-E. Dieppe	15.768	5.994	10.909	640	20.301	597	53.327	37.892	1.411	146.839
76-F. Elbeuf	5.166	4.001	3.873	679	7.780	»	19.363	22.739	804	64.405
76-G. Le Havre	31.028	21.403	26.588	4.026	37.865	594	168.851	129.274	1.383	421.012
76-H. Rouen	52.256	18.387	35.286	3.629	76.267	178	196.062	170.892	6.482	559.439
Total	162.116	86.440	132.074	17.540	250.902	3.975	687.338	547.100	20.394	1.907.879
Région de Lille.										
02-A. Laon	11.986	7.827	10.959	931	16.574	836	45.097	34.807	668	129.675
02-B. Saint-Quentin	17.562	9.308	18.806	1.262	13.596	2	72.599	44.646	626	178.407
59-C. Armentières	9.427	7.450	10.621	595	7.452	714	33.162	30.187	595	99.903
59-D. Cambrai	10.971	5.818	11.725	555	7.819	26	37.677	29.052	177	103.820
59-E. Douai	17.625	10.183	18.888	1.283	8.463	91	81.861	75.349	327	214.070
59-F. Dunkerque	23.616	13.950	27.035	2.977	13.348	508	119.085	97.849	868	299.236
59-G. Lille	40.573	18.274	52.303	3.038	39.631	15.533	194.542	128.834	2.447	495.175
59-H. Maubeuge	26.888	11.184	38.640	1.384	21.725	345	151.319	91.150	2.105	344.750
59-I. Roubaix	33.280	27.219	34.502	1.521	23.220	1.108	125.941	97.297	833	344.921
59-J. Tourcoing	23.029	7.172	18.217	1.376	14.824	31	70.726	51.028	390	186.793
59-K. Valenciennes	40.849	32.572	45.417	2.580	24.867	2.077	229.154	161.422	2.930	541.868
62-L. Arras	17.999	9.290	14.968	1.621	15.791	1.142	56.462	30.834	1.115	149.222
62-M. Boulogne	27.706	2.741	20.951	1.015	25.336	3.248	68.585	60.708	497	210.787
62-N. Calais	16.821	10.464	17.483	1.480	9.525	397	63.571	50.947	683	171.371
62-O. Lens	28.267	13.061	28.544	2.218	40.627	372	108.479	77.350	1.877	300.795
80-P. Amiens	25.323	15.746	28.180	2.779	24.960	1.267	90.780	72.957	1.042	263.034
Total	371.622	202.259	397.239	26.615	307.758	27.697	1.549.040	1.134.417	17.180	4.033.827
Région de Nancy.										
08-A. Charleville	32.607	21.208	33.299	1.878	53.165	345	169.509	146.156	1.500	459.667
10-B. Troyes	14.872	9.454	10.470	2.453	30.741	3.161	55.995	58.369	527	186.042
51-C. Reims	31.876	21.141	32.681	2.338	37.891	3.225	139.884	88.356	1.547	358.942
52-D. Chaumont	19.520	12.006	14.574	1.081	21.107	1.039	67.284	40.404	8.320	185.335
54-E. Longwy	23.668	19.358	17.861	3.455	39.417	3.015	145.214	96.521	4.864	353.373
54-F. Nancy	21.885	29.446	24.887	3.768	45.698	21.954	173.606	125.259	5.270	451.773
55-G. Bar-le-Duc	12.748	6.804	11.235	993	14.982	3.747	53.426	40.506	534	144.975
88-H. Epinal	21.834	13.161	22.634	1.869	26.226	5.087	88.953	82.224	1.150	263.138
Total	179.010	132.581	167.641	17.835	269.227	41.573	893.871	677.795	23.712	2.403.245
Région de Rennes.										
22-A. Saint-Brieuc	9.375	7.193	7.249	759	6.773	53	33.923	20.517	990	86.832
29-B. Brest	11.764	12.027	9.660	1.575	24.190	569	53.805	49.449	928	163.967
29-C. Quimper	9.399	8.804	7.234	683	15.278	32	38.520	43.414	770	124.134
35-D. Rennes	18.172	15.722	14.479	1.958	36.552	7.342	63.018	57.162	1.333	215.738
53-E. Laval	4.848	3.450	4.402	409	6.497	62	19.295	12.880	378	52.221
72-F. Le Mans	15.758	15.366	12.792	2.067	25.420	469	76.358	45.247	1.124	194.301
Total	69.316	62.562	55.816	7.451	114.410	8.527	284.919	228.669	5.523	837.193

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	APPAREILLAGE	HOSPITALISATION	RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle.	INDEMNITÉS journalières. A 50 p. 100 du salaire.	INDEMNITÉS journalières. Aux deux tiers du salaire.	DIVERS	TOTAL « incapacité temporaire ».
Région de Nantes.										
37-A. Tours	11.340	11.833	12.194	2.064	24.676	111	62.051	47.221	3.729	175.219
44-B. Nantes	37.022	8.710	25.269	3.187	46.623	1.239	124.245	95.136	2.026	343.457
44-C. Saint-Nazaire	22.470	16.385	18.661	1.890	17.915	1.302	100.980	87.308	1.542	268.453
49-D. Angers	12.753	11.798	13.009	2.361	17.028	940	47.520	45.639	2.731	153.779
49-E. Cholet	5.799	6.736	5.329	499	4.237	26	16.651	13.168	657	53.102
56-I. Vannes	15.015	8.370	11.730	1.245	19.248	1.617	59.166	41.157	2.114	159.662
85-H. La Roche-sur-Yon	8.978	6.907	6.619	721	7.809	521	26.804	18.769	712	77.840
Total	113.377	70.739	92.811	11.967	137.536	5.756	437.417	348.398	13.511	1.231.512
Région d'Orléans.										
18-A. Bourges	12.378	7.550	10.491	1.017	13.405	443	52.050	37.152	2.033	136.519
36-B. Châteauroux	4.002	4.389	6.897	700	5.441	743	31.477	27.291	513	81.453
41-C. Blois	8.286	5.716	7.811	634	7.254	367	24.638	20.145	832	75.683
45-D. Orleans	16.120	10.687	12.489	2.645	21.115	1.624	74.479	49.354	1.347	189.860
58-E. Nevers	7.827	4.987	8.514	819	16.557	1.142	45.802	28.334	1.030	115.012
Total	48.613	33.329	46.202	5.815	63.772	4.319	228.446	162.276	5.755	598.527
Région de Dijon.										
21-A. Dijon	17.433	13.086	14.653	2.109	27.501	217	75.492	62.207	1.409	214.107
25-B. Besançon	12.610	7.431	8.455	819	13.435	520	51.309	30.460	767	125.806
25-C. Montbéliard	8.172	4.464	5.818	441	6.570	2.185	31.387	16.894	321	76.252
39-D. Lons-le-Saunier	9.307	6.169	6.574	493	12.282	753	43.652	28.667	972	108.869
70-E. Vesoul	9.098	5.949	7.151	587	8.841	479	33.755	25.363	2.260	93.453
71-F. Mâcon	16.460	12.360	14.304	2.340	27.619	51	77.781	51.434	6.954	209.303
89-G. Auxerre	9.222	5.899	8.119	975	12.482	250	34.884	23.068	245	95.144
90-H. Belfort	9.318	4.523	3.806	641	7.377	»	23.473	20.265	416	69.819
Total	91.620	59.851	68.880	8.405	116.107	4.455	371.733	258.358	13.344	992.753
Région de Limoges.										
16-A. Angoulême	8.493	6.046	8.020	1.303	11.571	814	35.175	20.998	724	93.144
17-B. La Rochelle	15.625	21.513	17.609	3.943	25.704	37	62.878	61.992	2.015	211.316
19-C. Tulle	10.431	6.652	8.563	989	15.404	860	27.297	30.395	1.073	101.664
23-D. Guéret	4.023	2.831	2.782	416	7.103	466	9.607	10.558	296	38.082
79-E. Niort	7.726	5.973	7.361	1.063	9.769	364	30.028	19.717	1.890	83.891
86-F. Poitiers	8.298	7.211	8.159	667	10.501	541	26.595	23.706	1.931	87.609
87-G. Limoges	13.375	21.401	13.236	1.295	19.354	5.166	44.385	53.771	1.943	173.926
Total	67.971	71.627	65.730	9.676	99.406	8.248	235.965	221.137	9.872	789.632
Région de Clermont-Ferrand.										
03-A. Moulins	13.375	9.182	11.376	1.413	22.291	536	82.247	73.008	2.330	215.758
15-B. Aurillac	4.919	3.026	3.639	527	4.248	26	13.953	11.588	826	42.752
43-C. Le Puy	4.415	3.867	3.958	500	8.707	557	20.461	17.543	170	60.178
48-D. Mende	1.920	384	1.470	640	4.490	»	6.983	6.309	89	22.285
63-E. Clermont-Ferrand	26.905	27.972	23.753	2.581	36.293	1.304	142.794	120.314	1.834	383.750
Total	51.534	44.431	44.196	5.661	76.029	2.423	266.438	228.762	5.249	724.723

RÉGIONS ET CAISSES	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	APPAREILLAGE	HOSPITALISATION	RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle.	INDEMNITÉS journalières. A 50 p. 100 du salaire.	INDEMNITÉS journalières. Aux deux tiers du salaire.	DIVERS	TOTAL « incapacité temporaire ».
Région de Lyon.										
69-A. Lyon	195.152	29.966	70.878	7.160	213.047	4.078	517.719	367.351	3.936	1.409.287
69-B. Villefranche	8.338	3.763	6.063	579	15.661	1.050	26.950	26.308	209	88.921
01-C. Bourg	14.970	10.392	8.856	1.726	22.903	1.728	53.614	49.044	1.009	164.242
07-D. Annonay	5.176	649	1.800	173	6.014	»	12.753	8.732	95	35.392
07-E. Privas	10.721	139	4.788	595	9.639	279	28.174	17.397	83	71.815
26-F. Valence	16.103	9.948	10.053	1.874	39.644	1.229	63.184	38.874	823	181.732
38-G. Grenoble	44.367	38.993	33.386	3.815	90.736	4.897	217.951	160.428	3.984	598.557
38-H. Vienne	8.601	6.017	5.800	593	14.327	298	43.601	30.702	931	110.870
42-I. Roanne	11.704	2.562	5.896	951	9.301	591	30.228	24.975	232	86.440
42-J. Saint-Etienne	52.984	55.044	49.449	3.164	51.630	4.083	268.703	189.873	4.340	679.270
73-K. Chambéry	27.846	11.893	18.191	1.227	40.777	1.475	125.874	93.877	8.090	329.250
74-L. Annecy	21.558	16.438	13.781	1.343	38.515	1.208	82.421	64.668	2.428	242.060
Total	417.520	185.804	228.941	23.200	552.194	20.916	1.471.172	1.072.229	25.860	3.997.835
Région de Bordeaux.										
33-A. Bordeaux	75.634	28.994	44.294	5.449	68.087	5.784	183.440	115.019	4.441	531.142
24-B. Périgueux	8.990	5.367	7.276	1.123	12.003	1.823	27.294	24.905	761	89.542
40-C. Mont-de-Marsan	7.405	5.068	4.464	1.528	8.634	1.492	25.442	21.105	3.388	78.526
47-D. Agen	10.253	12.674	9.400	1.130	11.830	2.901	29.695	31.879	946	110.708
64-E. Bayonne	12.834	10.185	7.992	1.223	6.875	1.158	30.784	34.217	1.072	106.340
64-F. Pau	10.813	7.467	6.601	712	8.457	2.939	30.457	21.809	923	90.178
Total	125.929	69.755	80.027	11.165	115.886	16.097	327.112	248.934	11.531	1.006.436
Région de Toulouse.										
09-A. Foix	7.902	4.657	4.314	490	9.460	25	22.619	28.350	773	78.590
31-B. Toulouse	39.102	20.679	20.980	2.238	31.029	3.432	87.318	85.335	1.387	291.500
32-C. Auch	2.093	2.027	2.025	657	3.275	2.407	7.380	7.738	990	28.592
46-D. Cahors	4.513	423	1.712	179	3.732	55	7.553	6.325	93	24.585
65-E. Tarbes	21.293	7.876	9.883	1.564	20.577	13.712	44.370	42.493	830	162.598
81-F. Albi	13.326	12.446	11.706	876	17.036	302	40.900	34.175	429	131.196
82-G. Montauban	4.539	2.252	2.704	776	10.104	1.452	13.611	13.193	292	48.923
Total	92.768	50.360	53.324	6.780	95.213	21.385	223.751	217.609	4.794	765.984
Région de Montpellier.										
11-A. Carcassonne	7.928	5.152	4.646	1.177	7.016	3.390	23.859	23.837	1.093	78.098
12-B. Rodez	5.847	4.105	4.728	180	9.073	2.224	29.257	25.495	1.504	82.413
30-C. Nîmes	26.648	16.402	17.583	2.061	24.115	2.028	70.459	65.064	314	224.674
34-D. Béziers	8.295	10.366	6.886	891	12.335	764	30.757	19.581	350	90.225
34-E. Montpellier	17.689	7.895	12.272	1.349	24.488	2.496	49.565	77.283	1.403	194.440
66-F. Perpignan	9.146	5.251	5.250	886	11.261	738	18.606	24.230	1.315	76.683
Total	75.553	49.171	51.365	6.544	88.288	11.640	222.503	235.490	5.979	746.533
Région de Marseille.										
04-A. Digne	3.626	1.990	2.541	275	7.523	143	11.810	14.138	221	42.265
05-B. Gap	7.098	1.784	3.597	202	9.073	153	20.957	13.145	488	56.497
06-C. Nice	29.847	27.101	21.233	1.870	73.255	2.517	105.071	90.327	2.790	354.011
13-D. Marseille	187.531	188.790	117.878	11.964	256.150	5.451	715.745	725.442	8.745	2.217.396
20-E. Ajaccio	6.937	4.824	3.394	399	8.768	857	14.712	19.284	134	59.309
83-F. Toulon	28.990	34.336	26.240	2.805	48.543	197	88.991	90.494	2.239	322.835
84-G. Avignon	16.583	11.551	14.460	1.442	20.641	2.778	61.912	61.355	1.024	191.746
Total	280.612	270.376	189.343	18.955	423.953	12.096	1.019.198	1.013.885	15.641	3.244.059
Région de Strasbourg.										
57-A. Metz	23.568	23.565	17.639	5.461	50.747	4.086	140.241	89.809	2.400	357.516
57-B. Sarreguemines	13.342	9.194	10.047	2.712	35.119	3.176	65.081	52.006	1.262	191.939
57-C. Thionville	24.811	20.425	15.619	6.285	58.909	1.516	126.025	97.719	2.752	354.061
67-D. Haguenau	13.299	5.770	10.507	1.041	14.741	898	45.269	26.195	1.452	119.172
67-E. Sélestat	9.764	6.328	8.448	1.039	16.472	618	41.122	31.075	2.555	117.421
67-F. Strasbourg	37.595	27.471	19.767	4.363	47.656	4.704	122.242	76.349	2.029	342.146
68-G. Colmar	10.084	8.769	7.121	904	28.103	448	36.372	33.557	653	126.011
68-J. Mulhouse	30.739	22.706	22.783	2.741	60.638	1.212	118.955	103.495	1.405	364.674
Total	163.202	124.228	111.931	24.546	312.385	16.658	695.277	510.205	14.508	1.972.940
France entière	3.292.307	2.069.035	2.352.087	287.448	4.457.557	279.901	12.866.337	9.486.255	231.069	35.321.996

XIII. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale, de contrôle médical, de gestion administrative et immobilisations.**

RÉGIONS ET CAISSES	ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					CONTROLE	GESTION ADMINISTRATIVE		IMMOBILI-
	Prestations supplémentaires.	Œuvres.	Personnel et gestion générale.	Immobilisations.	Total.	médical.	Total (1).	dont, traitements et salaires.	SATIONS
Région de Paris.									
75-A. Paris	102.809	562.129	»	233.358	898.296	983.388	8.598.880	4.610.408	242.050
28-B. Chartres	2.936	5.180	895	»	9.011	9.713	122.161	75.157	6.782
60-C. Beauvais	5.479	5.560	872	»	11.911	17.706	158.693	98.536	7.944
60-D. Creil	4.644	5.711	660	38	11.053	9.265	114.895	74.024	8.067
78-G. La Batellerie	824	8.811	1.840	11.462	22.937	1.349	24.669	15.258	7
77-H. Melun	4.034	24.537	531	»	29.102	20.186	249.102	128.005	18.879
Total	120.726	611.928	4.798	244.858	982.310	1.041.607	9.268.400	5.001.388	283.729
Région de Rouen.									
14-A. Caen	13.296	15.134	2.950	168	31.548	19.931	231.902	114.883	20.445
27-B. Evreux	5.318	9.062	3.587	4.652	22.619	16.705	169.411	87.706	5.867
50-C. Saint-Lô	8.785	4.127	3.891	62	17.165	15.288	150.067	83.516	11.750
61-D. Alençon	1.870	9.318	»	»	11.188	7.716	100.622	65.609	26.944
76-E. Dieppe	3.376	850	1.322	»	5.548	8.477	94.158	58.121	17.963
76-F. Elbeuf	1.100	906	887	»	2.893	3.550	38.871	24.599	2.499
76-G. Le Havre	9.192	8.555	3.734	5.000	26.481	25.109	240.205	161.199	17.138
76-H Rouen	11.959	7.578	12.987	1.092	33.616	39.763	337.081	224.951	4.515
Total	54.896	55.830	29.358	10.974	151.058	136.239	1.362.317	823.584	116.121
Région de Lille.									
02-A. Laon	2.123	2.562	870	682	6.237	11.083	112.819	72.931	5.171
02-B. Saint-Quentin	4.577	3.046	»	»	7.623	15.168	135.134	87.946	3.273
59-C. Armentières	2.415	77	»	»	2.492	9.132	85.900	54.795	764
59-D. Cambrai	4.398	»	81	»	4.479	11.045	110.825	74.176	6.218
59-E. Douai	3.704	1.070	843	»	5.617	10.797	109.857	59.565	3.329
59-F. Dunkerque	2.698	2.957	»	»	5.655	14.261	126.713	77.549	5.210
59-G. Lille	7.233	9.693	»	206	17.132	41.414	369.959	245.428	12.918
59-H. Maubeuge	4.178	2.319	1.024	»	7.521	20.100	179.934	112.947	6.398
59-I. Roubaix	11.605	2.505	1.913	11	16.034	23.190	230.750	149.078	2.872
59-J. Tourcoing	2.793	4.859	»	»	7.652	18.649	164.534	104.733	5.188
59-K. Valenciennes	4.194	5.260	»	»	9.454	30.799	246.091	153.775	28.734
62-L. Arras	2.769	»	50	»	2.819	11.848	105.599	67.531	1.570
62-M. Boulogne	3.873	»	»	»	3.873	11.433	125.939	79.626	37.648
62-N. Calais	4.304	1.233	396	»	5.933	12.911	126.567	86.919	2.134
62-O. Lens	15.797	»	»	»	15.797	17.481	157.518	97.294	6.226
80-P. Amiens	16.062	7.440	501	»	24.003	23.868	216.958	145.660	18.536
Total	92.723	43.021	5.678	899	142.321	283.149	2.605.097	1.639.953	146.189
Région de Nancy.									
08-A. Charleville	15.817	»	36	382	16.265	17.435	152.856	94.763	4.015
10-B. Troyes	2.273	2.672	4.570	»	9.515	16.205	143.651	92.110	4.397
51-C. Reims	7.582	10.684	1.181	»	19.447	22.656	220.342	143.127	9.313
52-D. Chaumont	2.134	4.920	13	»	7.067	10.317	94.096	63.721	9.437
54-E. Longwy	9.363	3.844	371	»	13.578	16.320	125.843	80.064	12.391
54-F. Nancy	13.664	39.963	2.702	51.129	107.458	32.637	260.009	156.677	842
55-G. Bar-le-Duc	3.332	6.699	29	8	10.068	10.048	92.664	46.216	1.900
88-H. Epinal	2.935	7.765	82	465	11.247	26.840	179.937	112.829	5.549
Total	57.130	76.547	8.984	51.984	194.645	152.458	1.269.398	789.507	47.844
Région de Rennes.									
22-A. Saint-Brieuc	1.891	5.644	34	»	7.569	11.222	134.848	83.209	1.976
29-B. Brest	6.628	6.335	2.409	5.022	20.394	17.911	150.260	100.477	1.526
29-C. Quimper	2.208	4.245	9	359	6.921	11.301	131.697	86.934	8.471
35-D. Rennes	6.351	8.856	1.735	5.872	22.814	22.299	234.355	151.518	2.425
53-E. Laval	848	4.249	10	»	5.107	4.597	63.515	36.346	2.507
72-F. Le Mans	6.845	8.844	1.689	2.056	19.434	13.829	200.893	128.523	13.937
Total	24.871	38.173	5.886	13.309	82.239	81.159	915.568	587.007	30.842

RÉGIONS ET CAISSES	ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					CONTROLE	GESTION ADMINISTRATIVE		IMMOBILISATIONS
	Prestations supplémentaires.	Œuvres.	Personnel et gestion générale.	Immobilisations.	Total.	médical.	Total (1).	dont, traitements et salaires.	
Région de Nantes.									
37-A. Tours	5.861	1.285	885	358	8.389	17.523	169.503	106.988	69.061
44-B. Nantes	12.766	3.839	6.721	8.972	32.298	32.840	307.410	191.498	18.230
44-C. Saint-Nazaire	6.041	1.532	2.870	»	10.443	18.791	145.938	89.539	5.652
49-D. Angers	5.220	2.692	2.119	1.311	11.342	15.453	170.727	110.353	3.661
49-E. Cholet	1.313	3.054	»	»	4.367	4.407	67.207	41.978	»
85-H. La Roche-sur-Yon	5.909	675	1.613	19.988	28.215	8.424	116.122	67.098	4.113
56-I. Vannes	3.825	1.607	579	3.193	9.204	16.442	167.104	98.765	18.345
Total	40.935	14.684	14.817	33.822	104.258	113.880	1.144.011	706.219	119.062
Région d'Orléans.									
18-A. Bourges	6.252	3.719	1.225	40	11.236	13.513	141.194	85.590	2.077
36-B. Châteauroux	1.858	1.631	321	129	3.939	9.705	94.184	58.190	1.339
41-C. Blois	1.445	973	217	»	2.635	5.990	76.577	45.121	6.677
45-D. Orléans	7.286	7.416	202	21	14.925	23.744	205.415	126.865	6.100
58-E. Nevers	2.859	8.505	1.271	»	12.635	9.210	104.718	65.032	2.279
Total	19.700	22.244	3.236	190	45.370	62.162	622.088	380.798	18.472
Région de Dijon.									
21-A. Dijon	6.501	4.324	1.016	101	11.942	19.480	178.731	111.439	11.457
25-B. Besançon	1.334	5.880	1.284	4.949	13.447	12.973	114.715	59.938	2.054
25-C. Montbéliard	3.205	9.868	938	137	14.148	15.919	103.896	66.963	881
39-D. Lons-le-Saunier	4.128	1.804	1.045	4.893	11.870	10.389	108.331	68.482	5.951
70-E. Vesoul	4.255	760	1.861	»	6.876	9.388	95.027	57.778	96
71-F. Mâcon	4.510	2.348	351	12.119	19.328	16.542	177.529	108.851	3.197
89-G. Auxerre	2.374	2.618	410	»	5.402	10.187	121.859	63.118	»
90-H. Belfort	684	3.290	892	»	4.866	13.115	82.786	44.248	4.844
Total	26.991	30.892	7.797	22.199	87.879	107.963	982.874	580.817	28.480
Région de Limoges.									
16-A. Angoulême	3.813	4.317	279	5.609	14.018	13.233	123.502	76.422	8.250
17-B. La Rochelle	6.137	2.433	1.063	4.419	14.052	19.107	214.270	101.870	4.058
19-C. Tulle	3.823	478	270	600	5.171	12.254	105.845	68.733	2.483
23-D. Guéret	1.704	2.076	6	»	3.786	8.018	50.523	29.628	293
79-E. Niort	1.486	1.471	81	70	2.808	7.762	92.284	52.703	22.084
86-F. Poitiers	3.348	2.293	11	»	5.652	8.717	121.524	71.956	8.895
87-G. Limoges	3.017	1.320	4.479	355	8.871	17.298	152.713	97.548	2.467
Total	23.028	14.388	5.889	11.053	54.358	86.389	860.661	498.860	48.530
Région de Clermont-Ferrand.									
03-A. Moulins	2.251	31.787	390	293	34.721	18.363	195.587	122.364	28.872
15-B. Aurillac	1.073	1.525	6	742	3.346	5.222	54.318	20.999	255
43-C. Le Puy	1.412	1.951	357	»	3.720	8.192	75.436	41.678	»
48-D. Mende	273	2.151	608	»	3.032	2.405	27.272	17.625	1.274
63-E. Clermont-Ferrand	4.226	9.082	4.221	5.274	22.803	27.713	253.321	157.812	9.704
Total	9.235	46.496	5.582	6.309	67.622	61.895	605.934	360.478	40.105
Région de Lyon.									
69-A. Lyon	22.048	31.100	»	641	53.789	19.696	804.511	438.889	4.963
69-B. Villefranche	1.325	200	948	427	2.900	7.885	74.732	48.310	1.164
01-C. Bourg	2.926	7.718	2.015	526	13.185	8.987	147.796	87.840	25.759
07-D. Annonay	378	»	»	»	378	9.529	38.037	19.597	»
07-E. Privas	795	2.135	160	»	3.090	36.042	74.442	44.442	10.554
26-F. Valence	4.880	7.070	2.012	30	13.992	11.335	149.326	94.607	8.249
38-G. Grenoble	6.680	9.902	4.687	5.451	26.720	8.858	372.427	195.019	18.699
38-H. Vienne	1.581	3.552	156	»	5.289	32.466	100.667	55.027	1.757
42-I. Roanne	1.402	2.365	350	945	5.062	73.775	95.137	62.269	5.673
42-J. Saint-Etienne	6.182	13.213	6.327	»	25.722	7.864	341.276	222.057	12.342
73-K. Chambéry	2.759	4.302	2.589	33.477	43.127	22.859	179.114	95.490	4.224
74-L. Annecy	7.422	5.003	1.505	199	14.129	29.030	169.413	106.064	3.229
Total	58.378	86.560	20.749	41.696	207.383	268.326	2.546.878	1.469.611	96.583

RÉGIONS ET CAISSES	ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					CONTROLE	GESTION ADMINISTRATIVE		IMMOBILISATIONS
	Prestations supplémentaires.	Œuvres.	Personnel et gestion générale.	Immobilisations.	Total.	médical.	Total (1).	dont, traitements et salaires.	
Région de Bordeaux.									
33-A. Bordeaux	15.186	»	12.392	30.996	58.574	68.434	551.581	341.209	6.684
24-B. Périgueux	2.454	22.541	1.227	»	26.222	10.782	119.386	70.556	3.276
40-C. Mont-de-Marsan	1.080	3.477	615	50	5.222	11.058	71.281	44.303	4.006
47-D. Agen	2.478	1.492	413	1.620	5.703	8.842	100.358	57.739	4.472
64-E. Bayonne	5.281	»	482	»	5.763	14.389	95.505	46.531	1.368
64-F. Pau	3.978	20.297	1.955	11.163	37.393	9.505	111.912	64.711	8.632
Total	30.457	47.807	17.084	43.829	138.877	123.010	1.053.023	625.049	28.438
Région de Toulouse.									
09-A. Foix	1.432	16	262	782	2.492	9.023	54.824	33.986	1.092
31-B. Toulouse	13.640	22.508	1.070	535	37.753	33.532	324.775	164.100	6.516
32-C. Auch	569	55	50	»	674	3.349	38.237	22.863	868
46-D. Cahors	688	449	137	»	1.274	3.692	43.333	24.338	4.528
65-E. Tarbes	1.550	250	713	»	2.513	11.245	95.374	60.541	3.993
81-F. Albi	8.371	2.673	628	39	11.711	15.973	123.592	82.885	7.247
82-G. Montauban	1.970	298	227	»	2.495	5.133	47.375	28.022	4.089
Total	27.920	26.249	3.087	1.356	58.612	81.947	727.510	416.705	28.333
Région de Montpellier.									
11-A. Carcassonne	1.473	200	72	»	1.745	8.841	98.240	62.632	»
12-B. Rodez	2.127	2.824	»	18	4.969	11.372	84.397	49.565	5.957
30-C. Nîmes	4.390	1.754	859	3.864	10.867	13.444	158.804	99.022	12.848
34-D. Béziers	1.334	»	87	3.000	4.421	7.553	69.231	34.762	622
34-E. Montpellier	2.259	11.466	5.115	3.106	21.946	16.130	154.541	97.718	715
66-F. Perpignan	2.399	1.902	»	»	4.301	9.169	97.217	62.064	1.261
Total	13.982	18.146	6.133	9.988	48.249	66.509	662.430	405.763	21.373
Région de Marseille.									
04-A. Digne	692	26	887	374	1.979	3.728	33.449	17.040	4.867
05-B. Gap	1.028	1.361	103	65	2.557	4.001	40.035	20.398	773
06-C. Nice	7.708	5.694	4.532	15.202	33.136	28.422	276.464	133.941	58.554
13-D. Marseille	3.629	18 588	1.695	40.632	64.544	79.720	1.055.109	531.673	53.223
20-E. Ajaccio	1.516	650	99	»	2.265	6.481	41.537	26.980	1.326
83-F. Toulon	1.819	184	1.728	764	4.495	20.624	202.351	129.099	5.756
84-G. Avignon	3.878	2.377	1.028	»	7.283	14.938	121.093	77.926	9.092
Total	20.270	28.880	10.072	57.037	116.259	157.914	1.770.038	937.057	133.591
Région de Strasbourg.									
57-A. Metz	43.268	— 12.389	»	— 797	30.082	23.803	198.810	115.389	4.638
57-B. Sarreguemines	21.918	1.986	171	26.000	50.075	11.628	121.020	72.684	6.746
57-C. Thionville	18.144	45.269	6.945	42.028	112.386	18.418	157.278	96.100	9.966
67-D. Haguenau	28.457	»	»	»	28.457	10.492	131.022	83.789	6.158
67-E. Sélestat	12.928	444	»	632	14.004	11.587	138.063	87.063	8.885
67-F. Strasbourg	18.724	655	3.275	6.670	29.324	25.897	360.858	199.757	14.905
68-G. Colmar	10.471	1.056	8	1.285	12.820	14.376	157.919	99.131	8.269
68-J. Mulhouse	33.836	1.913	2.094	»	37.843	24.968	297.006	187.003	6.850
Total	187.746	38.934	12.493	75.818	314.991	141.169	1.561.976	940.916	66.417
France entière	808.688	1.200.779	161.643	625.321	2.796.431	2.965.776	27.978.203	16.163.712	1.254.109

(1) Y compris la contribution aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (1.633 millions pour l'ensemble des caisses primaires).

B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

I. — Dépenses effectuées au titre des assurances sociales (1).

RÉGIONS	PRESTATIONS A PAYER de l'exercice.	PENSIONS	DÉPENSES TECHNIQUES et frais de justice.	TOTAL
Paris	»	7.018.030	1.220	7.019.250
Rouen	»	1.282.018	472	1.282.490
Lille	11.854	2.392.755	315	2.404.924
Nancy	7.980	792.816	10	800.806
Rennes	»	583.777	47	583.824
Nantes	»	726.587	83	726.670
Orléans	»	411.857	18	411.875
Dijon	»	565.713	20	565.733
Limoges	»	586.542	45	586.587
Clermont-Ferrand	»	490.807	263	491.070
Lyon	»	1.963.659	104	1.963.763
Bordeaux	»	538.250	112	538.362
Toulouse	»	580.472	115	580.587
Montpellier	12.977	481.516	»	494.493
Marseille	»	1.029.005	4.441	1.029.446
Strasbourg	»	2.302.392	96	2.302.488
Totaux	32.811	21.746.196	3.361	21.782.368

(1) A l'exclusion des remboursements et subventions aux caisses primaires de sécurité sociale ainsi que des prélèvements au titre de la gestion administrative et de l'action sanitaire et sociale.

II. — Dépenses effectuées au titre des accidents du travail (1).

RÉGIONS	PRESTATIONS à payer de l'exercice.	RENTES	RACHATS de rentes.	FRACTION des frais de soins d'urgence imputée à la gestion des A. T.	FRAIS d'enquêtes.	AUTRES dépenses techniques.	FRAIS de justice.	TOTAL
Paris	»	7.031.333	70.319	42.999	45.489	»	17.972	7.208.112
Rouen	»	1.477.531	25.687	8.662	17.565	349	3.810	1.533.604
Lille	7.473	2.121.190	81.909	22.887	25.648	»	2.814	2.261.921
Nancy	14.876	1.424.588	35.561	6.607	11.331	3.214	3.906	1.500.083
Rennes	»	557.900	4.596	3.533	5.173	101	1.273	572.576
Nantes	»	707.833	13.263	5.398	11.067	»	1.701	739.262
Orléans	»	470.619	7.178	3.498	4.594	2	1.041	486.932
Dijon	»	750.245	11.660	8.958	10.511	»	1.443	782.817
Limoges	»	651.106	17.719	1.251	7.443	»	1.577	679.096
Clermont-Ferrand	»	559.809	13.179	7.432	6.908	»	1.750	589.078
Lyon	»	2.640.494	40.778	26.907	27.471	»	5.200	2.740.850
Bordeaux	»	825.900	11.506	1.564	8.177	943	1.843	849.933
Toulouse	»	612.426	8.054	2.372	4.091	»	1.699	628.642
Montpellier	63.828	582.366	10.098	1.917	3.996	»	1.273	663.478
Marseille	»	1.534.168	57.355	9.686	»	1	15.159	1.616.369
Strasbourg	»	1.960.979	26.241	21.351	13.891	»	3.209	2.025.671
Totaux	86.177	23.908.487	435.103	175.022	203.355	4.610	65.670	24.878.424

(1) A l'exclusion des remboursements et subventions aux caisses primaires de sécurité sociale ainsi que des prélèvements au titre de la gestion administrative et de l'action sanitaire et sociale.

III. — **Gestion de la prévention des accidents du travail, charges d'exploitation.**

RÉGIONS	SUBVENTIONS de fonctionnement ou d'exploitation ou subventions aux entreprises.	RÉCOMPENSES, prix, concours.	FRACTION des frais de soins d'urgence imputée à la prévention.	AUTRES dépenses techniques.	TRAITEMENTS et salaires.	COTISATIONS de S. S. et autres charges sociales.	AUTRES frais de personnel.	IMPOTS et taxes.	FRAIS pour biens meubles et immeubles.	FRAIS de transport et de déplacement.	FOURNITURES extérieures.	FRAIS de gestion générale.	DOTATIONS	DIVERS	TOTAL
Paris	754	791	44.365	957	134.613	27.794	1.761	6.821	1.034	9.393	337	5.594	1.838	18	236.070
Rouen	»	1.198	8.662	1.422	22.063	4.701	10	1.103	51	4.248	»	2.080	579	3.494	49.608
Lille	989	1.330	22.887	4.698	41.503	10.228	154	2.018	»	7.196	»	4.545	700	2	96.250
Nancy	»	260	11.215	504	23.315	5.035	15	1.181	61	4.663	120	1.012	»	3.789	51.170
Rennes	»	213	3.582	804	14.687	3.136	46	736	117	3.527	71	732	94	1.486	29.231
Nantes	»	238	5.934	346	21.113	4.576	339	1.071	192	2.761	89	780	184	29	37.652
Orléans	»	114	4.365	308	12.245	2.511	»	618	172	2.768	30	811	»	1.381	25.323
Dijon	»	197	8.958	510	12.381	2.722	12	611	171	2.694	70	3.125	331	4	31.816
Limoges	57	1.059	1.416	49	17.836	3.534	41	892	508	3.598	118	1.113	377	»	30.598
Clermont-Ferrand.	»	102	7.542	1.562	15.386	3.682	25	782	332	2.152	60	896	»	1.559	34.080
Lyon	4.891	451	26.907	1.993	36.682	9.081	844	1.834	1.266	5.543	238	2.078	»	94	91.602
Bordeaux	7.489	»	1.564	59	8.055	1.594	»	406	128	1.956	39	401	27	960	22.678
Toulouse	4.500	»	2.410	66	9.778	2.193	»	432	17	1.898	»	804	»	63	22.221
Montpellier	»	130	1.917	252	14.057	3.182	19	703	349	1.795	138	597	1.019	»	24.158
Marseille	2.874	944	13.286	1.182	29.529	6.451	50	1.476	210	4.017	20	3.924	»	53	63.686
Strasbourg	4.000	1.224	21.662	1.546	30.399	6.765	78	1.400	168	5.336	108	2.238	73	408	75.405
Totaux	25.554	7.951	186.672	16.258	443.612	96.885	3.394	22.201	4.776	63.545	1.438	30.700	5.222	13.317	921.558

IV. — **Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1956.**

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application du décret-loi du 28 octobre 1935.				NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES EN APPLICATION DE L'ORDONNANCE DU 19 OCTOBRE 1945										
					A 30 p. 100 du salaire de base.				A 40 p. 100 du salaire de base.				A plus de 40 p. 100 du salaire de base.		
	Pensions complètes.	Pensions suspendues.		Total.	Pensions complètes.	Pensions suspendues.		Total.	Pensions complètes.	Pensions suspendues.		Total.	Pensions complètes.	Pensions suspendues.		Total.
		En partie.	En totalité.			En partie.	En totalité.			En partie.	En totalité.			En partie.	En totalité.	
Paris	8.832	1.116	7.369	17.317	12.758	3.119	8.801	24.678	27.892	1.688	6.952	36.532	1.643	41	2	1.686
Rouen	1.674	71	959	2.704	2.002	228	934	3.164	7.803	125	826	8.754	316	1	»	317
Lille	2.764	15	431	3.210	3.004	56	838	3.898	14.563	63	1.014	15.640	604	»	»	604
Nancy	1.229	18	132	1.379	1.236	57	286	1.579	3.600	36	202	3.838	195	»	»	195
Rennes	959	19	477	1.455	1.398	55	864	2.317	3.463	11	422	3.596	142	»	»	142
Nantes	1.228	46	605	1.879	1.426	61	555	2.042	3.789	32	568	4.389	136	»	»	136
Orléans	804	18	24	846	952	51	46	1.049	2.636	16	21	2.673	115	»	2	117
Dijon	689	248	789	1.926	1.174	265	690	2.127	2.401	102	482	2.985	166	8	1	175
Limoges	1.201	24	730	1.955	1.734	54	523	2.311	2.911	16	321	3.248	171	»	1	172
Clermont-Ferrand.	737	23	404	1.164	1.750	36	503	2.289	2.008	23	286	2.317	82	1	1	84
Lyon	2.715	274	2.468	5.487	585	213	2.887	3.685	12.031	192	1.387	13.613	814	3	12	829
Bordeaux	850	50	972	1.872	1.232	91	828	2.151	2.398	42	519	2.959	202	2	1	205
Toulouse	813	98	480	1.391	1.104	111	350	1.565	3.023	59	334	3.416	189	»	»	189
Montpellier	674	19	252	945	1.275	40	324	1.639	2.448	»	24	2.472	137	»	»	137
Marseille	1.128	17	421	1.566	946	16	234	1.196	6.048	38	734	6.820	431	1	3	435
Strasbourg	12.367	109	712	13.188	541	17	128	686	1.445	17	176	1.638	78	1	»	79
Totaux	38.894	2.165	17.225	58.284	33.117	4.468	18.971	56.376	98.162	2.460	14.268	114.890	5.421	58	23	5.502

RÉGIONS	NOMBRE de pensions de veufs et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945)	NOMBRE TOTAL DE PENSIONS				NOMBRE total de pensions donnant lieu à majoration pour assistance d'une tierce personne.	NOMBRE de pensions supprimées ou éteintes dans l'année.
		Pensions complètes.	Pensions suspendues.		Total.		
			En partie.	En totalité.			
Paris	713	51.818	5.978	23.130	80.926	2.253	13.364
Rouen	243	12.038	425	2.719	15.182	426	2.960
Lille	560	21.490	134	2.288	23.912	830	5.720
Nancy	323	6.580	111	623	7.314	1.098	1.409
Rennes	129	5.790	85	1.764	7.639	200	634
Nantes	182	6.758	139	1.731	8.628	197	2.104
Orléans	35	4.542	85	93	4.720	145	795
Dijon	139	4.762	621	1.969	7.352	245	1.047
Limoges	108	6.121	94	1.579	7.794	239	856
Clermont-Ferrand	108	4.677	83	1.202	5.962	192	865
Lyon	342	16.514	682	6.760	23.956	1.077	3.458
Bordeaux	125	4.803	185	2.324	7.312	292	1.094
Toulouse	127	5.255	268	1.165	6.688	199	999
Montpellier	133	4.663	59	604	5.326	182	696
Marseille	244	8.797	72	1.392	10.261	435	1.577
Strasbourg	4.152	18.534	153	1.056	19.743	653	3.332
Totaux	7.663	183.142	9.174	50.399	242.715	8.663	40.910

V. — **Etat par catégories des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1966.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		RÉCAPITULATION		TOTAL des décès correspondant aux rentes en cours.
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	
Paris	155.125	5.995.990	4.068	706.104	3.536	283.684	873	45.555	163.602	7.031.333	4.744
Rouen	32.189	1.207.631	1.254	177.866	746	84.959	190	7.076	34.379	1.477.531	1.476
Lille	59.974	1.708.824	1.995	280.934	973	117.529	301	13.904	63.243	2.121.190	2.192
Nancy	34.847	1.148.647	1.237	168.877	1.431	87.482	407	19.582	37.922	1.424.588	1.599
Rennes	12.786	420.812	735	87.618	942	47.518	51	1.952	14.514	557.900	785
Nantes	17.524	538.553	860	159.470	43	2.924	172	6.886	18.599	707.833	984
Orléans	10.738	391.099	433	53.366	224	23.976	59	2.178	11.454	470.619	491
Dijon	18.996	597.693	732	98.813	832	47.740	155	5.999	20.715	750.245	784
Limoges	14.446	530.417	657	113.390	21	2.843	109	4.456	15.233	651.106	744
Clermont-Ferrand	15.308	477.265	382	54.477	222	25.116	55	2.951	15.967	559.809	424
Lyon	74.672	2.230.657	1.770	267.217	991	120.370	463	22.250	77.896	2.640.494	1.629
Bordeaux	21.481	711.431	633	76.029	647	32.086	155	6.354	22.916	825.900	723
Toulouse	12.926	508.760	535	29.970	521	66.041	121	7.655	14.103	612.426	692
Montpellier	13.136	501.482	376	55.693	385	22.309	72	2.882	13.969	582.366	430
Marseille	46.167	1.283.134	1.108	167.685	1.121	71.247	297	12.102	48.693	1.534.168	1.429
Strasbourg	34.331	1.514.350	2.278	356.812	1.174	77.267	321	12.550	38.104	1.960.979	2.536
Totaux	574.646	19.766.545	19.053	2.854.321	13.809	1.113.091	3.801	174.332	611.309	23.908.487	21.662

VI. — **Etat par catégorie des rentes d'accidents du travail liquidées au cours de l'année.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		TOTAL		NOMBRE D'ACCIDENTS graves.		TOTAL des décès correspondant à ces rentes.
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	déclarés dans l'année.	déclarés dans l'année et réglés au 31 décembre 1966.	
Paris	27.016	1.089.587	668	114.137	822	59.000	194	8.053	28.700	1.270.777	29.742	6.518	793
Rouen	4.172	138.847	158	20.277	96	11.967	24	1.026	4.450	172.117	7.034	3.015	163
Lille	9.801	243.850	226	29.366	138	18.056	50	1.833	10.215	293.105	12.489	4.128	285
Nancy	6.046	191.547	197	28.473	260	16.782	81	3.783	6.584	240.585	3.093	2.285	223
Rennes	2.448	80.615	118	13.367	184	8.703	17	551	2.767	103.236	3.205	2.180	134
Nantes	3.015	99.301	139	23.906	5	728	48	1.644	3.207	125.579	4.207	1.974	168
Orléans	1.777	60.671	70	8.550	38	4.940	14	481	1.899	74.645	2.205	1.729	81
Dijon	2.911	86.890	109	14.756	157	9.185	19	755	3.196	111.586	4.769	3.160	127
Limoges	2.493	68.901	110	19.035	3	277	10	325	2.316	88.538	2.718	2.093	116
Clermont-Ferrand.	3.137	81.950	59	7.127	40	4.786	21	669	3.257	94.532	3.032	2.163	59
Lyon	10.455	268.360	205	26.890	136	16.995	40	1.588	10.836	313.833	15.896	15.299	309
Bordeaux	3.315	98.247	99	12.047	118	6.498	29	1.027	3.561	117.819	3.998	3.561	111
Toulouse	2.123	68.106	50	5.965	46	2.446	23	787	2.242	77.304	2.797	2.195	68
Montpellier	2.084	70.406	39	4.713	48	2.727	5	330	2.176	78.176	3.141	2.619	44
Marseille	5.559	263.749	120	37.155	102	7.311	44	1.743	5.825	309.958	4.800	1.307	290
Strasbourg	5.225	214.753	189	26.694	247	14.670	47	1.798	5.708	257.915	5.550	4.199	251
Totaux	91.277	3.125.783	2.556	392.458	2.440	185.071	666	26.393	96.939	3.729.705	108.676	58.455	3.222

VII. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des pensions d'invalidité** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		POLOGNE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.
Paris	21	2.334	59	8.972	9	1.822	81	8.052	170	21.180
Rouen	2	167	10	1.340	»	»	5	379	17	1.886
Lille	933	96.116	22	2.246	28	2.750	16	1.599	999	102.711
Nancy	35	6.636	28	3.267	9	867	7	853	79	11.623
Rennes	2	90	1	72	»	»	1	16	4	178
Nantes	1	8	1	51	»	»	8	836	10	895
Orléans	3	187	4	474	6	477	7	408	20	1.546
Dijon	1	59	11	1.248	»	»	19	1.794	31	3.101
Limoges	»	»	11	1.270	1	60	11	937	23	2.267
Clermont-Ferrand	»	»	3	435	4	330	6	636	13	1.401
Lyon	»	»	71	11.561	11	1.050	17	1.719	99	14.330
Bordeaux	2	90	2	198	»	»	9	666	13	954
Toulouse	»	»	6	199	1	126	11	1.171	18	1.496
Montpellier	»	»	5	942	2	174	8	919	15	2.035
Marseille	1	18	22	2.569	»	»	7	632	30	3.219
Strasbourg	2	227	135	16.078	38	3.164	163	14.371	338	33.840
Totaux	1.003	105.932	391	50.922	109	10.820	376	34.988	1.879	202.662

VIII. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des accidents du travail** (1).

RÉGIONS	ITALIE		BELGIQUE		ALLEMAGNE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.
Paris	65	4.984	34	2.398	10	787	135	11.071	244	19.240
Rouen	42	2.835	12	637	7	282	56	2.813	117	6.567
Lille	104	6.370	1.834	72.726	30	802	52	1.994	2.020	81.892
Nancy	192	16.543	338	16.601	36	1.677	74	4.781	640	39.602
Rennes	7	341	2	61	1	377	17	556	27	1.335
Nantes	5	781	1	69	1	17	15	905	22	1.772
Orléans	7	217	2	58	3	366	8	533	20	1.174
Dijon	76	7.360	2	34	13	734	36	1.918	127	10.046
Limoges	30	2.990	1	449	2	42	32	3.243	65	6.724
Clermont-Ferrand	26	1.892	2	95	5	253	23	1.525	56	3.765
Lyon	343	35.734	8	284	24	930	75	5.684	450	42.632
Bordeaux	8	521	6	485	4	261	33	1.230	51	2.497
Toulouse	34	2.463	1	35	3	23	56	3.868	94	6.389
Montpellier	36	3.395	4	505	1	22	31	1.878	72	5.800
Marseille	458	6.501	30	523	38	824	125	3.936	651	11.784
Strasbourg	437	34.121	23	1.964	163	18.027	443	34.153	1.066	88.265
Totaux	1.870	127.048	2.300	96.924	341	25.424	1.211	80.088	5.722	329.484

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau II.

IX. — **Gestion de l'action sanitaire et sociale. — Charges d'exploitation et investissements.**

RÉGIONS	PRESTATIONS extra-légales.	SUBVENTIONS aux œuvres étrangères à la caisse.	SUBVENTIONS pour fonctionnement des œuvres de la caisse.	SUBVENTIONS pour déficit des œuvres de la caisse.	PARTICIPATIONS légales.	PARTICIPATIONS P. M. I.	SECOURS sociaux.	AUTRES dépenses techniques
Paris	»	130.304	4.324	151.445	32.004	7.653	»	»
Rouen	15	230.108	»	»	53.353	»	37	3.560
Lille	3.188	91.215	3.445	»	»	5.512	»	7.500
Nancy	»	56.348	»	11.474	»	»	3.222	»
Rennes	»	35.065	»	»	»	»	»	»
Nantes	»	69.256	»	12.917	»	»	»	»
Orléans	»	15.362	2.249	2.529	»	»	»	17
Dijon	»	375	647	9.084	»	»	»	2.058
Limoges	»	62.998	»	1.317	»	»	»	78
Clermont-Ferrand	»	14.175	549	296	»	»	»	»
Lyon	29	251.499	»	1.620	»	»	185	»
Bordeaux	»	29.146	40.245	»	»	1.482	»	42
Toulouse	»	10.990	»	248	»	»	»	»
Montpellier	»	19.686	»	»	»	»	»	650
Marseille	»	75.482	»	»	»	»	»	290
Strasbourg	72	26.127	»	56.303	540	»	1.992	425
Totaux	3.304	1.118.136	51.459	247.203	85.897	14.347	5.436	14.620

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires.	VACATIONS et honoraires.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES FRAIS de personnel.	IMPOTS et taxes.	FRAIS pour biens meubles et immeubles.	FRAIS di transport et de déplacement.	FOURNITURES extérieures.
Paris	413.274	»	97.115	7.640	20.861	1.011	42.544	280
Rouen	1.537	»	404	1	77	»	35	»
Lille	77.872	199	21.398	886	4.493	6	5.391	7
Nancy	42.279	494	12.245	2.219	2.137	2.476	6.818	247
Rennes	22.952	»	5.878	502	1.159	7	4.584	»
Nantes	22.699	»	5.804	767	1.135	99	1.092	48
Orléans	11.753	»	3.087	466	501	58	913	88
Dijon	23.558	»	5.879	18	1.189	125	533	57
Limoges	2.921	»	720	11	166	371	42	273
Clermont-Ferrand	18.588	»	5.237	227	947	71	2.031	38
Lyon	57.409	1	13.581	757	2.870	308	2.741	241
Bordeaux	22.120	»	5.892	»	1.116	165	1.056	48
Toulouse	8.966	»	2.475	»	448	2	77	»
Montpellier	22.703	246	6.426	65	1.135	328	1.211	213
Marseille	62.445	1.489	15.108	555	3.171	545	3.905	776
Strasbourg	42.539	37	10.688	600	2.077	464	1.375	305
Totaux	853.615	2.466	211.637	14.744	43.272	6.036	74.348	2.621

RÉGIONS	FRAIS de gestion générale.	FRAIS financiers.	TOTAL A (1)	DOTATIONS (2)	TOTAL des charges d'exploitation.	INVESTISSEMENTS (3)			
						Immeubles.	Matériel mobilier et stocks.	Prêts, avances, titres de participation.	TOTAL
Paris	3.833	2.277	914.535	7.653	922.188	185.339	41.231	90.679	317.249
Rouen	104	»	289.231	»	289.231	32.305	7.338	14.850	54.493
Lille	250	»	221.062	1.663	222.725	1.278	»	262.991	264.269
Nancy	2.357	1.894	144.210	»	144.210	89.708	30.439	45.630	165.777
Rennes	110	»	70.257	75	70.332	»	»	51.469	51.469
Nantes	321	»	114.138	»	114.138	18.960	37.477	9.325	65.762
Orléans	768	3.038	40.919	»	40.919	1.125	»	44.011	45.136
Dijon	370	2.263	46.156	8.467	54.263	»	19.891	115.793	135.684
Limoges	158	3.326	72.381	»	72.381	231	1.432	23.517	25.180
Clermont-Ferrand	1.866	189	44.244	5.717	49.931	11.684	7.333	7.075	26.092
Lyon	1.124	205	332.570	1.366	333.936	75.465	110	112.906	188.481
Bordeaux	459	9.732	111.203	23.219	134.422	28.811	28.628	14.683	72.122
Toulouse	100	2.133	25.439	»	25.439	78.480	»	36.750	114.930
Montpellier	675	»	53.038	109	53.147	16.698	2.591	2.500	21.789
Marseille	2.024	1.524	167.314	»	167.314	»	5.073	127.991	133.064
Strasbourg	1.111	»	144.655	67	144.722	82.547	54.829	25.144	162.520
Totaux	15.630	26.581	2.791.322	48.336	2.839.658	622.331	236.372	985.314	1.844.017

(1) Total des dépenses effectives de l'année figurant au compte d'exploitation.
(2) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année.
(3) Les recettes à la suite des opérations de réalisation des immobilisations d'action sanitaire et sociale ne sont pas déduites.

X. — **Gestion du contrôle médical (charges d'exploitation).**

RÉGIONS	INDEMNITES de déplacement et de séjour.	AUTRES dépenses techniques.	TRAITEMENTS et salaires.	VACATIONS et honoraires.	COTISATIONS de S. S. versement au comité d'entreprise et autres charges sociales.	AUTRES FRAIS de personnel.	IMPOTS et taxes.
Paris	30.159	13.764	928.961	43.952	134.928	11.310	46.947
Rouen	4.186	4.322	105.929	10.273	14.358	2	5.296
Lille	9.208	115	229.442	8.095	34.786	144	11.256
Nancy	10.921	»	122.575	12.032	18.958	1	6.137
Rennes	2.351	2.917	84.413	455	12.421	960	4.290
Nantes	4.465	5.724	103.963	»	15.900	42	5.198
Orléans	1.791	1.209	55.440	»	7.973	»	2.757
Dijon	3.917	4.337	99.059	130	13.862	22	5.037
Limoges	3.553	6.153	76.618	»	11.150	37	3.835
Clermont-Ferrand	3.515	»	72.578	5.612	12.984	1	3.873
Lyon	16.437	16.324	268.900	24.966	42.099	1.081	14.282
Bordeaux	2.390	14.791	80.284	11.112	13.411	1.138	4.599
Toulouse	3.319	2.424	71.851	»	10.106	647	3.593
Montpellier	2.452	1.604	72.351	50	10.705	191	3.625
Marseille	3.805	4.581	162.074	1.881	23.249	143	8.198
Strasbourg	6.417	17.345	96.070	5.090	16.050	794	4.643
Totaux	108.886	95.610	2.630.508	123.648	392.940	16.513	133.566

RÉGIONS	FRAIS pour meubles et immeubles.	FRAIS de transport et de déplacement.	FOURNITURES extérieures.	FRAIS de gestion générale.	DOTATIONS pour amortissement du matériel.	REMBOURSEMENT au titre des subsistants.	DIVERS	TOTAL
Paris	6.150	3.069	2.535	7.715	20.515	7.333	13.653	1.270.091
Rouen	8	2.257	»	958	6.754	420	»	154.763
Lille	384	3.073	»	4.751	14.959	109	1.020	317.342
Nancy	1.896	2.972	326	2.440	5.306	1.120	»	184.684
Rennes	417	4.885	106	751	762	»	»	114.728
Nantes	227	5.749	126	1.172	1.880	527	967	145.940
Orléans	246	1.250	262	1.537	»	380	»	72.845
Dijon	562	2.904	427	1.862	3.222	»	»	135.341
Limoges	677	2.328	707	2.378	480	487	»	108.403
Clermont-Ferrand	1.556	2.129	565	3.304	21.855	564	375	128.911
Lyon	647	6.414	360	2.633	641	2.123	8.489	405.396
Bordeaux	526	2.080	136	622	250	195	»	131.534
Toulouse	962	1.682	88	1.466	627	759	»	97.524
Montpellier	651	1.139	502	377	18	208	»	93.873
Marseille	227	793	362	1.588	274	1.092	1	208.268
Strasbourg	1.223	1.707	241	1.444	1.375	291	»	152.690
Totaux	16.359	44.431	6.743	34.998	78.918	15.608	24.505	3.723.233

XI. — **Gestion des opérations administratives (charges d'exploitation). — Immobilisations de l'année.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS S. S. (part patronale).	AUTRES charges sociales.	AUTRES FRAIS de personnel.	FRAIS de gestion générale.	FRAIS de P. T. T. imputables sur subventions et autres.	TOTAL
Paris	817.127	158.011	45.156	16.783	152.385	35.630	1.225.092
Rouen	98.605	20.176	5.435	218	18.615	7.047	150.096
Lille	191.681	39.677	12.270	1.137	31.693	11.938	288.396
Nancy	102.952	22.321	6.669	28	23.372	6.379	161.721
Rennes	55.764	11.130	3.651	656	11.491	2.847	85.539
Nantes	94.439	18.382	6.063	884	16.173	3.877	139.818
Orléans	53.360	10.727	2.955	47	10.521	2.360	79.970
Dijon	82.123	16.845	4.227	536	18.788	3.626	126.145
Limoges	67.303	13.462	3.711	248	14.530	3.279	102.533
Clermont-Ferrand	67.512	13.843	4.347	191	12.717	3.151	101.761
Lyon	221.739	52.109	12.090	1.878	58.212	13.280	359.308
Bordeaux	64.785	12.467	4.232	429	13.029	4.232	99.174
Toulouse	46.419	9.423	2.563	554	10.553	2.588	72.100
Montpellier	60.154	11.746	3.750	686	13.904	319	90.559
Marseille	154.730	30.778	8.565	1.076	28.278	7.551	230.978
Strasbourg	180.782	35.786	78.580	523	24.535	13.494	333.700
Totaux	2.359.475	476.883	204.264	25.874	458.796	121.598	3.646.890

RÉGIONS	DOTATIONS	COTISATIONS à la F. N. O. S. S. et divers.	TOTAL des charges d'exploitation.	IMMOBILISATIONS DE L'ANNÉE				
				Acquisitions immobilières.	Agencements, aménagements.	Matériel et mobilier.	Immobilisations en cours.	Frais d'établissement.	Total.
Paris	154.521	8.907	1.388.520	»	5	46.593	»	5.009	51.607
Rouen	7.729	1.432	159.257	»	6	15.056	60.349	»	75.411
Lille	9.800	2.988	301.184	»	1.983	19.086	»	»	21.069
Nancy	32.628	1.631	195.980	»	847	25.467	»	»	26.314
Rennes	3.827	3.854	93.220	»	»	»	»	»	»
Nantes	2.389	1.024	143.231	»	138	7.121	»	»	7.259
Orléans	178	8.001	88.149	»	»	»	»	»	»
Dijon	5.390	1.138	132.673	»	524	7.083	»	»	7.607
Limoges	3.800	860	107.193	31.285	»	»	»	»	31.285
Clermont-Ferrand	17.943	779	120.483	17	2.409	42.347	»	»	44.773
Lyon	11.915	3.000	374.223	»	»	13.668	2.160	»	15.828
Bordeaux	12.166	939	112.279	»	»	6.117	»	»	6.117
Toulouse	878	593	73.571	»	1.470	1.912	519	»	3.901
Montpellier	88	460	91.107	»	»	4.473	»	»	4.473
Marseille	4.489	2.857	238.024	»	»	7.189	36.553	»	43.742
Strasbourg	6.715	14.319	354.734	120	»	8.199	»	»	8.319
Totaux	274.456	52.782	3.974.128	31.422	7.382	204.311	99.581	5.009	347.705

XII. — **Produit des récupérations et recours contre tiers.**

RÉGIONS	ASSURANCES SOCIALES					ACCIDENTS DU TRAVAIL				
	Capitaux encaissés sur les tiers.	Arrérages encaissés sur les tiers.	Dommages et intérêts.	Recours contre tiers.	Total.	Capitaux encaissés sur les tiers.	Arrérages encaissés sur les tiers.	Dommages et intérêts.	Recours contre tiers.	Total.
Paris	7.042	12.058	»	»	19.100	624.388	243.082	81	»	267.551
Rouen	30	40	»	645	715	»	287	1	83.928	84.216
Lille	1.634	1.882	4	403	3.923	74.891	62.474	452	17.081	154.898
Nancy	2.528	1.432	»	»	3.960	51.731	46.999	22	»	98.752
Rennes	»	»	»	1.440	1.440	»	»	17	49.921	49.938
Nantes	»	»	»	3.249	3.249	»	»	195	63.058	63.253
Orléans	447	987	»	»	1.434	31.232	16.154	1	264	47.651
Dijon	1.372	2.375	29	»	3.776	23.330	25.652	94	10	49.086
Limoges	»	46	»	550	596	34	626	155	59.103	59.918
Clermont-Ferrand	»	»	»	2.916	2.916	»	»	15	45.472	45.487
Lyon	»	»	43	9.753	9.796	»	»	167	142.601	142.768
Bordeaux	»	»	»	3.357	3.357	»	»	»	60.065	60.065
Toulouse	1.453	761	»	»	2.214	29.428	21.361	»	»	50.789
Montpellier	»	»	»	7.604	7.604	»	»	276	43.073	43.349
Marseille	4.397	1.924	11	507	6.839	46.919	48.007	338	6.497	100.461
Strasbourg	»	»	4	10.891	10.895	»	»	134	66.085	66.219
Totaux	18.903	21.505	91	41.315	81.814	881.953	464.642	1.948	636.858	1.985.401

C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES

I. — Etat des dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

(Caisses régionales d'assurance vieillesse et caisse nationale d'assurance sur la vie.)

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P. rentes allocations bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935.	PENSIONS revisées à 65 ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse.	PENSIONS de réversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.
Paris	3.806	10.343.586	20.255.530	1.224.229	30.853	11.841.132
Rouen	2.128	474.645	3.951.432	192.077	13.491	2.730.590
Lille	3.738	2.889.639	8.376.801	623.759	18.936	3.125.755
Nancy	6.485	1.583.057	4.532.916	304.319	10.814	1.613.479
Rennes	1.443	470.287	1.976.144	95.085	2.445	2.639.177
Nantes	3.045	822.046	2.833.244	161.197	10.752	3.527.235
Orléans	1.661	440.493	1.834.708	98.682	700	2.203.550
Dijon	5.838	877.541	3.322.428	210.164	6.444	2.434.135
Limoges	1.558	341.842	2.057.891	98.707	3.479	3.440.407
Clermont-Ferrand	2.683	226.067	2.006.933	94.506	4.885	2.031.584
Lyon	8.212	2.458.185	7.439.666	382.927	7.769	3.669.630
Bordeaux	2.574	817.942	2.914.510	153.751	5.944	3.166.784
Toulouse	2.734	234.954	2.566.167	91 061	3.544	2.679.285
Montpellier	1.289	445.494	2.012.954	102.357	4.397	2.503.128
Marseille	3.535	1.627.899	3.534.022	271.544	7.122	3.270.353
Totaux	50.729	24.053.647	69.615.346	4.104.465	131.545	50.875.824
Strasbourg	»	6.379.878	8.593.846	1.780.513	»	16.434
C. N. A. V.	»	»	1.212	»	»	»
Totaux France entière	50.729	30.433.525	78.210.404	5.884.978	131.545	50.892.058

RÉGIONS	ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants.	ALLOCATIONS de veuves ou de veufs, allocation de reversion, secours viagers.	MAJORATION article 45 de la loi du 10 juillet 1952.	REMBOURSEMENTS de cotisations assurances sociales.	DIVERS (1)	TOTAUX
Paris	967.043	814.724	60.649	1.024.049	101.885	46.667.486
Rouen	535.816	169.213	21.649	245.978	105.199	8.442.218
Lille	1.383.600	487.859	65.116	551.565	46.321	17.573.089
Nancy	504.588	221.795	30.919	160.107	125.901	9.094.380
Rennes	451.672	142 502	31.340	252.209	68.289	6.130.593
Nantes	375.690	211.116	18 022	275.720	56.656	8.294.723
Orléans	273.869	173.527	16.595	142.319	60.838	5.246.942
Dijon	357.372	206.294	29 443	175.222	20.973	7.635.954
Limoges	365.345	249.060	22.153	223.909	111.446	6.915.707
Clermont-Ferrand	181.084	121.838	16.628	152.043	14.074	4.852.325
Lyon	437.110	278.828	33 362	494.342	188.473	15.417.905
Bordeaux	295.095	255.022	43.994	270.532	64.360	7.990.508
Toulouse	189.224	162.380	26.236	227.194	17.720	6.200.469
Montpellier	246.585	163.995	18.383	217.423	15.309	5.731.314
Marseille	537.442	210.962	51.180	419.443	161.025	10.094.527
Totaux	7.101.535	3.869.055	495.670	5.832.. 55	1.158.469	166.288.140
Strasbourg	270.006	5.937	12.908	189.582	13.741	17.262.945
C. N. A. V.	»	»	»	»	39	1.251
Totaux France entière	7 371 541	3.874.992	508.578	6.021.737	1.172.249	183.552.336

(1) Y compris notamment les taxes postales remboursées aux caisses régionales d'assurance vieillesse par la caisse nationale de sécurité sociale (365.978) et les frais de déplacement et de contrôle.

II. — **Etat des sommes précomptées sur avantages attribués au titre du régime général de la sécurité sociale et liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire ou de l'allocation spéciale, ou au titre de l'article 45 de la loi du 10 juillet 1952.**

RÉGIONS	ALLOCATION temporaire.	ALLOCATION spéciale.	MAJORATION (art. 45 de la loi du 10 juillet 1952).	TOTAL
Paris	20.608	29.328	39.529	89.465
Rouen	12.858	23.283	492	36.633
Lille	9.455	16.879	2.970	29.304
Nancy	844	8.960	343	10.147
Rennes	14.983	19.231	1.956	36.170
Nantes	1.285	6.174	984	8.443
Orléans	4.016	7.819	933	12.768
Dijon	5.936	6.978	913	13.827
Limoges	16.493	21.968	523	38.984
Clermont-Ferrand	14.081	18.374	652	33.107
Lyon	9.945	23.556	3.669	37.170
Bordeaux	13.636	21.979	1.339	36.954
Toulouse	15.651	20.590	1.687	37.928
Montpellier	4.939	10.434	634	16.007
Marseille	34.987	54.360	4.337	93.684
Strasbourg	1.928	4.154	15	6.097
Totaux	181.645	294.067	60.976	536.688

III. — **Etat des payements effectués à l'étranger** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		ALLEMAGNE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.
Paris	775	34.971	2.657	116.690	65	2.499	706	45.960	4.203	200.120
Rouen	51	3.679	121	6.000	7	934	49	2.834	228	13.447
Lille	10.352	668.252	258	14.676	9	1.644	349	22.055	10.968	706.627
Nancy	962	81.682	987	55.722	10	813	213	13.198	2.172	151.415
Rennes	11	452	71	3.899	3	150	12	1.085	97	5.586
Nantes	24	1.278	50	5.545	5	833	29	2.392	108	9.048
Orléans	15	737	74	3.608	2	387	37	2.595	128	7.327
Dijon	17	882	457	24.853	7	660	102	8.689	583	35.084
Limoges	6	274	71	3.040	»	»	21	1.130	98	4.444
Clermont-Ferrand	8	710	96	4.710	1	57	41	2.683	146	8.160
Lyon	18	978	1.586	86.739	6	790	106	6.686	1.716	95.194
Bordeaux	13	734	59	2.585	8	495	42	2.306	122	6.120
Toulouse	12	728	99	5.298	»	»	36	2.096	147	8.122
Montpellier	6	361	84	3.920	9	516	36	2.061	135	6.858
Marseille	22	1.417	1.378	58.830	6	669	117	5.443	1.523	66.359
Strasbourg	48	5.301	2.739	150.388	600	87.639	661	64.560	4.048	307.888
Totaux	12.340	802.437	10.787	545.503	738	98.086	2.557	185.773	26.422	1.631.799

(1) Dépenses comprises dans les prestations du tableau I.

IV. — **Etat des pensions et allocations en cours au 31 décembre 1956.**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes allocations, bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935.	PENSIONS revisées à 65 ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse.	PENSIONS de reversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.	ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants.	ALLOCATIONS de veuves ou de veufs.	ALLOCATIONS de réversion.	SECOURS viagers.	TOTAL
Paris	733	124.082	204.677	22.353	443	155.973	13.646	12.030	1.814	9.573	545.324
Rouen	307	12.652	42.489	3.913	225	39.098	7.901	2.825	161	2.146	111.747
Lille	737	49.925	86.066	11.872	297	42.900	20.949	8.311	1.743	4.031	226.831
Nancy	806	30.936	50.923	6.280	190	22.111	7.104	4.083	743	1.710	124.886
Rennes	459	9.270	24.024	1.988	57	37.831	6.414	1.336	138	3.455	84.972
Nantes	419	13.451	32.672	3.296	160	49.727	5.455	1.718	300	4.482	111.680
Orléans	252	8.147	20.756	2.002	10	30.904	3.928	1.222	285	3.673	71.179
Dijon	679	13.465	35.193	4.062	99	33.342	4.969	2.612	548	2.976	97.945
Limoges	245	8.356	24.007	1.868	64	47.271	5.109	1.459	258	5 715	94.352
Clermont-Ferrand.	266	6.477	21.611	1.918	79	28.225	2.609	904	226	2.455	64.800
Lyon	1.043	41.614	80.694	7.321	93	51.110	6.130	3.923	448	3.872	196.248
Bordeaux	503	18.388	34.763	3.699	107	46.611	4.357	2.984	500	4.568	116.480
Toulouse	323	6.483	27.028	1.924	59	35.654	2.486	477	249	3.967	78.650
Montpellier	255	9.051	23.370	1.976	70	33.619	3.443	1.483	177	2.994	76.438
Marseille	564	24.919	39.110	4.783	129	44.082	7.404	2.467	572	3.084	127.105
Totaux	7.591	377.246	747.413	79.285	2.073	698.458	101.904	47.834	8.162	58.701	2.128.637
Strasbourg	»	38.945	(1) 64.172	(2) 23.002	»	239	4.241	172	»	29	130.800
Totaux	7.591	416.161	811.585	102.287	2.073	698.697	106.145	48.006	8.162	58.730	2.259.437

(1) Pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ou du régime local.
(2) Pensions de réversion, pensions de veuves et de veufs confondues.

V. — **Gestion des opérations administratives (charges d'exploitation). — Immobilisations de l'année.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS S. S. (part patronale).	AUTRES charges sociales.	AUTRES frais de personnel.	FRAIS de gestion générale.	FRAIS de P. T. T.	TOTAL	DOTATIONS	TOTAL des charges d'exploitation.	IMMOBILISATION DE L'ANNÉE Liquidations immobilières.	Agencements, aménagement.	Matériel et mobilier.	Total.
Paris	1.203.316	240.395	66.716	24.050	207.921	93.069	1.835.467	82.306	1.917.773	»	»	99.604	99.604
Rouen	180.856	39.382	10.774	266	35.617	16.315	283.210	1.722	284.932	148.322	»	24.784	173.106
Lille	399.555	89.195	22.149	4.952	61.973	43.330	624.154	58.256	682.410	2.627	6.980	29.455	39.062
Nancy	153.144	12.439	30.061	990	36.825	373	233.832	18.614	252.446	»	»	»	»
Rennes	163.613	37.045	8.868	4,597	29.671	12.769	256.563	6.173	262.736	»	31	3.381	3.412
Nantes	199.108	44.329	9.665	5.476	29.193	18.467	306.238	1.595	307.833	»	478	5.583	6.061
Orléans	96.492	21.119	5.315	178	41.593	12.229	176.926	5.712	182.638	»	»	5.712	5.712
Dijon	165.630	36.035	8.791	124	51.867	17.794	280.241	35.463	315.704	»	718	17.890	18.638
Limoges	170.595	38.704	9.501	2.262	18.206	15.497	254.765	18.572	273.337	»	»	»	»
Clermont-Ferrand.	99.396	21.710	5.327	23.720	14.327	11.546	176.026	2.273	178.299	»	»	»	»
Lyon	381.389	88.060	20.149	2.005	60.390	32.319	584.312	26.139	610.451	»	»	26.139	26.139
Bordeaux	200.492	43.388	11.010	505	59.484	18.928	333.807	9.059	342.866	»	55	5.758	5.813
Toulouse	155.330	35.853	9.613	1.746	26.961	14.430	243.933	3.818	247.751	»	»	»	»
Montpellier	131.262	28.133	7.240	477	17.168	13.373	197.653	15.016	212.669	»	150	9.551	9.701
Marseille	222.178	48.204	12.463	1.010	43.204	20.498	347.557	16.072	363.629	252.910	951	15.121	268.982
Strasbourg	234.204	49.459	46.789	7.087	50.547	6.121	394.207	4.149	398.356	2.146	34	5.269	7.449
Totaux	4.156.560	873.450	284.431	79.445	787.947	347.058	6.528.891	304.969	6.833.860	405.005	9.427	248.277	663.709

D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

I. — Cotisations encaissées et prestations légales versées au titre des salariés du régime général. Dépenses d'action sanitaire et sociale.

CAISSES	COTISATIONS	PRESTATIONS LÉGALES							DÉPENSES d'action sanitaire et sociale.
		Allocations familiales.	Allocations de salaire unique.	Allocations de logement et prêts (1).	Autres prestations et divers.	Total (2).	Dont population non active.	Pourcentage par rapport aux cotisations.	
Région de Paris.									
28-1. Chartres	1.863.332	1.084.062	684.385	45.481	124.815	1.938.743	84.607	104,05	93.346
60-1. Beauvais	2.677.329	1.550.536	966.934	24.598	198.792	2.740.860	144.065	102,37	142.012
60-2. Creil	2.285.535	1.131.372	735.017	38.134	134.866	2.039.389	88.703	89,23	67.354
75-1. Paris	173.905.359	39.824.464	33.296.503	1.667.472	6.451.867	81.240.306	5.177.248	46,71	3.773.125
75-2. Navigation fluviale.	484.295	297.191	149.521	2.531	28.376	477.619	»	98,62	32.649
75-3. Pêche maritime...	704.880	581.743	430.710	12.656	60.342	1.085.451	»	153,99	39.662
75-4. Marins du commerce	3.495.203	1.471.507	1.300.085	88.013	213.800	3.072.205	235.632	87,89	176.377
77-1. Melun	4.561.575	1.962.142	1.383.500	95.718	246.893	3.688.253	175.909	80,85	153.543
Total	189.977.598	47.902.817	38.946.655	1.974.603	7.458.751	96.282.826	5.906.164	50,68	4.478.038
Région de Rouen.									
14-1. Caen	4.006.110	2.880.314	1.725.503	40.199	338.449	4.984.465	350.372	124,42	269.381
27-1. Evreux	3.065.241	1.813.753	1.109.436	74.324	209.626	3.207.139	235.606	104,63	120.141
50-1. Avranches	1.786.271	1.673.147	992.109	49.622	196.972	2.911.850	289.779	163,01	190.862
61-1. Alençon	1.525.920	1.071.122	642.881	25.678	124.320	1.867.001	140.418	122,35	110.451
76-1. Dieppe	1.608.402	1.239.039	708.822	22.502	145.601	2.115.964	103.765	131,56	91.502
76-2. Elbeuf	733.224	312.839	185.960	9.839	39.489	548.127	38.430	74,75	21.767
76-3. Le Havre	4.679.189	2.327.044	1.660.587	96.851	292.584	4.377.066	259.757	93,54	359.118
76-4. Rouen	6.812.939	3.046.174	2.007.791	95.193	393.440	5.542.598	300.116	81,35	272.300
Total	24.217.296	14.366.432	9.033.089	414.208	1.740.481	25.554.210	1.718.243	105,52	1.435.226
Région de Lille.									
02-1. Saint-Quentin	2.721.444	1.421.933	931.481	43.012	170.727	2.567.153	127.207	94,34	93.637
02-2. Soissons	2.059.912	1.288.208	834.604	45.481	162.323	2.330.616	121.493	113,14	143.093
59-1. Armentières	1.453.499	719.705	470.768	48.634	91.011	1.330.118	68.394	91,51	49.760
59-2. Cambrai	2.003.991	837.393	618.552	60.217	111.369	1.627.531	88.794	81,21	110.530
59-3. Douai	1.825.197	828.046	592.598	47.438	136.351	1.604.433	110.300	87,90	100.738
59-4. Dunkerque	2.312.790	1.498.698	1.021.036	68.614	196.947	2.785.295	143.351	120,86	123.123
59-5. Lille	9.940.602	3.592.454	2.484.794	308.274	513.109	6.898.331	375.833	69,39	223.711
59-6. Maubeuge	3.789.242	1.988.355	1.282.625	69.759	245.315	3.586.054	171.369	94,64	144.560
59-7. Roubaix	9.406.972	3.772.207	2.556.640	378.674	442.365	7.149.886	218.253	76,01	476.430
59-9. Valenciennes	5.183.846	2.366.139	1.776.364	117.937	334.893	4.595.333	190.898	88,65	156.323
62-1. Arras	4.682.595	2.415.085	1.760.632	82.833	400.302	4.658.852	401.827	99,49	219.573
62-2. Calais	4.294.474	2.940.265	1.922.498	132.763	392.638	5.388.164	330.896	125,47	281.415
80-1. Amiens	4.159.840	2.581.031	1.650.846	89.765	311.718	4.633.360	292.025	111,38	188.333
Total	53.834.104	26.249.219	17.903.438	1.493.401	3.509.068	49.155.126	2.640.640	91,31	2.311.226
Région de Nancy.									
08-1. Charleville	3.881.465	2.115.597	1.328.412	63.607	262.953	3.770.569	133.034	98,93	204.857
10-1. Troyes	3.051.786	1.228.852	772.811	48.462	152.075	2.202.200	210.336	72,16	85.875
51-1. Reims	4.457.957	2.234.353	1.474.482	120.481	275.977	4.105.293	252.369	92,09	140.691
52-1. Chaumont	1.824.600	1.181.633	711.722	24.285	145.065	2.062.705	73.456	113,05	112.067
54-1. Nancy	9.874.566	4.550.792	3.181.818	193.185	570.380	8.496.175	312.251	86,04	241.491
55-1. Bar-le-Duc	1.860.273	1.106.475	701.665	23.565	134.502	1.966.207	79.233	105,36	91.120
88-1. Epinal	4.651.856	2.535.545	1.581.699	111.173	300.338	4.528.725	238.316	97,36	153.951
Total	29.532.503	14.953.217	9.752.609	584.758	1.841.290	27.131.874	1.298.995	91,87	1.030.052

CAISSES	COTISATIONS	PRESTATIONS LÉGALES							DÉPENSES d'action sanitaire et sociale.
		Allocations familiales.	Allocations de salaire unique.	Allocations de logement et prêts (1).	Autres prestations et divers.	Total (2).	Dont population non active.	Pourcentage par rapport aux cotisations.	
Région de Rennes.									
22-1. Saint-Brieuc	1.691.613	1.356.103	881.349	49.781	141.267	2.428.500	225.747	143,56	115.682
29-1. Brest	1.990.780	1.529.134	1.020.412	92.726	165.878	2.808.150	230.704	141,06	139.829
29-2. Quimper	1.672.242	915.550	673.968	66.211	113.073	1.768.802	261.727	105,78	230.611
35-1. Rennes	3.280.305	2.187.321	1.415.689	99.741	267.966	3.970.717	282.832	121,05	282.745
53-1. Laval	1.001.194	733.049	428.377	28.553	82.350	1.272.329	73.278	127,08	94.527
72-1. Le Mans	3.218.797	2.260.681	1.344.452	66.953	261.500	3.933.586	264.894	122,21	178.624
Total	12.854.901	8.981.838	5.764.247	403.965	1.032.034	16.182.084	1.339.182	125,88	1.042.018
Région de Nantes.									
37-1. Tours	2.786.156	1.628.034	1.061.877	43.769	202.711	2.936.391	150.461	105,39	130.805
44-1. Nantes	8.705.405	4.913.169	3.385.566	333.373	562.951	9.195.059	437.103	105,62	438.255
49-1. Angers	2.439.782	1.776.303	1.050.160	116.638	209.916	3.153.017	242.920	129,23	139.502
49-2. Cholet	1.286.961	731.907	452.767	97.085	90.124	1.371.883	56.273	106,60	87.331
56-1. Vannes	2.166.002	1.736.301	1.207.761	51.768	200.631	3.196.461	242.805	147,57	135.833
85-1. La Roche-sur-Yon	1.495.996	1.232.888	782.974	75.314	148.822	2.239.998	175.176	149,73	102.388
Total	18.880.302	12.018.602	7.941.105	717.947	1.415.155	22.092.809	1.304.738	117 01	1.034.114
Région d'Orléans.									
18-1. Bourges	2.275.996	1.082.532	744.394	59.234	138.119	2.024.279	99.569	88,98	85.488
36-1. Châteauroux	1.627.322	810.465	544.978	26.960	104.587	1.486.990	86.158	91,38	66.120
41-1. Blois	1.384.796	775.845	493.943	43.972	100.730	1.414.460	94.314	102,14	93.580
45-1. Orléans	3.553.077	1.688.352	1.086.397	65.799	195.656	3.036.204	178.439	85,45	131.704
58-1. Nevers	1.731.494	904.413	600.715	18.160	101.246	1.624.534	160.749	93,82	46.430
Total	10.572.685	5.261.607	3.470.397	214.125	640.338	9.586.467	619.229	90,67	423.322
Région de Dijon.									
21-1. Dijon	3.158.957	1.649.875	1.083.515	64.307	194.430	2.992.127	158.761	94,72	82.593
25-1. Besançon	2.610.853	1.379.972	854.363	158.915	164.590	2.557.840	112.188	97,97	53.385
25-2. Audincourt	2.884.013	1.280.007	842.683	103.523	167.940	2.394.153	51.351	83,01	167.809
39-1. Saint-Claude	1.917.574	1.230.134	751.075	53.419	135.027	2.169.655	99.930	113,15	124.498
70-1. Vesoul	1.512.423	946.124	562.686	21.716	105.074	1.635.600	92.655	108,14	54.349
71-1. Mâcon	4.330.124	2.091.660	1.460.595	87.312	259.627	3.899 194	152.057	90,05	156.573
89-1. Auxerre	1.464.454	891.021	593.050	27.946	105.109	1.617.126	100.854	110,42	117.529
90-1. Belfort	1.883.526	779.350	545.157	59.964	105.152	1.489.623	57.879	79,09	106.158
Total	19.761.924	10.248.143	6.693.124	577.102	1.236.949	18.755.318	825.675	94,91	862.894
Région de Limoges.									
16-1. Angoulême	2.070.961	1.164.314	780.126	33.125	151.963	2.129.528	130.800	102,83	79.038
17-1. La Rochelle	2.658.175	1.967.077	1.243.575	49.202	240.288	3.500.142	229.979	131,67	194.311
19-1. Brive	1.152.065	642.522	476.303	34.105	78.319	1.231.249	75.839	106,87	56.177
23-1. Guéret	425.602	276.218	194.443	5.683	35.971	542.315	48.665	120,57	21.267
79-1. Niort	1.331.260	999.829	623.390	45.868	117.456	1.786.543	110.942	134,20	62.868
86-1. Poitiers	1.366.376	985.874	657.974	24.820	130.562	1.799.230	237.465	131,68	44.358
87-1. Limoges	2.504.389	903.782	695.187	42.956	115.939	1.757.864	92.407	70,19	87.477
Total	11.508.828	6.939.616	4.670.998	235.759	870.498	12.716.871	926.097	110,50	545.496
Région de Clermont-Ferrand.									
03-1. Moulins	3.205.552	1.335.342	1.006.078	35.912	164.208	2.541.540	152.241	79,28	141.055
15-1. Aurillac	490.339	379.638	243.570	25.017	46.192	694.417	109.886	141,62	62.708
43-1. Le Puy	945.285	501.784	348.099	13.497	70.342	933.732	60.331	98,78	30.775
48-1. Mende	207.806	179.788	106.903	3.780	17.725	308.196	17.174	148,31	23.430
63-1. Clermont-Ferrand	4.847.275	2.047.315	1.494.373	67.578	269.113	3.878.379	185.787	80,01	162.280
Total	9.696.257	4.443.877	3.199.023	145.784	567.580	8.356.264	525.389	86,18	420.248

CAISSES	COTISATIONS	PRESTATIONS LÉGALES							DÉPENSES d'action sanitaire et sociale
		Allocations familiales.	Allocations de salaire unique	Allocations de logement et prêts (1).	Autres prestations et divers.	Total (2).	Dont population non active.	Pourcentage par rapport aux cotisations.	
Région de Lyon.									
01-1. Bourg	2.272.123	1.084.415	729.977	32.116	130.768	1.977.276	95.946	87,02	68.632
07-1. Annonay	640.357	331.346	220.967	14.418	36.938	603.669	40.609	94,27	31.072
07-2. Aubenas	1.009.459	579.497	376.053	22.052	61.213	1.038.815	62.847	102,91	53.060
26-1. Valence	2.600.811	1.319.091	877.707	68.033	246.531	2.511.362	131.604	96,56	109.933
38-1. Grenoble	6.953.411	2.912.140	2.043.984	210.724	344.737	5.511.585	241.180	79,26	299.203
38-2. Vienne	1.892.532	877.997	590.118	48.418	95.737	1.612.270	78.741	85,19	67.023
42-1. Roanne	1.793.213	739.002	475.392	19.881	85.897	1.320.172	78.290	73,62	44.231
42-2. Saint-Etienne	7.288.846	2.899.988	2.068.396	129.196	360.431	5.458.011	227.728	74,88	356.831
69-1. Lyon	18.542.281	5.738.639	4.276.840	292.868	725.092	11.033.439	420.468	59,50	435.065
69-2. Villefranche	1.664.110	725.337	443.416	29.163	79.827	1.277.743	49.736	76,78	58.281
73-1. Chambéry	2.757.507	1.484.016	963.245	104.587	169.267	2.721.115	102.192	98,68	136.853
74-1. Annecy	3.164.586	1.390.458	932.983	127.357	172.725	2.623.523	100.112	82,90	128.263
Total	50.579.236	20.081.926	13.999.078	1.098.813	2.509.163	37.688.980	1.629.453	74,51	1.788.447
Région de Bordeaux.									
24-1. Périgueux	1.483.093	907.563	636.668	30.499	112.391	1.687.121	131.866	113,76	64.066
33-1. Bordeaux	8.865.562	3.959.406	2.904.891	131.171	463.665	7.459.133	483.866	84,14	341.880
40-1. Mont-de-Marsan	1.062.659	573.180	418.172	28.878	70.270	1.090.500	62.614	102,62	72.574
47-1. Agen	1.264.603	830.150	571.797	24.931	88.853	1.515.731	128.415	119,86	77.514
64-1. Bayonne	1.504.795	769.747	566.689	27.341	82.989	1.446.766	107.277	96,14	59.258
64-2. Pau	1.582.680	798.880	565.656	28.062	95.520	1.488.118	65.303	94,02	42.049
Total	15.763.397	7.838.926	5.663.873	270.882	913.688	14.687.369	979.341	93,17	657.341
Région de Toulouse.									
09-1. Foix	791.177	453.737	350.251	16.470	47.267	867.725	73.531	109,67	27.315
31-1. Toulouse	4.872.279	2.003.498	1.644.601	138.605	257.082	4.043.786	295.572	82,99	94.986
32-1. Auch	312.288	239.458	175.366	5.166	29.848	449.838	23.698	144,04	10.066
46-1. Cahors	428.372	294.087	201.279	5.585	35.582	536.533	44.383	125,25	33.610
65-1. Tarbes	1.460.294	793.879	583.022	41.786	95.965	1.514.652	160.824	103,72	45.932
81-1. Albi	2.152.910	1.010.798	792.098	65.608	123.234	1.991.738	89.720	92,51	41.325
82-1. Montauban	627.399	562.665	373.126	9.781	58.646	1.004.218	95.867	160,06	66.539
Total	10.644.719	5.358.122	4.119.743	283.001	647.624	10.408.490	783.595	97,78	319.773
Région de Montpellier.									
11-1. Carcassonne	1.054.660	630.001	511.267	20.359	75.354	1.236.991	115.559	117,29	58.232
12-1. Rodez	1.147.715	606.781	456.112	19.753	76.388	1.159.034	66.417	100,99	62.732
30-1. Nîmes	2.182.411	1.291.651	954.912	28.693	153.402	2.428.658	182.900	111,28	76.446
34-1. Béziers	919.424	502.654	418.931	16.615	52.151	990.351	102.520	107,71	26.640
34-2. Montpellier	1.746.711	1.099.108	824.944	28.340	119.242	2.071.634	173.604	118,60	119.275
66-1. Perpignan	1.235.595	581.039	481.672	25.705	70.865	1.159.281	85.958	93,82	52.512
Total	8.286.516	4.711.244	3.647.838	139.465	547.402	9.045.949	726.958	109,16	395.837
Région de Marseille.									
04-1. Digne	411.896	237.167	165.401	8.274	25.836	436.678	27.808	106,02	21.468
05-1. Gap	534.791	301.857	204.831	10.084	33.691	550.463	24.633	102,95	29.834
06-1. Nice	4.857.493	2.265.399	1.895.608	54.221	205.966	4.421.194	»	91,02	178.157
13-1. Marseille	13.837.689	5.559.858	4.439.999	209.304	709.114	10.918.275	1.020.797	78,90	443.285
20-1. Ajaccio	422.777	731.681	444.765	7.661	69.279	1.253.386	136.565	296,46	56.400
83-1. Toulon	2.693.215	1.322.737	1.026.210	36.159	156.513	2.541.619	260.885	94,37	106.280
84-1. Avignon	1.914.556	996.826	740.246	49.779	119.705	1.906.556	54.982	99,58	96.085
Total	24.672.417	11.415.525	8.917.060	375.482	1.320.104	22.028.171	1.525.670	89,28	931.509
Région de Strasbourg.									
57-1. Metz	9.744.096	4.512.256	3.103.458	219.372	633.739	8.468.825	345.202	86,91	368.706
67-1. Strasbourg	9.090.466	3.795.548	2.929.077	208.447	582.230	7.515.302	433.270	82,67	382.004
68-1. Mulhouse	7.142.972	2.552.365	1.940.992	146.950	371.832	5.012.139	257.778	70,17	316.727
Total	25.977.534	10.860.169	7.973.527	574.769	1.587.801	20.996.266	1.036.250	80,82	1.067.437
France entière	516.760.217	211.631.280	151.695.804	9.504.064	27.837.926	400.669.074	23.785.619	77,53	18.742.978

(1) Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat.
(2) Salariés du régime général, à l'exclusion des mineurs, et personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

M. — Cotisations encaissées et prestations légales versées au titre des employeurs et travailleurs indépendants. Dépenses de gestion administrative et immobilisations.

CAISSES	COTISATIONS	PRESTATIONS LÉGALES					DÉPENSES DE GESTION administrative.		IMMOBILISATIONS
		Allocations familiales.	Allocations de logement (1).	Autres prestations.	Total.	Pourcentage par rapport aux cotisations.	Total (2).	Dont traitements et salaires.	
Région de Paris.									
28-1. Chartres	196.972	174.645	1.109	12.795	188.549	95,67	61.794	38.113	4.597
60-1. Beauvais	204.719	138.154	405	6.700	145.259	70,95	84.203	46.598	1.840
60-2. Creil	112.001	67.119	322	6.084	73.525	65,65	63.437	40.644	3.920
75-1. Paris	7.746.849	3.741.679	17.142	303.394	4.062.215	52,44	3.646.747	1.973.010	32.024
75-2. Navigation fluviale.	39.101	116.849	»	13.663	130.512	333,78	26.103	15.524	315
75-3. Pêche maritime....	315.221	720.986	6.612	113.265	840.863	266,75	92.567	56.380	1.056
75-4. Marins du commerce	190	382	»	»	382	201,05	55.395	23.996	818
77-1. Melun	398.737	237.527	1.253	18.992	257.772	64,65	121.931	49.593	5.414
Total	9.013.790	5.197.341	26.843	474.893	5.699.077	63,23	4.152.177	2.243.258	49.984
Région de Rouen.									
14-1. Caen	375.731	341.621	1.914	28.415	371.950	98,99	136.323	51.632	13.431
27-1. Evreux	255.016	218.944	1.931	18.878	239.753	94,01	91.309	34.675	1.777
50-1. Avranches	259.168	338.209	3.842	35.692	377.743	145,75	92.316	50.902	1.404
61-1. Alençon	172.547	223.347	1.816	20.912	246.075	142,61	61.922	38.099	15.799
76-1. Dieppe	159.470	116.393	1.247	6.712	124.352	77,98	59.987	34.062	4.541
76-2. Elbeuf	35.711	18.395	10	1.353	19.758	55,33	17.896	10.952	17
76-3. Le Havre	271.069	194.042	2.029	17.922	213.993	78,94	120.194	73.586	2.915
76-4. Rouen	343.715	228.392	2.298	20.251	250.941	73,01	137.329	79.413	21.002
Total	1.872.427	1.679.343	15.087	150.135	1.844.565	98,51	717.276	373.321	60.886
Région de Lille.									
02-1. Saint-Quentin	159.473	111.441	543	12.785	124.769	78,24	71.456	43.790	1.702
02-2. Soissons	162.038	124.239	995	12.334	137.568	84,90	65.371	39.917	1.584
59-1. Armentières	99.006	98.338	884	8.849	108.071	109,16	39.151	25.129	1.645
59-2. Cambrai	153.119	104.650	828	12.127	117.605	76,81	53.254	32.583	13.503
59-3. Douai	145.323	86.279	1.121	8.971	96.371	66,31	59.889	29.284	387
59-4. Dunkerque	148.866	154.536	1.113	14.174	169.823	114,08	72.998	45.735	2.104
59-5. Lille	520.062	382.185	4.965	34.957	422.107	81,16	148.000	96.297	2.171
59-6. Maubeuge	144.502	114.078	640	12.581	127.299	88,09	85.476	53.088	1.698
59-7. Roubaix	394.146	312.511	3.476	25.388	341.375	86,61	193.434	126.893	2.980
59-9. Valenciennes	223.354	146.626	1.066	15.748	163.440	73,22	123.901	77.955	8.062
62-1. Arras	509.471	378.435	1.750	39.681	419.866	82,41	146.775	96.775	13.264
62-2. Calais	330.628	278.095	1.977	25.334	305.406	92,37	133.345	84.625	4.051
80-1. Amiens	348.327	249.866	1.739	23.672	275.277	79,03	126.388	75.290	2.954
Total	3.338.315	2.541.279	21.097	246.601	2.808.977	84,14	1.319.438	827.361	56.105
Région de Nancy.									
08-1. Charleville	207.503	160.501	1.241	14.543	176.285	84,95	82.757	44.965	1.995
10-1. Troyes	162.342	139.425	1.501	12.435	153.361	94,47	64.423	41.165	1.219
51-1. Reims	290.212	241.975	1.475	19.076	262.526	90,46	118.262	69.636	3.213
52-1. Chaumont	133.676	125.931	860	11.867	138.658	103,73	52.259	31.809	1.921
54-1. Nancy	441.765	318.939	2.890	30.181	352.010	79,68	228.567	136.900	20.130
55-1. Bar-le-Duc	119.057	114.636	561	12.249	127.446	107,05	50.813	19.546	646
88-1. Epinal	266.634	250.899	2.532	24.874	278.305	104,38	79.762	48.845	1.182
Total	1.621.189	1.352.306	11.060	125.225	1.488.591	91,82	676.823	392.866	30.306
Région de Rennes.									
22-1. Saint-Brieuc	286.547	387.150	4.255	34.556	425.961	148,65	97.362	59.088	3.233
29-1. Brest	222.137	267.194	3.673	25.892	296.759	133,59	92.486	57.911	12.407
29-2. Quimper	244.653	219.745	4.491	25.746	249.982	102,18	81.043	36.300	754
35-1. Rennes	388.724	473.395	4.829	47.741	525.965	135,30	155.160	94.181	4.077
53-1. Laval	157.152	183.244	1.841	18.145	203.230	129,32	41.951	25.136	504
72-1. Le Mans	270.199	254.482	1.376	21.891	277.749	102,79	109.952	71.428	4.060
Total	1.569.412	1.785.210	20.465	173.971	1.979.646	126,14	577.954	344.044	25.035

CAISSES	COTISATIONS	PRESTATIONS LÉGALES					DÉPENSES DE GESTION administrative.		IMMOBILISATIONS
		Allocations familiales.	Allocations de logement (1).	Autres prestations.	Total.	Pourcentage par rapport aux cotisations.	Total (2).	Dont traitements et salaires.	
Région de Nantes.									
37-1. Tours	268.388	261.695	1.541	23.003	286.239	106,65	93.685	57.671	3.002
44-1. Nantes	496.361	583.876	8.273	47.038	639.187	128,77	266.191	168.614	4.418
49-1. Angers	257.139	327.525	4.228	29.838	361.591	140,62	104.054	64.694	1.958
49-2. Cholet	83.121	120.573	3.114	10.919	134.606	161,94	34.730	20.371	1.104
56-1. Vannes	260.236	345.602	2.008	30.496	378.106	145,29	70.519	40.041	300
85-1. La Roche-sur-Yon..	116.144	317.084	3.828	29.310	350.222	154,87	76.711	40.764	2.519
Total	1.591.389	1.956.355	22.992	170.604	2.149.951	135,10	645.887	392.155	13.301
Région d'Orléans.									
18-1. Bourges	190.637	138.584	910	11.557	151.051	79,23	56.349	35.814	3.949
36-1. Châteauroux	159.710	150.366	1.039	12.270	163.675	102,48	56.861	35.997	2.785
41-1. Blois	167.520	154.974	1.717	14.566	171.257	102,23	53.824	32.157	»
45-1. Orléans	285.350	220.382	1.375	17.792	239.549	83,95	95.049	61.048	1.791
58-1. Nevers	159.378	134.369	1.253	12.359	147.981	92,85	49.083	31.487	392
Total	962.595	798.675	6.294	68.544	873.513	90,74	311.166	196.503	8.917
Région de Dijon.									
21-1. Dijon	224.381	224.811	2.723	20.541	248.075	110,56	98.058	62.280	485
25-1. Besançon	190.797	203.671	3.606	16.524	223.801	117,30	64.247	25.237	6.559
25-2. Audincourt	72.254	44.995	714	4.899	50.608	70,04	67.014	28.533	1.156
39-1. Saint-Claude	169.172	173.277	1.345	18.027	192.619	113,86	61.595	35.738	1.386
70-1. Vesoul	133.418	113.832	387	11.616	125.835	94,32	48.870	29.693	822
71-1. Mâcon	344.003	283.337	1.870	26.535	311.742	90,62	85.002	45.852	4.440
89-1. Auxerre	167.454	144.926	579	12.412	157.917	94,30	55.779	20.689	692
90-1. Belfort	79.651	55.182	564	4.564	60.310	75,72	46.263	20.233	3.643
Total	1.381.130	1.244.031	11.758	115.118	1.370.907	99,26	526.728	268.255	18.883
Région de Limoges.									
16-1. Angoulême	198.466	170.227	927	16.814	187.968	94,71	73.664	40.795	1.365
17-1. La Rochelle	296.682	272.766	1.963	24.106	298.835	100,72	101.303	37.923	1.357
19-1. Brive	157.564	146.842	1.315	14.352	162.549	103,14	50.703	31.144	17.757
23-1. Guéret	81.842	76.508	509	7.486	84.503	103,25	19.950	12.474	737
79-1. Niort	188.241	203.781	1.815	21.258	226.854	120,51	66.303	38.325	537
86-1. Poitiers	209.723	221.254	580	18.763	240.597	114,72	63.958	39.948	26
87-1. Limoges	218.951	144.498	1.646	12.901	159.045	72,64	56.014	35.741	666
Total	1.351.469	1.235.876	8.765	115.680	1.360.321	100,65	431.895	236.350	22.445
Région de Clermont-Ferrand.									
03-1. Moulins	278.542	176.955	2.094	14.096	193.145	69,34	86.406	55.484	7.748
15-1. Aurillac	99.037	114.647	1.107	11.834	127.588	128,83	33.836	14.534	536
43-1. Le Puy	121.952	156.022	488	16.023	172.533	141,48	41.973	24.563	386
48-1. Mende	38.638	44.383	621	4.265	49.269	127,51	15.410	9.665	279
63-1. Clermont-Ferrand..	354.631	258.983	1.361	22.652	282.996	79,80	140.864	87.601	12.141
Total	892.800	750.990	5.671	68.870	825.531	92,46	318.489	191.847	21.090
Région de Lyon.									
01-1. Bourg	235.852	241.225	989	20.533	262.747	111,40	67.766	38.835	»
07-1. Annonay	43.160	50.106	447	4.176	54.729	126,80	20.190	7.524	462
07-2. Aubenas	78.055	90.555	1.025	10.802	102.382	131,17	38.842	24.013	67
26-1. Valence	182.759	188.041	2.554	16.297	206.892	113,20	78.080	49.930	8.477
38-1. Grenoble	395.924	355.800	3.833	26.188	385.821	97,45	170.149	64.906	5.085
38-2. Vienne	95.570	101.178	729	8.882	110.789	115,92	53.008	24.403	2.394
42-1. Roanne	127.902	85.881	548	9.388	95.817	74,91	38.645	22.280	2.197
42-2. Saint-Etienne	403.991	330.247	2.240	28.654	361.138	89,39	139.427	85.015	2.136
69-1. Lyon	785.383	585.275	7.060	43.045	635.380	80,90	330.289	153.285	37.523
69-2. Villefranche	114.043	103.671	280	9.982	114.033	99,99	43.946	28.655	959
73-1. Chambéry	201.931	210.471	4.065	17.900	232.436	113,42	96.146	47.471	223
74-1. Annecy	294.785	318.306	6.019	28.992	353.317	119,85	85.238	53.870	4.698
Total	2.962.355	2.660.756	29.889	224.836	2.915.481	98,42	1.161.726	600.187	64.221

CAISSES	COTISATIONS	PRESTATIONS LÉGALES					DÉPENSES DE GESTION administrative.		IMMOBILISATIONS
		Allocations familiales.	Allocations de logement (1).	Autres prestations.	Total.	Pourcentage par rapport aux cotisations.	Total (2).	Dont traitements et salaires.	
Région de Bordeaux.									
24-1. Périgueux	175.925	172.351	1.601	15.653	189.605	107,78	68.246	37.871	905
33-1. Bordeaux	633.495	514.235	4.670	42.275	561.180	88,58	271.445	177.711	3.418
40-1. Mont-de-Marsan	132.729	112.060	1.735	12.777	126.572	95,36	44.874	27.763	5.868
47-1. Agen	147.950	137.424	1.701	13.433	152.558	103,11	57.131	34.080	460
64-1. Bayonne	139.025	125.405	1.295	13.451	140.151	100,81	48.824	19.201	786
64-2. Pau	176.110	141.502	1.098	12.090	154.690	87,84	53.785	34.122	9.879
Total	1.405.234	1.202.977	12.100	109.679	1.324.756	94,27	544.299	330.748	21.316
Région de Toulouse.									
09-1. Foix	91.556	63.062	755	6.782	70.599	77,11	23.644	12.236	10.330
31-1. Toulouse	340.340	272.208	3.859	23.618	299.685	88,05	151.750	64.275	3.435
32-1. Auch	90.999	92.478	333	7.371	100.182	110,09	24.560	13.966	45
46-1. Cahors	71.077	73.361	996	8.232	82.589	116,20	26.107	15.877	288
65-1. Tarbes	149.364	123.948	918	10.405	135.271	90,56	52.209	35.097	180
81-1. Albi	183.546	177.357	1.902	16.543	195.802	106,68	69.203	41.607	4.630
82-1. Montauban	96.016	101.041	773	8.457	110.271	114,85	33.028	20.411	361
Total	1.022.898	903.455	9.536	81.408	994.399	97,21	380.501	203.459	19.369
Région de Montpellier.									
11-1. Carcassonne	167.217	137.977	853	13.394	152.224	91,03	41.104	24.341	2.847
12-1. Rodez	150.062	175.323	2.116	15.842	193.281	128,80	48.246	29.761	225
30-1. Nîmes	240.859	190.156	769	14.327	205.252	85,22	83.073	52.455	1.550
34-1. Béziers	122.350	107.817	342	8.822	116.981	95,61	43.309	17.425	5.525
34-2. Montpellier	171.400	145.796	860	10.103	156.759	91,46	75.017	45.865	3.042
66-1. Perpignan	185.399	136.169	1.655	9.685	147.509	79,56	41.776	24.801	1.257
Total	1.037.287	893.238	6.595	72.173	972.006	93,71	332.525	194.648	14.446
Région de Marseille.									
04-1. Digne	57.466	58.275	549	6.212	65.036	113,17	17.771	8.451	525
05-1. Gap	58.354	69.358	261	5.770	75.389	129,19	20.860	7.825	663
06-1. Nice	516.471	298.521	2.878	36.473	337.872	65,42	160.331	69.992	10.831
13-1. Marseille	743.384	590.257	4.621	47.527	642.405	86,42	389.320	142.427	5.992
20-1. Ajaccio	57.314	116.211	288	9.302	125.801	219,49	28.178	18.354	1.242
83-1. Toulon	328.787	204.452	1.169	19.421	224.442	68,26	101.754	67.183	2.804
84-1. Avignon	241.128	186.334	2.117	16.469	204.950	85 »	68.871	41.177	7.678
Total	2.002.904	1.523.108	11.913	140.874	1.675.895	83,67	787.094	355.406	29.732
Région de Strasbourg.									
57-1. Metz	548.423	384.767	4.040	45.608	434.415	79,21	260.451	146.020	10.368
67-1. Strasbourg	526.431	371.679	4.802	38.071	414.552	78,75	232.843	149.861	3.778
68-1. Mulhouse	354.086	257.344	3.918	28.588	289.850	81,86	192.156	117.646	3.922
Total	1.428.940	1.013.790	12.760	112.267	1.138.817	79,70	685.450	413.527	18.068
France entière	33.454.134	26.738.730	232.825	2.450.878	29.422.433	87,95	13.569.428	7.563.635	474.071

(1) Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat.

(2) Y compris la contribution aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (1.462 millions pour l'ensemble des caisses d'allocations familiales).

III. — **Cotisations encaissées et prestations légales versées au titre des salariés du régime des mines. Dépenses de gestion administrative et d'action sanitaire et sociale des unions de sociétés de secours minières.**

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES ou unions de sociétés de secours minières.	Cotisations.	PRESTATIONS LÉGALES						GESTION administrative (2) (3).	DÉPENSES d'action sanitaire et sociale (3).
		Allocations familiales.	Allocations de salaire unique.	Allocations de logement (1).	Autres prestations et divers.	Total.	Pourcentage par rapport aux cotisations.		
Caisses d'allocations familiales de la région de Rouen.....	212.998	192.781	112.379	1.698	20.422	327.280	153,65	»	»
Union minière du Nord (Lens).....	10.460.469	8.461.517	6.358.110	115.994	870.673	15.806.294	151,11	164.736	453.779
Caisses d'allocations familiales de la région de Rennes.....	51.347	52.067	35.001	1.116	2.651	90.835	176,90	»	»
Caisses d'allocations familiales de la région de Nantes.....	316.429	284.494	179.850	12.038	28.128	504.510	159,44	»	»
Union minière du Centre-Est (Montceau-les-Mines)	1.113.676	783.643	581.463	19.619	67.503	1.452.228	130,40	26.342	56.519
Union minière du Centre (Saint-Etienne)	1.724.810	1.328.636	914.611	28.927	134.955	2.407.129	139,56	40.811	74.380
Union minière du Sud-Ouest (Toulouse).	1.079.326	744.598	587.258	27.636	61.632	1.421.124	131,67	30.648	60.912
Union minière du Sud-Est (Alès).....	1.734.889	1.276.857	932.907	31.638	116.967	2.358.369	136,84	44.292	91.830
Union minière de l'Est (Metz).....	6.821.358	4.118.978	3.276.200	166.271	475.745	8.037.194	117,82	116.748	358.586
Total.....	23.515.302	17.243.571	12.977.779	404.937	1.778.676	32.404.963	137,87	423.577	1.096.036

(1) Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat.

(2) Prélèvement de gestion administrative effectué par les unions de sociétés de secours minières au titre des prestations familiales.

(3) Les dépenses administratives et d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocations familiales servant les prestations familiales à des mineurs sont relevées dans les tableaux précédents.

IV. — **Familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1956.**

Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales.

CAISSES D'ALLOCATIONS familiales.	SALARIÉS (1)										EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.		
	Familles bénéficiaires						Nombre total d'enfants.		Nombre d'enfants pour 100 familles.				
	des allocations familiales.	de l'allocation de salaire unique.			des prestations familiales.		A. F. et S. U. (3).	A. F. seulement (4).	A. F. et S. U. (3).	A. F. seulement (4).	Familles bénéficiaires (4).	Nombre total d'enfants (4).	Nombre d'enfants p. 100 familles.
		Jeunes ménages et familles d'un enfant.	Familles de 2 enfants et plus.	Total.	Total.	Dont P. N. A. (2).							
Région de Paris.													
28-1. Chartres	7.344	3.025	6.665	9.690	10.369	512	25.713	22.793	248	310	1.732	4.663	270
60-1. Beauvais	9.761	3.751	8.888	12.639	13.512	746	34.254	30.609	254	314	1.274	3.417	268
60-2. Creil	8.135	3.330	7.016	10.346	11.465	428	27.629	24.403	241	300	709	1.852	261
75-1. Paris	368.830	174.240	270.950	445.190	543.070	24.535	1.150.107	978.407	212	265	40.015	102.367	256
75-2. Navigation maritime	1.907	686	1.402	2.088	2.593	»	6.700	6.083	258	319	1.119	3.095	276
75-3. Pêche maritime...	5.280	2.487	5.115	7.602	7.767	1.006	17.483	15.211	225	288	9.602	26.770	279
75-4. Marins du commerce	12.889	8.311	12.324	20.635	21.200	1.626	42.572	35.015	200	272	2	5	250
77-1. Melun	14.113	6.444	12.625	19.069	20.557	900	47.142	40.845	229	289	2.568	6.601	257
Total	428.259	202.274	324.985	527.259	630.533	29.753	1.351.600	1.153.366	214	269	57.021	148.790	261
Région de Rouen.													
14-1. Caen	18.864	7.523	17.192	24.715	26.387	1.660	66.948	59.808	253	317	3.665	9.960	272
27-1. Evreux	11.933	4.462	10.633	15.095	16.395	1.229	41.131	36.761	251	308	2.336	6.339	271
50-1. Avranches	10.724	3.911	9.928	13.839	14.635	1.175	37.988	34.285	260	320	3.241	9.153	282
61-1. Alençon	7.386	2.468	6.750	9.218	9.854	710	25.599	23.206	260	314	2.354	6.566	279
76-1. Dieppe	7.553	3.184	6.926	10.110	10.737	724	27.246	24.203	254	320	1.642	4.473	272
76-2. Elbeuf	2.075	780	1.751	2.531	2.855	205	7.165	6.398	251	308	187	508	272
76-3. Le Havre	17.934	8.466	15.663	24.129	25.500	1.450	58.542	50.525	230	297	1.938	5.198	268
76-4. Rouen	20.234	9.238	18.571	27.809	29.472	1.526	70.614	61.543	240	304	2.315	6.255	270
Total	95.803	40.032	87.414	127.446	135.835	8.679	335.233	296.729	247	310	17.678	48.449	274
Région de Lille.													
02-1. Saint-Quentin	9.933	3.955	9.194	13.149	13.888	777	34.546	30.714	249	309	1.139	2.976	261
02-2. Soissons	9.100	3.864	8.376	12.240	12.964	711	31.881	28.203	246	310	1.286	3.543	276
59-1. Armentières	4.928	1.787	4.558	6.345	6.715	421	16.799	15.054	250	305	866	2.508	290
59-2. Cambrai	6.071	2.842	5.691	8.533	8.913	458	20.644	17.856	232	294	936	2.517	269
59-3. Douai	6.067	3.251	5.315	8.566	9.318	705	20.499	17.521	220	289	1.009	2.594	257
59-4. Dunkerque	10.151	4.684	9.488	14.172	14.835	1.016	35.341	31.011	238	305	1.550	4.358	281
59-5. Lille	26.040	10.666	23.157	33.823	36.706	2.002	87.256	76.788	238	295	3.358	9.424	281
59-6. Maubeuge	14.211	5.786	11.953	17.739	19.997	915	47.656	42.192	238	297	1.135	3.083	272
59-7. Roubaix	28.173	9.792	24.932	34.724	37.965	1.473	94.199	84.531	248	300	2.735	7.604	278
59-9. Valenciennes	18.313	9.647	17.231	26.878	27.960	1.338	61.923	52.953	221	289	1.615	4.359	270
62-1. Arras	16.337	8.244	14.911	23.155	24.581	1.878	54.810	46.894	223	287	3.625	9.714	268
62-2. Calais	18.924	7.692	17.806	25.498	26.616	1.970	66.592	59.421	250	312	2.631	7.234	275
80-1. Amiens	17.518	6.938	16.253	23.191	24.456	1.552	61.247	54.460	250	310	2.509	6.834	272
Total	185.766	79.148	168.865	248.013	264.914	15.216	633.393	557.298	239	300	24.394	66.748	274
Région de Nancy.													
08-1. Charleville	15.061	6.155	12.832	18.987	21.216	796	51.705	45.810	244	304	1.629	4.480	275
10-1. Troyes	9.395	3.448	7.553	11.001	12.843	714	31.082	27.716	242	295	1.433	3.968	277
51-1. Reims	16.387	6.872	14.854	21.726	23.259	1.707	56.471	49.841	243	304	2.485	6.862	276
52-1. Chaumont	8.730	3.224	7.332	10.556	11.954	432	30.198	27.160	253	311	1.327	3.642	274
54-1. Nancy	33.746	15.479	29.410	44.889	49.225	1.772	112.668	97.934	229	290	3.178	8.522	268
55-1. Bar-le-Duc	7.974	3.162	7.081	10.243	11.136	523	27.799	24.756	250	310	1.197	3.314	277
88-1. Epinal	18.206	6.281	15.780	22.061	24.487	1.228	62.196	56.054	254	308	2.611	7.115	273
Total	109.499	44.621	94.842	139.463	154.120	7.172	372.119	329.271	241	301	13.860	37.903	273
Région de Rennes.													
22-1. Saint-Brieuc	10.344	4.110	9.012	13.122	14.454	1.297	35.209	31.290	244	302	4.335	12.419	286
29-1. Brest	10.941	4.292	9.765	14.057	15.233	1.330	36.511	32.519	240	297	2.827	7.690	272
29-2. Quimper	7.453	3.473	6.533	10.006	10.926	1.377	24.160	20.846	221	279	2.789	7.007	251
35-1. Rennes	15.627	6.187	13.740	19.927	21.844	1.562	52.282	46.462	240	297	4.938	13.263	269
53-1. Laval	4.816	1.865	4.346	6.211	6.681	413	16.847	15.102	252	313	2.012	5.727	285
72-1. Le Mans	14.487	5.385	13.195	18.580	19.872	1.530	51.225	46.191	258	319	2.633	7.102	270
Total	63.668	25.312	56.591	81.903	88.980	7.509	216.234	192.410	243	302	19.534	53.208	272

CAISSES D'ALLOCATIONS familiales.	SALARIÉS (1)										EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.		
	Familles bénéficiaires						Nombre total d'enfants.		Nombre d'enfants pour 100 familles.		Familles bénéfi-ciaires (4).	Nombre total d'en-fants (4).	Nombre d'en-fants p. 100 familles.
	des allocations familiales.	de l'allocation de salaire unique.			des prestations familiales.		A. F. et S. U. (3).	A. F. seulement (4).	A. F. et S. U. (3).	A. F. seule-ment (4).			
		Jeunes ménages et familles d'un enfant.	Familles de 2 enfants et plus.	Total.	Total.	Dont P. N. A. (2).							
Région de Nantes.													
37-1. Tours	11.626	4.968	10.603	15.571	16.594	883	40.309	35.503	243	305	2.892	7.675	265
44-1. Nantes	35.125	14.362	32.281	46.643	49.187	2.402	117.763	104.223	238	297	5.591	15.593	279
49-1. Angers	11.286	4.102	10.140	14.242	15.388	1.085	40.032	36.088	260	320	3.210	8.984	280
49-2. Cholet	4.941	1.728	4.535	6.263	6.669	325	17.042	15.374	256	311	1.101	3.275	297
56-1. Vannes	12.972	5.290	12.098	17.388	18.262	1.468	43.120	38.149	236	294	3.777	10.240	271
85-1. La Roche-sur-Yon	8.777	3.700	8.153	11.853	12.477	1.087	31.223	27.731	250	316	3.333	9.235	277
Total	84.727	34.150	77.810	111.960	118.877	7.250	289.489	257.068	244	303	19.904	55.002	276
Région d'Orléans.													
18-1. Bourges	7.952	3.660	7.299	10.959	11.612	658	27.133	23.557	234	296	1.616	4.160	257
36-1. Châteauroux	6.030	2.754	5.350	8.104	8.784	492	20.620	17.891	235	297	1.710	4.449	260
41-1. Blois	5.595	2.454	5.004	7.458	8.049	451	19.346	16.942	240	303	1.821	4.791	263
45-1. Orléans	12.411	4.768	10.922	15.690	17.179	855	41.869	37.195	244	300	2.406	6.364	265
58-1. Nevers	6.384	3.121	5.970	9.091	9.505	502	22.389	19.426	236	304	1.533	4.073	266
Total	38.372	16.757	34.545	51.302	55.129	2.958	131.357	115.011	238	300	9.086	23.837	262
Région de Dijon.													
21-1. Dijon	12.107	5.263	10.635	15.898	17.370	923	41.397	36.381	238	300	2.376	6.527	275
25-1. Besançon	9.641	3.515	8.391	11.906	13.156	485	33.084	29.644	251	307	1.872	5.464	292
25-2. Audincourt	9.810	3.956	8.241	12.197	13.766	371	32.587	28.848	237	294	454	1.191	262
39-1. Saint-Claude	8.361	3.168	7.455	10.623	11.529	519	28.798	25.746	250	308	1.782	4.940	277
70-1. Vesoul	6.345	2.639	5.434	8.073	8.984	554	21.808	19.250	243	303	1.136	3.189	281
71-1. Mâcon	16.089	7.869	14.280	22.149	23.958	927	55.887	48.400	233	301	3.296	8.663	263
89-1. Auxerre	6.564	2.667	5.995	8.662	9.231	507	22.456	19.840	243	302	1.626	4.278	263
90-1. Belfort	6.376	2.812	5.205	8.017	9.188	391	21.059	18.338	229	288	586	1.541	263
Total	75.293	3.1889	65.636	97.525	107.182	4.657	257.076	226.447	240	301	13.128	35.793	273
Région de Limoges.													
16-1. Angoulême	8.674	3.938	7.709	11.647	12.612	679	29.466	25.680	234	296	1.886	4.919	261
17-1. La Rochelle	13.284	5.378	12.288	17.666	18.662	1.167	47.023	41.832	252	315	2.910	7.854	270
19-1. Brive	5.029	2.800	4.505	7.305	7.829	442	17.068	14.375	218	286	1.720	4.303	250
23-1. Guéret	2.063	971	1.820	2.791	3.034	239	6.939	6.011	229	291	887	2.234	252
79-1. Niort	6.931	3.099	6.289	9.388	10.030	611	24.647	21.669	246	313	2.165	5.944	275
86-1. Poitiers	7.129	3.356	6.547	9.903	10.485	1.006	24.983	21.764	238	305	2.490	6.620	266
87-1. Limoges	7.564	4.098	6.677	10.775	11.662	518	25.175	21.187	216	280	1.707	4.264	250
Total	50.674	23.640	45.835	69.475	74.314	4.662	175.301	152.518	236	300	13.765	36.138	263
Région de Clermont-Ferrand.													
03-1. Moulins	10.331	5.323	9.293	14.616	15.654	889	34.470	29.302	220	284	2.050	5.115	250
15-1. Aurillac	2.675	1.200	2.372	3.572	3.875	475	9.195	8.078	237	302	1.448	3.822	264
43-1. Le Puy	3.733	1.859	3.325	5.184	5.592	323	12.448	10.707	223	287	1.728	4.594	266
48-1. Mende	1.250	516	1.049	1.565	1.766	100	4.227	3.763	239	301	529	1.357	257
63-1. Clermont-Ferrand	16.323	7.751	13.993	21.744	24.074	966	53.339	45.878	222	281	3.014	7.590	252
Total	34.312	16.649	30.032	46.681	50.961	2.753	113.679	97.728	223	285	8.769	22.478	256
Région de Lyon.													
01-1. Bourg	7.522	3.701	6.403	10.104	11.223	802	25.694	22.114	229	294	2.634	7.485	286
07-1. Annonay	2.439	1.164	2.028	3.192	3.603	330	8.078	7.027	224	288	550	1.437	261
07-2. Aubenas	4.287	1.909	3.721	5.630	6.196	326	14.169	12.621	234	294	1.070	2.730	255
26-1. Valence	9.809	4.440	8.565	13.005	14.249	700	33.468	28.953	233	295	1.993	5.125	257
38-1. Grenoble	23.681	9.502	19.364	28.866	33.183	1.318	76.319	67.085	230	283	3.610	9.575	265
38-2. Vienne	6.766	2.642	5.671	8.313	9.408	451	22.021	19.503	234	288	1.039	2.747	264
42-1. Roanne	5.028	2.060	4.297	6.357	7.088	290	16.954	14.949	239	297	990	2.531	256
42-2. Saint-Etienne	23.915	11.404	19.834	31.238	35.319	1.541	78.434	67.716	222	283	3.482	9.055	260
69-1. Lyon	48.202	19.599	36.805	56.404	67.801	2.732	152.883	133.729	226	278	5.830	15.165	260
69-2. Villefranche	5.482	1.741	4.182	5.923	7.223	286	18.241	16.522	253	301	1.061	2.893	273
73-1. Chambéry	14.990	4.570	9.807	14.377	18.570	706	43.792	39.541	236	282	2.261	5.852	259
74-1. Annecy	10.833	4.553	8.479	13.032	15.386	581	35.735	31.455	232	290	3.387	9.112	269
Total	161.964	67.285	129.156	196.441	229.249	9.713	525.788	461.185	229	285	27.907	78.707	264

CAISSES D'ALLOCATIONS familiales.	SALARIÉS (1)										EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.		
	Familles bénéficiaires						Nombre total d'enfants.		Nombre d'enfants pour 100 familles.		Familles bénéficiaires (4).	Nombre total d'enfants (4).	Nombre d'enfants p. 100 familles.
	des allocations familiales.	de l'allocation de salaire unique.			des prestations familiales.		A. F. et S. U. (3).	A. F. seulement (4).	A. F. et S. U. (3).	A. F. seulement (4).			
		Jeunes ménages et familles d'un enfant.	Familles de 2 enfants et plus.	Total.	Total.	Dont P. N. A. (2).							
Région de Bordeaux													
24-1. Périgueux	6.694	3.457	5.936	9.393	10.151	727	22.664	19.338	223	289	2.023	5.177	256
33-1. Bordeaux	30.743	15.141	27.252	42.393	45.884	2.948	101.951	87.192	222	284	5.704	14.675	257
40-1. Mont-de-Marsan	4.561	2.451	4.173	6.624	7.012	366	15.108	12.878	215	282	1.373	3.483	254
47-1. Agen	6.242	2.502	5.522	8.024	8.744	633	20.686	18.274	237	293	1.415	3.630	257
64-1. Bayonne	5.857	2.772	5.283	8.055	8.629	556	19.241	16.535	223	282	1.321	3.511	266
64-2. Pau	6.549	3.104	5.645	8.749	9.653	462	21.425	18.495	222	283	1.569	4.151	265
Total	60.646	29.427	53.811	83.238	90.073	5.692	201.078	172.712	223	285	13.405	34.627	258
Région de Toulouse.													
09-1. Foix	3.829	2.271	3.515	5.786	6.100	489	12.626	10.565	207	276	861	2.148	250
31-1. Toulouse	18.186	9.597	15.424	25.021	27.783	1.934	58.270	48.982	210	260	3.238	8.038	248
32-1. Auch	2.079	1.167	1.860	3.027	3.246	184	7.029	5.913	217	284	1.156	2.983	258
46-1. Cahors	2.345	1.084	2.059	3.143	3.429	224	7.765	6.725	226	287	894	2.266	254
65-1. Tarbes	6.432	2.931	5.613	8.571	9.363	706	20.797	18.005	222	280	1.406	3.592	255
81-1. Albi	8.395	4.128	7.612	11.740	12.523	410	27.213	23.245	217	277	2.119	5.267	249
82-1. Montauban	3.823	1.837	3.510	5.377	5.660	453	13.279	11.474	235	300	1.067	2.788	261
Total	45.089	23.015	39.653	62.668	68.104	4.400	146.979	124.879	216	277	10.738	27.082	252
Région de Montpellier.													
11-1. Carcassonne	5.213	3.221	4.761	7.982	8.434	637	17.490	14.271	206	274	1.756	4.370	249
12-1. Rodez	4.875	2.573	4.356	6.929	7.448	411	16.039	13.632	215	280	1.905	4.991	262
30-1. Nîmes	10.589	5.674	9.260	14.934	16.263	1.244	35.160	29.859	216	287	2.330	5.830	250
34-1. Béziers	4.087	2.487	3.750	6.237	6.574	682	12.988	10.623	198	260	1.300	3.183	245
34-2. Montpellier	8.257	3.970	7.552	11.522	12.227	999	27.375	23.594	224	286	1.590	4.067	256
66-1. Perpignan	5.363	4.095	4.249	8.341	9.458	805	18.041	14.177	191	264	1.957	4.753	243
Total	38.384	22.020	33.928	55.948	60.404	4.778	127.003	106.156	210	277	10.838	27.194	251
Région de Marseille.													
04-1. Digne	1.955	959	1.574	2.533	2.914	150	6.410	5.515	220	282	617	1.582	256
05-1. Gap	2.896	1.118	2.464	3.282	4.044	44	9.363	8.313	233	287	716	1.953	273
06-1. Nice	16.020	10.793	13.125	23.918	26.813	2.462	52.328	41.931	195	262	3.973	9.440	238
13-1. Marseille	48.852	26.558	41.388	67.846	75.410	5.801	158.565	133.523	210	273	6.214	15.552	250
20-1. Ajaccio	5.089	2.185	4.477	6.662	7.274	785	18.366	16.246	252	319	1.540	4.517	293
83-1. Toulon	12.829	6.790	10.612	17.402	19.619	950	42.084	36.239	215	282	3.100	7.815	252
89-1. Avignon	8.005	4.221	6.960	11.181	12.226	538	26.945	22.892	220	286	2.225	5.608	252
Total	95.646	52.624	80.200	132.824	148.270	10.730	314.031	264.659	212	277	18.385	46.467	253
Région de Strasbourg.													
57-1. Metz	34.759	17.174	28.578	45.752	51.933	1.921	113.544	97.821	219	284	4.232	11.047	261
67-1. Strasbourg	29.089	18.195	26.908	45.103	47.284	3.246	99.867	82.788	211	285	4.133	10.670	258
68-1. Mulhouse	20.403	10.423	18.149	28.572	30.826	1.752	67.779	57.599	220	282	2.832	7.327	258
Total	84.251	45.792	73.635	119.427	130.043	6.919	281.190	238.208	216	283	11.197	29.044	259
France entière	1.652.353	754.635	1.396.938	2.151.573	2.406.988	132.841	5.471.550	4.745.645	227	287	289.609	766.467	265

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, non compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Population non active.
(3) Allocations familiales et allocation de salaire unique.
(4) Allocations familiales seulement.

V. — **Familles du régime minier bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1956. Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales.**

UNIONS MINIERES ou caisses d'allocations familiales.	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES					NOMBRE TOTAL d'enfants.		NOMBRE D'ENFANTS pour 100 familles.	
	des allocations familiales.	de l'allocation de salaire unique.			des prestations familiales.	A. F. et S. U. (1).	A. F. seulement (2).	A. F. et S. U. (1).	A. F. seulement (2).
		Jeunes ménages et familles de 1 enfant.	Familles de 2 enfants et plus.	Total.	Total.				
Caisses d'allocations familiales de la région de Rouen	1.298	418	1.261	1.679	1.716	4.638	4.249	270	327
Union minière du Nord (Lens)	59.847	30.507	58.628	89.135	90.354	205.723	176.410	228	295
Caisses d'allocations familiales de la région de Rennes	316	142	287	429	458	1.100	964	240	301
Caisses d'allocations familiales de la région de Nantes	1.816	704	1.733	2.437	2.520	6.311	5.644	251	311
Union minière du Centre-Est (Montceau-les-Mines)	5.753	2.896	5.437	8.333	8.649	19.534	16.800	226	292
Union minière du Centre (Saint-Etienne)	9.639	4.233	9.191	13.424	13.872	32.363	28.309	233	294
Union minière du Sud-Ouest (Toulouse)	6.003	3.423	5.683	9.106	9.426	19.906	16.727	211	279
Union minière du Sud-Est (Alès)	9.309	4.964	8.784	13.748	14.273	31.342	26.701	220	287
Union minière de l'Est (Metz)	31.425	16.838	30.101	46.939	48.263	104.974	89.471	218	285
Total	125.406	64.125	121.105	185.230	189.531	425.891	365.278	225	292

(1) Allocations familiales et allocations de salaire unique.
(2) Allocations familiales seulement.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire